

Université de Montréal

Industries et industriels français du textile
face au défi international 1871-1914

par

Philippe Petitpas

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Ph. D.
en histoire

Janvier, 2012

©Philippe Petitpas, 2012

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :
Industries et industriels français du textile
face au défi international 1871-1914

présentée par :
Philippe Petitpas

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Michael Huberman
président-rapporteur

Samir Saul
directeur de recherche

Jean-Claude Daumas
membre du jury

Dominique Barjot
examineur externe

Augustin Simard
représentant du doyen

Résumé

Fortement liées à l'international, les industries françaises du textile ont connu une évolution erratique entre 1871 et 1914. L'adoption de tarifs hautement protectionnistes en 1892 favorise les industriels du coton au détriment de ceux travaillant la laine et la soie. Ces derniers exportent leurs marchandises luxueuses sur des marchés ouverts à la concurrence. Ils profitent peu des marchés coloniaux, moins intéressés par leurs produits.

Des politiques hardies d'importation directe de la matière première permettent, notamment à Roubaix, de pallier à certains désavantages. Si plusieurs industriels incitent le gouvernement à réformer ses services commerciaux à l'étranger et à y adjoindre des spécialistes, ils retiennent peu les recommandations des experts concernant l'adoption des moyens propres à favoriser les exportations. Plusieurs carences du commerce français ont été soulignées précocement mais il a été difficile de rapidement appliquer des solutions.

Dans un contexte marqué par une concurrence accrue sur les marchés extérieurs, la France s'en tire mieux qu'on a pu le penser. La flexibilité de l'appareil productif français permet d'obtenir de nombreuses commandes dans les créneaux du luxe et du demi-luxe. Son niveau d'intégration, moins élevé que dans d'autres pays, se révèle ainsi parfois être un avantage. Toutefois, l'industrie textile est handicapée par la grande difficulté des patrons à s'associer de manière stable à l'extérieur du clan familial. L'entente se réalise cependant plus aisément et avantageusement pour ceux qui ont une production spécialisée, rare ou brevetée.

Les performances et l'organisation des entreprises textiles françaises à l'étranger montrent que le marché national stimulait peu les producteurs à adopter les meilleures conditions de production possibles. Ces sociétés et celles obtenant des succès à l'exportation sont souvent les plus dynamiques et les plus rentables.

Mots-clés : France, Industrie, Industriels, Textile, IIIe République, Commerce extérieur, Laine, Soie, Coton, Protectionnisme, Libre-échange

Abstract

Strongly connected to international trade, the French textile industry experienced erratic changes between 1871 and 1914. The adoption of protectionist tariffs in 1892 favor cotton manufacturers at the expense of wool and silk producers. The latter export their luxury merchandise on markets that are open to competition. They deal very little on colonial markets, due to a lack of interest in their products.

Bold direct importation policies on raw materials help overcome some disadvantages, especially in Roubaix. Several manufacturers urge the government to reform its foreign trade services and hire specialists, but they do not act upon recommendations from experts regarding the adoption of certain measures to promote exports. Several shortcomings of French trade were pointed out early on, but it proved difficult to apply swift solutions.

In the context of greater foreign competition, France performed better than we would have imagined. The flexibility of the French manufacturing industry helps it to obtain several orders in the luxury and semi-luxury goods niches. Its level of integration, weaker than in other countries, sometimes proves to be an advantage. However, the textile industry is crippled by its leaders' great difficulty to do stable business outside of their families. That said, those who deal in specialized, rare or patented production manage to reach agreements more easily and gain the upper hand.

The performance and organization of the French textile industry abroad demonstrate that the domestic market provided little incentive to manufacturers to adopt the best possible conditions for production. These companies and those successful exporting their goods are often the strongest and most profitable.

Keywords : France, Industry, Manufacturers, Textile, Third Republic, Foreign trade, Wool, Silk, Cotton, Protectionism, Free trade

Table des matières

Introduction

Aspects historiographiques et contextuels.....	1
Objectifs et méthodologie.....	10
Problématique et hypothèses de recherche.....	16

Chapitre 1. L'industrie textile française de 1871 à 1877

I. L'industrie lainière à l'aube de la III ^e République	
I a. La nécessité d'exporter face à l'accumulation des stocks.....	20
I b. Insatisfaction et instabilité mais succès des tissus de laine à l'étranger.....	26
II. L'industrie de la soie confrontée au ralentissement de la croissance	
II a. Une industrie de luxe malmenée.....	37
II b. Spéculations et effondrement.....	44
III. L'industrie cotonnière française après la famine du coton	
III a. Un milieu protectionnisme militant.....	53
III b. Réactions et désarroi face à des importations grandissantes.....	58
III c. Prospérité et inquiétudes d'un secteur peu concurrentiel.....	65
IV. Défense et condamnation de l'expérience libérale	
IV a. Opinions et discours divergents dans les milieux textile.....	75
IV b. Enquête, commission sénatoriale et revendications.....	85

Chapitre 2. Crise et revirement, le textile français dans la dépression 1878-1889

I. L'industrie lainière à contre-courant, des succès surprenants à l'exportation	
I a. Concurrence accrue et engorgement du marché.....	95
I b. Recrudescence de la concurrence et menace de surproduction ; l'envol de Roubaix.....	105
I c. Explosion des exportations de draps vers l'Angleterre et profits élevés.....	117
II. Les soieries françaises à la recherche du paradis perdu	
II a. La chute des exportations prend fin ; les caprices d'une demande instable.....	130
II b. Changements rapides de conjoncture et amélioration de la position des rubaniers.....	140
III. L'industrie cotonnière en quête de débouchés	
III a. Marché engorgé et difficultés d'écoulement.....	149
III b. Faibles prix et contraction des importations.....	162
IV. Préoccupations entourant le commerce extérieur	
IV a. Insatisfaction récurrente face aux services des consulats et questions tarifaires.....	176
IV b. Limites des admissions temporaires, politique douanière et marchés étrangers.....	184
IV c. La concurrence internationale et la recherche de nouveaux marchés.....	189

Chapitre 3. Épreuves et adaptations, résistance de la France face à ses concurrents 1890-1900

I. Disparités dans le niveau de prospérité des industriels de la laine	
I a. Roubaix s'affirme dans le peignage, difficultés des draps à l'étranger.....	201
I b. Difficultés à l'exportation et enjeu de la matière première.....	213
II. Tissus et rubans de soie dans la décennie 1890	
II a. Exportations languissantes, petites commandes mais bonnes affaires.....	223
II b. Succès grandissants des étoffes mélangés et des rubans en Angleterre.....	229
III. L'industrie du coton dans les années 1890 ; stabilisation et expansion	
III a. Une nouvelle politique douanière qui donne confiance.....	238
III b. L'élargissement du débouché colonial, un exutoire pour désencombrer le marché.....	250
IV. Organisation de l'exportation et lobbying patronal	
IV a. Flers-exportation, des succès compromis par l'incurie et des procédés douteux.....	261
IV b. Les marchés extérieurs au moment du remaniement des tarifs.....	268

Chapitre 4. Les industries textiles de la Belle Époque ; des marchandises appréciées 1901-1914

I. Difficultés et prospérité dans l'industrie lainière	
I a. Décroissance de la demande extérieure pour les tissus français.....	281
I b. La laine peignée et filée très recherchée à l'étranger.....	289
II. Le retour en faveur des tissus de soie pure à l'étranger	
II a. Un retournement attendu depuis longtemps.....	309
II b. Crises, hésitations de la mode et faveurs accordées à la production française.....	318
III. Les cotonnades françaises s'imposent aux colonies	
III a. Incertitudes face aux fluctuations du prix de la matière première.....	329
III b. Des marchandises qui s'écoulent à l'étranger en quantités grandissantes.....	339
IV. Exporter ou s'implanter à l'étranger	
IV a. Promotion de la recherche de débouchés et efficacité de la protection	369
IV b. Entreprises textiles françaises à l'étranger : voir les choses en grand.....	383
Conclusion.....	398

Bibliographie.....	415
--------------------	-----

Annexe I	Exportations de tissus de coton écrus et blanchis 1872-1913.....	437
Annexe II	Exportations de tissus de coton teints 1872-1913.....	438
Annexe III	Exportations de bonneterie de coton 1872-1913.....	439
Annexe IV	Exportations d'étoffes de soie pure unies 1872-1913.....	440
Annexe V	Exportations d'étoffes de soie mêlées 1872-1913.....	441
Annexe VI	Exportations de rubans de soie 1872-1913.....	442
Annexe VII	Exportations de draps de laine 1872-1913.....	443
Annexe VIII	Exportations de tissus de laine mélangés 1872-1913.....	444
Annexe IX	Exportations de tissus de laine divers 1872-1913.....	445

Table des graphiques

1.1.1	Exportations de tissus de laine, par catégorie 1872-1877.....	30
1.1.2	Principales destinations des exportations de draps 1872-1877.....	33
1.1.3	Principales destinations des exportations d'étoffes mélangées 1872-1877.....	35
1.1.4	Principales destinations des exportations d'étoffes diverses 1872-1877.....	35
1.1.5	Exportations de tissus de laine 1867-1877.....	36
1.2.1	Exportations de tissus de laine et de soie 1867-1877.....	38
1.2.2	Principales destinations des exportations de rubans de soie 1872-1877.....	43
1.2.3	Exportations de tissus de soie, par catégorie 1872-1877.....	44
1.2.4	Principales destinations des exportations de tissus de soie pure 1872-1877.....	50
1.2.5	Exportations de rubans de soie, commerce général et spécial 1872-1877.....	51
1.3.1	Balance commerciale des tissus et fils de coton 1867-1877.....	59
1.3.2	Exportations de toiles, percales et calicots blancs et écrus 1872-1877.....	62
1.3.3	Valeur des importations de fils et de tissus de coton 1867-1877.....	68
1.3.4	Provenance des importations de fils de coton simples écrus 1872-1877.....	69
1.3.5	Principales destinations des exportations de bonneterie de coton 1872-1877.....	73
1.3.6	Exportations de tissus de coton, par catégorie 1872-1877.....	73
2.1.1	Principales destinations des exportations de mérinos 1872-1888.....	99
2.1.2	Principales destinations des exportations d'étoffes mélangées 1872-1889.....	115
2.1.3	Exportations de tissus de laine, par catégorie 1877-1889.....	118
2.1.4	Principales destinations des exportations de draps 1878-1887.....	119
2.1.5	Principales destinations des exportations d'étoffes diverses 1878-1889.....	127
2.1.6	Exportations de produits manufacturés 1878-1889.....	128
2.2.1	Principales destinations des exportations d'étoffes de soie mélangée 1872-1889.....	133
2.2.2	Valeur moyenne du kg d'étoffe de soie mélangée exporté 1878-1889.....	134
2.2.3	Exportations de tissus de soie, par catégorie 1878-1889.....	140
2.2.4	Principales destinations des exportations de rubans de soie 1878-1889.....	143
2.2.5	Principales destinations des exportations de tissus de soie pure 1878-1889.....	148
2.3.1	Principales destinations des exportations de tissus écrus et blanchis 1878-1889.....	163
2.3.2	Principales destinations des exportations de tissus de coton teints 1878-1889.....	163
2.3.3	Exportations de tissus de coton, par catégorie 1878-1889.....	165
2.3.4	Principales destinations des exportations de bonneterie de coton 1878-1889.....	165
2.3.5	Importations de fils et tissus de coton 1867-1889.....	167
3.1.1	Principales destinations des exportations de draps 1890-1900.....	211
3.1.2	Principales destinations des exportations d'étoffes diverses 1890-1900.....	212
3.1.3	Principales destinations des exportations d'étoffes mélangées 1890-1900.....	218
3.1.4	Exportations de tissus de laine, par catégorie 1890-1900.....	221
3.1.5	Exportations de draps et d'étoffes diverses vers l'Angleterre 1890-1900.....	222
3.1.6	Valeur moyenne d'un kg d'étoffes diverses exporté 1872-1900.....	222
3.2.1	Principales destinations des exportations de tissus de soie pure 1890-1900.....	228
3.2.2	Principales destinations des exportations de rubans de soie 1890-1900.....	231
3.2.3	Principales destinations des exportations d'étoffes de soie mélangée 1890-1900.....	232
3.2.4	Valeur moyenne d'un kg de rubans de soie exporté 1890-1900.....	235
3.2.5	Exportations de tissus de soie, par catégorie 1890-1900.....	237

3.3.1	Principales destinations des exportations de bonneterie de coton 1890-1900.....	247
3.3.2	Principales destinations des exportations de dentelles, tulles et guipure 1890-1900.....	249
3.3.3	Principales destinations des exportations de tissus écrus et blanchis 1890-1900.....	252
3.3.4	Principales destinations des exportations de tissus de coton teints 1890-1900.....	252
3.3.5	Exportations de tissus de coton, par catégorie 1890-1900.....	260
4.1.1	Principales destinations des exportations de draps 1901-1913.....	287
4.1.2	Exportations de laines en masse, peignées et teintées 1901-1913.....	289
4.1.3	Exportations de fils de laine 1901-1913.....	291
4.1.4	Exportations de tissus de laine, par catégorie 1872-1913.....	305
4.1.5	Principales destinations des exportations d'étoffes diverses 1901-1913.....	307
4.2.1	Principales destinations des exportations de tissus de soie pure 1901-1913.....	312
4.2.2	Principales destinations des exportations de rubans de soie 1901-1913.....	318
4.2.3	Principales destinations des exportations d'étoffes de soie mélangée 1901-1913.....	326
4.2.4	Exportations de tissus de soie, par catégorie 1872-1913.....	327
4.2.5	Valeur moyenne d'un kg de tissu de soie pure exporté 1872-1913.....	328
4.3.1	Principales destinations des exportations de bonneterie 1901-1913.....	344
4.3.2	Principales destinations des exportations de tissus de coton teints 1901-1913.....	346
4.3.3	Principales destinations des exportations de tissus écrus et blanchis 1901-1913.....	348
4.3.4	Principales destinations des exportations de tulles unis ou brodés 1901-1913.....	345
4.3.5	Bénéfices nets de quelques entreprises cotonnières 1884-1914.....	357
4.3.6	Dividendes distribués par quelques entreprises cotonnières 1894-1914.....	362
4.3.7	Exportations de tissus de coton, par catégorie 1901-1913.....	364
4.3.8	Valeur des exportations de produits manufacturés 1867-1913.....	365
4.3.9	Balance commerciale des tissus de laine, soie et coton 1867-1913.....	365
4.3.10	Part dans le commerce mondial 1870-1913.....	366
4.3.11	Part dans les exportations mondiales 1870-1913.....	367
4.3.12	Part dans les exportations mondiales de produits manufacturés 1870-1913.....	367
4.3.13	Exportations par habitant 1860-1910.....	368

Sigles

ABF.....	Archives de la Banque de France
ACACL.....	Archives du Crédit agricole et du Crédit lyonnais
ACCIR.....	Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Reims
ADA.....	Archives départementales de l'Aube
ACCL.....	Archives de la Chambre de commerce de Lyon
ADAI.....	Archives départementales de l'Aisne
ADE.....	Archives départementales de l'Eure
ADL.....	Archives départementales de la Loire
ADM.....	Archives départementales de la Marne
ADN.....	Archives départementales du Nord
ADO.....	Archives départementales de l'Orne
ADR.....	Archives départementales du Rhône
ADS.....	Archives départementales de la Somme
ADSM.....	Archives départementales de Seine-Maritime
ADV.....	Archives départementales des Vosges
ASGBUP.....	Archives de la Société générale et de la BUP
CAMT.....	Centre des archives du monde du travail

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, Samir Saul, pour la qualité et le professionnalisme de son encadrement, son soutien constant et ses remarques constructives.

Je voudrais aussi ici exprimer ma sincère gratitude envers les nombreuses personnes qui ont facilité mon travail de recherche en France. Mes pensées vont tout d'abord à Fabrice Reuzé du service des archives de la Banque de France, pour ses dispositions les plus serviables. Remerciements aussi à Annie Deu-Fillion, Nancy Aravena et Roger Nougaret, alors au Crédit Agricole.

Les employés des archives départementales se sont partout montrés agréables et accommodants. Je tiens à remercier plus particulièrement le personnel des archives départementales du Nord et des Vosges pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée. J'ai aussi trouvé à Lyon et à Reims une collaboration très appréciée aux archives des chambres de commerces. Merci encore pour la patience et la compréhension du personnel du Centre des archives du monde du travail à Roubaix et de celui de la Bibliothèque des Mines Paris-Tech.

Je ressens toujours une profonde reconnaissance en me remémorant l'accueil cordial que j'ai reçu en France lors de mes recherches. Mes meilleurs sentiments vont à ceux et celles qui m'ont hébergé pour quelques nuits et parfois quelques semaines.

Sur le plan académique, le concours de Dominique Barjot m'a permis de mieux orienter mes recherches. Je le remercie aussi d'avoir rendu possible la présentation de mon travail lors de ses séminaires d'histoire économique contemporaine à Paris-IV, tout comme pour m'avoir mis en contact avec des personnes-ressources.

Merci enfin à ma famille et à mes amis pour leurs encouragements. Mes derniers mots sont pour remercier ma conjointe bien-aimée pour son support et sa compréhension.

Introduction

Aspects historiographiques et contextuels

L'histoire économique s'est particulièrement enrichie par l'étude des entreprises. Grâce aux recherches de professeurs remarquablement inspirés, comme Alfred Chandler, considéré comme le fondateur de la *business history*, Joseph Schumpeter et David Landes, l'Université Harvard s'est taillée une place de premier ordre dans le domaine¹. Les travaux de ces historiens, toujours régulièrement cités, ont été approfondis par de nombreux spécialistes.

Dans le monde anglo-saxon, attiré depuis longtemps par les sujets économiques, l'histoire des entreprises et des entrepreneurs demeure populaire. Une vision généralement positive des hommes d'affaires britanniques et américains a certainement contribué à cet intérêt. Le rôle important des filatures et tissages de coton anglais dans l'industrialisation du pays au XIX^e siècle n'est sans doute pas non plus étranger au développement des études sur l'industrie textile. Certaines collections spécialisées poursuivent la recherche en s'intéressant à ce sujet en particulier².

Si la France a pu prétendre à une position dominante pour ce qui est des arts et des idées au XIX^e siècle, sur le plan économique, et particulièrement au niveau commercial, elle est demeurée éloignée de la suprématie. Traditionnellement les historiens comparent la France à ses voisins et particulièrement à l'Angleterre³. Les conceptions de Max Weber sur le

¹ Quelques ouvrages phares devenus des classiques sont à mentionner : Alfred Chandler, *The visible hand : the managerial revolution in American business*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 1977 ; Joseph Schumpeter, *The theory of economic development : an inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle*, New York, Oxford University Press, 1961 ; David Landes, *The unbound Prometheus ; technological change and industrial development in Western Europe from 1750 to the present*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

² En 2010, une dix-septième monographie était notamment publiée dans la série *Pasold Studies in Textile Industry*.

³ Voir, notamment, Charles P. Kindleberger, *Economic Growth in France and Britain 1851-1950*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964 ; Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth in Britain and France 1780-1914*, Londres, Allen & Unwin, 1978 ; François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France : l'économie et l'imaginaire XVII^e-XX^e siècle*, Paris, Perrin, 1985 ; Jean-Pierre Dormois, *L'économie française face à la concurrence britannique à la*

développement du capitalisme⁴ suggèrent qu'une nation catholique comme la France était désavantagée au plan de l'éthique propre à le favoriser. Par rapport à leurs puissants concurrents allemands et britanniques, les industriels français ont souvent été présentés comme faisant piètre figure⁵. C'est une image très négative des entrepreneurs français qui est d'abord apparue. L'infériorité du patron français était établie comme un fait avéré plutôt que formulée sous la forme d'une hypothèse qui ferait débat. Le concept des blocages a été défendu par le sociologue américain Stanley Hoffman qui en identifiait plusieurs : géographiques, démographiques, sociaux, culturels et économiques. Gaspillant ses énergies dans un dialogue sans fin avec son miroir et influencée négativement par son passé glorieux, la France serait restée une société sans aucun autre projet que celui de son bien-être, faute d'avoir modifié la manière qu'elle avait de concevoir sa place en Europe et dans le monde⁶.

De telles conceptions ont pu être sérieusement ébranlées dans certains cas, notamment par le remarquable travail de Florence Ott sur la Société industrielle de Mulhouse⁷. Les industriels mulhousiens y apparaissent comme étant assoiffés de progrès, très préoccupés par les questions internationales et recherchant l'association avec leurs confrères. Nous y voyons des patrons passionnés par leur entreprise et déterminés à mobiliser de nombreuses ressources pour obtenir le succès. À l'inverse, néanmoins, d'autres milieux paraissent représenter fidèlement

veille de 1914, Paris, L'Harmattan, 1997 ; N.F.R. Crafts, « Economic growth in France and Britain, 1830-1910 : a review of the evidence », *Journal of Economic History*, 44, 1984, pp. 49-67.

⁴ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme : suivi d'autres essais*, Paris, Gallimard, 2003(1920).

⁵ Aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, certains considéraient la France comme arrivée à un sérieux niveau de décadence après cent cinquante années de déclin. Landes attribuait alors la faiblesse commerciale et industrielle de la France au manque d'énergie, d'initiative et d'imagination des entrepreneurs français, comme à la structure de l'économie française. David Landes, « French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century », *The Journal of Economic History*, 9, 1949 (1), pp. 45-61. Landes a poursuivi dans la veine de ses conceptions stéréotypées dans son *Unbound Prometheus*, réédité en 2003 sans changement. La France est présentée non seulement comme refusant la nouvelle société industrielle, mais aussi comme ayant tacitement abandonné ses aspirations économiques suite aux défaites militaires : *The Unbound Prometheus*, op. cit., p. 1242. Voir aussi S. B. Clough, « Retardative factors in French economic development in the nineteenth and twentieth centuries », *Journal of Economic History*, 6 (supplement), 1946, pp. 91-102.

⁶ Stanley Hoffmann, *Sur la France*, Paris, Seuil, 1976, p. 31.

⁷ Florence Ott, *La Société industrielle de Mulhouse, 1826-1876 : ses membres, son action, ses réseaux*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999.

le type d'industriel typiquement décrié. Jean-Pierre Chaline⁸ a constaté que plusieurs patrons de Rouen voyaient l'industrie textile comme un moyen d'enrichissement ponctuel et non pas une fin en soi. Les profits étaient rarement réinvestis pour assurer une rentabilité durable aux entreprises. Nombreux étaient ceux qui préféraient devenir propriétaires fonciers, orienter leurs enfants vers d'autres professions ou noblement marier leurs filles. Un comportement similaire a été remarqué par Jean-Michel Minovez chez les patrons de Haute-Garonne⁹.

Plusieurs industriels démontrent très peu d'intérêt pour les marchés étrangers au XIXe siècle, mais certains patrons dynamiques s'y intéressent beaucoup. Le monde des affaires français est tourné vers l'extérieur ; ses investissements et ses prêts lui font considérer la dimension internationale avec attention. Depuis un certain temps déjà, quelques historiens critiquent le stéréotype voulant que l'industriel français, craignant le risque, aurait nuit aux performances économiques du pays par son manque d'esprit d'entreprise¹⁰.

D'autres aspects ont provoqué des débats plus houleux. Les idées révisionnistes défendues par O'Brien et Keyder¹¹, à propos d'une industrialisation française mieux réussie que celle de la Grande-Bretagne, ont été violemment combattues¹². De nouvelles propositions permettaient cependant de remettre en question certaines notions qui avaient été très peu contestées. Elles ont amené les

⁸ Jean Pierre Chaline, *Les bourgeois de Rouen : une élite française au XIXe siècle*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982.

⁹ Jean-Michel Minovez, « Pourquoi le midi toulousain s'est-il désindustrialisé au début du XIXe siècle? », *Revue historique*, 296, 1996, pp. 145-165.

¹⁰ Voir Rondo Cameron et Charles E. Freedeman, « French Economic Growth. A Radical Revision », *Social Science History*, 7, 1983, pp. 3-30.

¹¹ Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth...*, op. cit. ; Patrick O'Brien et Caglar Keyder, « Les voies du passage vers la société industrielle et en France », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 1979, pp. 1284-1305.

¹² Tout d'abord par Kindleberger, qui réserva un accueil terrible à leur ouvrage (*Economic History Review*, 32, 1979). Ils sont aussi vivement contestés par Dormois. Confiant en la scientificité des preuves dégagées par l'analyse économique et la validité des comparaisons, il est partisan d'un certain modèle d'industrialisation et convaincu des bienfaits de la libéralisation des échanges. Convainquant dans sa remise en question des méthodes et chiffres utilisés, il est plus difficile d'être d'accord avec son analyse peut-être trop réductrice des variables socioculturelles : « La connivence de industriels français et du personnel politique, sous l'Empire comme sous la République, ont eu pour conséquences de limiter le potentiel d'expansion industrielle dans son ensemble. » (*L'économie française face à la concurrence britannique*, op. cit., p. 172)

historiens à se tourner vers les bases sur lesquelles reposaient plusieurs idées préconçues.

En France, l'intérêt de nombreux historiens pour les sujets économiques a aussi permis de faire remarquablement progresser la discipline depuis quelques années. Les Trente Glorieuses avaient un temps semblé donner des réponses incontestables au sujet du dynamisme du capitalisme français. Néanmoins, les sérieuses difficultés économiques éprouvées par la France dans les années 1980 ont fait renaître une perception beaucoup moins positive des industriels français. Une appréciation plus nuancée a ensuite émergé pour encourager les historiens à porter leur attention sur les blocages et les aspects dynamiques de la croissance française¹³.

Il est maintenant reconnu qu'aucune malédiction particulière n'a pesé sur les entrepreneurs français. Jean Bouvier s'est érigé contre les analyses trop sommaires. Sa coresponsabilité au séminaire du DEA en histoire économique, qu'il partageait dans les années 1980 avec Maurice Lévy-Leboyer et François Caron, a été l'occasion d'un grand moment d'activité intellectuelle, par les débats qu'il a suscités entre les partisans de diverses méthodes¹⁴. En considérant comme méthodologiquement fausse la notion d'un retard de la France par rapport à une économie modèle, Jean Bouvier a pris, selon Jean-Claude Asselain, « une position de principe tout à fait radicale »¹⁵. De nouvelles études se penchant à la fois sur les aspects quantitatifs et qualitatifs ont été réalisées. Elles s'appuient sur des sources qui dépassent les données chiffrées et permettent de saisir la dynamique du comportement des industriels.

¹³ Patrick Fridenson et André Straus (dir.), *Le capitalisme français, XIXe-XXe siècle : blocages et dynamismes d'une croissance*, Paris, Fayard, 1987. Dans l'introduction « Libres propos autour d'une démarche révisionniste », Jean Bouvier expose l'intérêt pour les aspects nouveaux qui ont été introduits par une dimension méliorative incluant les adaptations, les réponses et les ripostes qui se sont produites en réaction aux blocages. Il rappelle l'importance de percevoir la complexité des contextes et le grand nombre de variables impliquées : « Chaque nation a toujours fait ce qu'elle a pu, en fonction d'écheveaux de conditions et de contraintes spécifiques, de potentialités et de capacités, de dynamismes et d'inerties, fort difficile à débrouiller. »

¹⁴ Patrick Fridenson, « L'élan de Jean Bouvier », *Mouvement Social*, 142, 1988(1), pp. 7-10.

¹⁵ Jean-Charles Asselain, « Histoire économique de la France. Regards nouveaux sur le long terme », *Revue économique*, 93 (6), 1988, p. 1242.

Se prêtant bien à une étude sous plusieurs angles, l'entreprise suscite désormais beaucoup d'intérêt chez les chercheurs : par exemple, les aspects économiques, sociaux, techniques, organisationnels ou culturels inspirent différentes approches. L'approfondissement de la recherche sur la gestion des entreprises et l'histoire internationale des entreprises profite beaucoup de la revue *Entreprises et histoire*, créée en 1992. Au tournant du XXI^e siècle, la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* publiait un numéro consacré aux nouvelles approches en histoire économique¹⁶. Un numéro spécial d'*Historiens et géographes* suivait de peu et s'interrogeait sur l'avenir de l'histoire économique¹⁷. La réflexion se poursuit toujours alors que la recherche s'étend à de nombreux terrains. Une nouvelle synthèse portant sur l'histoire des entreprises a aussi été présentée récemment par Dominique Barjot dans la *Revue économique*¹⁸.

Barjot a permis de poser des jalons essentiels en dirigeant le recensement des entrepreneurs sous le règne de Napoléon III. La série des *Patrons du Second Empire*¹⁹, dont les entreprises poursuivent souvent leurs opérations sous la Troisième République, donne des assises fondamentales à l'étude des entrepreneurs et des entreprises françaises du XIX^e siècle. Cette présentation des individus et des sources disponibles permettra d'approfondir différents sujets de recherche. Elle a déjà fortement contribué à une meilleure compréhension des

¹⁶ *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2001 (2). Voir notamment l'introduction rédigées par Patrick Verley et Jean-Luc Mayaud, « En l'an 2001, le XIX^e siècle à redécouvrir pour les historiens économistes? », pp. 7-21.

¹⁷ Voir Dominique Barjot (dir.), « Où va l'histoire économique? », *Historiens et géographes*, numéro spécial, 378, mai 2002 (1^{ère} partie). Particulièrement les contributions de Dominique Barjot, « L'histoire économique de la France aux XIX^e et XX^e siècles : les avancées récentes de l'historiographie », pp. 165-180, et Patrick Fridenson, « Tendances actuelles des recherches en France sur l'histoire économique et sociale de la période contemporaine », pp. 181-188.

¹⁸ Dominique Barjot, « Introduction », *Revue économique*, 58, 2007 (1), pp. 5-30.

¹⁹ L'approche prosopographique adoptée dans la série a maintenant permis aux nombreux collaborateurs d'enquêter sur plusieurs régions françaises d'intérêt : vol. 1, Dominique Barjot (dir.) *Anjou, Normandie, Maine*, Paris, Picard, 1991 ; vol. 2, Philippe Joubert (dir.) *Bourgogne*, Paris, Picard, 1991 ; vol. 3, Jean-Luc Mayaud, *Franche-Comté*, Paris, Picard, 1991 ; vol. 4, Nicolas Stoskopf (dir.) *Alsace*, Paris, Picard, 1994 ; vol. 5, Roland Caty, Éliane Richard et Pierre Échinard (dir.), *Marseille*, Paris, Picard, 1999 ; vol. 6, Hubert Bonin (dir.) *Bordeaux et la Gironde*, Paris, Picard, 1999 ; vol. 7, Nicolas Stoskopf (dir.) *Banquiers et financiers parisiens*, Paris, Picard, 2002 ; vol. 8, Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Champagne-Ardenne*, Paris, Picard, 2006 ; vol. 9, Pierre Cayez et Serge Chassagne, *Lyon et le Lyonnais*, Paris, Picard, 2007 ; vol. 10, Picardie, Jean-Marie Wiscart (dir.), *Picardie*, Paris, Picard, 2007 ; vol. 11, Gérard Thermeau, *Loire, Saint-Étienne*, Paris, Picard, 2010.

spécialisations économiques et des comportements régionaux. Les travaux de quelques historiens ont aussi abordé des thèmes liés aux ouvriers de certaines circonscriptions ; les revendications et les conditions de travail ont retenu l'attention. Helen Harden²⁰ s'est par exemple intéressée à la situation des femmes employées à Troyes dans l'industrie de la bonneterie, tandis que Rémy Cazals²¹ se penchait sur le cas des ouvriers de Mazamet.

La publication récente du *Dictionnaire des patrons français*²², dirigé par Jean-Claude Daumas, révèle les nombreux progrès des recherches qui ont porté sur les entrepreneurs français. Avec une nouvelle génération de chercheurs, l'histoire économique suscite toujours l'intérêt. Face à l'histoire culturelle, elle connaît toutefois un certain déclin dans sa popularité, autrefois prépondérante. La pluridisciplinarité est aujourd'hui prônée pour élargir le champ de ses investigations²³.

La concurrence internationale préoccupe beaucoup les entrepreneurs français durant la IIIe République. Très liés avec l'étranger pour l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des marchandises, les industriels du textile sont souvent vivement interpellés par les questions internationales. Nous voyons souvent les discussions sur les tarifs douaniers et les traités de commerce retenir l'attention des milieux d'affaires. Se sentant particulièrement concernés par les questions douanières, les industriels du textile français font entendre leur voix lors des débats entourant ces questions. Le positionnement des entrepreneurs vis-à-vis du libre-échange et du protectionnisme se structure en fonction de leurs intérêts réels ou perçus. Après un long débat durant les années précédentes, l'opinion publique s'est largement ralliée au

²⁰ Helen Harden, *Les ouvrières de la république : les bonnetières de Troyes sous la Troisième République*, Troyes, Conseil général de l'Aube, 2010.

²¹ Rémy Cazals, *Avec les ouvriers de Mazamet ; dans la grève et l'action quotidienne 1909-1914*, Paris, Maspéro, 1978.

²² Jean-Claude Daumas (dir.), *Dictionnaire des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010. Regroupement des travaux de 168 spécialistes, présentant 300 notices biographiques et 120 entrées thématiques. Cet ouvrage collectif s'avère un incontournable pour l'étude de l'histoire économique de 1880 à nos jours. La mise en commun des recherches a permis de diffuser des connaissances encyclopédiques qui pourront inspirer et soutenir de nouvelles recherches.

²³ Voir Jean-Claude Daumas, « Redynamiser l'histoire économique en France », *Entreprises et histoire*, 52, 2008, pp. 7-17.

discours nationaliste des protectionnistes. Les partisans du libre-échange sont marginalisés et communément accusés d'individualisme²⁴.

Il est très fréquent que les industriels attribuent leurs difficultés au régime économique en omettant de considérer certaines variables dans leur appréciation²⁵. Ils sont prompts à s'ériger en défenseurs du travail national et à confondre leurs intérêts personnels avec ceux de la nation. Selon le domaine d'activité, les discours divergent fortement et cadrent très bien avec les avantages ou inconvénients qu'un traité ou un tarif aurait concrètement pour eux²⁶.

Durant la période qui nous intéresse, la politique douanière libérale héritée du Second Empire est dénoncée et défendue avec acharnement jusqu'à l'adoption des tarifs Méline de 1892, grande victoire pour les protectionnistes. L'image d'une Angleterre avancée dans le libre-échange et d'une France protectionniste est cependant à nuancer²⁷. Aussi, les effets des régimes douaniers sur la croissance économique sont toujours débattus et souvent difficiles à cerner²⁸.

Les intérêts des industriels du textile ne vont pas tous dans le même sens lorsqu'il s'agit de politique douanière. D'un côté se trouvent ceux qui produisent

²⁴ Voir David Todd, *L'identité économique de la France : libre-échange et protectionnisme, 1814-1951*. Paris, Grasset, 2008. Libre-échange et protectionnisme ont, d'un côté et de l'autre de la Manche, des connotations très différentes au XIXe siècle.

²⁵ Ce sujet a été abordé par Peter Scholliers pour le cas de Gand. « Mots et pratiques. L'industrie cotonnière gantoise, les crises et la perception patronale de la concurrence internationale, 1790-1914 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 23, 2001, pp. 121-142. L'auteur s'attarde à analyser l'argumentation et ne s'intéresse pas à la confrontation du discours avec d'autres sources plus objectives. Il paraît clair que les patrons sont souvent peu scrupuleux lorsqu'il s'agit d'exposer leur détresse pour convaincre les ouvriers de concessions salariales ou tenter de convaincre le gouvernement d'adopter des mesures protectionnistes. Nous croyons que l'analyse gagne en profondeur lorsque les motivations des entrepreneurs sont étudiées plus en détails. Pour les saisir, l'utilisation de sources pertinentes posant un regard extérieur sur les patrons et leurs activités, tout comme des documents plus intimes portant sur la gestion et la rentabilité des affaires, paraissent essentiels. Voir Philippe Petitpas, *Les industriels du coton et le Traité de commerce franco-anglais de 1860*, mémoire pour le M.A., Université de Montréal, 2004.

²⁶ Michael S. Smith, *Tariff Reform in France : the Politics of Economic Interest*, Ithaca, Cornell University Press, 1980. Smith y fait une intéressante analyse de l'affrontement des différents intérêts dans l'arène politique. La puissance du secteur agricole laisse peu de chances de succès aux partisans d'une politique douanière libérale basée sur des traités de commerce.

²⁷ John Vincent Nye, « The myth of free-trade Britain and fortress France : tariffs and trade in the nineteenth century », *Journal of Economic History*, 51, 1991, pp. 23-46.

²⁸ Voir Jean-Pierre Dormois, *La défense du travail national? L'incidence du protectionnisme en Europe (1870-1914)*, Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne, 2009. En multipliant les mesures quantitatives et les études de cas, Dormois a grandement fragilisé les thèses soutenues par Bairoch concernant l'efficacité du protectionnisme ; Paul Bairoch, *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*, Paris, Mouton, 1976.

les articles de luxe ; ces marchandises s'exportent bien et subissent peu de concurrence sur le marché français. De l'autre, il y a les patrons qui fabriquent abondamment les articles communs, en visant le bas prix. Ceux-ci percent beaucoup plus rarement à l'étranger. Les industriels qui les produisent se plaignent souvent d'une concurrence néfaste à la rentabilité de leurs affaires.

Ce n'est évidemment pas seulement la gamme dans laquelle se situe une marchandise qui peut assurer le succès à un industriel, ou nous indiquer son niveau de dynamisme. Il fallait des compétences poussées pour pouvoir fabriquer l'article de goût aux dessins recherchés et constamment renouvelés, aux couleurs et textures infiniment déclinées. Produire une marchandise plus simple ne demandait pas pour autant de moindres efforts : les énergies déployées sont remarquables chez les patrons soucieux de gestion efficace et de productivité industrielle.

La France ne peut pas s'appuyer sur un marché intérieur de consommation de masse entre 1871 et 1914. Sa constitution a été retardée par le faible accroissement démographique et par de grandes inégalités dans les revenus. Plutôt habitués à une concurrence se faisant sur la qualité que sur les prix, les industriels des débuts de la III^e République voient leurs succès largement tributaires d'une catégorie sociale particulière : les mieux nantis. Les classes ouvrières françaises n'augmentent pas leur demande en produits manufacturés de manière importante.

De nouvelles réalités auront des effets terribles pour ceux dont la production perdra les faveurs de la demande. Dans un contexte de concurrence internationale accrue, la pression se fera sentir pour innover, améliorer l'organisation et la gestion, à défaut de quoi il sera beaucoup moins facile qu'autrefois de dégager des bénéfices. La spécialisation française dans le luxe et le demi-luxe s'avère être un choix pertinent qui correspond aux spécificités de l'industrie française. Elle s'adapte ainsi à de nouvelles conditions économiques plus défavorables en exportant surtout des marchandises à haute valeur ajoutée.

Nous espérons ici faciliter de futures recherches comme nous profitons de celles faites précédemment. L'étude des conduites patronales permet de formuler

certaines hypothèses par l'utilisation d'exemples biographiques précis²⁹. Ceux-ci s'inscrivent très bien dans le cadre plus englobant de notre travail. Une compréhension fine et nuancée de ce qu'était alors le monde français des affaires se dégage par l'adoption de diverses approches. Nous ne pourrions évidemment nous attarder très souvent à des considérations trop personnelles sur les entrepreneurs. Il sera cependant pertinent de souligner le comportement remarquable de certains d'entre eux ; lors de leurs succès comme de leurs déboires.

C'est dans l'esprit de l'appel lancé par Jean-Pierre Daviet que nous nous positionnons ici. De son intéressante étude sur le cas du pôle lainier Roubaix-Tourcoing, il tirait la suggestion d'approfondir l'histoire des entreprises et des entrepreneurs dans leur ensemble plutôt que d'étudier intensivement une firme en particulier³⁰. Ce n'est pas que nous considérons les monographies d'entreprise comme étant incapables de fournir des éléments essentiels, en l'occurrence à l'étude de l'histoire des industries et industriels français du textile, mais plutôt parce que cette démarche a récemment été adoptée à plusieurs reprises. L'exercice, mené sérieusement par des chercheurs confirmés, a d'ailleurs considérablement enrichi la discipline³¹.

²⁹ Voir l'article de Didier Terrier, « Conjoncture vécue, conjoncture perçue : les carnets d'un fabricant lillois au temps de la 'Grande dépression' (1879-1891) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54, 2005, pp. 223-241. Terrier tente d'aborder le comportement mais aussi l'imaginaire d'un industriel pris dans l'intimité de son agenda-memorandum. Face à une conjoncture imprévisible, Scrive-Loyer, dont on connaît beaucoup moins l'évolution de l'entreprise, est en quête d'information pour éclairer ses éventuelles décisions. Son implication sociale et sa curiosité le laissent cependant déboussolé et plutôt démuni dans la compréhension d'une évolution économique défavorable à son domaine. Irrésolu, il ne fait pas preuve d'audace. Le *Journal d'un notable Lyonnais* (Joly, 2003), publication des pensées d'Auguste Isaac au début du XIXe siècle, représente aussi un exemple intéressant de ce type de source. Souvent demeurés dans la famille et publié par des descendants, ces écrits privés émergent assez régulièrement. Voir, par exemple, Louis Trenard « Un industriel roubaisien du XIXe siècle par sa correspondance », *Revue du Nord*, 50, 1968. Le GDR 2 649 du CNRS regroupe et rend disponible des témoignages de nature privée. Les études biographiques viennent enrichir une approche visant l'étude du comportement social et gestionnaire d'un homme d'affaires, tel celle de Jérôme Blanc : *Frédéric Engel-Dollfus, un industriel saint-simonien*, Paris, Christian, 2003.

³⁰ Jean-Pierre Daviet, « Le complexe industriel de Roubaix-Tourcoing et le marché de la laine (1840-1915) », *Revue du Nord*, 69, octobre-novembre 1987, pp. 777-813.

³¹ Mentionnons les travaux de Jean-Claude Daumas, *L'amour du drap : Blin & Blin, 1827-1875 : histoire d'une entreprise lainière familiale*, (Presses universitaires franc-comtoises, 1999) ; Claude Ferry, *La Blanchisserie et Teinturerie de Thaon (B.T.T.), 1872-1914*, Nancy II, 1990 ; Katrina Honeyman and Jordan Goodman, *Technology and enterprise : Isaac Holden and the mechanisation*

Poursuivant une démarche similaire à celles entreprises par Serge Chassagne³², Claude Fohlen³³ et Jean-Claude Daumas³⁴, nous étudierons à la fois les industries cotonnière, lainière et soyeuse, en mettant l'accent sur les aspects internationaux. Notre ambition est de faire avancer les connaissances non seulement au niveau des secteurs, abordés globalement pour la période, mais aussi sur des points particuliers. L'étude de cas précis d'entreprises ou d'associations confrontées à la concurrence internationale et à la nécessité d'exporter permettra de donner des illustrations très pertinentes de l'évolution de quelques sociétés. Nous mettrons à contribution le détail des statistiques commerciales pour bien saisir l'évolution du succès des marchandises françaises de manières différenciée.

Objectifs et méthodologie

Nous étudions ici les industries et industriels français du textile face à la concurrence internationale entre 1871 et 1914. Abordant l'industrie textile dans sa quasi totalité, nous nous proposons d'observer l'industrie lainière, mais aussi cotonnière et soyeuse pour l'ensemble de la période étudiée. Pour mener à bien cet ambitieux projet nous avons forgé un cadre d'analyse original. C'est en suivant de près l'évolution de la conjoncture économique, et plus particulièrement ses liens avec l'économie internationale, que nous dégagerons une analyse approfondie des défis, particulièrement internationaux, auxquels les industriels français du textile étaient confrontés. Bien que confirmant ou soulignant les comportements typiques des patrons de certaines régions et faisant apparaître clairement des tendances générales, notre étude montrera surtout la variété des attitudes et des niveaux de

of woolcombing in France, 1848-1914 (Pasold studies in textile industrie, 1986) ; François Lefèbvre, *Saint frères : un siècle de textile en Picardie, 1826-1936*, Encrage, 2002 ; Yves Blavier, *La Société linière du Finistère : ouvriers et entrepreneurs à Landernau au XIXe siècle*, Presses universitaires de Rennes, 1999 ; Jean-Claude Mastic, « Stratégies du capitalisme familial lillois et autonomie financière régionale : le financement des filatures Julien Le Blan, 1858-1914 » *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52, 2005, pp. 74-105.

³² Serge Chassagne, *Le coton et ses patrons : France, 1760-1840*, Paris, Édition de l'EHESS, 1991.

³³ Claude Fohlen, *L'industrie textile au temps du Second Empire*, Paris, Plon, 1956.

³⁴ Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine : histoire de l'industrie lainière en France au XIXe siècle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

réussite. À de nombreuses reprises, nous soulignerons des exceptions aux tendances générales, des retours en force surprenants ou des déconvenues plus ou moins prévisibles.

Notre objectif principal est ici d'aborder l'évolution des entreprises et de la situation économique dans une perspective large et englobante, mais aussi de manière précise et différenciée. En nous rapprochant des entreprises pour appréhender l'évolution mensuelle de leur réalité particulière – influencée notamment par les variations des prix de la matière première, l'ampleur de la demande et sa nature ou l'influence des facteurs internationaux – nous percevrons mieux les difficultés et incertitudes inhérentes au quotidien des entrepreneurs.

Cette démarche fera ressortir une diversité de comportements et de succès comme une meilleure compréhension de l'état d'esprit des patrons, selon les aléas de la conjoncture. Nous arriverons à saisir ce que pouvait être la situation d'un industriel, dans toute la variété des secteurs et l'ampleur des affaires menées, en évitant les généralisations souvent trop hâtives faites à posteriori. Ce seront ici de grands traits ponctués de précisions qui se dégageront. Les sources font ressortir le caractère distingué de plusieurs patrons. Nous nous intéresserons particulièrement à certaines affaires ayant laissé en archives des traces intéressantes par rapport aux thèmes abordés.

Nous suivrons les industriels des secteurs du coton, de la soie et de la laine par le biais d'une approche chronologique qui fractionnera la période en quatre parties. Pour participer à l'effort de recherche actuel, nous voulons mettre en lumière des aspects dynamiques de l'évolution des industries et des industriels français du textile en nous rapprochant d'eux. Nous suivrons l'évolution mensuelle de la conjoncture économique par secteur (laine, soie et coton), ce qui fera ressortir une appréciation générale et qualitative de la situation. Il sera ainsi possible de constater les variations fréquentes auxquelles sont confrontés les industriels. L'évolution de la situation industrielle apparaît ainsi dans une plus grande complexité que lorsqu'on l'aborde en regard de son aboutissement. Les évolutions sont parfois imprévisibles et les fluctuations souvent surprenantes. Elles font comprendre de manière plus nuancée les difficultés que pouvaient rencontrer

les entrepreneurs dans leur volonté de prospérer et d'obtenir des succès dans les affaires.

Pour constituer la structure générale d'une appréciation des réalités propres aux industriels du textile des débuts de la III^e République, nous utiliserons abondamment une source de première main. Les *Résumés mensuels des rapports des directeurs de succursales*³⁵, conservés à la Banque de France, font la synthèse des informations reçues à propos de l'évolution de l'industrie et du commerce dans les différentes circonscriptions entre 1872 et 1914. Destinés au gouverneur, ils donnent des commentaires sur la conjoncture économique qu'ils tentent d'évaluer et d'expliquer. Ces résumés sont la somme des appréciations de plusieurs gestionnaires au courant des affaires locales. Ils détenaient parfois des informations privilégiées sur leurs clients mais étaient souvent aussi confrontés à l'inconnu devant des patrons très discrets.

Envoyés chaque mois, ces rapports permettent de suivre de manière assez précise l'évolution de la situation des industries textiles pour l'ensemble de la période étudiée. Des informations concernant certains événements marquants, certaines tendances ou exceptions ressortent des résumés dans les documents rédigés par le secrétaire. Nous pouvons les considérer comme fiables, la Banque de France ayant comme intérêt d'être informée de manière objective sur la réalité de la situation. Certaines citations directes d'un directeur en particulier sont rapportées au gouverneur car dignes d'intérêt. Exceptionnellement, certains directeurs sont eux-mêmes des industriels importants du monde du textile ; leur appréciation du secteur pourrait être subjective, elle pourrait aussi être plus éclairée. Nous estimons leurs propos comme pertinents et dignes d'intérêt.

Une autre importante source que nous utiliserons se rattache à la Banque de France. Ce sont les rapports envoyés par les inspecteurs lors de leur tournée

³⁵ Cette intéressante source couvre l'ensemble de la période étudiée. Les 38 tomes sont manuscrits jusqu'en mai 1902, où ils sont dactylographiés pour la première fois. Chaque résumé mensuel est divisé en catégories dont plusieurs nous intéressent ici dans la section 'Commerce et Industrie' (peignage de laine, tissage de laine, filature de laine, draps, filature de coton, tissage de coton, indiennes, soieries, bonneterie, rubanerie de soie, etc.). En recopiant et regroupant les informations selon les rubriques, nous avons pu étudier celles-ci isolément pour mieux saisir les changements, les régularités et l'évolution qu'elles représentent. Ces 500 résumés des rapports mensuels ont été analysés par secteur d'activité.

annuelle³⁶. Ils se déplacent pour visiter les différentes succursales afin de constater la situation économique des différents centres textiles et les risques encourus. L'objectif est d'avoir une autre opinion que celle du directeur sur la situation de la place et le crédit des hommes d'affaires auxquels des avances ont été accordées.

La visite de quelques jours se conclut par un rapport sur la situation économique et commerciale, suivi d'informations sur les débiteurs. Dans certains cas, il est possible de suivre les succès d'une entreprise ou d'un certain patron sur plusieurs années. L'accès aux comptes des entreprises étant habituellement impossible pour l'inspecteur, son appréciation est basée sur un point de vue extérieur.

Avec l'apparition de sociétés anonymes en plus grand nombre à la fin de la période étudiée, il devient possible de consulter davantage d'informations publiées. Les inspecteurs les utilisent pour donner leurs appréciations sommaires. Nous serons en mesure d'approfondir l'analyse qui se dégage des résumés mensuels en y joignant ces rapports annuels portant sur la situation particulière d'importants centres textiles.

Pour équilibrer cette vision des employés de la Banque de France, les propos des entrepreneurs seront aussi étudiés. Nous les aborderons par le truchement de leurs représentants, essentiellement ceux qui composent leurs chambres de commerce. La chambre de commerce avait pour mission de défendre les intérêts des patrons de sa circonscription et d'encourager le développement des affaires locales. Elle entretenait des relations avec les autres chambres comme avec les hauts fonctionnaires et certains spécialistes. En relation fréquente avec le ministre du Commerce et de l'Industrie et le préfet du département, le président de la chambre fait connaître les opinions de ses membres, il présente la situation économique de sa municipalité et des usines environnantes. Les procès-verbaux des séances des chambres de commerce et les travaux effectués sont

³⁶ Ces rapports manuscrits d'inspections des succursales sont précisément datés. Nous avons retenus pour notre étude ceux qui concernent les centres les plus importants de l'industrie textile et certains centres secondaires : Amiens, Bar-le-Duc, Épinal, Evreux, Flers, Lille, Lyon, Reims, Roubaix-Tourcoing, Rouen, Saint-Étienne, Saint-Quentin et Troyes. Toutes les années ne sont pas disponibles.

habituellement disponibles, mais de manière inégale³⁷. Exceptionnellement les archives des chambres de commerce se trouvent dans leurs locaux, mais elles ont le plus souvent été transférées aux archives départementales.

Ces renseignements émanant des chambres de commerce permettent de mettre en relation leur appréciation de la conjoncture économique avec celle du personnel de la Banque de France. Elles concernent souvent des questions commerciales et industrielles sujettes à débat qui intéressent particulièrement certaines régions, exportatrices ou se sentant menacer par la concurrence. Nous pourrions en extraire les arguments défendus par les différentes villes et constater la nature des commentaires de plusieurs spécialistes qui se sont exprimés sur les questions liés à l'industrie textile. Fortement teinté d'intérêts particuliers, le discours des chambres tente de développer des arguments rationnels pour soutenir les mesures qu'elles veulent voir adoptées par le gouvernement.

Il est aussi possible de trouver aussi aux archives départementales de nombreuses petites publications imprimées sous forme de brochures portant sur des sujets qui intéressent beaucoup certains industriels à l'époque, le développement du commerce aux États-Unis par exemple. Nous ne manquerons pas de mettre à contribution celles qui ont porté sur les sujets qui concernent notre recherche. Des chapitres abordant les questions économiques et douanières d'intérêt suivront ceux particulièrement consacrés à l'évolution de l'industrie d'une fibre particulière. Notre étude puisera alors dans l'ensemble des secteurs de l'industrie textile pour analyser certaines questions débattues et souvent tranchées par le gouvernement.

Le Centre des archives du monde du travail conserve dans ses fonds des documents publiés à l'époque qui ont été triés par nom d'entreprise et secteur d'activités. Certains dossiers se limitent à des coupures de presse donnant des informations chiffrées mais d'autres livrent des informations plus détaillées. Avec la transformation de quelques grandes entreprises textiles en sociétés anonymes,

³⁷ Alors que l'on peut trouver à Lyon, Troyes et à Lille (les Archives départementales du Nord conservant aussi celles des chambres de commerce de Roubaix et Tourcoing) des séries complètes en volumes des séances et des travaux des chambres de commerce, les destructions subies par Rouen ou Saint-Quentin durant les Guerres mondiales n'ont laissé que des éléments fragmentaires conservés ailleurs.

des comptes doivent être rendus aux actionnaires convoqués annuellement. Nous pouvons ainsi saisir l'évolution de quelques entreprises textiles, surtout des entreprises cotonnières, mais aussi de grosses affaires françaises établies à l'étranger (Russie, Pologne, Mexique). Il est intéressant de voir l'évolution du discours et les résultats que donnent les mesures adoptées par le conseil d'administration. Les bilans fournissent des données chiffrées sur les bénéfices, les ressources, le chiffre d'affaires et les dividendes distribués aux actionnaires.

À ces sources imprimées, nous ajoutons celles que nous avons pu trouver dans les fonds privés des archives départementales, des fonds classés et inventoriés concernant d'anciennes entreprises textiles. Certains grands livres manuscrits ont conservé le détail des procès-verbaux d'entreprises de grand intérêt. Nous pouvons exceptionnellement suivre les négociations de différents industriels avec certains partenaires. Ils nous amènent au détail de ce que nous abordons aussi de manière générale. De plus, la consultation des archives de la Société générale et de la BUP, ainsi que celles du Crédit agricole et du Crédit lyonnais, a permis de trouver des informations enrichissantes pour notre réflexion.

Bien que les aspects qualitatifs de l'évolution des industries textiles nous intéressent, nous entendons laisser une place de choix à l'angle quantitatif. L'analyse détaillée des statistiques du commerce extérieur³⁸ présentera l'évolution des exportations de produits textiles français entre 1871 et 1914. Chaque catégorie que nous suivrons s'affine en d'autres divisions plus ou moins précises. Nous pouvons résumer ainsi ce dont elles se composent principalement :

Tissus de laine : étoffes diverses ; draps ; étoffes de laine mélangée ;
mérinos ; passementerie et rubanerie

Tissus de soie : tissus de soie pure ; étoffes de soie mélangée ; rubanerie ;
tulles ; dentelles

³⁸ Les chiffres utilisés proviennent de la compilation minutieuse des données trouvées dans la quarantaine de tomes du *Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les autres puissances étrangères*, publié annuellement à l'époque. Les documents ont pu être photographiés à la bibliothèque de l'École des mines ParisTech.

Tissus de coton : tissus de coton, purs, unis et coutils teints ; tissus de coton, purs, unis et coutils imprimés ; toiles, percales, calicots et coutils écrus et blanc ; dentelles ; bonneterie ; broderie

Ces marchandises ont un poids très important dans le commerce extérieur de la France. Elles représentent toutefois un agrégat de produits souvent très différents entre eux, particulièrement les ‘étoffes diverses’ et les ‘tissus de soie pure’. Nous présenterons les variations de la valeur des exportations de ces catégories mais aussi celles concernant les pays vers lesquels elles sont dirigées.

Nous avons mené notre recherche en gardant comme souci principal de pouvoir comparer nos sources de manière continue. La période (1901-1914) profite toutefois de sources plus précises concernant certaines entreprises importantes. Quelques exemples d’évolution de sociétés intéressantes, sur lesquelles nous avons pu recueillir plus de détails, seront présentés. Ils illustreront concrètement le comportement de certains gestionnaires face à de nombreux défis liés aux aspects internationaux. Nous constaterons la manière de réagir des gestionnaires face aux comportements révolutionnaires et hostiles dans l’Empire russe, l’adaptation de la production de certains pour percer sur les marchés étrangers, les moyens de s’entendre entre industriels d’une même spécialité pour limiter la concurrence ou favoriser les exportations. Autant de renseignements qui sont au cœur de notre sujet.

Problématique et hypothèses de recherche

Les exportations de tissus dégagent des excédents commerciaux importants pour la balance commerciale. En les comparant au discours, souvent catastrophiste, de certains industriels, sur l’ ‘invasion’ dont serait victime le marché national, celle-ci apparaît très modérée. Il n’y a que durant la décennie 1870, et uniquement pour les tissus de coton, que nous pouvons constater des résultats commerciaux

négatifs. Avec la hausse des droits protecteurs sur les cotonnades, jointe à l'assimilation du régime douanier des colonies à celui de la métropole en 1892, les tissus de cotons français rétabliront fortement la balance en leur faveur. C'est même à la toute première place des catégories excédentaires que se positionneront les tissus de coton en fin de période. Ils trouveront des débouchés importants vers les possessions françaises ou ils n'étaient pas soumis à une concurrence plus importante qu'en France, mais aussi en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs.

Les tissus de laine et de soie demeurent largement en tête des exportations françaises jusqu'en 1900, avant d'être dépassés par les tissus de coton. Au tableau général du commerce extérieur, on chercherait en vain une catégorie pouvant se comparer avantageusement aux tissus. Seule la catégorie 'tabletterie, bimbeloterie, mercerie, parapluie, meubles et ouvrages en bois', occupe longtemps la troisième position avant de la céder aux tissus de coton au tournant du siècle. Elle garde cependant ses positions à l'exportation et arrive, accompagnée des 'produits chimiques', au niveau des tissus de laine. Les 'outils et ouvrages en métaux' et les 'machines et mécaniques' progressent aussi durant la Belle Époque. Néanmoins la balance commerciale devient fortement déficitaire pour cette dernière catégorie : les importations de machines progressent énormément à la fin de la période étudiée.

Cette place essentielle des tissus dans les exportations françaises fait comprendre l'importance des industriels et industries françaises dans l'étude des questions internationales liées à l'industrie. Bien que demeurant en tête des produits exportés, les tissus français connaissent souvent de sérieuses difficultés à l'exportation entre 1871 et 1914. Les succès à l'étranger semblent avoir été moins grands et plus pénibles à obtenir que pour les Anglais ou les Allemands. Malgré de nombreuses difficultés, plusieurs entrepreneurs français ont néanmoins connu de très bons résultats. Toutefois, un certain manque d'organisation et des lenteurs dans l'adaptation aux nouveaux défis auraient limité les réussites à l'étranger.

Pouvons-nous croire que le problème résidait beaucoup moins à l'époque dans l'identification des blocages, et dans la proposition de solutions, que dans l'application concrète de ces mesures? Devons-nous voir la culture des réseaux

familiaux et la réticence à sacrifier certaines libertés comme ayant été un obstacle sérieux à la constitution d'ententes entre patrons?

L'attention portée sur les aspects retardataires de l'industrie et du commerce français auraient-ils fait négliger les points plus reluisants? Peut-être que l'on préférerait davantage faire connaître les déboires que les exercices très bénéficiaires? Comment pouvons-nous expliquer la mauvaise réputation des patrons français du textile? Les aspects négatifs n'auraient-ils pas davantage retenu l'attention?

Faut-il considérer les entrepreneurs comme ayant été indulgents envers eux-mêmes lorsqu'ils affirment faire tout ce qui est en leur pouvoir pour lutter contre la concurrence étrangère?

Que devons-nous comprendre des motivations sous-jacentes au discours catastrophiste de certains?

De la constellation des centres textiles français, que doit-on penser de leurs supposés différents traits de caractère? La culture et la sociologie d'une place étaient-elles plus influentes sur les industriels que les tendances générales de l'époque?

Les relations souvent tendues entre le gouvernement et certains industriels ont-elles été nuisibles aux succès des industries textiles françaises? Ou au contraire serait-ce la bonne entente des industriels et des milieux politiques qui aurait eu des conséquences néfastes pour l'industrie comme on l'a proposé?

L'influence politique des élus des départements à l'industrie textile développée s'est-elle manifestée avec succès? Dans quel sens s'est-elle exercée?

Qu'en est-il de la prétendue passivité commerciale française? Comment doit-on interpréter les sérieux problèmes à surmonter les blocages?

Comment évolue la perception qu'ont les industriels et les spécialistes de l'importance des marchés étrangers?

Les industriels français du textile agissent-ils d'une manière particulière, étant donné le contexte dans lequel ils opèrent? Leur comportement change-t-il lorsqu'ils lancent de nouvelles affaires à l'étranger?

C'est avec plusieurs questions à l'esprit et dans l'intention d'aller au-delà des apparences et des préjugés que nous mènerons notre analyse. Avant tout, cette recherche s'appuie sur de nombreuses sources archivistiques. Nous souhaitons permettre par notre étude de nouvelles explications. Notre plus grand souhait serait de voir ce travail servir de repère pour des historiens intéressés à approfondir certains aspects plus particuliers. Que cette recherche serve de tremplin pour pousser plus haut et vers de nouvelles pistes la réflexion entourant l'histoire économique de la France, particulièrement celle entourant ses industries et ses industriels du textile.

Chapitre 1. L'industrie textile française de 1871 à 1877

Nous nous intéressons ici à l'industrie et aux industriels français du textile face à la concurrence internationale, principalement incarnée par l'Angleterre, l'Allemagne et la Suisse. L'intérêt pour l'industrie textile réside à la fois dans le rôle primordial qu'elle occupe dans les exportations françaises et, globalement, pour sa place de plus grande industrie du pays. Elle n'occupait pas moins d'un million de personnes en 1873, en faisait vivre directement plus de deux millions, et dépassait le milliard de francs à l'exportation³⁹.

La période s'étendant de 1871 à 1877 se distingue par une hausse des exportations de tissus de laine, l'effondrement de celles de soieries et les sérieuses difficultés éprouvées par l'industrie cotonnière face à la concurrence internationale.

I. L'industrie lainière à l'aube de la IIIe République

Au début des années 1870, l'industrie lainière éprouve de sérieuses difficultés qui s'expliquent par l'instabilité des cours et la stagnation des exportations. Certains succès à l'étranger principalement, ceux des étoffes diverses sur les marchés anglais et américain, ne permettent pas d'améliorer sensiblement la prospérité du secteur. La concurrence se fait alors davantage sentir avec le développement récent des capacités de production, en France comme à l'étranger.

I a. La nécessité d'exporter face à l'accumulation des stocks

Conséquence de la guerre, la hausse importante survenue sur le prix de la laine en 1871 n'est pas acceptée immédiatement par les acheteurs qui s'abstiennent de commander des tissus trop dispendieux. Découragés par la cherté de la matière première, les industriels diminuent leur production puisque leur marge bénéficiaire est réduite à néant aux prix de vente ayant cours. C'est autant la

³⁹ ADN 79J 1641, *Statistique de la France ; Statistique sommaire des industries principales en 1873*, Paris, Imprimerie Nationale, 1874, p. XLII.

place de Paris que l'Angleterre et l'Amérique qui se refusent à acheter une marchandise trop coûteuse⁴⁰. En perturbant les approvisionnements, la guerre a créé la rareté. Les affaires sont généralement mauvaises autant à l'intérieur qu'à l'extérieur durant les mois suivants ; le ralentissement de la production se poursuit. Alors que les stocks s'accumulent, peu d'affaires sont conclues. Quelques demandes sont néanmoins faites à St-Quentin, par le Japon en particulier⁴¹. À Reims, malgré le ralentissement de l'activité, les bilans de la prospère industrie lainière présentent toujours des bénéfices intéressants :

*il n'y a pas une branche de cette industrie qui ne se soit enrichie, et ce qui le prouve c'est d'une part l'augmentation du nombre des broches et des métiers et d'un autre côté, l'élévation des dividendes distribués à leurs actionnaires par quelques-uns de ces établissements.*⁴²

Nombre d'Alsaciens, refusant de vivre dans le nouvel Empire allemand, quittent à cette époque leur patelin vers différentes destinations. De Bishwiller dans le Bas-Rhin, plusieurs maisons importantes déménagent plus de 600 kilomètres à l'ouest, dans le Calvados, aux environs des municipalités voisines de Vire et de Flers. L'arrivée massive d'ouvriers est espérée ; jointe aux nouvelles établissements, elle donnera une impulsion nouvelle à la fabrication et au commerce des draps⁴³. La colonie s'implantera bientôt concrètement par la fondation de plusieurs maisons⁴⁴. D'autres Alsaciens s'établissent à Elbeuf, en Seine-Inférieure. Les familles Blin et Fraenkel y occupent rapidement une place prééminente.

Les variations de prix de la matière première perturbent les affaires au début de la IIIe République. Afin d'écouler des stocks qui s'accumulent, les industriels doivent souvent se résoudre à vendre leurs tissus à vils prix. Le directeur de la succursale de la Banque de France de Roubaix-Tourcoing mentionne que des ventes en Amérique ont causé des pertes importantes aux

⁴⁰ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels des Directeurs des Succursales. Résumés*. Rapport de février 1872.

⁴¹ *Ibid.*, Rapports de juin et d'août 1872.

⁴² ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la succursale de Reims. Le 26 juillet 1872*.

⁴³ ABF, France. *Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de septembre 1872.

⁴⁴ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1874.

fabricants⁴⁵. L'inspecteur de la succursale indique toutefois dans son rapport que « toutes les usines et tous les bras sont occupés »⁴⁶. Malgré la chaleur du début de l'hiver, peu propice à la vente des produits fabriqués en laine, l'incendie ayant ravagé Boston le 9 novembre 1872, et par la même occasion d'importants stocks de tissus, laisse espérer la reprise des ventes à de meilleurs cours. Cet espoir est rapidement déçu tandis que les stocks prennent une ampleur inquiétante⁴⁷. Après une activité prodigieuse suite à la fin de la guerre, l'industrie du drap éprouve de graves difficultés, Elbeuf demeure ébranlée et craint de voir des sinistres se produire parmi les industriels de la place. La rareté de la matière première et les brusques fluctuations de son prix nuisent à la bonne marche des affaires. Roubaix réussira plus tard à remédier à ces inconvénients en s'intéressant de manière particulière aux approvisionnements en laines brutes, surtout à celles de bonne qualité.

Paul Pierrard, courtier en laine basé à Londres, avait déjà fait remarquer que la vente des tissus aurait pu se faire de façon plus avantageuse pour les entreprises françaises. Suite à certains mécomptes en partie attribuables à une méconnaissance des besoins des marchés vers lesquels étaient expédiés les tissus, l'habitude avait été prise par plusieurs d'exporter les marchandises uniquement dans de grands ports européens, principalement à Londres. De là, les premiers acquéreurs en revendaient une partie aux maisons de demi-gros et en envoyaient l'autre vers les marchés d'outre-mer, qui payaient largement⁴⁸. Le coût de ses intermédiaires est jugé trop élevé. Reims, Roubaix, Amiens et Elbeuf pourraient établir des halles où les acheteurs se présenteraient avec confiance. Il est aussi proposé de développer l'échange de produits industriels contre des matières premières pour stimuler le commerce maritime et constituer des stocks importants dans les docks, si ce n'est un marché des laines d'Australie. Ce programme

⁴⁵ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1872.

⁴⁶ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la succursale de Roubaix-Tourcoing. Le 6 octobre 1872.*

⁴⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de novembre et décembre 1872.

⁴⁸ ADV 61J 47, Paul Pierrard, *Étude sur l'industrie lainière en France et les moyens de ramener sa prospérité*, 1869, pp. 23 et 24.

nécessite l'embauche d'agents français formés aux langues étrangères et aux subtilités du commerce international.

Pierrard propose d'encourager « les essais à l'étranger des jeunes négociants actifs, aux allures libérales et à l'esprit d'initiative, afin que leurs succès en engageant d'autres à entrer dans la même voie. »⁴⁹ Trop peu de Français s'intéressaient alors au commerce international. Optimiste, le courtier espère voir la « France inaugurer une nouvelle ère commerciale et prendre la haute position qu'elle mérite par son intelligence, son génie industriel et son bon goût qui gouverne le monde. »⁵⁰ Une indéniable progression se fera dans le sens des idées présentées dans l'étude rédigée par Pierrard. Ce sera cependant loin d'être un triomphe. La France demeure souvent moins bien outillée que ses concurrents pour faire prospérer son commerce et, par ricochet, l'industrie qui y est étroitement liée.

Dans un contexte de crise temporaire, explicable par l'accumulation d'un stock difficile à vendre à un prix rémunérateur, le débouché japonais se ferme pour les produits qui lui étaient destinés. Un décret impérial voulant que les hommes de l'archipel nippon s'habillent à l'européenne dans un horizon de deux ans modifie la nature des produits textile achetés à l'étranger⁵¹. Le manque d'activité de l'industrie lainière est général à tous les pays au début de 1873. À Reims, les travaux des champs arrivent à point pour occuper les ouvriers fileurs; à St-Quentin on s'attend, après deux années de beaux profits, à de sérieuses pertes⁵². Pour la draperie, le travail est ralenti à Louviers mais complètement arrêté à Evreux, où plusieurs fabricants éprouvent de graves difficultés⁵³.

La reprise amorcée en juin se poursuit à l'été, grâce à des commandes venues d'Angleterre et d'Amérique du Sud. Les stocks s'écoulent rapidement à des prix qui ne sont pas intéressants mais qui permettent tout de même de soulager le marché⁵⁴. L'inspecteur de la succursale de Roubaix-Tourcoing constate l'activité intense qui anime ce puissant centre industriel avide de main-d'œuvre : «

⁴⁹ *Ibid.*, p. 33.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 57.

⁵¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de février 1873.

⁵² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1873. Rapport concernant la succursale de Saint-Quentin. Le 15 mai 1873.*

⁵³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de mai 1873.

⁵⁴ *Ibid.* Rapports de juillet, août et septembre 1873.

Les tissages de Roubaix et de Tourcoing ne peuvent suffire aux nombreuses commandes qu'il ont reçues, et, dont on leur demande l'exécution à bref délai. »⁵⁵

Tous n'ont pas cette chance. La bonneterie de l'Aube, principale industrie du département, est, de son côté, dans une situation inconfortable ; elle abandonnera progressivement la production des articles de laine pour se spécialiser dans ceux de coton. En raison des bénéfices réalisés l'année précédente, les industriels ont décidé d'augmenter la production en 1872, choix qui a mis la place dans une situation douloureuse alors que la demande cessait brusquement et totalement. Le manque de disponibilités oblige plusieurs producteurs à liquider à prix désastreux une partie des volumineux stocks accumulés pour pouvoir faire face à leurs obligations. Ils provoquent ainsi une importante baisse des cours. Grandement incommodée, Troyes évite tout de même les faillites⁵⁶. L'exportation s'avère nécessaire pour désengorger le marché national où on ne peut vendre à bon prix.

Les nouvelles qui arrivent des États-Unis ne sont pas rassurantes. Une crise économique s'y est déclarée après l'expansion rapide consécutive à la fin de la guerre de Sécession. Elle semble prendre de l'ampleur tandis que le marasme se poursuit en France. À l'automne 1873, une tentative de restauration perturbe pour un temps les affaires commerciales en raison de l'incertitude qui règne quant à l'évolution du régime. Si elle avait espéré sortir de sa mauvaise situation, la draperie doit déchanter. Il n'y a que Louviers qui reprend un peu le travail : « Les fabricants de cette ville ont fait dans cette campagne tout juste de quoi couvrir leurs frais et ils n'osent se plaindre en présence d'un résultat que leur envient beaucoup de leurs concurrents du Nord et du Midi. »⁵⁷ Face à la persistance des difficultés économiques, la réduction de la production et le chômage se poursuivent assez généralement dans l'industrie lainière en 1874. Cette situation

⁵⁵ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1873. Rapport concernant la succursale de Roubaix-Tourcoing. Le 10 juillet 1873.*

⁵⁶ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale de Troyes. Le 5 août 1873.*

⁵⁷ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de décembre 1873.

n'est pas propre à la France puisqu'à Bradford, la principale rivale de Roubaix, on constate que 25 000 métiers sur 120 000 sont arrêtés⁵⁸.

Le malaise semble être dû à la faiblesse des exportations. Elles constituaient auparavant un important appoint mais une production exagérée ne permet temporairement plus d'écouler à l'étranger d'aussi grandes quantités. De Grande-Bretagne et des États-Unis, les commandes ne sont pas aussi importantes que précédemment. Il aurait fallu tenir davantage compte des besoins des marchés afin de produire en proportion de la demande réelle et ne pas surcharger les places⁵⁹. Les exportations de tissus de laine sont cependant loin de se contracter dans l'ensemble. L'accumulation des stocks est tout de même assez importante pour qu'il soit jugé nécessaire de restreindre la production au minimum pour écouler une marchandise qui se fait encombrante. Reims fait seule quelques bonnes affaires en laines cardées. Pour le reste c'est toujours la mévente en Amérique et en Grande-Bretagne qui suscite l'inquiétude :

*soit que leurs approvisionnements dépassent les besoins de la demande courante, soit que ces pays d'exportation se soient mis en mesure de cesser d'être nos tributaires en fabricant eux-mêmes les produits qu'ils nous demandaient jusqu'ici.*⁶⁰

D'une manière ou d'une autre, l'évolution de la demande sur ces marchés avait été mal prévue.

Durant sa tournée annuelle, l'inspecteur de la succursale de Troyes constate cette fois la chute de plusieurs maisons, victimes d'une reprise qui a trop longtemps tardé. Les entreprises locales ont des sorts contrastés⁶¹, tandis que se laisse toujours désirer la reprise des exportations. Elle apparaît enfin de manière très claire au printemps suivant⁶².

⁵⁸ *Ibid.*, Rapport de mai 1874.

⁵⁹ *Ibid.*, Rapport de juin 1874.

⁶⁰ *Ibid.*, Rapport de novembre 1874.

⁶¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1874. Rapport concernant la succursale de Troyes*. Le 8 septembre 1874. Certaines maisons comme *Cholet Herbin* demeurent dans une grande gêne après avoir essuyé de sérieuses pertes, à l'inverse les prospères bonnetiers *Evrard E. & Cie*, bonne maison à la marque recherchée, viennent de faire construire une nouvelle usine.

⁶² *Ibid.*, *Tournée de 1875. Rapport concernant la succursale de Troyes*. 5 mai 1875.

Tous n'ont pas eu les liquidités nécessaires pour attendre le retour d'une demande permettant des ventes rémunératrices. Après que tous les genres aient été délaissés pendant un moment, les centres drapiers profitent enfin d'une reprise de transactions grâce aux débouchés faciles et avantageux offerts par le marché intérieur : « on désirerait seulement que les demandes de l'étranger fussent plus fréquentes. »⁶³ L'importance du débouché extérieur pour l'industrie lainière ne laisse aucun doute. Dans une conjoncture difficile la nécessité d'exporter apparaît comme impérative.

I b. Insatisfaction et instabilité mais succès des tissus de laine à l'étranger

En octobre 1874, répondant au questionnaire de la Commission pour le développement du commerce extérieur au nom de la Chambre de commerce de Roubaix, Th. Funck et Henri Mathon, voyaient dans l'évolution démographique de la France, la principale raison du manque de dynamisme des exportations : « Notre population ne s'accroissant pas, l'émigration n'existe que dans des proportions infimes ; de là, pas de maisons françaises à l'étranger, pas de représentants offrant de garanties sérieuses »⁶⁴. Un peu réductrice, cette appréciation souligne cependant des aspects intéressants. Les industriels et négociants ne croyaient pas pouvoir compter sur des intermédiaires français pour développer leurs affaires à l'étranger. Il y avait là une carence manifeste qui ne pouvait simplement être attribuée au faible taux d'émigration de la population française. À Reims, on répondait au même questionnaire en identifiant une cause générale de l'impossibilité de conquérir certains marchés extérieurs : « Le manque de relations dû aux habitudes de nos nationaux, qui voyagent trop peu pour leurs affaires et encore moins en vue des affaires à créer, des débouchés à découvrir ou à développer »⁶⁵.

La question de la formation du personnel apparaît comme essentielle au moment où on réclame la nomination d'attachés commerciaux s'intéressant à des

⁶³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport d'avril 1875.

⁶⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix. 1872-1875*. Roubaix, Impr. Alfred Reboux, 1876, p. 112.

⁶⁵ ACCR, *Archives consulaires. Registre des délibérations. F.2.3.1.1 1873/1876*, folio 53.

aspects souvent négligés par les représentations officielles. Pour l'heure, à Roubaix, on avoue n'être en relation avec aucun consul. Des diplômés ayant une formation en commerce, géographie et langues vivantes sont vivement désirés.

Si la faible émigration française aux États-Unis n'avait pas d'impact notable sur le commerce d'exportation, certains succès étaient signalés en Amérique du Sud « où les races latines sympathisent mieux avec les émigrés du midi de la France »⁶⁶. Une partie du commerce qui jadis passait par l'Angleterre, se trouvait maintenant partiellement entre des mains françaises. Le commerce d'importation de la laine en provenance d'Argentine réservait un avenir prometteur.

La Commission se demande si l'industrie de Roubaix fait des efforts suffisants pour se conformer aux goûts, besoins et habitudes des différents consommateurs?

*Il faut le dire à la louange de la fabrique de Roubaix, elle fait des efforts inouïs en créations nouvelles. Certes, il est nécessaire de s'inspirer du goût des pays étrangers, toutefois jusqu'à une certaine mesure : le bon goût vient de la France, et, cette supériorité, il ne faut pas la laisser se perdre*⁶⁷.

Les efforts prodigieux tendent donc vers la création du 'beau', typiquement français, sous ses différentes formes, plutôt que vers l'étude de produits qui pourraient favoriser l'élargissement de la clientèle. C'est finalement la création d'institutions financières solides que les représentants de la Chambre de commerce de Roubaix réclament. À l'exemple de ce qui se fait ailleurs, on souhaite soutenir efficacement un commerce d'exportation qui se fait souvent avec des délais de paiement assez longs.

La généralisation de la mévente s'accroît au début de 1875. Les cours élevés de la matière première ne permettent pas de rentabiliser la vente des tissus dont les prix ne reflètent pas la cherté de la laine. L'équipement de l'industrie lainière, qui s'est grandement développé sous l'impulsion de la prospérité du

⁶⁶ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix. 1872-1875... op. cit.* p. 114.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 116.

secteur durant plusieurs années, la contraint à faire des achats importants à des conditions peu avantageuses :

*Elle est outillée pour produire de très grandes quantités et l'alimentation des métiers réclame de grands approvisionnements de matière première, en sorte qu'elle n'est pas toujours maîtresse de réduire ses achats autant que l'exigerait son intérêt quand elle se trouve en face des hauts prix de la laine brute.*⁶⁸

L'atonie des exportations laisse toujours le marché engorgé. Il semble n'y avoir que les nouveautés de St-Quentin qui trouvent quelques débouchés en Italie, en Allemagne, aux États-Unis et en Espagne, mais toujours pas aux prix souhaités⁶⁹. Bientôt l'activité y cesse brusquement tant à l'exportation que pour le marché intérieur : « On ne se rappelle pas dans ce rayon une absence d'ordres aussi complète. »⁷⁰

Pour profiter du meilleur prix du coton par rapport à celui de la laine, les industriels augmentent sa proportion dans les tissus mélangés qui trouvent un meilleur écoulement que les autres. Cette situation n'est pas pour favoriser la consommation d'une laine peignée que les établissements de Roubaix et Reims arrivent difficilement à écouler. Attirés par des salaires plus élevés, plusieurs ouvriers quittent à l'été pour les travaux des champs. La diminution de production qui s'ensuit permet d'écouler les stocks. Toutefois, des commandes décevantes en provenance de Paris, Londres et New York, font disparaître l'espérance d'une bonne campagne d'hiver. Les tissus à trames de coton en laine cardée, la flanelle en particulier, donnent les meilleurs résultats. Désavantagée par une productivité moins élevée que dans le Nord, Carcassonne perd progressivement une industrie jadis florissante mais maintenant en déclin⁷¹.

Afin de s'adapter à la demande, Reims abandonne pour un temps la fabrique du mérinos au profit du cachemire d'Écosse, qui se place aisément et avec profit⁷². Le mérinos avait auparavant stimulée certaines transformations industrielles, telle celle opérée par l'entreprise champenoise *Tranchart*. Elle s'était

⁶⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de janvier 1875.

⁶⁹ *Ibid.*, Rapports de février, mars et mai 1875.

⁷⁰ *Ibid.*, Rapport de juin 1875.

⁷¹ *Ibid.*, Rapports de juillet, août, septembre, octobre et novembre 1875.

⁷² *Ibid.*, Rapport de janvier 1876.

mise à fabriquer cette étoffe dont la moitié de la production était vendue à l'étranger⁷³.

Les tissus en laine pure n'ont pas le même succès, tant à Reims et Amiens qu'à St-Quentin. Cette dernière, traversant une rude période marquée par le manque de commandes rémunératrices, abaisse les salaires de ses ouvriers de 10% en mars et à nouveau de 10% en avril 1876⁷⁴. Plusieurs fabricants vont jusqu'à démonter des métiers pour limiter une production qu'ils n'arrivent pas à vendre. Des spéculations malheureuses sur les laines mérinos⁷⁵ n'aident évidemment en rien la possibilité de produire à prix intéressants. Le directeur de la succursale de la Banque de France de Saint-Quentin constate de plus la faiblesse des demandes provenant des acheteurs habituels : « On n'a jamais vu en Angleterre un calme aussi complet. Dans l'Amérique du Nord, affaires très mauvaises, crise qu'on ne peut expliquer que par un trop plein énorme de tissus, dont il faut attendre le dégorgement. »⁷⁶

La « phase de prospérité »⁷⁷ que connaît la bonneterie troyenne est alors en contraste avec la situation languissante de la majorité de l'industrie lainière. Très satisfaits de l'activité qui règne en usine, les industriels manquent de bras quoiqu'ils utilisent intensivement la machinerie industrielle. La Chambre de commerce de Troyes ne cache pas son contentement par rapport à la santé industrielle de sa circonscription :

Jamais le génie inventif du mécanisme n'a multiplié autant qu'aujourd'hui l'application de ses procédés (...) Il est clair que le prix de revient des produits diminue proportionnellement à l'accroissement de la quantité et de la célérité de leur fabrication ; il s'ensuit, une fois cette rapidité de production acquise, que le bon

⁷³ Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Les patrons du Second Empire* 8 ; Champagne-Ardenne..., *op. cit.*, p. 77.

⁷⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de mars et avril 1876.

⁷⁵ ADAI I Mi 127, *Rapport sur la situation industrielle et commerciale pendant le premier trimestre de 1876* ; Saint-Quentin, le 14 avril 1876.

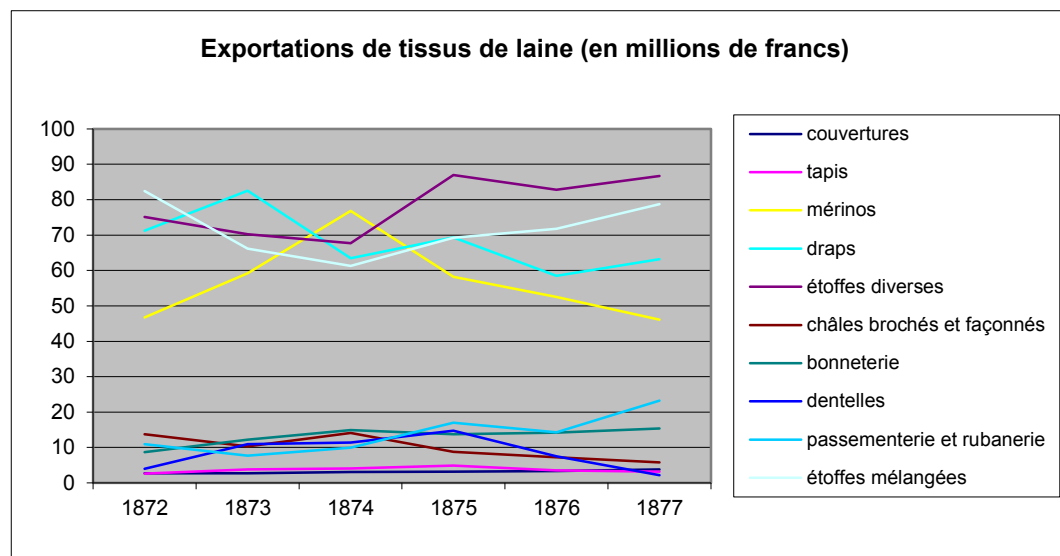
⁷⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de mai 1876.

⁷⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1876. Rapport concernant la succursale de Troyes*. 8 mai 1876.

*marché étend et propage la consommation de ces mêmes produits, mis de la sorte à la portée d'un plus grand nombre*⁷⁸.

L'ampleur de la mécanisation est encore jugée insatisfaisante par rapport aux besoins de la place : la couture des tissus de bonneterie doit aussi adopter les procédés industriels. Solidement ancrée à Troyes, la bonneterie s'y est remarquablement développée depuis la Restauration. Le choix d'une production de qualité moyenne fabriquée en grande série, fait aux débuts de la IIIe République par certains bonnetiers troyens, a donné des résultats intéressants. Troyes est néanmoins rattrapée par la longueur des transactions au dernier trimestre de 1876, la clémence de l'hiver et l'incertitude causée par la situation internationale pèsent fatalement sur les affaires. Elle allait bientôt résolument orienter sa production vers la bonneterie de coton et se tailler une réputation de choix pour cette spécialité.

Graphique 1.1.1



Nous pouvons constater sur le graphique 1.1.1 que rubanerie, passementerie et bonneterie ont vu leurs affaires prendre de l'importance mais qu'elles sont exportées pour des valeurs négligeables. Après un petit pic, le niveau

⁷⁸ ADA, 1 ETP 2, *Archives de la Chambre de commerce de Troyes, Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes, circonscription du département de l'Aube, pendant les années 1875 et 1876*. Séance du 12 janvier 1876, pp. 62 et 63.

des exportations de mérinos est revenu à son point initial. Ce sont les exportations d'étoffes diverses qui arrivent en tête, devant les draps et les étoffes mélangées qui maintiennent à peu près leur niveau d'origine.

La reprise des ventes de tissus sera de courte durée en septembre, les complications entourant l'élection présidentielle américaine rendent impossible une relance des affaires aux États-Unis⁷⁹. L'avenir ne se présente pas sous un jour des plus radieux à Roubaix où on pense aussi à démonter des métiers. Dans son rapport, le directeur de cette succursale du Nord justifie son pessimisme : « Les préoccupations de la politique extérieure, les agitations de notre politique intérieure, le manque de froid, si nécessaire pour l'écoulement des articles d'hiver, tout contribue à rendre l'avenir très sombre pour les fabricants de laine. »⁸⁰ En France, le conflit latent entre la Chambre républicaine et le Président Mac-Mahon, allié au Sénat, allait bientôt éclater au grand jour sous le gouvernement de Jules Simon. De plus, dans les Balkans, Alexandre II s'était décidé à soutenir les Serbes en entrant en guerre contre la Sublime Porte. L'instabilité politique est ainsi largement répandue au début de l'année 1877. Cet état de choses n'était évidemment pas propice au développement des affaires à cause de l'incertitude qui en découlait.

À Sedan, on voit s'évanouir l'espoir qu'une modification des tarifs américains qui favoriserait le retour des draps français, estimés mais bloqués à l'entrée par de lourds droits de douanes. D'Evreux on signale que Louviers et Elbeuf souffrent de l'imperfection de leur outillage qui n'est pas en mesure de fabriquer les draps ayant la préférence des acheteurs pour cette saison⁸¹.

Dans la circonscription de Louviers la spécialisation industrielle donne un caractère distinctif à plusieurs entreprises. Dans la société *Audresset père et fils*, le peignage mécanique de la laine est adopté rapidement alors que le tissage cachemires dits 'des Indes', produits dont elle a la quasi exclusivité, obtient à cette époque une grande réussite commerciale. Celle-ci entraîne la mise en marche de

⁷⁹ Extrêmement serrés, les résultats contestés de l'élection opposant le Démocrate Samuel J. Tilden au Républicain Rutherford B. Hayes plonge les États-Unis dans une longue crise politique.

⁸⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de décembre 1876.

⁸¹ *Ibid.*, Rapports d'octobre et novembre 1876.

nouveaux établissements pour l'entreprise dans l'Oise et le Nord. Elle emploie alors près de 1 500 employés, son chiffre d'affaires se faisant pour les neuf dixième avec les cachemires⁸².

Mazamet connaît pour sa part des succès sensibles dans la vente des draps depuis déjà quelques années, son cas est exceptionnel parmi les villes du sud. Sa fabrication concerne des marchandises d'une qualité médiocre que dédaignent habituellement produire les industriels français de la laine. Ces draps communs trouvent néanmoins à se placer en Amérique du Nord où ils visent, par leur bas prix, une clientèle peu fortunée⁸³. Après un petit triomphe à l'Exposition universelle de 1878, son apogée se situant vers 1868-1871, l'industrie textile mazamétaine perdra beaucoup de vigueur lors de la crise des années 1880⁸⁴. L'activité industrielle de la région s'oriente alors toujours plus vers le délainage.

Pierre-Elie Houlès avait été le premier à avoir l'idée d'importer directement des peaux de mouton de l'Argentine. Il est bientôt imitée par les principales maisons de Mazamet qui établissent des comptoirs d'achat à l'étranger. C'est le manque de matière première pour l'industrie lainière locale qui avait d'abord stimulé le développement du délainage. Cette activité se développe rapidement et approvisionne de nombreux établissements lainiers, au-delà du seul département du Tarn. Préférant la meilleure rentabilité offerte par le délainage, les investisseurs se détournent de l'industrie textile⁸⁵.

L'hiver 1877-1878 confirme l'état de stagnation de l'industrie lainière dans son ensemble. Le travail doit être diminué. À Roubaix les commissionnaires ont l'indélicatesse de refuser toutes les marchandises qui ne sont pas livrées à temps. Saint-Quentin n'a subitement plus d'affaires d'exportation et Reims n'en fait que de piètres⁸⁶. En avril, le commencement des hostilités en Orient rend les transactions d'une nullité décourageante ; les ouvriers s'adonnant au tissage à la

⁸² Dominique Barjot (dir.), *Les patrons du Second Empire 1 ; Anjou, Maine, Normandie...*, op.cit., pp. 109-110.

⁸³ Christopher Johnson, *The life and death of industrial Languedoc, 1700-1920*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 205.

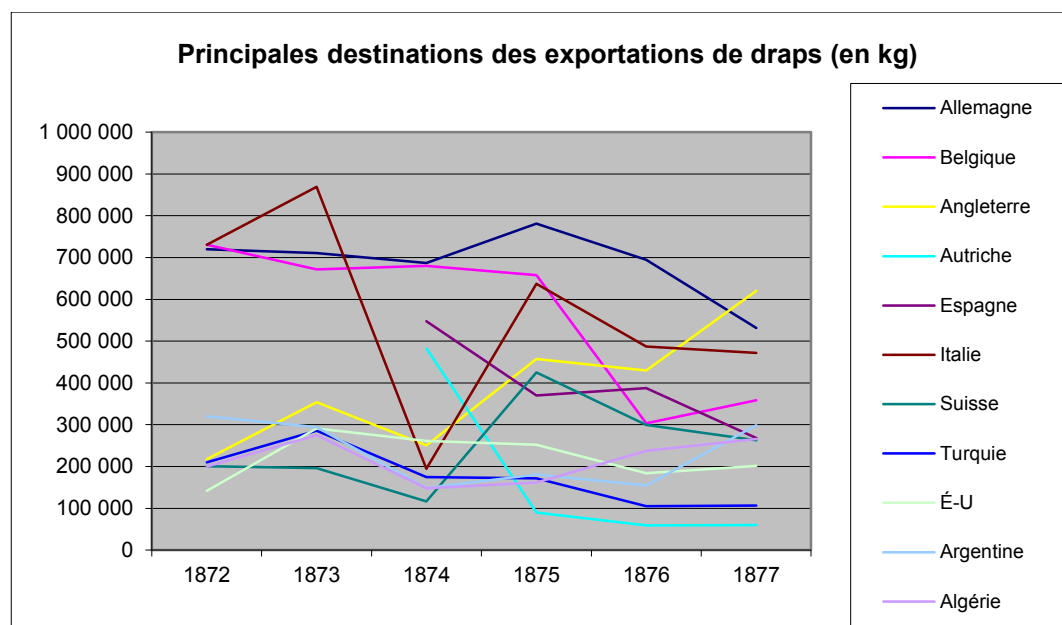
⁸⁴ Rémy Cazals, *Les révolutions industrielles à Mazamet, 1750-1900*, Paris, Privat, 1983, p. 174.

⁸⁵ Rémy Cazals, *Avec les ouvriers de Mazamet ; dans la grève et l'action quotidienne 1909-1914*. Paris, Maspero, 1978, pp. 16-20.

⁸⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de janvier à mars 1877.

main, principalement touchés par les arrêts de travail, évitent encore la misère grâce aux travaux agricoles saisonniers⁸⁷. Affectée par un excès de production, la fabrication des tissus de laine voit ses prix de vente atteints par une demande insuffisante. En France, les tensions politiques intérieures prennent en mai les dimensions d'une crise majeure laissant planer certains doutes sur l'évolution politique de la IIIe République. Le commerce international est alors perturbé par la guerre après avoir ressenti les effets de l'imbroglio électoral aux États-Unis. Ces sont moins les Américains que les Belges, les Italiens, les Autrichiens et les Allemands qui délaissent les draps français. L'Angleterre, pour sa part, augmente sensiblement ses achats.

Graphique 1.1.2



Les caprices de la demande ont aussi un effet désagréable. Délaissant les tissus fantaisies et mélangés, la mode penche pour des étoffes unies et classiques. À Roubaix, les patrons réorientent la production vers des tissus purement faits de laine. Ceux mélangés de laine et de coton sont largement abandonnés puisqu'ils procurent une rentabilité médiocre⁸⁸. Amiens et Saint-Quentin ne profitent pas de

⁸⁷ *Ibid.*, Rapports d'avril et de mai 1877.

⁸⁸ *Ibid.*, Rapport de juin 1877.

la reprise à l'été. Le taux de change exorbitant empêche alors les commandes habituelles provenant du Pérou et du Brésil ; l'Amérique et l'Angleterre ne sont pas plus acheteurs. Dans les milieux lainiers, on espère que les élections législatives françaises sortiront les affaires de leur engourdissement. Les stocks se reconstituent rapidement devant l'absence d'offres décentes présentées aux producteurs⁸⁹. Favorisée par la mode lors du premier trimestre de 1877, la broderie mécanique sur cachemire donne toutefois de bons résultats en Picardie. Les succès de cette activité fort rémunératrice se poursuivent et permettent de rétribuer largement les ouvriers⁹⁰. Cette prospérité de la broderie, touchant aussi la soie et le coton, est assez exceptionnelle dans le contexte général. Elle représente cependant une frange marginale de l'ensemble de la production de tissus.

Pour les industriels de la laine, il est difficile de faire des bénéfices lorsque la dépréciation de la marchandise est aggravée par une hausse de la matière première. L'arrêt du travail à la main en faveur du tissage mécanique permet aux industriels saint-quentinois de faire une économie de 6 à 8% sur la main-d'œuvre.⁹¹ Ils poursuivent leur production à un rythme régulier comme leurs collègues des autres régions, suscitant quelques craintes chez les observateurs de la Banque de France :

*Depuis si longtemps que l'industrie des lainages prétend ne pas écouler ses produits, soit à l'intérieur soit à l'extérieur, il peut paraître étrange qu'elle n'ait rien tenté pour ramener sa fabrication au niveau de la consommation. (...) le défaut d'équilibre entre l'offre et la demande, cause primordiale du malaise actuel tient à des faits d'ordre essentiellement économique qui peuvent se résumer en un seul, l'excès de production. Il a été amené par des événements dont la solution ne dépend pas, comme on paraît le croire, de telle ou telle combinaison politique intérieure.*⁹²

⁸⁹ *Ibid.*, Rapports de juillet à octobre 1877.

⁹⁰ ADAI I mi 127, *Rapport sur la situation industrielle et commerciale pendant le premier trimestre de 1877 ; Saint-Quentin, le 18 avril 1877.*

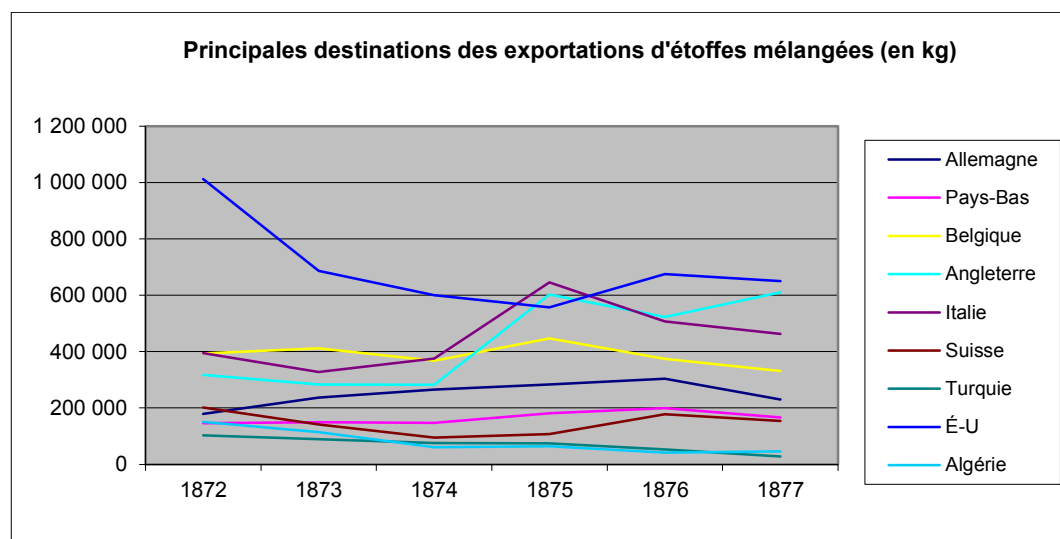
⁹¹ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1877. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Saint-Quentin.* Du 13 juin au 3 juillet 1877.

⁹² *Ibid.*, Rapport de novembre 1877.

L'influence des relations internationales est ici minimisée, nous pouvons pourtant croire qu'elles ont été grandement préjudiciables aux affaires, ne serait-ce que pour celles avec les États-Unis, qui n'ont pas répondu aux attentes.

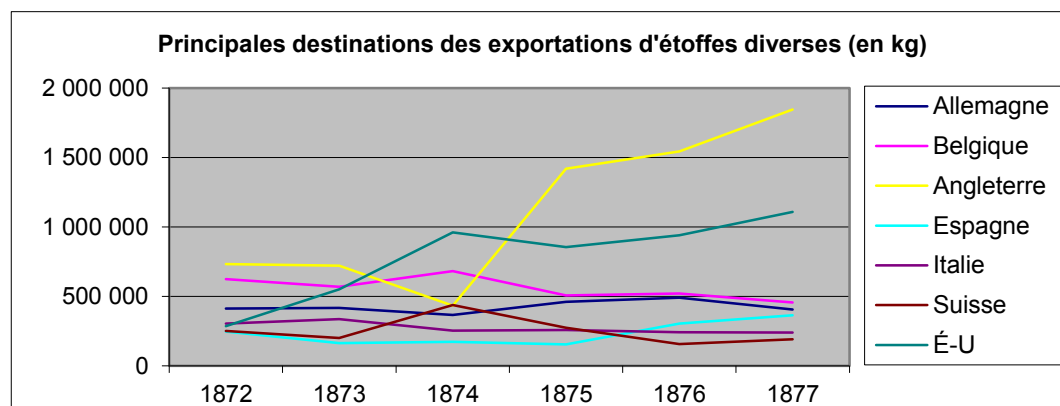
Les étoffes mélangées ont été expédiées davantage vers l'Angleterre mais moins vers les États-Unis, ces derniers en demeurent cependant toujours le principal débouché.

Graphique 1.1.3



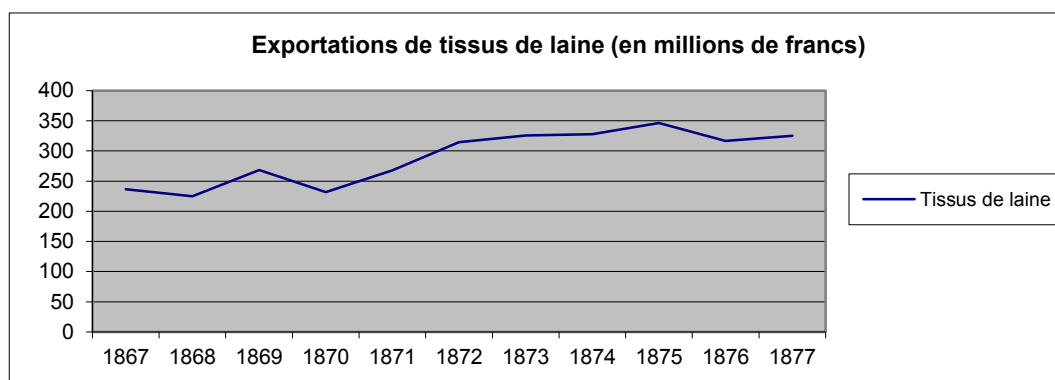
Pour les étoffes diverses, l'Angleterre est encore le principal acheteur, suivi par les États-Unis ; ils sont à eux deux responsables de la hausse des exportations de ce produit.

Graphique 1.1.4



Après avoir grandement développé ses capacités de production, l'industrie lainière française fait face à une concurrence accrue, tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs. La valeur totale des exportations se maintient néanmoins à un niveau plus élevé qu'auparavant.

Graphique 1.1.5



L'analyse de la conjoncture économique a montré que la marche des affaires n'a pas été particulièrement bonne pour l'industrie lainière entre 1871 et 1877. Nous n'avons toutefois pas remarqué de malaise particulier aux niveaux aux exportations, contrairement à l'impression qui se dégage souvent des rapports de la Banque de France. Les tissus de laine se positionnent en tête des marchandises exportées en 1876. Durant une période ponctuée de secousses politiques et marquée par une concurrence accrue, les étoffes diverses ont connu du succès. Elles ont percé de plus en plus sur le marché britannique, sensible à la qualité et au goût français. Les plus affectés auront été les fabricants de draps, cette industrie ancienne et souvent peu mécanisée semble avoir produit sa marchandise de qualité à des prix trop élevés pour pouvoir faire des profits intéressants face à des acheteurs réticents. Les brusques remous accompagnant les cours de la matière première n'ont pas joué en faveur des bénéfices.

II. L'industrie de la soie confrontée au ralentissement de la croissance

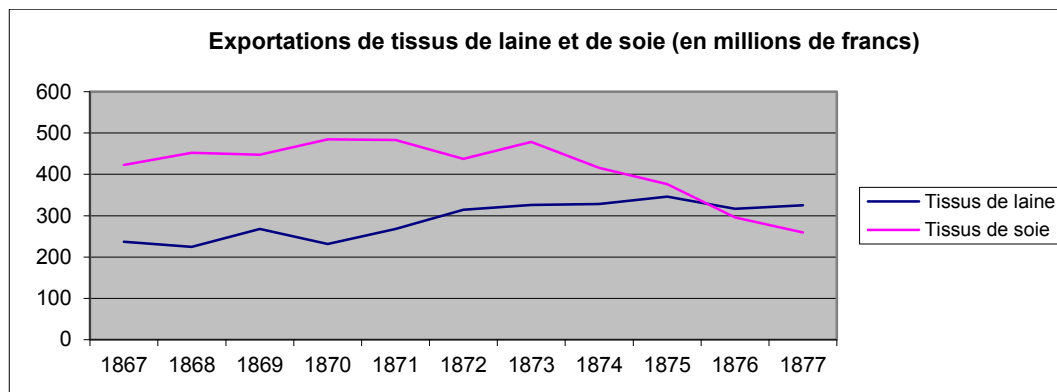
L'effondrement de la valeur des exportations de tissus de soie affecte sérieusement la prospérité de nombreux établissements aux débuts de la III^e République. La baisse des ventes aux États-Unis a impact certain sur la santé économique du secteur. Il est alors beaucoup plus difficile de convaincre les consommateurs d'acheter les dispendieux tissus de soie pure, spécialité française.

II a. Une industrie de luxe malmenée

Figure emblématique du commerce français, par leur valeur mais aussi par leur caractère propre, les tissus de soie *made in France* occupent une place de choix dans le commerce mondial du luxe. Adorés par les dames pour leur éclat, leur fini et leur douceur sans pareil, ces articles de prestige sont d'une qualité éminente. Les soieries s'exportent essentiellement vers l'Angleterre et les États-Unis. Une clientèle riche et soucieuse de distinction permettait d'y écouler de fines étoffes lyonnaises et des rubans stéphanois. L'Allemagne produisait une quantité appréciable de soieries, principalement à Créfeld. Ses produits étaient ceux qui étaient le plus à même de concurrencer les marchandises françaises à l'étranger. Elle accueillait beaucoup moins de tissus français que l'Angleterre ou les États-Unis mais n'en demeurait pas moins la troisième acquéreuse. La Suisse produisait surtout les qualités communes.

Au moment où le Second Empire s'écroule face à l'invasion étrangère, les tissus de soie français trônent largement en tête, au premier rang des exportations. Supérieur à une valeur de 400 millions de francs depuis plusieurs années, un sommet à 485 millions est curieusement atteint en 1870. Le montant total des exportations de soieries chutera sous les 300 millions de francs en 1876, pour ne revenir à un niveau semblable qu'en 1902. Les soieries cèdent le premier rang des exportations françaises aux tissus de laine l'année suivante.

Graphique 1.2.1



Durant la III^e République, le pic atteint sous Napoléon III ne sera jamais égalé. Lors de ce dernier règne la sériciculture française avait toutefois été frappée par la pébrine, champignon attaquant la larve du ver à soie et la rendant incapable de produire son cocon soyeux. Bien que Pasteur, qui sera bientôt le scientifique le plus honoré par le nouveau régime républicain, ait finalement trouvé un remède à cette plaie, la flacherie se montre plus rétive aux investigations des biologistes. Tuant rapidement les larves ayant mangé des feuilles de mûriers infectés, elle porte le coup de grâce aux nouvelles tentatives d'élevage des vers à soie. Il faut désormais importer quasi totalement la matière première que les industriels doivent maintenant faire venir de beaucoup plus loin. Ce changement ne semble pas avoir été nuisible aux exportations des soyeux qui avaient trouvé ailleurs de quoi faire fonctionner les métiers. Ils exportaient toujours de grandes quantités de soieries. La modification de la nature de la demande des marchés étrangers en soieries a, pour sa part, affecté très sérieusement la fabrique lyonnaise. Une de ses spécialités, les soieries façonnées, pour lesquelles elle détenait l'exclusivité, s'exportaient en 1859 pour une valeur de 66 millions de francs mais n'atteignait plus que 6 à 7 millions en 1869⁹³. La chute des exportations allait vite s'étendre à d'autres types de soieries.

⁹³ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1872*, Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1874, p. 33.

Toujours assez prospères au début de la III^e République, les fabricants de soieries lyonnais ont de sérieuses craintes pour l'avenir. La perspective d'instauration d'un nouvel impôt sur les matières premières ne laisse rien présager de bon. L'adoption d'une telle mesure favoriserait la concurrence allemande, italienne et suisse. Ces adversaires étaient déjà très menaçants sur les marchés étrangers. Tandis que le travail ralentit à Lyon, le patronat local remarque avec inquiétude qu'il se poursuit de manière soutenue dans les fabriques rivales de Zurich et de Créfeld⁹⁴. S'adressant au Gouverneur de la Banque de France le 7 octobre 1872, l'inspecteur de la succursale de Lyon constate, dans sa tournée annuelle, que la production de soieries unies est dans un état de souffrance depuis presque dix-huit mois. Seules quelques affaires dans des articles secondaires, comme les foulards, les velours ou les tulles, sont conclues. Il est cependant très difficile de réussir à vendre les pièces de tissus en soie pure, la fabrication ayant de loin la valeur la plus importante. Ces mécomptes sont attribués à une surestimation, en France comme à l'étranger, des besoins de l'après-guerre ainsi qu'à une tendance de la mode se portant vers les tissus de laine⁹⁵.

Les stocks importants ne s'écoulent pas facilement et la hausse du prix de la matière première pèse sur un produit déjà fort dispendieux. L'incertitude quant à l'évolution de la situation est nuisible aux affaires. Du côté des soyeux, on pense que le marché de la soie, qui avait tendance à se centraliser en France, se déplacera à Brindisi puisque l'Italie accueille les soies étrangères sans prélever de droit aux frontières⁹⁶. Le vote de la loi sur les matières premières, et les hauts cours des soies grèges, poussent les industriels à ralentir une production qui s'écoule difficilement. Les industriels soyeux arrivent malgré tout à traverser la crise sans défaillance, étant donné les profits importants réalisés l'année précédente⁹⁷. Saint-Étienne, voit pour sa part l'activité de son industrie rubanière diminuer

⁹⁴ *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de février 1872.

⁹⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la succursale de Lyon*. Le 7 octobre 1872.

⁹⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de juin et juillet 1872.

⁹⁷ *Ibid.*, Rapport de décembre 1872.

considérablement en fin d'année. Peu occupée par les commandes, la main-d'œuvre disponible s'est sensiblement réduite⁹⁸.

La mévente des soieries se poursuit au début de 1873 avec l'atonie de la demande anglaise et américaine. Ces deux gros acheteurs ne passent plus autant de commandes à la France qu'auparavant. Déjà très mauvaise, la conjoncture s'aggrave lorsque les États-Unis sont frappés par une crise qui raréfie sérieusement les liquidités disponibles. Le nombre de métiers en fonction par rapport à ce qu'il était précédemment dans la fabrique lyonnaise est estimé à 40%⁹⁹. Cependant, selon le directeur de la succursale de la Banque de France de Lyon :

les affaires ne seraient pas aussi nulles que le prétendent certains pessimistes, et en réalité, les ventes absorberaient au moins une bonne partie de la production courante, si donc la fabrication n'avait pas été poussée outre mesure en 1871 et en 1872, producteurs et commerçants se trouveraient dans une position à peu près normale et n'auraient à se plaindre que de l'absence persistante des demandes d'Amérique, jusqu'ici relativement fort restreintes.¹⁰⁰

En effet, nous verrons plus loin que la chute des exportations n'est pas encore très prononcée. On a produit davantage pour finalement exporter un peu moins, d'où la constitution de stocks importants.

Les plaintes des industriels sont ainsi jugées exagérées en 1873 puisque le crédit demeure ferme. Néanmoins, la mode délaissant progressivement les soieries et favorisant les produits à bon marché au moment où la concurrence des adversaires suisses et italiens se fait sentir avec plus d'acuité, il y avait alors de sérieuses raisons d'envisager l'avenir avec quelques appréhensions¹⁰¹. Après une légère amélioration des ventes, les luxueuses soieries françaises pâtiennent particulièrement de la crise politique entourant une possible restauration monarchique : l'échec de celle-ci et l'instauration du septennat normalisent la situation politique sans que les affaires reprennent pour autant. En décembre, petites et moyennes entreprises soyeuses sont dans une situation

⁹⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne*. Le 18 octobre 1872.

⁹⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de mars et avril 1873.

¹⁰⁰ *Ibid.*, Rapport de juin 1873.

¹⁰¹ *Ibid.*, Rapport de juillet 1873.

difficile dans la circonscription de Lyon. Les consignations sur les marchés de New York et de Londres se font à des conditions onéreuses pour les fabricants. De la métropole rhodanienne parvient au siège social de la Banque de France un rapport attribuant les difficultés de l'industrie de la soie à la pénible situation économique. Elle pousse la mode à abandonner les coûteuses soieries pour leur préférer, en raison de leur moindre coût et par volonté d'économie, les tissus de laine et autres produits de moindre valeur¹⁰².

La firme *J.-B. Martin*, spécialisée dans la production du velours de soie et de la peluche concentre alors déjà des moyens très importants. Elle fait travailler, notamment dans les environs de Tarare, plus de 3 500 ouvriers et ouvrières, possède plus de 1 300 métiers, dont plus de la moitié tissent deux pièces de velours à la fois, et fait fonctionner près de 20 000 broches. Les trois quarts de la production sont exportés vers les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne alors que le chiffre d'affaires dépasse les 7 millions de francs en 1873¹⁰³.

Au début de 1874, la dissolution du Parlement anglais coupe court aux demandes qui se profilaient de l'autre côté de la Manche. Les maisons importantes parviennent toutefois à écouler de grandes quantités de marchandises et relancent intensément la production¹⁰⁴. La concentration industrielle s'est accentuée comme le constate le directeur de Lyon :

*Autrefois (...) le chiffre maximum d'affaires d'une bonne maison ne dépassait guère 8 à 10 millions, et encore peu de maisons l'atteignaient, mais depuis quelques années, certains gros industriels dans le but de réduire leurs prix de revient, ont poussé leur fabrication à des proportions colossales. On en cite qui sont allés jusqu'à 30 et 33 millions d'affaires.*¹⁰⁵

Il prévoit des lendemains très difficiles pour les plus petits producteurs : ils ne pourront que disparaître face à la concurrence des grandes entreprises qui ont des coûts de revient plus faibles.

¹⁰² *Ibid.*, Rapport de décembre 1873.

¹⁰³ Pierre Cayez et Serge Chassagne, *Les patrons du Second Empire 9 ; Lyon et le Lyonnais...*, op. cit., p. 207.

¹⁰⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de janvier à mars 1874.

¹⁰⁵ *Ibid.*, Rapport d'avril 1874.

Se manifestant enfin en juillet, la reprise des commandes arrivant des États-Unis laisse espérer un contrepoids aux pertes subies lors de la dernière année. Un retour en faveur des soieries est vivement souhaité. Elles offrent maintenant un rapport plus favorable aux bénéfices¹⁰⁶. C'est de Paris et Londres qu'arrivent principalement les commandes pour le reste de l'année. Le travail se poursuit alors sans relâche. Conjointement au développement de la production, la consignation est à cette époque adoptée comme méthode de vente. Bien qu'on évite les 'errements traditionnels' de la vente à commission, les risques sont maintenant assumés entièrement par le fabricant qui envoie ses produits à Londres, New York et Paris. Les Lyonnais se demandent si cette modification de la relation entre l'acheteur et le producteur tournera finalement à leur avantage. Au même moment leurs concurrents suisses font un choix différent et délaissent la consignation¹⁰⁷. Les deux systèmes ont des avantages comme des inconvénients.

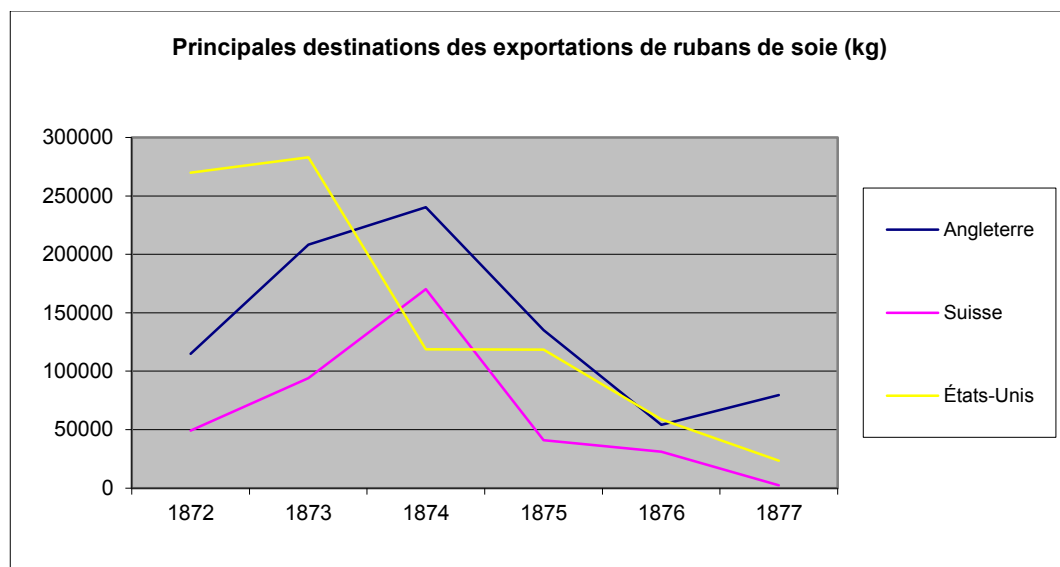
Saint-Étienne, dont les rubans s'exportent principalement aux États-Unis, ne trouve pas à contrebalancer la faible demande de son principal client. Hormis quelques établissements faisant des articles spéciaux, la majorité a essuyé de grandes pertes par la dévaluation de leurs produits associée à la baisse de la demande : les exportations vont toujours décroissant¹⁰⁸. Elles chutent pour l'ensemble des principales destinations, et non plus seulement vers les États-Unis. L'industrie des rubans de soie connaît une forte baisse de la valeur de ses exportations après 1874. L'examen de l'évolution des quantités absorbées par les trois principaux importateurs de rubanerie française, présentée dans le graphique 1.2.2, montre la fermeture des marchés américains et suisses aux produits de l'Hexagone. L'Angleterre devient le principal acheteur mais pour de quantités de moins en moins importantes.

¹⁰⁶ *Ibid.*, Rapport de juillet et août 1874.

¹⁰⁷ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1874*, Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1875, pp. 15 et 16.

¹⁰⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1874. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne*. Le 12 septembre 1874.

Graphique 1.2.2



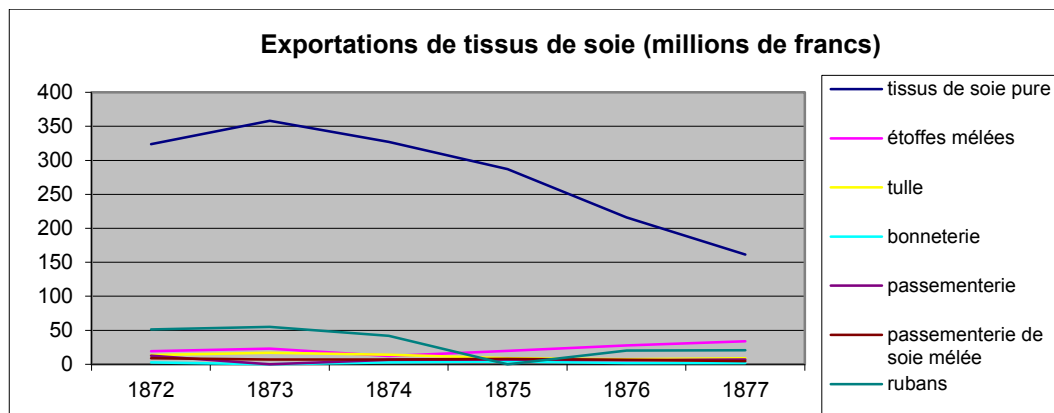
Utilisées dans la fabrication de tissus légers et bon marché, genres les plus demandés, les soies chinoises et japonaises sont presque les seules à être ouvrées. Pour lors, ces soies exotiques permettent à la petite industrie de trouver une occupation qu'elle n'aurait pas eue autrement. Craintifs par rapport à la concurrence italienne, à un moment où les tendances du marché sont défavorables aux spécialités françaises, les industriels de la Drôme et de l'Ardèche fondent un syndicat en décembre afin de solidariser leurs intérêts :

*Ce qu'ils semblent redouter par-dessus tout, c'est la nécessité où ils pourraient être amenés par la concurrence étrangère, de produire des articles bon marché pour lesquels ils sentent leur infériorité ; tandis qu'ils se savent sans rivaux dans la préparation des belles soies françaises très soignées, mais aussi très chères.*¹⁰⁹

Parmi les tissus de soie, ceux de soie pure occupent alors une position prépondérante dans les exportations. C'est leur baisse qui entraîne dans son sillon celle de la valeur totale de cette catégorie.

¹⁰⁹ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1874.

Graphique 1.2.3



II b. Spéculations et effondrement

Les années 1875 à 1877 marquent une baisse impressionnante de la valeur des exportations de tissus de soies français. De 416 millions de francs en 1874, elle tombe à 377 en 1875, à 296 en 1876, puis à 259 millions en 1877 : la chute a été brutale. Ce radical déclin n'est pas immédiatement perceptible. En octobre 1874, le vérificateur de la succursale de Lyon, juge la situation de l'industrie de la soie assez satisfaisante dans son ensemble. Si ce n'était de cet engouement frustrant pour la laine et de la contraction du débouché américain, les industriels n'auraient pas vraiment à se plaindre. 1874 a été une année exceptionnelle pour les exportations de tissus de soies en Angleterre¹¹⁰, la meilleure avant longtemps. Le chiffre de 172 millions ne sera atteint à nouveau que 40 ans plus tard. En mars 1875, on croit toujours à un revirement de la mode en faveur des étoffes de soie qui sont produites très activement, d'autant plus que l'abondance et le bon marché de la matière première s'y prêtent favorablement¹¹¹. Le directeur de Lyon considère comme suspectes les plaintes des industriels qui disent ne pas faire de profits, bien qu'on ne voit plus s'édifier rapidement des fortunes colossales, comme c'était le cas autrefois. Il remarque toutefois avec inquiétude que

¹¹⁰ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1874. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Lyon*. Le 7 octobre 1874.

¹¹¹ *Ibid.*, Rapport de mars 1875.

l'exagération de la production pourrait bien dépasser sous peu les besoins effectifs de la consommation¹¹².

L'évolution de la conjoncture semble d'abord lui donner tort car les fortes demandes de Paris et de Londres se poursuivent activement tout au long du printemps. Pour ramener la mode aux soieries, les industriels essaient de faire baisser les prix de la matière première en suspendant les achats. Les Lyonnais produisent en grandes quantités afin d'abaisser autant que possible les prix de revient. L'été a finalement été très bon pour les patrons qui ont su tirer parti de la mode des tissus légers. La baisse de la matière première rend alors la marge bénéficiaire très intéressante et la campagne d'automne est attendue avec un grand optimisme¹¹³. Il semble toutefois que la baisse continue de la matière première ne soit pas une chose si bénéfique à la fabrique puisque les calculs basés sur le prix d'achat de la soie brute, établi comme base du prix de vente par le fabricant, n'est pas nécessairement accepté par l'acheteur. Trois mois plus tard, alors que le tissu est fabriqué, le cours de la soie encore plus bas pousse celui-ci à demander un meilleur prix¹¹⁴.

De leur côté, les tissus classiques unis, d'une grande valeur, ne trouvent toujours pas preneur : les maisons qui n'ont pas voulu modifier leur production, étant donné l'arrêt de production momentané mais coûteux qui en serait la conséquence, en souffrent. Saint-Étienne a la chance de voir la spéculation jouer en sa faveur en décembre : en ce dernier mois de l'année, Paris achète en deux jours tous les stocks de rubanerie disponibles. L'année se termine sur une hausse des prix de la matière première provoquée par les filateurs qui auraient fait main basse sur une matière première au cours très faible, anticipant une mauvaise récolte et un regain des cours pour l'année suivante¹¹⁵.

Les difficultés de l'industrie soyeuse n'ont donc pas été pour tous si sérieuses en 1875. La faible valeur des exportations s'explique principalement par l'exportation de tissus légers et fantaisies qui sont d'une valeur moins élevée que

¹¹² *Ibid.*, Rapport d'avril 1875.

¹¹³ *Ibid.*, Rapport d'août 1875.

¹¹⁴ *Ibid.*, Rapport de novembre 1875.

¹¹⁵ *Ibid.*, Rapport de décembre 1875.

les tissus classiques. Ces derniers ne trouvent plus un débouché aussi intéressant qu'auparavant aux États-Unis et en Angleterre.

Une tentative de hausse orchestrée à l'époque par les filateurs de soie avorte. La baisse persistante des cours semble difficile à enrayer. Cette situation est très inquiétante quand on pense aux importants stocks invendus dont la valeur est allée en se dépréciant presque continuellement depuis trois ans. Ceux qui ne pouvaient modifier facilement leur production et ont continué à produire de lourdes étoffes ne vendent leurs marchandises qu'au prix de grands sacrifices¹¹⁶. Un certain retour en faveur leur profite au printemps tandis que c'est au tour des tissus légers d'être délaissés. Les récriminations des industriels lyonnais sont toujours prises avec un grain de sel par le représentant de la Banque de France. Il a constaté qu'ils finissaient toujours par renaître de leurs prétendus cendres¹¹⁷. Néanmoins, cette fois, le phénix semble ne pas reprendre son envol. La baisse de la demande en tissus légers, eux qui avaient pallié jusque-là à la défaveur dont étaient victimes les articles classiques, envenime une situation déjà difficile.

Un renversement de tendance pousse les prix de la matière première à la hausse à l'été 1876. L'enthousiasme laisse espérer que les pertes des trois dernières campagnes pourront être contrebalancées par une augmentation de la valeur de la marchandise. Au mois d'août la spéculation intense continue à pousser les cours vers le haut à Lyon. Des affaires fabuleuses y sont traitées :

*On cite des lots de matières premières très importants vendus et revendus en hausse dans la même journée, et on estime à 70 ou 80 millions le chiffre des bénéfices réalisés à Lyon à la suite de transactions qui se sont faites depuis environ deux mois.*¹¹⁸

Le commissaire spécial Mallet corrobore et rapporte qu'à Lyon, on attribue en grande partie à des spéculateurs, souvent inconnus du milieu de la soierie, tels Payraud, fabricant de chocolat, ou Comiloy, cafetier, la hausse qui n'est pas portée par des besoins réels¹¹⁹. Enfin, les étoffes accumulées trouvent à s'écouler pour un

¹¹⁶ *Ibid.*, Rapport de février 1876.

¹¹⁷ *Ibid.*, Rapport de mars 1876.

¹¹⁸ *Ibid.*, Rapport d'août 1876.

¹¹⁹ ADR 9M3, Lettre manuscrite *Du commissaire spécial (Mallet) au Secrétaire général pour la police*. Lyon, le 22 novembre 1876.

temps à bons prix, poussant à des achats de soies brutes qui pourraient permettre de consolider le secteur. De beaux bénéfices sont dégagés en septembre et le travail est poussé avec ardeur, les fabricants souhaitent pouvoir répondre au plus grand nombre de commandes possible.

La montée des cours cesse brusquement dès octobre. La perspective d'une guerre en Orient et la supputation de ses éventuelles conséquences paralyse les transactions et arrête le travail. Patientant pour se réapprovisionner en soies, les industriels se contentent d'écouler les marchandises en stock. Hier si florissante, la situation du marché de Lyon est dans une situation très inquiétante. Ceux qui ont spéculé sur la matière première tentent vainement de la vendre aux industriels ayant eux-mêmes de grands approvisionnements¹²⁰. Difficile d'espérer que les cours de la soie se maintiennent au moment où on en demande que très peu. La baisse amorcée prend un caractère de plus en plus aigu. Le travail est interrompu de manière préventive. Si l'Angleterre venait à prendre part au conflit, qu'advierait-il des industries qui d'ordinaire travaillent pour ce marché, principal débouché de l'industrie lyonnaise? Le moral est très bas à Lyon où règne le découragement. Des ouvriers sont renvoyés faute d'ouvrage à leur donner. Selon le directeur de la succursale de la Banque de France de Lyon : « Il faudrait remonter à bien des années pour se trouver en face d'une crise aussi intense et frappant à la fois en les paralysant par le fait de leur inévitable solidarité, les deux principaux éléments de l'industrie lyonnaise, les soies et les soieries. »¹²¹

Malgré l'espoir d'une reprise sérieuse pour janvier et février, la conjoncture s'envenime dramatiquement. Le nombre d'ouvriers sans travail est estimé à 20 000. L'hiver 1877 s'annonce particulièrement difficile pour eux ; alors que les industriels ont conservé leur crédit et paraissent avoir les ressources nécessaires pour laisser passer l'orage, les ouvriers sont évidemment les plus durement et concrètement touchés¹²². Les arrêts de travail étaient fréquents dans cette industrie et on aurait pu éviter le pire si on avait imité « la réserve si

¹²⁰ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1876.

¹²¹ *Ibid.*, Rapport de novembre 1876.

¹²² *Ibid.*, Rapport de janvier 1877.

prudente, si patriotique des ouvriers et des fabricants. » Malheureusement, la Chambre a eu le mauvais goût :

*d'apprendre au monde commercial sous des couleurs plus sombres que vraies et par de déplorables exagérations de langage, une crise qui en réalité était bien au-dessous des proportions qu'on lui a attribuées et que Lyon était de force à traverser en famille.*¹²³

Doit-on comprendre que pour une fois les entrepreneurs lyonnais minimisaient leur malheur ou était-ce qu'on l'amplifiait ailleurs? Les bruits s'étant répandus suite aux commentaires faits par des membres du gouvernement, les marchés étrangers ont spéculé sur l'avalissement du prix des soieries. En patientant pour remettre leurs ordres et en comptant sur une accentuation de la baisse, ils ont donné à la crise un caractère plus prononcé.

L'indiscrétion gouvernementale a donc empiré la situation de l'industrie lyonnaise qui s'est trouvée, par le fait même, pouvoir profiter de l'occasion pour partager la responsabilité de ses déboires. Ceux-ci tiraient leur origine dans la spéculation effrénée qui a suivi la récolte de cocons de 1876. Les prévisions de hausse ont tourné court avec la baisse de la demande et la montée des tensions entre la Russie et la Turquie aboutissant sur la guerre. Ces malheurs ne sont toutefois pas encore assez sérieux pour avoir ruiné le crédit de la place de Lyon, malgré les pertes considérables essuyées par les détenteurs de soie et les fabricants. La Chambre de commerce de Lyon demeure étonnamment optimiste, elle faisait savoir au ministre du Commerce, le 17 février 1877, qu'une fois la tempête passée : « notre industrie se retrouvera debout, sans avoir rien perdu de sa force et de sa grandeur. »¹²⁴ Les ouvriers tisseurs de la Croix-Rousse, auxquels on donne maintenant la charité plutôt que du travail, pétitionnent pour l'ouverture de chantiers nationaux¹²⁵. Dans le Midi, les industriels aux assises financières moins solides sont durement touchés.

En s'allongeant la crise prend une allure inhabituelle, les industriels affirment n'en avoir jamais vu d'aussi longue et d'aussi persistante ; et ce, sans

¹²³ *Ibid.*, Rapport de février 1877.

¹²⁴ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1877*, Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1878, p. 35.

¹²⁵ ADR 9M3, Lettre manuscrite *Du commissaire spécial (Mallet), op. cit.*

grand espoir de reprise avant la fin de la guerre balkanique qui est en cours¹²⁶. La classe ouvrière se montre heureusement « d'un calme et d'une résignation dignes d'éloges. »¹²⁷ N'étant pas encore guéries du goût de la spéculation, certaines maisons secondaires qui ont misé sur la hausse des soies voient finalement la valeur de leur stock se déprécier de 40 à 50% et, écrasées sous des pertes considérables, doivent suspendre leurs paiements¹²⁸. La persistance de la mévente et de la baisse des cours atteint aussi bientôt très sévèrement les grandes maisons, comme il est rapporté de Lyon :

*jamais, écrit le directeur, il n'y a eu sur la place, une accumulation de soies aussi considérable, aussi onéreuse pour le malheur des détenteurs, fabricants, marchands ou spéculateurs occultes, et cela à une époque où les produits de la nouvelle campagne commencent à peine encore. On peut hardiment évaluer à 30 ou 40 millions les pertes éprouvées par la place de Lyon dans une période de huit mois, c'est-à-dire depuis octobre dernier. La majeure partie de ces pertes affecte de grosses maisons de fabrique dont plusieurs, assure-t-on, viennent de clore leur inventaire avec des déficits variant de 500 000 à 2 millions de francs. Quelques sinistres même, mais de peu d'importance, semblent inévitables, encore que la masse des maisons engagées soit de force à supporter la crise sans véritable désastre.*¹²⁹

La conjoncture est très pénible durant l'été 1877. Plusieurs s'étonnent du faible nombre de sinistres, étant donné la radicale correction du prix de la soie, de l'ordre de 50%, accompagnée d'un chômage qui dépasse de beaucoup les prévisions par sa longue durée. Après les élections d'octobre, la concorde espérée entre les trois pouvoirs ne s'est pas produite. La situation politique demeure instable quand arrivent en novembre des nouvelles catastrophiques de Londres et New York où les ventes sont arrêtées et les prix désastreux¹³⁰. Malgré la résolution de la crise politique en décembre, la situation s'améliore très peu. La hausse de la matière première ne semble pas plus solide qu'auparavant. Elle est essentiellement imputable à la spéculation. Par l'excès de production accumulé depuis plusieurs

¹²⁶ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'avril 1877.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*, Rapport de juin 1877.

¹²⁹ *Ibid.*, Rapport de juillet 1877.

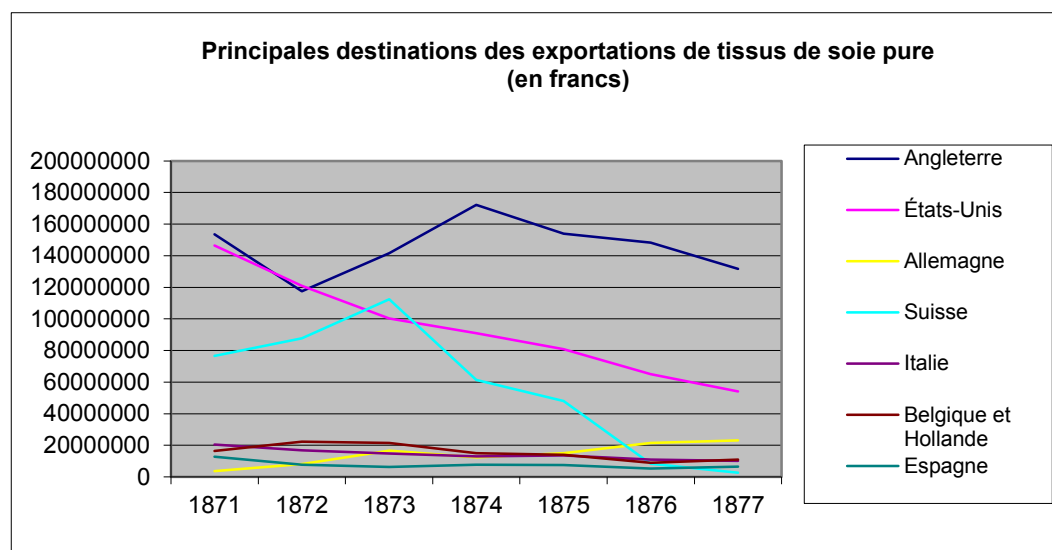
¹³⁰ *Ibid.*, Rapport de novembre 1877.

campagnes et l'importante contraction de la demande, la fabrique lyonnaise a traversé une des années les plus calamiteuses de son histoire industrielle en 1877.

Nous avons vu que si le marché américain s'est dérobé et que la demande s'est généralement portée vers des soieries bon marché et d'autres types de tissus. Les déconvenues de la place de Lyon peuvent lui être imputées en grande partie. Elle a mal perçu l'évolution des marchés et subit les conséquences de spéculations déraisonnables sur la soie brute.

Un léger contrepoids aux difficultés des tissus de soie pure a été donné par la hausse des tissus mélangés. Elle se poursuivra résolument dans les années suivantes. La mode se réorientait alors vers cette marchandise moins coûteuse au détriment des dispendieux tissus fait uniquement de soie. La destination des exportations, présentée dans le graphique 1.2.4, montre l'effondrement du débouché suisse et la constante diminution des exportations vers les États-Unis.

Graphique 1.2.4

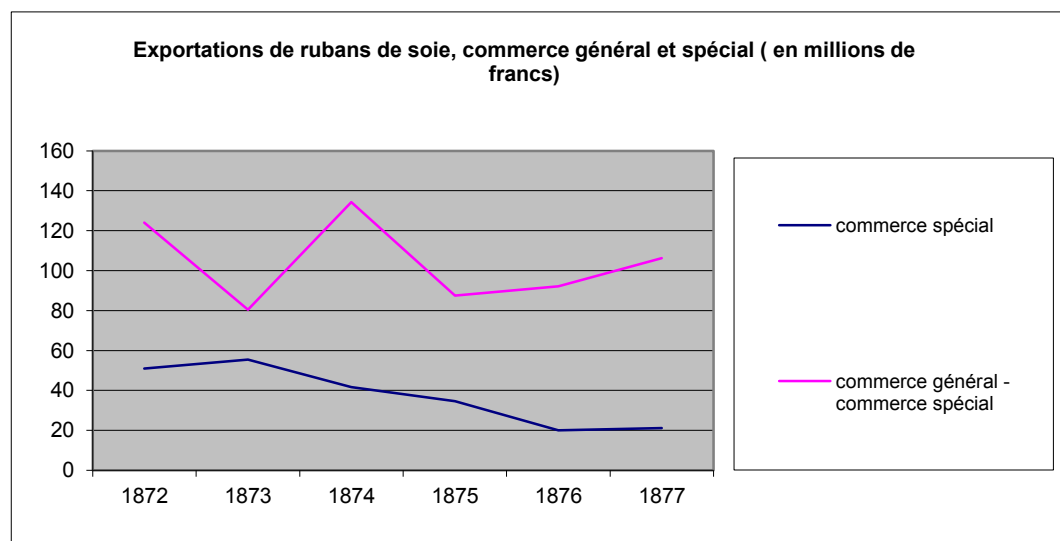


Malgré les changements dans le goût du jour, l'Angleterre maintient ses achats au même niveau, restant fidèle à la qualité française et ne développant pas cette industrie à l'intérieur de ses frontières. Elle réexporte aussi une partie de ses achats vers des marchés qu'elle rejoint plus directement que les industriels et négociants français. Protégés par des tarifs protectionnistes importants, les États-

Unis développent chez eux l'industrie de la soie, à l'instar des Suisses. Ces derniers diminuent radicalement leurs importations de soieries françaises, suffisant rapidement à leurs besoins, pour bientôt concurrencer les produits français à l'étranger.

Il est intéressant de comparer la valeur totale des exportations pour le commerce spécial et le commerce général. Sachant que le principal concurrent de la rubanerie française est la Suisse, dont proviennent l'essentiel des importations françaises de rubans, et que de grandes quantités de ses exportations transitent par la France vers les États-Unis et l'Angleterre, nous pouvons comparer de manière approximative les exportations helvètes avec les exportations françaises. Le graphique 1.2.5 nous permet de voir que la Suisse domine largement la France en ce qui concerne les quantités exportées, mais aussi que les exportations helvètes résistent mieux à la dégradation de la conjoncture économique : le commerce spécial est en 1877 à 41% de son montant de 1872 et la différence entre le commerce général et spécial à 86%. Si les exportations de produits français décroissent, les marchandises similaires, qui s'exportent vers les mêmes marchés et transitent en France en provenance de Suisse, demeurent de beaucoup supérieures. Offrant des marchandises plus communes mais à un prix plus attractifs, les Helvètes connaissent alors de meilleurs résultats.

Graphique 1.2.5



La baisse de la valeur de la soie est un facteur qui atténue un peu la perception négative qu'on peut avoir des performances françaises à l'exportation. Effectivement, en prenant par exemple la valeur des exportations d'étoffes de soie pures et unies dans la catégorie 'autres', de très loin celle ayant la valeur la plus élevée, nous remarquons qu'elle représente en 1877 45% de la valeur qu'elle avait en 1872, tandis que le poids représente 62% de ce qu'il était. D'une manière ou d'une autre, la baisse est importante. De moins grandes quantités sont exportées et pour une somme totale de beaucoup inférieure : le kilo de la marchandise étudiée a perdu plus du quart de sa valeur.

Malgré tout, la balance commerciale demeure grandement favorable et les importations se maintiennent aux alentours de 35 millions de francs par année. C'est la baisse de la valeur des exportations qui la tire vers le bas. Là encore, les tissus de laine dament le pion aux tissus de soie pour ce qui est des excédents commerciaux.

Alors que ses tissus sont beaucoup moins demandés sur les marchés étrangers, l'industrie soyeuse française doit adapter sa production. L'âge d'or des luxueuses soieries est éclipsé par la popularité de marchandises à meilleur marché. Une reconversion vers la production d'étoffes mêlées permettra bientôt de connaître des succès à l'exportation. Occupant une position dominante dans le secteur des nouveautés et hautes nouveautés, les soyeux français n'abandonneront pas pour autant ce qui est leur véritable spécialité.

III. L'industrie cotonnière française après la famine du coton

Très revendicateurs, les industriels cotonniers, majoritairement protectionnistes, sont en lutte contre le régime douanier libéral depuis des années. Tandis que la stagnation des exportations rend souvent difficile un travail régulier et rémunérateur, la hausse des importations de tissus et de fils de coton est vivement dénoncée durant années 1870. Malgré tout, certaines entreprises dégagent d'intéressants bénéfices, notamment dans le secteur de la bonneterie grâce au développement de ses expéditions vers l'Algérie.

III a. Un milieu protectionniste militant

La guerre de Sécession a eu des répercussions importantes sur l'industrie textile française. Avant le début du conflit, la plus grande part du coton consommé par les industries de l'Hexagone provenait du Sud des États-Unis. Bloqués par la flotte nordiste, les ports de la Confédération sont rapidement coupés de leur débouché européen, ce qui entraîne une hausse formidable de la valeur du coton brut sur le vieux continent. Les planteurs avaient d'ailleurs eux-mêmes limité leurs livraisons pour faire pression sur la France et l'Angleterre afin d'obtenir leur appui. En enchérissant le prix des cotonnades, la crise cotonnière fait le bonheur des industriels de la laine dont les produits devenaient soudainement plus attractifs, étant donné leur bon marché relatif. Inaugurant la signature de nombreux traités commerciaux de nature libérale, le traité de commerce franco-anglais de 1860 est le point de départ d'une nouvelle politique commerciale. Les difficultés rencontrées par les patrons du coton leur donne l'occasion de dénoncer des tarifs douaniers libéraux qui leur donnaient peu d'avantages, puisqu'ils travaillaient principalement pour le marché intérieur. L'attribution de leurs malheurs à la politique douanière de Napoléon III revient constamment dans le discours des industriels cotonniers. Interrompue par la guerre, l'enquête industrielle visant à établir les conséquences du traité de commerce franco-anglais n'a que le temps d'examiner officiellement la situation de l'industrie cotonnière.

Les cotonniers exportent peu par rapport à leurs confrères travaillant la laine et la soie. Seuls les tissus de coton imprimés d'Alsace trouvent largement preneur à l'étranger. Les patrons cotonniers avaient, presque unanimement, réprouvé la nouvelle politique douanière de Napoléon III. Inspiré par le saint-simonisme, l'empereur avait encouragé les négociations entreprises entre Michel Chevalier et Richard Cobden, tous deux convaincus de la pertinence d'une diminution des tarifs douaniers entre leurs deux nations. L'accord commercial conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, souvent hâtivement qualifié d'accord de libre-échange, modérait significativement les droits sur plusieurs produits dans le but de stimuler les échanges, développer l'industrie, favoriser l'harmonie dans les relations internationales et pousser à l'amélioration des conditions de vie de la population. Les droits sur les matières premières étaient abolis et ceux concernant les produits manufacturés abaissés, ne devant pas dépasser les 30% de la valeur de la marchandise importée. Conclu avec son principal partenaire commercial, ce traité était le premier de plusieurs autres qui allaient être négociés au cours des années suivantes dans le même esprit d'ouverture. La France signait des traités de commerce avec la Belgique en 1861, le Zollverein allemand en 1862, puis l'Italie, la Suisse, l'Espagne, l'Autriche, le Portugal et les Pays-Bas de 1864 à 1866.

L'Empire libéral s'amorçait donc avec une réforme douanière de premier ordre. On n'avait pas connu d'expérience s'inspirant du libre-échange théorique d'Adam Smith depuis le traité Eden-Rayneval de 1786 qui avait créé plus de mécontentement que de satisfaction. Considéré par l'opinion comme un coup d'État économique, puisque ni la Chambre ni les industriels n'avaient été consultés pour son élaboration, le traité négocié secrètement avait indigné de nombreux patrons du textile. Ceux travaillant la coton avaient été les plus mécontents car, contrairement à leurs confrères travaillant la soie et la laine, l'Angleterre ne représentait pas pour eux un débouché intéressant pour leurs exportations. C'était plutôt une concurrente dont les produits allaient être plus présents sur le marché intérieur.

La mise en application du traité franco-anglais coïncidant avec l'enchérissement très important du prix du coton provoqué par la guerre de Sécession, la situation des patrons cotonniers devient brusquement très difficile. Ils accusent dès lors la nouvelle politique douanière d'être responsable des malheurs pouvant pourtant difficilement lui être entièrement attribués. Entre le gouvernement et les industriels, on est loin d'une mise en commun des efforts. Les récriminations des représentants de l'industrie ne sont pas toujours prises au sérieux par les autorités. Comme la concurrence intérieure n'avait pas provoqué ni les résultats ni les bienfaits auxquels on était en droit de s'attendre, elles avaient estimé devoir prendre d'autres moyens pour stimuler les entrepreneurs à développer leurs affaires et moderniser leur équipement : « la concurrence internationale révèle des forces, met en mouvement des intelligences et des activités qui, sans elle, seraient restées inertes, impuissantes, ignorées de ceux-là mêmes qui sont appelé à en enrichir le pays. »¹³¹ Difficile de gagner ainsi à la cause du libre-échange des hommes d'affaires dont on a omis de recueillir les avis, et auxquels on impose ce qu'on juge être le mieux pour la Nation. Les mots sont rudes envers ceux qui s'opposent au traité. Ils ne le feraient pas d'une manière désintéressée : « les reproches qui se sont élevés dans certains centres manufacturiers à la seule nouvelle d'une convention internationale ont été le fruit de l'irréflexion, de la crédulité et quelques fois de sentiments plus blâmables. »¹³²

L'opposition de la majorité des cotonniers sera constante contre les traités dictatoriaux imposés par Napoléon III grâce à sa prérogative impériale. Pouyer-Quertier, notable rouennais à la tête d'une importante filature de coton, allait tenter sans relâche de faire changer de politique douanière au gouvernement en arguant que l'industrie cotonnière française serait forcément ruinée par une compétition inéquitable. Celle-ci ne pourrait qu'entraîner chômage et agitation dans la population ouvrière, si on négligeait de protéger adéquatement une industrie jugée très désavantagée face à ses compétiteurs.

¹³¹ ADSM 8M 2, *Traité de commerce avec conclu entre la France et la Grande-Bretagne. Précédé d'un rapport à l'Empereur par S. Exc. Le ministre des Affaires étrangères et suivi d'un Rapport par les plénipotentiaires de sa Majesté*. Paris, Tupographie E. Panckoucke et Cie, 1860, p.33.

¹³² *Ibid*, p. 52.

C'est ce qui ressort généralement de l'enquête sur l'industrie faite en 1860 et à laquelle les industriels sont conviés pour apporter leur témoignage. Premier à s'exprimer sur la situation de l'industrie textile, Pouyer-Quertier justifie le fait que les broches automates ne soient pas plus répandues en France :

*les frais d'établissements des self-acting, l'entretien, la force motrice plus grande, la largeur des bâtiments, la solidité indispensable, font que l'économie de main-d'œuvre disparaît en grande partie, et se trouve absorbée par les frais généraux.*¹³³

Le bouillant colosse normand croyait l'ouvrier français moins productif. Il n'avait néanmoins pas eu le temps de s'adapter aux nouvelles machines, trop chèrement payées, pour qu'il puisse rivaliser avec ses homologues anglais. Dans ces conditions, lui-même ne pouvait demander moins de 20% comme droit fixe sur les filés qu'il produisait dans ses établissements, de qualité commune, au-dessous du numéro 40. Il montait alors *La Foudre*, usine-modèle monumentale de 60 000 broches, à sa fondation la plus grande de l'Ouest de la France. La conception utilitaire et rationnelle, qui avait guidé l'action de l'ingénieur anglais chargé de sa création, conduit Turgan à la trouver absolument représentative de son époque « comme le Parthénon représente la Grèce Antique, et l'Alhambra l'Espagne Mauresque. »¹³⁴ Ce monument créé par Pouyer-Quertier, devait bien pouvoir rivaliser avec les fabriques anglaises. Cependant des droits très modérés ne pourraient que nuire aux prix de vente qui ne seraient pas aussi avantageux. L'ambitieux industriel s'était fait le champion du protectionnisme, position qui allait un jour lui permettre d'entrer au gouvernement à la tête du ministère des Finances.

La plupart des entrepreneurs évaluent qu'un droit approprié devait être de 15 à 25% sur les fils et tissus de coton. Ils insistent cependant surtout pour que le droit soit fixe, donc basé sur le poids de la marchandise, plutôt qu'*ad valorem*. Les industriels importateurs de fils de coton sont, pour leur part, opposés aux droits fixes car ils ne refléteraient pas la modification des cours : si les fils de coton

¹³³ *Enquête de 1860 sur l'état de l'industrie en France ; tome 4, coton*. Paris, 1860, p. 13.

¹³⁴ Turgan, Julien, *Les grandes usines ; études industrielles en France et à l'étranger ; Tome III*. Paris, Michel Lévy frères, 1863, p.130.

diminuaient de prix par exemple, le droit fixe représenterait un pourcentage de la valeur plus grand que celui fixé au départ.

Exportateurs, les fabricants de tulles du Nord trouvent qu'ils payent trop chers les fils fins qu'ils achètent à Lille. Délégué de la Chambre de commerce de Calais, Edouard Mallet affirme que des tarifs raisonnables pousseraient les filateurs à améliorer leur équipement. La diminution du prix des filés ne pourrait qu'encourager le développement des exportations de l'industrie calaisienne. Mallet accuse les filateurs lillois de s'entendre entre eux pour vendre « les cotons filés 10, 60, 80 et 100% plus cher que les Anglais avec une infériorité de 25% dans la qualité. »¹³⁵ L'opposition entre les milieux exportateurs et ceux produisant pour le marché intérieur allait être constante. Évidemment, tout le monde défendait ses propres intérêts. D'un côté, on voulait que ce qui servait à la fabrication des produits mis sur le marché soit aussi peu touché que possible par les tarifs douaniers. De l'autre, que la marchandise produite soit protégée, à moins qu'elle soit déjà fort compétitive sur les marchés internationaux, comme les indiennes alsaciennes par exemple.

Commissionnaire à Paris, le négociant Roy considère que les entreprises françaises se livrant à l'exportation pouvaient faire beaucoup mieux. Il critique les grandes maisons françaises pour leur manque de professionnalisme :

*Il faut que la fabrique se rapproche du commerce ; qu'on s'arrange comme en Angleterre ; que le fabricant soit fabricant et que le commerçant soit commerçant ; que le fabricant n'immobilise pas son capital dans un immense stock qu'il entretient à la disposition des acheteurs, pour leur vendre par balle et ou par pièce ; et qu'au moyen des commissionnaires, il retrouve la disponibilité de ce capital.*¹³⁶

Au moment où s'effondre le régime de Napoléon III, l'industrie cotonnière française a considérablement modernisé son équipement. Les usines possèdent chacune en moyenne beaucoup plus de broches. L'adoption des broches automatiques a résolument progressé tout comme le tissage mécanique¹³⁷. L'effort de modernisation a été particulièrement poussé dans le Haut-Rhin, stimulé par

¹³⁵ *Enquête de 1860 sur l'état de l'industrie en France...*, op.cit., p. 635.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 566.

¹³⁷ Petitpas, Philippe, *Les industriels du coton et le traité de commerce franco-anglais de 1860*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 2004, pp. 92-101.

l'intérêt très marqué des entrepreneurs alsaciens pour les nouvelles techniques. Grâce au Traité de commerce, il a été possible pour les industriels d'importer d'Angleterre des machines à prix raisonnables. Ils ont été poussés en ce sens par la concurrence britannique qui rendait impératif un effort de modernisation¹³⁸.

L'utilisation toujours accrue de la machine à vapeur pousse les patrons à se préoccuper très sérieusement des questions relatives aux charbons. Ils désirent vivement une amélioration des voies de communication afin d'abaisser le prix de la matière première. Durant l'enquête de 1870, Antoine Herzog espère toujours que le Gouvernement tienne les promesses faites à ce sujet lors de la signature du Traité de commerce franco-anglais¹³⁹. Il y avait pour l'industrie anglaise un avantage indubitable dans la modicité du coût des transports et du charbon. C'est bien le seul point sur lequel on avait trouvé un consensus lors de cette enquête de 1870. Il fallait au plus vite « apporter dans l'immense appareil des transports par terre et par eau les modérations de taxes, de tarifs, après lesquelles chacun aspire. »¹⁴⁰ Les améliorations promises avaient finalement été modestes. Après l'achèvement du réseau ferré, on allait connaître une tentative d'amélioration importante des infrastructures avec le plan Freycinet. Le problème du financement demeurera de taille.

III b. Réactions et désarroi face à des importations grandissantes

Après avoir traversé de rudes épreuves dans la deuxième moitié du Second Empire, l'industrie cotonnière française voit ses exportations stagner au début de la III^e République. La perte de l'Alsace, dont les tissus imprimés se vendaient avantageusement à l'étranger, affecte le rapport des échanges puisqu'on importait désormais ceux-ci en France. Les chiffres du commerce spécial montrent une hausse de la valeur des importations en tissus et fils de coton. Ces deux

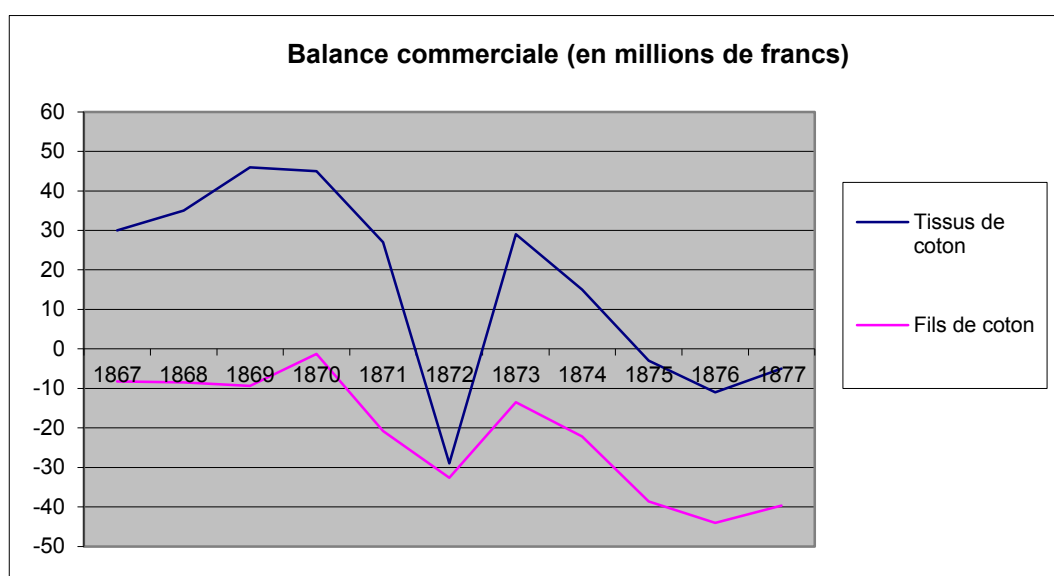
¹³⁸ Voir Arthur L. Dunham, « The Development of the cotton industry in France and the Anglo-French treaty of commerce of 1860 », *Economic History Review*, 1, 1927-1928, pp. 281-307.

¹³⁹ *Enquête parlementaire sur le régime économique. Tome premier. Industries textiles. Coton.* Paris, impr. du journal officiel, 1870, p. 451.

¹⁴⁰ P. Coq et T.N. Bernard, *Résumé analytique de l'enquête parlementaire sur le régime économique de la France en 1870.* Paris, Guillaumin, 1872, p.266.

phénomènes se combinent pour donner une balance commerciale déficitaire pour ces produits en 1872 et de 1875 à 1878. Les plaintes des industriels peuvent ainsi s'appuyer sur des statistiques commerciales corroborant leur appréciation des choses. La faible position du commerce des tissus est remarquable car exceptionnelle pour la période étudiée. Plus tard des excédents commerciaux très importants seront dégagés. Pour les fils de coton, la situation demeurera constamment déficitaire.

Graphique 1.3.1



Une période de prospérité pour les industriels du coton avait toutefois suivi la guerre franco-allemande, du jamais vu depuis la conclusion des traités des années 1860. C'est qu'un vide dans les approvisionnements, étant donné les perturbations subies par le commerce durant la guerre, était à combler. Au printemps 1872, les affaires sont moins bonnes à Rouen et Evreux. À Saint-Quentin on voyait une spécialité locale, la fabrication de la mousseline brodée, considérée comme la production cotonnière la plus importante en 1869, réduite de

plus de la moitié trois ans plus tard, après avoir été malmenée par la concurrence suisse¹⁴¹.

Immigrant du Bas-Rhin vers la Basse-Normandie, des industriels de Bischwiller ont loué des usines qui ne travaillaient plus dans l'Orne aux environs de Flers et de Vires. Dans l'Orne justement, les progrès du tissage mécanique suscitent l'inquiétude des tisserands qui s'adonnent au travail manuel. Le maire de Saint-Pierre du Regard, agissant au nom de plusieurs ouvriers tisserands de la commune d'Athes, écrit à l'été 1872 au Gouvernement pour réclamer rien de moins que l'interdiction du tissage mécanique qui fait concurrence au tissage à la main, et la limitation des broches de filature à 200 par métier. Le ministre du Commerce, Pierre Teisserenc de Bort, prend la peine d'écrire au préfet de l'Orne pour lui dire que malgré sa sollicitude pour le sort des classes ouvrières, il lui est évidemment impossible d'agréer à une demande qui se trouve complètement à l'encontre de la liberté industrielle. Pour lui, l'amélioration du sort des classes ouvrières n'est pas à trouver dans la protection des vieilles manières de faire, mais dans des mesures favorisant le développement de l'industrie et du commerce¹⁴².

Suite à l'annexion allemande de l'Alsace, Épinal et ses environs accueillent aussi plusieurs ouvriers et entrepreneurs ayant opté pour la France¹⁴³. Les alliances entre Vosgiens et Alsaciens sont assez fréquentes. Celle de Jules Ferry avec la famille Kestner, grâce à son mariage avec Eugénie Risler est probablement la plus connue. Ferry épousait une petite-fille de l'industriel alsacien Charles Kestner, et nièce d'Auguste Scheurer-Kestner, député et sénateur qui sera un solide support financier de la mouvance opportuniste. La préfecture des Vosges voit *Guth frères* de Mulhouse établir en son sein une filature de 40 000 broches et un tissage de 800 métiers pour fabriquer les calicots fin, jusqu'alors produits dans

¹⁴¹ G. Dumas, *État de l'industrie dans le département de l'Aisne entre 1869 et 1880, comparé à l'état actuel*, Extrait des Mémoires de la Fédération des Sociétés Savantes du Département de l'Aisne, Tome IV – 1957, 1958, p. 10.

¹⁴² ADO M 2369, *Lettre du Ministre au Préfet*, Versailles, le 23 septembre 1872.

¹⁴³ Sur cette question de l'immigration en provenance d'Alsace-Lorraine, voir Frédéric Barbier, « Distribution géographique des émigrés d'Alsace-Lorraine en France (1870-1872) », dans *Annales de l'Est*, no 2, 1979, pp. 119-132. Le département des Vosges est le quatrième plus attractif pour les immigrants.

le Haut-Rhin¹⁴⁴. Widmer et Couleru, partenaires « riches, entendus et prudents »¹⁴⁵ sont aussi de ceux qui ont quitté Mulhouse pour Épinal, ces commissionnaires en tissus feront bientôt travailler pour eux plusieurs tissages des environs. Christian Kiener, ayant fait fortune dans le textile, arrive dans les Vosges à la fin du Second Empire. Il sera président de la Chambre de commerce d'Épinal de 1867 à 1877 puis conseiller général et plus tard sénateur. Zurcher fondera en 1881 une importante usine d'impression sur textile et mariera sa fille à Mathis, député radical au début du XXe siècle. L'ingénieur alsacien Armand Lederlin dirigera les établissements de la *Blanchisserie et teinturerie de Thaon* avant de devenir, en 1911, président de la Chambre de commerce¹⁴⁶.

Cet afflux d'hommes intéressés par l'industrie textile, avant et après l'annexion, aide donc au développement de l'industrie cotonnière des Vosges. Bientôt certains participent à la fondation d'une importante usine de toiles peintes, secteur d'activité qui a apporté prestige et prospérité à Mulhouse, et à l'établissement d'une blanchisserie énorme à Thaon. Celle-ci pourra bientôt rivaliser avec celles de Thann et de Wesserling, libérant l'industrie cotonnière lorraine de sa dépendance envers ces dernières. Elle entrera en opération le 4 septembre 1873. L'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine représentait la perte de 150 000 broches qui travaillaient le coton. Dans les Vosges, on sera rapidement motivé à récupérer cette capacité de production en fondant de nouvelles filatures, telle celle de 30 000 broches avec renvideurs de l'industriel Alexandre Antuszewick établie en 1871 près de Remiremont¹⁴⁷, ou en augmentant le nombre de broches de celles déjà en place. Des patrons dynamiques allaient progressivement amener les Vosges au premier rang des centres cotonniers en France, malgré une position géographique peu avantageuse sur le plan des transports.

¹⁴⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de d'avril 1872.

¹⁴⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la vérification du service de la succursale d'Épinal. Le 4 juin 1872.*

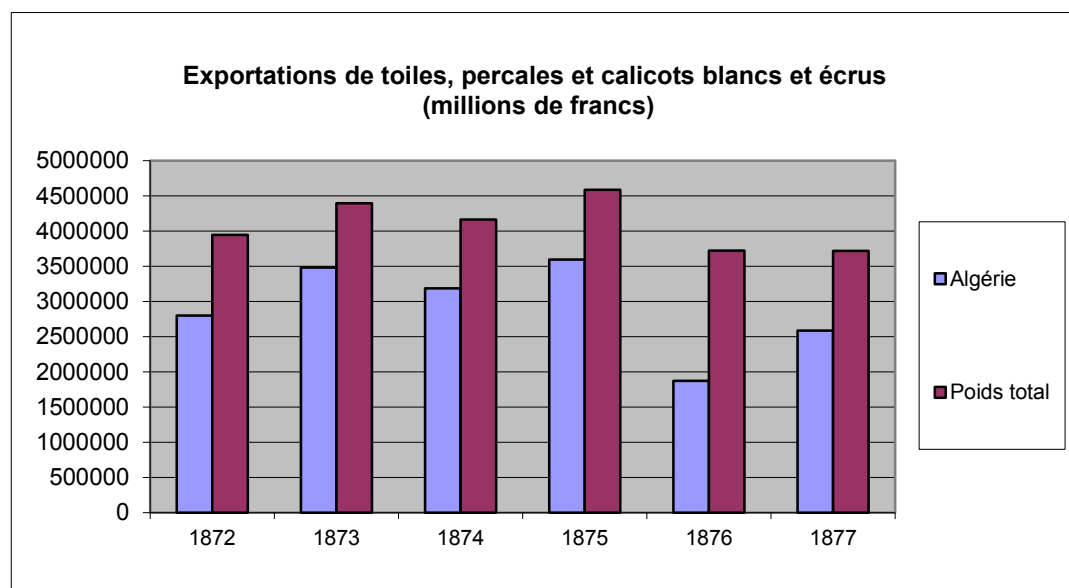
¹⁴⁶ Gilles Grivel, « Les Alsaciens dans la vie politique vosgienne (1870-1914) », dans *Annales de l'Est*, no spécial, *Lorraine et Alsace, mille ans d'histoire*, dirigé par François Roth, 2006, pp. 197-217.

¹⁴⁷ Georges Poull, « L'industrie textile vosgienne des origines à 1978 », dans *Le pays de Remiremont*, no 2, 1979, p. 37.

Cependant, Épinal n'échappe pas à la baisse généralisée des cadences de fabrication après plusieurs mois de grande et prospère activité. Bien que Bar-le-Duc subisse le même sort que sa consœur lorraine, la fabrication des corsets sans couture, industrie qui lui est particulière, poursuit son activité florissante en regard de celle des filatures et tissages¹⁴⁸.

Le ralentissement de la production, attribué notamment au fait que des pays autrefois importateurs sont devenus producteurs, se poursuivant à l'été 1872. Quelques fabricants rouennais se sortent d'une situation précaire grâce à des achats importants fait pour l'Algérie. Ce débouché colonial prendra au fil des ans une importance grandissante, il permet alors d'éviter *in extremis* l'arrêt du travail¹⁴⁹. Sa part dans les exportations de toiles, percales et calicots blancs et écrus est remarquablement élevée.

Graphique 1.3.2



De trop grandes quantités de marchandises sur le marché et une température peu clémente ne facilitent pas les ventes. Occupés par les travaux agricoles, plusieurs ouvriers, à Saint-Quentin notamment, ont abandonné leur

¹⁴⁸ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Bar-le-Duc. Le 5 juillet 1872.

¹⁴⁹ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapports de juin et juillet 1872.

métier à tisser, alors que les métiers mécaniques, actionnés par des machines à vapeur et d'un meilleur rendement, fonctionnent toujours régulièrement. Les stocks ne s'écoulaient pourtant pas davantage qu'auparavant, bien que les prix soient largement dépréciés¹⁵⁰.

Il était prévisible que le boom des affaires qui a suivi la guerre ne serait que temporaire. Plusieurs industriels ne manquent pourtant pas de se plaindre, quoique la situation ne soit généralement qu'un retour à la normale. C'est ce que souligne l'inspecteur de la succursale de Lille lors de sa tournée, sceptique quant à la bonne foi des industriels. Il ne peut toutefois pas nier « l'influence fâcheuse que paraissent exercer sur les transactions l'inconnu qui pèse sur la situation politique et les remaniements déjà décidés ou en projets de nos traités douaniers. »¹⁵¹ Le rapport de la Chambre de commerce de Lille sur la situation de l'industrie et du commerce dans sa circonscription en 1872, attribuait la situation pénible à d'autres facteurs. Il considère que le peu de développement de la filature de coton en France depuis une décennie, et les malheurs de l'année précédente, sont dus aux trop grandes importations. Les produits alsaciens, qui bénéficient alors de faibles tarifs douaniers, causaient de grands embarras à l'industrie française¹⁵². Une forte concurrence étrangère sur le marché national n'a curieusement pas poussé les industriels de la région à augmenter de manière significative la productivité de leurs usines. Ils préféreront se tourner vers le gouvernement pour obtenir une protection douanière plus importante.

L'accentuation du ralentissement de la demande laisse craindre des désastres. Les nouvelles concernant l'abondance de la dernière récolte de coton aux États-Unis ne sont pas de nature à relever le cours des tissus et des fils de coton. Une fois les magasins vidés, même si les ventes sont peu ou nullement rémunératrices, les industriels espèrent qu'une activité rentable pourra reprendre. Ils souhaitent que la demande soit stimulée par le bas prix des marchandises,

¹⁵⁰ *Ibid.*, Rapports de septembre à décembre 1872.

¹⁵¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Lille. Le 31 octobre 1872.*

¹⁵² ADN 79J 1526, *Chambre de commerce de Lille ; Compte-rendu de la situation du commerce et de l'industrie dans la circonscription de la Chambre de commerce de Lille, en 1872 ; Rapport adressé par la Chambre à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, en exécution de sa circulaire du 27 janvier 1873*, Lille, Impr. L. Danel, 1873, p. 3.

possible grâce au faible cours de la matière première. En fait le travail ralentit partout et atteint les ouvriers qui voient diminuer leur salaire parallèlement à la durée de leurs journées de travail.

La direction de la Banque de France ne peut rien trouver de rassurant dans le rapport de synthèse mensuel de mai : « De tous les points de France, les voyageurs de commerce témoignent de la grande difficulté des affaires et de la gêne qu'éprouvent certaines maisons jusque-là très solides par suite de la mévente de leurs marchandises. »¹⁵³ À l'extérieur de la France, il n'y a que le débouché algérien qui offre des possibilités de ventes intéressantes. Elles sont toutefois insuffisantes pour soulager l'ensemble de l'industrie cotonnière. Les cotonniers limitent autant que possible la production dont les capacités, ainsi que celles des filatures, ont largement été augmentées. Le nombre de broches montées à Lille et aux environs¹⁵⁴, région où les industriels connaissent des succès inégaux, est évalué à 785 000. Ceux qui s'adonnent à la fabrication de fils fins font de meilleures affaires en trouvant un écoulement facile à Lyon et à St-Étienne. Les industriels de ces places utilisent ce type de fil dans le tissage de foulards et rubans de velours mélangés de soie et de coton. Ces marchandises jouissent alors d'une forte demande en France comme à l'étranger.

De son côté, Rouen réussit finalement à faire le vide dans ses entrepôts en décembre 1873. La région est même occupée par des commandes à livrer dans les mois suivants. Cette fin d'année ne se passe pas de manière heureuse pour tous. À Saint-Quentin on compare même l'année 1873 à la calamiteuse campagne de 1861¹⁵⁵. Le déclenchement de la guerre de Sécession rendait alors très pénible la situation des industriels par la hausse très importante qui touchait le coton. Les fabricants de tissus des environs n'ont souvent pas pu compléter leurs marchés : contrairement aux années précédentes il y a eu des laissés pour compte motivés

¹⁵³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mai 1873.

¹⁵⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1872. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Lille. Le 30 juin 1873.*

¹⁵⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, Rapport de décembre 1873.

par des retards sur les dates fixées pour les livraisons¹⁵⁶. L'année aura donné des résultats variables dans les Vosges : le tissage de Christian Kiener ou la filature de Morel et Winkler ont gagné des sommes importantes mais les commissionnaires les plus importants de la place, *Laederich fils et Cie*, gens très considérés, n'ont pas dégagé de bénéfices et sont encombrés de marchandises¹⁵⁷. Cette position les poussera à éventuellement limiter leurs achats. Le problème de l'écoulement des marchandises est très préoccupant.

Épinal est toujours aux prises avec des problèmes de surproduction. Situation assez étonnante si l'on se fie au directeur de cette succursale vosgienne de la Banque de France : les métiers à tisser le coton en activité seraient passés de 50 000 à 17 000 depuis l'affrontement de 1870-1871¹⁵⁸. La place de Rouen continue à se maintenir dans une position enviable durant les mois suivants, profitant encore de commandes algériennes. Néanmoins, en Seine-inférieure, le matériel désuet des fabricants de rouenneries ne leur permet plus d'offrir des prix attractifs. Un renouvellement radical de l'appareil productif apparaît comme le seul moyen de pouvoir remédier au déclin du secteur des tissus imprimés¹⁵⁹. La disparition de son concurrent alsacien n'a pas soulagé ce secteur engourdi de l'industrie textile normande.

III c. Prospérité et inquiétudes d'un secteur peu concurrentiel

Globalement, à l'été 1874, la fabrication des tissus de coton est dans une position relativement bonne comparativement aux autres secteurs de l'industrie textile. Rouen et l'Est de la France voient leurs produits s'apprécier alors que la hausse se fait sentir¹⁶⁰. Flers et Laval obtiennent du travail pour plusieurs mois à

¹⁵⁶ ADAI I Mi 127, *Préfecture de l'Aisne ; Extrait d'un rapport du Président de la Chambre de commerce de Saint-Quentin sur la situation industrielle et commerciale pendant le 4^e trimestre de 1873.*

¹⁵⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1873. Rapport concernant la vérification du service de la succursale d'Épinal. Le 10 septembre 1873.*

¹⁵⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport de février 1874.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, Rapport de juin 1874.

¹⁶⁰ *Ibid.*, Rapports de juillet et août 1874.

partir de l'automne ; de nombreuses commandes sont à livrer¹⁶¹. En décembre, le directeur d'Épinal laisse transparaître un regain d'optimisme sur l'avenir de l'industrie cotonnière dans les Vosges :

*Il y a actuellement dans ce département, écrit-il, 60 fabriques faisant marcher 14 425 métiers et absorbant par an 10 millions de kilogrammes de filés. Ces maisons ont profité dans une large mesure de l'interdiction que les droits élevés font peser sur les produits de la fabrique alsacienne. Les autres centres manufacturés de la France qui produisent le calicot, ne fabriquent pas les mêmes articles, et le département des Vosges a maintenant presque à lui seul le monopole des numéros fins. Aussi trouve-t-il très facilement à écouler une marchandise dont la consommation n'a pas diminué, tandis que la production a été excessivement restreinte par suite de l'annexion.*¹⁶²

La concurrence étrangère pour les fils fins ne nuit donc pas aux Vosgiens sur le marché intérieur. L'importance des importations s'explique par la perte de l'Alsace. Plusieurs tisseurs se trouvent dans l'incapacité d'acquérir en France certains fils en quantités suffisantes et à un des prix raisonnables.

La conjoncture favorable à l'industrie cotonnière ne se dément pas en 1875, étant donné la persistance du bas prix de la matière première. Partout la production s'écoule facilement et souvent à bons prix, les patrons pensent compenser les pertes précédentes. Même les importants stocks de rouenneries sont absorbés par le marché. Les industriels lorrains produisant des tissus de coton traversent une période de remarquable prospérité. Épinal engrange de considérables bénéfices, tandis que la fabrication est achetée à l'avance pour plusieurs mois. Des commandes importantes de l'État pour l'équipement de l'armée territoriale stimulent ce mouvement important de l'activité industrielle¹⁶³.

En Normandie, on déplore toutefois que les toiles soient envoyées à Mulhouse pour être teintées malgré des frais de douanes importants. Rouen n'a pas profité de la nouvelle situation pour apporter les améliorations nécessaires à son industrie de l'impression ; elles lui auraient permis de concurrencer avec succès l'industrie alsacienne¹⁶⁴. Les capitaux sont abondants à Rouen mais ils sont utilisés

¹⁶¹ *Ibid.*, Rapport de novembre 1874.

¹⁶² *Ibid.*, Rapport de décembre 1874.

¹⁶³ *Ibid.*, Rapport de mars 1875.

¹⁶⁴ *Ibid.*, Rapport de mai 1875.

de préférence dans l'escompte et les placements peu risqués¹⁶⁵. C'était pourtant un investissement qui avait de très bonnes chances de s'avérer fructueux. Cet exemple coïncide avec l'image négative d'un patronat timoré peu enclin à saisir rapidement les opportunités favorables.

Les filatures de coton de Saint-Quentin, Roubaix, Flers, Evreux, Bar-le-Duc et Épinal reçoivent en juin plus d'ordres qu'elles peuvent en exécuter mais les tissages voient les commandes ralentir par rapport au mois précédent. Certaines sont mêmes annulées, étant donné les inondations ayant touché plusieurs localités du Midi¹⁶⁶. Ce n'est cependant pas suffisant pour ralentir la marche ardente de l'industrie cotonnière qui connaît une année des plus prospères dans un contentement quasi général. Plusieurs industries connexes au tissage, comme la teinture ou les apprêts, profitent de la vague de bonnes affaires qui déferle sur le secteur cotonnier. Celui-ci bénéficie toujours d'un rapport avantageux entre les prix de la matière première et les prix de vente. Au même moment, les lins, chers et de mauvaise qualité, sont moins intéressants pour les acheteurs. Tout cela suscite l'optimisme : à la Banque de France la situation de l'industrie cotonnière est décrite comme n'ayant jamais été aussi florissante¹⁶⁷. De nombreuses appréciations vont dans le même sens. À Troyes, par exemple, on considère que l'état dans lequel se trouvent la bonneterie et la filature pourrait difficilement être meilleur. Les commandes absorbent, en plus de la production courante, l'ensemble des stocks accumulés dans les magasins¹⁶⁸.

Cette situation prospère n'émousse pas pour autant la vigilance des industriels vosgiens en les plongeant dans une somnolence satisfaite. Au contraire, stimulés par la concurrence anglaise et la hausse du coût de la main-d'œuvre, ils réinvestissent largement les bénéfices de l'année dans le perfectionnement de l'appareil productif. Une grande filature de la région aurait même pu vendre à

¹⁶⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1876. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Rouen. Le 26 septembre 1876.*

¹⁶⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juin 1875.

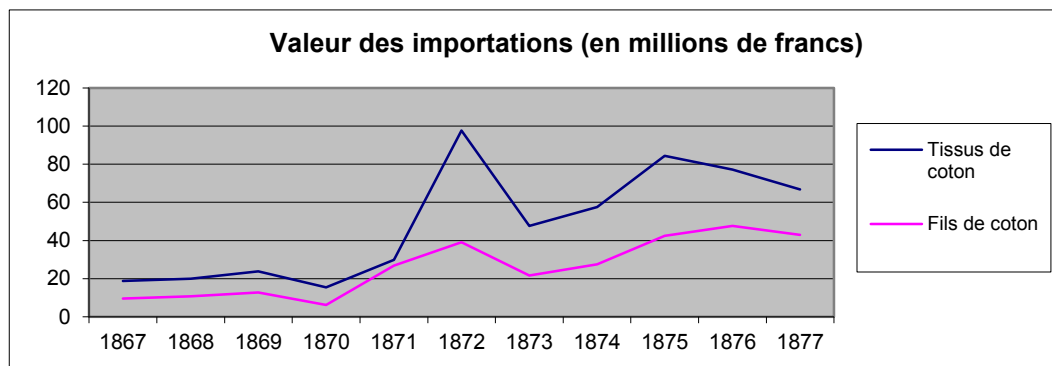
¹⁶⁷ *Ibid.*, Rapport de septembre 1875.

¹⁶⁸ ADA M 2334, *Renseignements sur la situation industrielle et commerciale du département de l'Aube pendant le 3^e trimestre de 1875* ; Lettre du Préfet de l'Aube au Ministre de l'Agriculture et du Commerce ; Troyes, le 5 novembre 1875.

d'aussi bons prix que les Anglais, du jamais vu dans la région¹⁶⁹. Cependant les filés de coton anglais s'importent de plus en plus en France et suscitent l'inquiétude chez les filateurs français. Les appréhensions sont d'ailleurs modérées par les bonnes affaires qui continuent jusqu'à la fin de l'année. Elles réapparaissent toutefois, au début de 1876, alors que la conjoncture devient moins bonne et qu'il y a ralentissement général de la production : la baisse constante du coton pousse les acheteurs à patienter dans l'espoir d'obtenir de meilleurs prix.

L'incertitude entourant le renouvellement des traités douaniers sème l'inquiétude chez plusieurs filateurs, particulièrement ceux produisant des fils fins. Une rumeur voulait que les nouveaux tarifs seraient moins élevés et faciliteraient leur entrée en France. Ne trouvant alors pas d'autres débouchés ailleurs, les Anglais envoient de l'autre côté de la Manche des filés qu'ils bradent sur le marché français¹⁷⁰. Les importations de fils et tissus de coton sont clairement orientées à la hausse aux débuts de la IIIe République.

Graphique 1.3.3



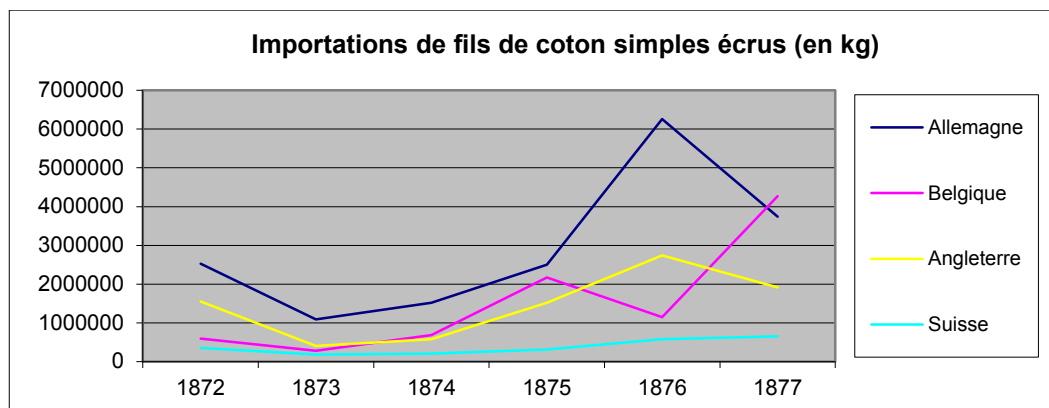
L'augmentation des importations de fils de coton simples écrus, comptant entre la moitié et les trois quarts du total de la masse de fils importée pour la période étudiée, a cependant l'Allemagne comme principal point d'origine mais aussi l'Angleterre et de plus en plus la Belgique. La supériorité des filatures alsaciennes sur la plupart des filatures françaises est difficilement contestable. Même de nouveaux droits de douanes, modérés par la clause de la nation la plus

¹⁶⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'octobre 1875.

¹⁷⁰ *Ibid.*, Rapport de mai 1876.

favorisée accordée à l'Allemagne par le traité de Francfort, n'empêchent pas les filateurs alsaciens de poursuivre leurs affaires avec leurs anciens clients et même de les développer. Des frais désormais moins élevés pour les machines et le charbon ont sans aucun doute permis de compenser l'enchérissement attribuable aux tarifs douaniers.

Graphique 1.3.4



Hormis des importations trop importantes au goût des filateurs, la précarité de la situation de l'industrie cotonnière ne paraît pas s'être vraiment accentuée. Néanmoins Épinal, qui semblait devoir sortir d'une crise la frappant depuis quelques mois, voit les tissus anglais lui damer le pion auprès des acheteurs avec des prix modiques. Pour le directeur de la succursale vosgienne, l'explication se trouve dans le fait que :

*l'Angleterre est arrivée à une puissance de production telle que quand ses exportations dans les colonies et les pays étrangers perdent un peu de leur activité ; elle est obligée de déverser à tout prix son excédant en Europe et surtout en France, pays de consommation.*¹⁷¹

Les Anglais vendaient à des prix ruineux et faisaient une rude concurrence à leurs voisins d'outre-Manche. Puisque le goût du jour était orienté vers le luxe, les consommateurs français délaissaient de surcroît le coton pour la laine et la soie.

La *Blanchisserie et teinturerie de Thaon*, équipée pour blanchir 1 500 pièces de 100 mètres par jour, n'arrive pas à dégager de bénéfices en 1876. Après

¹⁷¹ *Ibid.*, Rapport d'août 1876.

une bonne campagne en 1875, elle a été rattrapée par la crise frappant l'industrie cotonnière¹⁷². L'incertitude quant aux événements d'Orient et à l'évolution de la situation politique intérieure nuisent indubitablement à la bonne marche des affaires. Néanmoins, les industriels ne sont pas tous touchés. À Lille par exemple, Boutry Van Isselsteyn, qui joint à sa fabrique de toiles des ateliers de confection, accroît toujours sa fortune. Sur la même place, Thiriez, un des derniers *self-made-man* parmi les millionnaires du textile, dont la marque à la tête de cheval est promise à un remarquable avenir dans les filés, poursuit son inexorable et rapide ascension¹⁷³. Aussi, beaucoup de ventes sont conclues à la fin de l'année à Flers : les frères Gallet et leurs associés font de grandes affaires. À la tête de la principale maison de la place, ils sont commanditaire de la plupart des filatures des environs. Ces hommes à la fortune immense mais méconnue, ont aussi d'importants capitaux investis dans différentes succursales à Condé, La Ferté-Massé, Mayenne et Roanne¹⁷⁴.

Cette dernière municipalité, qui ne comptait que trois établissements de tissage mécanique en 1874, est en voie d'augmenter considérablement ses capacités de production. On y comptera une vingtaine de tissages mécaniques et 11 000 métiers à tisser quinze ans plus tard. Ce nombre se montera à 17 000 avec le bourg voisin de Thizy et les environs, ce qui placera temporairement la circonscription de Roanne au troisième rang national pour le travail du coton, derrière le Nord et la Normandie¹⁷⁵. La possibilité de s'approvisionner facilement et à bas prix en charbons de Saint-Étienne, tout comme le dynamisme de quelques brasseurs d'affaires locaux, donneront donc rapidement une grande importance à la région de Roanne sur la scène cotonnière. Malgré quelques soubresauts pénibles touchant l'industrie, ils ne craindront pas de monter d'importantes affaires. Le travail du coton permettait encore de générer d'intéressants bénéfices lorsque les

¹⁷² ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1876. Rapport concernant la vérification du service de la succursale d'Épinal. Le 5 juillet 1876.

¹⁷³ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1876. Rapport concernant la vérification du service de la succursale de Lille. Le 16 septembre 1876.

¹⁷⁴ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournées de 1875 et de 1876. Rapports concernant la vérification de la succursale de Flers. Le 21 septembre 1875 et le 4 août 1876.

¹⁷⁵ Jean Pierre Houssel, « Le Roannais : une région textile », dans *Les cahiers de fabrique*, Écomusée du Roannais, 1986, pp. 45-47.

entreprises étaient menées efficacement et ancrées sur de solides assises financières.

Les pertes essuyées par les cotonniers de Basse-Normandie en 1874 ont largement été compensées par les campagnes de 1875 et 1876, particulièrement favorables aux filateurs malgré l'importance des importations. La tournure positive prise par les transactions pousse même les fabricants normands d'indiennes à cesser leurs plaintes. Ils croient en une embellie prochaine et persistante de la conjoncture¹⁷⁶. Certains indienneurs de la région se distinguent par leur intérêt pour l'innovation et la réputation qu'ils ont pu se créer. Les Hazard sont alors les premiers à introduire des presseurs en caoutchouc dans leurs ateliers d'impression. Ils avaient aussi été les premiers en Normandie à adopter une machine à huit couleurs après l'incendie de leur usine en 1870¹⁷⁷.

À Saint-Quentin, la vente des tissus est particulièrement mauvaise durant le dernier trimestre de 1876. Cette situation embarrassante est attribuée par sa chambre de commerce aux mauvaises récoltes dans de nombreuses régions de France, à l'absence de froid qui a empêché la vente des tissus d'hiver, aux préoccupations liées à la politique extérieure et à l'introduction de marchandises étrangères vendues à très bas prix, entraînant baisse des salaires, mévente et encombrement des magasins¹⁷⁸. Plusieurs variables entrent en ligne de compte.

En février 1877, on parle de démonter des métiers dans les Vosges puisque les commandes de l'étranger n'arrivent pas et que les ventes sont en fort ralentissement à une période de l'année qui les voit habituellement se développer¹⁷⁹. Les Américains arrivent désormais eux-mêmes à satisfaire la demande sur leur marché intérieur qui se ferme aux cotonnades européennes. Depuis 1875 il n'y avait guère que la bonneterie qui avait pu maintenir au même niveau la valeur de ses exportations. Jules Lardière était l'un des principaux fabricants de bonneterie de coton. Son usine picarde de Corbie ne faisait pas moins

¹⁷⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1876.

¹⁷⁷ Dominique Barjot (dir.), *Les patrons du Second Empire I ; Anjou, Maine, Normandie...*, op.cit., p. 41.

¹⁷⁸ ADAI I mi 127, *Lettre du préfet de l'Aisne au Ministre l'Agriculture et du Commerce ; Laon, le 18 janvier 1877.*

¹⁷⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1877.

de 4 000 000 de francs de chiffre d'affaires annuel à l'époque et employait environ 900 ouvriers¹⁸⁰. Préfet de la Somme durant la Guerre franco-allemande, il avait apporté son soutien à Faidherbe lors de la bataille de l'Hallue ; il aurait alors tiré avantage de sa position en faisant acheter par le gouvernement toutes les marchandises qu'il avait en magasin et celles qu'il avait pu se procurer autrement. Sa veuve héritait en 1877 du « magnifique établissement » qui avait montré un bilan équilibré lors de la succession¹⁸¹. Une partie importante de la production de l'usine de bonneterie picarde était exportée.

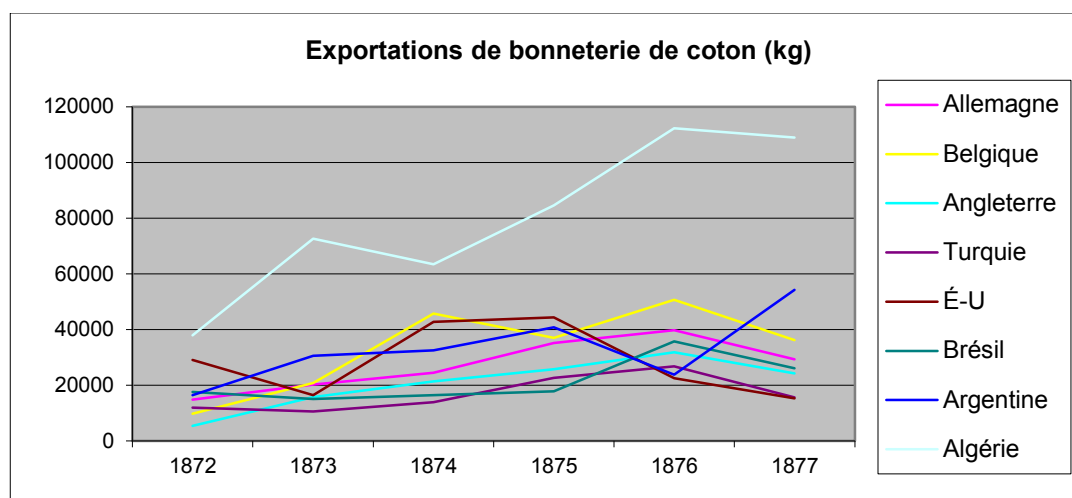
Les entreprises troyennes se taillent aussi une place grandissante et bientôt prépondérante sur le marché de la bonneterie de coton en France comme à l'étranger. La marque *Q-D*, commercialisée par la maison *Quincaret*, société dont le caractère prometteur ne se démentira pas dans l'avenir, se retrouve dans les catalogues des grands magasins parisiens et rayonne alors en France ; elle sera bientôt connue dans le monde entier¹⁸². La bonneterie est le seul produit qui a eu un accroissement notable et régulier ; elle a presque doublé la valeur de ses exportations. Bien qu'elles se fassent vers une variété de destinations, l'Algérie de loin la première place à la fin de la période, un peu plus de 20% des quantités exportées lui étant destinées. Un accroissement notable des exportations est cependant à noter vers le Brésil et l'Argentine, mais aussi l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre. Atteindre l'Amérique latine sans passer par les négociants britanniques était évidemment beaucoup plus profitable.

¹⁸⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1875. Rapport concernant la vérification du service de la succursale d'Amiens. Le 26 juillet 1875.*

¹⁸¹ *Ibid.*, Du 27 août au 6 septembre 1877.

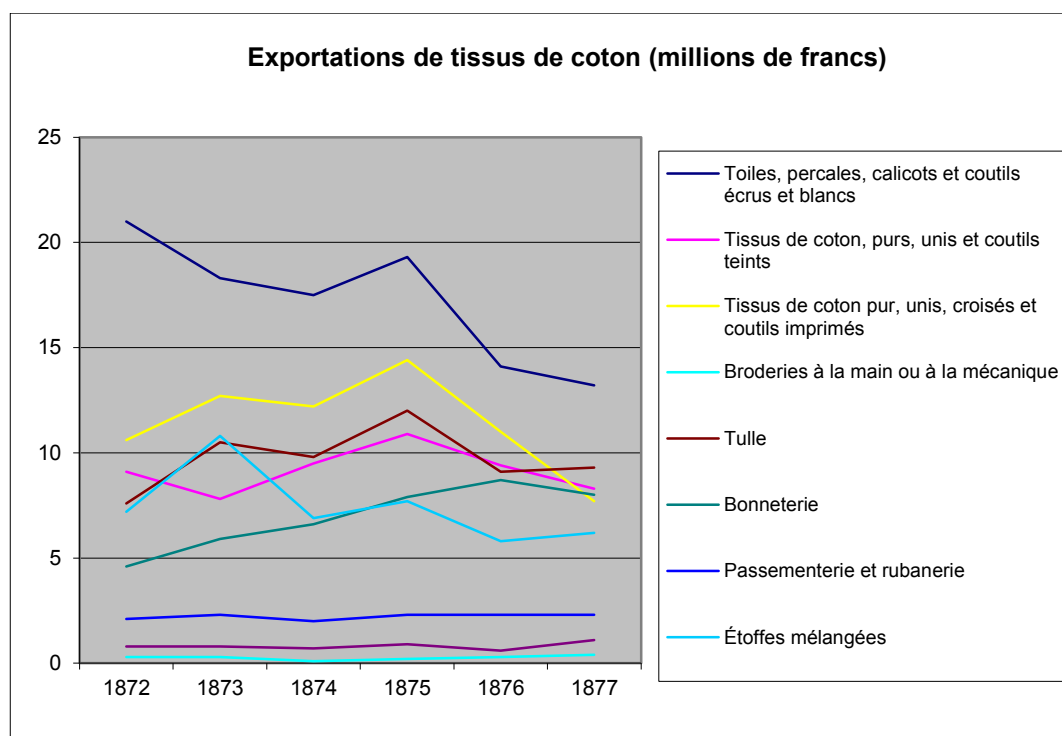
¹⁸² Louis et Marie-Hélène Boucraut, *Antoine Quincaret 1813-1897, Industriel troyen*, Troyes, La Renaissance, 1985, p. 27.

Graphique 1.3.5



Pour leur part les toiles, percales, calicots et coutils écrus et blancs, les tissus de cotons purs, unis teints ou imprimés, les broderies et les tulles, se sont exportés pour de moins grandes valeurs.

Graphique 1.3.6



La situation serait inquiétante au printemps 1877 si le prix de la matière première ne se maintenait à un bas niveau. Il faut tout de même rogner sur les

bénéfices pour vendre de moins en moins cher, sous la pression exercée par la modicité des prix des filés et tissus étrangers qui submergent notamment les importants marchés de Rouen et d'Épinal¹⁸³. Dans cette dernière ville, quelques déboires sont anticipés. Le tissage *Geistodt et Cie* essuie des pertes importantes. Ses propriétaires sont contraints à se tourner vers leur riche famille afin d'obtenir le soutien financier qui leur est absolument nécessaire¹⁸⁴.

Le bas prix des filés, que l'on tente de vendre coûte que coûte, étant donné l'importance des stocks, pousse les fabricants de tissus à passer aux achats, croyant que les cours ne peuvent plus que monter. C'est surtout l'arrivée massive de produits anglais et suisses qui se poursuit. Ils trouvent en France un exutoire au manque de débouchés qui les empêche d'expédier leurs produits vers des destinations où la vente de ceux-ci donnerait plus de bénéfices¹⁸⁵. D'autre part, on se plaint à Lille que les filés fins produits dans la circonscription ne trouvent plus un écoulement aussi facile chez ses clients habituels ; Saintt-Quentin, Tarare et St-Pierre-lez-Calais. Les filateurs sont indignés par le comportement des tisseurs français. Ceux-ci préfèrent souvent les produits anglais et suisses aux leurs¹⁸⁶.

Cette première période étudiée de 1871-1877 se termine sous le signe de l'inquiétude chez les industriels du coton qui voient la concurrence étrangère faire de plus en plus sentir sa présence sur le marché intérieur. Même si la crise politique se réglait rapidement et redonnait de l'élan aux transactions, l'importation grandissante des importations de fils et de tissus de coton ne pourrait être ralentie immédiatement. La marchandise s'accumulant, on parle de plus en plus de réduire le travail. L'état d'esprit des industriels oscille entre le pessimisme provoqué par la hausse de la valeur des importations et l'optimisme, étant donné quelques promesses faites par des acheteurs visitant les centres de tissage¹⁸⁷.

¹⁸³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'avril 1877.

¹⁸⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1877. Rapport concernant la vérification du service de la succursale d'Épinal. Du 13 juillet au 7 août 1877.*

¹⁸⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'août 1877.

¹⁸⁶ *Ibid.*, Rapport de septembre 1877.

¹⁸⁷ *Ibid.*, Rapports d'octobre à décembre 1877.

IV. Défense et condamnation de l'expérience libérale

La question du renouvellement des traités de commerce intéresse beaucoup les industriels du textile après la chute du Second Empire. Parfois exagérées, les affirmations des industriels cotonniers ne sont pas toujours prises au sérieux. Lors d'enquêtes et de discussions commerciales, les intérêts et interprétations des partisans du protectionnisme et du libre-échange se heurtent fréquemment.

IV a. Opinions et discours divergents dans les milieux textiles

La nomination par Thiers d'Augustin Pouyer-Quertier comme ministre des Finances le 25 février 1871, apparaissait clairement comme une volonté de rompre avec la politique économique de Napoléon III. Depuis que Mimerel s'était rallié à la cause du libre-échange, après avoir été l'un des plus vigoureux défenseurs du « travail national » – l'abandon de ses anciennes conceptions avait abouti sur un anoblissement ayant fait scandale¹⁸⁸ – Pouyer-Quertier s'était imposé comme le chef le plus bruyant du parti protectionniste. Depuis longtemps il débattait avec ses détracteurs, prenant parfois le temps de leur répondre longuement¹⁸⁹, pour défendre une cause à laquelle il s'était étroitement lié. Élu à la députation avec la caution impériale en 1857 et en 1863, son ardeur à pourfendre la politique économique du gouvernement la lui fit perdre en 1869. Le discours pacifiste du républicain Desseaux, ancien de 1848, rejoignait alors davantage les préoccupations de la majorité des électeurs que les flamboyantes envolées verbales du champion du protectionnisme, portant essentiellement sur des aspects commerciaux ou économiques.

Cet échec électoral n'était pas pour décourager l'ambitieux industriel à la réputation nationale. Il lorgnait de plus en plus vers les hautes sphères politiques et sociales sous l'influence de la sœur aînée de son gendre, la comtesse Apollonie de

¹⁸⁸ Gustave Masure, «Les titres de M. Mimerel ». Extraits du *Progrès du Nord* des 16 et 22 février, 9 et 12 mars 1869, 48 pages.

¹⁸⁹ *Lettre de M. Pouyer-Quertier, député au Corps législatif, à M. Alfred Darcel, rédacteur du Journal de Rouen*. Paris, 4 février 1864, 34 pages.

Valon¹⁹⁰. Sentant le vent tourner, il soignait son image d'opposant au régime. Voulant une protection efficace, il présentait le tout sous une forme libérale en souhaitant « le gouvernement du pays par le pays »¹⁹¹. Il faisait bien entendu ici référence à l'absence de participation des industriels à l'élaboration des traités de commerce plutôt qu'au suffrage universel.

Élu député en 1871 et bientôt ministre des Finances, il participa aux négociations du traité de Francfort, mais ne put faire aboutir la révision des traités qui n'était pas alors une question aussi prioritaire que d'autres. Le soutien trop étroit donné à Janvier de La Motte, ancien préfet de l'Eure accusé de concussion, lui coûta son poste. Contraint à démissionner le 23 avril 1872, il poursuivra énergiquement la promotion d'une politique protectionniste au niveau douanier et conservatrice sur le plan social, en tant que député, puis comme sénateur et président de la Chambre de commerce de Rouen.

Dès le 10 janvier 1871, alors que les hostilités n'étaient pas encore terminées entre la France et l'Allemagne, les membres de la Chambre de commerce de Lille écrivent à la délégation du gouvernement à Bordeaux. Bien entendu tout le monde pense alors avec émotion à la libération de la patrie. Néanmoins, « à ceux qui ont pour mission de veiller à la sauvegarde des intérêts généraux incombe le devoir de penser et d'agir pour ceux qui, n'écoulant que leur patriotisme, s'oublient eux-mêmes. »¹⁹² Eux ne s'oubliaient pas et voulaient :

*spontanément demander la dénonciation des traités de commerce. (...) La dénonciation des traités de commerce, quel que soit d'ailleurs le régime économique sous lequel l'industrie devra vivre en France, doit être élevée à la hauteur d'un intérêt général et d'une question de dignité nationale. C'est la revendication d'un droit dont la nation a été dépouillée.*¹⁹³

L'accord franco-anglais de dix ans ayant été ratifié le 4 février 1860, le temps était maintenant venu de se désolidariser de celui-ci en le dénonçant, pour

¹⁹⁰ A. Foville, *Pouyer-Quertier, souvenirs et documents*. Paris, impr. de L. Soye, 1911, p. 27.

¹⁹¹ Augustin Thomas Pouyer-Quertier, *Meetings agricoles, industriels et maritimes 1869-1870*. Paris, A. Pougin, 1870, p. 4.

¹⁹² ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome neuf, 1870-1872*. Lille, typographie de L. Danel, 1872, p. 216.

¹⁹³ *Ibidem*.

qu'il prenne fin dans un an et ne soit pas reconduit automatiquement. Selon les membres de la Chambre de commerce de Lille, les traités de commerce avaient prouvé leur inefficacité à maintenir l'harmonie entre les nations, il fallait maintenant penser à la reconstruction. Les États-Unis n'avaient-ils pas montré l'exemple du protectionnisme après la fin de leur guerre civile, tandis que les finances étaient à relever?

L'agitation des partisans du protectionnisme, développée lors de meetings à Lille et Rouen, ne peut laisser les industriels lyonnais indifférents. Défenseurs d'un régime douanier longtemps appelé de leurs vœux et fidèles à l'esprit libéral qu'ils s'attribuent avec complaisance, ils veulent faire connaître leur opposition à toute dérive protectionniste. À Lyon, on s'indigne ainsi du fait qu'on tente de peser sur les délibérations qui auront lieu pour arracher d'avance au gouvernement un engagement à dénoncer les traités. Certains parlent comme si l'industrie de la France était déjà ruinée, tandis que ce que l'on constate depuis 1860, ce serait plutôt une augmentation du commerce, tant du côté des importations que des exportations.

Les traités sont-ils responsables des difficultés traversées par l'industrie cotonnière? La Chambre de commerce de Lyon y voit plutôt pour cause la conjonction de plusieurs autres facteurs :

*Les disettes, les guerres, les crises financières, l'excès des dépenses improductives, les troubles politiques, la défiance, les appréhensions de toutes nature engendraient, non-seulement en France, mais, à peu d'exceptions près dans tous les pays du monde, une stagnation qui, jointe aux exagérations de la production, suffit à expliquer l'état actuel, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux traités de commerce.*¹⁹⁴

Même l'industrie des soieries a été frappée par la crise, alors que les traités commerciaux jouaient en faveur d'un secteur qui exportait beaucoup. La situation n'aurait été que pire pour eux sans les nouveaux accords douaniers qui ont favorisé le développement des affaires avec l'Angleterre. Ce débouché d'autant plus essentiel que les États-Unis, alors pour quelques années en guerre civile,

¹⁹⁴ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Années 1869-1871*. Lyon, Imprimerie du salut public, 1872, p. 151.

importaient beaucoup moins de soieries françaises. La victoire de l'Union correspondant à celle des protectionnistes, la nouvelle politique douanière américaine imposait un droit de 60% aux tissus de soie étrangers. Par la défense des traités, la Chambre de commerce de Lyon affirme aussi défendre l'intérêt de la nation, soit celui des consommateurs qui peuvent se procurer à meilleurs prix les produits sous un régime libéral. Ils récusent ainsi l'égoïsme dont leurs adversaires les accusent.

La bataille de l'opinion publique avait toutefois été gagnée durant les décennies précédentes par les protectionnistes. David Todd a souligné comment ils ont pu obtenir l'adhésion du plus grand nombre par un discours nationaliste et populaire, présentant le libre-échange comme une idéologie élitiste et inégalitaire¹⁹⁵. Cette perception était à l'opposé de celle qu'on en avait en Grande-Bretagne.

L'aspect sur lequel les intérêts des libre-échangistes rejoignent ceux des protectionnistes est celui de l'investissement dans l'amélioration des voies de communication : « Sur ce point, nous sommes d'accord avec eux ; car le bon marché des transports, c'est le bon marché des produits, c'est leur placement rendu plus facile, c'est la production agrandie, c'est la continuation du système inauguré par les traités. »¹⁹⁶ Rompre avec ce système attirerait fort probablement des représailles immédiates de la part des nations pénalisées par les nouveaux droits. Les efforts faits par les milieux exportateurs pour développer leur production s'avèreraient alors avoir été inutiles.

Durement touchés par la guerre, les industriels du Nord espèrent que le Gouvernement ne se compromettra pas auprès de l'Allemagne sur des questions commerciales ou industrielles sans les avoir consultés. Le 8 avril 1871, ils font donc parvenir à Tachart, ministre de France à Bruxelles, une lettre par laquelle ils lui enjoignent à recourir à des délégués qui pourraient informer le Gouvernement. Des mesures sont prises pour qu'ils puissent se rendre à Bruxelles au premier

¹⁹⁵ David Todd, *L'identité de la France : libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*, Paris, Grasset, 2008, p. 414.

¹⁹⁶ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Années 1869-1871*. Lyon, Imprimerie du salut public, 1872, p. 154.

appel¹⁹⁷. Soucieuse de pouvoir émettre son opinion sur d'éventuelles ententes commerciales qui pourraient être conclues avec d'autres nations, la Chambre de commerce de Lille se sent négligée par les pouvoirs publics. Lorsque le bruit court qu'une entente douanière est sur le point d'être conclue avec la Belgique fin 1872¹⁹⁸, elle ne sait quoi répondre aux questions qui sont posées par les hommes d'affaires puisque les détails du projet étudié ne lui ont pas été communiqués. Par une lettre adressée au ministre le 23 décembre, elle souligne « qu'elle aurait elle-même grand intérêt à se livrer à l'examen d'un acte de cette importance avant qu'il soit passé à l'état de fait accompli »¹⁹⁹. Elle souhaiterait pouvoir examiner les détails du projet en question.

Face au manque de bonne volonté des autorités qui ne consultent pas les chambres de commerce lors des négociations qui se poursuivent aussi avec l'Angleterre, elle craint le pire, prophétisant de prochains désastres. Les Anglais se sont tournés vers le patronat pour connaître leur avis : « Il n'en a pas été de même en France, où non seulement l'on s'est abstenu de consulter les Corps compétents ; mais on a repoussé par le silence le concours qu'ils ont spontanément offert »²⁰⁰. Dans ces observations, présentées aux membres de l'Assemblée nationale dans une lettre datée du 7 février 1873, les membres de la Chambre de commerce de Lille soulignent qu'ils considèrent que les intérêts économiques ont été sacrifiés aux considérations diplomatiques et politiques. Pour eux, il est essentiel que les producteurs français, principaux intéressés, soient entendus lors d'une enquête afin qu'on puisse recueillir leurs avis. De Lyon, on écrit au ministre responsable le 30 avril afin qu'au maintien des traités, voté le 14 mars, succède la rassurante certitude d'une prolongation nouvelle s'étendant jusqu'en 1877, ce qui comblerait, selon les industriels du Rhône, « les vœux les plus vifs » du commerce et de l'industrie²⁰¹. Les membres de la Chambre de commerce de Lyon sont, comme

¹⁹⁷ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille*, Tome 9, *op.cit.*, p. 236.

¹⁹⁸ Les traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique ont été dénoncés les 15 et 28 mars 1872.

¹⁹⁹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille*, Tome 10, 1872-1875, Lille, typographie de L. Danel, 1876, p. 63.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 71.

²⁰¹ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Année 1873*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1874, p. 56.

leurs collègues du Nord, partisans d'une enquête qui éclairerait la situation industrielle de la France : d'un côté et de l'autre on est confiant d'avoir les faits et la raison de son côté.

Poursuivant leurs démarches, les Lillois écrivent en mai 1873 à la commission chargée par l'Assemblée d'examiner les traités. Les industriels du coton de l'arrondissement considèrent leur industrie comme ayant été la principale victime des accords conclus avec l'Angleterre en 1860. Pour eux, la complaisance politique anglaise, relativement à l'annexion de Nice et de la Savoie, aurait été obtenue en échange d'un avantage matériel qui lui tenait à cœur, un allègement des tarifs douaniers sur les fils et tissus de coton²⁰². L'augmentation des importations consécutives aux accords aurait mis l'industrie cotonnière en péril. La prolongation des traités les indignent donc vivement : « Les droits protecteurs sont exactement les mêmes que dans le Traité de 1860 ; conséquemment il n'a été tenu aucun compte ni des plaintes de l'industrie, ni des enseignements de l'enquête, et les promesses faites n'ont pas été tenues. »²⁰³ Avec les lourdes charges qui pèsent sur l'industrie cotonnière française, celle-ci se sent délaissée par les pouvoirs publics, victime de l'injuste indifférence de l'État.

À Roubaix, on tient à remercier le gouvernement pour avoir consulté les chambres de commerce :

*procédé qui contraste si heureusement avec les agissements d'une autre époque où l'on engageait pour une longue période les intérêts les plus graves du travail national, avant d'avoir consulté les organes vraiment autorisés du commerce et de l'industrie du pays.*²⁰⁴

Il aurait pu être possible pour les représentants de l'industrie et du commerce roubaisiens de soutenir l'adoption de tarifs conventionnels, mais la conjoncture ne les poussait pas à pencher en ce sens. Puisque plusieurs partenaires économiques de la France ont choisi d'adopter des tarifs généraux, quel avantage y aurait-il à faire autrement? L'Allemagne profite de la clause de la nation la plus favorisée, l'Espagne et la Russie protègent leur industrie par de très forts tarifs et ont refusé

²⁰² ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome 10, op.cit.*, p. 114.

²⁰³ *Ibid.*, p. 116.

²⁰⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1872-1875*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1876, p. 170.

de signer des traités de commerce, tandis que les États-Unis semblent résolument opter pour le protectionnisme qui favorise l'industrialisation rapide du pays. Il n'y a plus :

*que l'Angleterre et la Belgique qui, pour continuer à déverser sur nos marchés une exubérance de production, se montrent partisans intéressés et tenaces d'un système dont tout l'avantage est pour elles. N'y aurait-il pas témérité de leur livrer sans défense notre industrie nationale privée de ses débouchés chez les autres nations?*²⁰⁵

Les succès qu'obtiennent les tissus roubaisiens en Angleterre ne sont pas du tout considérés, pourtant la France se trouvait fortement avantagé sur le rapport des échanges. Les succès des fils et tissus de coton anglais en France étaient bien moindres que ceux des tissus de laine français en Angleterre.

C'est la clause de la nation la plus favorisée qui les inquiète le plus : lorsqu'elle est accordée, elle occasionne des baisses de tarifs à la nation en bénéficiant chaque fois qu'une concession est accordée à une nation tierce. L'Allemagne l'a obtenu de la France mais sans réciprocité de sa part. Un autre problème qu'on souligne par rapport aux traités, c'est qu'ils ne peuvent être modifiés. Il est impossible de remédier à certaines situations trop désavantageuses avant l'expiration de la convention. Des tarifs pouvant être révisés à plus courte échéance seraient plus adéquats selon les membres de la Chambre de commerce de Roubaix. La hausse des importations de tissus de laine mélangés de coton n'a pu être enrayée. Des détails des traités auraient dû être modifiés, selon l'avis même du gouvernement. Cette situation a amené des changements dans la production roubaisienne, désormais orientée vers les tissus de laine pure. Elle fait maintenant de la concurrence aux autres pôles lainiers français sur le marché intérieur.

Il est surprenant que les patrons de l'industrie textile roubaisienne se sentent menacés par les importations. Si la valeur des importations de tissus de laine a été plutôt élevée en 1872, elle est rapidement revenue à un niveau moins élevé bien qu'un peu plus élevé que précédemment. Néanmoins, la balance commerciale est de plus en plus favorable aux tissus de laine : depuis 1870, la différence des importations sur les exportations a nettement évolué en faveur de la

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 172.

France. Que dire de l'affirmation voulant que les seuls avantagés par les traités soient l'Angleterre et la Belgique? En fait l'Angleterre est la nation qui achète pour la plus grande valeur de tissus de laine français et la Belgique demeure aussi un débouché des plus intéressants, souvent le troisième après l'Angleterre et les États-Unis. Nous pouvons donc penser que les patrons de l'industrie lainière roubaisienne négligeaient leurs véritables intérêts en les associant à ceux des cotonniers et d'autres secteurs d'activité. La fermeture du marché anglais aurait été dramatique, ils auraient alors été en mesure de bien comprendre l'importance des traités. La détérioration de la situation économique et la grande méfiance par rapport aux bienfaits supposés d'une politique douanière libérale, ont probablement pesé sur la réflexion de la Chambre de commerce de Roubaix, marginalisant les intérêts des milieux exportateurs puisqu'il ne devait pas être considérés comme menacés.

Les industriels du coton sont généralement partisans d'un relèvement douanier en France mais ils s'inquiètent de la dénonciation des traités faite par l'Italie au printemps de 1875. C'est que celle-ci a pour but avoué de renflouer les coffres du trésor public en adoptant des droits de douanes plus élevés. Comme l'Italie représente un débouché pour l'industrie cotonnière française, les industriels appréhendent la perspective de voir se fermer un des rares marchés européens accueillant leurs cotonnades. L'abaissement des droits avec des concurrents plus faibles ne serait pas un problème si on n'avait pas concédé à l'Allemagne la clause de la nation la plus favorisée. Dans sa réponse à la circulaire du Gouvernement demandant l'avis des chambres de commerce sur le renouvellement d'un traité avec l'Italie, les Lillois rappellent au ministre du Commerce et de l'Agriculture, dans une lettre datée du 28 mai 1875, les charges importantes pesant sur eux :

*à la suite du rejet de la loi sur les matières premières, il a été créé pour 140 millions d'impôts nouveaux, qui pèsent presque exclusivement sur le commerce et l'industrie. Ne serait-il pas équitable de tenir compte de cette aggravation de charges, si on veut équilibrer les conditions de production, dans notre lutte contre l'industrie étrangère?*²⁰⁶

²⁰⁶ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome 10, op.cit.*, p. 284.

Il serait donc équitable de créer des droits protecteurs prenant en compte les récents impôts établis par le Gouvernement. C'est ce que défendent les représentants lillois qui voudraient pouvoir avoir la chance de présenter leurs idées devant les autorités compétentes au moment de changer les tarifs douaniers en vigueur. En attendant, ils se montrent satisfaits d'apprendre que Leurent, député du Nord en qui ils ont pleine confiance, a été choisi comme membre de la commission chargée d'examiner le traité franco-italien.

Le point de vue développé par la Chambre de commerce de Lyon, en réponse à la circulaire gouvernementale concernant le renouvellement du traité franco-italien, est fort intéressant. Elle répondait au ministre dès le 17 avril 1875, lui faisant savoir que ses membres considéraient que la nature de l'entente qui serait conclue avec l'Italie allait donner le ton et constituerait l'esprit dans lequel les autres traités, arrivant à échéance en 1877, seraient abordés. L'homogénéité de la politique douanière française serait mieux servie par une négociation commerciale qui aurait lieu au même moment avec ses principaux partenaires. La Chambre de commerce de Lyon fait quelques propositions en ce sens :

*Pourquoi n'essaierait-on pas de faire pour les traités de commerce, dans un congrès où des représentants de toutes les nations seraient appelés, ce qu'on a fait pour le service de la poste et du télégraphe, la question monétaire, le titrage des textiles, etc.? N'est-ce pas là un but qu'il serait utile de poursuivre, et dont on se rapprocherait peut-être par l'élaboration en commun des traités? N'aurait-on pas, par ce moyen, fortifié de la manière la plus sûre la solidarité des intérêts internationaux?*²⁰⁷

Évidemment, pour une industrie n'ayant pas peur de la concurrence comme celle des soieries, l'idée d'un abaissement douanier pour ses produits en échange de concessions faites par la France pour les spécialités d'autres nations est attrayante.

Les industriels dans leur ensemble ne peuvent partager cette conception placée sous le signe de la fraternité. Elle pousserait les nations à produire ce qu'elles font de mieux et le moins cher et à abandonner certaines marchandises qu'elles ne peuvent produire à aussi bon marché que les autres. L'esprit du temps

²⁰⁷ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Année 1875*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1876, p. 136.

soufflait dans une autre direction : bientôt tous voudront produire de tout. De puissants intérêts étaient trop hostiles au libre-échange pour que cette option puisse être sérieusement envisagée, ceux de l'agriculture au premier rang. Inutile de mentionner qu'une telle concession n'était pas propre à susciter beaucoup d'enthousiasme chez les industriels du coton.

C'est toujours le même esprit de volontarisme intéressé qui anime le patronat lillois lorsque le remaniement des tarifs douaniers est examiné, au printemps 1876, par le Conseil supérieur de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Il propose au ministre responsable, dans une lettre datée du 26 avril, de lui faire parvenir des documents « propres à éclairer le Conseil Supérieur dans l'enquête à laquelle il doit se livrer. » Le droit de la Chambre de commerce de Lille à apporter ses lumières pour éclairer une si importante question est tout ce qu'il y a de plus légitime pour les industriels de la région : « leur ruine, en effet peut dépendre d'imprudentes modifications aux droits de douane actuels, dont l'expérience démontre, en beaucoup de cas, l'insuffisance, ou du moins la pondération défectueuse. »²⁰⁸ Cette défectuosité était attribuée au trop petit nombre de divisions de la catégorie des filés de coton, situation qui pénalisait les fils les plus fins, ceux qu'on importait le plus.

Quelques semaines plus tard, le 22 mai, une lettre est envoyée à Raoul-Duval, chargé par la Commission nommée par le Conseil supérieur du commerce de produire un rapport sur les différentes tarifications touchant l'industrie textile, pour l'inviter à venir recueillir des informations à Lille. C'est en venant à Lille que le polytechnicien de sensibilité saint-simonienne, peu suspect de complaisance envers les milieux protectionnistes, allait pouvoir se « rendre un compte exact des besoins de l'industrie et des perturbations désastreuses que pourraient amener certaines mesures économiques, qui sacrifieraient des intérêts en tout point dignes d'être sauvegardés. »²⁰⁹

²⁰⁸ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome 11, 1876*. Lille, typographie de L. Danel, 1877, p. 42.

²⁰⁹ *Ibid.*, p.45 .

IV b. Enquête, commission sénatoriale et revendications

Fernand Raoul-Duval répond à l'invitation qui lui a été faite et se présente à Lille pour assister à la séance extraordinaire de sa chambre de commerce du 9 juin 1876. Le président, Alfred Delesalle, lui présente la triste situation de l'industrie cotonnière qui, croulant sous des impôts accablants, ne peut lutter dans des conditions équitables avec ses concurrents. Ceux-ci envoient en France les marchandises dont ils sont encombrés en s'en débarrassant à vil prix. Delesalle demande « l'adoption d'un système protectionniste comme une barrière indispensable pour que l'industrie française puisse soutenir la lutte. »²¹⁰ L'enquêteur quitte Lille content d'avoir obtenu, par la collaboration des patrons à son enquête, d'intéressants éléments d'information.

La Chambre de commerce de Lille demeure toutefois toujours insatisfaite de ne pas être représentée directement au Conseil supérieur du commerce, contrairement aux autres grands centres industriels et même à certains de bien moindre importance. Sa frustration vient entre autres choses du fait de ne pas voir vu sa proposition écoutée. En effet, « elle avait sollicité une communication des procès-verbaux lui permettant de connaître, à bref délai les mesures pouvant compromettre les intérêts de ses commettants et d'intervenir, tout au moins, par des observations écrites. »²¹¹ L'envoi des publications officielles n'est pas un compromis acceptable car elles paraissent après la fin des délibérations, impossible alors d'influencer leur déroulement. Le ministre de l'Agriculture et du Commerce est prié de permettre l'expédition d'un résumé des avis émis par le Conseil supérieur immédiatement après la clôture de chaque séance. Il semble que le Gouvernement n'ait pas donné suite à cette demande.

La Chambre de commerce de Lyon n'est pas davantage satisfaite. Elle considère que le rapporteur s'occupant de l'industrie de la laine et de la soie, Balsan, n'a pu sembler partager les idées libérales de Raoul-Duval qu'en faisant :

violence à ses prédilections naturelles, qui l'emportent vers le protectionnisme. Il a subi un jour l'ascendant des faits ou de la vérité

²¹⁰ *Ibid.*, p.59.

²¹¹ *Ibid.*, p.73.

*pour revenir, libre de toute contrainte, à ses habitudes d'esprit ou à une conception différente des intérêts industriels.*²¹²

Les habitudes d'esprit des Lyonnais sont de leur côté inflexibles, imperméables à toutes dérives puisqu'elles sont en phase avec le progrès de l'industrie, l'intérêt général de la France voire même celui de l'Europe toute entière... Au sein du Conseil supérieur du commerce, les divisions sont fortes entre Pouyer-Quertier, d'une part, et Raoul-Duval, de l'autre : deux visions se rattachant au protectionnisme et au libre-échange s'affrontent. C'est encore bien sûr la question cotonnière qui allait susciter les plus vifs débats. Elle allait occuper les trois dernières journées de la session commencée le 6 et se terminant le 20 juillet 1876.

Le rapport de Raoul-Duval, qui avait considéré avec attention les observations des industriels de Rouen, de Lille et des Vosges en vérifiant leurs affirmations lors de déplacements dans les centres cotonniers anglais et français, est vivement attaqué par les protectionnistes. Ils mettaient de l'avant la misère de leur industrie et poursuivaient leurs plaintes en revenant sur l'épineuse et insoluble question du coût d'une broche de filature en Angleterre, comparativement à celui d'une broche en France.

*En additionnant la cherté du charbon, du fer, des capitaux, avec la surtaxe d'entrepôt, l'impôt sur la petite vitesse, les charges nouvelles en même la conscription, la broche française coûtait 65 fr. et la broche anglaise 35 fr. soit un écart de 30 fr. Il en résultait, d'après un orateur, que, pour une usine de 50 000 broches, le filateur français avait à compenser une dépense supplémentaire de 3 000 fr. par jour de travail pour se mettre au niveau de son concurrent anglais.*²¹³

En présentant de tels chiffres il n'est pas évident que les protectionnistes œuvraient en leur faveur. Une telle différence de prix ne rendait-elle pas absolument nécessaire l'importation de filés anglais pour les milieux exportateurs qui destinaient leurs produits à un marché où la concurrence était rude? Pourquoi

²¹² ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Année 1876*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1877, p. 156.

²¹³ *Ibid.*, p. 164.

s'acharner à maintenir une industrie aussi incapable d'obtenir des prix de revient décents?

D'accord pour ce qui est du coût plus élevé des machines et du charbon en France, Raoul-Duval considérait toutefois, en s'appuyant sur les documents recueillis lors de son enquête, que la construction des usines et la main-d'œuvre étaient moins coûteuses qu'en Angleterre. Avec les impôts et la matière première considérés comme étant similaires des deux côtés de la Manche, il en arrivait à une différence trois fois moindre : 10 francs. La protection dont jouissaient les filateurs français aurait donc été, selon lui, suffisante. Comment expliquer alors le quadruplement de la valeur des importations de fils de coton depuis 1869? D'un prix jugé exorbitant pour ceux qui devaient se les procurer en France, les tarifs touchant aux filés fins étaient un enjeu important pour les tisseurs qui les utilisaient dans la production de leur marchandise.

Exaspéré de payer un lourd tribut pour maintenir une industrie française incapable, Tézenas de Montcel réclame au nom des tissages de Saint-Étienne une réduction de 50% des droits des filés au-dessus du numéro 60 puisque les filés étaient « après tout, la matière première du tissage, industrie plus nombreuse et plus intéressante que celle de la filature. »²¹⁴ Sa proposition est rejetée. Solidement campés sur leurs positions, les deux partis avaient peu d'espoir de trouver des transfuges chez leurs adversaires. De guerre lasse, à court d'arguments, les opposants arrivent finalement à un compromis : les abaissements de droits décidés par la Commission étaient abandonnés en échange de quoi on acceptait de maintenir l'ancien tarif conventionnel. Pouyer-Quertier obtenait cependant à l'arraché, grâce à ses vigoureux propos, une majoration de 10% du tarif sur les produits cotonniers, seule concession accordée par la Commission. Elle n'en représentait pas une victoire pour les protectionnistes.

Ce n'était cependant pas suffisant pour reconforter certaines régions se sentant menacées d'une introduction massive de produits anglais durant la période de prorogation du traité. La Chambre de commerce d'Amiens en avait par exemple appelé au patriotisme des membres de la Commission, pour qu'ils rejettent cette

²¹⁴ *Ibid.*

proposition, les avertissant qu'autrement : « le désespoir le plus profond s'emparerait d'un grand nombre de nos manufacturiers, et les désastres industriels et commerciaux que nous redoutons (...) éclateraient nombreux »²¹⁵. Plusieurs craignaient aussi avec raison que ce vote soit assimilable à une prorogation indéfinie.

Les membres de la Chambre de commerce de Lille s'inquiètent lorsque la question des admissions temporaires est soulevée, durant une période de marasme économique, par leurs confrères de Saint-Étienne. Ceux-ci aimeraient pouvoir importer temporairement les fils de coton qu'ils utilisent, mélangés avec des fils de soie, dans le tissage des spécialités locales qu'ils exportent en quantités importantes : la rubanerie et la passementerie. Protestant vivement contre cette mesure qui viendrait à priver les filateurs français d'un marché intérieur dont ils ont tant besoin, ils écrivent au ministre le 23 février 1877 pour s'insurger contre une mesure qui « aurait infailliblement pour résultats l'anéantissement de la filature française et l'obligation de créer un nouvel impôt par le remboursement (...) des droits perçus à l'importation sur les filés. »²¹⁶ Les Stéphanois ne peuvent développer leurs exportations autant qu'ils le voudraient car les fils de coton français sont trop dispendieux ? C'est que les rubans et passementeries tissés dans la Loire « sont des produits de luxe qui ne s'adressent qu'à un nombre très limité de consommateurs. Voilà pourquoi l'exportation des produits de Saint-Étienne est restreinte et ne peut être sensiblement élargie par l'admission temporaire des filés. »²¹⁷ Difficile de prendre cet argument au sérieux lorsqu'on se donne la peine d'examiner un tant soit peu les tableaux douaniers : la Suisse faisait en effet transiter par la France, cette même année 1877, des rubans pour une valeur cinq fois supérieure à celle des exportations françaises pour ce même produit. Il est donc indéniable que les producteurs stéphanois auraient la possibilité de donner de l'expansion à leurs exportations s'ils arrivaient à rivaliser plus efficacement avec leurs concurrents helvètes.

²¹⁵ ADS M 81 643/1, *À Monsieur le Président de la Commission du Sénat pour la prorogation des Traités de Commerce ; Amiens, le 29 juillet 1876.*

²¹⁶ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome 12, 1877.* Lille, typographie de L. Danel, 1878, p. 40.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 42.

Fidèle défenseur des intérêts stéphanois auprès du Conseil général du commerce et actif lui-même dans l'industrie des rubans, Tézenas de Montcel avait présenté des chiffres faisant forte impression :

*Les Suisses et les Allemands payent, les uns 4 francs par 100 kilogrammes, les autres un droit de 15 francs, pour tous les numéros, et nous, pour le numéro 143, qui s'emploie le plus habituellement, nous payons 325 francs par 100 kilogrammes! Quelle énorme différence! Comment lutter dans ces conditions? C'est en quelque sorte une prime de 321 francs par 100 kilogrammes qui est donnée aux Suisses et aux Allemands pour nous faire concurrence sur les marchés étrangers. Voilà la situation.*²¹⁸

Soutenue par Raoul Duval, qui estimait d'après son enquête que les fils français revenaient en moyenne 21% plus cher que ceux venant d'Angleterre, et par Delacour, qui demandait si on voulait « pour faire vivre la filature, ruiner les tisseurs et faire disparaître complètement l'exportation française »²¹⁹, la proposition est finalement renvoyée, malgré l'opposition de plusieurs membres, au Comité consultatif des arts et manufactures. Le principal problème demeure le fait qu'on doive pouvoir reconnaître les fils qui sont entrés dans la composition des tissus. Obnubilés par leurs propres intérêts, les Lillois réitèrent l'invitation faite au Gouvernement pour qu'il mène une enquête locale sur l'état de l'industrie cotonnière, assuré que la demande de la Chambre de commerce de Saint-Étienne, jugée égoïste, « échouera contre la sagesse et le patriotisme du Gouvernement et des Chambres. »²²⁰

L'ouverture des négociations commerciale avec l'Angleterre pousse encore évidemment les membres de la Chambre de commerce de Lille à solliciter le gouvernement. Serait-il pas normal qu'on procède de la même manière que les Britanniques? Les hommes d'affaires français se doivent aussi d'être « mis directement en relation avec ceux qui auront le périlleux honneur de fixer pour de

²¹⁸ ADL 13J (105), *Question de l'admission temporaire en franchise des fils de laine, de lin et de coton pour tissage*, Conseil supérieur du commerce ; séance du 27 janvier 1877, Saint-Étienne, Impr. de Théolier frères, 1877, p. 6.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 20.

²²⁰ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille*, Tome 12, *op.cit.*, p.42.

longues années les destinées de nos industries »²²¹. Les représentants lillois préviennent le ministre, dans cette même lettre du 24 mars 1877 :

*Quelque expérimentés que soient les hauts fonctionnaires que vous choisirez pour lutter contre les prétentions anglaises, il y aura pour eux, absolue nécessité de consulter les hommes spéciaux, qui seuls peuvent les mettre en garde contre certaines erreurs de détail qui compromettraient de la façon la plus grave l'existence même de nos industries.*²²²

À Lyon on ne voulait pas de comité qui serait adjoint aux négociateurs et probablement sous la coupe des protectionnistes, les trois commissaires français purent finalement négocier librement. La crainte de nouvelles concessions et l'impossibilité de rompre avec la clause de la nation la plus favorisée, notamment accordée à l'Allemagne, poussent finalement les Lillois, déçus par les négociateurs, à demander l'annulation des traités ou leur renouvellement pour une autre décennie.

Bien qu'inquiets par rapport à la hausse des quantités de fils de laine importées en France, et en accord avec leurs voisins lillois et tant d'autres collègues sur la transformation des droit *ad valorem* en droits spécifiques, les représentants du patronat tourquennois espèrent que les conceptions théoriques seront gardés dans des limites raisonnables lors des négociations. Ils répondaient avec nuances à la circulaire ministérielle de 1877 concernant les modifications de tarifs douaniers désirés par les industriels. Les traités de 1860 étaient même reconnus comme « un puissant aiguillon pour le perfectionnement de l'outillage et la recherche de nouveaux débouchés »²²³. Il fallait cependant garder quelques réserves devant le principe du libre-échange car plusieurs industries étaient dans une position délicate. Néanmoins, sans manifester un découragement extrême, ils considéraient normal de consolider les points faibles du rempart douanier afin de protéger les plus vulnérables. Tous ne faisaient pas preuve d'une telle retenue dans leur appréciation de la situation.

²²¹ *Ibid.*, p. 55.

²²² *Ibid.*

²²³ ADN 77J 3326, *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing ; 1877 ; Principales délibérations*, Tourcoing, J. Mathon, 1878, p. 44.

Contraints par la crise cotonnière et les nouveaux tarifs douaniers, les industriels cotonniers avaient fait des efforts certains pour moderniser leur appareil productif. Le gouvernement avait encouragé la fabrication en masse d'articles destinés au plus grand nombre des citoyens. Loin d'être satisfaites, les promesses de rendements intéressants avaient été déçues, on jugeait l'industrie mal protégée, sacrifiée par les autorités à la bonne entente avec l'Angleterre pour des raisons d'État. Mise en parallèle avec l'augmentation du nombre de broches dans les autres nations, la diminution des capacités de production française sert d'argument pour illustrer la situation tragique de la filature française.

Les Lillois, toujours ardents porte-parole des milieux cotonniers, répondent au ministre, qui s'informait le 24 mars sur les modifications souhaitées par rapport aux traités, en lui exprimant leur désarroi face à des tarifs insuffisamment protecteurs, particulièrement pour les filés les plus fins. Il est temps de limiter les importations mulhousiennes : « Quelque regret qu'inspire à tout français la perte de l'Alsace, il faut bien qu'aujourd'hui les produits venant de Mulhouse soient considérés comme produits étrangers aussi bien que ceux venus de Manchester ou de Zürich. »²²⁴ Avec un intérêt particulièrement marqué pour les plus récentes innovations touchant leur secteur et une grande implication dans leurs affaires, les patrons cotonniers alsaciens arrivaient à de meilleurs résultats que leurs confrères du Nord.

La faiblesse de la filature française est imputée, entre autres raisons, à la cherté du crédit en France et à la grande rareté des sociétés par actions. Ces dernières fleurissent en Angleterre et permettent le placement d'obligations dans le public et souvent la distribution de grands dividendes aux actionnaires. La Chambre de commerce de Lille termine la liste de ses observations envoyées au ministre du Commerce le 6 avril 1877, en manifestant une fois de plus son inquiétude qu'il est difficile de considérer comme entièrement infondée face à l'émergence de nouveaux concurrents :

L'expérience acquise nous autorise à craindre que le maintien du statu quo, c'est-à-dire des tarifs conventionnels actuels achève, lentement

²²⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille, Tome 12, op.cit.*, p. 82.

*peut-être mais sûrement, la ruine de l'industrie du coton que la moindre réduction aurait pour effet de précipiter.*²²⁵

La persistance de la manière de procéder chez les industriels du coton se devait d'être modifiée, autrement ils causeraient eux-mêmes leur perte. L'entreprise ne pouvait plus être considérée comme une rente, les entrepreneurs devaient être très attentifs aux innovations pouvant permettre une relance, lésiner sur les investissements provoquerait la chute des plus économes. Néanmoins, les conditions économiques d'alors n'encourageaient pas le risque d'un investissement à la rentabilité incertaine. Seuls les plus raisonnablement agressifs allaient désormais avoir une chance de prospérer à long terme.

Les problèmes de l'industrie cotonnière sont aussi attribués aux traités de commerce par le président de la Chambre de commerce d'Amiens, Vulfran-Mollet. Il regrette le manque d'améliorations importantes dans l'infrastructure française, pour ce qui est des canaux notamment. C'est néanmoins la concurrence étrangère qui est le plus à blâmer, celle de l'Angleterre mais aussi celle de l'Espagne. Cette dernière représente une menace sérieuse pour la région d'Amiens. Elle est en voie de devenir une concurrente embarrassante sur le marché du velours. Barcelone a même fait venir des ouvriers et contremaîtres d'Amiens pour l'aider à développer cette industrie. Elle peut alors développer la fabrication du velours de coton sous la protection d'un important tarif de 60%. Vulfran-Mollet serait partisan de la manière forte vis-à-vis du voisin ibérique : fermer la frontière aux produits espagnols afin de les pousser à négocier selon des termes favorables à la France²²⁶. Même Pouyer-Quertier, président de cette commission sénatoriale et homme peu suspect de sympathies envers le libre-échange, considère qu'un traité avec l'Espagne serait souhaitable. L'industrie amiénoise se sent inconfortable par rapport au défi lancé par leurs collègues catalans.

Les discussions entourant la fixation du tarif général se poursuivant, plusieurs veulent participer au débat. Des Vosges, C.-F. Châtel dédie à Claude, sénateur de son département, un pamphlet dénonçant les dangereuses idées des

²²⁵ *Ibid.*, p. 85.

²²⁶ ADS 99M 450, *Commission du Sénat, crise du commerce et de l'industrie ; Séance du vendredi 8 février 1878*, pp. 17 et 18.

partisans du libre-échange. Nullement mercantile comme sa voisine d'outre-Manche, la France doit protéger son marché pour éviter les conséquences sociales du chômage que provoquerait la ruine de l'industrie cotonnière. Allant jusqu'à faire le rapprochement avec la révocation de l'Édit de Nantes, l'auteur s'interroge sur ce qu'il considère comme le peu de discernement des autorités face aux sains éléments de la nation :

*il y aurait des hommes assez aveugles, assez impolitiques, assez haineux de ce tiers-état qui monte, qui arrive par son ardeur au travail, son économie, son intelligence à la direction morale, intellectuelle du pays, pour vouloir couper cette éclosion dans sa fleur en sapant ses racines.*²²⁷

Il suggère de suivre la sage voie protectionniste adoptée par les États-Unis, la Hollande et l'Italie.

Bientôt sera trouvé un compromis entre les nouvelles dynasties bourgeoises qui permettra de sauvegarder l'ordre social et moral. Le triomphe des intérêts du plus grand nombre d'industriels sera cependant loin de satisfaire tous les intérêts particuliers. Confrontés à la détérioration de la conjoncture économique et à une concurrence de plus en plus forte, les industriels du textile sont particulièrement sensibles à la dimension internationale. Ils voient fréquemment leurs intérêts diverger face par rapport aux questions douanières et commerciales.

²²⁷ C.-F. Châtel, *Le tissage vosgien en face du libre-échange*, Belfort, Spitzmuller, 1877, p. 35.

Chapitre 2. Crise et revirement, le textile français dans la dépression 1878-1889

Durant la période qui s'étend de 1878 à 1889, les industriels français du textile connaissent souvent de durs moments. La conjoncture économique peu favorable rend difficile l'écoulement de marchandises offertes en quantités de plus en plus importantes. Le malaise est aggravé pour plusieurs par l'incapacité de développer leurs exportations, ne serait-ce que pour les ramener à un niveau comparable à ce qu'il était auparavant.

Malgré les difficultés qui touchent principalement les entreprises à l'équipement vétuste, la situation est loin d'être désastreuse pour toutes les sociétés. La concurrence, qui devient de plus en plus importante en France comme sur les marchés étrangers, pousse les industriels à adopter des moyens propres à améliorer leurs positions. Certains succès, attribuables à des changements dans la nature de la demande, ne permettront cependant qu'une prospérité ponctuelle et fragile.

I. L'industrie lainière à contre-courant, des succès surprenants à l'exportation

L'accroissement de la concurrence internationale n'affecte pas sensiblement les exportations de draps français durant les années 1880. Au contraire, c'est une hausse impressionnante de leur valeur qui explique l'importance de premier ordre que prennent les tissus de laine dans le commerce extérieur. La rentabilité des affaires est cependant problématique pour plusieurs entreprises. Celles qui travaillent la laine cardée obtiennent encore quelques succès. C'est cependant l'ascension résolue du pôle roubaisien, spécialisé dans le travail de la laine peignée, qui est particulièrement remarquable. La hausse de la demande étrangère rendra les dernières années de la décennie particulièrement prospères pour les industriels de la laine.

I a. Concurrence accrue et engorgement du marché

Au début de 1878, l'industrie lainière éprouve de sérieux problèmes. Ils sont principalement attribuables à la faiblesse de la demande. La difficulté de vendre les tissus de laine affectait la filature et le peignage dont la marche des affaires dépendait de l'activité des tissages. Comme toujours, le travail est d'abord arrêté pour les métiers manuels. Les tissages mécaniques poursuivent, pour leur part, leurs opérations, malgré la nullité des ventes propre au marché mondial de la laine à l'hiver et au printemps 1878. Certaines grosses affaires demeurent toujours rentables mais ceux qui s'employaient au tissage à domicile abandonnent leur métier pour un travail saisonnier agricole. Cette souplesse du marché du travail permet encore d'éviter le chômage à plusieurs ouvriers qui quittent temporairement les villes. Elle occasionne toutefois des embarras aux entrepreneurs : lorsqu'ils doivent remonter des métiers pour répondre à des commandes pressantes, ils ne trouvent parfois plus la main-d'œuvre expérimentée à laquelle ils confiaient auparavant le travail.

Les rapports envoyés par les directeurs des succursales de la Banque de France de Reims, St-Quentin et Roubaix, mentionnent une recrudescence de la concurrence sur les marchés étrangers¹. Ce sont principalement les produits faits en mérinos, laine fine habituellement très prisée, que les fabricants français n'arrivent d'abord plus à exporter aussi facilement qu'avant. Ceux de Saint-Quentin s'inquiètent sérieusement de cette situation. La crise ne semble pas prête de se terminer ; elle est considérée comme la plus grave qu'aient traversé les fabricants de mérinos depuis longtemps². La tendance des exportations, orientée à la baisse, ne sera finalement jamais jugulée. Auparavant quasi monopole de l'industrie française, la fabrication des tissus mérinos, adoptée par les Anglais pour occuper des métiers inactifs, passe progressivement entre leurs mains.

Si les flanelles réussissent finalement à se vendre avec profits, il n'en va pas de même pour les cachemires et autres tissus de laine : leurs cours sont trop

¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de juin 1878.

² ADAI I Mi 127, *Lettre du Président de la Chambre de commerce de Saint-Quentin au Préfet de l'Aisne ; Saint-Quentin, le 21 avril 1878.*

faibles par rapport aux prix de la matière première³. La crise financière que traverse l'Angleterre et l'épidémie de fièvre jaune qui se déclare à la Nouvelle-Orléans perturbent la reprise des transactions avec ces deux pays ordinairement preneurs d'étoffes françaises. Les lainiers espèrent encore à l'automne un hiver rigoureux qui permettrait de vider les entrepôts encombrés. La solution qui semble alors s'imposer aux esprits est celle de la réduction de la production. Les industriels hésitent cependant à l'adopter les premiers, préférant dans l'immédiat recourir à des expédients. Pour réduire les coûts de production, on rogne d'abord sur les salaires versés aux ouvriers.

Les nouvelles envoyées de Reims par l'inspecteur La Fuente au Gouverneur de la Banque de France, rendent compte de la suspension de paiements de plusieurs maisons de commission en tissus (*Biébuyck fils, Allart, Farques et Cie ; Hinard et Magniaudé ; J. Julliem, Gendron et Cie*) et de la faillite de *L. Godui père*⁴. Le commerce de la place paraît ainsi à première vue plus sérieusement touché par la crise que les industriels. L'augmentation de la production a été importante aux alentours de la sous-préfecture marnaise dans les vingt années précédentes : la production a bondi de 60 000 pièces de tissus fabriqués annuellement en 1860, pour atteindre le nombre de 104 000 en 1866, de 151 000 en 1872 et, s'accroissant désormais moins rapidement, de 160 000 en 1878⁵.

Certaines entreprises demeurent en excellente position : les fabriques de tissus de Collet-Delarsille, A. Grandjean, F. Lelarge et L. Lochet sans omettre la filature et le tissage du millionnaire Dauphinot (ancien maire de Reims ayant été député remplissant à ce moment les fonctions de sénateur de la Marne) et de J. Martin (administrateur de la succursale locale de la Banque de France jouissant d'une réputation de très adroit commerçant), au capital de 1 200 000 francs⁶. Elles opèrent intelligemment sous une direction compétente et atteignent de gros

³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport d'août 1878.

⁴ ABF : *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1878. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 20 septembre au 30 septembre, par La Fuente.*

⁵ *Ibid.*, *Tournée de 1880. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 31 mai au 10 juin, par de Juvigny.*

⁶ *Ibid.*

chiffres d'affaires. Des échos de même nature parviennent d'Amiens où la gestion de la plus grande filature de laine, la maison Burgeot, est qualifiée de très bonne, très sage, et économe. Elle dégager certainement des bénéfices non négligeables⁷.

La saison d'hiver se termine, somme toute, assez mal pour l'industrie lainière avec des offres d'achat de 2 à 3% au-dessous des prix de revient moyens⁸. Néanmoins, la fermeté des cours de la matière première encourage la fondation de deux nouveaux établissements de peignage à Roubaix au début de 1879. En février, la situation se précise comme n'étant pas si mauvaise qu'on aurait pu le craindre. St-Quentin voit venir avec optimisme la saison des transactions avec les États-Unis qui se présente sous de bons auspices. L'Espagne continue ses achats réguliers et les demandes reviennent d'Angleterre au moment où la Russie et l'Allemagne commencent à adresser des ordres aux fabricants de tissus. Selon les informations regroupées par la Banque de France, « si l'on tient compte du marasme général des affaires et du progrès accompli sur les mauvais mois de décembre et janvier, la situation de cette industrie peut paraître relativement satisfaisante. »⁹ Évoluant à rebours de la tendance générale, les exportations de tissus de laine voient leur valeur totale poursuivre leur croissance.

Malgré une hausse de la valeur des marchandises expédiées à l'étranger, c'est évidemment la rentabilité des affaires qui préoccupe le plus les entrepreneurs. Au printemps 1879, l'activité de la majorité des entreprises ne cesse pas. Elles poursuivent le travail, mais en écoulant toujours la production de tissus à des prix considérés insatisfaisants. De Reims, le directeur de la succursale de la Banque de France remarque : « Du reste les industriels de cette contrée ne paraissent pas aussi à plaindre qu'on veut bien le dire. Un des grands établissements qui fixe à peu près les résultats obtenus dans les fabriques, vient de donner un dividende de 9% à ses actionnaires. »¹⁰ Ceci indiquerait un niveau de rentabilité très intéressant pour certains dans un contexte où les affaires générales étaient ralenties. À moins de 100 km de Reims, dans le département voisin de l'Aisne, St-Quentin était à ce

⁷ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1878. Rapport concernant la succursale d'Amiens. Le 14 septembre, par Billotte.*

⁸ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de janvier 1879.

⁹ *Ibid.*, Rapport de février 1879.

¹⁰ *Ibid.*, Rapport de juin 1879.

moment incommodée par des grèves qui perturbaient le tissage. En Lorraine, le conseil d'administration de la *Société anonyme des tissus de laines des Vosges*, se dit satisfait d'un rapport de 6% sur le capital lors de l'exercice 1878-1879, puisque l'année a été « universellement mauvaise ». Apparemment bien gérée, l'entreprise présentera en 1879-1880 un rapport de 13,75%, de 19,5% en 1881-1882 et de 22% en 1882-1883, avant de redescendre sous la barre des 10% et même d'être déficitaire en 1887-1888¹¹. La conjoncture très difficile se conjugue alors au retrait du principal administrateur, Stehelin-Sheur, sérieusement atteint par la maladie. Les bonnes années permettaient souvent de compenser les plus difficiles. Il fallait cependant avoir les liquidités nécessaires pour patienter, en espérant de bonnes campagnes ultérieures. Prévoir l'ampleur et la nature de la demande à l'étranger n'était pas chose aisée.

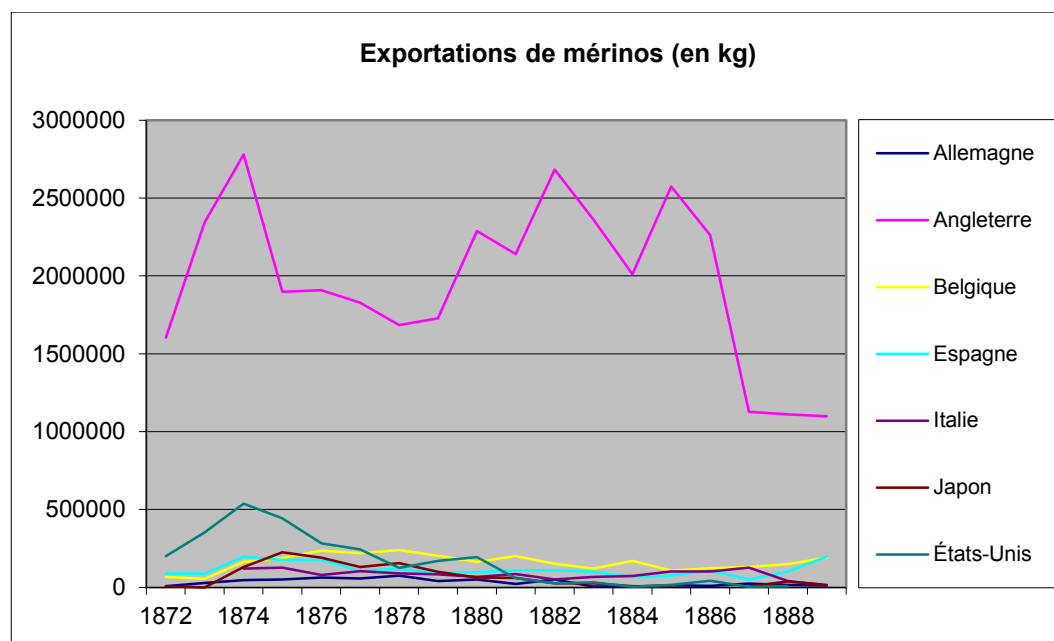
La concurrence s'intensifiait alors de plus en plus à l'intérieur du pays. Plusieurs industriels affirmaient que c'était une des conséquences regrettables de la faiblesse des débouchés sur les marchés extérieurs. Cette situation concernait essentiellement les draps. Si on ne pouvait vendre ses produits ailleurs, il fallait bien les écouler en France. Aussi, on remarque dans chaque secteur une prospérité variable selon les entreprises concernées. Il était logique que la croissance des ventes de certaines entreprises se fasse aux dépens de celle des autres. Dans le contexte d'un marché intérieur progressant peu rapidement, un succès à l'exportation pouvait être très intéressant. Charles Picard, ancien maire de Saint-Quentin, se montrait confiant envers le potentiel des entreprises opérant dans les environs de sa ville. Dans une publication de 1880, il affirmait que les lainiers ne redoutaient pas la concurrence étrangère puisque les mérinos s'importaient en France pour une somme insignifiante, mais s'exportaient toujours davantage vers l'Angleterre, l'Amérique du Nord, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et le Japon¹².

¹¹ CAMT 65 AQ H 308, *Société anonyme des tissus de laine des Vosges ; rapports des exercices 1878-1879, 1879-1880, 1881-1882, 1882-1883, 1883-1884, 1885-1886 et, 1887-1888*.

¹² Charles Picard, *Résumé d'une étude sur la ville de Saint-Quentin, son commerce et ses industries*, Saint-Quentin, Imprimerie Jules Moureau, 1880, p. 130.

Force est de constater que les statistiques nationales infirment ces affirmations. Le niveau des exportations de mérinos est intéressant au début de la décennie 1880 par rapport aux années précédentes mais dépend essentiellement du marché anglais. Celui-ci accueillera des quantités importantes de mérinos dans les années suivantes avant une chute marquée de sa demande en 1887. Les autres pays importateurs maintiendront au mieux leur demande mais les États-Unis n'absorberont bientôt plus que des quantités négligeables de mérinos. La confiance supposée du patronat allait rapidement s'effondrer. Leurs positions sur les marchés étrangers seront ébranlées voire prises, parallèlement à la dépréciation de la valeur de leurs marchandises.

Graphique 2.1.1



En contact avec plusieurs pays du monde, des places comme Reims, St-Quentin ou Roubaix attendaient beaucoup des commandes venant évidemment d'Angleterre et des États-Unis, mais aussi d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne et, dans une moindre mesure, du Japon et du Canada. La guerre du Pacifique qui embrase une partie de l'Amérique du Sud à partir de 1879 empêche le commerce avec plusieurs pays. Ce conflit lointain a des conséquences pour la France. Il nuit

au mouvement des affaires, tandis que des troubles sérieux empêchent l'approvisionnement en laine d'Argentine.

La hausse de cours de la laine profite aux industriels qui ont des stocks importants en magasin, la valeur de ceux-ci s'apprécie fortement. En janvier 1880, les divers secteurs de l'industrie lainière traversent une période animée : les Anglais ont traité de grosses affaires à St-Quentin et les Américains se sont tournés vers Reims pour faire d'importants achats, soulageant ainsi des entrepreneurs heureux de voir leurs entrepôts se vider¹³. Avec un matériel puissant à la fine pointe du progrès, le peignage mécanique *Isaac Holden et fils*, géré par un neveu du fondateur, Isaac Crothers, gagne alors énormément d'argent¹⁴. La forte hausse, qui se produit au printemps sur la laine, donne la possibilité de vendre facilement et avec profit les tissus fabriqués avec une matière première payée à bas prix quelques mois plus tôt.

Cette élévation du prix de la laine fait d'abord hésiter les industriels par rapport à de nouvelles commandes. Les tissus n'ont pas encore subi une élévation de prix proportionnelle à celle de la laine brute. Si cette dernière venait à perdre de la valeur, il ne serait pas aisé de vendre avec profit. Malgré la conjoncture favorable à l'industrie lainière en ce printemps 1880, le tissage de la laine périclité dans certaines régions mal outillées, telle celle de Rodez où les petits ateliers ferment¹⁵.

D'après la synthèse des rapport des directeurs de succursales de la Banque de France relatifs à l'état de l'industrie lainière pour mai, la situation est « tout à fait prospère » dans les filatures et tissages de Lille, Roubaix, Amiens, Saint-Quentin, Beauvais ou Reims, déjà occupés par des commandes jusqu'en septembre¹⁶. Le ralentissement économique général ne se fait pas encore sentir pour cette industrie. À cette époque, la principale source d'inquiétudes pour les patrons est incarnée par l'agitation ouvrière qui se fait sentir dans plusieurs centres industriels. Lors d'une période favorable, les chefs d'entreprise devaient modifier

¹³ *Ibid.*, Rapport de janvier 1880.

¹⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1879. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 27 octobre au 6 novembre, par de Juvigny.*

¹⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport d'avril 1880.

¹⁶ *Ibid.*, Rapport de mai 1880.

leur discours face aux revendications des ouvriers. Difficile d'avancer la mauvaise marche des affaires pour refuser la hausse des salaires. Ils demandaient aux ouvriers d'être solidaires lors des crises mais étaient beaucoup moins enclins à l'être eux-mêmes lorsque les bénéfices étaient élevés. Plusieurs grèves se produisent alors dans l'industrie lainière et peu de patrons font preuve de souplesse envers les revendications ouvrières. Comme ils le disent, ce n'est pas faute de le vouloir, mais bien parce que de telles concessions les ruineraient. Toutefois, les grèves sont coûteuses et les industriels souhaitent généralement les éviter le plus possible, particulièrement lorsque des commandes importantes sont à satisfaire.

L'arithmétique pousse parfois à une générosité calculée. Ainsi, la plus grande filature d'Amiens, fort satisfaite de ses affaires, augmente le salaire de ses employés en juin. Roubaix perd de son côté beaucoup d'argent suite au ralentissement du travail qu'ont provoqué les grèves. Les marchandises commandées n'étant pas livrées aux dates prévues, elles sont refusées par les acheteurs. Ils espèrent de meilleurs prix avec la baisse de la matière première qui se profile à l'horizon de l'été 1880¹⁷. L'inspecteur de Juvigny ne s'inquiète pas outre mesure de la situation de Roubaix :

*La division des engagements, les capitaux importants dont jouissent les banquiers, l'intelligence, l'activité, avec lesquels travaillent les industriels et les commerçants, leur fortune personnelle, les alliances de famille qui se font entre ces puissants négociants, le soin jaloux et éclairé avec lesquels les pères initient leurs enfants à l'industrie et au commerce, sont les causes diverses qui, d'une part, donnent à cette région une grande prospérité, et, d'autre part, fournissent à la Banque les garanties nécessaires.(...) Mais si la place de Roubaix est riche et importante, elle est également à surveiller à cause de la puissance peut-être excessive de l'industrie dans cette région, et de la concurrence étrangère ; mais encore, à cause de la variété des articles qui se fabriquent à Roubaix, et de la facilité avec laquelle se montent certaines maisons.*¹⁸

Facteurs expliquant leur succès, les risques pris, inhérents à l'ardeur et au vif esprit d'entreprise des Roubaisiens, auraient bien pu causer leur perte. Il n'était pas

¹⁷ *Ibid.*, Rapport de juillet 1880.

¹⁸ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1880. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 6 au 12 novembre, par de Juvigny.

fréquent de voir en France un esprit d'entreprise si vivace chez les industriels du textile. Les traditions et le sérieux de la place étaient tout de même rassurants.

La conjoncture économique n'évolue pas dans un sens favorable à l'industrie lainière en automne. De sérieuses difficultés surviennent à Roubaix, Reims et Saint-Quentin. En novembre le directeur de la succursale roubaisienne de la Banque de France attribue principalement les problèmes des industriels à l'excès de production :

*À la suite des années prospères, où les demandes ne parvenaient pas à être satisfaites, il s'est monté de tous côtés de nouveaux métiers, et lorsque par suite de cette production surabondante les profits ont diminué par un phénomène d'entraînement de vitesse acquise pour ainsi dire, cette diminution a encore contribué à accroître l'importance de la fabrication. Chaque industriel, voyant réduire ses bénéfices a songé à les rétablir en répartissant ses frais généraux dans une production plus importante.*¹⁹

La spéculation courante faite sur la laine provoque aussi des variations de cours n'étant pas toujours directement liées à la rareté ou à la demande des consommateurs. Elles sont parfois la conséquence de l'association de gros investisseurs faisant main basse sur la matière première disponible.

Une autre cause des problèmes éprouvés par les industriels se trouvait du côté des faibles progrès des produits français à l'étranger, comparativement à leurs concurrents. Pour les industriels de Roubaix, c'est au personnel des consulats qu'en revient la responsabilité. Ils se plaignent beaucoup de leur incapacité à fournir des renseignements pertinents. Des chambres de commerces aux revendications souvent opposées, comme Lyon et Roubaix, se retrouveront bientôt d'accord sur la nécessaire réforme des représentations françaises à l'étranger. Elles souhaiteraient des agents mieux informés des affaires économiques et maîtrisant la langue du pays, ce qui les rendraient beaucoup plus utiles.

Le volume des affaires se restreint à l'hiver 1881. Les nouveautés donnent toutefois pleinement satisfaction à Reims. Considérant l'engouement de la mode à leur égard, les industriels peuvent raisonnablement espérer une très bonne année²⁰.

¹⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de novembre 1880.

²⁰ *Ibid.*, Rapport de février 1881.

Les patrons du textile les mieux équipés de la région rémoise demeurent généralement en bonne situation. Celle de la ‘sainte’ filature des frères Harmel au Val-des-Bois inquiète cependant. Léon Harmel, figure de proue du catholicisme social, s’occuperait trop de politique pour veiller efficacement à la bonne marche de son usine²¹. Les Harmel font toutefois de grandes affaires avec l’Allemagne et paraissent toujours trouver les fonds nécessaires au moment opportun. Leur affaire intègre des ateliers servant au triage, dégraissage et peignage de la laine, créés suite à un incendie ayant ravagé les bâtiments en 1874. Ils se rééquipent alors avec du matériel moderne. En choisissant comme ouvriers des catholiques fervents, ils ont pu fidéliser une main-d’œuvre, dont la vie est rythmée par les rites du dogme, et éviter les grèves et revendications par un paternalisme qu’ils disent désintéressé. Cette sélection de la main-d’œuvre est jugée pertinente par Pierre Trimouille²². Il considère la religion comme un bon critère de moralité. Elle pousse aussi les ouvriers à la soumission. Les Harmel n’ont pas pour autant développé de politique sociale considérable ; ils ont plutôt minimisé leurs coûts en se déchargeant sur la municipalité des dépenses liées à l’amélioration des conditions de vie des ouvriers²³. L’efficacité de l’entreprise est renforcée par l’absence de grèves qui permet d’honorer l’ensemble des commandes reçues.

Globalement, les tendances du marché sont favorables aux tissus et fils de laine cardée plutôt qu’à ceux faits de laine peignée au début de l’année 1881. Spécialisées dans le travail de la laine peignée, les usines de Roubaix doivent mettre 5 000 ouvriers au chômage en avril. Leurs réclamations poussent à ce moment les autorités municipales à voter 50 000 francs de secours et à s’assurer de pouvoir offrir du pain à bas prix par la mise en marche de fourneaux économiques²⁴. Avant que le travail de la laine peignée s’impose comme un choix plus adapté aux tendances du marché mondial et national, les centres travaillant la laine cardée auront périodiquement des phases de prospérité encourageantes.

²¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1881. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 27 juin au 7 juillet, par Hoffmann*

²² Pierre Trimouille, *Léon Harmel et l’usine chrétienne du Val des Bois ; Fécondité d’une expérience sociale*, Lyon, Centre d’histoire du catholicisme de Lyon, 1974, p. 62.

²³ Jean-Claude Dumas, *Les territoires de la laine, op. cit.*, p. 212.

²⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.* Rapport d’avril 1881.

Les mauvaises affaires se poursuivent durant les mois suivants pour les produits faits en laine peignée. À l'été une perte d'intérêt des acheteurs pour le cardé rend difficile et peu profitable la vente de plusieurs produits. Les rapports sur la situation industrielle envoyés en août au siège de la Banque de France sont le reflet de plusieurs déceptions. Du directeur de Saint-Quentin, nous apprenons que les espoirs d'une sérieuse reprise des affaires ont été déçus, puisqu'une majorité d'entrepreneurs travaillant la laine peignée ont subi des pertes. À Roubaix, ce sont peut-être ceux qui n'ont pas travaillé qui sont les plus heureux. Plusieurs se détournent des affaires aux échéances éloignées. De nombreux fabricants préfèrent acheter des actions en espérant faire de plus grands bénéfices²⁵. Certains lanceurs d'affaires font alors des offres à des industriels éprouvant des difficultés dans le but de racheter leur entreprise. La spéculation se développe ainsi pour accaparer certaines spécialités et en faire monter les prix. La teinturerie et les peignages sont l'objet des manœuvres de sociétés d'émissions de Paris.

De Roubaix, le directeur de la succursale de la Banque de France manifeste son inquiétude par rapport à cette situation qu'il juge malsaine :

*Comment pourront prospérer des usines réunies dans ces conditions? Avec une direction peu attentive, certainement peu compétente, et une majoration inouïe des apports? Les créateurs s'en inquiètent peu, sans doute, mais c'est la ruine assurée des actionnaires et, chose beaucoup plus grave, c'est la ruine de nos industriels. Il y a là un sérieux danger, contre lequel il n'est que temps de réagir s'il se peut.*²⁶

Cette forme de concentration opérée hâtivement par des hommes paraissant étrangers aux milieux textiles n'inspire pas confiance.

Les affaires suivent un bon cours à l'automne 1881, avec des ordres qui sont parfois si importants pour certains tissages de Roubaix qu'ils doivent en refuser. Ce sont des commandes abondantes qui arrivent de Paris et d'Amérique. Les articles communs bénéficient de la faveur des acheteurs d'outre-Atlantique. Le retard des Anglais dans l'envoi de leurs commandes suscite cependant l'inquiétude. D'autant plus que la fleur de l'aristocratie britannique adhère à un

²⁵ *Ibid.*, Rapport d'août 1881.

²⁶ *Ibid.*

projet de boycott des produits français. À la Banque de France on se demande si la « froideur persistante » des Anglais ne seraient pas à « attribuer aux mécontentements que suscitent les difficultés chaque jour renaissantes qui viennent retarder les traités de commerce »²⁷. Les attermolements français en matière de politique commerciale indisposent grandement les Anglais à leur égard ; ils manifestent ostensiblement leur agacement. L'année se termine, somme toute, sur une bonne note pour la fabrique de Reims en particulier. Roubaix voit pour sa part la concurrence des nouveaux établissements tirer les prix et profits des tissus de laine peignée vers le bas. La fameuse solidarité des entrepreneurs de cette place, qui ont tissé entre eux des liens familiaux multiples et très étroits, se manifeste à nouveau pour éviter des déboires à la maison Delattre. Elle est pour un temps en manque de liquidités par la suite de pertes extrêmement élevées et d'immobilisations trop importantes dans des bâtiments, libres d'hypothèques, estimés à 10 millions²⁸.

I b. Recrudescence de la concurrence et menace de surproduction ; l'envol de Roubaix

L'ampleur de l'offre en tissus de laine provoque la baisse des prix de vente de plusieurs articles au début de l'année 1882. En comparant la situation de l'industrie lainière de sa circonscription avec ce qu'elle était une décennie plus tôt, le président de la Chambre de commerce de Reims constate que le grand développement des capacités de production a déprécié la marchandise: « pour le mérinos et le cachemire, articles qui constituent la partie la plus importante de la fabrication de notre région, les prix sont descendus à un chiffre inconnu jusqu'à ce jour. »²⁹ Les difficultés douanières avec les États-Unis, l'Italie et l'Espagne ont eu un impact défavorable sur les exportations. Des concessions réciproques sont souhaitées pour qu'une entente plus favorable aux tissus de laine soit trouvée.

²⁷ *Ibid.*, Rapport de septembre 1881.

²⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1882. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 11 au 23 mars, par Hoffmann.*

²⁹ ADM 172 M 3, *Chambre de commerce de Reims ; Industrie lainière ; Situation comparative 1871-1881*, folio 96.

Par sa douceur anormale, l'hiver de 1882 est moins propice à la vente des chauds tissus de laine. La saison se révèle très décevante, avec des profits généralement insatisfaisants lorsqu'ils sont présents. Se vendant facilement pour leur part, les tissus de laine peignée ne s'accumulent pas. L'obstacle aux bonnes affaires vient de leur dépréciation, provoquée en partie par la forte baisse de la valeur de la laine peignée. Pour le directeur de la succursale de la Banque de France de Reims, la cause de cette baisse est attribuable à la surproduction du secteur :

*L'excès de production (...) est le seul obstacle au relèvement des cours et cet excès est assez manifeste pour que les commissaires n'hésitent pas à vendre livrables à l'automne certains tissus, les cachemires d'Écosse notamment, à 0,10 F au-dessous des cours actuels.*³⁰

Il y avait donc peu d'espoir de voir une hausse se manifester à court terme. L'effet dépréciatif de l'élévation continue de la production sur la valeur des marchandises était craint depuis longtemps. La situation ne freine pas pour autant la création de nouvelles affaires, certains souhaitent néanmoins minimiser les risques propres au travail de la laine. Ainsi, la SA *Le Progrès*, filature de laine au capital de 600 000 francs, fondée à ce moment à Avesnes-sur-Helpe, dans le Nord, prévoit dans ses statuts qu'elle filera la laine peignée à façon ou pour son compte³¹. Elle n'achètera donc pas toujours la matière première, mais filera celle de ses clients. Cette façon prudente de procéder n'assurait pas un travail régulier et donnait des bénéfices moins élevés.

Quelques affaires conclues au printemps permettent de voir l'avenir sous un jour plus favorable. Les flanelles³² sont particulièrement demandées au début de 1882. L'activité est très intense en mai dans les tissages de laine peignée qui ont reçu de nombreuses commandes : « la fabrique a lieu d'être satisfaite des commandes qui lui sont venues, tous les métiers travaillent à plein et il n'y a pas

³⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de mars 1882.

³¹ CAMT 65 AQ H 210, *Société générale de filature de laine 'Le Progrès' ; Statuts*, Paris, Impr. Tolmer, 1882, p. 5.

³² L'appellation 'flanelle' concerne à l'époque un tissu de laine cardée et pas, comme aujourd'hui, un tissu de coton peigné.

d'ouvriers tisseurs inoccupés. »³³ Avec le maintien de la valeur des matières premières à des niveaux assez modérés, les doléances des entrepreneurs sur le peu de bénéfices qu'ils feraient sont apparemment injustifiées. Les problèmes de certains établissements de peignage secondaires sont toutefois très sérieux à Roubaix : quelques liquidations à l'amiable ont lieu alors que le ralentissement du travail est général. Des établissements importants pâtiennent aussi cruellement du ralentissement qui a provoqué l'arrêt du travail de nuit : « C'est une grosse perte pour des maisons dont l'outillage est coûteux et qui se voient réduites à un travail restreint jusqu'à l'ouverture des ventes d'automne. »³⁴ Quelques fabricants de Reims, dont l'outillage n'est plus au niveau de la concurrence, cessent le travail afin d'éviter l'accumulation des déficits qui ne pourraient être enrayés qu'au prix de forts investissements trop longtemps repoussés ; on prévoit qu'une série de naufrages dans les industries des environs laissera au moins 10 millions de passif, dont 7 seront perdus pour les créanciers³⁵. Les industriels de la place s'inquiètent beaucoup de l'émergence de la concurrence allemande dans le secteur de la laine peignée qui était jadis une spécialité exclusivement française. La maison Koechlin de Mulhouse a alors son carnet de commandes rempli pour quatre ans en construction de peignages, filatures et tissages pour équiper une industrie allemande débordée par l'abondance des ordres reçus. Il est alors prévisible que la concurrence étrangère ne pourra qu'aller grandissante. Les nouveaux acteurs seront d'autant plus redoutables qu'ils opéreront avec un équipement neuf.

La prospérité allemande dans le secteur de la laine peignée viendrait, selon un rapport de la Banque de France « de ce que les salaires sont inférieurs de 40% en Allemagne à ceux que les ouvriers exigent en France » ; de plus, l'industrie française « est surchargée en raison de la cherté des charbons, des transports et des impôts que les industries similaires à l'étranger n'ont pas à supporter dans les

³³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de mai 1882.

³⁴ *Ibid.*, Rapport de juin 1882.

³⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1882. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 6 au 22 novembre, par de Juvigny.*

mêmes proportions. »³⁶ Le défi est donc de taille pour les industriels français qui espèrent développer leurs affaires dans les prochaines années.

Ce sont les mérinos, et encore davantage les flanelles, qui ressentent alors le plus les effets de l'arrivée des produits allemands sur les marchés étrangers. La concurrence anglaise et allemande a rapidement pris une ampleur qui en préoccupe plus d'un. Inquiets, les milieux d'affaires de Saint-Quentin souhaitent que le gouvernement porte tous ses efforts vers l'ouverture de nouveaux débouchés aux marchandises françaises³⁷. Ils semblent se décharger de cette responsabilité sur les autorités. Les industriels et commerçants ne semblent pas toujours bien prendre conscience qu'ils pourraient être responsables de cette position d'infériorité. Des grèves ayant arrêté 7 000 métiers en Saxe, les milieux lainiers espèrent qu'elles pousseront les industriels allemands à céder aux revendications salariales de leurs ouvriers³⁸. Cette éventualité pourrait permettre à la France de récupérer certains clients attirés jusque-là par le bas prix des marchandises allemandes.

La fin de l'année 1882 est marquée par une activité intense dans les tissages de laine peignée. Bien que la demande intérieure ne soit pas très importante, les commandes venues de l'étranger sont d'une ampleur telle qu'on en a rarement vu. Les succès des draps et des tissus mélangés viennent largement pallier aux moins bons résultats qu'obtiennent les fabricants de mérinos et d'étoffes diverses, ainsi qu'aux graves difficultés éprouvées par les centres produisant des tissus de laine cardée. 1882 apparaît rétrospectivement comme la meilleure année pour ce qui est de la valeur des exportations de tissus de laine. Leur valeur totale dépasse à ce moment le cap des 400 millions de francs, ce qui les place à la toute première position des exportations françaises, loin devant les tissus de soie et les vins. Les marchés étrangers sont cependant en voie de mettre sur le marché des quantités grandissantes de tissus et feront bientôt une concurrence efficace aux tissus français.

³⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de juillet 1882.

³⁷ ADAI I Mi 127, *Rapport sur la situation du Commerce et de l'Industrie dans le département de l'Aisne, pendant le 4^e trimestre de 1882.*

³⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de novembre 1882.

Quoique la marche des affaires suive un cours plutôt normal durant les premiers mois de 1883, une situation sociale tendue inquiète plusieurs industriels. De Reims, le directeur de la succursale de la Banque de France rapporte qu'on a mis le feu à un tissage et tenté sans succès d'en embraser un autre³⁹. Soulagé par l'abandon de la construction de nouveaux établissements de peignage en Allemagne et en Saxe, le travail de nuit reprend pour les Rémois. L'instauration prochaine d'une hausse de 10% des droits d'entrée de plusieurs produits lainiers aux États-Unis stimule une activité exceptionnelle en avril : les filatures de laine peignée, les ateliers qui tissent le cachemire, tissus particulièrement apprécié par les Américains, tout comme les établissements d'adonnant à la teinture et aux apprêts, ont une intense activité contrastant favorablement avec les niveaux habituels⁴⁰. L'idée était évidemment d'expédier à New York le plus de marchandises possible avant l'instauration des nouveaux tarifs. Un mouvement frénétique anime alors les peignages de Roubaix qui travaillent 24 heures sur 24 durant les mois suivants. Les producteurs de draps n'ont pas la même chance. Seuls les plus attentifs aux évolutions de la mode réussissent à bien vendre leurs produits.

En juin, le directeur de Roubaix est ravi de faire savoir à ses supérieurs que les produits de son arrondissement reprennent l'avantage sur leurs concurrents allemands : ceux-ci auraient produit des nouveautés de qualité médiocre beaucoup trop massivement, dégoûtant les consommateurs qui penchent un temps pour la production française⁴¹. Les industriels espèrent que le *made in France* sera favorisée par la hausse des tarifs américains : les articles trop vulgaires seraient écartés au profit de ceux de goût et de qualité.

Un temps stimulée par une conjoncture exceptionnelle, la production rémoise ralentit à l'été devant les problèmes éprouvés dans le placement des marchandises. Les produits cardés subissent aussi à ce moment une éclipse due à la défaveur totale de la mode à leur égard. De graves difficultés atteignent également les producteurs de draps d'Elbeuf, Sedan, Louviers et Reims :

³⁹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1882.

⁴⁰ *Ibid.*, Rapport d'avril 1883.

⁴¹ *Ibid.*, Rapport de juin 1883.

*on se montre fort ému de la concurrence de l'Allemagne dont les produits alimentent de plus en plus les grands magasins de Paris qui achètent non seulement leurs draps d'Allemagne, mais y font aussi confectionner des vêtements que le bas prix de la main-d'œuvre fait ressortir à beaucoup meilleur marché que les articles similaires français.*⁴²

Les transactions en bonneterie de laine sont difficiles, même pour une entreprise aussi bien menée que la troyenne *Mauchauffée*. Néanmoins, les grandes et belles affaires traitées récemment rassurent complètement sur sa santé financière⁴³.

Roubaix poursuit pour sa part son activité effrénée avec d'autant plus d'enthousiasme qu'un nouveau procédé chimique « qui débarrasse absolument la laine des chardons et autres impuretés végétales sans nuire à sa qualité »⁴⁴ vient d'être adopté. Cette innovation rend possible l'utilisation des laines de la Plata. Il sera de plus en plus intéressant de s'approvisionner directement sans passer par le marché de Londres. Les résultats déjà obtenus par Jules Delattre sont des plus encourageants, ils auraient atteint « les dernières limites de la perfection. »⁴⁵ Le clan Delattre lance à cette époque une autre grande affaire pour profiter de cette découverte : le peignage de Dorignies-Douai, à la raison sociale *J.-P.-A. Delattre frères et Cie*, société en nom collectif et en commandite par parts, au capital de 4 100 000 francs⁴⁶. Le peignage de la laine se concentre de plus en plus entre les mains de grands industriels du Nord.

Le clan Holden, depuis longtemps convaincu par cette nouvelle technologie, planifie à ce moment l'édification d'un nouvel établissement de 400 chevaux vapeur. Pionnier de l'industrie du peignage parti de peu, Isaac Holden

⁴² *Ibid.*

⁴³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1883. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 25 juin au 2 juillet.*

⁴⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de juillet 1883.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ CAMT 65 AQ H 88, *Statuts de la société en nom collectif et en commandite par parts du Peignage de Dorignies-Douai*, Arras, Impr. de la Société du Pas-de-Calais, 1884. Si les frères Jules, Paul, et Albert Delattre, les deux premiers étant ingénieurs, demeurent seuls gérants, des parts sont attribués à d'autres membres de la famille, dont certaines réservées seront remises à deux mineurs à leur majorité.

avait hissé son affaire à la plus haute position depuis les années 1850⁴⁷. À ses usines françaises s'ajoutaient celles qu'il avait lancé en Angleterre, elles aussi très prospères. Semi-retraité, ses fils et neveux poursuivaient la gestion de l'entreprise.

Bien que le peignage se soit grandement développé, l'approvisionnement en laine n'est toujours pas encore assez régulier. Le travail des peignages doit ainsi être ralenti à Reims et Roubaix en hiver, faute de matière première. Les nouveautés produites dans le centre lainier du Nord renouent au tournant de 1884 avec les faveurs de la mode : les importantes maisons de commerce anglaises portent à ce moment leur dévolu sur la fabrication française⁴⁸. C'est aussi une période faste pour Castres et Mazamet dont les affaires en laines peignées, en provenance de ce qui sera bientôt la République argentine, permettent de dégager de forts bénéfices⁴⁹. Les exportations de draps en Angleterre commencent à prendre une importance de plus en plus grande. Auparavant d'un niveau comparable à la Belgique ou à l'Allemagne pour ce qui est de l'importance de ses importations, le marché anglais amorce une hausse de sa demande qui atteindra un niveau égal ou supérieur à la somme de toutes les autres destinations.

Spécialisée dans les nouveautés, Roubaix semble toujours progresser à contre-courant de la conjoncture économique générale, exportant non seulement des tissus mais aussi des fils et de la laine peignée. Les industriels de la ville avouent avec contentement n'avoir jamais été témoins d'un niveau d'activité comparable, sans même que se forment des stocks. La transformation des droits *ad valorem* en droits spécifiques a, de surcroît, permis d'obtenir des succès dans le genre molleton, article auparavant importé massivement d'Angleterre⁵⁰. Les industriels et commerçants, membres des grandes familles patriciennes de la ville, ont rendu un hommage recueilli à Louis Motte-Bossut lors de ses funérailles, le 2 janvier 1884. Scrépel-Roussel, vice-président de la Chambre de commerce, y prenait la parole pour lui rendre un dernier hommage :

⁴⁷ E. M. Sigsworth, « Sir Isaac Holden, Bt. : the first comber in Europe. », dans *Textile History and Economic History*. Manchester, Manchester University Press, 1973, pp. 339-353.

⁴⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de décembre 1883.

⁴⁹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1884.

⁵⁰ *Ibid.*, Rapport d'avril 1884.

*L'homme éminent, dans lequel Roubaix perd un organisateur d'élite, et une intelligence rare, appartenait à cette forte génération des chrétiens convaincus, qui puisent, dans la foi, leur honnêteté de manufacturier, leur conscience d'homme public, et leur aménité d'homme privé, à cette vaillante génération qui commande tous les respects*⁵¹.

Redevables envers les efforts déployés par leurs prédécesseurs, les successeurs poursuivent avec brio la tradition d'entrepreneuriat de la région.

Les tissages de Reims éprouvent des difficultés à cette époque. Ils sont encombrés par d'importantes quantités de mérinos communs et de cachemires ne trouvant plus preneurs et s'accumulant de manière inquiétante dans les entrepôts. Plus prospères, les filateurs de la Marne profitent en mai d'une hausse de 25 à 30% sur les filés qu'ils produisent pour les vendre aussitôt aux tissages de Sedan, Reims et surtout à Roubaix qui les utilise dans sa nouvelle fabrication de molleton⁵². Cette fabrication trouve largement preneur et paraît répondre aux désirs des acheteurs. En Picardie, le mérinos connaît de sérieuses difficultés mais la flanelle s'est de son côté très bien vendue vers les marchés étrangers.

À la même époque, le relèvement de la draperie s'affirme de plus en plus. De très sérieuses difficultés avaient provoqué la chute des plus petites maisons d'Elbeuf au courant de la dernière année, la concurrence de grandes maisons montées en Alsace s'étaient avérée fatale. Cette place, comme celles de Castres, Louviers et Sedan, parvient maintenant à dégager des bénéfices. Malheureusement, peu après être sortie de la crise, Elbeuf voit ses tissus cardés délaissés par les acheteurs au profit des tissus roubaisiens plus abordables. Le fait de continuer dans la production du cardé amènera des difficultés de plus en plus sérieuses. Un employé de la Banque de France affirme que les drapiers elbeuviens :

auront sans doute fort à faire pour retrouver leur prospérité de jadis, car plusieurs d'entre eux, pour lutter contre la concurrence étrangère

⁵¹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1883, tome IX*. Roubaix, Impr. Alfred Lebourg, 1884, p. 83.

⁵² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit Rapport de mai 1884.

*ont eu le tort grave de mélanger à leurs laines des matières de peu de valeur et ils en portent aujourd'hui la peine.*⁵³

Dans un segment de marché qui n'est pas en expansion et pour lequel la confiance en la qualité est essentielle, l'atteinte portée au prestige du produit à l'étranger est très néfaste. Quelques producteurs ayant agi avec une vision trop axée sur le court terme ont pénalisé l'ensemble de la place dont la réputation de qualité des produits a été un moment ébranlée. Les anciennes maisons spécialisées dans le drap uni s'en sortent encore par la qualité insurpassée de leur production, mais les nouveautés, formant 77% de la production elbeuvienne, sont sérieusement atteintes par les droits presque prohibitifs qui ferment les débouchés américains et allemands, tandis que la compétition belge apparaît sur le marché intérieur⁵⁴. La vétusté de l'appareil productif elbeuvien, que les industriels sont loin de s'empresse de renouveler, expliquerait les difficultés éprouvées par plusieurs.

La vogue des nouveautés roubaisiennes se poursuivant au-delà des anticipations, un manque main-d'œuvre se fait sentir à l'été 1884. Certains ouvriers acceptent alors de travailler 13 heures par jour pour répondre à l'importante demande⁵⁵. Comme il est de coutume, l'activité des peignages ralentit au début de l'automne. Elle reprend progressivement en fin de saison grâce aux approvisionnements en laines achetées de Londres. Le molleton se maintient toujours en assez bonne position à la fin de l'année mais, à l'inverse, le mérinos et le cachemire poursuivent leur chute⁵⁶. La Chambre de commerce de Saint-Quentin, porte-voix de l'inquiétude que provoque chez les patrons la crise de l'industrie lainière dans leur région, témoigne de l'effondrement de la demande. Il est désormais très difficile de vendre les beaux produits français auparavant très demandés à l'étranger. La situation précaire ne semble pas devoir s'améliorer et « tend à la ruine complète des établissements industriels qui travaillent la laine peignée »⁵⁷. Remarquons qu'ici les problèmes ne touchent pas particulièrement

⁵³ *Ibid.*, Rapport de septembre 1884.

⁵⁴ *Ibid.*, Rapport de novembre 1884.

⁵⁵ *Ibid.*, Rapport de juillet 1884.

⁵⁶ *Ibid.*, Rapport de décembre 1884.

⁵⁷ ADAI I Mi 127, *Rapport sur la situation du Commerce et de l'Industrie dans le département de l'Aisne pendant le 4^e trimestre 1884*.

ceux qui travaillent la laine cardée. Une orientation de la production vers la laine peignée n'offrait pas des perspectives d'avenir intéressantes pour les industriels picards.

Le mérinos était aussi délaissé par la mode. Heureusement les draps, autre spécialité locale, étaient encore promis à un avenir intéressant à moyen terme. Atteignant l'Europe à cette époque, la pandémie de choléra empêche certaines importations. Elle complique aussi les exportations par les quarantaines imposées aux hommes et la fumigation des marchandises, procédé qui endommage souvent les tissus.

Le début de l'année 1885 correspond à un profond abattement pour les fabricants de mérinos et de cachemires qui n'arrivent pas, malgré la disparition de plusieurs maisons, à vendre leurs produits avec profit. Les grands peignages de Roubaix, après s'être brièvement entendus pour augmenter leurs prix de 0,10 à 0,40 francs le kg de laine peignée, décident rapidement de rompre avec les prix minimums brièvement adoptés⁵⁸. La ruine prochaine des petits industriels apparaît alors clairement. Ils ne peuvent offrir les mêmes prix que leurs puissants collègues sans subir des pertes. Établie pour une brève période, la solidarité ne pouvait être tolérée bien longtemps par les plus puissants patrons. Ce n'était finalement qu'une conjonction des égoïsmes ayant les mêmes intérêts à un moment précis.

Le président de la Chambre de commerce de Roubaix, dans sa réponse au préfet concernant la santé de l'industrie de son arrondissement, insiste sur la grande détresse éprouvée par les tissages, prévoyant qu'elle perdurera, il souligne :

*Les tissus mélangés formaient autrefois les sept huitièmes de la production de Roubaix, aujourd'hui nous n'en fabriquons plus que la huitième partie, à cause de l'insuffisance des tarifs qui a permis aux Anglais, aux Allemands et aux Belges d'envahir nos marchés.*⁵⁹

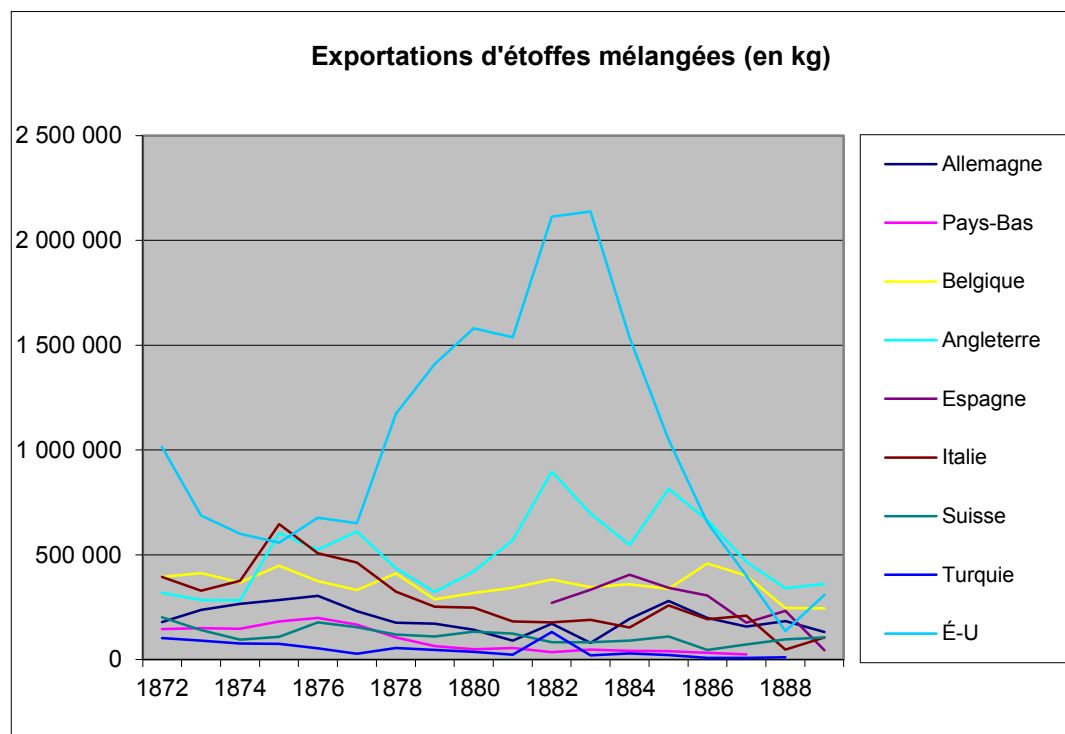
Et ce, étant donné les coûts de leur main-d'œuvre estimés de 30 à 40% inférieurs. C'est toutefois la perte du débouché anglais qui cause le plus d'embarras. Il avait permis une hausse sensible des exportations d'étoffes mélangées qui avaient atteint

⁵⁸ *Ibid.*, Rapports de janvier et mars 1885.

⁵⁹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1885, tome XI*. Roubaix, Impr. Alfred Le boux, 1886, p.50. *Le Président à M. Le Préfet du Nord. (30 avril 1885)*

des sommets jamais vus durant les dernières années. Elles diminueront irrémédiablement durant les années à venir.

Graphique 2.1.2



Les consommateurs de laine peignée se réjouissent des effets d'une concurrence intérieure tirant les prix vers le bas en 1885. Cette baisse affecte les peignages qui doivent compenser une plus faible rentabilité par la hausse du chiffre d'affaires. Les plus grands et les plus puissants sont favorisés. Certains industriels ayant opté pour une production spécialisée s'en tirent remarquablement bien, car ils ne subissent pas une concurrence trop importante. C'est, par exemple, le cas de la maison *Buirette-Gaulard* dont les importantes usines établies à Suippes, dans la Marne, donnent alors chaque année des bénéfices importants grâce à l'exploitation du créneau, encore peu exploité, de la laine à bonneterie et à tricoter⁶⁰.

⁶⁰ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1885. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 30 juillet au 16 août, par Viney.

Malgré la baisse des prix des tissus et des profits moins élevés, les expéditions de tissus roubaisiens sont en forte croissance au niveau de la valeur. On commente ainsi cette situation à la Banque de France : « si la concurrence anglaise a fait baisser les prix, elle n'a pas réussi à nous enlever notre clientèle. »⁶¹ Champion français, le tissu de laine réussit toujours à tirer son épingle du jeu face à un adversaire redoutable. Des efforts sont faits pour assurer leur placement à l'étranger, la création de maisons de vente en Angleterre notamment, ce qui permet de poursuivre la croissance du chiffre d'affaires fait dans ce pays.

Embarrassée par un trop grand nombre d'industriels qui travaillaient auparavant le mérinos, les fabricants de flanelle peinent à écouler avantageusement leur production à l'été 1885. De plus importantes concessions devront être faites sur des prix déjà peu élevés pour écouler le stock⁶². L'adéquation entre offre et demande ne durait habituellement pas longtemps puisque les industriels produisant une marchandise devenant moins populaire, se retournaient assez rapidement pour fabriquer celles qui avaient la faveur du marché. Difficile ainsi d'espérer pouvoir profiter d'une rente de situation : la plupart des marchandises utilisant une matière première similaire pouvaient être produites tant bien que mal par les industriels ayant la possibilité et la volonté d'adapter leur appareil productif. Malheureusement, la surproduction, tant du mérinos que de la flanelle, occasionnera des ventes désastreuses se faisant à pertes, avant que la hausse ne survienne enfin à l'été 1886.

Bien qu'à l'automne la vente des draps d'hiver ait connu un fort courant, les conditions acceptées n'auraient pas été avantageuses pour les drapiers. Certaines maisons auraient manqué totalement de scrupules en acceptant de démarquer leurs pièces, pour que les acheteurs puissent ensuite les vendre comme étant des articles de Sedan ou de Roubaix dont la réputation de qualité était solidement établie⁶³. Les Français eux-mêmes ne seraient donc pas exempts de tout blâme pour ce qui est du développement de pratiques commerciales

⁶¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de mai 1885.

⁶² *Ibid.*, Rapport d'août 1885.

⁶³ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1885.

frauduleuses pénalisant les industriels de l'Hexagone. Il n'est pas ici question de copie mais bien de falsification d'origine et de marque.

Pour faire face sans trop de dommages aux faibles quantités de laine disponibles, les établissements de peignages du Nord décident en fin d'année de reconstituer un syndicat afin d'éviter une baisse ruineuse de leurs tarifs : le minimum est fixé à 0,60 francs le kilogramme, en nette baisse par rapport au plancher de 0,80 francs fixé plus tôt cette même année⁶⁴. C'est une impression de prudence qui domine en général l'industrie lainière à cette époque. Les industriels tentent de réduire le plus possible les frais généraux, ce qui équivaut souvent à des diminutions de salaires plutôt qu'à des investissements augmentant la productivité des usines. Aussi, les patrons sont soucieux de ne pas produire en trop grandes quantités pour s'assurer de pouvoir écouler leurs marchandises à prix décents. À Reims, la limitation de la production a été poussée à un tel point qu'on a raté des ventes car les produits disponibles étaient en quantités trop limitées⁶⁵. La menace de surproduction a été considérée sérieusement par plusieurs entrepreneurs. Afin de s'assurer le plus possible la vente rémunératrice des marchandises, des opérations à plus courts termes sont favorisées. Elles rendent les risques de variations des cours un peu moins menaçants. Procéder de cette manière ne permet pas d'obtenir une productivité intéressante pour les usines et, face à des concurrents redoutables, ce malthusianisme de circonstance ne pourra durer bien longtemps.

I c. Explosion des exportations de draps vers l'Angleterre et profits élevés

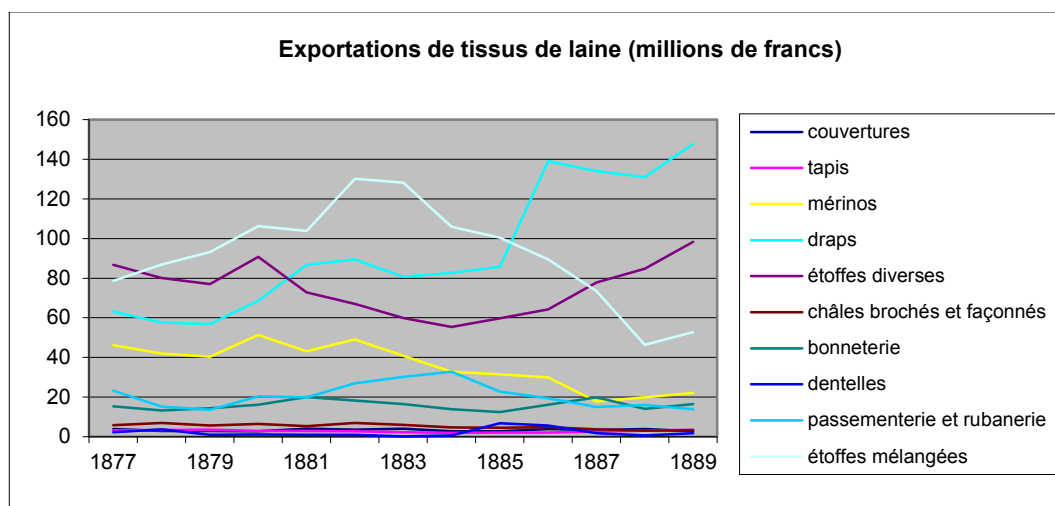
Les peignages français sont toujours incommodés par le manque de matière première à l'hiver 1886. Ce goulot d'étranglement n'a pas encore été brisé par des arrivages assez importants en provenance d'Argentine et d'Australie. Les industriels sont toujours dépendants du marché de Londres pour leurs approvisionnements. Si la situation n'est pas mauvaise pour les peignages, seuls les tissus de Roubaix et Cambrai et les draps légers réussissent à se vendre

⁶⁴ *Ibid.*, Rapports de novembre et décembre 1885.

⁶⁵ *Ibid.*, Rapport de novembre 1885.

avantageusement en ce début d'année⁶⁶. La draperie donne effectivement des signes de reprise fort encourageants au printemps. Il semble que la demande revienne de plus en plus vers les produits français qui, malgré leur prix élevé, profitent d'un intérêt pour leur grande qualité. Ils exercent une attraction sur les mieux nantis par le prestige que le haut de gamme représente : ce qu'il y a de mieux. Un regain de popularité des draps cardés avec des expéditions vers l'Espagne et l'Amérique du Sud est de très bon augure pour Elbeuf, centre spécialisé dans ce genre de production. La chute des exportations d'étoffes mélangées est alors compensée par la hausse sensible de celles de draps.

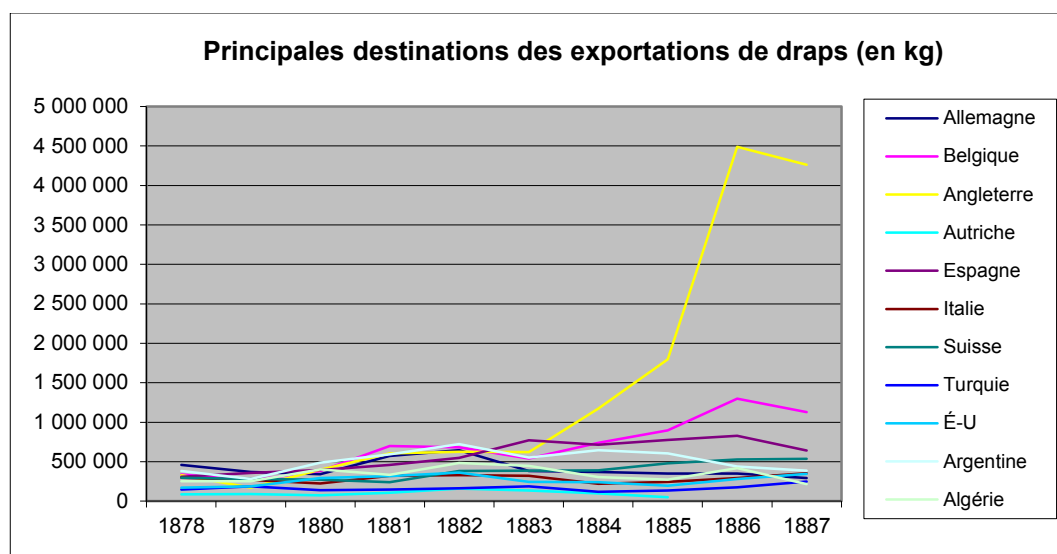
Graphique 2.1.3



Cette dernière est essentiellement attribuable à une impressionnante progression sur le marché anglais, comme nous pouvons le constater sur le graphique 2.1.4.

⁶⁶ *Ibid.*, Rapports de janvier à mars 1886.

Graphique 2.1.4



Après quelques attermoissements, les acheteurs optent de plus en plus pour les draps français dont la qualité impressionne. Les fabricants se seraient surpassés dans l'exécution des commandes, augmentant par le fait même le prestige de leur marque⁶⁷. Mais c'est aussi la rentabilité des affaires qui procure beaucoup de satisfaction aux industriels elbeuviens qui se sont approvisionnés depuis plusieurs mois avec de la laine achetée à prix modique. Sedan, Louviers et même Lavelanet, modeste place de l'Ariège à l'outillage désuet, travaillent activement. Ce retour de prospérité n'est pas pour pousser à un changement de créneau dans la production. Confortés par des succès remarquables à l'exportation, les drapiers croyaient volontiers à un avenir radieux.

En Champagne, les Harmel spécialisent alors leur production de fils de laine. Ils font breveter en 1886 un procédé de teinture des laines peignées en bobines, ce qui leur permet d'éviter de sous-traiter la teinture comme auparavant⁶⁸. Les coûts de manutention s'en trouvent amoindries.

La hausse se produisant sur la matière première profite à l'industrie en entier à l'été. Craignant de la voir se poursuivre vers de nouveaux sommets, les

⁶⁷ *Ibid.*, Rapport de juin 1886.

⁶⁸ Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Les patrons du Second Empire 8 ; Champagne-Ardenne...*, op. cit., p. 59.

acheteurs passent leurs commandes afin de s'approvisionner le plus vite possible. Le directeur de la succursale de la Banque de France de Roubaix explique les raisons de l'enthousiasme des industriels locaux dans son rapport mensuel :

*Aux prix où la fabrique de tissus de notre place s'est approvisionnée, on calcule qu'elle pourra vendre les produits de cette campagne 15% au-dessous de ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne. Elle a en effet acheté à Bradford 400 000 kilos de peigné d'Australie, à 5 frs le kilo ; la même qualité est payée actuellement 6 frs 50 par les manufacturiers Anglais et Allemands.*⁶⁹

Bonne prévision de l'évolution du marché ou pure chance, c'est une source de contentement évidente.

En Picardie les affaires en bonneterie de laine laissent de larges bénéfices à la maison *Bouly Lepage*, installée à Maroail, ainsi qu'à l'entreprise de d'Heilly, patron « intelligent, actif et économe »⁷⁰ dans la gestion de son usine de Villers-Bretonneux, autre petit bourg de la Somme. Les tisseurs de Saint-Quentin profitent pour le part de la hausse de la valeur des stocks assez importants qu'ils ont en magasin, et les filateurs ont un travail rémunérateur assuré pour longtemps. L'ensemble des produits s'apprécie alors : la flanelle, le cachemire et le mérinos voient enfin leurs cours se redresser. Elbeuf renoue en août avec le haut niveau que ses expéditions avaient jadis. Elle a alors l'honneur d'accueillir l'explorateur et colonisateur Pierre Savorgnan de Brazza⁷¹. Après avoir jugé les échantillons qu'on lui a présentés, il ne peut cependant pas faire autrement que de désillusionner les patrons sur leur espoir de placer quelques produits au Congo. Ils étaient impropres aux usages de l'Ouest africain : les draps de laine ne sont pas particulièrement prisés dans une région dominée par un climat équatorial chaud et humide. Fort occupés, les entrepreneurs saint-quentinois vont au-devant des réclamations ouvrières en augmentant la rémunération accordée à une journée de travail dans leurs tissages⁷². Les Rémois avaient dû consentir à une hausse des

⁶⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'août 1886.

⁷⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1886. Rapport concernant la succursale d'Amiens. Du 16 au 24 août, par La Fuente*.

⁷¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de septembre 1886.

⁷² *Ibid.*, Rapport d'octobre 1886.

salaires quelques mois auparavant, après les avoir réduits pour diminuer leurs frais lors de la période difficile traversée en début d'année.

Saturés de commandes, les peignages sont poussés à une marche frénétique. L'activité est partout très forte à la fin de l'année 1886. Le ralentissement hivernal les rattrape bientôt, comme à l'habitude, mais les tissus fantaisies de Roubaix trouvent toujours à s'écouler rapidement. Ils dopent l'activité des tissages du Nord qui se poursuit avec une vigueur inusitée. Les observateurs ne se rappellent pas avoir vu une telle prolongation de l'activité à Roubaix. Son très important appareil productif n'arrive pas à répondre à toutes les commandes pour les articles fantaisies⁷³. Draps légers et nouveautés connaissent aussi à ce moment un engouement indiscutable chez les consommateurs, en France comme à l'étranger. Il est impossible de trouver des marchandises dans les entrepôts, alors que les rayons des magasins de détail sont aussi dégarnis.

Par leur incapacité à constituer des stocks de matière première et à moderniser leur appareil productif, faute de fonds suffisants, ce sont les plus petits filateurs qui se plaignent des variations de cours de la laine dont ils n'ont pu profiter. Devant s'approvisionner au jour le jour, ils ne font pas le poids face aux patrons disposant d'importants moyens. Les importantes filatures de laine peignée connaissent une grande prospérité dans le premier trimestre de 1887. Le succès des tissus peignés entraîne dans son sillage une très grande demande en fils de laine⁷⁴. Roubaix et Tourcoing ont fortement profité de la hausse des cours de la laine survenue durant la campagne de 1886. Malgré les très larges bénéfices dégagés dans l'ensemble - on parle de 40 millions partagés par les deux places - huit importantes maisons ont été contraintes de suspendre leurs paiements⁷⁵. Roubaix est alors dans une position enviable et largement méritée, notamment par l'opiniâtreté qu'elle manifeste dans la modernisation constante de son appareil productif et la compétence de son patronat.

⁷³ *Ibid.*, Rapport de décembre 1886.

⁷⁴ *Ibid.*, Rapport de mars 1887.

⁷⁵ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1887. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 16 au 29 mars, par d'Hérissé.

Elle traverse toutefois une période d'accalmie au printemps 1887, explicable par les achats considérables faits par les maisons de gros de Paris les mois précédents. Malgré tout, l'écoulement des produits semble de pas avoir été un problème pour ces dernières qui repassent bientôt des ordres en flanelles, draps légers, nouveautés et lainages divers à Reims et Roubaix⁷⁶. Les commandes militaires donnent du travail à certaines régions françaises, l'Hérault principalement, produisant des draps de troupe et des couvertures, mais la draperie a moins de succès à Castres, touché par une grève en juillet, et Mazamet dont les ouvriers suscitent l'inquiétude des patrons par leurs revendications salariales⁷⁷. Elbeuf et plus encore Louviers arrivent, pour leur part, à de beaux résultats par des ventes avantageuses.

Lors d'une période de hauts profits, les industriels qui s'adonnent au tissage de la laine se montrent plus discrets qu'à leur habitude pour ce qui est de leurs récriminations. Ils préfèrent la plupart du temps ne pas donner de publicité à leur marche florissante, puisque le fait de claironner ses succès aurait certainement comme écho des demandes ouvrières concernant des augmentations de salaire. Il fallait que la prospérité soit patente pour que les patrons n'osent pas démentir les bruits affirmant que leurs activités étaient très rentables. Avec le ralentissement du travail dans les tissages se produisant à l'automne 1887, les doléances, un temps étouffées par la marche formidable des usines, se font à nouveau entendre. Certains résultats annuels sont très décevants, tels ceux de la *SA de Filature, tissage et apprêts de Reims*, société au capital de 800 000 francs fondée en 1883 qui, travaillant uniquement à façon ou sur commission, présente un bilan déficitaire aux actionnaires. Le conseil d'administration attribue cette déplorable situation aux « nombreux pour comptes qu'il a fallu subir pour non conformité et pour retard dans les livraisons. »⁷⁸ Les gestionnaires semblent avoir mal prévus leurs échéances ou négligé la qualité de la production : erreurs coûteuses. En

⁷⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de juin 1887.

⁷⁷ *Ibid.*, Rapports de mai à juillet 1887.

⁷⁸ CAMT 65 AQ H 219, *Société anonyme de Filature, tissage et apprêts de Reims ; Assemblée générale du jeudi 29 mars 1887*, Reims, Impr. de l'Indépendant rémois, 1888, p. 4.

période de baisse, les délais équivalent souvent à des refus de la part des clients qui peuvent espérer conclure de nouveaux marchés à meilleurs prix.

Surproduites, les flanelles voient un temps le prix de certaines qualités s'avilir ; des métiers qui produisaient des draps légers et des nouveautés maintenant moins populaires sont démontés. Avantageés par une facilité à transformer leur fabrication qui leur permet de « répondre sans délai à tous les caprices de la mode »⁷⁹, les industriels roubaisiens réussissent à obtenir régulièrement des commandes dans les genres de tissus fantaisies en vogue. L'industrie lainière demeure très optimiste pour la campagne de 1888. La fabrique d'Elbeuf est par exemple très fière de sa collection de hautes nouveautés qui ont beaucoup plu aux maisons d'exportation, « tant par l'originalité que pour le bon goût des nuances. »⁸⁰ Les industriels de la Marne font aussi preuve d'imagination en mettant sur le marché des étoffes dites 'articles de Reims' fort goûtés par les consommateurs.

Le succès des produits n'est évidemment pas général ou permanent, les soubresauts de la mode réservent toujours des surprises tandis que la concurrence étrangère ne relâche pas ses efforts. Auparavant fort populaire en Angleterre, les cachemires et mérinos de Saint-Quentin, se font damer le pion par la production allemande ; cette dernière évince aussi de plus en plus les draps français sur le marché turc⁸¹. Le problème se trouve toujours davantage au niveau du prix que de la qualité des produits, le rapport qualité-prix pèse finalement souvent à la défaveur de la France. Suscitant à l'inverse l'enthousiasme des industriels français, le retour en faveur du cardé, dont le haut prix était souvent un obstacle à son écoulement, fait un temps le bonheur de Louviers et Elbeuf dont les filatures et tissages sont très occupés.

Pour une industrie en forte expansion comme le peignage de la laine, certains problèmes peuvent parfois résider dans des détails liés à l'emballage. Après avoir été émue des reproches formulés par l'étranger concernant des paquets ne protégeant pas la marchandise des intempéries, ainsi que de la part de filateurs

⁷⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport d'octobre 1887.

⁸⁰ *Ibid.*, Rapport de février 1888.

⁸¹ *Ibid.*, Rapport d'avril 1888.

français atterrés par le peu de résistance des paquets, la Chambre de commerce de Roubaix doit rappeler les négociants à l'ordre pour qu'ils s'entendent avec les peigneurs :

*La Chambre ne peut pas croire qu'une question de 30 à 40 centimes sur le prix des sacs puisse faire reculer devant un remède devenu impérieusement nécessaire si l'on considère que la défectuosité des emballages, nuisant essentiellement à la qualité de la marchandise elle-même, fait un tort considérable à l'exportation des peignés français et au renom de notre belle industrie du peignage.*⁸²

Cette négligence peut faire réfléchir sur le manque de professionnalisme de certains. Elle aurait pu coûter cher à un produit pour lequel la concurrence aurait été plus redoutable.

En juin 1888, la liquidation d'une des plus grosses entreprises de peignage, filature et tissage de la ville de Reims, la maison *Rogelet et Cie*, fait craindre que son stock soit bradé et que sa vente forcée nuise grandement aux autres établissements ; peu de temps après, deux grands établissements spécialisés dans le cachemire et le mérinos ferment leurs portes⁸³. Un regroupement de négociants et quelques autres hommes d'affaires rémois relancent néanmoins, dès la même année, l'usine Rogelet. Ils mettent Henry Lefèvre, expérimenté dans l'industrie, à la tête de la nouvelle société en commandite par actions au capital de 1 500 000 francs⁸⁴.

Ce ne sont donc plus uniquement les plus petites affaires qui sont ébranlées par la concurrence, tant intérieure qu'extérieure. Ainsi, il est impossible pour les patrons d'Elbeuf de s'endormir sur leurs lauriers devant leurs inquiétants adversaires allemands. Ceux-ci rebondissent en effet rapidement en proposant des nouveautés dont les bons prix font le ravissement des négociants⁸⁵. Peu de fabricants sont prêts à sacrifier sur la qualité. Ils comptent sur le fait que les consommateurs reviendront forcément aux meilleurs produits. Des prix modérés

⁸² ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; XIV ; 1888*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1889, *Avis à messieurs les négociants en laine*, pp. 46 et 47.

⁸³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de juin à août 1888.

⁸⁴ CAMT 65 AQ H 247, *Statuts de l'Établissement Saint-Thierry : Lefèvre et Cie*, Impr. Coopérative, 1889, 28 pages.

⁸⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de septembre 1888.

sont cependant essentiels pour convaincre les acheteurs. Si les coûts de revient sont trop élevés, ce sont leurs bénéfices qui souffriront en fin de compte. S'adaptant insuffisamment à l'évolution de la demande, les industriels elbeuviens ne parviennent pas non plus à s'entendre pour développer leur commerce à l'étranger. Leur mauvaise organisation fait finalement échouer l'implantation durable de comptoirs de vente au Tonkin, en Annam, en Chine et au Japon, mais aussi en Angleterre⁸⁶.

Les industriels de Reims en viennent à réaliser de leur côté qu'une production trop élevée de tissus va à l'encontre de leurs intérêts, par l'avalissement des prix qui en résulte. Si, en liquidation, le tissage de Camille Ratout est finalement racheté et maintenu dans son activité, on croyait un temps qu'il serait détruit et le terrain vendu en lots. Il faut toutefois se résigner à voir disparaître pour de bons quelques établissements non viables⁸⁷. Certains industriels se retirent des affaires ferment leur usine dans les premiers mois de 1889. Après la vente de leurs stocks les prix paraissent devenir plus favorables.

L'acharnement immodéré de Roubaix à perfectionner son équipement et à augmenter ses capacités productives effare les autres patrons français travaillant la laine. Cette rage d'investissement ne peut que leur causer du tort, surtout s'ils ne se résolvent pas à fournir un effort similaire. Après l'installation en 1888 de 15 nouvelles peigneuses, 75 000 nouvelles broches et 1 843 nouveaux métiers à tisser, le pôle Roubaix-Tourcoing, sans inclure les communes avoisinantes compte désormais 904 peigneuses, 1 429 034 broches de filature et 27 443 métiers à tisser, le tout évaluer à près de 140 millions de francs⁸⁸. Le dynamisme des entrepreneurs du Nord ne s'arrête pas là. Un marché à terme, qui indisposera grandement leurs concurrents, a été établi depuis le 1^{er} novembre. Roubaix-Tourcoing souhaite briser sa dépendance envers l'Angleterre et Anvers, où elle s'approvisionne principalement en laine. Ses liens directs avec l'Argentine, sa condition des laines, ses capitaux et ses entrepôts peuvent la laisser ambitionner de devenir, dans un

⁸⁶ Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine*, op. cit., pp. 130-131.

⁸⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1888.

⁸⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1888. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 3 au 20 novembre*, par d'Hérissé.

avenir rapproché, un entrepôt pour les laines importées d'Amérique du Sud, et de créer ainsi son propre marché où s'approvisionner en matière première⁸⁹.

Avant l'ouverture de l'Exposition universelle, la crise boulangiste atteint son apogée et menace le régime parlementaire. Les affaires ne semblent pas avoir été atteintes outre mesure par l'ascension du général, lui-même rapidement dépassé par les événements et bientôt en fuite. Les problèmes rencontrés par Elbeuf s'expliquent davantage par ses difficultés à placer ses produits à l'étranger : son comptoir de draperies londonien n'a pas donné les succès escomptés et son incapacité à s'adapter aux besoins des marchés d'Extrême-Orient, contrairement à ses concurrents allemands et anglais, l'a privé de l'obtention de contrats de fournitures⁹⁰.

Les peignages et filatures de laine sont, pour leur part, globalement ravis de la fermeté et même d'une hausse des cours stimulée par d'importantes demandes au printemps. De leur côté, les molletons et flanelles ont toujours la cote auprès des acheteurs. La faveur dont jouissent les produits français dure finalement plus longtemps qu'on aurait pu l'espérer, elle se développe même davantage⁹¹. Le résumé des rapports mensuels des directeurs des succursales de la Banque de France mentionne une situation « partout excellente » pour l'industrie lainière à l'été. En forte hausse, le prix de l'étoffe de laine est dopé par une importante demande venant de l'extérieur : surchargées d'ordres, les industriels sont dans une bonne position pour maintenir fermement leurs exigences face aux acheteurs qui cèdent rapidement⁹².

Hormis quelques déconvenues dans le secteur de la laine cardée, l'industrie lainière française a fait plus que tirer son épingle du jeu lors des années 1880. Soumise à une concurrence de plus en plus forte de la part des Anglais et des Allemands, elle s'en sort d'abord très bien. La souplesse de son appareil productif et le renom de ses produits jouent en sa faveur. Plusieurs industriels ont fait des efforts sérieux visant à la réduction des coûts de production. Il a été possible de

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de mars 1889.

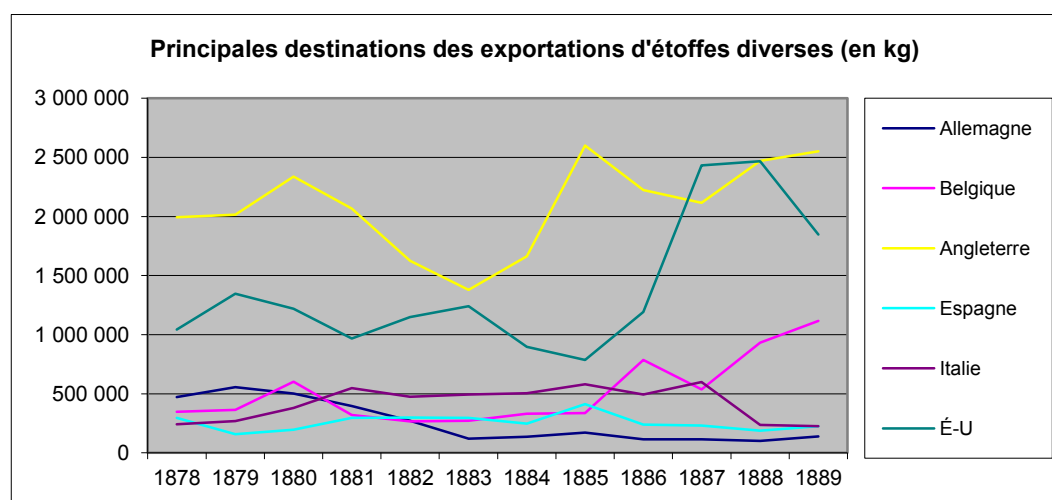
⁹¹ *Ibid.*, Rapport de mai en juin 1889.

⁹² *Ibid.*, Rapport d'août 1889.

pallier pour un temps aux carences commerciales. Celles-ci n'ont pas été considérées assez sérieusement même si certains ont tenté, trop rarement, de s'adapter aux nouvelles tendances de la demande. La production reste orientée vers le luxe et le demi-luxe. Peut-être n'a-t-on pas senti l'urgence d'apporter des remèdes aux maux pourtant clairement identifiées, étant donné la situation somme toute assez prospère. Les difficultés des années suivantes rendront plus évidentes l'impossibilité pour les producteurs français d'obtenir les mêmes succès à l'étranger sans changer leurs méthodes.

Durant une période marquée par une conjoncture économique difficile, les exportations de draps connaissent une augmentation importante. Pour leur part, après quelques années particulièrement bonnes, les étoffes mélangées ont moins de succès sur les marchés étrangers. Les étoffes diverses, après une certaine contraction des expéditions, reprennent le terrain perdu et maintiendront, puis amélioreront davantage leurs positions que les autres catégories de tissus de laine. Elles ont surtout connu une progression intéressante vers les États-Unis, dans la deuxième moitié de la décennie, mais aussi en Belgique, alors que l'Angleterre demeure encore le marché le plus important pour les exportations.

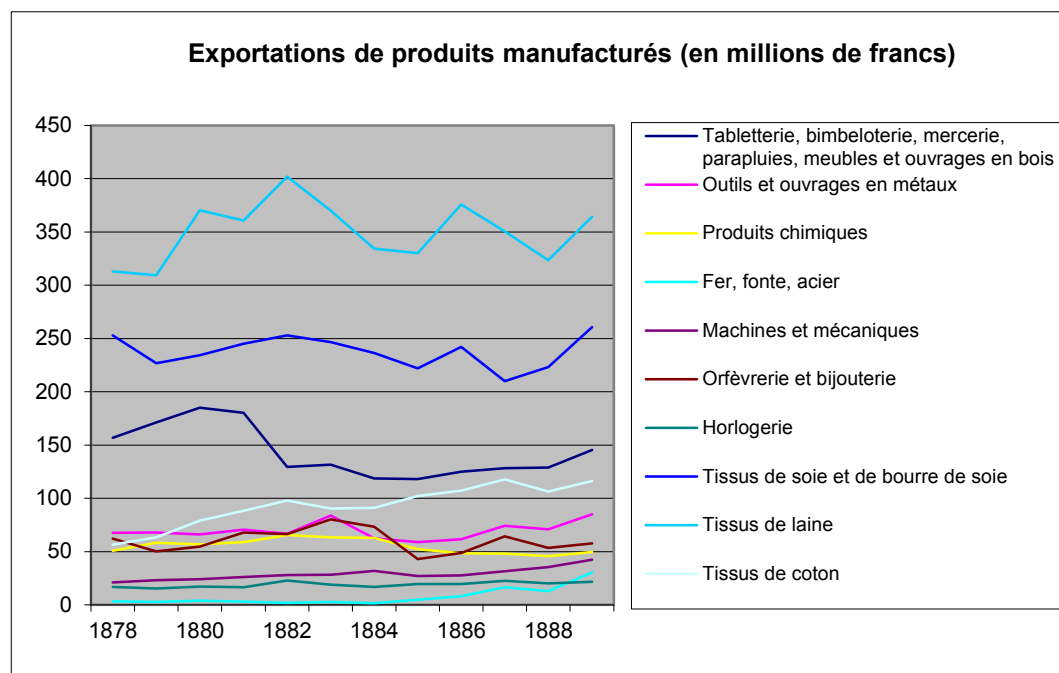
Graphique 2.1.5



Enfin, la valeur des marchandises exportées amorce une descente, progressive mais inexorable, après le sommet de 1882. Malgré tout, après avoir

distancés les soieries qui venaient de subir une baisse abrupte de ses envois, les tissus de laine demeurent dans leur ensemble le secteur champion de la France à l'exportation pour la décennie 1880.

Graphique 2.1.6



Dans sa compilation de diverses statistiques douanières, Charles Marteau, président de la Société industrielle de Reims, faisait remarquer la constante augmentation des importations directes de laines en provenance d'Australie, conséquence de l'implantation de nouvelles succursales faites par les maisons de laines de Roubaix, Tourcoing et Reims⁹³. L'avantage résidait principalement dans le fait de pouvoir se procurer les meilleures qualités disponibles avant que les concurrents ne s'en emparent. Les « preuves très remarquables de vitalité et d'énergie »⁹⁴ données par l'industrie lainière française et une augmentation quasi générale des exportations vers toutes les destinations ne doivent pas faire illusion. L'incertitude qui plane sur l'avenir est très menaçante avec la montée en force de la concurrence allemande et anglaise. Leurs produits, offerts à bons prix, sont

⁹³ Charles Marteau, *Documents de statistique commerciale ; Importations & Exportations de la France en laines, fils et tissus de laine de 1869 à 1888*, Reims, Masson-Gérard, 1889, pp. 8 à 10.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 63.

souvent mieux adaptés aux tendances du marché qui s'affirmeront dans les années à venir. La période a été particulièrement intéressante pour la place de Roubaix dont les tissus peignés légers et les draperies à l'anglaise obtiennent de remarquables succès, ils ont rendu les tissus purement faits de laine accessibles à une plus grande portion des consommateurs⁹⁵. Cette orientation vers le demi-luxe, capitalisant sur les prix raisonnables des peignés et la réputation de qualité et de bon goût, s'est révélée être un choix fort à propos qui tenait compte de l'évolution du marché extérieur comme intérieur.

⁹⁵ Michel Raman, *Mouvement de la production textile à Roubaix (1789-1914)*, Mémoire de maîtrise dirigé par Jean Bouvier, Université de Lille, 1968, p. 251.

II. Les soieries françaises à la recherche du paradis perdu

La valeur totale des exportations de tissus de soie ne se relève pas durant la décennie 1880. Nous pouvons cependant remarquer les efforts faits par les industriels pour s'adapter à la nature d'une demande fluctuante. Il est ainsi possible de voir une réorientation vers la production d'étoffes mêlées qui, incluant une importante part de coton, peuvent être offertes à meilleurs prix. Les quantités exportées sont beaucoup plus importantes mais concernent des marchandises offertes à des prix toujours plus bas. L'Angleterre et les États-Unis demeurent de loin les principaux clients, pour les étoffes comme pour les rubans. Ces derniers enregistrent des gains importants à l'exportation en fin de période.

II a. La chute des exportations prend fin ; les caprices d'une demande instable

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente concernant l'industrie de la soie, la baisse de la valeur des exportations a été radicale entre 1871 et 1877. Le niveau atteint avant cette dégringolade semble inaccessible au début de 1878 : l'étoffe de soie pure n'avait toujours pas renoué avec les faveurs de la mode qui penchaient résolument vers des robes moins chères, utilisant beaucoup moins de soie ou sous une forme mélangée de coton.

L'année 1878 ne démarre pas très bien avec le tissu uni noir, article principal de la fabrication lyonnaise, qui suscite très peu d'intérêt chez les acheteurs. Ceux qui produisent du satin sont parmi les rares à faire de bonnes affaires dans une conjoncture difficile. Celle-ci est tout de même considérée moins sombre qu'à pareille date l'année précédente, puisque les stocks des fabricants et des négociants ont perdu en importance⁹⁶. La baisse des prix de la soie rend les industriels très prudents dans leurs achats au printemps. Ceux qui ont déjà des réserves en matière première ne peuvent que craindre de la voir se déprécier avec l'arrivée de grandes quantités de soies chinoises. Généralement ralentie, la marche

⁹⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de janvier 1878.

de l'industrie de la soie est victime des faibles ventes sur les marchés anglais et américains. Les incertitudes internationales et la concurrence suisse affectent aussi de manière négative la conclusion de nouvelles transactions. Un regain d'optimisme est provoqué par la mauvaise récolte de cocons. Celle-ci contribue, par la raréfaction de la matière première, à une hausse sensible des prix au mois de mai⁹⁷. Les soyeux espèrent renouer avec la rentabilité. Malgré la conjoncture difficile, les pertes ont été loin de fragiliser le chef-lieu rhodanien : « la place de Lyon est d'une solidité éprouvée et toute prête à profiter de la reprise d'affaires que l'on considère comme prochaine. »⁹⁸

Pour leur part, les fabricants de rubans connaissent un début d'année satisfaisant. Les producteurs de Saint-Étienne sont très occupés par de nombreuses commandes. Ce centre, qui exporte une grande proportion de sa production, travaille principalement à l'été pour des commandes données par Paris. La demande étrangère est ralentie par les droits exorbitants, plus de 60% de la valeur, imposés par les États-Unis sur les rubans. Saint-Étienne se trouve aussi aux prises avec la douane de New York qui a intenté des poursuites, arguant « que les prix déclarés sur les connaissements sont au-dessous de la vérité. »⁹⁹ Comme les droits étaient calculés sur la valeur déclarée des marchandises, il pouvait être tentant de minimiser celle-ci dans le but de réduire le montant de la facture qu'on devait acquitter aux autorités américaines. La question d'une nouvelle entente douanière préoccupe grandement les industriels de la Loire. Ils se démènent afin d'obtenir des clauses tarifaires moins défavorables à l'égard de leurs produits.

La mode favorise les étoffes de moindre qualité à la fin de l'année 1878. Seuls les fabricants se souciant essentiellement du bas prix de leur marchandise arrivent à tirer parti de cet engouement. Comme on le sait, la production française de soieries est essentiellement orientée vers la qualité. L'activité de l'industrie lyonnaise diminue donc à la fin de l'année 1878. Les fabricants allemands et suisses profitent du faible coût de leur main-d'œuvre pour faire de bonnes affaires

⁹⁷ *Ibid.*, Rapport de mai 1878.

⁹⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1878. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 22 mai au 21 juin, par d'Hérissé.*

⁹⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport d'août 1878.

par la vente de soieries à prix modérés. En France, on constate la position désavantageuse qui est occupée dans le créneau des produits bas de gamme. Les transactions ont beaucoup moins d'importance que chez les voisins¹⁰⁰. Les satins, les foulards et dans une certaine mesure les rubans - ces derniers néanmoins frustrés par le développement de l'industrie américaine qui comble de plus en plus les besoins du marché intérieur - ont encore une marche décente. Le volume de leur production est toutefois bien mince comparativement à celui des tissus dont le ralentissement entraîne, dans son sillon, celui des industries connexes : le moulinage et la teinture en particulier.

Les commandes n'arrivant pas aussi nombreuses qu'à l'accoutumée de Paris, Londres et New York, la fabrique lyonnaise décide d'abaisser le salaire de ses ouvriers. Une grève débute au printemps ; la marche de l'industrie est alors fortement perturbée¹⁰¹. Il faut attendre l'été pour voir un semblant de reprise s'esquisser. Schappe et coton sont utilisés dans la trame de produits aux fibres mélangées qui permettent d'abaisser les prix, au détriment de la qualité, et de profiter de la mode qui ne quitte pas ce genre de marchandise. Les étoffes de soie pure n'arrivent pas à bien se vendre en 1879. Ce sont les tissus mélangés qui ont indiscutablement la cote, tant en Europe qu'aux États-Unis¹⁰².

Touchées par un excès de production rubanière, plusieurs maisons secondaires de Saint-Étienne se trouvent dans une situation délicate à l'hiver et au printemps de 1880. L'acuité de la crise est explicable par la fermeture temporaire du marché américain, un des principaux débouchés pour la fabrication stéphanoise. Cette situation provoque à ce moment quelques faillites et suspensions de paiements parmi les entrepreneurs manquant de liquidités¹⁰³. Les fabricants de soieries se prennent de leur côté à espérer un retour en faveur des étoffes de soie, les satins et nouveautés étant quasi introuvables : « Le directeur de Lyon écrit que la saison de printemps a été en Amérique l'une des meilleures, soit comme prix

¹⁰⁰ *Ibid.*, Rapports de novembre et décembre 1878.

¹⁰¹ *Ibid.*, Rapport d'avril 1879.

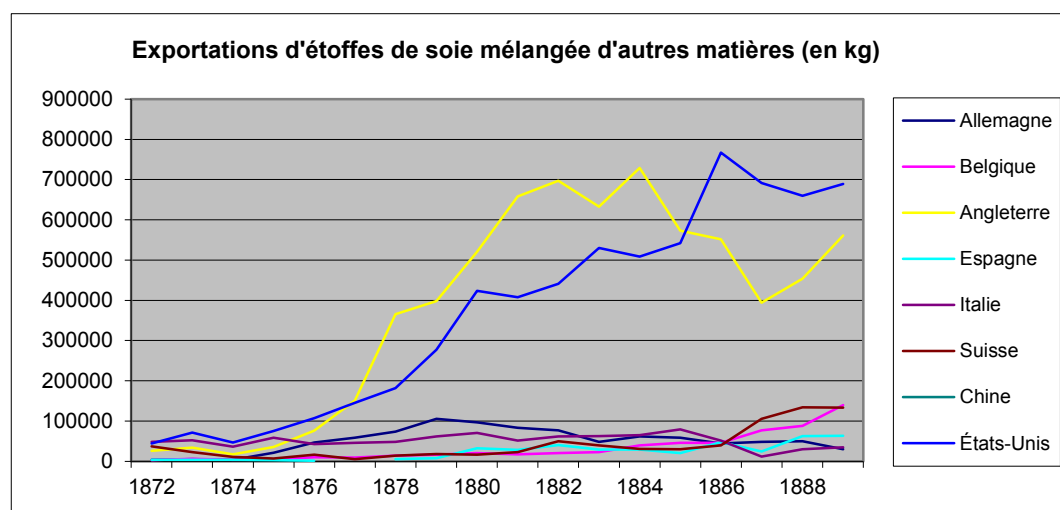
¹⁰² *Ibid.*, Rapports de septembre à novembre 1879.

¹⁰³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1880. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 24 mai au 5 juin, par d'Hérissé.*

soit comme chiffre d'affaires que l'on ait vu depuis longtemps. »¹⁰⁴ Les soieries françaises arrivaient ainsi à percer le marché américain malgré les droits importants qu'elles devaient acquitter. Les soyeux espèrent que la concurrence soit affaiblie et que le retour en force des exportations, dont l'atrophie s'était répercutée en un ralentissement de l'activité industrielle, se produise prochainement. Nous constatons que les industriels croyaient à un renversement de tendance malgré une mésadaptation des produits au marché et des habitudes commerciales souvent désuètes.

L'importance grandissante prise par les tissus de soie mélangée de coton à tout de même poussé à une utilisation grandissante du métier mécanique, bien adapté à ce type de production. Il est question de 18 à 20 000 métiers mécaniques fonctionnant en 1880 alors qu'il n'y en avait pas plus de 8 000 dans les environs de Lyon sept ou huit ans auparavant¹⁰⁵. Si cet accroissement rend un peu plus supportable les problèmes qui touchent la fabrication de l'étoffe de soie pure, il est loin de compenser la chute de son activité et de ses exportations. Une hausse impressionnante touche alors les exportations d'étoffes mêlées vers l'Angleterre et les États-Unis. Les niveaux élevés de quantités exportées en 1880 continueront de progresser vers ces deux importants marchés au cours de la décennie.

Graphique 2.2.1

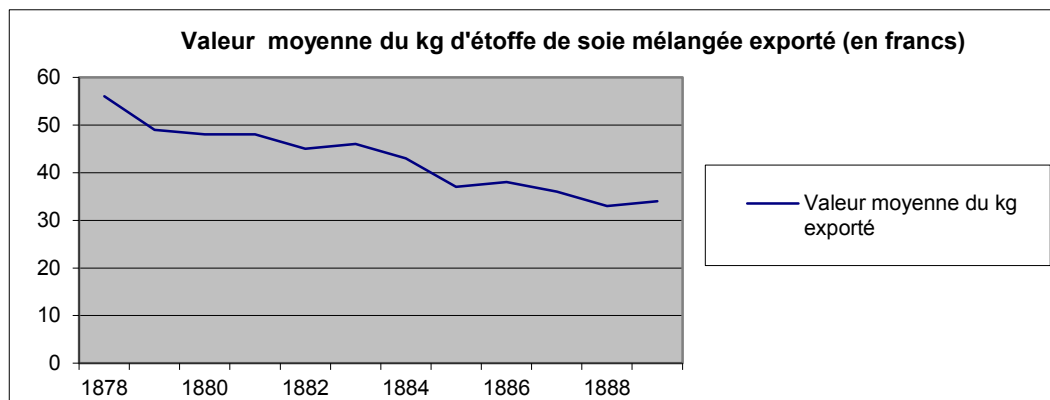


¹⁰⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op.cit.* Rapport d'avril 1880.

¹⁰⁵ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1880.* Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1881, p. 19 et 20.

La baisse de la valeur moyenne du kg exporté (il représente en 1889 60% de la valeur qu'il avait en 1878) rend ces succès moins perceptibles au niveau de la valeur totale des exportations.

Graphique 2.2.2



Rapidement désillusionnés des espoirs d'une forte reprise, les Lyonnais espèrent au moins renouer rapidement avec une rentabilité plus intéressante. La conjoncture est toutefois marquée par une grande incertitude quant aux futures orientations de la mode. Des efforts faits pour charmer les caprices de cette dernière se sont finalement révélés stériles durant les deux dernières années¹⁰⁶.

Dans la région Rhône-Alpes, Saint-Étienne, Valence et Annonay reprennent tout de même une activité plus satisfaisante à la fin de 1880. Les rubans de soie n'arrivent toujours pas à s'écouler à des conditions favorables jusqu'en novembre. L'industrie rubanière stéphanoise tente aussi l'utilisation du gaz d'éclairage comme source d'énergie motrice, ce qui permet la confection de tissus plus réguliers qui seraient mieux placés pour concurrencer ceux de Bâle, leur principale rivale, rappelons-le¹⁰⁷. Devant les difficultés douanières qui se succèdent, les fabricants de rubans réclament toujours la suppression des droits sur les filés de coton.

Un retour à la prospérité est enfin signalé à Lyon au printemps, la popularité renaissante des étoffes de haute qualité profite à la place. La Suisse et

¹⁰⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op.cit.* Rapports de septembre à décembre 1880.

¹⁰⁷ *Ibid.*, Rapport de décembre 1880.

les pays rhénans, eux-mêmes producteurs, se tournent pour un temps vers la France, signe que les besoins sont grands et les produits français fort goûtés. Une maison de premier ordre comme celle des *Petits-fils de J. Bonnet*, au capital de 4 millions, fait alors de très bonnes affaires. Elle profite de la publicité flatteuse que lui procure la Grande médaille obtenue à l'Exposition de Paris de 1878¹⁰⁸. L'activité est constante à Lyon durant l'été. Elle atteint des niveaux très satisfaisants pour les industriels et en septembre le retour pressenti de la mode vers les tissus faits purement de soie leur donne confiance en la prochaine saison. Les tissus riches paraissent devoir rester populaires, tant à Londres et New York qu'à Paris¹⁰⁹. La souplesse de l'appareil productif lyonnais permet de s'adapter à une demande qui porte sur plusieurs genres, dont les moirés français, très estimés. Les industriels espèrent alors voir l'excellente situation de l'industrie, qui se confirme à l'automne, se poursuivre en hiver.

Le directeur de la succursale de la Banque de France de Lyon souligne en 1882 certains comportements risqués chez les industriels et commerçants. Par leurs spéculations boursières, ils seraient responsables du bas prix des soies. Autrefois, ils utilisaient leurs capitaux pour constituer des stocks, soutenant de la sorte le prix de la matière première qui se répercutait sur les marchandises¹¹⁰. L'incertitude qui règne quant aux futures orientations de la mode fait hésiter l'industrie dans le choix de ce qu'elle produira au début de l'année. Ces atermoiements ne diminuent pas avec le krach de l'Union Générale dont on évalue encore mal l'ampleur des répercussions. La Banque du Rhône et de la Loire et plusieurs notaires n'échappent pas à la banqueroute mais les industriels les plus importants sont épargnés. Les sinistres s'apparentent alors de plus en plus à une sélection rationnelle des entreprises, ce sont désormais souvent les créanciers qui demandent la fermeture des usines ne pouvant répondre à leurs obligations¹¹¹. Le manque de crédits qui assure fatalement la faillite à l'entrepreneur insolvable.

¹⁰⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1881. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 9 mai au 12 juin, par La Fuente.*

¹⁰⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.* Rapports de juillet à septembre 1881.

¹¹⁰ *Ibid.*, Rapport de janvier 1882.

¹¹¹ Luc Marco, « Faillites et crises économiques en France au XIXe siècle », *Annales ESC*, 1989, p. 371.

Ne répondant pas aux espérances qu'on avait pu concevoir, la faible popularité de l'étoffe de soie pure unie déprime les fabricants de soieries, alors que les commandes très limitées font vivoter les rubaniers de St-Étienne¹¹². L'année se termine sans véritable changement ; les grandes quantités expédiées lors du premier trimestre ne se sont pas écoulées aussi vite que prévu. Cependant, la faiblesse des stocks laisse croire qu'une reprise pourrait se produire rapidement.

Les marchandises entreposées à Londres sont malheureusement dépassées par les nouvelles tendances de la mode avant d'être vendues. C'est sur cette mauvaise note que s'amorce l'année 1883 sur ce marché. La situation n'est pas meilleure sur celui des États-Unis avec des ventes au détail médiocres ; certains espoirs de voir les droits sur les soieries être abaissés prochainement ralentissent aussi les expéditions¹¹³. Saint-Étienne fait au printemps de meilleures affaires mais elle se plaint toujours de la concurrence étrangère qui grignote inexorablement ses parts de marché à l'étranger. Certaines commandes provenant des États-Unis, les rubans de deux couleurs en l'occurrence, sont expédiées uniquement en raison de l'incapacité dans laquelle se trouve la Suisse de répondre à la forte demande touchant ce produit dont elle a le quasi monopole¹¹⁴. Les rubaniers obtiennent néanmoins quelques succès dans la teinture de la schappe qu'ils n'arrivaient pas à faire efficacement auparavant. Ils croient pouvoir être prochainement en mesure d'offrir ce produit à des prix inférieurs à ceux proposés par les fabricants allemands. L'industrie de la schappe se concentre rapidement à l'époque. Formant un important conglomerat, la *SA de filature de la schappe*, au capital de 7,5 millions de francs, réunit plusieurs entreprises dont celles de la famille Hoppenot¹¹⁵.

C'est à la popularité des rubans de velours qu'il faut attribuer la sérieuse reprise qui se produit à l'été. La plupart des métiers se consacrent à ce type de production pour profiter de la forte demande qui touche cet article. Après un hiver

¹¹² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de mai et juin 1882.

¹¹³ *Ibid.*, Rapports de janvier et février 1883.

¹¹⁴ *Ibid.*, Rapport d'avril 1883.

¹¹⁵ Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Les patrons du Second Empire 8 ; Champagne-Ardenne...*, op. cit., pp. 94-95.

difficile qui avait occasionné des pertes aux rubaniers stéphanois, ce changement de conjoncture permet de renouer avec la rentabilité¹¹⁶.

Les exportations vers les États-Unis et les autres pays étrangers prennent à ce moment une ardeur inattendue, permettant l'écoulement des stocks accumulés dans les entrepôts depuis des mois. Alors que les prix de la soie sont à un bas niveau, les profits des veloutiers sont plus qu'acceptables. Sans avoir pu constater *de visu* les chiffres dans les livres de compte, l'inspecteur La Fuente, mentionne qu'il a ouï-dire, lors de sa tournée annuelle, que la maison *Giron frères* avait dégagé des bénéfices impressionnants lors de cette campagne : plus de 2 000 000 en bénéfices¹¹⁷ ! Nous aurons à reparler de l'ardent gérant de cette maison, qui consolidait alors sa fortune avec la rubanerie de velours. Les rubans d'autres sortes s'écoulent toutefois difficilement dans les grands magasins parisiens, ce qui ne manque pas de créer certaines inquiétudes à propos des nouvelles commandes à venir. Effectivement, la baisse des prix des rubans de toutes sortes survient le mois suivant, seul le décret autorisant l'admission temporaire des filés de coton utilisés dans la fabrication des rubans permet un certain optimisme.

Les soubresauts de la demande laissent craindre des conséquences déplorables pour l'avenir de la rubanerie : on rapporte de Saint-Étienne que « les ouvriers fatigués des alternatives d'activité et de marasme par lesquelles ils passent se dispersent peu à peu et changent de profession. »¹¹⁸ Les caprices de la mode provoquaient sans aucun doute une constante incertitude par rapport à l'avenir, ne serait-ce qu'à court terme. Cependant, bien que le chômage revienne périodiquement dans l'industrie rubanière, il est très rare que les passementiers abandonnent un métier auquel ils sont intimement liés¹¹⁹.

Une évolution défavorable de la demande est aussi remarquée pour les soieries lyonnaises à l'époque. Le velours demeure l'article vedette et dans une moindre mesure les nouveautés. Sachant à quel point la fabrication de l'étoffe unie

¹¹⁶ *Ibid.*, Rapports d'août et septembre 1883.

¹¹⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1883. Rapport concernant la succursale de St-Étienne. Du 23 septembre au 1^{er} octobre, par La Fuente.*

¹¹⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de février 1884.

¹¹⁹ Brigitte Reynaud, « Entre famille et métier : les passementiers stéphanois », *Entreprises et histoire*, 1, 1992, pp. 80. Leur résilience exceptionnelle maintiendra la tradition familiale du tissage à domicile jusque dans les années soixante.

est importante dans l'ensemble de la production, le succès de certains genres secondaires ne peut apporter un semblant de prospérité générale. Contrairement aux rubans, pour lesquels le velours perd complètement l'intérêt qu'il avait eu un temps pour les acheteurs, ceux-ci gardent leur intérêt pour les soieries de ce type jusqu'à l'été ; la morte saison donne alors au courant des affaires un caractère morose¹²⁰.

En retard par rapport aux dates habituelles, les commandes concernant la saison d'hiver se laissent désirer à la fin de l'année 1884. Non seulement leur ampleur se révèle-t-elle finalement décevante, mais l'inconvénient d'un morcèlement extrême des commandes s'y rajoute. De Lyon, le directeur de la succursale de la Banque de France apprécie ainsi la situation :

*La fabrique est plus tourmentée que jamais par les caprices de la mode. Les quelques commandes reçues pour le printemps prochain sont si diverses et comprennent tant d'articles que les manufactures ne peuvent travailler pour le placard, ni constituer un stock. Il n'y a plus aujourd'hui de saison pour les étoffes ; les commandes se succèdent sans interruption, mais en nombre restreint, et leur diversité impose aux intermédiaires la plus grande réserve.*¹²¹

Ils craignent sans doute de rester pris avec des marchandises qui ne pourraient être vendues à prix rémunérateurs au moment où l'engouement du marché, assurément passager, cesserait. L'instabilité de la demande, qui tend alors clairement à se diversifier, demeure constante. Dans le créneau du luxe, il faut renouveler sans cesse la production en espérant charmer les consommateurs. Les quantités produites doivent être équivalentes aux besoins difficilement prévisibles des marchés.

Faisant des efforts pour diriger la demande à son profit en offrant de nouveaux produits, les fabricants de Saint-Étienne réussissent à obtenir quelques succès avec la ceinture large qu'ils présentent aux acheteurs à la fin de 1884. Avec d'autres produits tentant la clientèle par leur caractère original, un nombre considérable de commandes augmente les prix de façons de 10% pour certains produits à l'hiver ; avant qu'un ralentissement très brusque n'atteigne la place. Il

¹²⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapports de juin et juillet 1884.

¹²¹ *Ibid.*, Rapport de décembre 1884.

est d'ailleurs commun aux autres places étrangères spécialisées dans la fabrication des rubans¹²².

Des témoignages permettent d'attribuer les succès déclinants des soieries lyonnaises à un sous-investissement des employeurs dans leur équipement. On remarque, par exemple que la minuscule ville de Bohain, dans l'Aisne, qui, voulant créer une industrie nouvelle a opté pour celle des tissus mélangés de soie et de coton, parvient à vendre des produits identiques à ceux de Lyon, 15 ou 20% moins chers, tout en dégagant des profits¹²³. L'utilisation de la machinerie la plus moderne leur a donc donné un avantage concurrentiel important malgré le manque d'expérience des ouvriers et industriels de la région dans cette production.

À Lyon, il semble que les soyeux ne se sont pas assez souvent souciés d'amortir les coûts de l'appareil productif, dans l'intention de le renouveler afin de suivre au plus près l'évolution technologique. Plusieurs industriels ont préféré réinvestir les profits à la bourse ou dans l'immobilier ; l'avenir des tissus mélangés ne les a pas convaincus de développer résolument ce type de fabrication. Peut-être jugeait-on qu'une rentabilité plus élevée était à chercher ailleurs. Elle a néanmoins indubitablement nui à celle des capitaux demeurant investis dans l'industrie de la soie. Les capitaux demeurent très abondants sur la place malgré le krach récent, les taux d'escomptes de la Banque de France attirent peu de clients. Les industriels trouvent généralement de meilleures conditions dans d'autres institutions financières¹²⁴.

Les plaintes des patrons lyonnais sont rarement prises au pied de la lettre par les fonctionnaires de la Banque de France. La voix des grands industriels se fait toutefois plus facilement entendre, et ceux-ci paraissent plus touchés que les maisons de moyenne envergure qui profitent de la large répartition du travail, conséquence de la diversité de la demande¹²⁵. Néanmoins, l'activité se poursuit de manière régulière quoique les affaires soient somme toute d'une importance assez limitée ; la situation paraît tolérable, sans plus. Clé de la prospérité lyonnaise

¹²² *Ibid.*, Rapports de janvier et février 1885.

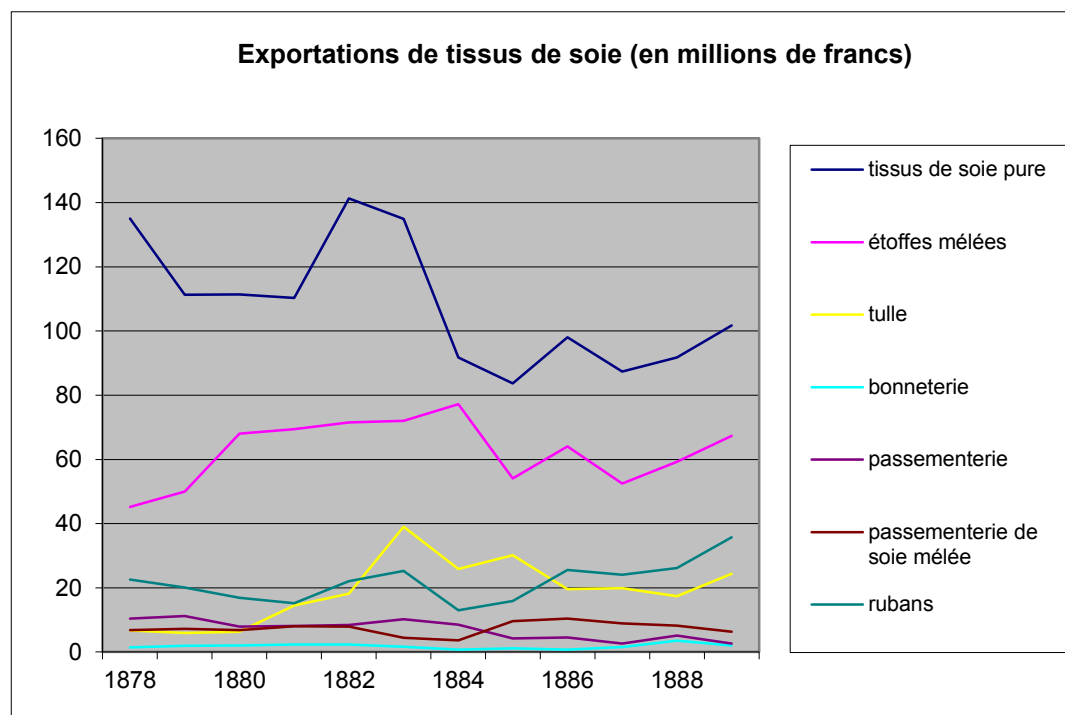
¹²³ *Ibid.*, Rapport de février 1885.

¹²⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1885. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 6 juillet au 7 août, par de Juvigny.*

¹²⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.* Rapport de mars 1885.

d'antan, l'étoffe de soie pure perd toujours de l'importance à l'exportation ; les étoffes mêlées, tulles et rubans permettent de stopper une baisse encore plus importante des expéditions de tissus de soie.

Graphique 2.2.3



II b. Changements rapides de conjoncture et amélioration de la position des rubaniers

Après avoir traversé une période très difficile depuis plus d'une dizaine d'années, l'industrie de la soie renoue avec la croissance à partir de 1885. Cette reprise est attribuée par François Caron à l'orientation de la production vers les tissus de soie souples, la mécanisation accrue du tissage et la teinture en pièce¹²⁶.

La marche des affaires demeure généralement calme pour ce qui est des étoffes de soie à l'été. Ce sont les rubaniers qui voient leur activité s'intensifier pour devenir très lucratives durant un certain temps. Il semble que les acheteurs aient opté pour la qualité inégalée, l'élégance et le raffinement des rubans de

¹²⁶ François Caron, « La croissance industrielle. Secteurs et branches », dans Ernest Labrousse et Fernand Braudel (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Tome 4, Paris, Presses universitaires de France, 1979, p. 296.

Saint-Étienne qui, pour l'été 1885, concurrencent avantageusement les marchandises étrangères. Les entrepreneurs de la région voient avec plaisir les acheteurs accepter des augmentations importantes du coût de l'exécution, de l'ordre de 50 à 100%¹²⁷. Ce rebond de prospérité profite aussi aux ouvriers dont le sort s'améliore temporairement. Malheureusement, la tendance n'arrive pas à se maintenir durant l'automne lorsque les affaires se concluent moins aisément. Les industriels voient leurs efforts contrariés : « ils avaient créé à grands frais plusieurs articles nouveaux qui paraissaient devoir fixer la mode et qui aujourd'hui sont à peu près invendables. »¹²⁸ Condition *sine qua non* du succès dans les nouveautés, les textures et modèles originaux ne sont pas pour autant un gage assuré de popularité auprès de la clientèle. Il n'est pas aisé de créer une nouvelle marchandise qui obtiendra, ne serait-ce qu'un temps, les faveurs du public. La contrefaçon étrangère s'avère souvent aussi très irritante.

À Bohain les industriels ont profité de l'agitation ouvrière qui a perturbé le travail dans la région lyonnaise. Leurs étoffes de soie se sont très bien vendues, rencontrant peu de compétition pour l'obtention des commandes. Lyon est libérée de la lourdeur des conflits de travail à la fin de l'année 1885 ; elle tire aussi avantage des achats de soie faits simultanément sur plusieurs places par un puissant syndicat italien¹²⁹. Le commerce des soies lyonnais bénéficie des actions de ce regroupement de banquiers italiens, constitué dans le but de régulariser les cours de la matière première : « Ce syndicat, composé d'hommes d'affaires honorables et entendus s'efforce de maintenir l'équilibre des cours en contrebalançant soit la hausse, soit la baisse. »¹³⁰ La hausse qui se produit pousse les acheteurs à placer leurs commandes puisque la tendance paraît devoir se maintenir dans les prochains mois. Les profits ne sont alors pas toujours très élevés mais le travail est régulier. Prenant une importance grandissante, le tissage mécanique obtient certains succès. C'est notamment le cas pour les tissus 'cuits', des tissus faits avec des soies écruës qui sont ensuite teints en pièces. L'entreprise

¹²⁷ *Ibid.*, Rapport de juillet 1885.

¹²⁸ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1885.

¹²⁹ *Ibid.*, Rapport de décembre 1885.

¹³⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1886. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 22 février au 2 avril, par Viney.*

Gillet, spécialisée dans la teinturerie, fait des affaires extrêmement lucratives en 1885¹³¹. L'activité est assez forte pour la fabrication des soieries au début de 1886 ; les brefs délais accordés aux entrepreneurs font hâter le travail et de beaux bénéfices sont réalisés par quelques maisons.

Contrastant avec la période plutôt favorable que traversent les fabricants de soieries, les rubaniers pâtiennent du ralentissement des commandes entraînant des baisses salariales chez les ouvriers. Le rapport de mai indique néanmoins la réception de belles commandes en provenance des États-Unis. Les prix demandés par Saint-Étienne, un peu plus élevés que ceux de Bâle, sont acceptés car le grand nombre des ouvriers disponibles permet un travail plus rapide permettant de respecter des échéances rapprochées¹³². En fin de compte, les appréhensions concernant un abandon de la rubanerie de la part d'ouvriers bien formés ne se sont donc pas encore concrétisées.

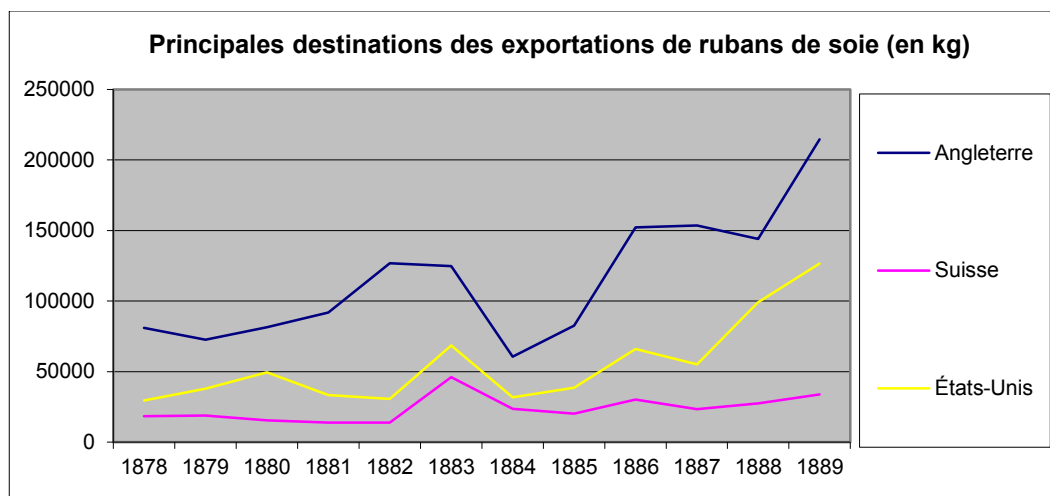
Un avantage comparatif déterminant pour l'obtention de certains contrats avec les Américains peut être attribué à la disponibilité de cette main-d'œuvre abondante et compétente. Les engagements pris au printemps assurent du travail pour toute l'année à la fabrique de rubans stéphanoise, qui profite enfin d'une reprise fort sensible. Devant l'importance des commandes, le manque d'ouvriers se fait sentir. Il est impossible de toutes les accepter. L'activité sera fort intense jusqu'à la fin de l'année, stimulée à la fois par les ventes faites en France, en Angleterre et aux États-Unis. Ces affaires fructueuses permettent de combler les pertes éprouvées par plusieurs durant les campagnes précédentes, et d'offrir un salaire intéressant aux ouvriers¹³³. Les demandes des deux principaux débouchés étrangers iront grandissantes dans les années suivantes, permettant un regain de succès à l'exportation pour les rubans français après des campagnes plus difficiles en 1884 et 1885.

¹³¹ Pierre Cayez et Serge Chassagne, *Les patrons du Second Empire* 9 ; *Lyon et le Lyonnais...*, op. cit., p. 168.

¹³² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de mai 1886.

¹³³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1887. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 22 février . au 2 avril, par Viney.*

Graphique 2.2.4



La question de la main-d'œuvre inquiète cependant les industriels lyonnais qui craignent que des revenus plus élevés et de meilleures conditions de vie, trouvés par les quelques centaines de tisseurs qui ont quitté pour les États-Unis, en poussent un nombre toujours plus grands à opter pour l'Amérique. Ils considèrent que le salaire à la pièce ne peut être relevé devant des cours trop bas. Pour obtenir un salaire équivalent à ce qu'ils gagnaient plus tôt dans l'année, les ouvriers doivent allonger leur journée de travail¹³⁴. L'insuffisance des salaires obtenus par les tisseurs est toujours une source de tension entre les patrons et leurs ouvriers. Cette situation rend les conditions de travail instables puisque si l'obtention d'importantes commandes ne coïncide pas avec une hausse salariale, il est fort probable que les employés exigent celle-ci, sans quoi ils n'obtempéreront pas à des ordres donnés aux mêmes conditions misérables.

Perturbés au début de 1887 par les rumeurs de guerre, la fièvre nationaliste et revancharde atteint son climax en avril lors de l'affaire Schnaebelé, les transactions reprennent ensuite avec un peu plus de vigueur. La rubanerie paraît dégager de beaux bénéfices alors que les soieries poursuivent leurs activités très diversifiées : la demande se tourne alors vers les moires, failles et damas, étoffes essentiellement fabriquées à la main, qui s'écoulent bien grâce à quelques

¹³⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de septembre et octobre 1886.

concessions faites aux maisons de Londres et de Paris¹³⁵. Les bas prix de la main-d'œuvre permettent de dégager des bénéfices pour la grande majorité des articles produits. Alors que la mode favorise encore des marchandises fabriquées artisanalement, les métiers manuels sont plus occupés que ceux qui se meuvent mécaniquement. La reprise qui touche Lyon durant l'été et l'automne 1887 se produit parallèlement à une période d'atonie à Créfeld, sa principale concurrente allemande. C'est à un changement de mode qu'on attribue alors les difficultés passagères des industriels rhénans : les produits dans lesquels ils s'étaient spécialisés, les velours coton et schappe offerts à très bons prix, suscitent alors très peu d'enthousiasme chez les acheteurs¹³⁶. C'est une source de réjouissance pour les producteurs français mais le comportement des producteurs allemands les laissent tout de même craintifs. Les industriels germaniques s'essayaient maintenant à la production d'étoffes de soie mélangée et de soie pure, qu'ils avaient jusque-là peu fabriquées. Impossible de miser sur le relâchement des efforts de la concurrence étrangère.

Au début de l'année 1888, la dénonciation faite par l'Italie du traité de commerce conclu avec la France inquiète les rubaniers stéphanois car leurs produits, qui seront désormais touchés par un nouveau tarif général quasi prohibitif, risquent de perdre sous peu le débouché transalpin¹³⁷. Quoique l'Italie importe une masse de rubans beaucoup moins importantes que les États-Unis ou l'Angleterre, de loin les principaux importateurs, les 6% du total des exportations de rubans français qu'elle a accueilli en 1887 ne sont pas pour autant négligeables. Toujours loin des montants atteints à l'exportation en 1872, 1873 et 1874, l'industrie rubanière stéphanoise manifestera auprès des autorités publiques son désir de ne pas perdre ce débouché, pour éviter d'être encore plus dépendante de ses principaux clients.

L'industrie soyeuse française dans son ensemble est aussi préoccupée par l'approvisionnement en soie brute en provenance d'Italie. En prévision de certains inconvénients qui ne manqueront pas de survenir après la modification des

¹³⁵ *Ibid.*, Rapports de juin à août 1887.

¹³⁶ *Ibid.*, Rapport de novembre 1887.

¹³⁷ *Ibid.*, Rapport de février 1888.

rapports commerciaux avec la péninsule italienne, elle constitue des stocks très importants. Les fabricants de soieries parviennent à préserver leur chiffre d'affaires et à dégager des profits au printemps. Ils arrivent à ce résultat en divisant la production en une grande variété de marchandises¹³⁸. La nature de la demande jouait ainsi contre des tendances à la concentration de la production sur quelques produits de fonds. C'est plutôt la souplesse de l'appareil productif qui constituait un atout majeur.

Certaines spécialités du travail de la soie sont durement atteintes lorsque se concrétise la fermeture du marché français des soies en provenance d'Italie. Le rapport mensuel de la Banque de France mentionne le préjudice subi par plusieurs : « Les grèges de Toscane étaient jusqu'ici montées en trame et en organsin dans les moulinages du Midi et vendues à l'état d'ouvrées à la Suisse et à l'Allemagne, ce contingent de travail échappe aux mouliniers de la vallée du Rhône. »¹³⁹ L'impact de la mésentente commerciale entre la France et l'Italie fait rapidement sentir ses conséquences. La soie grège italienne a des qualités propres, elle ne peut être aisément remplacée alors qu'il est toujours très difficile d'ouvrir les soies chinoises.

S'adaptant continuellement à la mode qui favorise alors les surahs et les pékins, les fabriques lyonnaises poursuivent un travail régulier. L'imagination des petits fabricants est vivement sollicitée par le commerce qui désire de multiples genres de tissus et des modèles toujours variés. Le caractère inusité de quelques produits peu dispendieux, tel le velours à sabre imprimé, dont les dessins ressortent brillamment, arrive à convaincre les acheteurs par un rapport qualité-prix séduisant. Ce produit de qualité moindre est cependant aussi fabriqué en petites séries.

Tâchant du mieux qu'elle peut de profiter des particularités de la conjoncture, l'industrie rubanière de Saint-Étienne transforme rapidement ses métiers tambours en métiers jacquard dans l'optique de profiter de la grève touchant Côme et ses environs. L'arrêt de travail de 5 000 ouvriers italiens,

¹³⁸ *Ibid.*, Rapport d'avril 1888.

¹³⁹ *Ibid.*, Rapport de mai 1888.

provoqué par le non-respect par les patrons des tarifs fixés, permet aux Stéphanois de recueillir des commandes que les lombards ne sont plus en mesure d'exécuter¹⁴⁰. L'année 1889 s'annonce très prometteuse, le travail est fort actif et les affaires excellentes durant la première moitié de l'année, notamment pour les rubans tramés coton. *J. Forest*, entreprise de rubanerie, fait à cette époque de très bonnes affaires. Elle a été en mesure de rembourser ses commanditaires grâce, entre autres, à la vente directe de ses produits. Cette manière de faire, plutôt exceptionnelle parmi les fabricants stéphanois, a été favorisée par les aptitudes commerciales de l'aîné des deux fils, Gabriel Forest¹⁴¹.

Les industriels de la soie profitent donc d'une activité hors de l'ordinaire au début de l'année 1889. Très populaires, les soieries reçoivent de nombreuses commandes pour plusieurs mois d'affilés. Les ouvriers viennent à manquer pour exécuter le travail, tant pour le tissage mécanique que pour le tissage à bras. La marche des usines est poussée d'autant plus hardiment que les marchandises permettent de dégager de bonnes marges bénéficiaires ; cette situation incite les patrons à augmenter les salaires pour attirer de nouveaux ouvriers¹⁴². À Lyon, ville au prestige certain dans les domaines du luxe, les industriels préparent alors les soieries qui seront présentées à Paris lors de l'Exposition universelle. Elles suscitaient de grandes attentes. Ce n'était pas la modestie qui caractérisait les soyeux qui parlaient avec fierté de l'élégance et de la qualité de leurs produits.

L'orgueil de produire une marchandise de qualité devait se refléter en quelque sorte sur les patrons français. Par rapport à leurs collègues millionnaires du coton anglais, ils avaient une tradition de liens avec l'aristocratie pour avoir fourni les rois et les grands depuis longtemps. C'était un tout autre créneau que celui des soieries : produits de qualité, pour des gens de qualité pourrait-on dire en guise de slogan. Ce caractère distinctif et flatteur a pu rendre sarcastique certains industriels face aux cotonnades vulgaires produites dans les monstrueuses usines anglaises. Un magnat britannique offrait évidemment plutôt un foulard de soie

¹⁴⁰ *Ibid.*, Rapport de décembre 1888.

¹⁴¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1889. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 14 au 30 juillet, par Piquet.*

¹⁴² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapports de janvier à avril 1889.

tissé à Lyon à sa maîtresse, qu'un produit anglais. Elle n'aurait probablement pas daigné se moucher dans un vulgaire carré de coton sorti de sa fabrique.

La mode anglaise favorisant les soieries françaises et principalement celles teintes en pièce, la situation demeure favorable jusqu'à l'automne. Les ouvriers bénéficient alors d'un meilleur revenu durant plusieurs mois, le tissage à la main tire encore aussi son épingle du jeu dans ce créneau luxueux. De mauvaises nouvelles arrivent de Paris en septembre, obscurcissant les perspectives d'avenir. Les ventes ont moins de succès que ce qu'avaient anticipé les négociants qui sont pris avec d'importants stocks. La production avait été augmentée dans l'idée que l'Exposition universelle stimulerait les ventes. Celles-ci tardent et les industriels de Saint-Étienne se plaignent d'être mal payés¹⁴³. Rien ne semble néanmoins ralentir sérieusement l'activité des tissages qui ne demeurent inoccupés que brièvement, lors de la période d'entre-saison, pour repartir avec ardeur afin de satisfaire les demandes de Londres, Paris et New York arrivées à la fin de l'année. Certains industriels se résolvent à augmenter temporairement le salaire des ouvriers, afin d'être assurés de pouvoir exécuter des commandes offrant un rendement intéressant¹⁴⁴. Même si on se trouve très éloigné de la valeur des étoffes de soies qu'on exportait jadis, l'industrie ne paraît pas atone pour autant.

La fabrique des étoffes et rubans est loin d'être passée totalement à la mécanisation de la production. Certains ouvrages haut de gamme ne peuvent toujours qu'être réalisés à la main. C'est la valeur du produit qui permet de rémunérer de nombreuses heures de travail. Pour les tissus de laine et de coton, le tissage manuel a pratiquement disparu, la fabrication à la mécanique s'étant imposé comme un impératif de rentabilité.

La période 1871-1877 avait été très pénible pour le commerce des soieries, la valeur des exportations avait connue une chute difficile à enrayer. Nostalgiques des niveaux atteints précédemment, les entrepreneurs font encore souvent de bonnes affaires bien que la concurrence étrangère leur fasse une rude lutte sur les

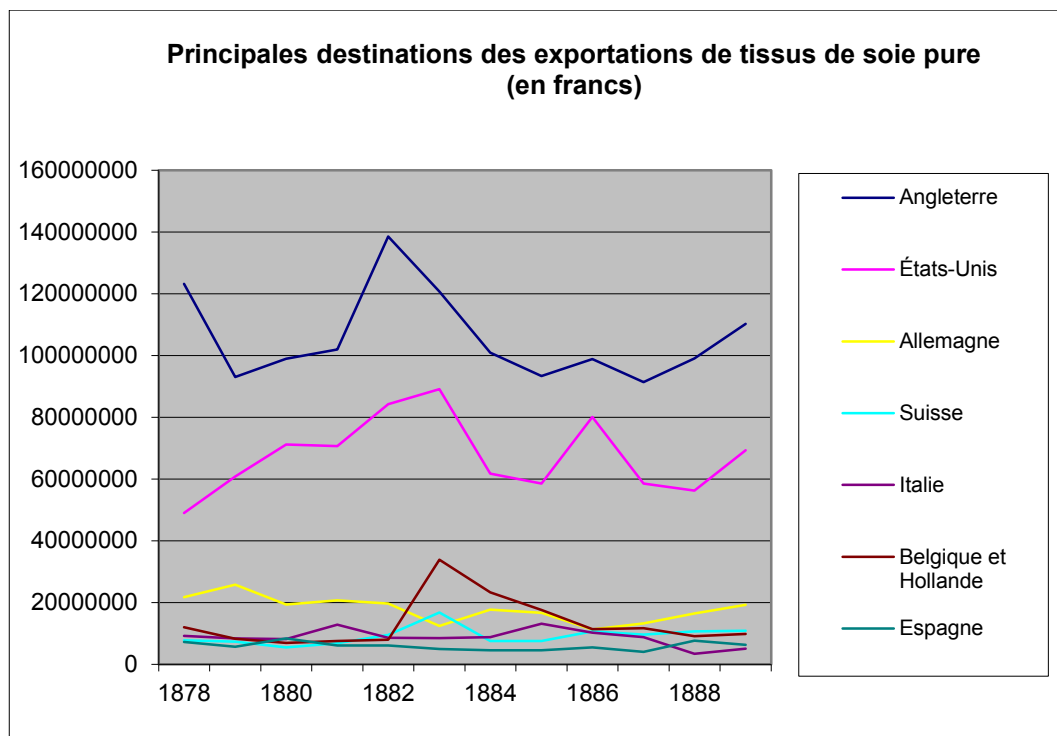
¹⁴³ *Ibid.*, Rapport de septembre 1889.

¹⁴⁴ *Ibid.*, Rapport de décembre 1889.

marchés étrangers. L'effondrement de la valeur de soieries exportées s'arrête enfin, elle ne descendra pas sous la barre des 200 millions de francs.

La valeur des exportations de tissus de soie pure est finalement un peu moindre vers l'Angleterre et un peu plus élevée aux États-Unis à la fin qu'au début de la période qui nous intéresse ici.

Graphique 2.2.5



III. L'industrie cotonnière en quête de débouchés

Toujours confrontés à d'importantes importations jusqu'en 1887, les industriels cotonniers français arrivent souvent difficilement à vendre leur production à des prix rémunérateurs. Des diminutions de travail doivent fréquemment être adoptées pour éviter un encombrement du marché préjudiciable au cours des tissus. Une production spécialisée comme la bonneterie connaît cependant de beaux succès à l'exportation. Dans l'ensemble, les efforts de modernisation de l'équipement demeurent toutefois modérés. L'incertitude entourant l'avenir du régime douanier suscite quelques réticences par rapport aux investissements qui s'avèrent nécessaires.

III a. Marché intérieur engorgé et difficultés d'écoulement

Malgré le support de tarifs douaniers protecteurs, bientôt majorés à la hausse, les filateurs de coton arrivent difficilement à écouler leurs produits. Ils doivent consentir à des réductions sur les prix alors que la concurrence se fait toujours sentir sur le marché intérieur. Leurs rivaux anglais produisent à une échelle toute autre que les producteurs français. Ceux-ci arrivent difficilement à soutenir la lutte dans la fabrication des fils de coton, spécialité d'outre-Manche. Plusieurs ressentent les effets de la mauvaise vente des tissus au début de 1878. À Saint-Quentin par exemple, le tissage à la main est mis sous pression alors que les ouvriers doivent produire plus qu'à l'habitude pour gagner un montant similaire¹⁴⁵.

Dans l'Aube, la bonneterie troyenne perd un peu de son optimisme par rapport à l'avenir, bien que l'Exposition universelle de 1878 suscite de l'espoir. Moins confiants en leurs capacités, les patrons de la région attendent un certain soulagement pour la bonneterie avec l'adoption de nouveaux tarifs douaniers. Comme dans plusieurs centres cotonniers, ils prennent leurs distances face au libre-échange qui n'a pas pu tenir toutes ses promesses. À Rouen, où la litanie des plaintes concernant l'insuffisance de la protection douanière et les malaises de

¹⁴⁵ *Ibid.*, Rapport de Février 1878.

l'industrie cotonnière est monnaie courante, la situation paraît cette fois sérieusement inquiétante. Des désastres sont craints si la mévente se poursuit. Elle occasionne déjà un ralentissement quasi général du travail dans les usines et même son arrêt complet dans quelques-unes d'entre elles¹⁴⁶. Le malaise de l'industrie cotonnière n'est cependant pas un phénomène qui touche uniquement la France à l'époque, l'Allemagne et l'Angleterre sont aussi sérieusement atteintes. Cette situation provoque parfois des ventes forcées en France, causant une extrême irritation à des industriels ayant le plus grand mal à placer leur production.

Le directeur de la succursale de la Banque de France de Belfort rapporte que même une entreprise aussi prestigieuse que *Dollfus Mieg et Cie*, dont les cretonnes imprimées se vendaient beaucoup moins avantageusement qu'auparavant, avait dû se résigner à arrêter en partie le fonctionnement de ses tissages. Elles laissaient 1 600 ouvriers sans travail mais poursuivait ses activités dans ce secteur malgré le manque de rentabilité :

*MM. Dollfus Mieg et Cie n'auraient pris, dit-on, une détermination semblable si M. Jean Dollfus n'avait tenu par honneur à persévérer dans une branche d'industrie qui a fait la fortune et la gloire de la maison et ne s'était engagé à combler de ses deniers les pertes produites par l'impression des tissus.*¹⁴⁷

L'entreprise voyait sa production d'indiennes se vendre plus difficilement, cet article de luxe aux imprimés remarquables avait trouvé de larges débouchés durant le Second Empire. *Dollfus-Mieg et Cie* maintenaient encore une production ayant fait son prestige car elle favorisait l'image de sa marque. Celle-ci allait, après la Grande Guerre, trouver un nouvel élan dans la fabrication du fil à coudre. Le goût des consommateurs pour les produits de haut luxe s'atténuait sensiblement à l'échelle européenne.

La situation de l'industrie textile est généralement morose en cette année 1878. Il est difficile d'arrêter ou de ralentir la marche des tissages mécaniques, car leur installation impliquait que les usines produiraient de la manière la plus constante possible. Une accumulation exagérée de stock se révélait néanmoins

¹⁴⁶ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1878. Rapport concernant la succursale de Rouen. Le 26 octobre 1878.

¹⁴⁷ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit. Rapport de Mai 1878.

souvent néfaste au maintien de bons prix de vente. Les industriels calculaient cependant qu'ils seraient encore plus désavantagés en diminuant leur production. En période de surproduction, plusieurs étaient réfractaires à l'idée de ralentir le travail, du moins à le faire seuls ou à être les premiers à le faire. La concurrence étrangère est très mal supportée alors que les fils anglais sont achetés à Lyon et à Saint-Étienne aux dépens de ceux de Lille. Ils sont produits dans le Nord à des prix qui demeurent plus élevés que ceux des fils importés, malgré les droits de douane à acquitter. Les entrepreneurs français ont aussi bien du mal à offrir des calicots à des prix aussi bas que ceux produits à l'étranger et vendus sur le marché national.

Pour tenter de remédier à la crise, le Comité des cotonniers de l'Est a suggéré une limitation générale des heures de travail qui a été repoussée :

*les fabricants du territoire de Belfort qui ne fait que des articles de fantaisie et sur commande et qui souffrent par conséquent beaucoup moins que ceux des Vosges se sont prononcés contre cette mesure qui leur a paru inopportune à l'entrée de l'hiver. Ils ont fait remarquer avec raison, dit le rapport de Belfort, que si la réduction du temps de travail produisait la diminution du stock et le relèvement des prix, elle favoriserait certainement l'entrée des produits étrangers et qu'elle n'était par conséquent qu'un moyen d'une efficacité plus que douteuse.*¹⁴⁸

Pour un industriel, il était difficile de manifester sa solidarité lorsqu'il n'éprouvait pas une situation aussi pénible que ses collègues. Les profits escomptés guidaient ses choix. Il est toutefois inévitable pour la majorité des entreprises de réduire les heures de travail, certains patrons imprudents ou n'ayant pas beaucoup de moyens doivent fermer leurs portes.

Les filés de coton de numéros élevés se vendent alors en-dessous du prix coûtant. La production est tout de même poursuivie afin de garder les ouvriers, dans l'optique de pouvoir profiter d'un éventuel retournement de la conjoncture. Se poursuivant en Europe, la crise que traverse l'industrie cotonnière épargne peu de fabricants. Avec la baisse du coton, on opte souvent pour le maintien de la production dans l'espoir de voir la marchandise fabriquée à bon prix prendre ultérieurement de la valeur, tout comme pour garder les meilleurs ouvriers.

¹⁴⁸ *Ibid.*, Rapport d'août 1878.

Diminutions de salaires et d'heures sont malgré tout effectives en février 1878 dans les filatures d'Evreux, de Tours, de Roubaix, de Lille, de Rouen et d'Épinal, alors que les tissages commencent à leur emboîter le pas. D'autres, comme à Saint-Quentin par exemple, modifient leurs machines afin de travailler la laine, jouissant alors d'une popularité nettement plus grande¹⁴⁹. La filature de coton de cette dernière circonscription est dans une position délicate : les produits sont demandés mais à des prix qui donneraient des pertes. Sa chambre de commerce considère qu'une amélioration de la situation ne peut passer que par un renforcement de la protection douanière, nécessaire pour arrêter la concurrence ruineuse faite par les fabriques étrangères¹⁵⁰.

Les difficultés du secteur cotonnier coïncident avec des importations toujours importantes de fils et tissus, les discussions sur les tarifs douaniers prennent un caractère très ardent, suscitant craintes et espoirs. Dans les Vosges, on envisage durant l'été la formation d'un syndicat qui entreposerait 200 000 pièces de calicot, d'une valeur estimée de 5 à 6 000 000 de francs, sur lesquelles les patrons tireraient des warrants, pour remédier à leurs problèmes de trésorerie ; on doute cependant que cette mesure soit adoptée puisqu'elle laisserait le champ libre à la concurrence, tant française qu'étrangère¹⁵¹.

En mars 1879, le directeur de Troyes identifie dans son rapport les facteurs expliquant la mauvaise passe traversée par la plus importante industrie locale : « Excès de production, concurrence de l'étranger, exportation moins importante, l'Amérique faisant défaut, marchandises à vil prix, tel est en quelques mots, la situation de la bonneterie. »¹⁵² Le ralentissement ne sera que de bref durée à Troyes, la vigueur de la bonneterie locale saura traverser la crise sans trop de dommages. L'avalissement des prix ne fait finalement que réduire un peu la rentabilité, l'impératif de produire à bas prix prend solidement racine dans les esprits. Les sérieux efforts faits par les patrons troyens afin de perfectionner les

¹⁴⁹ *Ibid.*, Rapport de février 1879.

¹⁵⁰ ADAI I Mi 127, *Situation du Commerce et de l'Industrie dans le département, pendant le 4^e trimestre 1878 ; Saint-Quentin, le 20 janvier 1879.*

¹⁵¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1878. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 29 août au 5 septembre, par La Fuente.*

¹⁵² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de mars 1879.

moyens de production, pour fabriquer à moindre coûts et mettre en marché de nouvelles marchandises, seront vite récompensés. De gros acheteurs, les grands magasins du *Louvre* et du *Bon Marché* notamment, s'intéressent à ses produits de qualité commune et de vente rapide. Les producteurs trouvent leur compte dans un bénéfice moindre mais porté sur un plus gros chiffre d'affaires. D'autre part, Troyes garde toujours le monopole de la production de luxe en bonneterie : les bas et divers articles fantaisies. Du reste, à Amiens et Belfort, la bonneterie de coton vogue aussi sur un courant favorable. Ces principaux centres français de la bonneterie de coton se font une concurrence sérieuse.

Ailleurs, la réduction générale du travail et le démontage des métiers ayant redonné aux fabricants de tissus de coton l'espoir de voir les prix se maintenir ou s'améliorer, ils refusent les offres dérisoires des acheteurs. Enfin, les ventes de filés reprennent brièvement de l'ampleur au printemps de 1879. Malgré les prix modestes, le soulagement de voir les entrepôts se vider un peu partout est grand. L'écoulement des stocks de tissus ne progresse cependant pas aussi rapidement, mais il est stimulé par la hausse temporaire du coton¹⁵³. Ceux n'ayant pas voulu céder à cette embellie passagère voient les marchandises entreposées se déprécier à l'été, la diminution du travail est alors à nouveau utilisée comme solution palliative. D'une persistance inusitée, la crise suscite de nombreuses plaintes. Les affaires sont loin de dégager des bénéfices aussi facilement que jadis.

L'état léthargique de la demande ne permet pas l'écoulement des stocks puisque la production courante, même largement réduite, est suffisante pour satisfaire les achats. Le directeur de la succursale de la Banque de France de Saint-Quentin remarque finalement, en novembre, le début d'une reprise en Angleterre. Elle laisse espérer une réorientation des exportations de fils et tissus de coton anglais vers l'Allemagne, qui s'apprête à modifier ses tarifs douaniers, et vers la Chine et le Japon, lesquels semblent désormais pouvoir accueillir certains produits¹⁵⁴. Une telle distraction du flux des exportations anglaises est vivement souhaitée par les industriels cotonniers. Ils n'ont cessé de se lamenter de la

¹⁵³ *Ibid.*, Rapports d'avril et mai 1879.

¹⁵⁴ *Ibid.*, Rapport de novembre 1879.

concurrence anglaise. À Troyes, le relèvement sera plus rapide qu'ailleurs. Après un hiver rigoureux les stocks se sont considérablement amoindris, au point où il sera difficile de répondre à toutes les commandes au printemps. Elles surprennent par leur importance¹⁵⁵.

Il est toujours impossible de réussir à écouler des marchandises accumulées en grandes quantités, et le malaise persiste à Flers, Épinal, Saint-Quentin et Rouen. Les rapports concernant le mois de juin 1880 témoignent unanimement de la mévente générale des tissus qui s'étire maintenant dans la morte-saison¹⁵⁶. Malgré le caractère justifié des plaintes formulées par les industriels du coton, certaines entreprises s'en sortent mieux que d'autres. C'est le cas de la maison *Armand Dieusy et Cie* de Rouen, affaire au capital de 1 100 000 francs qui place la majorité de sa production, des rouenneries et des calicots, en Algérie¹⁵⁷. L'exportation permet donc à certains d'obtenir de meilleurs résultats. Les petites entreprises, éprouvant le plus de difficultés, semblent parfois s'acharner sans grand espoir : « leur outillage déplorable qu'ils ne veulent pas améliorer leur rend toute lutte impossible. »¹⁵⁸ Ce jugement cinglant d'un fonctionnaire de la Banque de France, laisse comprendre son irritation face à des entrepreneurs peu soucieux de moderniser leur appareil productif. La tendance, toujours prégnante chez les patrons, à vouloir garder le secret sur leurs affaires, ne les poussaient pas vers des formes d'associations contraignantes. Sans réel souci de l'avenir, des investissements, jugés trop risqués par les industriels, étaient souvent repoussés indéfiniment.

À Flers, beaucoup de papiers commerciaux sont créés afin de régler les achats de cotons bruts ou de fils, l'inspecteur de la Banque de France souligne que la prudence est de mise devant cette prolifération. Il remarque :

l'impossibilité où l'on se trouve de prévoir quels sont ceux des fabricants qui auront la force de résister à la crise et d'attendre des jours meilleurs, il convient de n'accueillir qu'avec la plus grande

¹⁵⁵ *Ibid.*, Rapports de janvier à juin 1880.

¹⁵⁶ *Ibid.*, Rapport de juin 1880.

¹⁵⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1880. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 4 au 15 octobre, par Hoffmann.*

¹⁵⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de juillet 1880.

*circonspection et même, dans la plupart des cas, de repousser les valeurs qui ne représentent pas les transactions réelles.*¹⁵⁹

Des établissements sérieux et bien organisés, comme on en voit dans l'Orne, ont poursuivi leur logique de production continue, pour réduire le plus possible leurs coûts de revient. Sur un marché saturé de marchandises, l'impossibilité de vendre autrement qu'à un prix ruineux occasionne l'accumulation de stocks immenses. Ils représentaient alors dans ce coin industriel de l'Orne près de six mois de production¹⁶⁰. La situation délicate restait supportable tant qu'on pouvait se permettre d'attendre des offres d'achat laissant quelques bénéfices. Pour le malheur de plusieurs, l'obligation de disposer de certaines liquidités rendait bientôt nécessaire de vendre à perte une partie des marchandises. Afin de remédier à une situation intenable, plusieurs broches de filatures sont aussi arrêtées.

Du côté de Saint-Quentin, les déboires des entreprises produisant des tissus et des fils de coton font opter pour des changements dans la fabrication. Certains patrons tentent de produire des broderies et des velours mais la concurrence n'est pas beaucoup moins forte pour ces produits. L'incapacité de pouvoir se fournir en fils, au même prix que la concurrence étrangère, aurait pu faire changer de point de vue un patron reconverti de la filature à la broderie sur les tarifs douaniers. La question des importations temporaires agite alors les esprits des industriels dont les intérêts sont concernés. Plusieurs chambres de commerce manifestent leur insatisfaction au gouvernement, ils essaient de faire d'obtenir certaines réformes en leur faveur.

Le gel précoce de l'hiver 1881 ayant compromis la récolte de coton aux États-Unis, les cours s'orientent à la hausse devant l'anticipation d'une raréfaction prochaine la matière première. Une spécialité comme la fabrication d'indiennes reprend de la popularité au point de stimuler en Lorraine la création d'un nouvel établissement au capital de 6 millions de francs. Beaucoup de patrons ont espoir que la complémentarité qu'apportera cet établissement à l'industrie de la région

¹⁵⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1880. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 3 au 10 septembre, par Hoffmann.*

¹⁶⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport d'août 1880.*

leur sera profitable¹⁶¹. Cette maison, *Boeringer, Zurcher & Cie*, dont le projet de statuts prévoyait initialement un capital de 3 millions de francs¹⁶², subira d'abord des pertes considérables. Son activité sera toutefois maintenue par les intérêts locaux car ses ateliers absorbaient une quantité importante de tissus. Ils en sortaient sous forme de toiles peintes pour se vendre aux consommateurs, notamment étrangers, intéressés par cette marchandise mais non par les tissus écrus. Nous voyons un désir de transposer l'organisation présente en Alsace, dont plusieurs des industriels sont originaires, en Lorraine. La proximité des filatures, tissages, ateliers de blanchiment, de teinturerie et d'impression permettra une plus grande efficacité et une réduction des coûts améliorant la productivité.

De manière générale, l'industrie cotonnière française subit toujours une vive concurrence de la part des produits anglais sur son marché. Des profits plus importants sont néanmoins réalisés à Rouen par la vente des tissus durant la saison estivale ; les genres destinés à l'Afrique, débouché auquel les Rouennais sont très intéressés, se vendent malheureusement moins facilement en Algérie où ont eu lieu quelques troubles¹⁶³. Plusieurs de leurs collègues de l'Orne obtiennent néanmoins des succès remarquables. C'est le cas de l'entreprise *Frémont et Cie*, dont le chef cumule des qualités rarement présentes chez un même homme, on le dit à la fois « intelligent et sérieux, avide de progrès, sage et prudent. »¹⁶⁴ L'année 1881 se termine sans que la reprise soit encore véritablement sensible à l'échelle nationale. Les nouveautés et indiennes pour ameublement produites en Normandie connaissent un succès indubitable, mais les tissus et fils communs fabriqués dans l'Est ne voient pas encore leur prix se relever.

À Saint-Quentin les affaires vont un peu mieux au début de 1882, tout comme à Lille et Rouen, mais on signale de Belfort l'entrée prochaine de beaucoup de marchandises allemandes. Les négociants d'outre-Rhin souhaitent les

¹⁶¹ *Ibid.*, Rapport de mars 1881.

¹⁶² ADV 61J 48, *Manufactures de toiles peintes ; Société Boeringer, Zurcher & Cie en commandite par actions ; Capital : 3 000 000 francs divisé en 600 actions de 5 000 francs chacune ; Projet de statuts*, Épinal, Henri Fricotel, 1881, 29 pages.

¹⁶³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juillet 1881.

¹⁶⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1881. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 13 au 22 juin, par Reiser.*

faire passer en France avant l'instauration des nouveaux tarifs douaniers¹⁶⁵. Cependant, les filés anglais ne peuvent bientôt plus faire une concurrence aussi aiguë aux produits français sous le nouveau régime. Plus optimistes qu'auparavant, les industriels normands font de bonnes affaires en rouenneries et en indiennes, les stocks se réduisent alors fortement. La confiance revient aussi chez les industriels de l'Est : de nouveaux établissements dotés de moyens de production importants sont fondés¹⁶⁶. L'écoulement récent des stocks de tissus très importants qui avaient été accumulés depuis plusieurs années à Épinal¹⁶⁷, comme l'entrée en vigueur de tarifs plus avantageux, ont favorisé cet état d'esprit entreprenant. En Picardie, la fabrication du velours et la broderie semblent alors donner de très bons résultats, la région traverse une période de prospérité qui compense les pertes subies lors des campagnes précédentes. Ce n'est qu'à l'automne qu'on perçoit un ralentissement dans les commandes, mais tous les secteurs ne sont pas touchés : le velours picard, par exemple, dont la coupe à la main est réputée, travaille toujours très hardiment, essentiellement pour le marché américain.

Parfois, un retard technologique peut s'avérer fatal, des tissus anglais à la mode sont, par exemple, à ce moment impossibles à produire en France. Ceux-ci « doivent surtout leur succès à l'apprêt qui leur est donné au moyen de machines qui n'existent pas en France, qui coûtent très cher et dont le maniement présente beaucoup de difficultés. »¹⁶⁸ Devant ces obstacles, les entrepreneurs français n'osent prendre le risque d'un investissement jugé aventureux et techniquement complexe pour la production d'une marchandise qui, comme on peut aisément le croire, pourrait s'avérer n'avoir que temporairement les faveurs de la mode. D'aucuns attendent aussi de connaître les clauses des nouveaux traités de commerce avant d'investir dans l'augmentation et la modernisation de leur matériel. Les difficultés de certaines places, comme celle de Saint-Quentin, rendaient extrêmement difficile le financement d'un tel projet ; devant la vague de faillites touchant les entreprises produisant des tissus de coton, on tente d'abord de

¹⁶⁵ *Ibid.*, Rapport de février 1882.

¹⁶⁶ *Ibid.*, Rapports d'avril et mai 1882.

¹⁶⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1882. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 2 au 9 juin, par Cornudet.*

¹⁶⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de janvier 1883.

survivre. Cette survie ne peut néanmoins qu'être envisagée à court terme si on ne consent ou ne réussit pas à fournir un effort d'investissement important.

Ce sont les grands magasins de Paris qui profitent de la détresse. Ils obtiennent de forts rabais en payant rubis sur ongle les achats faits à des patrons désespérément en quête de liquidités¹⁶⁹. Insolemment les fabricants de velours poursuivent leurs excellentes affaires avec les États-Unis, leur prospérité contraste fortement avec la détresse d'autres patrons picards de l'industrie cotonnière. Cette spécialité représente néanmoins un volume d'exportation relativement peu important au niveau national.

Malgré une embellie temporaire signalée pour l'année 1882, les stocks d'indiennes et de calicots recommencent à s'accumuler à Épinal : l'unique établissement d'impressions, celui de *Boeringer, Zurcher et Cie*, qui se ressent à l'époque de pertes considérables, attend que les tissus imprimés trouvent enfin preneurs à prix décents avant de se réapprovisionner auprès des entreprises de la région¹⁷⁰. Le discours des patrons incrimine la concurrence étrangère quant à la perte de débouchés à l'étranger. Les industriels des Vosges, représentés par des députés puissants et attachés à leurs intérêts, Jules Ferry et Jules Méline n'étant alors pas les moins influents, se disent, comme leurs collègues normands, indignés par les agissements anglais au Maghreb. Faisant tisser en Tunisie les tissus qui sont ensuite expédiés en Algérie par voies ferrées, ils évitent les droits perçus dans les ports algériens¹⁷¹. Les patrons tentent de mobiliser les intérêts pour faire comprendre au gouvernement l'importance qu'il y a à mettre fin à cette injustice. Plusieurs industriels lorrains développent toujours leurs capacités de production et de puissants établissements se fondent dans leur région. C'est le signe qu'on prévoit un avenir intéressant pour l'industrie cotonnière et que les difficultés sont imputables à certaines carences dans l'organisation industrielle. Ils ont espoir de récupérer la clientèle des fabriques mulhousiennes.

¹⁶⁹ *Ibid.*, Rapport de février 1883.

¹⁷⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1883. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 2 au 10 mars, par Cornudet.*

¹⁷¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport d'avril 1883.

La nécessité de développer et d'améliorer les moyens de production touche aussi des entreprises déjà relativement puissantes. Pouyer-Quertier, farouche partisan du protectionnisme douanier et président de la Chambre de commerce de Rouen, transforme ses établissements en société anonyme au capital de 3 300 000 francs, conservant lui-même pour 2 millions de francs d'actions, le reste du capital étant acquis par des négociants du Havre et de Rouen ; 1 600 000 francs d'obligations sont aussi émises par le Comptoir d'escompte de Rouen pour relancer l'entreprise¹⁷². Une usine aussi impressionnante que *La Foudre* n'avait pu faire fièrement face à la concurrence qu'un certain temps. La nécessité de réinvestir dans le matériel se faisait sentir très rapidement dans la filature de coton ; cet apport de capitaux était rendu indispensable. La rentabilité vacillante de l'entreprise était très insatisfaisante depuis quelques années, Pouyer-Quertier se préoccupait des problèmes liés à une éventuelle transformation ou à une liquidation après sa mort. Suite à un premier échec dans la modification de la raison sociale de sa société, il a trouvé le concours de négociants ou commissionnaires dont la participation peut s'expliquer « par l'espérance de bénéfices à réaliser soit dans la fourniture de la matière première à la Société, soit dans le placement de ses produits. »¹⁷³ Il est aussi prévu d'installer pour 3 à 400 000 francs de métiers à tisser.

À Bar-le-Duc, centre principal de la production des corsets, on ne lésine pas sur la dépense afin d'améliorer ou de remplacer le matériel dans le but de rejoindre une clientèle toujours plus large et pour tenter de se mettre sans les meilleures conditions possibles face à la concurrence allemande¹⁷⁴. Pour cette place, il y a dans cette industrie plus d'avenir que dans la filature de coton dont la dernière usine vient de fermer ses portes, tandis que l'ensemble de l'industrie du coton y périclité¹⁷⁵. Les ventes de l'été donnent peu de satisfaction aux patrons, Roanne fait néanmoins parler d'elle par les succès qu'elle obtient avec l'article

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1883. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 5 au 21 juillet, par Hoffmann.*

¹⁷⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.,* Rapport de juin 1883.

¹⁷⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1883. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 12 au 18 mars, par Piquet.*

toile de Vichy, on pense aussi que « la majeure partie des bénéfices de cette campagne sera consacrée par les fabricants à l'amélioration et à l'augmentation de leur outillage. »¹⁷⁶ Une telle décision révèle encore ici un certain optimisme, le réinvestissement des profits leur permet de pouvoir espérer voir se prolonger la prospérité du tissage dans la région roannaise, explicable en partie par de meilleurs prix de vente que ceux de Flers pour des articles similaires. D'autres voient l'avenir avec inquiétude. C'est avec des craintes bien fondées que les filateurs du Nord et de l'Aisne apprennent, par un décret du 18 septembre, l'adoption de l'admission temporaire des filés de coton supérieurs au numéro 50. Nous reviendrons plus loin sur cette question qui a suscité de vives réactions chez les filateurs.

L'industrie textile connaît des succès inégaux à l'été-automne 1883 : les tissus écrus et teints se vendent difficilement et en petites quantités, alors que rouenneries et indiennes, celles pour meubles uniquement cependant, marchent bien, comme d'ailleurs les calicots écrus et blancs qui trouvent des débouchés importants en Afrique¹⁷⁷. Travaillant pour la production de fils normaux qui ne seront pas touchés par la faculté d'importer temporairement des fils de coton, les filateurs de Rouen et de Flers sont dans une situation plutôt bonne à la fin de l'année 1883 ; ils profitent d'une légère hausse des cours. Les velours ne se vendent malheureusement plus aussi facilement qu'auparavant alors que la concurrence allemande se montre redoutable par le coût de la teinture qui est moins élevé outre-Rhin¹⁷⁸.

La période des bilans fait ressortir de nombreux déboires sur la place de Saint-Quentin dont les produits se sont démodés avant d'être vendus. Le montant des pertes atteint les 2 millions de francs pour l'année 1883 et un des plus importants établissements de la place a été contraint à la faillite¹⁷⁹. D'une manière globale, les affaires vont plutôt bien durant les premiers mois de 1884 : les places de Roanne, Flers et Rouen font de bonnes affaires. Même à Saint-Quentin, la

¹⁷⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de septembre 1883.

¹⁷⁷ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1883.

¹⁷⁸ *Ibid.*, Rapport de décembre 1883.

¹⁷⁹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1884.

passementerie et la bonneterie sont favorisées par de nombreuses commandes qui font un temps s'épanouir les affaires¹⁸⁰. Le tissage du coton est cependant bientôt dans une position délicate dans l'Est. L'augmentation de la production ne favorise pas la hausse car elle demeure trop importante en regard de la demande. Des tissus spéciaux bénéficient heureusement d'un engouement qui permet de dégager des bénéfices importants sur ces produits¹⁸¹.

Le succès des toiles d'Oxford tissées à Roanne, où les entrepreneurs augmentent constamment les capacités productives de leurs usines, se poursuit toujours à l'été, tandis que le velours retrouve pour un temps son ancienne prospérité à Amiens, où les industriels ne peuvent répondre à l'ensemble des commandes. Pour la filature, les qualités communes obtiennent un relatif succès mais les filés fins sont délaissés. On leur préfère les marchandises anglaises offrant un meilleur rapport qualité-prix. L'inquiétude est donc grande lorsque la Chambre de commerce de Lyon demande l'admission temporaire de l'ensemble des filés de coton, et non plus uniquement de ceux de numéros supérieurs ou égaux à 50¹⁸². Plusieurs filatures ont été créées en Lorraine avec l'espoir de pouvoir écouler la fabrication dans la région lyonnaise. Elles se trouveraient dans une situation difficile si elles perdaient ce débouché. Bien entendu, les industriels du Rhône aimeraient s'approvisionner à de meilleurs prix en fils de coton afin que leurs tissus mélangés puissent s'exporter plus facilement, tout en dégagant des bénéfices toujours intéressants. Cette démarche audacieuse de la Chambre de commerce, si on considère le succès déjà obtenu pour les filés fins et la puissance des intérêts qui y sont opposés, n'aboutira finalement pas.

¹⁸⁰ ADAI I Mi 127, *État de la situation industrielle dans le département de l'Aisne pendant le 1^{er} trimestre 1884* ; Lettre du Préfet de l'Aisne au Ministre du Commerce ; Laon, le 8 juillet 1884.

¹⁸¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapports de mai et juin 1884.

¹⁸² *Ibid.*, Rapport de novembre 1884.

III b. Faibles prix et contraction des importations

La question de la production exagérée des tissus de coton préoccupait beaucoup les patrons de l'Est car les prix obtenus pour les marchandises ne donnaient pas les profits anticipés. Une tentative faite pour créer un syndicat de tisseurs dans l'Est en 1884, afin de maintenir les prix, a échoué devant le peu d'adhérents attirés par les promoteurs du projet. Ceux-ci revoient finalement leurs ambitions à la baisse et utilisent les fonds récoltés pour fonder une agence de renseignements commerciaux¹⁸³. Seuls les centres de Bar-le-Duc et Roanne poursuivent leur activité de tissage normalement. Pour les autres, l'année 1884 s'amorce sous le signe du marasme et suscite un questionnement essentiel pour l'avenir du secteur. Quelles sont les causes de cette accalmie dans la demande? Doit-on l'attribuer à une production trop développée et à une faible demande du marché intérieur? Serait-ce plutôt la concurrence étrangère qui expliquerait la situation tendue?

Selon l'appréciation du directeur de la succursale de la Banque de France de Rouen, toutes ces raisons en seraient les causes :

*Grâce à la perfection des machines, ceux de nos usiniers qui se sont tenus au courant du progrès de la mécanique arrivent à produire beaucoup plus qu'autrefois avec le même outillage (qu'ils ont perfectionné) et avec la même main-d'œuvre ; ils sentent que c'est à cette condition qu'ils ont des chances de lutter contre les produits étrangers qui trouvent toujours le moyen de s'introduire en France en évitant une partie des droits de douane et malgré la menace de la préemption. L'absence des besoins s'explique aussi par la gêne des gens de la campagne qui restreignent autant que possible leurs achats.*¹⁸⁴

Ce sont aussi et surtout les marchés étrangers qui représentent la clé de la croissance, les colonies françaises deviendront bientôt un débouché extrêmement important pour les tissus de coton.

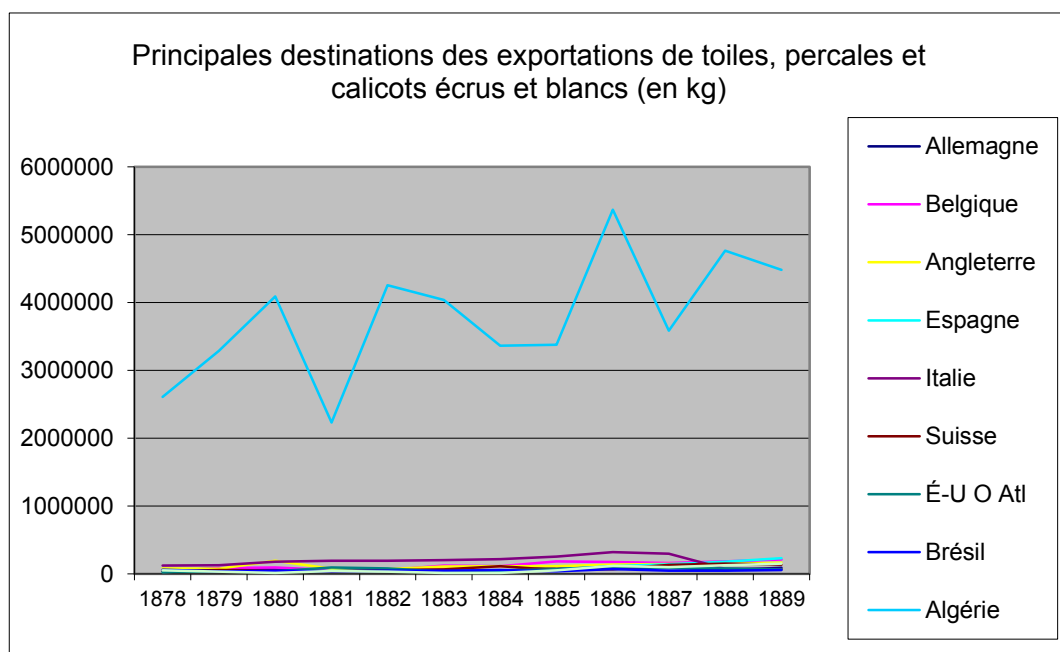
Les exportations de percales et calicots, écrus et blancs, vont toujours essentiellement en Algérie qui en accueille des quantités grandissantes. Nous

¹⁸³ *Ibid.*, Rapport de décembre 1884.

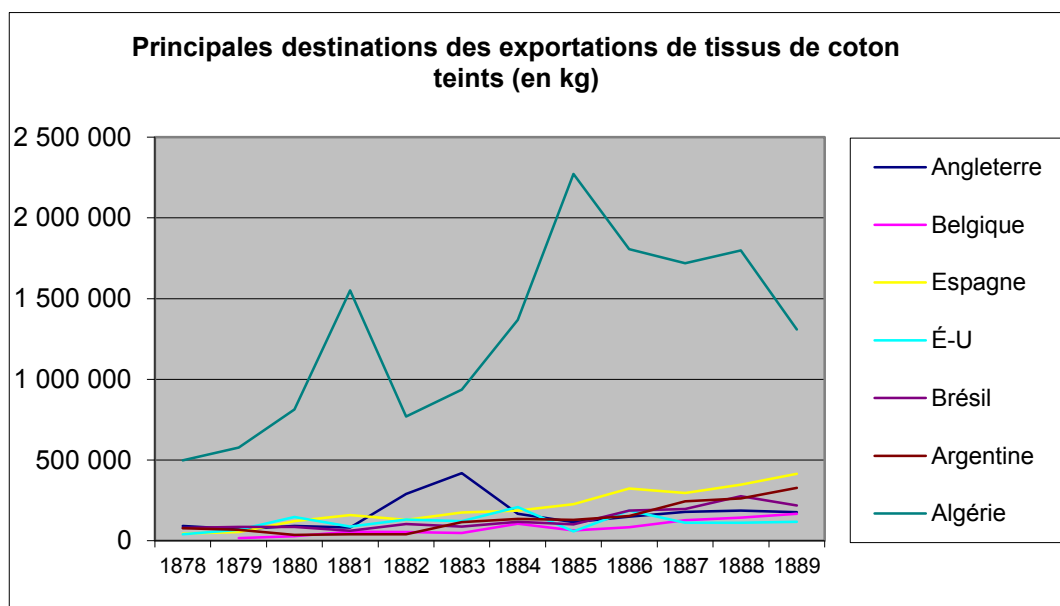
¹⁸⁴ *Ibid.*, Rapport de février 1885.

pouvons aussi remarquer l'importance prépondérante du marché algérien pour les tissus de coton teints. Même si ce marché d'avère de très loin le principal importateur de produits français, il faut aussi noter les progressions intéressantes enregistrées pour les exportations vers l'Espagne, le Brésil et l'Argentine.

Graphique 2.3.1



Graphique 2.3.2



Les marchandises étrangères arrivent encore à concurrencer la production française sur le marché intérieur. Il y a certainement là plus qu'une question de tarifs douaniers contournés par la fraude. La modernisation du tissage n'est pas partout très poussée, ce qui peut expliquer certains mauvais résultats. Daussin avance qu'en 1885, il y avait encore à St-Quentin 1 413 ouvriers travaillant sur des métiers à bras, comparativement à 921 qui s'occupent de métiers mécaniques en usine¹⁸⁵. Terrier affirme de son côté, sans davantage donner ses sources, qu'on comptait en 1886 dans l'arrondissement de Saint-Quentin « trois ouvriers travaillant dans une filature ou un tissage mécanisé pour un travailleur à bras localisé en milieu rural. »¹⁸⁶ L'inclusion de la filature modifie donc radicalement le rapport ; elle était à ce moment presque entièrement mécanisée. Paradoxalement, comme le remarque Terrier, elle avait un temps poussé à l'accroissement du tissage manuel à domicile qui s'approvisionnait de filés à bas prix. Le faible niveau de mécanisation et de concentration de l'industrie cotonnière française jouait en sa défaveur.

Le développement exagéré de la production représente une menace qu'on aurait tort de négliger. D'un autre côté des capacités importantes de production sont essentielles pour amortir les frais. Ce serait donc plutôt le trop grand nombre de producteurs dans le secteur qui serait problématique. Restreindre la production d'une entreprise ne peut être qu'une solution à moyen terme. La production gagnerait à se limiter par l'élimination des plus faibles, laquelle allait forcément se produire tôt ou tard. Néanmoins, tirer un peu la bride afin que la production soit plus en harmonie avec la demande était moins douloureux. Roanne calme un peu à cette époque sa fièvre d'équipement tandis que ses tissages produisent toujours une marchandise se vendant très bien.

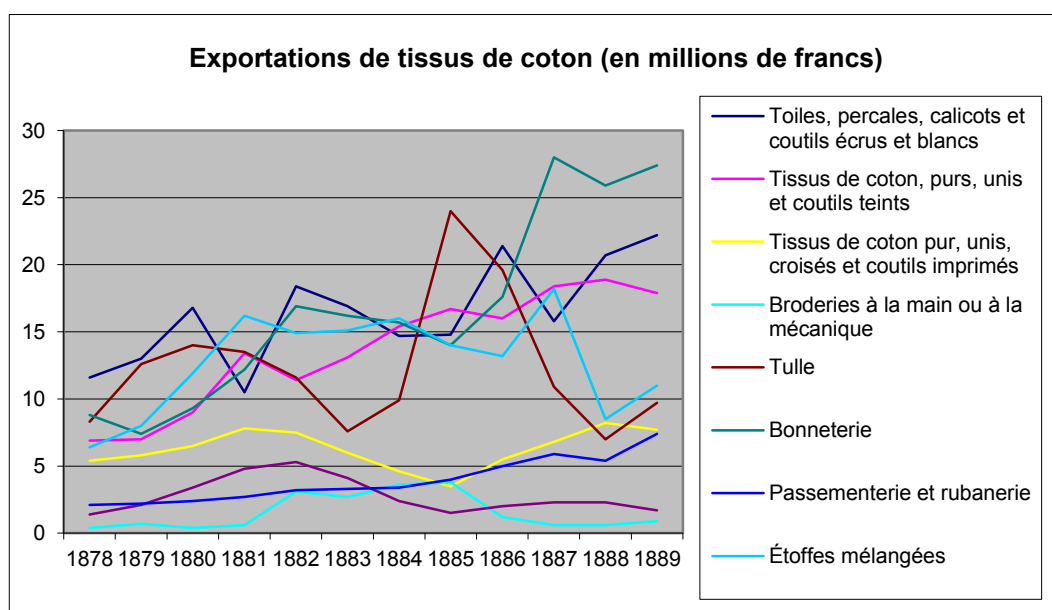
Malgré ses succès, l'industrie de la bonneterie de coton se plaint souvent de la concurrence des producteurs de Saxe. Elle les obligeait à vendre à des prix

¹⁸⁵ Claude Daussin, *L'industrie textile dans l'Aisne de 1850 à 1895*, Mémoire présenté pour l'obtention de la maîtrise d'histoire, sous la direction du professeur Clause, Université de Reims, octobre 1973, p. 33.

¹⁸⁶ Didier Terrier, *Les deux âges de la proto-industrie ; les tisserands du Cambrésis et du Saint-Quentinois 1730-1880*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996, p. 167.

moindres en sabrant dans ses bénéfices. Cet aiguillon a poussé à l'adoption des méthodes de production les plus modernes, augmentant la productivité et la production totale. Il a donc été impératif de vendre davantage et rapidement. Les grands magasins de Paris demeurent un débouché important mais les produits percent alors aussi sur les marchés étrangers. Les maisons de Troyes s'adonnant à l'exportation se lamentent des maigres profits dégagés : « Cependant plusieurs de ces établissements sont en progrès et étendent leur relations, ils envoient maintenant leurs voyageurs en Espagne, en Italie, en Algérie et dans tout le Nord de l'Europe. »¹⁸⁷ Il semble que le marché intérieur n'offrait pas toujours une rentabilité intéressante. Les bonnetiers se tournent vers l'Europe, mais aussi vers l'Amérique, pour trouver à écouler leur production. L'Argentine offre des occasions d'affaires intéressantes, les plus dynamiques des industriels de la bonneterie y feront d'excellentes affaires dans les années suivantes. La bonneterie de coton devient le secteur le plus exportateur de la catégorie des tissus de coton à la fin des années 1880. Elle doit grandement cette situation à une hausse impressionnante des exportations vers l'Argentine mais aussi vers les États-Unis, l'Algérie et le Brésil (graphique 2.3.4).

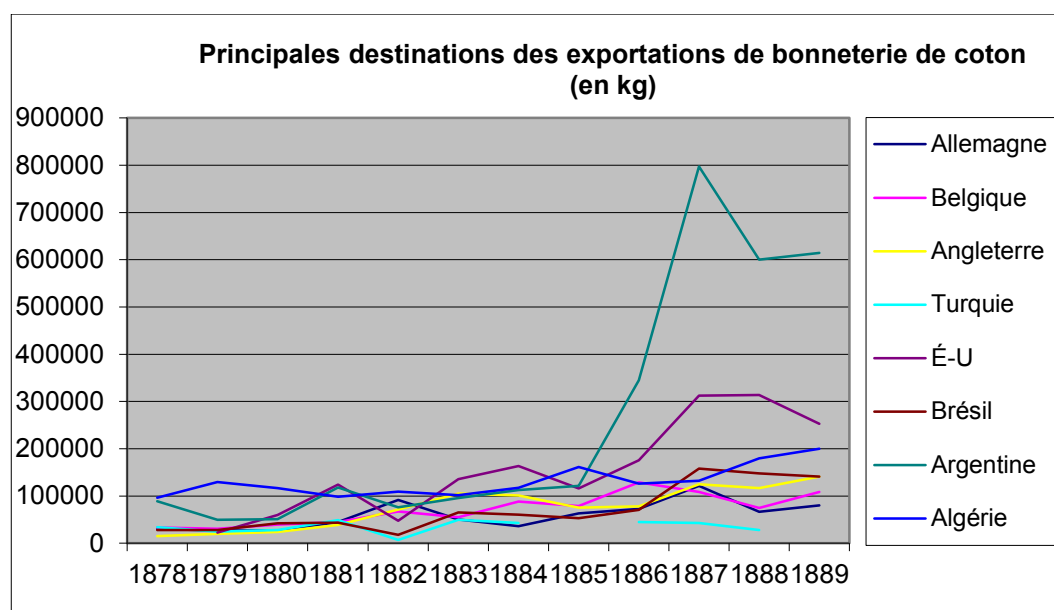
Graphique 2.3.3



¹⁸⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de janvier 1885.

Les réseaux commerciaux français sont assez bien établis au Brésil depuis le Second Empire. À partir de ce moment, la France est le deuxième partenaire commercial du pays après l'Angleterre. Denise Monteiro Takeya a montré que des sociétés françaises comme *Boris frères* y ont facilité l'écoulement de tissus de coton, notamment de la bonneterie et des indiennes, comme l'importation en France de coton brut¹⁸⁸. Des pratiques commerciales douteuses ont cependant nuit à la réputation des commerçants français. Le problème principal demeurait la capacité d'approvisionner ces réseaux. Devant le faible nombre d'escales de navires français au Brésil, les maisons de commerce devaient faire venir la marchandise par la flotte anglaise.

Graphique 2.3.4

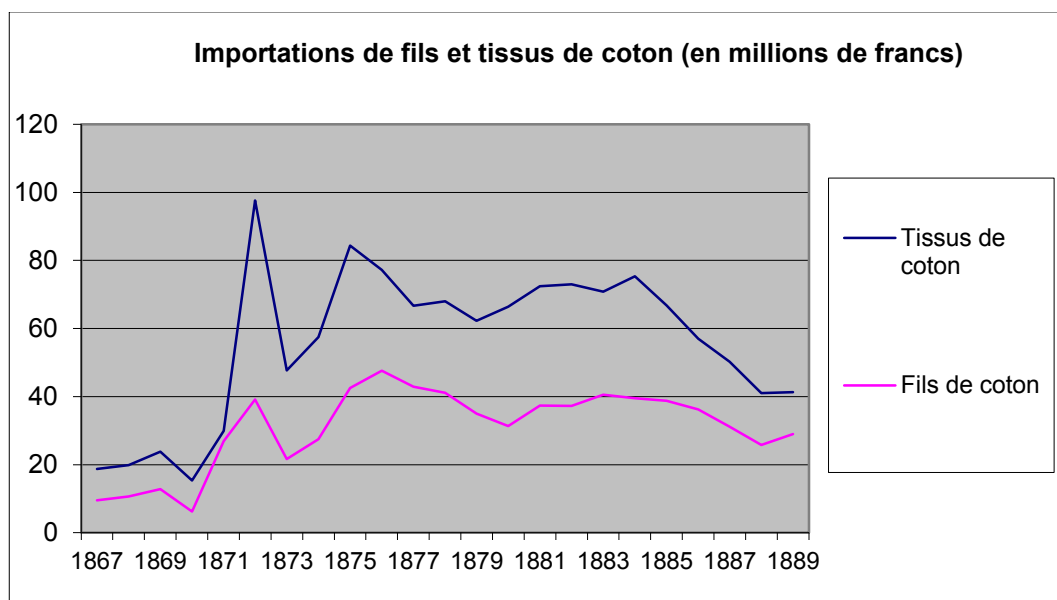


La mauvaise situation de la filature de coton fin 1885 est généralement attribuée à l'introduction des produits étrangers sur le marché français, maintenant non seulement pour les fils fins mais aussi pour les qualités ordinaires. En observant les valeurs déclarées aux douanes, l'année ne paraît pourtant pas

¹⁸⁸ Denise Monteiro Takeya, « Une société de négoce français au Brésil dans le dernier tiers du XIXe siècle : Boris frères au Ceará », *Entreprises et histoire*, 8, 1995, p. 27-50.

marquée par une hausse notable des importations de fils de coton, elles ont une valeur moyenne comparable à celle des dernières années, seulement les quantités sont plus grandes. Les tissus de coton se vendent aussi assez mal, l'exutoire algérien ne permet pas à cette époque de soulager la tension qu'on connaît sur le marché intérieur. Un mouvement antisémite immobilise un temps les affaires et les marchands israélites, inquiets pour l'avenir, achètent très peu. Seuls quelques articles spéciaux s'écoulent avantageusement en profitant des faveurs de la mode. Épinal acquiert alors un nouvel équipement, des machines à imprimer, qui lui permettra d'augmenter sensiblement sa production d'indiennes¹⁸⁹. Les patrons de la région ont l'ambition d'enlever aux Anglais le marché des colonies pour les toiles peintes. Les changements du régime douanier sont toutefois encore insuffisants pour permettre aux producteurs français d'évincer leurs compétiteurs. On discute alors d'une assimilation pure et simple du régime douanier des colonies à celui de la métropole. Notons que c'est à partir de cette année 1885 que les importations de tissus et de fils de coton perdent de l'importance.

Graphique 2.3.5



¹⁸⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juillet 1885.

À l'automne le malaise devient palpable à Flers où les filateurs, qui ont beaucoup produits, doivent répondre à certaines obligations financières. La principale source de difficultés réside dans le fait qu'ils n'ont pas été payés depuis un moment par les tisseurs. Ceux-ci n'ont pas fait de bonnes ventes et leurs entrepôts regorgent de marchandises. Aux dires de l'employé de la Banque de France posté dans cette petite ville de l'Orne, les filateurs pourraient fournir des traites sur les tisseurs qui seraient escomptées facilement : « mais ce moyen est tellement en dehors des usages de Flers qu'ils aiment mieux souffrir de la gêne que de l'employer. »¹⁹⁰ Nous constatons les inconvénients créés par le refus d'adopter de nouvelles façons de faire. Le fait de négliger cette pratique commerciale, les comptes se réglant au moment des ventes, comporte certains risques. Il est notamment impossible de cerner la position de certains industriels qui pourrait être fragilisée.

Le mois de décembre 1885 est marqué par le retour des affaires. D'importantes commandes sont passées tant en fils qu'en tissus de coton. Roanne, toujours prospère, voit ses cotonnades s'écouler facilement et Flers évite la crise qui semblait devoir éclater. L'importance de s'assurer des débouchés pour modérer le risque représenté par une production ardemment poussée occupe de plus en plus les esprits. C'est toutefois un domaine dans lequel la France excelle moins que ses adversaires allemands et anglais, beaucoup plus agressifs commercialement. Nombre d'industriels du coton ont cependant l'espoir de voir les colonies devenir leur chasse-gardée. La conscience des marchés à conquérir est bien présente même si les moyens déployés ne sont pas toujours en rapport avec les objectifs. Certains brasseurs d'affaires ont aussi déjà à l'époque acquis des usines à l'étranger pour contourner les barrières tarifaires ou se rapprocher des lieux de production de la matière première. C'est par exemple le cas des importants établissements de filature et tissage mécanique *Savana*, établis à

¹⁹⁰ *Ibid.*, Rapport de novembre 1885.

Pondichéry par Auguste Chaumel, et transformés en société anonyme au capital de 5 millions de francs en cette année 1886¹⁹¹

La baisse des cours du coton, signalée dans le premier trimestre de 1886, affecte les filateurs qui ont fait des approvisionnements à prix plus élevés. Il est dès lors difficile de conclure des ventes puisque les acheteurs veulent négocier en se basant sur la valeur actuelle du coton brut. Avec l'arrivée constante de produits anglais - les Anglais encore plus touchés par la crise veulent absolument écouler leurs marchandises, même à très bas prix - la situation est inconfortable pour les filateurs comme pour les tisseurs. Même à Roanne l'activité du tissage doit ralentir puisque une importante quantité de marchandises n'a pas pu être vendue. Cette situation ne suscite pas trop d'inquiétude pour autant, on considère que ce n'est « qu'un temps d'arrêt dans la prospérité extraordinaire dont l'industrie de cette ville a joui pendant plusieurs années. »¹⁹² Incapables de vendre ses marchandises à des prix raisonnables, la place de Flers se retrouve dans la même situation qu'à la fin de l'année précédente ; elle est embarrassée par des stocks immenses qui encombrant ses entrepôts. La formation de ceux-ci est en partie à attribuer à des changements dans les comportements commerciaux des industriels :

*Autrefois les maisons de gros achetaient aux fabricants de grandes quantités de marchandises et c'était chez elles que se trouvaient les stocks ; aujourd'hui les fabricants vendent directement aux maisons de détail et à la consommation, ils ont par suite chez eux un approvisionnement qui n'apparaissait pas jadis.*¹⁹³

C'est encore une fois les développements donnés à la production qui donnent lieu à quelques inquiétudes. Les marchandises s'accumulent, étant donné le manque de débouchés : leur valeur est passée de 9 à 15 millions de francs depuis le début de l'année précédente¹⁹⁴. *Coulombe frères et Cantin*, ont à Flers un des trois plus importants tissages de la place, évalué à 1 million de francs ; leur volonté de trouver des débouchés les poussera bientôt au premier rang des

¹⁹¹ CAMT 65 AQ H 249, *Savana ; Société anonyme de filature et tissage mécanique au capital de 5 000 000 de francs ; Exploitation industrielle à Pondichéry ; Statuts*, Bordeaux, Impr. Bordelaise, 1886, 26 pages.

¹⁹² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mai 1886.

¹⁹³ *Ibid.*, Rapport de novembre 1886.

¹⁹⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1886. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 24 avril au 4 mai, par Frachon.*

instigateurs de la société *Flers-Exportation* qui retiendra un temps notre attention dans le prochain chapitre.

La situation n'est guère plus enviable dans les Vosges que dans l'Orne où certains établissements n'arrivent pas à remédier à leurs constantes difficultés. La maison *Geistodt-Kiener* est, par exemple, contrainte à warranter son stock pour obtenir quelques liquidités, son million de francs de capital demeure insuffisant en regard de ses besoins en à court terme¹⁹⁵. Divers soutiens permettront finalement à l'entreprise de se refonder sur des bases plus saines.

Médiocre, l'année 1886, aura été marquée par la crise générale de l'industrie cotonnière. Les déboires anglais se sont répercutés en France en poussant les prix à la baisse. Des réductions de salaires sont finalement adoptées par les patrons cherchant à abaisser leurs prix de revient par ce moyen. Ce n'est qu'à la fin de l'année que le ralentissement des importations de fils anglais donne espoir en des jours meilleurs. Il faut toutefois rester prudent quant à la détresse des entrepreneurs. Dans l'Orne par exemple : « il s'est fait en quelques années à Flers des fortunes considérables et les fabricants habitués à réaliser d'énormes bénéfices sont très disposés, au moindre ralentissement, à se plaindre et à déclarer que tout est au plus mal. »¹⁹⁶ C'est donc parfois le contraste de la situation actuelle avec des années aux profits florissants qui indisposent les entrepreneurs.

Il y a peut-être aussi pour certains la frustration d'avoir manqué des belles années et de s'être lancé en affaires trop tardivement. L'industrie textile est pourtant régulièrement marquée par des revirements dans la conjoncture. En adoptant une vision à plus long terme, on apprécie la situation avec davantage de justesse. Le tissage manuel a, pour sa part, été fatalement atteint par la création de nombreux et puissants tissages mécaniques. Il perd en importance de jour en jour, permettant rarement aux tisserands d'y trouver un revenu décent.

Encore meilleure que la précédente, l'année 1886 se termine dans une ambiance effervescente pour la bonneterie à Troyes : il est impossible pour les industriels de répondre à l'ensemble des commandes qui arrivent très nombreuses.

¹⁹⁵ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 1^{er} au 11 juin, par Piquet.*

¹⁹⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de décembre 1886.

L'Amérique prend une place grandissante dans les exportations ; les tricotés, développés pour concurrencer les flanelles rémoises, sont alors très demandés¹⁹⁷. Le rapport envoyé deux mois plus tard de l'Aube vers le siège de la Banque de France constate le fort mouvement qui caractérise la place : « Le directeur de Troyes signale l'activité remarquable des affaires en bonneterie, les ateliers travaillent jour et nuit sans pouvoir satisfaire aux commandes qui leur parviennent de toute part. »¹⁹⁸ Ceux qui ont la chance d'être outillés pour produire les jerseys font de superbes bénéfices en les exportant outre-Atlantique. Par un vigoureux effort d'équipement, les patrons troyens l'emportent pour un temps sur la concurrence étrangère. Le directeur de la succursale de Troyes mentionne au printemps que les grandes dépenses en équipement ont permis d'arriver « à une grande supériorité sur les fabricants suisses et allemands »¹⁹⁹. Nous avons ici un excellent exemple du dynamisme de certains entrepreneurs face aux défis internationaux.

Dans un tel contexte, certaines déconvenues ne sont que des arrêts temporaires au niveau de l'industrie régionale, telle la liquidation de la société *Vaucher, Brylinski et Cie* s'étant opérée deux ans auparavant. Ses établissements de Saint-Julien, près de Troyes, ont rapidement été acquis et remis en activité par une société anonyme au capital de 600 000 francs ayant pour objet : « Le blanchiment, la teinture, l'impression et l'apprêt des tissus de coton ou autres pour doublures ; la teinture des fils de coton ou autres, et toutes les opérations commerciales qui peuvent et pourront se rattacher à ces industries. »²⁰⁰ Les nouveaux propriétaires anticipaient certainement que, bien gérée et pourvue des fonds nécessaires, ces activités complémentaires aux tissages et filatures de la région seraient profitables.

L'année 1887 débute avec une tendance orientée à la hausse pour les tissus de coton, les usines bien équipées de l'Est arrivent dès lors à renouer avec la rentabilité. Poussés par un courant favorable, les filatures et tissages rouennais

¹⁹⁷ *Ibid.*, Rapport de novembre 1886.

¹⁹⁸ *Ibid.*, Rapport de janvier 1887.

¹⁹⁹ *Ibid.*, Rapport de mai 1887.

²⁰⁰ CAMT 65 AQ H 242, *Société anonyme de blanchiment, teinture, impression et apprêt de Saint-Julien (Aube)* ; Statuts, Paris, Vve Renou et Maulde, 1885, p. 1.

voient avec bonheur les exportations vers l'Algérie reprendre de l'ardeur en février mais elles n'ont finalement pas de suite²⁰¹. Rouen et Flers paraissent durant le printemps faire de moins bonnes affaires que Roanne et Épinal dont les produits se vendent mieux. Profitant de la reprise qui se poursuit dans leur région, les grands établissements des Vosges travaillent avec une ardeur qui n'avait pas été vue depuis des années²⁰². Les importants bâtiments de teinturerie et de blanchisserie établis à Thaon connaissent, à l'instar de leurs clients, une activité très soutenue. En Normandie la situation est autrement plus triste. Les fils produits à Flers et Rouen ne trouvent pas à se placer. Pour vendre, les industriels doivent consentir à des réductions qui rendent bien minces les profits dégagés.

L'augmentation des capacités de tissage en Angleterre expliquerait, selon le directeur de la succursale de la Banque de France d'Épinal, la hausse des fils de coton qui se fait sentir à l'hiver²⁰³. Elle peut aussi être en partie attribuée par la stabilité des cours de la matière première. Son collègue de Rouen abonde en ce sens. Ce dernier considère les ventes enfin faites dans les Vosges par les filateurs de sa région aux bas prix des produits français, limitant pour un temps la concurrence anglaise et permettant aux fils normands de bien se vendre dans l'Est. La filature réussit donc à placer plus régulièrement ses produits au printemps 1888 mais les faibles prix font que sa situation n'est pas pour autant si florissante. Néanmoins, avec les ventes se poursuivant régulièrement grâce à la fermeture de la Lorraine aux filés anglais, on constate à l'été une véritable reprise dans le secteur de la filature du coton en France²⁰⁴. Un indice de prospérité générale peut être remarqué dans les profits dégagés par les ateliers d'impression de *Boeringer, Zurcher et Cie* et de la *Blanchisserie et teinturerie de Thaon*, entreprises qui absorbent une grande partie des étoffes produites dans la région.

En Franche-Comté l'entreprise *Méquillet-Noblot*, qui possède filature et tissage a pu prospérer en concentrant son activité sur la production de tissus écrus et blanchis, abandonnant la teinture et l'impression. L'autofinancement de cette

²⁰¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1887.

²⁰² *Ibid.*, Rapport de mai 1887.

²⁰³ *Ibid.*, Rapport de décembre 1887.

²⁰⁴ *Ibid.*, Rapports de juillet et août 1888.

entreprise familiale paraît avoir donné de bons résultats. Elle a alors à sa tête Adolphe Noblot, diplômé de l'École centrale de Paris et continuateur de la tradition. Cet entrepreneur protestant s'est consacré sans ménagement à son entreprise. Il tire de son austérité et de son dévouement une autorité morale facilite ses succès politiques²⁰⁵.

Le tissage traverse pour sa part une période plus difficile à Flers alors que la lutte entre les industriels a eu pour conséquence de ramener les prix à un niveau laissant peu de bénéfices pour ceux qui arrivent toujours à en dégager. C'est aussi qu'à Flers le tissage est en pleine transformation²⁰⁶, les métiers mécaniques s'imposent alors clairement sur les métiers manuels qui tendent toujours à disparaître. Le remplacement ne se faisant tout de même que progressivement et depuis longtemps ; la transition, plus accentuée à ce moment, ne permet pas encore de travailler dans les meilleures conditions possibles. De 10 000 en 1880, les métiers à la main ne sont plus qu'au nombre de 4 000 dans l'arrondissement de Flers en 1889 ; inversement, les métiers mécaniques sont passés de 1 200 à 2 000 durant la même période, alors que pour la filature de nombreuses broches avaient cessé leur travail : des 95 000 dénombrées au début de la décennie, on n'en comptait plus que 54 794 au moment de célébrer le centenaire de la prise de la Bastille²⁰⁷, leur nombre allait tout de même s'accroître à nouveau dans la décennie suivante tout comme leur productivité.

À Troyes, la bonneterie fait toujours de très bonnes affaires ; les articles fins s'exportent alors avantageusement, laissant de forts bénéfices aux industriels²⁰⁸. L'intérêt pour les débouchés extérieurs permet de développer des liens intéressants avec l'étranger. Lorsque la demande étrangère se ralentit on travaille principalement pour les grands magasins de la capitale. Amiens est aussi surchargée d'ordres au printemps, les importants établissements *Vve J. Lardière*, *Th. Delacour et fils* et *Demoreuil fils* font de belles affaires, tout comme des plus

²⁰⁵ Jean-Luc Mayaud, *Les patrons du Second Empire 3 ; Franche-Comté...*, op. cit., pp. 97-101. Le capital de cette société strictement familial dépasse les 3 millions de francs en 1888.

²⁰⁶ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1888. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 14 au 21 septembre*, par Piquet.

²⁰⁷ Auguste Lelièvre, « Flers au XIX^e siècle ; Après la guerre », dans *Le Pays Bas-Normand*, 3^e année no 4, 1910, p. 362.

²⁰⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1888.

modestes, tel *Laignel-Legrand*, ancien commissionnaire s'étant lancé dans l'industrie de la bonneterie²⁰⁹.

Ce secteur constate généralement une hausse de la demande pour ses produits, dont les exportations atteignent des sommets inégalés. Les bonnetiers profitent pour un temps d'une position enviable face à la concurrence anglaise et allemande qui rebondira rapidement, ne s'engourdissant nullement devant la supériorité temporaire de la fabrique française. Une grève déclarée par les ouvriers de la maison *Mauchauffée* n'entrave pas longtemps la marche de l'entreprise. L'escalade dans les discussions entre les deux partis avait amené la direction à menacer ses employés de décréter un lock out²¹⁰. Mise en application, cette décision aurait touché environ 6 000 ouvriers bonnetiers, créant aussi forcément des contrecoups chez les ouvriers blanchisseurs et apprêteurs qui auraient manqué d'ouvrage. La main-d'œuvre reprend finalement rapidement le travail. Le progressisme de *Mauchauffée* touchait uniquement la machinerie, son antiparlementarisme et son conservatisme social étaient notoires.

Ce n'est qu'en novembre que les tissus parviennent à se vendre dans de meilleures conditions. L'embellie paraît devoir durer en 1889, les stocks sont désormais moins inquiétants mais ils se reconstituent rapidement puisqu'un ralentissement de la production augmenterait les prix de revient. Roanne, qui avait été contrainte de ralentir sa production, profite de la grève qui se déclare à Thizy à l'hiver ; elle récupère les commandes qui ne peuvent être exécutées par cette dernière.

À la situation difficile et souvent déficitaire traversée par la filature normande durant les dernières années succède une période plus prospère au début de 1889. À ce moment les industriels « font des bénéfices importants qui les dédommagent de leurs sacrifices passés. »²¹¹ Au niveau national, les patrons des filatures trouveront bientôt à se plaindre de la hausse du prix du coton qui, ne se reflétant pas en une hausse des filés, érode leurs marges bénéficiaires. Malgré tout,

²⁰⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1888. Rapport concernant la succursale d'Amiens. De juin à octobre, par d'Hérissé.*

²¹⁰ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1888.

²¹¹ *Ibid.*, Rapport de février 1889.

l'entente réalisée entre les filateurs vosgiens et, bien plus encore, la reprise générale des tissus, pousseront bientôt les fils de coton à la hausse²¹² et permettront aux filateurs d'obtenir des prix rémunérateurs pour plusieurs mois²¹³.

Les patrons s'occupant de tissage n'arrivent toutefois pas encore à trouver des débouchés suffisants pour absorber une production qui s'est largement accrue durant les dernières années. Quelques-uns essaient de stimuler les exportations en installant des comptoirs de vente dans les colonies et en Amérique latine, la société fondée à Flers pour ouvrir de nouveaux marchés laisse miroiter des perspectives intéressantes. Rouen réussit aussi à placer une quantité assez importante de marchandises au Tonkin à l'été ; c'est une première pour les relations commerciales avec cette colonie²¹⁴. L'utilité des colonies apparaît clairement aux cotonniers. Fidèles partisans du développement de l'influence française à l'étranger, ils seront parmi les rares qui profiteront finalement des dépenses liées à l'occupation française, déjà très contestée à l'époque, permettant d' 'ouvrir' de nouveaux marchés. L'Algérie importe toujours de France une quantité de tissus importante qui tend à augmenter régulièrement.

Avec les améliorations d'équipement et le développement des capacités de production, trouver des débouchés devient impératif si on veut éviter de voir le marché intérieur s'engorger et les prix s'avilir. C'est par l'entente que les industriels de Flers réussissent finalement à faire monter les prix des tissus de coton. Ils accordent aussi, chose plutôt rare, une hausse de salaire aux tisserands. La place mobilisait ses énergies et espérait bientôt exporter massivement ses produits dans les colonies. Beaucoup d'espoirs étaient mis dans la création de la société *Flers-Exportation* ; elle créait alors des comptoirs de vente en Algérie, en Tunisie, au Sénégal, au Gabon et en Cochinchine, et projetait aussi d'en établir à Constantinople et Nouméa²¹⁵. Nous aurons à reparler de cette société dont les affaires auguraient alors très bien pour l'avenir.

²¹² *Ibid.*, Rapport de juin 1889.

²¹³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1890. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 7 au 22 octobre, par Frachon.*

²¹⁴ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'août 1889.

²¹⁵ *Ibid.*, Rapport de décembre 1889.

IV. Préoccupations entourant le commerce extérieur

Durant les années 1880, les difficultés rencontrées par les industriels français face à la concurrence étrangère suscitent de nombreuses plaintes. Les patrons sont prompts à attribuer la responsabilité de leur infériorité relative au peu de support qu'ils reçoivent de l'État et de ses représentants. Leurs efforts pour conquérir de nouveaux marchés sont toutefois limités ; l'association entre industriels se révèle exceptionnelle et souvent de courte durée. La question des tarifs douaniers provoque des débats animés entre les milieux exportateurs et les milieux protectionnistes. Un rare consensus se dégage néanmoins concernant l'importance de développer les exportations. Plusieurs voudraient voir le marché colonial réservé aux marchandises françaises.

IV a. Insatisfaction récurrente face aux services des consulats et questions tarifaires

L'insatisfaction des industriels et des commerçants se manifeste fréquemment à propos du travail des agents consulaires français. Ceux-ci répondent trop souvent d'une manière insuffisante aux demandes de renseignements qui leur sont adressées. Les membres de la Chambre de commerce de Lyon, associés à la demande de leurs homologues de Montpellier, avaient demandé, fin 1882, l'envoi d'instructions formelles aux consuls français afin qu'ils accordent plus d'attention aux questions commerciales. La réponse de Duclerc, ministre des Affaires étrangères, est transmise au président de la Chambre de commerce de Lyon qui en fait part à ses membres le 15 janvier 1883. Tenus de satisfaire autant que possible aux demandes qu'ils reçoivent, les agents du service extérieur n'ont pas à répondre à celles qui iraient à l'encontre du caractère officiel de leur mission ou étant : « d'une nature trop délicate et trop confidentielle pour pouvoir être communiquées »²¹⁶. La présence d'un agent spécialisé dans les

²¹⁶ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1883*, Lyon, imprimerie du Salut public, 1884, p. 217.

questions économiques et commerciales est donc souhaitable ; elle permettrait la transmission d'informations utiles et pertinentes. Pour les cadres traditionnels de la diplomatie française, les questions économiques ne sont pas en tête des priorités.

Les milieux d'affaires perdent confiance en l'utilité des renseignements que peuvent fournir les agents consulaires. Par une circulaire en date du 20 octobre 1883, le ministre du Commerce d'alors, Anne-Charles Hérisson, considère que les voyageurs de commerce négligent cependant de s'informer auprès des consulats qui pourraient leur communiquer d'utiles indications « sur les besoins et les usages des pays qu'ils visitent, sur les goûts des habitants et sur le crédit qu'il convient d'accorder aux maisons indigènes. »²¹⁷ Les représentants de l'État et les intérêts privés ne travaillent pas en commun de manière efficace, alors qu'ils se montrent mutuellement insatisfaits de leur comportement respectif.

Un effort concret est fait cette même année avec la création d'un bureau de renseignements commerciaux, chargé de regrouper les informations relatives au commerce dont disposent les différents services du ministère du Commerce, provenant de documents officiels français ou étrangers, de publications économique-commerciales ou de rapports provenant de consuls français ou étrangers. Ces informations sont publiées hebdomadairement dans le *Moniteur officiel du commerce*, habituellement présent dans les bibliothèques des Chambres de commerce²¹⁸. Le gouvernement pense aussi à l'établissement de nouvelles chambres de commerce à l'étranger qui ne sont alors qu'au nombre de trois : Montevideo, Nouvelle-Orléans et Lima. Difficile de concevoir qu'il n'y en avait pas alors à Londres et New York. L'Association française pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie est aussi créée à Paris en 1883. C'est avec sérieux que sont considérées les questions économiques alors que le commerce d'exportation français fait face à une rude concurrence.

Répondant à la circulaire ministérielle, dans la séance du 7 novembre 1883, le président de la Chambre de commerce de Troyes, Louis Saussier, fait connaître à Hérisson la satisfaction que ses collègues éprouvent à constater que le

²¹⁷ *Ibid.*, p. 218.

²¹⁸ *Ibid.*

Gouvernement adopte des dispositions propres à favoriser le commerce d'exportation. Le bon vouloir des autorités n'est toutefois pas suffisant, les agents consulaires n'ont pas la formation adéquate pour remplir certains aspects de leur tâche : « Les consuls, en général, n'ont aucune notion spéciale ; leur bon vouloir mis hors cause, il leur est difficile de sortir du rôle presque exclusivement politique qui leur a été imposé jusqu'alors, et pour lequel ils sont uniquement préparés. »²¹⁹ Si les voyageurs de commerce ne prennent pas la peine de s'enquérir auprès des consuls pour obtenir certaines indications, c'est pour cause de « l'inaptitude spéciale de ces mêmes consuls qui n'ont fait aucune étude commerciale, et sont dépourvus de toute expérience pratique des affaires. »²²⁰ Pour soutenir son explication, Saussier prend pour exemple des demandes de renseignements qui ont été envoyées, avec timbres-postes pour le retour de courrier, par des négociants de Troyes aux consuls de Bolivie, de Serbie et du Brésil : elles sont restées lettres mortes. S'étant adressés aux consuls belges et anglais, ils ont rapidement obtenu des réponses. Cet exemple donne à réfléchir sur l'efficacité des services français. Obtenant alors des succès à l'exportation, les industriels troyens peuvent difficilement attribuer ces derniers à l'appui efficace des fonctionnaires français à l'étranger.

La réforme des agents consulaires soulève la question de la nécessité d'une formation plus adéquate du personnel français. Pour les industriels et commerçants, il est essentiel que soient abordés en détails les aspects commerciaux afin qu'une meilleure contribution au développement des exportations françaises soit possible. Autrement, les agents ne pourront pas rendre les services espérés. Allant jusqu'à considérer qu'il y aurait un manque de volonté en plus d'une mauvaise connaissance des affaires, la Chambre de commerce de

²¹⁹ ADA, 1 ETP 2 / 50 ; *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Circonscription du département de l'Aube ; Pendant l'année 1883*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour-Bouquot, 1884, p.145.

²²⁰ *Ibid.*, p. 146.

Roubaix pense « qu'il ne serait pas inutile de stimuler fortement ces agents dans le but d'obtenir de meilleurs résultats de la délicate mission qu'ils ont à remplir. »²²¹

Un manque de moyens est parfois avancé par les chambres de commerce pour justifier leur incapacité à pouvoir soutenir certains projets. C'est cette justification qui est donnée par celle de Roubaix, lorsqu'elle s'excuse au printemps 1884 de ne pouvoir contribuer à l'action de la Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation, même si elle œuvrait clairement dans le sens de ses intérêts et que les Roubaisiens disaient avoir besoin d'une telle organisation²²². En 1886, le gouvernement établissait un programme qui accordait six bourses annuelles pour aider des jeunes gens voulant parfaire leur formation linguistique et commerciale à l'étranger, chiffre fort limité face aux carences importantes ayant été constatées. Il est à mentionner que l'action gouvernementale ne pouvait être aussi déterminante que celle des patrons, principaux intéressés, qui avaient avantage à prendre l'initiative pour le bien de leurs affaires.

Les conceptions de la Chambre de commerce de Lyon en matière économique demeurent liées à la défense d'un régime douanier libéral. Après la proposition des nouveaux tarifs en 1878, elle s'indigne du fait qu'on attribue au régime douanier la crise économique :

la cause vraie est dans la crise malheureusement trop prolongée dont souffrent les industries de tous les pays, ceux qui sont dans la voie du libre-échange comme l'Angleterre, et plus encore ceux qui sont dans la voie opposée comme les États-Unis. Cette crise est due, comme on le sait, à une surproduction générale accompagnée d'un resserrement simultané des consommations, amené par l'état de guerre, les alternatives de la politique, les sinistres financiers et d'autres circonstances sur lesquelles il est inutile de s'étendre. Et vraiment on se demande comment le relèvement des tarifs, qui ne peut aboutir qu'à un amoindrissement des débouchés et au renchérissement des produits que nous fabriquons, aurait pour effet de remédier à cette

²²¹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; IX ; 1883*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, Tome IX, 1884, p. 65, Lettre du président de la Chambre au ministre du Commerce en date du 9 novembre 1883.

²²² ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; X ; 1884*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1885, *À M. le Président de la Chambre de Commerce de Paris*, 7 mai 1884, pp. 20 et 21.

*crise et aux souffrances qui en sont les conséquences. Singulier moyen de réveiller les affaires que de les rendre plus difficiles.*²²³

Elle est évidemment très intéressée par la question des tarifs portant sur les produits qu'elle utilise. Le fort développement de sa fabrication d'étoffes mélangées nécessite la consommation d'une grande quantité de fils de coton. Elle souhaite pouvoir se les procurer au meilleur prix possible, afin que ses marchandises puissent rivaliser dans les meilleures conditions celles de ses concurrents.

Lorsque la question est abordée en février 1880, les protectionnistes désirant majorer de 50% les droits sur les filés de coton, l'organe représentatif des industriels de Lyon envoie une délégation à Paris « pour se tenir à la disposition des députés qui prendraient la parole en faveur de l'industrie lyonnaise et leur fournir tous les documents dont ils pourraient avoir besoin. »²²⁴ Plusieurs délégués et industriels dont Gillet, puissant patron auréolé du succès de ses produits à l'étranger, visitent les députés afin de préparer soigneusement les arguments qui seront présentés. Une victoire partielle est obtenue, le tarif est majoré de 24% et cette majoration sera abandonnée après la signature d'un accord commercial.

De son côté, la Chambre de commerce de Roubaix accepte très mal que Rouher ait pu la présenter comme une partisane du libre-échange. Dans une lettre adressée au début de 1880 à Méline, alors rapporteur pour la Commission des textiles, elle nie le fait ; un individu isolé ne peut représenter Roubaix, ce sont les membres de la Chambre de commerce, élus par un nombre restreint d'hommes d'affaires, qui ont la légitimité de prendre position pour la ville. Il est révoltant qu'on :

présente comme prospérité réelle due aux traités les efforts inouïs dans lesquels Roubaix s'épuise vainement depuis vingt ans pour conjurer les effets désastreux de ces traités ; on considère comme gagnés les cent millions que la transformation de son outillage a

²²³ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1878*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1879, pp. 133 et 134.

²²⁴ *Ibid. Année 1880*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1881, p. 57.

*exigés et qui le force maintenant à travailler quand même pour perdre moins.*²²⁵

Une telle attitude est surprenante venant d'une ville très intéressée par les exportations, notamment vers l'Angleterre. Les efforts déployés sont loin d'avoir été vains même si les effets ne se font pas encore sentir dans toute leur ampleur. Elle porte même sérieusement sur les nerfs de leurs collègues de Reims qui se spécialisent aussi dans les tissus de laine :

*Roubaix, la ville active, intelligente par excellence, qui se sent prise de terreurs imaginaires, quand, au contraire, elle devrait marcher à notre tête, Roubaix qui exporte la plus grande partie de ses produits et qui se traîne à la remorque des industries qui ne suffisent pas au marché intérieur.*²²⁶

Cette apparente inconscience de l'industrie roubaisienne ne se dissipera qu'avec le temps. Les traditions protectionnistes étaient solidement enracinées dans les esprits. Le 7 décembre 1881, les membres de la Chambre de commerce de Roubaix écrivent à leur député, Alfred Scrépel, lorsque les bruits, concernant un éventuel abaissement des tarifs qui pourrait être proposé dans les discussions qui ont cours avec l'Angleterre, leur parviennent. Plongée « dans la plus grande anxiété », l'industrie roubaisienne ne pourrait qu'abaisser les salaires des ouvriers pour diminuer ses coûts de production si une telle mesure était adoptée²²⁷. Elle exportait pourtant beaucoup plus de tissus en Angleterre qu'elle en importait d'elle, son angoisse paraît quelque peu paranoïaque. Roubaix était fortement liée aux marchés extérieurs, tant pour ses exportations de tissus, et bientôt de laine peignée, que pour ses importations de matières premières.

Le projet d'augmentation du tarif portant sur les soies grèges importées discuté au Sénat au début de 1881 inquiète le lobby lyonnais. L'utilisation fallacieuse des chiffres faite par Pouyer-Quertier, toujours grand contempteur du régime commercial inauguré en 1860, est dénoncée par Édouard Millaud. Ce

²²⁵ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; Tome VI ; 1880*. Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1881, p. 22.

²²⁶ ACCR F.2.3.1.1 1876/1879, *Archives consulaires ; Registre des délibérations 1876-1879*, folio 157.

²²⁷ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; Tome VII ; 1881*. Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1882, pp. 49 et 50.

dernier, sénateur du Rhône, est dévoué aux intérêts de ses électeurs. Il développe une argumentation étayée par les notes et les documents officiels fournis par la Chambre de commerce de Lyon²²⁸. L'importation des soies brutes en franchise est finalement maintenue grâce à la défense énergique menée par Millaud, grâce à son éloquence et à la rigueur de sa démonstration²²⁹.

La renégociation des traités de commerce rend soucieux plusieurs industriels par l'incertitude qu'elle suscite. Plusieurs sont en total désaccord avec la volonté de l'Angleterre de voir les droits *ad valorem* inscrits dans le nouvel accord, alors que les droits spécifiques avaient été adoptés dans les projets initiaux. Le problème venait des fraudes faites sur les déclarations. Les délégués des chambres de commerce de Rouen, Lille, Elbeuf et Amiens lancent un appel à leurs confrères d'autres municipalités pour les inviter à participer à un congrès le 3 mars 1882 à Paris. Ceux d'Elbeuf en sont, et les trois délégués envoyés appuient les résolutions du congrès : pas de retour aux droits *ad valorem* et aucune concession sur les tarifs proposés²³⁰. Les négociations avec l'Angleterre ayant finalement été rompues devant la volonté française d'établir des tarifs au poids, ou conséquemment à des exigences trop grandes de sa part, on lui accorde la clause de la nation la plus favorisée en attendant la conclusion d'un éventuel accord commercial.

Pour les membres de la Chambre de commerce de Reims, le déclin des exportations expliquerait en partie les difficultés qu'éprouvent les industriels. L'application prochaine d'un nouveau tarif aux États-Unis les inquiète car elle augmentera les droits sur des articles qu'ils y exportent : tissus légers, mousselines de laine, mérinos et cachemires à bas prix. Ils écrivent au ministre du Commerce, le 16 avril 1883, pour réclamer son intervention « contre cette nouvelle

²²⁸ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon Année 1881*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1882, pp. 29 à 33.

²²⁹ Forts satisfaits de la diligence et de l'efficacité de leur sénateur dans la défense de leurs intérêts, les membres de la Chambre de commerce de Lyon de se contentent pas de mots pour le remercier : on lui offre en outre une réduction en bronze du groupe *Gloria victis* de Mercié. Et, chose certainement plus importante pour lui, il sera constamment réélu au Sénat comme représentant du Rhône jusqu'à sa mort.

²³⁰ ADA 1 ETP 2 / 50 , *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Circonscription du département de l'Aube ; Pendant l'année 1882*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour-Bouquot, 1883, p. 134.

exagération des droits de douane qui rendrait nos relations avec les États-Unis de plus en plus difficiles et porterait un grand préjudice à notre industrie et à notre commerce déjà si souffrants. »²³¹ Même avec les meilleures intentions, il serait difficile pour le ministre d'obtenir des concessions de la part d'un gouvernement intraitable qui est toujours soumis à des pressions allant dans le sens d'une protection encore plus accentuée. Nous pouvons douter que la proposition rémoise d'offrir une compensation aux Américains, en levant l'interdit sur les importations de salaisons et de saindoux, soit de nature à permettre la conclusion d'un accord commercial.

À Lyon ce sont les conséquences que pourraient avoir des hausses dans les tarifs français qui inquiètent : marchandises de luxe, les soieries seraient très probablement dans les premières à être pénalisées par la réaction des autres nations face à l'attitude des autorités françaises. Les industriels de cette ville manifestent une grande satisfaction lorsqu'est accordée, par le décret du 18 septembre 1883, l'admission temporaire, en franchise, des fils de cotons écrus, simples ou retors, des numéros 50 et au-dessus, destinés à la fabrication des mousselines et des tissus de soie et coton. Elle avait encore été réclamée dans une lettre adressée au ministre du Commerce le 15 mars 1883, on se permettait de revenir sur la chose puisque l'ancien ministre, Tirard, avait laissé entendre qu'une solution serait trouvée prochainement, mais le comité consultatif des arts et manufactures, qui examinait cette question, ne s'était pas encore prononcé et huit mois s'étaient écoulés²³².

Cette victoire indispose grandement les représentants de l'industrie cotonnière ; ils considéraient déjà le tarif général adopté comme désastreux. Dans une lettre au ministre du Commerce exprimant son amère déception, le président de la Chambre de commerce de Roubaix réutilise l'argument déjà présenté par les milieux libéraux concernant la stabilité du commerce. Il se scandalise qu'on rompe avec la politique plus protectionniste qu'on vient d'amorcer avec la promulgation du nouveau tarif général le 7 mai 1881 : « L'industrie ne pourra-t-elle donc jamais compter sur le lendemain et est-elle fatalement condamnée à ne plus vivre que

²³¹ ACCR F.2.3.1.1 1882/1884, *Archives consulaires ; Registre des délibérations*, pp. 166 et 167.

²³² ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1883*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1884, pp. 132 à 135.

dans la crainte qu'un simple décret puisse à toute heure modifier le régime commercial? »²³³ Ils avaient toutefois été d'accord avec la dénonciation du régime économique amorcée en 1860. Les avantages de la stabilité des relations commerciales pesaient alors peu dans la balance.

IV b. Limites des admissions temporaires, politique douanière et marchés étrangers

L'opposition est très forte lorsque la Chambre de commerce de Lyon tente de faire étendre l'admission temporaire à l'ensemble des fils de coton l'année suivante, car la majorité des fils qu'elle utilisait dans ses tissus mélangés étaient exclus de la mesure adoptée. Des adversaires de taille se dressent alors devant elle dont les influentes chambres de commerce de Roubaix, Rouen, Lille, Amiens, Saint-Quentin et Épinal qui ripostent en réclamant l'abrogation complète des admissions temporaires. Pour eux, il n'y a pas de palliatif aux maux engendrés par le régime commercial libéral, il faut rompre complètement avec celui-ci pour le bien de tous. Même la Chambre de commerce de Reims, qui n'est pas menacée par cette mesure et pourrait en profiter dans la fabrication des tissus mélangés, se prononce contre. Elle ne veut pas favoriser l'industrie étrangère ou faire du favoritisme au profit de certains industriels français²³⁴. Considérant la situation économique qui n'est pas des plus prospères, les Rouennais restent fidèles à leur prévision catastrophiste : « la concurrence étrangère ruinera irrémédiablement les quelques industriels qui lui résistent encore, si l'admission temporaire des filés au-dessous du numéro 50, demandée par l'industrie lyonnaise est accordée. »²³⁵

En visite à Saint-Quentin pour prendre connaissance de la situation industrielle de l'arrondissement, Rouvier, ministre du Commerce, préside une séance de la Chambre de commerce durant laquelle René Jourdain, vice-président

²³³ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; IX ; 1883*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1884, *Le Président à M. le Ministre du Commerce, 17 octobre 1883*, pp. 57-58.

²³⁴ ADL 13J 106, *Chambre de commerce de Reims ; Des admissions temporaires ; Rapport de M. A. Walbaum ; Séance du 3 décembre 1883*. Reims, Imprimerie et lithographie Matot-Braine, 1883, 6 pages.

²³⁵ ADSM 8M 10, *Chambre de commerce de Rouen ; Le Président de la Chambre de Commerce de Rouen à Monsieur le Préfet de la Seine-Inférieure, à Rouen ; Rouen, le 6 juillet 1885*.

de la Société industrielle, commente les demandes des Lyonnais. Utilisant des arguments plus intéressants et moins larmoyants que d'autres, il fait remarquer que la protection dont bénéficient les tissus de soie mélangés de coton favorise beaucoup les Lyonnais qui, malgré leur ferveur libre-échangiste, n'en demandent pas l'abolition. Or, ce droit d'environ 8% compense largement la protection dont jouissent les fils de coton, qui comptent très peu dans la valeur des tissus mélangés. Ainsi, la protection douanière serait, selon son calcul, plus profitable à la fabrique lyonnaise qu'aux filateurs de coton²³⁶.

Jourdain poursuit son attaque par la comparaison du comportement dynamique des entrepreneurs de Bohain, dans l'Aisne non loin de Saint-Quentin, avec celui des Lyonnais. La concorde entre ouvriers et patrons bohainois a permis à cette petite municipalité de concurrencer avec succès les produits du Rhône, grâce à la vigilance et à l'intérêt des patrons pour la fabrication ainsi qu'à l'adoption des plus récents métiers Jacquard. Une organisation centrée sur la productivité et l'intérêt mutuel a permis de vendre des tissus mélangés de 15 à 20% meilleur marché²³⁷. L'admission temporaire n'est donc pas la solution à la crise lyonnaise qui pourrait s'expliquer, au moins partiellement, par une organisation industrielle déficiente, un manque d'investissement dans l'équipement et un égoïsme trop poussé de la part des patrons.

La délégation des rubaniers de Saint-Étienne était allée encore plus loin que celle de ses confrères du Rhône en demandant l'abolition complète des droits sur les fils de coton. Si on était évidemment d'accord avec une telle idée à Lyon, on jugeait le projet irréalisable puisque, contrairement à l'extension du décret sur les admissions temporaires, un remaniement des tarifs douaniers ne pouvait se faire sans passer par la Chambre des députés et le Sénat, peu disposés à accueillir favorablement une proposition de cette nature²³⁸.

Dans un contexte marqué par des difficultés à l'exportation, on constatait qu'il était au moins maintenant plus facile de vendre des tissus mélangés à

²³⁶ ADAI, *Chambre de commerce de Saint-Quentin ; Séance du 21 décembre 1884*, Saint-Quentin, Imprimerie Ch. Poette, 1885, pp. 10 à 12.

²³⁷ *Ibid.*, pp. 14 à 16.

²³⁸ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1884*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1885, pp. 155 à 158.

l'exportation. Ils prenaient alors une place grandissante dans les expéditions de soieries après la chute de la valeur des exportations de tissus faits de soie pure. C'est la question du traité de commerce avec les États-Unis, fortement souhaité puisque les tarifs américains étaient très élevés, qui représentait l'enjeu le plus important pour les soyeux lyonnais. Ils appuient donc l'action de Léon Chotteau, spécialiste des États-Unis, qui œuvrait depuis longtemps à la concrétisation de ce projet. Il se proposait alors d'amorcer une campagne d'agitation dans le but de créer un mouvement public favorable à cette question au moyen de conférences données à l'occasion de l'exposition de Boston en 1883²³⁹. Le défi était de taille face aux puissants lobbys américains favorables à l'accentuation du protectionnisme. Un accord avec l'Angleterre, partenaire commercial de premier ordre, était aussi vivement souhaité par la Chambre de commerce de Lyon. La ferme volonté de la France à convertir les droits *ad valorem* en droits spécifiques avait malheureusement provoqué la rupture des négociations.

Devant la pression constante qu'exercent les groupes protectionnistes bien organisés sur le gouvernement, les partisans du libre-échange tentent de contrebalancer leur influence par la création de l'Association pour la défense de la liberté commerciale en 1885. La Chambre de commerce de Lyon y souscrit pour 3 000 francs annuellement, leurs opposants disposant de grands moyens financiers, ils consentent à délier les cordons de leur bourse pour soutenir l'organisme présidé par Léon Say. Restant fermement attachés aux principes qu'ils défendent et qui ont triomphé en 1860, les industriels de la soie, dont la production est vendue pour près des deux tiers sur les marchés étrangers, se sentent menacés par le discours attribuant à la politique douanière la pénible conjoncture économique. Pour sa part elle se dit :

*convaincue que le remède le plus efficace à apporter aux souffrances qui atteignent aujourd'hui toutes les nations, dans le domaine industriel comme dans le domaine agricole, se trouvera dans une politique économique qui assure une circulation plus libre des produits que chaque peuple est le plus apte à produire.*²⁴⁰

²³⁹ *Ibid.*, Année 1883. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1884, pp. 153 à 155.

²⁴⁰ *Ibid.* Année 1885. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1886, p. 188.

Cette appréciation est en parfaite adéquation avec les intérêts de leur industrie, depuis longtemps spécialisée dans la fabrication des soieries dont, n'en doutons pas, ils se considèrent les meilleurs représentants à l'échelle planétaire.

Lorsqu'en 1887 vient le moment d'examiner le renouvellement du traité de commerce avec l'Italie, la Chambre de commerce de Troyes mentionne que son principal souci concerne le manque de discrimination dans la catégorie 'bonneterie'. Ils exposent le besoin de détailler celle-ci pour un tarif qui serait basé sur le poids des articles. De nombreux articles étaient alors inclus sous cette appellation : « Depuis l'humble bonnet de coton, qui a eu l'honneur de donner son nom à une grande industrie, on comprend sous la même dénomination les châles tricotés, les gilets, les camisoles, les bas et chaussettes, les gants, les vêtements dits jerseys, etc. »²⁴¹. Ces marchandises très différentes avaient comme point commun d'être tissées par des métiers tubulaires. Les Troyens proposaient d'établir cinq catégories distinctes pour chaque type de bonneterie, celles de coton, de laine et de soie. C'est qu'autrement les produits les plus lourds, ceux de qualités plus communes qui se consumaient le plus en Italie, étaient les plus fortement tarifés, cause de l'insignifiance des exportations françaises dans un pays qui, comme plusieurs, développait son industrie nationale protégé par une forte barrière douanière.

L'initiative prise par l'Italie de rompre les relations commerciales avec la France à la fin de 1886 tournant finalement en sa défaveur, la Chambre de commerce de Troyes se montre méfiante par rapport à d'éventuelles modifications de tarifs que propose l'Italie pour favoriser l'écoulement en France des produits qui ne trouvent plus de débouchés : « mieux vaudrait assurément le maintien du régime actuel dont la France, en somme, n'a pas généralement à se plaindre. »²⁴² Fidèle à des traditions qui, comme nous le mentionnions, ne nous paraissent pas clairement jouer en la faveur de ses membres, la Chambre de commerce de Roubaix, demande « le rejet de toute espèce de traité avec l'Italie, comme elle

²⁴¹ ADA 1 ETP 2 / 52 , *Travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Projet de traité de commerce entre la France et l'Italie ; Rapport et délibération ; Séance du 7 octobre 1887*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour-Bouquot, 1887, p. 5.

²⁴² *Ibid. Régime douanier franco-italien ; Lettre à M. le ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies ; Troyes, le 5 avril 1889*, p. 2.

poursuivra la suppression des autres traités aussitôt que leur échéance permettra à la France de reprendre sa liberté d'action. »²⁴³

Cette opinion n'est pas du tout partagée par leurs confrères lyonnais qui accordent une grande importance à la conclusion d'un nouvel accord commercial. La rupture survenue entre la France et l'Italie est considérée par eux comme étant d'une extrême gravité, puisque les échanges se faisaient à leur avantage pour ce qui est des exportations de soieries : la France en exportait environ six fois plus en Italie qu'elle en importait de sa voisine, mais faisait venir de la péninsule de grandes quantités de soies brutes et de déchets de soie²⁴⁴. Principale créancière et principale cliente de l'Italie, la France n'avait pas plus que sa voisine intérêt à une rupture, selon la vision de la Chambre de commerce de Lyon.

Les Roubaisiens en viennent cependant aussi à apprécier l'utilité que pourrait avoir la conclusion d'une entente commerciale avec leurs voisins italiens. C'est que ceux-ci, par mesure vexatoire envers la France, ont, depuis la rupture du traité qui les liait avec elle, décidé d'augmenter leur tarif général de 50%, notamment sur les tissus de laine. Aussi, les principaux industriels et commerçants de Roubaix pétitionnent et demandent, au gouvernement, par l'intermédiaire de leur chambre de commerce, d'obtenir l'abrogation de cette nouvelle surcharge. Ils craignent sérieusement que les Allemands, déjà attelés à copier les produits roubaisiens qui s'y exportaient, les remplacent sur ce marché et qu'il soit très difficile d'éventuellement réoccuper les positions perdues²⁴⁵.

À Lyon, les membres de la Chambre de commerce ont la déception d'apprendre que ni l'intervention du ministre du Commerce, ni celle du président du Conseil, n'ont pu faire fléchir Jules Méline, président de la Commission des douanes, qui a défendu l'établissement d'un droit de 0,25 francs sur les cocons, de

²⁴³ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; XIII ; 1887*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1888, *Séance du 20 septembre 1887*, p.86.

²⁴⁴ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1887*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1888, p. 130.

²⁴⁵ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; XIV ; 1888*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1889, *Le Président à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, 29 mars 1888*, pp. 24 à 26.

1 franc sur les soies grèges et de 2 sur les soies ouvrées ; droits votés et sanctionnés immédiatement par le Sénat²⁴⁶.

Cette victoire des protectionnistes, renchérissant les matières premières à l'importation, se jumelait alors à de nouvelles complications créées par les autorités américaines, rendant plus ardues les exportations aux États-Unis. Si auparavant le consulat américain se contentait de comparer les signatures des déclarations douanières, soumises à son visa, avec celles recueillies dans son registre, il demandait maintenant qu'elles soient paraphées en sa présence. L'indignation est générale chez les patrons qui acceptent très mal de devoir se déplacer plusieurs fois par semaine et perdre un temps précieux pour un pareil détail. Les plaintes formulées par rapport à des mesures « aussi gênantes qu'inutiles », poussent le Consul général à inviter son confrère de Lyon à « concilier les instructions qu'il avait reçues de son Gouvernement, avec les intérêts des négociants exportateurs aux États-Unis. »²⁴⁷ L'arrivée au pouvoir des Républicains l'année suivante n'allait pas aider à faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

IV c. La concurrence internationale et la recherche de nouveaux marchés

Le besoin d'assurer des débouchés extérieurs à la production française de textiles se fait sérieusement sentir alors que le protectionnisme douanier a le vent en poupe, refermant les portes devant les marchandises françaises. Très redoutable, la concurrence faite par l'Allemagne, l'Angleterre et la Suisse sur les marchés étrangers a de quoi effrayer la France. Cet aiguillon stimule les patrons à considérer de plus en plus l'aspect commercial de leur entreprise mais certaines façons de faire jouent à leur désavantage.

Satisfaits de la souplesse de leur puissant appareil productif, les industriels de Lyon doivent, selon les conseils de leur chambre de commerce, tâcher de

²⁴⁶ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1888*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1889, pp. 122 et 123.

²⁴⁷ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1888*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1889, pp. 146 et 147.

trouver des moyens pour réduire leurs coûts de production en recherchant et en adoptant des procédés plus économiques. La Chambre de commerce recommande aussi aux industriels de suivre l'exemple de leurs concurrents suisses et allemands sur les marchés étrangers, de bien prendre conscience de l'importance de connaître les futures orientations de la mode, pour bien saisir les besoins particuliers des différents marchés afin de pouvoir être les premiers à pouvoir les satisfaire :

*Qu'imitant leurs concurrents étrangers, ils prennent tous les moyens possibles pour faire connaître leurs produits, qu'ils ne craignent pas de fournir des échantillons, des nuances et tous les matériaux qui peuvent donner aux acheteurs et aux consommateurs la facilité d'apprécier ces produits et de les commettre.*²⁴⁸

Il leur est aussi suggéré de s'éloigner des tentations de la bourse, de concentrer toutes leurs ressources à leurs affaires, ils en auront besoin pour relever le défi lancé par les producteurs étrangers qui désirent les supplanter auprès de leurs acheteurs. Plusieurs entrepreneurs avaient toujours la mauvaise habitude de spéculer pour s'enrichir rapidement, au risque de perdre des sommes importantes et d'affaiblir leur entreprise.

La rapidité d'adaptation que manifestent les concurrents allemands et suisses les rend efficaces sur les marchés étrangers. Être uniquement une référence en matière de goût peut s'avérer très dangereux face à des adversaires arrivant à copier rapidement les marchandises françaises. Lors d'une réunion organisée par la Chambre de commerce de Lyon en 1881, dans le but de recueillir des informations sur les fabriques étrangères, un commissaire remarquait : « les fabriques rivales imitent très rapidement ce que nous faisons, si rapidement quelquefois, que des grands magasins de Paris vendent des étoffes visiblement inspirées des nôtres, alors que celles-ci n'ont pas même été livrées. »²⁴⁹ Les échantillons de la fabrique lyonnaise étaient d'un grand intérêt pour les industriels d'autres places, moins inspirés pour le goût mais efficaces pour produire à bas prix. La souplesse de l'appareil productif est nécessaire mais ne s'avère pas suffisante si la marchandise ne peut être livrée assez rapidement ou à un prix

²⁴⁸ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1881*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1882, pp. 21 et 22.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 62.

suffisamment intéressant pour les consommateurs. Il y a risque de perdre des commandes pour les étoffes de qualité plus commune.

Conscient de certaines carences dans la formation des ouvriers et agents commerciaux français, le Gouvernement de la République désire améliorer les connaissances de ces auxiliaires de l'industrie, afin de donner à la France les outils les plus propres à lui permettre de rivaliser avec ses concurrents étrangers. En réponse à la lettre-circulaire envoyée par le préfet pour faire connaître les visées du ministre du Commerce, la Chambre de commerce des Vosges fait savoir que les programmes des collèges de la région : « ne donnent pas satisfaction à l'enseignement technique et commercial. »²⁵⁰ Non dépourvus d'ambition pour l'avenir industriel de leur région, les patrons des Vosges avaient créé depuis l'annexion de l'Alsace une école à vocation industrielle inspirée de celle de Mulhouse. La commission s'étant penchée sur les lacunes à combler propose l'introduction dans cette école de l'enseignement de la chimie industrielle et l'ajout des études commerciales dans les collèges²⁵¹. Une école pratique de filature et de tissage serait aussi un atout nécessaire pour l'industrie cotonnière dans son dur combat contre la concurrence étrangère. Écoles de dessin et musées commerciaux seraient aussi un adjuvant appréciable pour former et informer les ouvriers par rapport aux nombreux changements dans les goûts et les techniques.

Les idées en rapport à l'excellente formation des membres de la grande bourgeoisie industrielle, formation qui basculerait progressivement des aspects techniques vers les aspects commerciaux, ne doit pas faire illusion quant aux lacunes de l'enseignement, notamment des langues vivantes. Tous ne pouvaient avoir la chance de s'initier lors de voyages et de stages à l'étranger, ce parcours paraît à cette époque encore souvent réservé aux fils de familles à la fortune et aux

²⁵⁰ ADV 38M 17, *Chambre de commerce des Vosges ; Séance du 28 août 1883 ; Enseignement technique et commercial*, Épinal, H. Fricotel, 1883, p. 5.

²⁵¹ La Commission de la Chambre de commerce des Vosges proposait de créer un cursus commercial qui aborderait en profondeur : la géographie commerciale « si peu en honneur en France et cependant si indispensable » ; l'étude des provenances des différentes matières premières et des produits industriels des autres pays ; la question des transports ; le calcul commercial ; l'étude des langues vivantes « dont l'ignorance est pour les Français une cause si fréquente d'infériorité commerciale » ; et l'étude du droit commercial et international et de la législation industrielle et commerciale des pays étrangers.

contacts solides. Les auxiliaires employés avaient probablement très rarement cette chance et ne trouvaient pas facilement à se former à ces matières dans leur cursus scolaire. Certaines aptitudes remarquables et exceptionnelles du grand patronat de Roubaix-Tourcoing - les Motte, Mathon, Wibaux, Tiberghien, Desurmont, Prouvost, Delattre et consorts – les traditions familiales et la formation dans l'entreprise donnaient une connaissance approfondie des affaires. Elles ont pu laisser croire que peu d'entre eux étaient diplômés²⁵². Ce milieu ne fait pourtant pas exception, prenons les frères Jules et Paul Delattre pour illustration, de nombreux patrons sont là comme ailleurs ingénieurs ou choisissent souvent des gendres qui ont cette qualification. La formation commerciale ne se faisait pas encore valider par des diplômes comparables à ceux des ingénieurs. Un certain manque de prestige attaché à ce type d'emploi a aussi pu décourager certains de suivre cette voie. L'acquisition des connaissances se faisait souvent par l'expérience directe des réalités liées au fonctionnement des entreprises.

Les questions de financement et de développement de l'entreprise la forme étaient liés à la raison sociale de celle-ci. Une volonté de contrôle familial très forte rendait difficile l'évolution vers des statuts plus contraignants. Rapporteur du jury lors de l'Exposition universelle de Paris de 1889, Auguste Mortier, était spécialiste de l'industrie de la bonneterie. Il se montrait grand partisan de la société anonyme comme forme d'organisation la plus appropriée à l'entreprise textile pour, notamment, en assurer la pérennité. Il faisait d'intéressantes remarques sur ce secteur dans une petite publication par laquelle il présentait la synthèse de ses notes²⁵³. Les progrès constants faits dans la modernisation des métiers à tisser propres à la bonneterie, la concentration de la production, l'efficacité de la main-d'œuvre et l'esprit d'entreprise de certains industriels, ont fait de Troyes le principal centre de la bonneterie de coton française depuis le milieu du XIX^e siècle. La famine du coton et la nouvelle politique douanière inaugurée par la signature du traité de commerce franco-anglais de 1860 avaient poussé les industriels à moderniser leur équipement et à se lancer dans la fabrication

²⁵² Estelle Péronne, *Essai sur les patrons du textile et leur formation ; à Roubaix-Tourcoing 1880-1939*, mémoire dirigé par Jean-Pierre Hirsch et Philippe Marchand, Lille III, 1999, p. 167.

²⁵³ Auguste Mortier, *Le tricot et l'industrie de la bonneterie*, Troyes, L. Lacroix, 1891, 102 pages.

d'articles de qualité commune afin de diminuer leur prix de revient et de vendre plus, quitte à faire moins de profit à l'unité. La production française gardait tout de même la spécialité des articles de goût et de luxe, caractéristique particulière de son industrie textile. Le relance consécutive au retour de la paix en 1871, explicable par l'épuisement des stocks durant le conflit, a permis aux producteurs de faire de bonnes affaires avec leurs nouvelles marchandises au prix désormais plus attrayant.

Les perfectionnements recherchés dans les grandes usines aboutissent sur l'enregistrement de nombreux brevets ; Mortier en a relevé 612 pour la période allant de 1878 à 1888²⁵⁴. La kyrielle de modifications adoptées aux métiers donne des résultats sérieux au niveau de l'abaissement des prix de vente : il dit ne pas exagérer en parlant d'une baisse de l'ordre de 35 à 40% durant la décennie 1880²⁵⁵. Nous observons pour notre part une dépréciation de l'ordre de 25% pour ce qui est de la valeur du kg de bonneterie de coton exporté durant cette même période. Le prix de vente obtenu à l'étranger était plus élevé qu'en France.

La bonneterie a subi certains désagréments occasionnés par les procédés commerciaux des grands magasins parisiens. Bien que ceux-ci absorbent de grandes quantités de bonnets, chaussettes ou gants, les bas prix poussant à une augmentation de la consommation. Cependant la réduction du prix de vente aurait de beaucoup dépassé celle du coût de revient, le grand commerce de détail profiterait donc plus que la fabrique de cette nouvelle situation :

*Entraînée par le mirage d'affaires importantes et traitées au comptant, la fabrique a cédé peu à peu sur ses prix ; peu à peu aussi ces puissants intermédiaires se sont imposés à elle comme moyen d'écoulement, et elle ne pourrait aujourd'hui se priver de leur concours malgré la faible rémunération qu'elle y trouve.*²⁵⁶

D'un autre côté, les exportations permettent d'obtenir une marge bénéficiaire plus élevée.

Si les intermédiaires sont nécessaires pour écouler les marchandises à l'étranger, ils ont souvent pour conséquence de limiter les profits et parfois

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 55.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 64.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 82.

l'importance des ventes, au détriment des producteurs, désavantagés face à leurs concurrents :

*les fabricants de bonneterie ont le défaut, dans leurs rapports avec l'extérieur, de traiter trop exclusivement par l'intermédiaire des maisons de commission ; le système est plus sûr, il supprime presque totalement les chances de pertes, mais il a l'inconvénient de grever la marchandise à son lieu d'arrivée, et, de ce chef, nous sommes dans un état d'infériorité marquée, vis-à-vis des fabricants anglais et surtout allemands, qui ont établi leurs propres comptoirs au loin.*²⁵⁷

Indulgent, Mortier considère qu'une génération de patrons a résolu les problèmes techniques et concentré la production, leurs successeurs aborderont plus résolument le volet commercial.

La progression des exportations de bonneterie de coton n'a cependant pas été négligeable durant la décennie 1880 : en 1889 on en exporte pour une valeur trois fois supérieure à celle du début de la décade (27 millions comparativement à 9) et pour un poids total multiplié par 3,5 (2 200 000 kg au lieu de 600 000).

Autrement, on apprend du gérant du Consulat général de France à Barcelone que les rubans français de Saint-Étienne sont appréciés dans sa circonscription et s'y exportent en quantités assez importantes, pour près d'un million de francs par année. Deux maisons françaises de Saint-Étienne se taillent la part du lion sur ce marché : *Forest et Cie* et *Passavant frères*. Cependant, si « l'article français est généralement préféré à cause de sa supériorité et de la variété de ses dessins »²⁵⁸, les produits allemands, de qualité beaucoup moins bonne, trouvent tout de même preneurs grâce aux meilleures conditions qui accompagnent leur vente comparativement aux maisons françaises. Ils offrent des délais de paiement de six mois, au lieu de trois ou quatre. La livraison de la marchandise se fait en gare de Barcelone, contrairement aux produits français à prendre à la fabrique, ou au mieux à la gare d'expédition. Ils proposent aussi le change au pair, comparativement au cours du jour à Paris offert par les exportateurs français. Ces facteurs pourraient jouer de plus en plus en défaveur des exportateurs français avec

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 81.

²⁵⁸ ADL 13J (131), *Commerce de rubans pour l'exportation (enquête de 1885-1886) ; Le Gérant du Consulat Général de France à Barcelone au Ministre des Affaires Étrangères à Paris ; Barcelone, ; le 21 décembre 1885.*

l'amélioration constante de la qualité des produits à laquelle arrive l'industrie allemande.

Les milieux partisans d'une politique douanière libérale, se plaignent parfois du manque d'intérêt qu'on accorde aux affaires se déroulant à l'extérieur de la France. Léon Say considère qu'une diminution des relations commerciales de la France aurait comme conséquence son affaiblissement intérieur. Lors de son passage à la Chambre de commerce de Lyon le 27 mars 1883, il affirme son ferme appui au cabinet opportuniste en place, promoteur affirmé de l'expansion coloniale française, et suscite de la sorte des applaudissements soutenus chez ces patrons très intéressés par le développement des possibilités d'exportation et d'approvisionnement²⁵⁹. Même si cette vision particulière de l'ouverture de la France vers le monde cadre avec l'idéologie libérale lyonnaise, les possibilités d'exportation de soieries dans les colonies pour de grandes valeurs sont assez limitées, puisque ces produits sont destinés aux consommateurs plus fortunés. Les riches Anglais et Américains demeurent les meilleurs clients étrangers, ils ont les moyens de se payer des articles raffinés d'un goût recherché.

La protection du marché colonial au profit de l'industrie de la métropole est une question autour de laquelle beaucoup d'intérêts se fédèrent. Dans la promotion de cette cause, l'argumentation développée dans la pétition présentée par l'Association de l'industrie française prend clairement position contre le régime commercial adopté durant la phase libérale de l'Empire. Celui-ci a poussé au développement du commerce de l'Algérie et des colonies, mais davantage au profit de l'étranger que pour celui de la France. En appuyant cette démarche, le président de la Chambre de commerce de Roubaix a l'occasion de préciser une revendication qui sera soutenue avec de plus en plus de ferveur par ses partisans, jusqu'à son adoption : « que toutes nos colonies soient soumises au même régime douanier que la France, afin que nous puissions retrouver sur le marché colonial les débouchés qui échappent au travail national. »²⁶⁰ Les industriels français disent

²⁵⁹ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon. Année 1883*. Lyon, Imprimerie du Salut Public, 1884, p. 284.

²⁶⁰ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix ; IX ; 1883*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1884, p. 18.

avoir perdu des positions face aux Anglais et aux Allemands étant donné les charges que le gouvernement lui fait supporter, la protection des colonies est ainsi présentée comme un dû.

De nombreux entrepreneurs et spécialistes sont conscients de l'importance qu'il y a à rechercher de nouveaux débouchés pour la fabrique française. Certains décident de se rendre en personne à l'étranger pour évaluer eux-mêmes le potentiel que les colonies peuvent représenter. En 1884, trois importants industriels de Troyes, MM. Chanvin, Mauchauffée et Messirel, demandent au gouvernement, par l'intermédiaire du président de la Chambre de commerce de Troyes, d'accorder un caractère officiel à leur mission d'exploration commerciale et obtiennent satisfaction. Les trois hommes d'affaires « se sont offerts spontanément pour explorer le Tonkin exclusivement au point de vue de la production industrielle et de la vente des articles qui entrent le plus dans la consommation générale. »²⁶¹ L'intérêt qu'il y a à exploiter de nouveaux débouchés est donc bien compris par ces chefs d'entreprise. En faisant la longue traversée, ceux-ci n'hésitent pas à payer de leur personne pour travailler dans le sens des intérêts industriels et commerciaux de leur ville et de leur nation, sans négliger les leurs. Ils pourront éventuellement envoyer en Indochine des produits adaptés aux besoins de ce marché.

C'est sans surprise que nous voyons les milieux industriels et commerciaux de Troyes soutenir la politique coloniale entreprise sournoisement par Jules Ferry. Leur chambre de commerce s'indigne face à la volonté de désengagement et d'évacuation du Tonkin et de Madagascar manifestée par certains journaux et parlementaires, suite au renversement du cabinet Ferry, tombé après l'affaire de Lang Son qui avait déchaîné l'opposition.

Considérant que les nations en concurrence avec la France, notamment l'Angleterre et l'Allemagne, ne laissent échapper aucune occasion de s'établir dans les diverses parties du monde ; que la France a tout intérêt à ne pas négliger ce moyen de conserver et d'étendre son influence et ses relations commerciales ; Considérant

²⁶¹ ADA 1 ETP 2 / 50, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Circonscription du département de l'Aube ; Pendant l'année 1884*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour Bouquet, 1885, *Séance du 21 juin 1884*, p. 117.

*que le Tonkin, où la France a mis le pied depuis quelques années, peut devenir une très grande ressource pour l'exportation de ses produits manufacturés et pour l'importation de certaines denrées ou matières premières ; qu'il serait extrêmement regrettable de renoncer aux comptoirs déjà établis dans ce pays, comme à ceux qui pourront encore y être fondés (...)*²⁶²,

elle affirme qu'il est du plus grand intérêt commercial pour la France de maintenir et de développer ses positions au Tonkin et à Madagascar.

Les industriels français du textile considèrent avantageux de poursuivre les dépenses importantes nécessaires à la politique d'expansion coloniale. Ils y voient leur propre intérêt et le généralisent à celui de la France entière. Pour les industriels d'Épinal, il serait indécent que tant de sacrifices humains et financiers soient faits pour le bénéfice des autres :

*Nous ne pouvons admettre que ces entreprises, lointaines et coûteuses, aient pour résultat de donner aux étrangers, dans ces contrées nouvelles, les mêmes avantages qu'à nos nationaux ; et nous pensons au contraire, que nous devons assurer, par tous les moyens, dans nos colonies, la préférence aux produits de l'industrie française.*²⁶³

C'est en envoyant des lettres à plusieurs ministres et à leurs élus qu'ils exposent leur vision des choses. Même la Chambre de commerce de Roubaix, qui se plaignait de la modicité de son budget, a la satisfaction de pouvoir contribuer modestement à l'effort commun. Elle vote par exemple un don de 100 francs pour appuyer l'exploration commerciale du Bas-Niger, entreprise par M. E. Viard en 1886, sous l'auspice du Syndicat de protection et de propagation des produits de l'industrie française²⁶⁴.

Les idées de désengagement ayant finalement perdu l'appui de la majorité, la Chambre de commerce de Troyes ne peut que se féliciter de la volonté gouvernementale d'étendre le nombre et l'importance de ses colonies à l'étranger pour ouvrir de nouveaux marchés. L'idée est de contrebalancer les dépenses de la

²⁶² ADA 1 ETP 2 / 50, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Circonscription du département de l'Aube ; Pendant l'année 1885*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour Bouquet, 1886, *Séance du 10 décembre 1885*, pp. 109 et 110.

²⁶³ ADV 38M 17, *Lettre du Président de la Chambre de commerce des Vosges au Ministre du Commerce*, Épinal, le 13 février 1886.

²⁶⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Troyes ; XII ; 1886*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1887, pp. 15 et 16.

métropole par le développement des exportations dans les colonies et protectorats. Comme plusieurs autres chambres de commerce, celle de Troyes voudrait que les territoires contrôlés par la France soient considérés comme français :

*Nous demandons donc, en conséquence, que dans toutes nos Colonies les produits français soient toujours admis en libre franchise et que, par contre, les marchandises de provenance étrangère y soient frappées d'un droit d'entrée qui serve à la fois à la protection légitime de nos industries nationales et de ressource pour les besoins de nos colonies.*²⁶⁵

Ce système nuira toutefois davantage aux ressources des colonies qu'il les améliorera. Le lobbyisme poussant à l'assimilation des colonies au régime douanier se poursuivait ; il n'allait pas tarder à aboutir avec la montée de Jules Méline dans les sphères ministérielles.

Les milieux exportateurs avaient obtenu la satisfaction de voir les produits français exemptés de droits à leur entrée en Indochine mais, en Champagne-Ardenne et en Normandie, entre autres, on se plaignait d'une circulaire du 27 septembre 1887 qui permettait aux produits étrangers ayant acquitté les tarifs conventionnels de pénétrer les colonies en franchise : on voulait que seules les marchandises authentiquement françaises puissent s'y exporter sans avoir à acquitter de droits²⁶⁶. Nous voyons à quel point les industriels et négociants voulaient se protéger d'une éventuelle concurrence qui, en ce cas, serait doublement tarifée : à leur entrée en France puis à leur arrivée en Indochine.

À Troyes, les patrons font régulièrement preuve d'enthousiasme lorsqu'il s'agit d'encourager des initiatives pouvant favoriser les développements du commerce extérieur. Par exemple, lorsque la Chambre de commerce française de Buenos Ayres, fondée en 1884, propose la création d'un musée commercial pour présenter aux acheteurs potentiels des échantillons de produits français, ils considèrent que ce serait d'une grande utilité ; l'Italie avait notamment tiré profit de ce genre d'établissement. Néanmoins, la contribution de 200 francs accordée

²⁶⁵ ADA 1 ETP 2 / 50, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Circonscription du département de l'Aube ; Pendant l'année 1886*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour Bouquet, 1887, *Séance du 2 avril 1886*, p. 6.

²⁶⁶ *Ibid.*, *Pendant l'année 1887*. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour Bouquet, 1888, *Séance du 9 décembre 1887*, pp. 29 et 30.

par la Chambre de commerce de Troyes demeure négligeable si on considère l'importance prise par ses exportations en Argentine. Elle n'aura pas été la seule à limiter à un faible montant sa contribution au projet.

Une lettre de Tirard, alors Président du Conseil et ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, adressée le 27 novembre 1889 au Président de la Chambre de commerce de Troyes, faisait savoir que le responsable du projet de musée commercial à Buenos Ayres lui avait décrit :

*l'insuffisance des ressources mises à sa disposition ne lui permet pas de donner suite au projet entrevu, et pour la réalisation duquel une allocation annuelle d'environ 6 600 piastres à verser par les chambres de commerce de la métropole, pour leur quote-part eut été indispensable.*²⁶⁷

Les bonnes intentions et les professions de foi ne se transposent donc pas nécessairement en actions concrètes.

Plusieurs patrons français semblent avoir lésiné sur les moyens lorsqu'il fallait encourager plus largement le développement du commerce qui se faisait dans leur intérêt. Combien a pu coûter le voyage d'exploration de Mauchauffée et consorts en Indochine? Certainement plus qu'une contribution de 200 francs. Il y a lieu de s'interroger sur l'efficacité des dépenses encourues, les industriels et négociants français surprennent souvent par la faiblesse de leur contribution pour donner de l'expansion au commerce extérieur. D'autre part, si on avait fixé dès le début le montant nécessaire à l'installation du musée de commerce à Buenos Ayres, il aurait été possible d'indiquer les contributions nécessaires de la part de chaque organisme patronal, les résultats auraient ainsi pu être meilleurs.

Nous constatons donc que les problèmes éprouvés par le commerce français à l'étranger sont toujours bien présents. Certains efforts ont été faits pour améliorer les chances de succès des produits français à l'exportation ; ils ne sont cependant pas à la hauteur des réformes nécessaires. De plus, l'intérêt des patrons pour les marchés étrangers ne se concrétise pas en contributions importantes pour aider aux succès de leurs affaires d'exportation. La pression de la concurrence

²⁶⁷ *Ibid.*, Pendant l'année 1889. Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour Bouquet, 1890, *Séance du 6 décembre 1889*, pp. 121 et 122.

étrangère occasionnera de nouvelles revendications de la part des industriels, tandis que les spécialistes et fonctionnaires tenteront toujours de les inciter à modifier leurs façons de faire durant la dernière décennie du XIXe siècle.

Chapitre 3. Épreuves et adaptations, résistance de la France face à ses concurrents 1890-1900

Les exportations de tissus de coton, favorisées par le régime douanier protectionniste qui s'étend aux colonies, progressent sensiblement durant la dernière décennie du XIX^e siècle. Rassurés quant aux possibilités de bonnes affaires, les cotonniers les plus importants augmentent et modernisent les capacités productives de leur établissement. Délaissant les draps, la demande anglaise se réoriente vers les 'étoffes diverses'. Elle provoque ainsi des difficultés chez certains lainiers dont la production est subitement peu recherchée. Le secteur de la soie voit toujours les étoffes mêlées gagner en popularité à l'étranger, dépassant même en valeur les étoffes de soie pure pour quelques années.

I. Disparités dans le niveau de prospérité des industriels de la laine

Au cours des années 1890, les succès de l'industrie lainière sont inégaux. Les grands efforts d'investissement fait à Roubaix inquiètent beaucoup de leurs collègues qui ont du mal à les concurrencer. Toujours intéressés par la bonne qualité et le renouvellement saisonnier de leurs collections, les Roubaisiens obtiennent de très bons résultats grâce aux prix modérés auxquels sont offerts leurs tissus. Les producteurs de draps classiques, faits de laine cardée, convainquent beaucoup moins les acheteurs qui trouvent ailleurs de meilleurs rapports qualité-prix.

I a. Roubaix s'affirme dans le peignage, difficultés des draps à l'étranger

La décade 1890 est généralement peu favorable à l'industrie de la laine sur le plan national. Alors que les tissus de laine mélangés d'autres matières s'écoulent toujours de moins en moins, la valeur des draps exportés amorce une diminution qui sera très difficile à arrêter. Plus résistantes face à la concurrence,

les exportations d'étoffes diverses seront loin de pouvoir compenser la chute générale de la valeur des exportations de tissus de laine.

Cette période de transition comporte cependant quelques aspects plus reluisants, le dynamisme de Roubaix, les progrès importants du peignage de la laine et le développement accru des importations directes de matière première sont à noter. La crise qui sévit alors affecte profondément l'industrie lainière, plusieurs s'y embourbent pour ne jamais reprendre leur élan, définitivement brisé.

1890 s'amorce sur une note plutôt favorable alors que le peignage, le tissage et filature jouissent tous d'une demande soutenue qui permet des ventes à prix rémunérateurs. En mai le tissage de la laine ralentit toutefois sensiblement. L'incertitude concernant l'augmentation éventuelle de 20% des droits de douane américains sur les cachemires et mérinos, qui trouvaient un débouché très important aux États-Unis, a arrêté les commandes étrangères. Les droits qu'on projette d'établir sur l'importation des laines étrangères inquiètent beaucoup les milieux roubaisiens quant à l'augmentation éventuelle de leurs prix de revient. Il en résulterait une perte de compétitivité²⁶⁸. Finalement voté en juin 1890 le *Bill McKinley* est la concrétisation d'une menace devenant réalité. Les fabricants de tissus mélangés et d'étoffes diverses, pour lesquels les États-Unis représentaient un débouché de premier ordre sont forts inquiets. Les lainiers américains avaient vu leurs revendications soutenues par le gouvernement en place.

Les réponses transmises au début de l'année par la Chambre de commerce de Roubaix au questionnaire envoyé par le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie ont cependant des accents triomphants. La position industrielle et commerciale est jugée généralement bonne :

Cette situation est due aux débouchés que nous nous sommes efforcés, par tous les moyens, d'ouvrir à l'exportation de nos produits ; elle est due aux sacrifices énormes que nous nous sommes imposés pour le renouvellement et le perfectionnement de notre matériel ; à notre position au centre du plus grand marché lainier du monde et au groupement considérable d'industries diverses nouvellement implantées dans notre rayon ; enfin à la fondation de nos comptoirs dans les pays de production pour l'importation directe des matières

²⁶⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'avril 1890.

*premières que nos industriels vont puiser à la source même, afin d'économiser les frais d'intermédiaires et d'entrepôt.*²⁶⁹

La position enviable occupée par l'industrie roubaisienne de la laine est jugée entièrement méritée. Seule la concurrence de la redoutable organisation commerciale allemande paraît inquiéter ce milieu qui affirme exporter dans tous les pays du monde, bien qu'il ne sache pas toujours exactement vers où sont finalement expédiées leurs marchandises : « les maisons françaises achetant nos produits nous laissent souvent ignorer leur destination. »²⁷⁰ La combativité des Roubaisiens ne sera pas superflue face aux épreuves qui se présenteront rapidement.

C'est en fait toute l'industrie française de la laine qui exporte dans une importante proportion. Dans ses réponses au même questionnaire du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, la Chambre de commerce de Reims affirme que le milieu s'entend pour estimer à 50% la proportion des lainages qui est exportée²⁷¹. Les liens avec les marchés extérieurs sont primordiaux, tant pour les importations de matières premières que pour les exportations de produits fabriqués.

L'activité ralentit au courant de l'été 1890 et les commandes de l'étranger se révèlent peu importantes. À l'automne les industriels doivent parfois se résigner à arrêter certains métiers devant l'impossibilité de vendre à prix rémunérateurs. En octobre, on voit les entrepôts se vider des flanelles, mérinos et cachemires qui s'y étaient accumulés : le commerce d'exportation tâche d'expédier ces tissus à New York avant l'application des nouveaux tarifs²⁷². Pour ce qui est des draps, le même rapport remarque que Louviers, qui a vu la concentration industrielle s'opérer autour de trois ou quatre maisons, jouit de bons résultats, tandis qu'à Elbeuf l'activité est plus calme : « On s'occupe beaucoup dans cette ville, de l'exposition de Moscou de 1891 ; les industriels comptent y faire connaître leurs produits qui n'arrivent aujourd'hui en Russie que démarqués par les commissionnaires

²⁶⁹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, XVI, 1890*, Roubaix, Impr. Alfred Reboux, 1891, p. 25.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 27.

²⁷¹ ACCIR F.2.3.1, *Archives consulaires ; Registre des délibérations 1888/1891*, p. 248.

²⁷² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'octobre 1890.

allemands. »²⁷³ Percer sur de nouveaux marchés devient d'autant plus nécessaire que la concurrence sur le marché intérieur redouble d'intensité.

L'inspecteur Frachon vante à ce moment la sagesse rémoise, la place fait des affaires décentes dans le peignage, la filature et le tissage de la laine, « sans se laisser entraîner comme quelques-unes de ses voisines »²⁷⁴, Roubaix étant ici évidemment désignée. Dans le Tarn, Mazamet et Castres tentent de produire à meilleur prix pour rivaliser contre les produits du Nord. Le fait d'avoir sacrifié la qualité nuit cependant beaucoup à l'image de marque de la fabrique locale. Un établissement mazamétain d'envergure, insatisfait de ses résultats, préfère fermer ses portes, et met par le fait même 500 ouvriers à la rue ; selon le directeur de la succursale de la Banque de France de Castres : « les chefs des riches établissements préfèrent le commerce des laines qui demande une surveillance moins assidue et donne de plus beaux bénéfices. »²⁷⁵ Les temps sont moins favorables qu'ils l'ont été pour faire fortune dans l'industrie de la laine. Il apparaît aussi que les placements fonciers attirent davantage le patronat local, en quête de prestige et de reconnaissance sociale, que les investissements dans l'industrie. Ce ne seraient pas les facteurs économiques qui expliqueraient principalement la désindustrialisation de la région, mais plutôt le comportement des bourgeois locaux, attirés par des investissements terriens légitimant leur position dans la société²⁷⁶.

La lutte amorcée contre le manque périodique de matières premières donne des résultats concrets au tournant de l'année 1891. Des arrivages de laines importées directement d'Argentine et d'Australie permettent d'assurer plus de régularité dans les approvisionnements toujours erratiques, et d'espérer voir dans un avenir rapproché diminuer les interruptions dans les importants établissements qui se consacrent au peignage de la laine. Au printemps, la mode revient vers le cardé, les filatures produisant ce type de fil parviennent difficilement à répondre

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1890. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 7 au 22 octobre, par Frachon.*

²⁷⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de janvier 1891.

²⁷⁶ Jean-Michel Minovez, « Pourquoi le midi toulousain s'est-il désindustrialisé au début du XIXe siècle? », *Revue historique*, 296, p. 162.

aux nombreux ordres qu'ils reçoivent. De grosses pertes sont au même moment essuyées à Saint-Quentin, attribuables à la mise en application des nouveaux tarifs américains²⁷⁷.

La multiplicité des produits créés à Roubaix dans la gamme du luxe et du demi-luxe est alors innombrable. Henry Mathon, président de la Chambre de commerce locale répondait au Directeur du *Journal des tissus* en avril 1891 : « La fabrique de Roubaix n'a aucun rapport de similitude avec celle des autres centres ; elle embrasse une telle variété de tissus qu'on ne saurait les énumérer, car ils changent à chaque saison. »²⁷⁸ Cette grande variation dans la production caractérise généralement l'industrie textile en France, elle est exacerbée pour le cas roubaisien.

À Reims, autre centre majeur de l'industrie lainière française, l'incertitude économique ambiante nuit grandement au climat des affaires. Les craintes de représailles douanières suite à l'adoption prochaine de tarifs protectionnistes, les charges et les relations tendues avec les ouvriers : « sont de nature à restreindre l'initiative industrielle et à éloigner les capitaux des grandes entreprises. »²⁷⁹ Les faibles investissements dans l'équipement ne pouvaient qu'entraîner le déclin de cette industrie dans la région.

La production subit durant cette période des perturbations liées aux conflits entre ouvriers et patrons. Les revendications ouvrières aboutissent au printemps à des grèves à Sedan et Roubaix, mais elles perturbent peu la production. Dans le centre lainier du Nord, les patrons roubaisiens remplacent très rapidement les ouvriers rentreurs, chargés de la préparation des chaînes, par d'autres, immédiatement formés. Ils démontrent leur dédain des revendications ouvrières et entendent prouver l'inefficacité des grèves. La tension monte radicalement entre ouvriers et patrons alors que la fusillade du 1^{er} mai à Fourmies prend des dimensions tragiques.

²⁷⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mai 1891.

²⁷⁸ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, XVII, 1891*, Roubaix, Impr. Alfred Reboux, 1892, p. 32.

²⁷⁹ ADM 172 M 3, *Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 8 juillet 1891*.

Il est à noter qu'à Caen et Mazamet de nombreuses fabriques ont fermé face aux exigences des ouvriers que les patrons ne voulaient ou ne pouvaient satisfaire. Des habitants quittent ainsi des régions qui perdent de leur caractère attractif : le dernier recensement dans le département du Tarn chiffre à environ 13 000 le nombre des habitants ayant quitté après la fermeture de nombreux établissements²⁸⁰.

Les crises financières et politiques qui perturbent à cette époque plusieurs pays d'Amérique latine (Brésil, Argentine, Chili) s'ajoutent à l'application des nouveaux tarifs protectionnistes américains pour faire diminuer le commerce extérieur. On signale en décembre 1891 les sérieuses difficultés éprouvées par les fabricants de gros draps de l'Aveyron : « cette industrie, jadis prospère, paraît perdue à tout jamais. »²⁸¹ D'une qualité ordinaire, ces produits ne trouvaient guère leur place sur le marché où on offrait des tissus à de meilleurs rapports qualité-prix. Durement touchée par les hausses de droits de douane aux États-Unis, la circonscription de Reims voit ses articles de fond, les tissus classiques faits de laine peignée, en très mauvaise situation, alors que les tissus cardés et les nouveautés se vendent plus facilement²⁸². L'importance des débouchés extérieurs fait souvent la différence entre un bon et un mauvais exercice au niveau de la rentabilité.

Après la contraction du marché américain, les industriels de la laine craignent de voir les marchés européens se refermer, étant donné le vent protectionniste qui souffle sur l'Europe au début de 1892. Le deuil britannique, consécutif à la mort du duc de Clarence, fils aîné du prince de Galles, futur Édouard VII, dope alors temporairement à Roubaix les exportations de tissus noirs. La crise bat toutefois son plein à l'automne ; les cours sont au plus bas à Reims ; les transactions sont très ralenties à Roubaix-Tourcoing où on craint en plus des débordements ouvriers lors du 1^{er} mai. Le directeur de cette dernière succursale relate toutefois l'optimisme de plusieurs hommes d'affaires expérimentés qui croient que les transactions et une grande activité industrielle

²⁸⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'août 1891.

²⁸¹ *Ibid.*, Rapport de décembre 1891.

²⁸² ACCIR, *Archives consulaires ; Registre des délibérations ; Du 10 juin 1891 au 4 juin 1894*, p. 8.

reviendront vite. Ils fondent leur optimisme sur certains faits : « la disparition du stock de tissus, signalé à pareille date l'an passé, et le bon marché exceptionnel des matières premières compensant l'élévation des droits dont sont frappés nos produits à l'étranger, notamment aux États-Unis. »²⁸³ La hausse espérée ne se produit malheureusement pas aussi rapidement que prévu et les peignages voient toujours leur travail interrompu par le manque de laines brutes, surtout à Reims mais aussi à Roubaix. Le déclin des industries saint-quentinoises se poursuit de manière générale malgré quelques exceptions. C'est le cas du tissage mécanique *Boudoux frères* qui demeure très prospère, grâce à la gestion clairvoyante et dynamique des quatre frères²⁸⁴. La crise persiste tout de même en général dans l'ensemble de l'industrie lainière à l'été et à l'automne.

Étant donné le bas prix des laines brutes, il demeure possible de dégager des bénéfices en prenant le risque de fabriquer des nouveautés qui s'écouleront bien aussi longtemps que la mode saisonnière les favorisera. Rien cependant ne permet de sortir de la crise lancinante qui se poursuit avec intensité dans le tissage de la laine. La fabrique de Castres obtient malgré tout un surprenant succès en produisant à très bas prix « des draps qui, au sortir de l'apprêtage, ont l'aspect des plus beaux produits de Sedan. »²⁸⁵ C'est aussi et surtout de l'étranger que viennent les coups portés à des articles à la qualité réputée, mais qui arrivent de plus en plus à être copiés pour être vendus à des prix moins élevés. Les continuateurs de la tradition sont peu disposés à rogner sur la qualité, escomptant que les connaisseurs et les gens de goût préféreront toujours leurs marchandises. De nombreuses petites affaires apparues depuis le Second Empire à Sedan ne pouvaient alors plus lutter efficacement dans un secteur se concentrant de plus en plus. La mécanisation tardive de l'équipement, à laquelle résistaient toujours les ouvriers, ne permis pas à Sedan de renouer avec une situation florissante. Sa

²⁸³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'avril 1892.

²⁸⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Saint-Quentin. Du 19 au 20 avril, par Piquet.*

²⁸⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1892.

production, autrefois très appréciée à l'étranger, se vendait difficilement devant les nouvelles exigences du marché²⁸⁶.

Roubaix termine l'année avec des résultats tout de même fort décents pour cette année de crise, le directeur de la succursale de la Banque de France de Roubaix-Tourcoing rapporte des chiffres intéressants et des résultats bien meilleurs qu'espérés :

*le chiffre des expéditions de tissus présente un accroissement de 1 500 000 kilos, soit 5% sur le total de 1891. La production de nos deux places, ajoute-t-il, a, du reste, quintuplé en 21 ans : en 1871 elle n'était que de 6 419 000 kilos et en 1892 elle dépassera 31 000 000 de kilos.*²⁸⁷

Il y a là de quoi relativiser l'ampleur de la crise traversée par cette place. Plusieurs industriels connaissent de bonnes campagnes à Louviers, alors en pleine prospérité, et quelques-uns à Elbeuf et Castres, contrairement à ceux de St-Quentin et Mazamet. Les Rémois travaillent alors de leur côté grâce à des marchés conclus avec l'Allemagne.

Il faut attendre à l'automne avant que l'approvisionnement en laines soit suffisant pour fournir aux peignages français des quantités à la mesure de leurs capacités. La filature ne bénéficie cependant pas d'une demande importante de la part des tisseurs qui s'inquiètent de la qualité de la récolte. De mauvais rendements agricoles laissent peu de revenus aux paysans pour consommer des produits textiles²⁸⁸. La retenue des acheteurs du marché intérieur et du marché extérieur a alors de quoi inquiéter les industriels qui s'occupent du tissage de la laine. C'est toujours du côté des nouveautés qu'on peut trouver une demande constante mais changeante. Anticiper la nature et l'importance de la demande pour certains produits demeure un constant défi. Il faut de plus concentrer son attention sur la création de nouveaux produits qui charmeront pour un temps la vue et le touché des acheteurs éventuels. C'est une production renouvelée à chaque saison qui attire

²⁸⁶ Gérard Gayot et Bruno Lassaux, « Manufactures et usines dans une citadelle : Sedan (XVIIe-XIXe siècles) », *Revue du Nord*, 79, 1997, pp. 508-509.

²⁸⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de janvier 1893.

²⁸⁸ *Ibid.*, Rapport de juin 1893.

maintenant une demande régulière, un demi-luxe suivant les tendances des produits les plus raffinés.

Durant l'été 1893, les fabricants de tissus de laine rémois traversent encore presque tous une mauvaise période, à l'exception de ceux qui produisent la nouveauté et la haute nouveauté : une fraction peu importante de l'ensemble des tissus tissés dans la circonscription. La chambre de commerce considère les moyens de remédier au malaise : « Un nouvel outillage pourrait, dans certaines branches de l'industrie lainière, remédier à la situation, mais l'énorme dépréciation des établissements industriels éloigne les capitaux d'une industrie menacée »²⁸⁹. Cette perte de valeur doit pouvoir être au moins en partie attribuée à un manque de réinvestissement qui rend d'autant plus coûteuse la mise à niveau des installations industrielles. Les décisions des entrepreneurs ne semblent pas avoir fait preuve d'une vision à long terme par ces temps de transformations rapides. Durant les belles années, les profits ont dû être divertis vers d'autres placements ou dépenses.

La fabrication des draps suscite souvent à cette époque le mécontentement des industriels sur le peu de rentabilité de leurs opérations, comme à Elbeuf où l'on signale que « les exigences du haut commerce sont devenues si excessives que les bénéfices des fabricants se réduisent à des proportions dérisoires. »²⁹⁰ La logique des grands magasins, qui s'impose alors, les pousse à favoriser le plus possible un écoulement rapide des stocks. Leurs achats portent sur de grandes quantités, payés à bas prix mais comptant, ensuite vendues ou liquidées afin de permettre une rotation rapide des stocks et des capitaux.

La mode délaisse les produits de laine cardée à la fin de l'année 1893, alors que les produits faits de laines peignées, moins chers, s'en sortent un peu mieux. Reims éprouve certains inconvénients du fait de sa position géographique, le directeur de la succursale de la Banque de France de cette ville craint « que la majoration de prix demandée par les entreprises anglaises de transport pour amener la marchandise de Londres à Reims, ne décide quelques négociants à faire

²⁸⁹ ADM 172 M 3, *Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 3 juillet 1893.*

²⁹⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'août 1893.

peigner leurs laines dans la région du Nord, peut-être même en Allemagne. »²⁹¹ Quoique le travail se poursuive finalement assez activement, la part des bénéfices paraît amenuisée. Les ventes ont aussi été mauvaises pour les tisseurs champenois, la fermeture volontaire de trois fabriques dans les environs de Reims est interprétée comme un clair manque de ténacité puisque « si les affaires sont difficiles, elles donnent encore le plus souvent des résultats acceptables. »²⁹² Une atonie générale caractérise cependant bel et bien les affaires languissantes faites sur la place de Reims au premier semestre de 1894²⁹³. Ça n'empêche pas pour autant de voir de nouvelles sociétés se constituer. Les filateurs Gustave-Adolphe Trapp, Charles et Victor Marteau s'associent alors pour fonder une société anonyme, la *Filature rémoise*. Si le capital de 335 000 francs peut paraître faible et mal augurer pour l'avenir, la spécialisation dans la fabrication de fils de bonneterie en pelotes est prometteuse car encore peu répandue²⁹⁴.

Comme la mévente des tissus se poursuit, on parle de réduire la production, tandis que les capacités industrielles dépassent toujours la demande. Avec une contraction importante des exportations vers l'Angleterre et les États-Unis, jumelée à une dépréciation radicale de la matière première, dont la valeur passe sous les plus bas niveaux enregistrés jusqu'à ce jour²⁹⁵.

Très importante, la baisse de la demande anglaise en draps français, jusqu'alors de loin la plus importante, se produit rapidement. L'Angleterre importe une quantité trois fois moindre à la fin qu'au début de la décennie. Les commandes anglaises, toujours les plus importantes, sont descendues à un niveau proche de celles provenant des États-Unis et de Belgique, cette dernière demeurant fidèle aux marchandises françaises.

²⁹¹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1894.

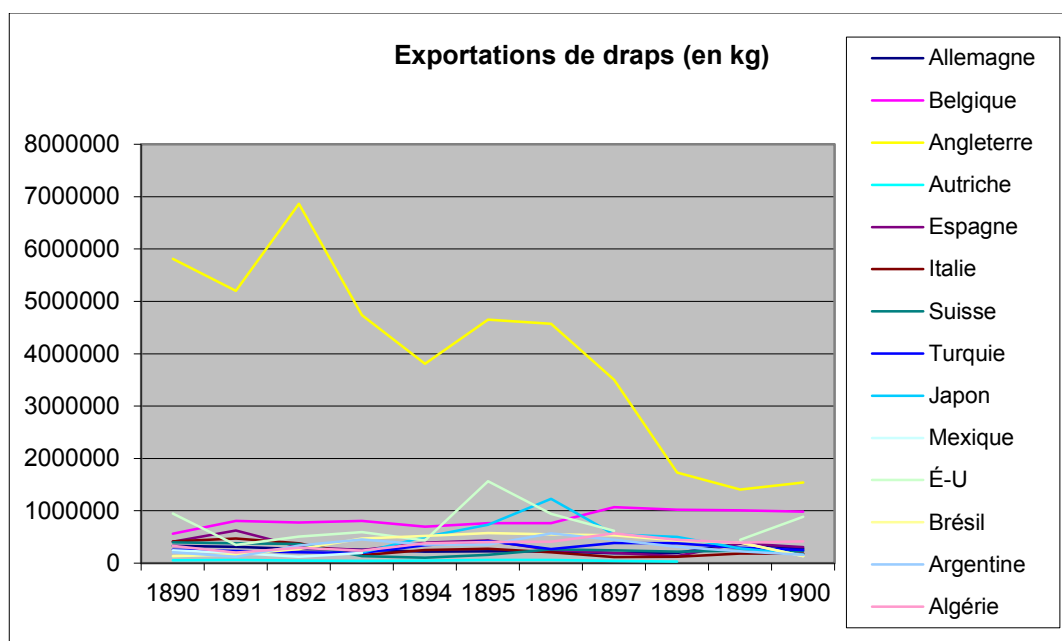
²⁹² *Ibid.*, Rapport de mars 1894.

²⁹³ ACCIR F.2.3.1.1, *Archives consulaires ; Registre des délibérations ; 1894/1896*, p. 37.

²⁹⁴ CAMT 65 AQ H 113, *Filature rémoise ; Société anonyme au capital de 335 000 fr. divisé en 335 actions ; Statuts*, Reims, Impr. de A. Marguin, 1894.

²⁹⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juin 1894.

Graphique 3.1.1



Le prix des tissus de laine est tiré vers le bas. Leur vente se fait cependant aisément lorsque la matière première reprend de la valeur. Les produits fabriqués ne profitent cependant pas pleinement de l'appréciation des cours. La hausse de la matière première est alors davantage attribuable à la spéculation qu'à une réelle hausse de la demande en tissus. C'est ce qu'on rapporte de Saint-Quentin, par exemple, où l'on espère, comme à plusieurs endroits, une baisse prochaine des tarifs américains²⁹⁶.

Le travail ne reprend donc pas sérieusement pour autant, les peignages rémois sont encore souvent mal approvisionnés et plusieurs métiers demeurent à l'arrêt durant l'automne. Cachemires et mérinos se vendent tout de même régulièrement²⁹⁷. Craignant le fait d'assumer un risque jugé excessif devant les variations de la matière première, les maisons de peignage rémoises travaillent uniquement à façon, peignant à commission une laine ne leur appartenant pas. Ils n'obtiennent que peu de travail en opérant de cette façon, tandis que, dans le Nord, on rapporte que « les industriels opèrent pour leur compte ou de compte à

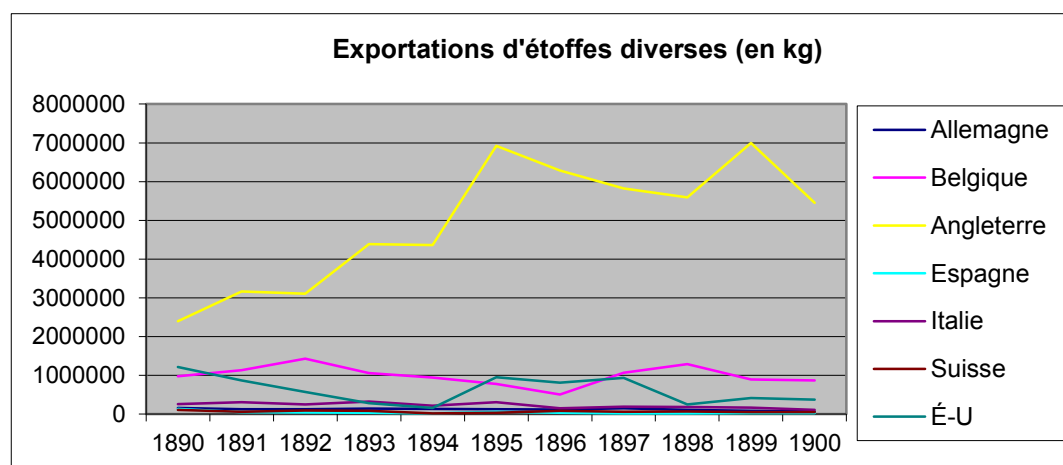
²⁹⁶ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1894. Rapport concernant la succursale de Saint-Quentin. Du 16 au 30 novembre, par Piquet.*

²⁹⁷ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapports de novembre et décembre 1894.

de mi avec les négociants et ne subissent aucun chômage. »²⁹⁸ Cette façon de procéder permet d'attendre de jours meilleurs dans des conditions plus tolérables, en évitant les pertes et les complications représentées par l'interruption du travail. Reims devra bientôt réduire ses prix de façons pour attirer les commandes et lutter contre un chômage persistant. L'année 1894 aura été dans l'ensemble plutôt médiocre pour l'industrie de la laine, 1895 commence sur une meilleure note.

En Haute-Normandie, la draperie connaît de très bons moments. Dans l'Eure, à Louviers, l'activité est intense ; Sedan et Elbeuf voient aussi leur position s'améliorer. Elbeuf est cependant toujours affectée par la concurrence des tissages du Nord, puisque les produits de ses derniers, faits de laine peignée plutôt que cardée, se vendent à bien meilleurs prix²⁹⁹. La haute qualité est de moins en moins prisée par la masse totale des acheteurs. Une amélioration générale dans la fabrication est constatée pour l'ensemble des tissus de laine, au moment où reviennent les commandes d'Angleterre et des États-Unis qui portent particulièrement sur les qualités normales vendues à prix modiques³⁰⁰. La demande anglaise, qui se désintéresse des draps, se porte alors sur les étoffes diverses. Celles-ci ne percent toutefois pas significativement aux États-Unis et se maintiennent en Belgique.

Graphique 3.1.2



²⁹⁸ *Ibid.*, Rapport de janvier 1895.

²⁹⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1894. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 11 novembre au 2 décembre, par Dupety.*

³⁰⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'avril 1895.

Les demandes se poursuivant de manière constante dans les mois suivants, le travail demeure important dans la fabrique de tissus et de draps de laine. Cette marche régulière, jointe à la fixité des cours, a redonné un peu d'activité à l'industrie rémoise, néanmoins inquiète quant à l'éventuel renouvellement des commandes en provenance d'Amérique pour la prochaine saison³⁰¹. La faveur relative dont ont bénéficié ses marchandises n'est pas du tout une assurance de succès pour l'avenir.

I b. Difficultés à l'exportation et enjeu de la matière première

Des disparités ne manquent pas de se manifester dans l'industrie lainière : si les filateurs de laine peignée dégagent des bénéfices intéressants que les fabricants de draps et de tissus de laine maintiennent leur activité, le peignage de la laine travaille à perte à Roubaix et seulement deux ou trois jours par semaine à Reims³⁰². Dans son rapport annuel, adressé deux mois plus tard au Gouverneur de la Banque de France, l'inspecteur d'Hérissé signale que la fabrique de tissus de ce centre industriel de la Marne travaille pleinement ; contrairement à son collègue qui avait vanté en 1890 la sage mesure rémoise, il considère qu'aux industriels s'occupant de tissage : « on ne saurait reprocher qu'une excessive prudence »³⁰³. Les industriels de Saint-Quentin ont aussi fait une bonne campagne avec la fabrication des tissus ; les pertes essuyées en 1893-1894 sont ainsi compensées³⁰⁴.

S'étant faites attendre avec impatience, les livraisons de la dernière tonte arrivent finalement au début de l'année 1896, provenant à la fois du marché londonien et des pays producteurs. L'activité reprend donc pleinement à Reims et Roubaix dans une conjoncture temporairement favorable pour l'ensemble des branches de l'industrie lainière. Plusieurs préoccupations demeurent néanmoins par rapport à d'éventuels nouveaux droits qui seraient adoptés aux États-Unis et

³⁰¹ ACCIR F.2.3.1.1, *Archives consulaires ; Registre des délibérations ; 1894/1896*, p. 226.

³⁰² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *Op. cit.*, Rapport d'octobre 1895.

³⁰³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1895 Rapport concernant la succursale de Reims. Du 27 juin au 13 juillet, par d'Hérissé.*

³⁰⁴ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale de St-Quentin. Du 29 octobre au 14 novembre, par d'Hérissé.*

aux complications données aux importateurs par les agents de douane. Dérangés par les difficultés soulevées par ceux-ci, évidemment suspectés de favoriser la production nationale, et les préjudices qui en découlent, les industriels ont fait connaître leurs griefs à la Chambre de commerce française de New York. Les protestations émises par celle-ci n'émeuvent cependant pas l'administration américaine qui ne cède en rien³⁰⁵.

Elbeuf voit la demande pour ses hautes nouveautés perdre de l'importance à chaque saison ; on leur préfère de plus en plus les tissus à bon marché. Les faveurs de la mode se portent surtout sur les articles peignés, ce qui joue contre les fabricants elbeuviens spécialisés dans la production de tissus fait de laine cardée³⁰⁶. Un retour en popularité des draps dits 'de dame' redonnera temporairement de la vigueur au cardé l'année suivante.

La hausse des prix de la laine brute vient vite ralentir le travail dans les peignages qui éprouvent des difficultés à l'été. Cet enchérissement vient aussi se rajouter pour les tisseurs, toujours aux prises avec la faiblesse de la demande intérieure et aux possibilités plus limitées d'exportation vers les États-Unis : les espoirs d'éventuelles atténuations sur les nouveaux tarifs douaniers ont été dissipés par l'entérinement d'un projet sans changement, par le Sénat américain.

C'est à cette époque que Dunkerque fait des efforts résolus pour organiser sur place la vente de la laine qui arrive au port. Elle rencontre toutefois des adversaires de taille dans son département. Le directeur de la succursale locale de la Banque de France rapporte :

*la Chambre de commerce est disposée à faire les plus grands sacrifices pour créer dans cette ville un marché des laines mais ce projet rencontre une sérieuse opposition de la part des peigneurs de Roubaix qui ont intérêt à faire diriger directement les laines brutes sur les magasins pour s'en assurer le travail.*³⁰⁷

Les Roubaisiens étaient alors des opérateurs de plus en plus dominants sur le marché de la laine, ils affirmeront bientôt encore davantage leur mainmise sur

³⁰⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mai 1896.

³⁰⁶ ADSM 8M 11, *Rapport sur la situation industrielle d'Elbeuf de 1896 et du 1^{er} semestre de 1897, Lettre du Président de la Chambre de commerce d'Elbeuf au Préfet de la Seine-Inférieure*, Elbeuf, le 31 juillet 1897.

³⁰⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'avril 1897.

l'importation et le peignage de la laine. Le marché à terme sur les laines peignées, établi en 1888, permettait aux industriels de Roubaix de mieux gérer les stocks et les prix de revient. Ils étaient des concurrents redoutables sur le marché intérieur et obtenaient de sérieux succès à l'international. De cette dynamique place du Nord, la laine est redistribuée en Europe. Les peignages de Roubaix-Tourcoing s'imposent dans une phase de consolidation de l'industrie.

Reims aura finalement très brièvement profité d'une certaine amélioration avant que la surproduction et l'avalissement des cours ne se fassent rapidement sentir. Le rapport de la Chambre de commerce de Reims résume ainsi la situation préoccupante de son industrie pour le premier trimestre de 1897 :

*à quelques exceptions près, l'une des plus mauvaises périodes de la fabrication de notre place : aucune activité, incertitude permanente sur l'avenir des relations avec l'Amérique du Nord, affaires d'exportation mauvaises sur presque tous les points du globe, et, comme conséquence, alimentation difficile, chômage partiel et dépression des cours des tissus malgré la hausse presque inévitable de la laine.*³⁰⁸

De Saint-Quentin on signale toutefois que des beaux articles ont été demandés par les Américains. Les marchandises de qualité, guipures et broderies notamment, peuvent encore espérer trouver quelques débouchés sur ce marché, contrairement à la fabrication commune qui est dans l'impossibilité de lutter contre les fabricants américains jouissant d'une protection tarifaire renforcée³⁰⁹. La concurrence allemande se fait aussi cruellement sentir sur les marchés étrangers.

Même si le peignage peut mettre un terme à sa longue période de chômage au début de 1898, la filature et le tissage ont toujours des marges bénéficiaires insatisfaisantes. Évidemment, dans le détail des fabricants, il y en a toujours qui arrivent à se démarquer, comme l'entreprise *Buirette-Gaulard*, maison de premier ordre au capital de plus de 2 millions de francs, filature importante, travaillant principalement pour la bonneterie, dégageant de larges bénéfices³¹⁰. Un hiver doux ne fait qu'envenimer la situation en ne fouettant pas la demande par l'impératif

³⁰⁸ ACCIR F.2.3.1.1 : *Archives consulaires ; Registre des délibérations ; 1896/1898*, p. 178.

³⁰⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'octobre 1897.

³¹⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1897. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 23 mars au 7 avril, par Foy.*

besoin de se protéger d'un froid rigoureux. L'ouverture des hostilités entre les États-Unis et l'Espagne cause aussi des problèmes pour le commerce d'exportation français.

Heureusement, les ventes conclues avec l'Argentine, le Brésil et le Chili apportent une bouffée d'air frais pour certains fabricants, ceux de draps en particulier. La conjoncture est très difficile, 'critique', comme le rapporte en juillet le directeur de Saint-Quentin :

*aussi bien pour les filatures que pour les tissages ; les prix de vente sont toujours très bas par suite du manque d'affaires et, d'autre part, la hausse de la matière première s'est encore accentuée depuis le mois de mars. Dans les circonscriptions de Fourmies et de Saint-Quentin, il y a plus d'un tiers des métiers mécaniques en chômage, et cette proportion serait encore plus élevée si les commandes de l'Amérique du Sud n'avaient permis d'occuper une partie des ouvriers.*³¹¹

La situation est généralement pénible. Désormais les acheteurs peuvent se procurer des draps et tissus de laine à des prix moins élevés qu'auparavant. Les exigences 'surprenantes' des acheteurs laissent souvent d'étiques profits aux fabricants.

Alors que Reims ne parvient pas à obtenir un approvisionnement régulier en laines pour ses peignages, Roubaix s'en sort remarquablement bien en réalisant de très beaux bénéfices. Son activité se développe toujours davantage. La matière première, une fois peignée, est de plus en plus dirigée vers l'étranger, notamment vers l'Allemagne, ce qui ne manque pas de susciter une interprétation satisfaite d'un haut fonctionnaire roubaisien de la Banque de France : « Ce fait démontre, écrit le directeur, la supériorité du matériel industriel français sur celui de l'Allemagne. »³¹² Nous verrons plus loin l'impressionnant développement de la valeur des exportations de laines peignées. L'importante industrie du peignage fait rapidement preuve de son sérieux potentiel exportateur. D'un autre côté les tissus de laine souffrent beaucoup depuis l'entrée en vigueur aux États-Unis du tarif Dingley. A Roubaix on parle d'une diminution de 53 millions de francs pour les

³¹¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juillet 1898.

³¹² *Ibid.*, Rapport d'octobre 1898.

exportations de l'industrie lainière française lors du dernier exercice³¹³. Les affaires conclues avec l'Angleterre demeurent heureusement très bonnes.

Le développement continu des capacités de production dans la filature de la laine en Europe, et particulièrement en Allemagne durant les années précédentes, a provoqué un état de surproduction qui pousse les industriels, d'outre-Rhin comme de France, à réduire leurs heures de travail pour lutter contre la détérioration des prix. C'est justement à l'application suivie des règles adoptées par le Syndicat des filateurs du Nord que les patrons de la filature rémoise attribuent la relative embellie dans leur secteur d'activité. Les nombreuses plaintes émises à Roubaix laissent croire que leurs collègues n'ont pas autant profité d'une même évolution favorable³¹⁴. Dès le mois suivant on signale cependant que Roubaix s'en tire désormais mieux et que Reims a toujours des difficultés.

L'enchérissement inusité de la matière première perturbe encore pour un temps les transactions en automne, l'inspecteur Duboscq commente dans sa tournée annuelle :

*Depuis 20 ans la laine n'avait pas atteint un pareil cours. Cette hausse extraordinaire, provoquée par la rareté du produit coïncidant avec une consommation plus forte, jette un certain trouble dans le commerce et ce n'est pas sans hésiter que les importateurs, aussi bien que les fabricants, donnent leurs ordres d'achats.*³¹⁵

C'est cependant au printemps une grande période d'activité qui embrasse la filature dans son ensemble, tout comme le peignage et le tissage, alors que la draperie demeure en reste. Cette dernière n'arrive pas facilement à faire accepter aux clients une appréciation des marchandises proportionnelle à la hausse de la matière première qui semble devoir se maintenir. L'activité soutenue de la fabrique rémoise contraste nettement avec les difficultés des années précédentes bien que la situation soit loin d'être totalement satisfaisante³¹⁶.

³¹³ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, XX, 1898*, Roubaix, Impr. Alfred Reboux, 1899, p. 339.

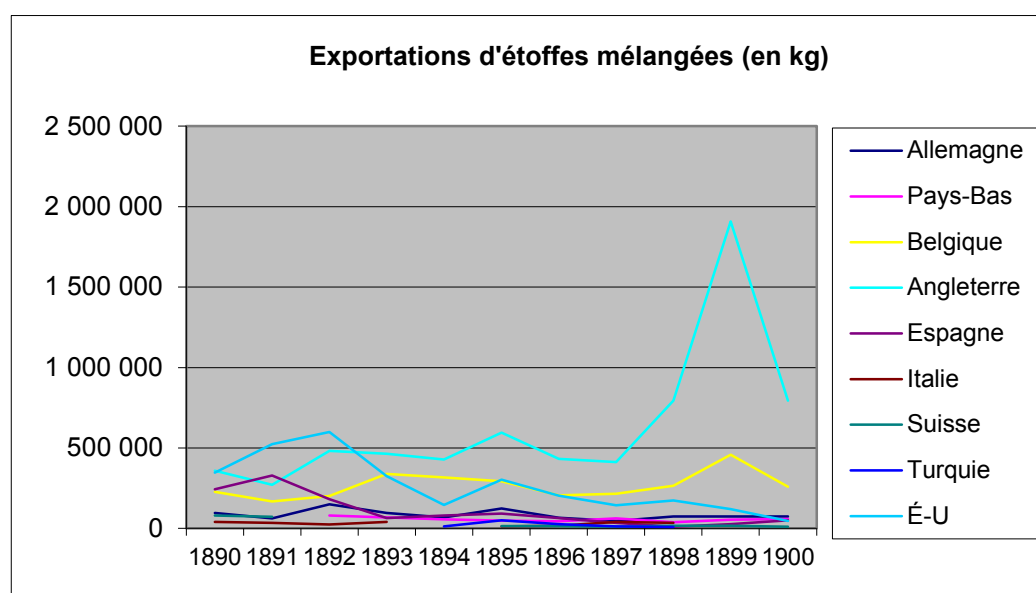
³¹⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *Op. cit.*, Rapport de janvier 1899.

³¹⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1899. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 3 au 18 novembre, par Duboscq.*

³¹⁶ ACCIR F.2.3.1.1, *Archives consulaires ; Registre des délibérations ; 1898/1900*, p. 281.

À l'automne le peignage subit les habituels chômages, étant donné le manque de laines brutes à travailler. La production est toutefois poussée fort ardemment dans les tissages à Roubaix, qui a encore davantage développé ses capacités, tandis que les filateurs ont un travail normal. Plus rémunérateur depuis l'adoption par le Syndicat des filatures du Nord d'une hausse des prix de façon de l'ordre de 12%³¹⁷. Une excellente campagne d'exportation vers l'Angleterre a permis la vente d'importantes quantités d'étoffes mélangées.

Graphique 3.1.3



Les variations de prix de la matière première font toujours sentir leurs effets sur l'industrie dans le premier trimestre de 1900. L'incertitude sur l'évolution des cours paralyse souvent l'activité des transactions : en période de baisse de la matière première, les acheteurs tâchent de patienter pour obtenir de meilleurs prix ou refusent les marchandises qui n'ont pu être livrées dans les délais fixés. Cette situation est néfaste pour l'industrie lainière, une 'gêne générale' est signalée en avril³¹⁸. La crise se précise durant les mois suivants, elle est particulièrement sérieuse pour Fourmies dont plusieurs filatures sont contraintes à fermer leurs portes. Des centaines d'ouvriers sont mis au chômage.

³¹⁷ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1899.

³¹⁸ *Ibid.*, Rapport d'avril 1900.

Les grandes fabriques de draps elbeuviennes, habituellement établies sur place depuis longtemps, avaient d'abord mieux résisté que les petites entreprises aux problèmes rencontrés par l'industrie lainière. Une production centrée sur le drap de dame et d'uniforme donnait alors des résultats acceptables mais les observateurs se montraient d'un optimisme très modéré quant à l'avenir industriel de la circonscription :

*La situation industrielle d'Elbeuf était meilleure il y a quelques années. À cette époque de grosses fortunes ont été faites ; mais les capitaux gagnés ont été employés en achats de titres ou propriétés qui n'ont pas aidé l'industrie actuelle. Les descendants des anciens fabricants ont cherché leur voie ailleurs. Ce sont maintenant des étrangers au pays qui dirigent les principales usines et s'efforcent de recueillir les derniers bénéfices d'une industrie si concurrencée à l'étranger, et en France même, à Roubaix principalement.*³¹⁹

Il était évidemment très difficile de soutenir la concurrence si on considérait l'entreprise comme une rente, en négligeant d'y réinvestir une partie des bénéfices. La source de profits se tarissait donc sans grande surprise. Néanmoins, la mauvaise réputation des entrepreneurs normands ne doit pas faire perdre de vue que la région a aussi été le foyer de prospères dynasties industrielles, dans le secteur lainier comme cotonnier³²⁰. Plusieurs informations appuient tout de même la perception d'un patronat souvent peu dynamique.

Ce n'est parfois pas faute de moyens que les industriels décident de ne pas réinvestir dans leurs établissements. *Simon fils aîné*, par exemple, très bonne maison de la place, avait conservé la fabrique 'par principe', sans chercher à développer ses affaires malgré ses grands moyens disponibles³²¹. Les résultats sont jugés trop incertains par rapport aux responsabilités et aux risques encourus. D'autres placements étaient privilégiés.

Sérieusement éprouvés par la crise, des établissements de la circonscription de Reims suspendent le travail totalement plutôt que de travailler à perte. Les

³¹⁹ ABF : Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf, du 11 au 19 avril, par Arnous-Rivière.

³²⁰ Voir Jean-Pierre Chaline, *Les dynasties normandes*, Paris, Perrin, 2009. Le cas des familles Badin, Blin et Waddington sont les mieux connus pour le textile.

³²¹ ABF : Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1901. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf. Du 13 au 21 décembre, par Viney.

filateurs sont frustrés et se considèrent : « à la merci du groupe de spéculateurs, qui détient le marché à terme du Nord, et jette la perturbation dans le commerce des produits fabriqués. »³²² Un tel type de marché avait disparu de Reims au début de la décennie ; il n'avait pas réussi à attirer assez d'affaires. Elbeuf et de nombreux petits pôles lainiers pétitionnent aux côtés des fabricants rémois pour obtenir son interdiction. Ils auraient recueilli au printemps 1900 la signature de 1 450 maisons, provenant de 50 départements et représentant 200 000 ouvriers³²³. Ce ne sera pas suffisant pour que le gouvernement fasse aboutir leur demande.

L'anticipation qu'on pouvait faire à Roubaix sur le prix futur de certains articles était très utile. Lorsqu'on savait combien on paierait la laine, il était possible de mieux savoir s'il était temps de vendre ou non les tissus en stock. Certaines baisses amorcées à Roubaix, comme en cet automne 1900, déroutaient leurs confrères de Reims et surprenaient leurs clients. Certains les considéraient responsables de la détresse de plusieurs anciennes petites places lainières françaises.

Les conditions dans lesquelles vivent alors les ouvriers sont alarmantes. Avec un travail réduit à deux ou trois jours par semaine dans les peignages, les salaires sont clairement insuffisants pour assurer de quoi vivre décemment³²⁴. Malgré les efforts faits, il paraît très difficile de s'assurer des approvisionnements en laine tout au long de l'année. Constituer des stocks importants pouvait aussi s'avérer très risqué devant une éventuelle dévaluation. À Reims, les peigneurs décident à l'automne de créer un syndicat pour diminuer la production de moitié et hausser les prix de façon de 10 centimes par kilo³²⁵. La place paraît enfin sortir de la crise qui l'a longtemps fait souffrir. Le commerce des laines, malmené par les fluctuations des cours, y a laissé des plumes : des pertes évaluées dans le rapport de Morlot à une dizaine de millions³²⁶. Les faillites y ont aussi été évitées, mais,

³²² ADM 172 M 3, *Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 16 juillet 1900.*

³²³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf, du 11 au 19 avril, par Arnous-Rivière.*

³²⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport d'août 1900.*

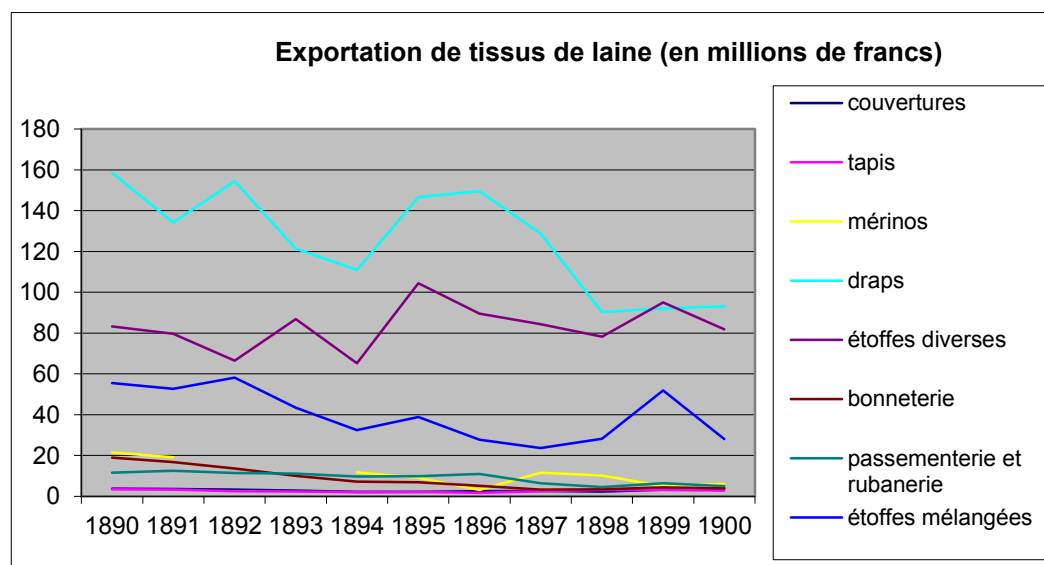
³²⁵ *Ibid.*, Rapport de novembre 1900.

³²⁶ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 2 au 14 novembre, par Morlot.*

comme on l'apprend du même inspecteur, la maison *Picard Goulet fils* s'est effondrée, complètement ruinée. La fin de l'année voit enfin la situation se détendre à Fourmies. La rupture du syndicat des filateurs, suite aux trop fréquents manquements par rapport aux clauses acceptées, pousse les industriels à adopter des prix peu rémunérateurs. Il en va de même pour les tisseurs qui, à Reims, acceptent les commandes sans avoir de meilleures perspectives que celle de couvrir leurs frais généraux³²⁷.

Un sommet historique avait été atteint au niveau de la valeur totale des exportations de draps en 1889, frôlant les 150 millions de francs. Une baisse des exportations de draps se produit cependant dans la décennie 1890. Les étoffes diverses sont les seuls tissus à se maintenir au même niveau alors que les étoffes mélangées et le mérinos poursuivent toujours leur déclin.

Graphique 3.1.4

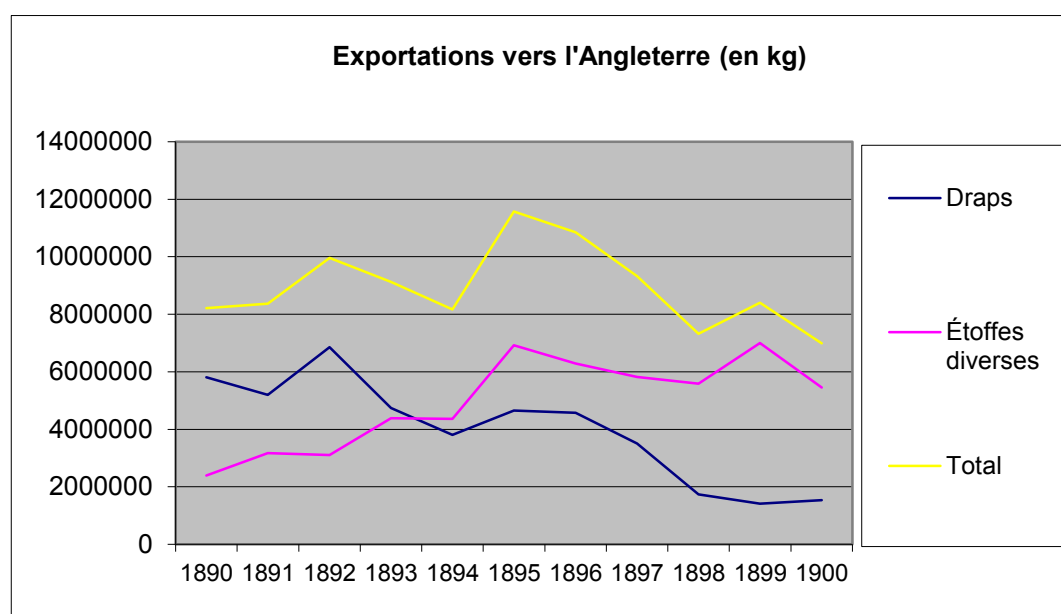


La demande anglaise en draps s'est transférée sur les étoffes diverses. Principale cliente, l'Angleterre absorbe toujours de grandes quantités de tissus de laine (graphique 3.1.5). La valeur moyenne du kilogramme d'étoffes diverses exporté a connu une baisse importante depuis le début de la période jusqu'en 1885 pour se stabiliser ensuite, contrairement à celle des draps qui se réduit peu

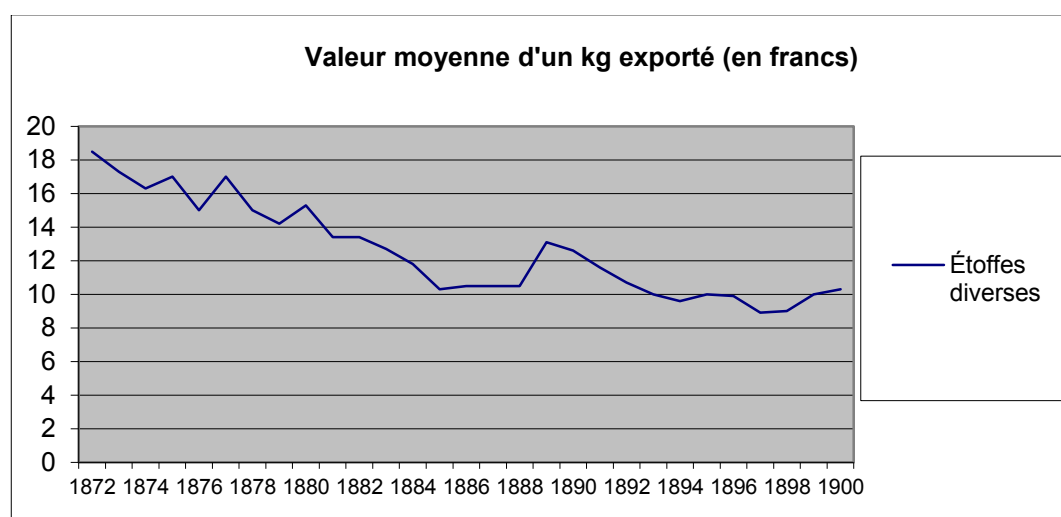
³²⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1900.

(graphique 3.1.6). Peut-être peut-on voir là une réussite pour ce qui est de l'abaissement du prix de revient des étoffes diverses, ou l'orientation vers une production plus adaptée aux besoins de l'exportation qui recherche des articles à bons prix. Il semble que ça se soit traduit en un succès important sur le marché anglais, et sur les marchés vers lesquels ceux-ci réexportaient les marchandises françaises. Les étoffes diverses progressent au détriment des draps français, toujours aussi chers.

Graphique 3.1.5



Graphique 3.1.6



II. Tissus et rubans de soie dans la décennie 1890

La popularité des tissus de soie pure est toujours moindre que celles des étoffes mêlées durant la décennie 1890. Malgré un volume d'affaires progressant peu, quelques entreprises ayant spécialisé leur production parviennent à dégager des bénéfices très intéressants. Ce sont les exportations sur le marché des États-Unis et celui de l'Angleterre qui permettent ces transactions fructueuses. Les Anglais augmentent notamment de manière importante leurs importations de rubans français à partir de 1895.

II a. Exportations languissantes, petites commandes mais bonnes affaires

Durant les dernières années du XIX^e siècle, l'industrie française de la soie n'a toujours pas retrouvé le niveau élevé des exportations du début des années 1870. Incapable d'arrêter la chute des exportations de tissus de soie pure, la fabrique lyonnaise voit tout de même les étoffes mélangées de coton poursuivre leur progression, occupant encore pour un temps le premier rang pour ce qui est de la valeur parmi les tissus de soie exportés. La rubanerie connaît d'abord des difficultés sur les marchés anglais et américains tandis que la dentelle de soie prend une place plus importante dans les exportations.

Nous avons vu que la fin de l'année 1889 avait été marquée par une activité assez intense dans l'industrie de la soie. Stimulée par d'importantes commandes, la marche de la fabrique lyonnaise donne alors des résultats très satisfaisants. Les entrepreneurs « ont gagné beaucoup d'argent et ils en gagnent encore »³²⁸. Leurs affaires se poursuivent favorablement jusqu'à la morte saison estivale. Si l'arrêt ou l'important ralentissement du travail est habituel durant l'été, la médiocre reprise qui se profile à l'automne suscite l'inquiétude à Saint-Étienne comme à Lyon. La chambre de commerce de la préfecture du Rhône souligne la faveur accordée par la fabrication aux étoffes mélangées de bourre de soie, de laine et de coton. Face

³²⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mars 1890.

aux aléas très marqués de la mode, les entrepreneurs ont dû faire preuve d'une impressionnante inventivité :

*Jamais peut-être la mode, dont l'industrie lyonnaise est justiciable au premier chef, n'a été aussi mobile, inconstante, capricieuse, et ce n'est que, grâce à une fertilité infatigable d'invention, de combinaisons inédites de matières de tissus nouveaux ou renouvelés du passé, qu'elle a pu, à quelques millions près maintenir le niveau de sa production, malgré les stocks d'étoffes invendus légués à l'année 1890.*³²⁹

Remarquons que ce n'est pas la première fois que la mode est considérée plus inconstante que jamais auparavant. Obtenir les faveurs des consommateurs de luxe est toujours un sérieux défi à relever pour les entrepreneurs. Ils doivent s'assurer de susciter un intérêt pour leur production de nouveautés.

En novembre, le directeur de la succursale de la Banque de France de Besançon signale la constitution d'une nouvelle société, au capital de 6 millions de francs, qui exploitera le brevet Chardonnet pour tirer de la pulpe du bois une soie artificielle très semblable à la soie naturelle. Les fondateurs paraissent très confiants dans le succès de leur entreprise³³⁰. Ils jugent intéressantes les possibilités pour ce type de fabrication encore inusitée. Une société visant à l'exploitation de ces brevets à l'étranger est aussi créée l'année suivante³³¹.

Quelques entreprises stéphanoises se spécialisant dans la rubanerie continuent leurs opérations fructueuses. Les fabricants de velours *Giron frères* poursuivent leurs affaires d'exportation aux États-Unis avec succès. Il en va de même pour la maison *F. Colcombet et Cie*, établissement dirigé par deux frères, qui, avec 900 000 francs de capital, ont fait pour 20 millions d'affaires en 1888 et 17 millions en 1889³³². Même si les bénéfices restent modestes par rapport au chiffre d'affaires, les profits étant assez limités pour chaque transaction, ces derniers gagnent beaucoup par rapport au capital investi. L'affaire des Colcombet

³²⁹ ACCL, *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1890*, Lyon, Impr. du Salut Public, 1891, p. 23.

³³⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1890.

³³¹ CAMT 65 AQ H 29, *Société pour la mise en exploitation des brevet Chardonnet à l'étranger ; Statuts*, Paris, Impr. Vve Éthiou Pérou et fils, 1891.

³³² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1890. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 16 au 30 juillet, par Fuchs*.

demeure la première de la place. La faillite de Durocq, vendeur de rubans et soieries à Paris, laisse toutefois certains doutes sur la possibilité de récupérer les 500 000 francs qui leur étaient dus.

Le travail reprend enfin plus activement pour plusieurs genres au tournant de 1891, les tissus teints en pièces sont les plus demandés. Rien d'exceptionnel cependant dans l'activité des mois suivants. Le tissage manuel trouve difficilement à s'occuper mais le tissage mécanique écoule assez régulièrement sa production. De Montauban, on rapporte les difficultés éprouvées par les filatures de soies à bluter qui peinent à lutter contre la concurrence étrangère, particulièrement celle de la fabrique zurichoise : les entreprises de cette région accusent un retard technologique important face à celle-ci, l'importance des dépenses nécessaires à la mise à niveau fait tergiverser les patrons³³³.

L'automne 1891 augure très bien pour la campagne de fabrication qui débute à cette saison ; Lyon reçoit des ordres importants ; les moires antiques sont demandées avec une telle insistance « que les fabricants sont obligés de prélever des coupes sur les pièces en travail. »³³⁴ Le même rapport nous apprend que les affaires en soieries sont multiples et importantes à Tours mais que des grèves débutent à Moirans et Voiron. Ces petites communes de l'Isère avaient récemment connus des succès dans la fabrication d'étoffes de soie mêlées de coton. Les revendications ouvrières représentaient alors pour elles un obstacle à la prospérité des affaires.

À Lyon la bonne situation du marché des soieries s'accroît aux cours des mois suivants. Les commandes sont peut-être moins importantes mais elles se renouvellent plus rapidement qu'autrefois. L'explication serait à trouver dans l'inconstance de la mode tout comme dans la plus prestee capacité d'exécution de l'appareil productif. Cette nouvelle manière de faire profite d'abord grandement aux industriels, les bas prix de la matière première permettent à cette époque de dégager de substantiels bénéfices³³⁵.

³³³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juin 1891.

³³⁴ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1891.

³³⁵ *Ibid.*, Rapports de novembre et décembre 1891.

L'année 1892 s'amorce sur une bonne note ; le travail est toujours pousser avec ardeur puisque la production trouve rapidement preneurs tant aux États-Unis et en Angleterre qu'à Paris ; l'étoffe de soie pure paraît même un temps revenir à la mode. Un ralentissement important dans la fabrication de plusieurs genres se produit cependant au cours des mois suivants ; un décès récent ayant atteint la cour d'Angleterre on parvient tout de même à y écouler un stock important de tissus noirs³³⁶. L'activité reprend au printemps, plusieurs commandes ont été passées avant que les changements de tarifs soient effectifs. Un sérieux conflit douanier perturbe néanmoins les exportations vers l'Espagne; celles destinées à l'Amérique du Sud sont toujours incommodées par la situation intérieure agitée de plusieurs nations.

Les rubans de velours de Saint-Étienne sont fort appréciés à l'été, il devient un temps difficile de répondre aux commandes tant la fabrication stéphanoise est favorisée par la mode³³⁷. Elle se ressent peu de la hausse de la matière première au moment où les marchandises s'écoulent rapidement. Le reste de l'année paraît aussi très bon dans l'ensemble. Fontaine témoigne lors de sa tournée à Saint-Étienne que le travail se fait dans des conditions avantageuses et laisse des bénéfices intéressants³³⁸. Une conjoncture prospère rend les producteurs très optimistes par rapport au premier semestre de 1893. L'entreprise *Tresca frère et Cie*, société au capital de 4 200 000 francs est alors signalée comme dégageant de particulièrement gros bénéfices³³⁹.

Les commandes de Londres et New York sont importantes pour les luxueuses soieries françaises à cette époque. La vitesse à laquelle se renouvellent les commandes surprend les observateurs. Une telle activité a rarement été constatée à Lyon³⁴⁰. Insuffisants pour répondre à la grande variété des marchandises demandées par la consommation, les métiers sont tous occupés. Les

³³⁶ *Ibid.*, Rapports de février et mars 1892.

³³⁷ *Ibid.*, Rapports de juillet et août 1892.

³³⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 23 septembre au 6 octobre, par Fontaine.*

³³⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1893. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 20 juin au 13 juillet, par Fontaine.*

³⁴⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de juillet 1893.

magasins parisiens de gros et de demi-gros passent d'importantes commandes pour des produits très prisés par leur clientèle.

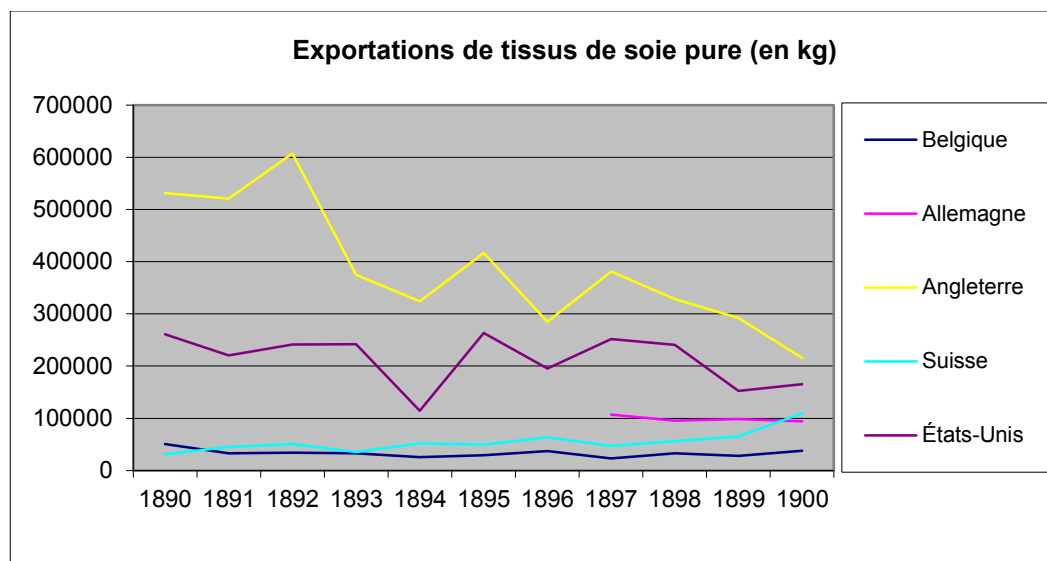
Le ralentissement de la demande qui se fait sentir à partir du mois d'août est d'autant plus ressenti qu'il succède à une période de forte activité. Un stock important s'accumule finalement après que le travail ait été poussé très activement. La baisse de la matière première affecte négativement la valeur des marchandises en entrepôt. Par un ralentissement de leurs achats, les grandes maisons de soieries parisiennes espèrent provoquer une baisse encore plus accentuée des cours. Étant donné le peu de commandes en provenance des marchés étrangers, des stocks importants restent encore à écouler³⁴¹.

La diminution du travail est très marquée à Lyon et encore plus à Saint-Étienne. Néanmoins, la solide situation de fortune de la plupart des fabricants d'étoffes et des marchands de soies laisse penser que la crise sera traversée sans que les intérêts ne soient sérieusement compromis. Il faut cependant bientôt venir en aide aux familles ouvrières stéphanoises vivant souvent dans la misère³⁴². Ce sont toujours les stocks accumulés sur les grandes places qui font cruellement sentir leurs effets. La conjoncture se détend au printemps 1894 mais les opérations avec l'étranger demeurent languissantes tandis que la faiblesse des prix est préoccupante. Perturbés par des troubles économiques suite à une série de faillites, les États-Unis restreignent leurs commandes. Encore plus importante, la baisse de la demande anglaise en tissus de soie pure se poursuivra jusqu'au tournant du siècle.

³⁴¹ *Ibid.*, Rapport de novembre 1893.

³⁴² *Ibid.*, Rapport de février 1894.

Graphique 3.2.1



À l'été 1894 la situation est précaire, voire inquiétante. Néanmoins, l'entrée en vigueur du tarif Wilson-Gorman suscite bientôt beaucoup de contentement chez les industriels de la soie. La réduction de 33% sur les droits d'entrée des soieries stimule la reprise du travail dans l'attente d'importantes commandes en provenance de New York³⁴³. La fin de l'année est ainsi fort satisfaisante, non seulement à cause du retour de la demande américaine et, dans une moindre mesure, anglaise, mais surtout par le retour du dynamisme de la vente au détail à Paris. C'est une très bonne situation qui caractérise l'industrie de la soie au début de 1895 : « les usines mécaniques et les métiers à la main présentent une activité dont bénéficient presque tous les tissus. »³⁴⁴ Étant donné la vente facile dont bénéficient les soieries françaises, la confiance règne chez les entrepreneurs au printemps. De nouvelles dispositions douanières allemandes permettent aussi pour deux ans l'introduction en franchise des soies teintées françaises qui doivent y être transformées.

Lyon, Grenoble et Valence voient leurs tissages jouir d'une activité atteignant les limites des capacités productives. Enfin, Saint-Étienne reçoit des commandes qui assurent un travail pour de nombreux mois, ce qui soulage enfin

³⁴³ *Ibid.*, Rapports de septembre et octobre 1894.

³⁴⁴ *Ibid.*, Rapport de janvier 1895.

les ouvriers inoccupés depuis trop longtemps³⁴⁵. Il est à remarquer que certains entrepreneurs demeurent prospères malgré le caractère plutôt limité de leur investissement : nous prenons ici l'exemple de *Moulins fils aîné*. Leur situation s'améliore chaque année et leur clientèle est qualifiée de très belle, malgré un capital restreint à 100 000 francs et 150 000 francs d'immeubles³⁴⁶.

La situation généralement bonne se dégageant des rapports de la Banque de France pour les années 1893 et 1894 ne coïncide cependant pas avec une hausse de la valeur des exportations françaises de soieries. Elle augmentera cependant les années suivantes pour ne jamais plus descendre sous les niveaux atteints lors de ces deux années. La réorientation des exportations vers la croissance débute à ce moment.

II b. Succès grandissants des étoffes mélangés et des rubans en Angleterre

Pour maintenir la régularité du travail, les salaires sont relevés. Devant le courant fécond d'affaires qui touche la fabrique de tissus, il est essentiel de s'assurer du respect des délais pour la livraison des marchandises. Des nouvelles fort positives émanent du rapport d'octobre : « La situation de la fabrique de soieries est des plus prospères, les ateliers de tissage mécanique et à la main ont une telle abondance de travail qu'il leur est difficile de satisfaire à toutes les commandes. »³⁴⁷ ; tout comme dans celui de novembre : « Actuellement tous les métiers des usines mécaniques et des ateliers à bras sont en plein rendement. »³⁴⁸ Des signes laissent prévoir que la production excédera probablement bientôt la demande. La mode demeure tout de même fidèle aux soieries françaises.

Certains industriels essuient de sérieuses pertes, *Gindre et Cie* par exemple, société lyonnaise au capital d'un million de francs, vient de voir son crédit ébranlé

³⁴⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mai 1895.

³⁴⁶ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1895. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 1^{er} au 13 avril, par Hoffmann.*

³⁴⁷ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1895.

³⁴⁸ *Ibid.*, Rapport de novembre 1895.

bien qu'il demeure excellent³⁴⁹. Le différend franco-anglais touchant le Venezuela et certaines secousses financières perturbent finalement le commerce d'exportation au début de 1896, Paris demeure cependant acheteuse des produits lyonnais et stéphanois. L'année 1895 aura, somme toute, été exceptionnelle grâce à la forte demande européenne, le patronat lyonnais ne s'en cache pas : « il faudrait remonter jusqu'à 1857 et au grand essor des affaires qui a suivi la crise américaine précédente, pour retrouver l'exemple d'une ampleur de travail comparable à celle qui s'est manifestée dans notre industrie. »³⁵⁰ De Saint-Étienne on apprend à la même époque que *F. Colcombet et Cie* auraient dégagé un million de bénéfices l'année précédente, et ce pour un capital identique³⁵¹ ! De quoi endurer sans problème certaines campagnes moins favorables.

Les Colcombet, Giron ou Staron étaient les représentants éminents du milieu des rubaniers stéphanois. Tous producteurs d'une marchandise de luxe qui s'exportait dans une large proportion, leurs affaires étaient prospères. Visant les consommateurs fortunés, les rubans produits étaient admirés comme « de véritables chefs-d'œuvre de goût et d'art. »³⁵² Ils étaient des partisans convaincus du libre-échange, celui-ci allant clairement dans le sens de leurs intérêts.

Le tissage connaît finalement un petit ralentissement après une année d'intense activité. C'est d'abord le tissage manuel qui est atteint. Cette tendance s'affirme au cours de l'année. De Lyon, on remarque que les tissages mécaniques « disposent encore d'importants éléments de travail dans tous les genres mais les ateliers à bras sont très éprouvés par le chômage. »³⁵³ Le ralentissement des ordres se propage progressivement à l'ensemble de l'industrie devant les stocks importants toujours présents sur les marchés. À l'été la vente des soieries manque beaucoup de vigueur. Seuls quelques articles particuliers trouvent des débouchés

³⁴⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 25 février au 27 mars, par Sévène.*

³⁵⁰ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de Commerce de Lyon ; Année 1895*, Lyon, Impr. du Salut Public, pp. 15 et 16.

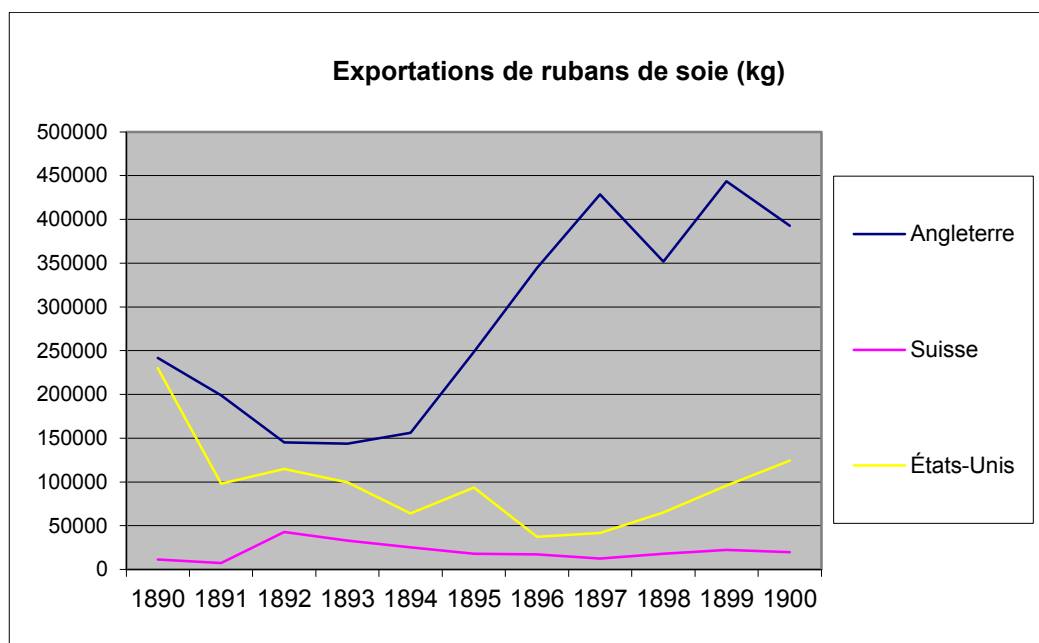
³⁵¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 3 au 20 novembre, par Sévène.* L'industriel François Colcombet est alors administrateur de la succursale stéphanoise de la Banque de France.

³⁵² ADL 13J 330, *La Presse industrielle*, août 1898, p. 4.

³⁵³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de juin 1896.

intéressants : les mousselines, gazes et malines de soie³⁵⁴. Aux États-Unis la demande ne s'est pas redressée suite à l'élection présidentielle ayant porté McKinley au pouvoir. La rubanerie et la passementerie stéphanoises connaissent des difficultés sérieuses en cette fin d'année 1896, affectée une crise aigüe qui paralyse les affaires. Avec la forte croissance du débouché anglais pour les rubans à partir de 1895, la contraction du marché américain sera amplement compensée.

Graphique 3.2.2

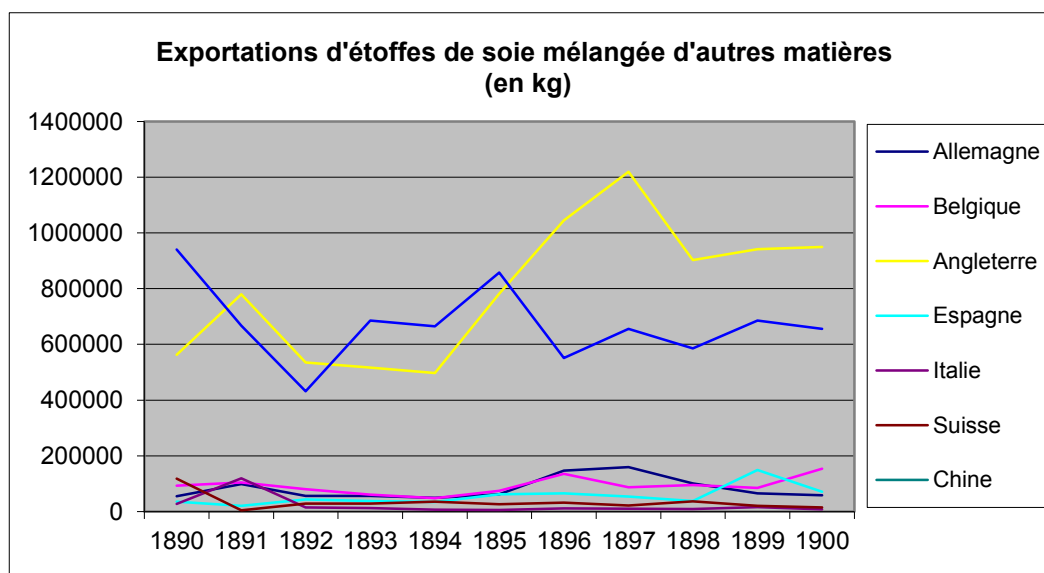


Les stocks de soieries accumulés à Londres, Paris et New York réduisent néanmoins considérablement la demande pour de nouvelles marchandises au début de l'année 1897. Comme la marche très active des tissages avait mis sur le marché des quantités importantes de marchandises, une telle activité ne pouvait durer éternellement et c'est tout naturellement que survient un ralentissement de la production. Celui-ci est très sérieux pour ce qui est du travail dans les ateliers de tissage à la main, marqués par de nombreux arrêts, mais aussi préoccupant pour le tissage mécanique qui trouve tout de même davantage d'occupation. La saison printanière est plutôt mauvaise pour le tissage, en mai les tissages manuels sont

³⁵⁴ *Ibid.*, Rapport d'août 1896.

presque tous arrêtés : « Un grand malaise règne à Lyon ainsi qu'à Saint-Étienne »³⁵⁵. La popularité des tissus légers détend un peu la situation à l'été mais il faut attendre l'automne pour que soit rapportée une amélioration significative de la conjoncture. Grâce aux commandes arrivées de Paris et Londres, l'ensemble des maisons lyonnaises pousse à ce moment le travail vigoureusement³⁵⁶. Ce sont les étoffes de soie mélangée qui attirent alors les acheteurs anglais. Toujours régulièrement vendues aux États-Unis, ils n'y connaissent pas un développement aussi important qu'en Angleterre.

Graphique 3.2.3



Dans un domaine attentif à la demande en produits de luxe, les producteurs de hautes nouveautés cherchent à charmer la clientèle par la qualité des marchandises plutôt que par des prix modiques. Cherchant à exploiter ce créneau haut de gamme, l'entreprise lyonnaise *Bianchini Ferrier*³⁵⁷, fondée en 1888, poursuit sa stratégie de prise de contact direct avec la clientèle et d'exclusivité de la distribution. Elle ouvre en cette année 1897 une maison de vente à Paris qui occupera une centaine de personnes dès 1899. Des efforts sérieux sont faits pour

³⁵⁵ *Ibid.*, Rapport de mai 1897.

³⁵⁶ *Ibid.*, Rapports de novembre et décembre 1897.

³⁵⁷ Les recherches de Vernus permettent aujourd'hui de bien comprendre l'évolution de la firme et ses choix gestionnaires. Voir Pierre Vernus, *Art, luxe et industrie*, Paris, Perrin, 2006.

prospecter les marchés étrangers. Ils établissent aussi des liens étroits avec les couturiers parisiens. L'entreprise a accès à des informations privilégiées pour orienter la production de ses collections saisonnières. C'est aussi pour s'adapter à la diversité de sa clientèle qu'elle offre des produits dans des gammes abordables, plus intéressantes pour les magasins de gros et les grands magasins³⁵⁸.

La fermeté des prix permet à la conjoncture favorable de se maintenir au début de 1898. Toutefois la dégradation de la situation internationale et le conflit hispano-américain ont tôt fait de perturber le commerce et, par rebond, l'industrie des rubans et des soieries. Un retournement pousse la mode à favoriser les étoffes de qualité commune aux belles qualités façonnées. Il est partiellement dû à une plus grande volonté d'austérité chez les consommateurs américains en temps de guerre. La hausse des soies permet aussi de croire que leur prix devient beaucoup moins attrayant³⁵⁹. Selon plusieurs prévisions, les capacités d'absorption du marché américain se contracteront probablement d'une manière très sensible prochainement. C'est ce que fait remarquer le directeur de la succursale de la Banque de France de Lyon dans son rapport mensuel :

*le développement de l'industrie de la soierie prend de l'importance aux États-Unis où il s'est monté, dans le courant du premier semestre de cette année, douze grands établissements de tissage mécaniques qui feront forcément une concurrence appréciable aux exportations européennes.*³⁶⁰

Les commandes d'Amérique reviennent tout de même au printemps, malgré le tarif ultra-protectionniste et les progrès de la fabrication à Paterson. Les exportations de soieries atteignent finalement pour 1898 un niveau jamais vu depuis plus de vingt ans pour ce qui est de la valeur totale. Cependant, la guerre hispano-américaine provoque des suspensions de travail lorsque certaines commandes sont annulées. L'Angleterre absorbe la moitié des exportations selon les statistiques douanières, mais il ne faut pas perdre de vue qu'elle en redistribue

³⁵⁸ Pierre Vernus, « Bianchini Férier : Essor et déclin d'une fabrique de soieries lyonnaise (1888-1992). Une trajectoire idéal-typique dans le monde du luxe français ? », *Entreprises et histoire*, 46, 2007, pp. 100-102.

³⁵⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapports de juin et juillet 1898.

³⁶⁰ *Ibid.*, Rapport d'août 1898.

une proportion importante, notamment en Amérique du Sud et en Australie dont elle est demeure le convoyeur privilégié³⁶¹.

Rompant avec la structure familiale qui domine largement dans la rubanerie, les maisons *E. Charbin et Cie*, *C. Crozier frères* et *J.-B. Martin* s'associent en 1898 pour former une société anonyme au capital de 5 200 000 francs³⁶². Il sera porté à 11 millions de francs deux ans plus tard. Le prestigieux nom J.-B. Martin est retenu, la marque de l'entreprise était déjà bien connue pour s'être méritée plusieurs médailles et récompenses lors de divers concours. Leur politique commerciale agressive les amènera bientôt à s'implanter aux États-Unis.

Attirante par son bas prix, la schappe, ou bourre de soie, est de plus en plus travaillée en France. L'entreprise de J. Villard, qui peigne et file cette matière, se transforme à ce moment en société en commandite par action au capital de 1 400 000 francs³⁶³. Cette affaire augmentera considérablement son capital dans les années suivantes et offrira à ses actionnaires des dividendes très intéressants.

Le travail se poursuit normalement dans les tissages au début de l'année suivante, les métiers produisent toutefois des étoffes à prix modiques qui génèrent des bénéfices moins importants que les plus luxueuses.

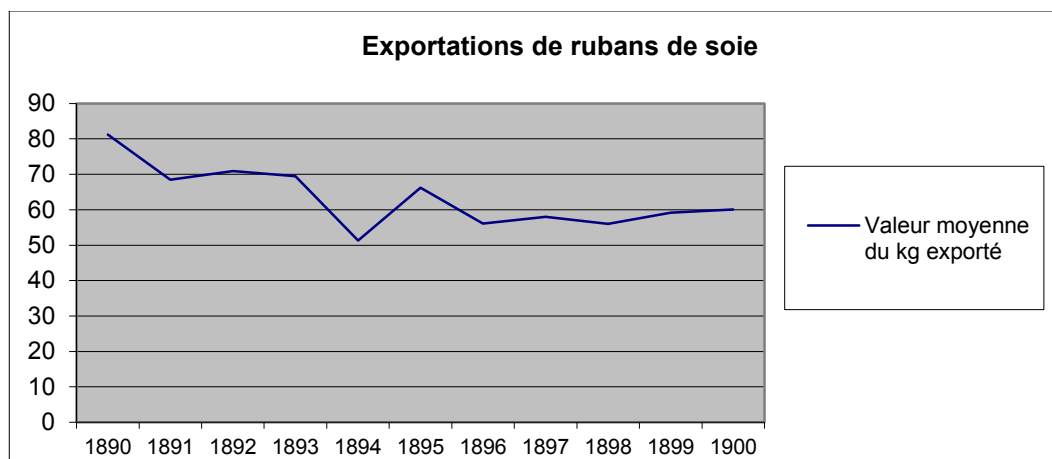
Nous pouvons constater que la valeur des rubans vendus à l'étranger baisse beaucoup dans les années 1890. C'est en offrant des marchandises à des prix plus abordables que les fabricants ont pu connaître des succès à l'exportation.

³⁶¹ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1898*, Lyon, Impr. du Salut Public, 1899, p. 25.

³⁶² CAMT 65 AQ H 181, *Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin ; Statuts*, Lyon, Imprimerie et lithographie du Salut public, 1898, 34 pages.

³⁶³ CAMT 65 AQ H 112, *Filature lyonnaise de schappe J. Villard & Cie ; Société en commandite par actions ; Statuts*, Lyon, Impr. du Salut Public, 1898.

Graphique 3.2.4



De Londres et Paris revient rapidement une certaine demande pour les soieries de qualité, mais la mode universelle préfère toujours les tissus à bon marché. New York freine de son côté ses commandes ; elle s'approvisionne plutôt auprès de ses usines ou en produits japonais³⁶⁴. Les affaires se poursuivent plutôt régulièrement au cours de l'été, la tenue prochaine d'une autre grande exposition universelle à Paris laisse espérer la conclusion de bonnes affaires.

Pour les fabricants de rubans de Saint-Étienne, la situation est difficile au tournant du siècle. Leurs plaintes sont fréquentes concernant la crise « décourageante et déprimante » qui touche alors leur industrie. La situation n'a cependant rien de catastrophique puisque la production reste plus ou moins la même que les années précédentes³⁶⁵. Il n'y aurait que la rubanerie de luxe qui serait dans une position particulièrement inconfortable, les industriels qui produisent l'article bon marché connaissent à l'opposé un accroissement de leurs affaires. Pour cette fabrication, les brevets jouent toujours un rôle important grâce à l'avantage momentané qu'ils peuvent fournir. Ainsi, lors de la formation de la *SA Tissages Camille, Brun & fils*, les apports des fondateurs stéphanois résident davantage dans un procédé breveté et en frais de recherches qu'en capitaux. Ils

³⁶⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mars 1899.

³⁶⁵ *Ibid.*, Rapport de septembre 1899.

pourront fabriquer des rubans à des prix intéressants à l'aide d'un nouveau procédé permettant la suppression de la navette et de la canette³⁶⁶.

Les souffrances de l'industrie rubanière, alors attribuées aux grèves et à la concurrence suisse en Angleterre et en Amérique³⁶⁷, sont certainement sérieuses. Toutefois nous avons vu que certaines affaires dégageaient toujours des bénéfices extrêmement intéressants. Ainsi, les 'difficultés' sont relatives quand on considère l'ensemble des fabricants.

Au début de 1900, la situation financière de la place de Saint-Étienne est ébranlée : un conflit entre passementiers et fabricants a interrompu le travail pendant trois mois, dépréciant les stocks en magasin qui passaient de mode et laissant la concurrence accaparer le marché des nouveautés³⁶⁸. À Lyon la marche des industries demeure stable mais la guerre qui débute dans le Transvaal laisse quelques appréhensions puisque les grandes réceptions ponctuant la vie mondaine sont un moment suspendues³⁶⁹. Les soyeux craignent que la consommation des étoffes de luxe s'en ressente négativement. Les commandes en provenance de Londres se ralentissent effectivement dans les mois suivants. Très limités, les ordres se restreignent à des articles ciblés, des stocks importants présents à Londres attendent encore d'être écoulés. L'été 1900 est ainsi très calme pour la fabrique lyonnaise. Bien que le phénomène soit habituel en cette saison, il est aggravé pour cette campagne par des cours trop élevés pour qu'il soit possible de trouver facilement des acheteurs. La baisse atteint alors quelques négociants mais les banques locales voient régulièrement leurs affaires prendre de l'expansion³⁷⁰.

La saison automnale ramène comme à l'habitude les commandes de Paris, Londres et New York. Les variations des cours de la soie jouent alors davantage

³⁶⁶ CAMT 65 AQ H 32, *Société anonyme des Tissages Camille, Brun et fils ; Au capital d'un million de francs ; Statuts*. Lyon, Impr. et lithographie du Salut Public, 1899. En 1897 des brevets ont été pris sur leur procédé pour quinze ans en Angleterre, Allemagne, Suisse, Autriche et Hongrie, et en 1898 pour l'Italie et l'Espagne.

³⁶⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1899. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 26 octobre au 13 novembre, par Viney*.

³⁶⁸ *Ibid.*, *Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 26 février au 14 mars par Dupety*.

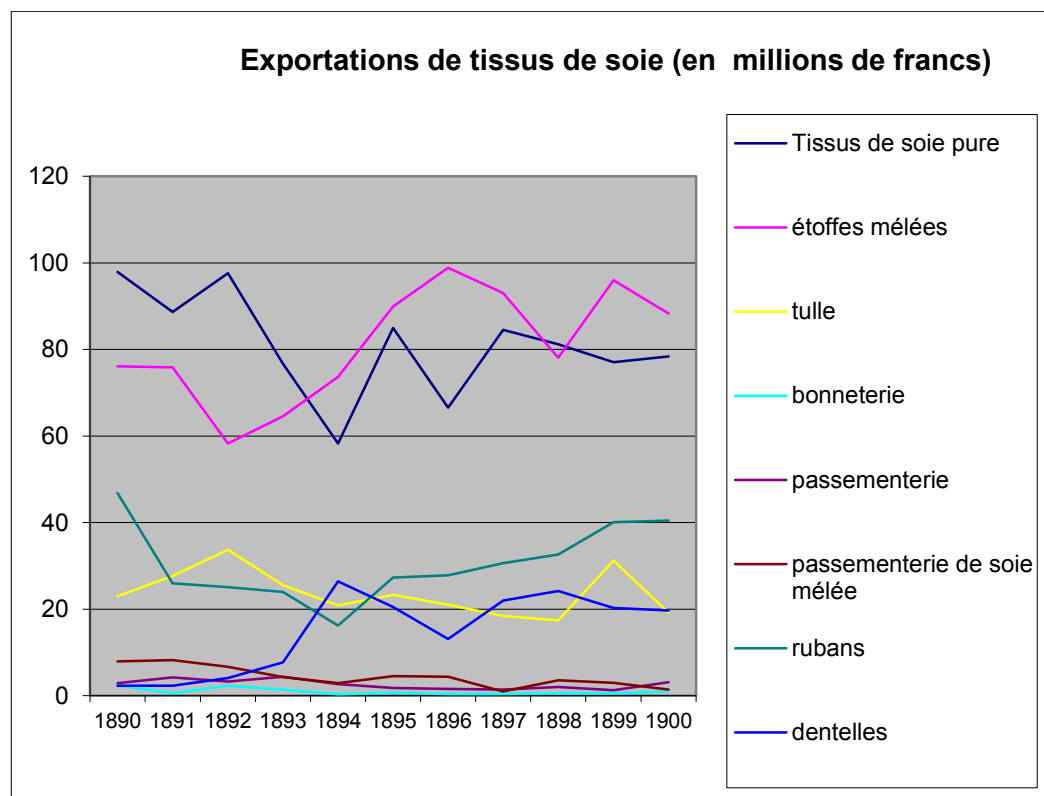
³⁶⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de février 1900.

³⁷⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 1^{er} juillet au 5 août, par Dupety*.

en faveur des grands magasins qu'aux industriels³⁷¹. Le consommateur n'a pas encore vu les prix des marchandises diminuer et on peut croire que la demande augmenterait si les détaillants abaissaient leurs marges de profit. De Lyon il est signalé qu'aucune nouvelle usine n'a été créée en 1900. Les industriels de la place considèrent les moyens de production suffisants pour tous les genres de production et même un peu trop développés dans certaines branches³⁷².

Les exportations de tissus de soie se maintiennent durant la décennie 1890, la valeur totale des exportations variant entre 220 et 280 millions de francs annuellement. Nous pouvons voir sur le graphique 3.2.5 que la popularité croissante des étoffes mêlées françaises sur les marchés étrangers les place au premier rang des tissus de soie exportés, pour quelques années, à partir de 1894.

Graphique 3.2.5



³⁷¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1900.

³⁷² ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1900*, Lyon, Impr. du Salut Public, 1901, p. 45.

III. L'industrie du coton dans les années 1890 ; stabilisation et expansion

L'assimilation du régime douanier des colonies à celui de la capitale, subséquente à l'adoption de forts tarifs protectionnistes en 1892, est très avantageuse pour les cotonniers français. Convaincus de l'expansion nouvelle que pourront prendre leurs exportations, plusieurs d'entre eux se décident à investir de manière importante pour moderniser et développer leur entreprise. Produits de luxe, les dentelles et les broderies progressent aussi sur les marchés étrangers. Elles trouvent des débouchés de plus en plus importants vers quelques riches pays occidentaux. La bonneterie se distingue pour sa part par la grande variété des destinations de ses exportations.

III a. Une nouvelle politique douanière qui donne confiance

Malgré des temps difficiles et de fréquentes prévisions catastrophistes, l'industrie cotonnière française se réoriente durant les années 1890 vers une croissance des exportations qui sera bientôt fulgurante. Non pas que ce secteur industriel soit particulièrement concurrentiel sur les marchés, internationaux, beaucoup s'en faut, néanmoins le compromis douanier de 1892, favorisant non seulement la protection du marché national mais aussi celui des colonies, joue largement en sa faveur. Les patrons cotonniers qui ont traversé les turbulences économiques sans trop souffrir se retrouvent dans une position beaucoup plus avantageuse que précédemment.

Le début de l'année 1890 est marqué par de grandes affaires rémunératrices pour la filature de coton à Épinal et à Rouen. À Flers les tissages de coton travaillent activement dans l'espoir d'écouler beaucoup de marchandises par le biais de la société *Flers-Exportation* qui augmente constamment son chiffre d'affaires. Sur les marchés coloniaux les tissus français sont offerts à de meilleures conditions que ceux provenant d'Allemagne et d'Angleterre.

L'industrie de la filature du coton demeure très active et profite de la hausse à l'été. Les tissages connaissent aussi une période de grande activité mais

l'écoulement des produits ne se fait qu'après de longues discussions avec les acheteurs, ceux-ci espèrent arriver à conclure des achats à meilleurs prix. Pour éviter les importations de fils anglais, les cotonniers l'Est augmentent les capacités de filage de la région, on parle de pas moins de 150 000 nouvelles broches qui seront en opération l'année suivante¹.

À l'été, les tissus rouennais ont le bonheur de voir le débouché du Tonkin s'ouvrir à eux pour des quantités plus importantes. Les affaires demeurent favorables jusqu'à ce qu'un léger ralentissement survienne à l'automne. Rien pour arrêter la fondation de nouveaux établissements de filature, fortement stimulée par l'anticipation de droits importants qui toucheront bientôt les filés étrangers². Au tournant de l'année, la baisse semble devoir s'opérer prochainement puisque le travail a été poussé au-delà de la demande. Pour vendre, les industriels doivent modérer leurs exigences en matière de prix. Troyes poursuit malgré tout ses excellentes affaires en bonneterie. Les jerseys sont très demandés et laissent des bénéfices plantureux à ceux outillés pour cette production, la bonneterie de luxe et de fantaisie s'écoulent aussi fort bien³.

Une entreprise de bonneterie longtemps prospère, celle fondée par Antoine Quinquarlet, *Quinquarlet-Dupont, fils & gendre*, doit néanmoins être liquidée durant cette même année. Les successeurs Valton et Quinquarlet, fils, beau-fils et petits-fils, n'arrivaient plus à s'entendre sur l'avenir de l'affaire, toujours en nom collectif⁴. L'adoption de la société anonyme comme forme d'entreprise allait de plus en plus permettre de pérenniser certaines affaires après la retraite ou la mort des fondateurs. Une autre société Quinquarlet verra le jour quelques années plus tard et occupera une place assez importante dans le paysage industriel local avant la Grande Guerre. Des membres de la famille Valton avaient utilisé une part de l'héritage pour se lancer dans le même genre d'affaires que leur aïeul. Les descendants avaient gardé de l'intérêt pour la fabrication de la bonneterie, fierté régionale, qui obtenait du succès à l'étranger.

¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'août 1890.

² *Ibid.*, Rapport de décembre 1890.

³ *Ibid.*, Rapport de janvier 1891.

⁴ Louis et Marie-Madeleine Boucraut, *Antoine Quinquarlet ; Industriel troyen 1813-1897*, Troyes, Renaissance-Troyes, 1985, p. 65.

Les tissages et les filatures de coton continuent de profiter d'un important courant d'affaires en 1891, le volume des ventes compense les marges bénéficiaires un peu réduites. Au printemps, des difficultés dans le tissage manuel sont remarquées. Elles sont attribuées à la baisse du prix des tissus fabriqués mécaniquement, et à une accumulation importante de marchandises dans les magasins de Roanne pour laquelle l'année s'annonce très mauvaise⁵. Les fabricants qui ne se sont pas approvisionnés en coton ou filés à prix trop élevés peuvent profiter de la baisse qui touche la matière première. Troyes est alors dans une position plus difficile et certains des industriels doivent arrêter le travail. La concurrence locale nuit à la fermeté des prix.

Les ventes ralentissent aussi à Flers et Rouen en juin : les principaux consommateurs de leurs produits, les cultivateurs des campagnes, ont eu une mauvaise saison et l'Algérie a été durement touchée par une invasion de sauterelles. À Épinal, c'est la suspension de paiements du négociant de coton *Couleru-Châtel et Cie* qui inquiète. On craint qu'elle entraîne la maison *Gustave Bornèque et Cie* dans sa chute⁶. Une faillite entraînerait le bradage des stocks qui affecterait négativement les prix de vente déjà peu élevés. La liquidation des actifs de l'entreprise semble ne pouvoir couvrir que 20% de son passif... Cette déconvenue entraîne la démission de Couleru comme membre du conseil d'administration de la succursale de la Banque de France d'Épinal⁷. Ses capacités de gestionnaire devaient être sérieusement remises en question ; sa réputation de prudence et de sérieux s'était effondrée. L'immeuble du failli sera racheté à bas prix l'année suivante par *S. Heyman (père) et Cie*, entreprise s'intéressant à la fabrication et au commerce des broderies et de la lingerie⁸.

Les craintes concernant la récolte s'éloignant et l'Algérie revenant avec des commandes, les ventes de tissus sont finalement meilleures que ce qu'on anticipait à l'été. Toutefois les naufrages craints se concrétisent à Épinal. Plusieurs

⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de mars 1891.

⁶ *Ibid.*, Rapport de juin 1891.

⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1891. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 2 au 12 juillet, par Fuchs.*

⁸ *Ibid.*, *Tournée de 1897. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 26 avril au 8 mai, par Foy.*

affaires à la santé financière vacillante connaissent des difficultés : « Les anciennes maisons, dont les usines et l'outillage sont amortis depuis longtemps, continuent seules à faire de bonne affaires. »⁹ Épinal, Flers et Rouen obtiennent finalement de bons résultats pour 1891. Les anticipations d'une évolution favorable de l'industrie de la filature poussent des grands noms du monde des affaires à fonder une nouvelle entreprise dans cette dernière ville. Eugène Pereire, ingénieur civil, commandeur de la Légion d'honneur, et Fernand Raoul-Duval, régent de la Banque de France qui décédera l'année suivante, fondent *La Filature rouennaise*, société anonyme au capital de 600 000 francs, suite de la *Société Georges Guillou et Cie*¹⁰.

Affectés par une baisse inusitée de la matière première, les filateurs de coton se plaignent au début de 1892 de la dépréciation qui touche leurs produits. Ceux qui avaient des stocks peu importants peuvent encore parfois dégager certains profits par des achats ponctuels de coton. À Calais, les fabricants de tulles travaillent à cette époque avec intensité à l'amélioration de leur matériel productif : ils ont pour objectif de se placer en position prééminente par rapport aux autres régions¹¹. Leurs concurrents du Puy semblent effectivement être sur le point de se faire sérieusement distancer pour ce qui est des rendements industriels.

Étant donné la hausse des tarifs douaniers touchant les tissus de coton, les grands magasins de Paris s'approvisionnent désormais davantage auprès des industriels français. Malgré une concurrence étrangère devenue moins menaçante, la lutte demeure assez active sur le marché national avec la récente augmentation des capacités de production. Nombreux sont ceux qui anticipent avec optimisme les conséquences de la nouvelle politique douanière. Les quantités importantes de filés anglais et suisses introduites en France avant les changements de tarifs, conjugués avec la baisse importante du coton brut, entraînent toutefois au printemps les prix vers le bas¹². Avec des commandes provenant de Calais, Saint-Étienne et Lyon, certaines filatures du Nord placent avantageusement leurs fils fins

⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juillet 1891.

¹⁰ CAMT 65 AQ H 114, *Société La Filature Rouennaise ; Anonyme ; Statuts*. Paris, Société anonyme de publications périodiques, 1891, 25 pages.

¹¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1892.

¹² *Ibid.*, Rapport d'avril 1892.

qui entrent dans la fabrication de marchandises faites de soie et coton. Cependant, de manière générale, la filature est dans une situation peu confortable.

Si on a pu critiquer le manque d'investissement dans l'industrie cotonnière normande, il ne peut sérieusement être attribué à un manque de capitaux disponibles car investis à l'étranger. Les disponibilités sont considérées comme des plus abondantes en ce printemps de 1892. L'industrie et le commerce des fils et tissus de coton sont perçus comme étant dans une situation excellente, et ce avant même que la réforme des tarifs ait produit ses effets¹³.

C'est en cette année 1892 que la famille Waddington souligne le centenaire de ses établissements de la vallée de l'Arve. Ils comprennent alors deux filatures, deux tissages, une teinturerie et divers ateliers¹⁴. Une fête impressionnante est donnée à cette occasion. Richard Waddington occupe depuis 1887 la présidence de la Chambre de commerce de Rouen, il la conservera jusqu'à sa mort en 1913.

Nouvelle venue, la *Filature de la Gosse* débute alors ses opérations avec enthousiasme. Son conseil d'administration est dirigé par des hommes du milieu venant de dynasties industrielles alsaciennes réputées et très compétentes : Paul Schlumberger¹⁵ en est le président et principal actionnaire. Le conseil d'administration se montre dès le départ heureux du bas prix de revient de chaque broche : « chiffre très avantageux eu égard à ce qu'ont coûté d'autres établissements similaires. »¹⁶ Des augmentations de matériel se feront dans les années suivantes pour des coûts de revient encore inférieurs. La compétence des gestionnaires semble avoir fait la différence. Par sa productivité élevée, la société pourra fournir des fils à très bons prix aux tisseurs. Les marchandises de qualité

¹³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 4 au 20 avril, par d'Hérissé.*

¹⁴ Geneviève Dufresne, « Une dynastie d'industriels du coton : les Waddington (1792-1957) », *Entreprises et histoire*, 9, 1995, p. 78. Richard rejoint son frère William Henry au Sénat en 1891.

¹⁵ Les fils de cet industriel ayant connu de grands succès dans l'industrie cotonnière, Marcel et Conrad, sont les fondateurs de *Schlumberger Limited*, aujourd'hui leader mondial dans le domaine des services pétroliers. Leur frère aîné, Jean, est le co-fondateur de *La Nouvelle Revue française*. Sur la famille Schlumberger, voir Nicolas Stoskopf (dir.), *Les patrons du Second Empire 4 ; Alsace...*, *op.cit.*, pp. 204-215.

¹⁶ ADV, 192 J 195, *Filature de La Gosse, Golbey ; Assemblée générale ; Procès-verbaux, 29 octobre 1892.F*

commune produites par ces derniers sont en voie de connaître une forte progression aux exportations.

Il est probable que des investissements importants ont été parfois aussi été jugés inutiles ou qu'une rentabilité plus intéressante se trouvait ailleurs, les capitaux ne manquaient toutefois pas. En 1894, leur abondance est signalée comme l'annonce de la disparition des maisons de crédit de seconde importance¹⁷.

Favorisés par la douceur de l'été, les tissus de coton se vendent facilement mais sans laisser d'énormes bénéfices. En poursuivant activement le travail de ses métiers mécaniques, les usines de Flers accumulent des stocks qui ne peuvent être vendus rapidement. Ils espèrent pouvoir écouler de grandes quantités de tissus dans les colonies, en Algérie notamment, mais, pour lors, des quantités importantes de marchandises anglaises, importées avant l'adoption des nouveaux tarifs douaniers, encombre le marché¹⁸.

Poursuivant ses bonnes affaires, la société lilloise du multimillionnaire catholique Philibert Vrau, prosélyte et philanthrope, profite de l'intérêt grandissant des consommateurs pour les fils à coudre en coton mais aussi en lin.¹⁹ Ce fameux industriel s'en était tôt fait une spécialité ; il les vendait sous forme de pelotes et bobines. Lui et son confrère en industrie Poullier-Longhayé réclament l'aide de la Chambre de commerce de Lille, étant eux-mêmes dans l'impossibilité de faire cesser la constante usurpation de leur marque de commerce en Allemagne où ils exportaient leur fabrication²⁰. La fraude fait une concurrence déloyale qu'on aimerait voir punie. Vrau était victime de la contrefaçon de ses produits réputés à la marque reconnue : un Chinois s'éventant décliné dans une grande variété de couleurs et d'arrière-plans.

Paternaliste inspiré s'étant voué au célibat, Vrau était un homme de la trempe des Harmel du Val-des-Bois. À cette époque, il avait du reste quitté la direction effective de son entreprise pour se consacrer davantage aux œuvres de

¹⁷ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1894. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 1^{er} au 19 mai, par d'Hérissé.

¹⁸ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport d'août 1892.

¹⁹ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Lille. Du 12 au 29 juillet, par Piquet.

²⁰ ADN, Archives de la Chambre de commerce de Lille ; Tome 27 ; 1892, Lille, typographie de L. Danel, 1893, p. 244. Lettre du 3 juin 1892 adressée au ministre du Commerce et de l'Industrie.

charité. Son action sociale et chrétienne marqué par une foi sincère lui ont valu un procès en béatification toujours en suspens. Peut-être deviendra-t-il un jour le premier industriel bienheureux.

Enfin, si les affaires allaient bien pour l'entreprise qui fournissait les maisons religieuses, elles auraient peut-être pu être encore meilleures si la direction s'était souciée davantage de se conformer aux usages étrangers pour faire valoir ses droits. Quelques années après la plainte, en 1897, la contrefaçon se poursuit et le Ministre écrit au préfet du Nord pour qu'il rappelle les industriels à leurs responsabilités :

*Si nos représentants à l'étranger ne manquent pas de signaler aux intéressés les contrefaçons fréquentes de leurs marques, la plupart des industriels et des négociants montrent, de leur côté, peu d'empressement à tenir compte des avertissements reçus ; un trop grand nombre ne se mettent pas en règle avec les services de la propriété industrielle à l'étranger, et ne peuvent, par, suite, profiter des avantages que leur accordent les législations spéciales.*²¹

La reprise générale de l'industrie cotonnière se confirme à l'automne 1892. Épinal effectue à cette époque d'importantes ventes de tissus destinés au Tonkin. L'année se termine dans un contentement quasi unanime pour les industriels s'adonnant au tissage ; il n'y a que l'Algérie qui déçoit par son peu de commandes. Roanne renoue avec la prospérité, les fabricants de cotonnades profitent de bonnes conditions qui permettent de dégager des bénéfices²². À Flers, la place est dans une situation très prospère ; les tisseurs s'entendent un temps pour limiter la concurrence qu'ils se font et parviennent à imposer une hausse de 10% sur les nouvelles commandes²³. Dans l'Aube, l'industrie de la bonneterie dégage uniquement des bénéfices sur sa production d'articles de luxe, les qualités communes se vendent pratiquement au prix coûtant²⁴. Les principaux bonnetiers de cette région, *Bonbon, Delostal frères, Quincaret-Avit, Bazin et Cie* et, la plus

²¹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Lille ; Tome 27 ; 1897*, Lille, typographie de L. Danel, 1898, pp. 111-112.

²² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 23 septembre au 6 octobre, par Fontaine.*

²³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1892.

²⁴ *Ibid.*, Rapport de janvier 1893.

grande entreprise de la région *M. Mauchauffée et Cie*, poursuivent leur politique de production intensive qui leur a généralement bien réussi.

Dans l'Aisne, le rejet de la convention douanière franco-suisse contente les fabricants de broderies saint-quentinois ; ils jouissent alors d'une période prospère. La filature de coton se relève dans les premiers mois de 1893. Ceux qui ont pu s'approvisionner en coton à bas prix profitent de la hausse²⁵. À cette époque le tissage, même celui à la main, est partout fort actif. Pour maintenir le travail sans heurts, la place de Flers accorde une augmentation de salaire aux ouvriers qui s'adonnent au tissage à la main, les ouvriers qui travaillent sur des métiers mécaniques voient pour leur part la durée de leur journée de travail passer de douze à dix heures, mais leur salaire demeure le même²⁶. La société *Flers Exportation* fait alors des affaires florissantes qui permettent le développement des expéditions à l'étranger. L'écoulement progressif des stocks rend optimistes les industriels de cette circonscription dont le dynamisme est apprécié : « les beaux bénéfices par lesquels se sont balancés les derniers bilans témoignent du sens commercial et des efforts intelligents de cette place. »²⁷

Décus, les filateurs trouvent, pour leur part, que la hausse des tarifs douaniers ne leur donne pas encore les plus grands bénéfices qu'ils anticipaient. Les brusques fluctuations des cours de la matière première rendaient difficiles l'anticipation de l'évolution des cours. À certains endroits, Rouen en particulier, l'année a néanmoins été favorable à l'industrie cotonnière. Il est aussi rapporté d'Épinal que les fabricants d'indiennes *Boeringer Zürcher et Cie* ont fait des bénéfices particulièrement élevés, et que la *Blanchisserie et teinturerie de Thaon* opère désormais dans des conditions très favorables²⁸. Le prolongement de l'entreprise *Vincent, Ponnier & Cie*, fondée en 1871, est effectué à cette époque en conservant la même forme de société en commandite pour un capital de 3 990 000

²⁵ *Ibid.*, Rapports de mars et avril 1893.

²⁶ *Ibid.*, Rapport de juin 1893.

²⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1893. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 14 au 24 juin, par Fontaine.*

²⁸ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 28 octobre au 10 novembre, par Fontaine.*

francs²⁹. Le passage à la société anonyme se fait cependant parfois pour des entreprises au capital social beaucoup plus modeste. Tel est le cas du *Tissage mécanique de Lanquetot*, en Seine-Maritime, qui se forme la même année avec 180 000 francs³⁰.

C'est au tournant de 1894 que l'industrie de la filature arrive à une situation de prospérité comparable à l'heureuse position qui caractérise alors celle du tissage. Dans les Vosges les commandes sont abondantes et les nouveaux tarifs amènent finalement un regain d'activité. Aussi, selon un rapport provenant d'Épinal : « les industriels font-ils tous leurs efforts pour améliorer leur matériel et pour augmenter le nombre des broches, tandis que de nouveaux établissements s'installent avec les derniers perfectionnements. »³¹ Rassurés par les nouveaux tarifs douaniers, les industriels consentent à des investissements longtemps repoussé pour moderniser et développer leurs usines. C'est donc dans un contexte de moindre concurrence que se produit finalement une phase de transformation du matériel productif. Une rentabilité plus forte des établissements était anticipée.

Les filateurs de Lille voient aussi toujours leurs produits favorisés par le marché intérieur qui ne peut plus trouver, comme auparavant, de meilleurs prix sur les produits anglais ou suisses. De trop grandes quantités présentes sur les marchés empêchent toutefois d'obtenir rapidement des prix rémunérateurs. Malgré le désenchantement provoqué par la liquidation envisagée de *Flers-Exportation*, les usines de Flers et des petits centres cotonniers des environs, Condé-sur-Noireau et La Ferté-Macé, sont dans l'ensemble très prospères. Elles font d'importants bénéfices en restreignant leurs dépenses au minimum nécessaire³².

Dans la bonneterie, le grossissement inquiétant des stocks provoque des arrêts de travail. La Chambre de commerce de Troyes avait peu de bonnes choses à dire sur la situation industrielle de son arrondissement au début de l'année. Elle est préoccupée par l'avenir incertain de ses ventes de bonneterie à l'étranger :

²⁹ CAMT 65 AQ H 244, *Manufactures Saint-Maurice de Senones (Vosges) ; Vincent, Ponnier & Cie ; Statuts ; 1^{er} juillet 1894*. Paris, Impr. Chaix, 1893, 24 pages.

³⁰ CAMT 65 AQ H 157, *Société anonyme du Tissage mécanique de Lanquetot ; Au capital de 180 000 francs ; Statuts*. Rouen, Impr. Cagniard, Léon GY, Neveu et Successeur, 1894.

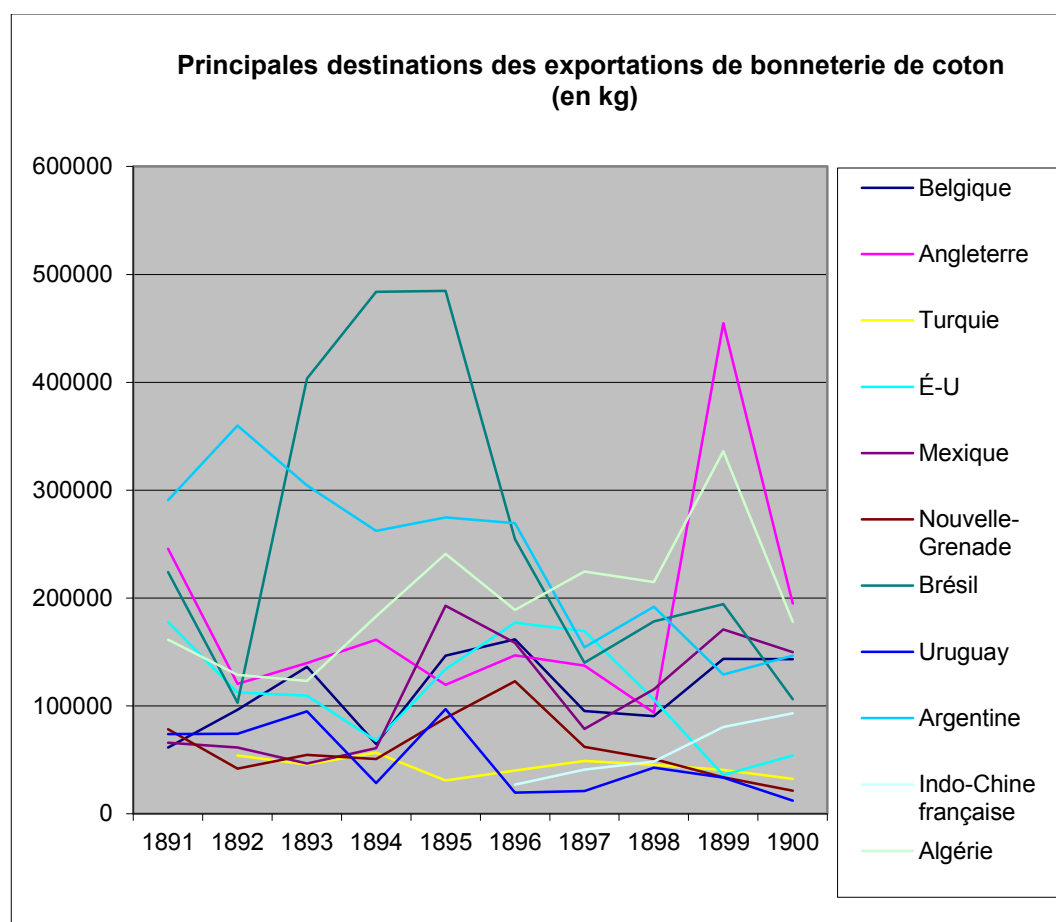
³¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de janvier 1894.

³² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1894. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 3 au 14 avril, par d'Hérissé*.

*les révolutions et le change élevé qui existent dans les principaux États de l'Amérique du Sud ont paralysé les demandes de ces pays ; dans l'Amérique du Nord, la perspective de l'abaissement des droits d'entrée actuellement régis par le Bill Mac-Kinley a fait cesser tous ordres nouveaux ; d'autre part, la concurrence de l'Allemagne de la Suisse et de l'Italie, où la main-d'œuvre et les frais généraux sont moins élevés qu'en France, ne favorise pas le développement de notre industrie à l'exportation.*³³

De bonnes campagnes pour la vente de bonneterie au Brésil, au Mexique et en Algérie sont néanmoins l'occasion de d'affaires fructueuses à l'étranger. La demande argentine va cependant décroissante durant la décennie.

Graphique 3.3.1



³³ ADA, 1 ETP 2 (50), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1894*, Troyes, 1895, Imprimerie et lithographie Dufour-Bouquot, pp. 66-67, 19 janvier 1894.

La baisse qui se produit à nouveau au début de l'année 1894 affecte les transactions au printemps et à l'été. L'écoulement des produits ne se fait pas aisément. Les filatures lilloises demeurent malgré tout exceptionnellement prospères, qui encourage le lancement de nouveaux établissements. La météo exécrable joue contre les tissages durant la saison estivale et le ralentissement du travail est noté à Rouen, Flers et Épinal³⁴. Une reprise marquée de l'activité des tissages se produit à l'automne, alors que la filature est encore perturbée par une nouvelle baisse du coton.

Rouen voit bientôt ses tissus légers retrouver l'important débouché algérien ; de bonnes récoltes et une hausse sur les moutons y stimule la demande dans les mois suivants³⁵. La hausse du coton permet aux filateurs rouennais d'écouler avantageusement leurs stocks au printemps. Les cotonniers de cette circonscription poursuivent leurs bonnes affaires à l'été. Il n'y a que les tissus imprimés qui trouvent difficilement preneur, les autres centres de production ont aussi du mal à obtenir des prix rémunérateurs pour ce type de produit³⁶. Autrement l'activité est très grande à Épinal qui profitera brièvement du bas prix des filés et d'un accord entre fabricants. À Roanne on manque de bonnes affaires à cause de la grève qui frappe les tissages et menace d'atteindre par rebond les pareurs, apprêteurs et teinturiers qui pourraient venir à manquer de travail³⁷. Troyes souffre de son côté du peu de débouchés que trouve la bonneterie à ce moment. Quelques gros bonnetiers de la place arrivent néanmoins toujours à vendre aux grands magasins de Paris ; l'entreprise dirigée par Léon Bazin, la *Société Léon Bazin et Cie*, fait de nombreuses affaires dont plus d'un million avec *Le Louvre*, *Le Bon Marché* et consorts³⁸. Ces commandes sont intéressantes par leur volume mais laissent une place plus réduite aux bénéfices. Les exportations permettent souvent d'obtenir de meilleurs profits.

³⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'août 1894.

³⁵ ADSM 8M 11, *Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1895*.

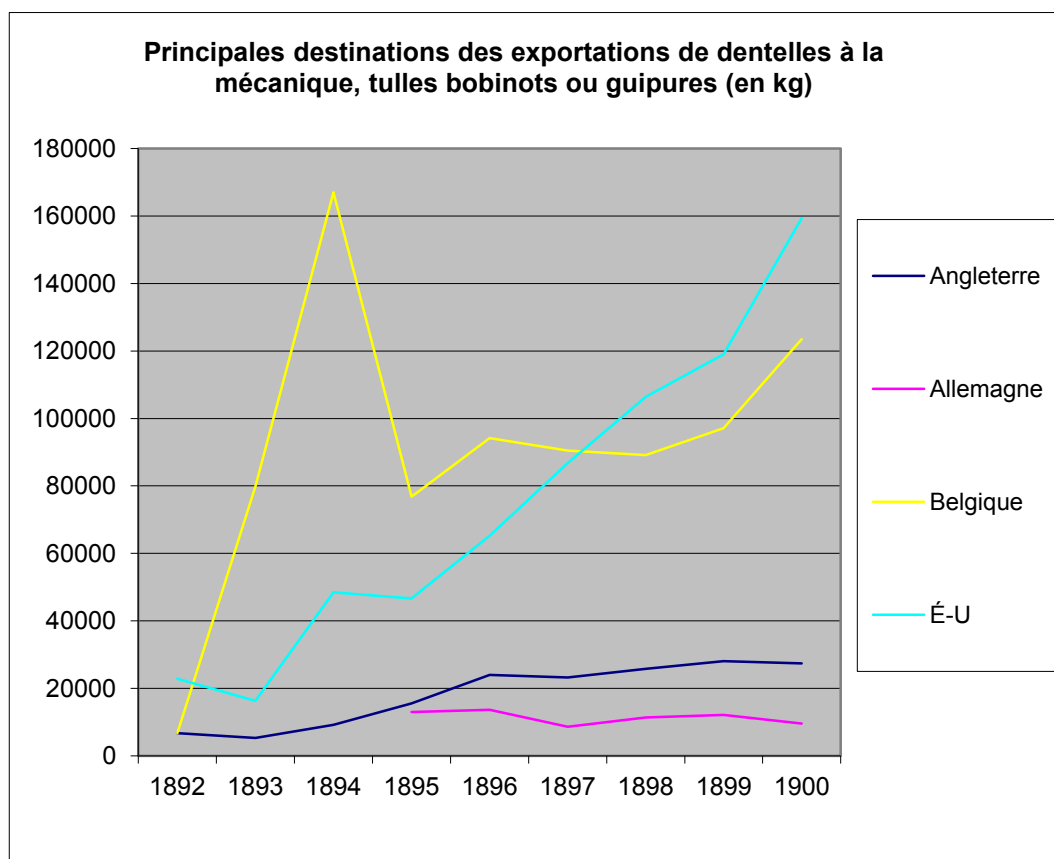
³⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapports de juillet et août 1895.

³⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapports de décembre 1894 et de janvier 1895.

³⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1895. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 30 juillet au 12 août, par Foy*.

Contrairement aux autres tissus de coton, les principales destinations des exportations de dentelles, désormais fabriquées à la mécaniques, tulles bobinots et guipures, sont des nations occidentales. Par l'adoption de nouveaux procédés, les prix demandés ont pu être abaissés. La progression des exportations vers la Belgique prend alors des dimensions intéressantes. Elle demeure la principale importatrice avant que la croissance régulière des expéditions vers les États-Unis ne fasse de cette dernière le principal client de la France pour cette catégorie de produits. Avantageés par la complexité de leur production et la délicatesse du goût français qui en font un produit de luxe recherché, les dentelles sont un des rares tissus de coton à progresser sur les marchés de nations industrialisées concurrentes. Elles n'étaient pas encore aussi bien fabriquées qu'en France à l'étranger.

Graphique 3.3.2



III b. L'élargissement du débouché colonial : un exutoire pour désencombrer le marché

La hausse du coton rend les filateurs méfiants au début de 1895, ils souhaitent éviter d'accumuler un stock trop important qui pourrait laisser des pertes en cas de baisse. Ils s'approvisionnent uniquement pour répondre aux besoins immédiats.

Pour les tisseurs, l'effet est différent, les acheteurs sont souvent tentés de leur donner des commandes pour plusieurs mois en anticipant une hausse prochaine des tissus qui correspondrait à celle du coton. Ils tentent donc d'acheter les filés encore disponibles à un prix leur assurant une certaine marge bénéficiaire. L'année se termine plutôt bien grâce à la fermeté des prix. À Rouen et Roubaix les bilans montrent dans l'ensemble de très bons résultats³⁹. En Seine-Inférieure, l'importante *Société cotonnière de St-Étienne de Rouvray*, plus de 10 millions de francs de capital, 110 000 broches de filature et 2 000 ouvriers, a enfin pu distribuer des dividendes intéressants en développant ses affaires et dégageant des bénéfices sérieux : l'arrivée à la tête de l'affaire de de Moor, administrateur de grande valeur, en est la principale raison⁴⁰. Les résultats avaient été auparavant très irréguliers⁴¹.

La vente des tissus devient bientôt plus ardue pour l'industrie cotonnière. Les tulles notamment trouvent difficilement à s'écouler, les États-Unis ne demandant presque plus rien. Dans ce contexte, la perspective d'un relèvement prochain des tarifs douaniers américains est inquiétante. Le travail se poursuit toujours activement dans les tissages et filatures de coton durant les premiers mois de 1896. À Roubaix la demande en filés est telle qu'elle pousse les industriels de la place à créer de nouveaux établissements⁴². Les filatures des environs de Lille et d'Épinal ne jouissent toutefois pas d'une situation aussi intéressante.

³⁹ *Ibid.*, Rapport de décembre 1895.

⁴⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 17 avril au 4 mai, par Dupety.*

⁴¹ CAMT 65 AQ H 240, *Société cotonnière de Saint-Étienne de Rouvray ; coupures de presse ; 1891-1894.*

⁴² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit.*, Rapport de mai 1896.

Certaines entreprises troyennes ont pu réaliser des bénéfices assez élevés grâce à la campagne d'exportation de 1895 qui s'est faite dans de bonnes conditions⁴³. C'est à cette époque que l'entreprise de Mauchauffée, entrepreneur qui se fait remarquer par son ardeur en affaires et son grand train de vie, se transforme en société anonyme. En 1896, les *Établissements Mauchauffée* sont constitués au capital de 3 500 000 francs, en actions de 1 000 francs.

L'application des nouveaux tarifs douaniers paraît alors ne pas avoir entravé autant qu'on l'anticipait les exportations de tissus de coton. De Lille, il est rapporté que les filatures ont repris « plus d'activité que jamais »⁴⁴. De nouveaux établissements sont fondés avec l'espoir de voir un courant d'affaires favorable se maintenir. La métropole du Nord voit les *Établissements Gratry*, dont les coutils connaissent un succès qui ne se dément pas, se transformer en SA au capital de 5 millions de francs pour développer ses affaires⁴⁵.

Malgré la forte activité qui règne dans l'industrie cotonnière à l'été, les résultats dégagés ne paraissent pas devoir être aussi intéressants que l'année précédente, la hausse du coton brut perturbe fréquemment la conclusion de contrats de vente⁴⁶. La variation des cours joue néanmoins cette fois en faveur des filateurs de Flers et d'Épinal alors que ceux de Roubaix ont moins de succès à l'automne. De nombreuses commandes leur parviennent toutefois à l'hiver. Le débouché algérien est alors en forte progression pour les tissus de coton teints suite à l'application des tarifs protectionnistes. Il se vend aussi en Indochine des quantités grandissantes de tissus écrus et blanchis.

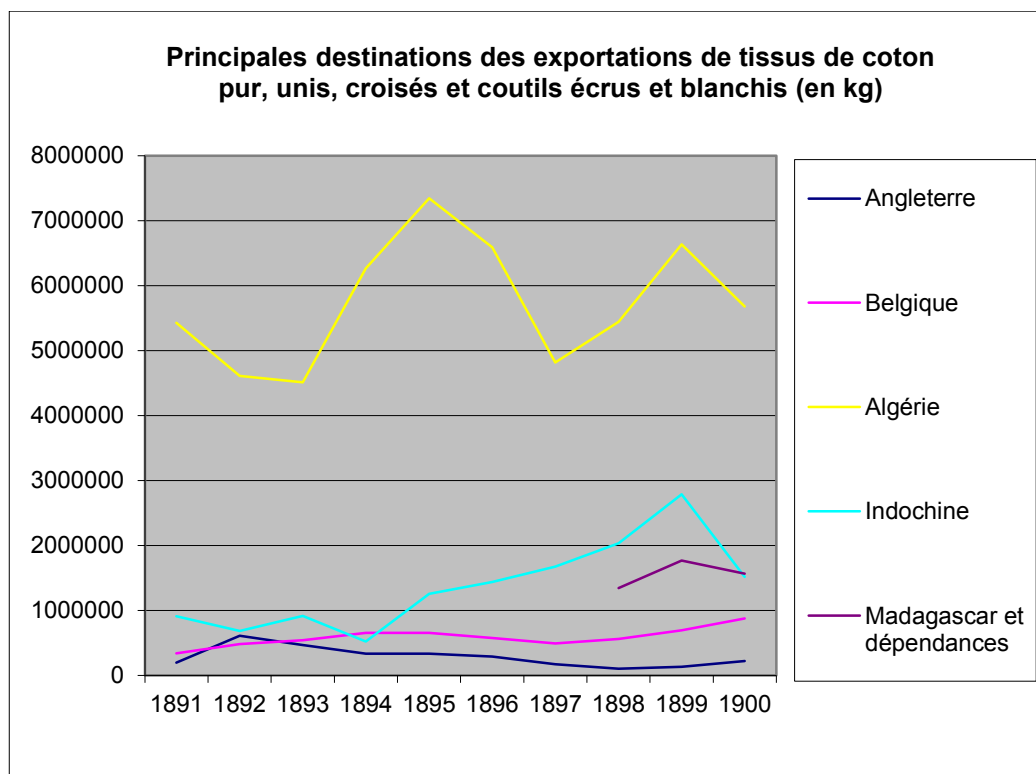
⁴³ *Ibid.*, Rapport de juin 1896.

⁴⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale de Lille. Du 23 juillet au 19 août, par d'Hérissé.*

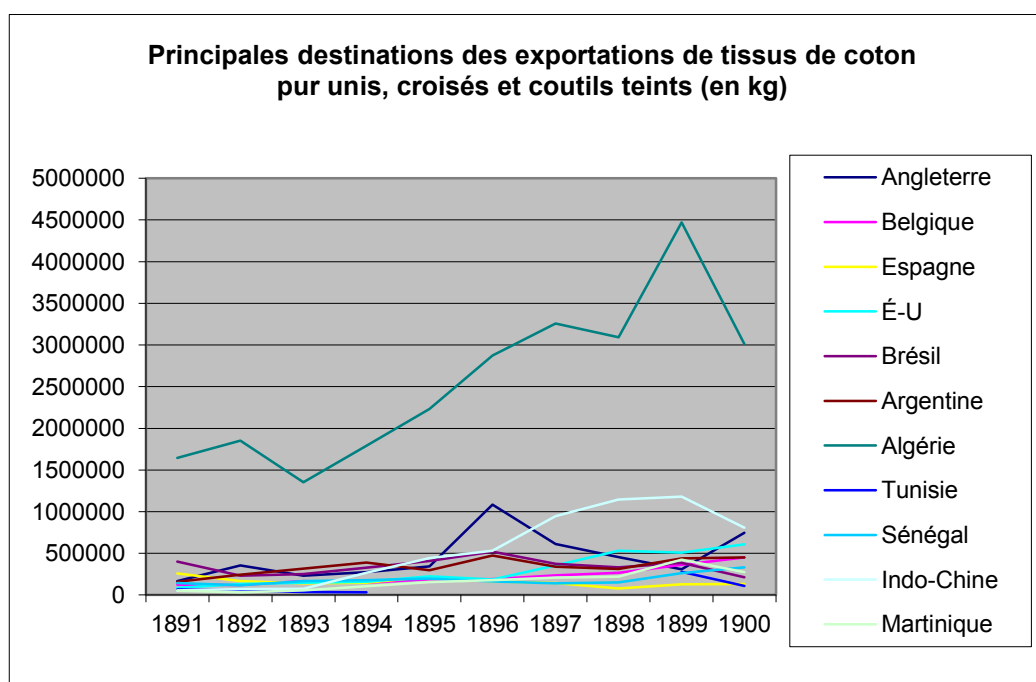
⁴⁵ CAMT 65 AQ H 131, *Statuts de la société anonyme des Établissements Gratry ; pour la fabrication des tissus, leur teinture et apprêt et tout ce qui s'y rattache.* Lille, Impr. L. Danel, 1896. La fabrication se fait à Halluin et Wervicq, mais aussi à Moen en Belgique, la commercialisation des produits est assurée par des maisons sises à Lille, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Flers de l'Orne, Rouen et Courtrai.

⁴⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapports de juillet à septembre 1896.

Graphique 3.3.3



Graphique 3.3.4



Certains estiment que des marchés qui accueillaient autrefois des quantités appréciables de tissus de coton français (Amérique du Nord, Angleterre, Brésil), sont désormais en voie de se fermer⁴⁷. Avec un regain de protectionnisme un peu partout dans le monde et plusieurs tissus de coton français incapables de rivaliser avec ceux des autres nations, les exportations sont désormais essentiellement orientées vers les colonies françaises, où ils ne subissent pas de concurrence sérieuse.

L'inconfort est palpable au printemps 1897 dans les tissages de coton. La production qui a été constamment maintenue au plus haut niveau possible a encore une fois provoqué l'accumulation de stocks inquiétants par leur importance. Pour Rouen seulement, on estime la valeur des tissus en magasin à 40 millions de francs⁴⁸. Voulant profiter de la situation, les acheteurs retardent leurs commandes dans l'espoir de faire baisser les prix exigés par les industriels⁴⁹. Roubaix-Tourcoing, Épinal et Rouen doivent bientôt se résoudre à limiter leur production. Le tissage de coton traverse une 'crise effroyable' en Seine-Inférieure, la Chambre de commerce de Rouen signale aussi que la filature de coton considère l'année 1897 comme une des plus mauvaises jamais connue⁵⁰. Situation que n'arrive pas à modifier une hausse des expéditions vers l'Algérie et les colonies.

La situation est similaire en Lorraine, un dérangeant malaise se fait sentir dans la trésorerie de plusieurs établissements des Vosges. Les industriels tentent d'obtenir des crédits auprès des banquiers pour éviter de vendre à prix ruineux. Pour créer un comptoir de vente semblable à celui fondé par les filateurs, les patrons des tissages essayent de s'entendre. Ils espèrent que la solidarité locale permettra de traverser sans trop de déboires ce moment pénible⁵¹.

À l'été la conjoncture tourne à la crise, les difficultés sont sérieuses et prolongées. Malgré la réduction ou l'arrêt du travail, les prix fléchissent toujours.

⁴⁷ *Ibid.*, Rapport de février 1897.

⁴⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1897. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 10 au 28 juin, par Dupety.*

⁴⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de mars 1897.

⁵⁰ ADSM 8M 11, *Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1897.*

⁵¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1897. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 26 avril au 8 mai, par Foy.*

L'incapacité d'écouler les marchandises devient alarmante face à la nécessité de répondre à certaines obligations financières. Les industriels d'Épinal et Flers, doivent se résoudre à vendre leurs stocks au prix coûtant et même à perte. Ceux de Rouen parviennent à quelques ventes en faisant de larges concessions relativement aux prix initialement exigés⁵².

Pour *Vincent, Ponnier & Cie*, entreprise établie à Granges, non loin d'Épinal, l'année est considérée comme normale et la concurrence accrue est compensée par des perspectives de développement des exportations vers les colonies, même si celles-ci dégagent des profits moins importants qu'auparavant. Les magasins de l'entreprise sont encore bien remplis en septembre. Habitué d'accumuler des stocks importants, ceux-ci augmentent toutefois de manière significative par rapport au chiffre d'affaires durant les dernières années : en 1891 on avait environ 55% du chiffre d'affaires en stock, en 1897 on en a plus de 85%, soit 7 556 588 francs pour un chiffre d'affaires de 8 586 337 francs⁵³. La tendance a été à une hausse régulière des proportions.

Établie dans la même région, l'importante *Filature de La Gosse*, est présidée par Paul Schlumberger qui en est le principal actionnaire. Elle n'éprouve pas de malaise sérieux et peut distribuer aisément les 5% attribués par les statuts de l'entreprise aux actions tout en poursuivant l'augmentation des capacités de l'usine. Entre 1891 et 1897, le nombre de broches a été triplé, passant de 12 032 broches à 39 508⁵⁴. Elle en aura 70 000 en 1909. Avec l'augmentation des quantités produites, s'assurer des débouchés pouvait s'avérer problématique. Des affaires avec les colonies et l'étranger donnaient toutefois des perspectives encourageantes à certains.

L'activité ne reprend pas immédiatement pour l'industrie cotonnière, malgré les ventes décevantes effectuées en cette fin d'année. Les commandes se font rares, nonobstant certaines placées sur les articles de fantaisie tissés à Roubaix. C'est la même situation qui prévaut, inchangée, au début de 1898.

⁵² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de novembre 1897.

⁵³ ADV 93 J 9 : *Vincent, Ponnier et Cie, Rapport sur l'exercice commercial 1896-1897*, Paris, 16 septembre 1897.

⁵⁴ ADV 192 J 195 : *Filature de La Gosse ; Procès-verbal de l'assemblée-général des actionnaires du 30 octobre 1897*.

Partout des heures de travail réduites sont maintenues par crainte d'une accumulation considérable de stocks. Seul Roubaix jouit de la prospérité des tissages.

Le peu de commandes provenant d'Algérie suscite toujours de nombreuses déceptions. Dans l'Orne, on est encore aux prises, durant une période difficile, avec le règlement de la liquidation de *Flers-Exportation*. Elle vient d'entraîner le bradage du grand tissage mécanique *Coulombe frères et sœurs*, « les liquidateurs (...) ont dû abaisser successivement de 450 mf à 50 mf, la mise à prix d'usines qui, en temps normal, eussent certainement trouvé acquéreur à 800 ou 900 mf. »⁵⁵ Cette société d'exportation, qui avait permis d'écouler à l'étranger de grandes quantités de marchandises, c'était effondrée après avoir donné de grands espoirs. La confiance et l'esprit conquérant qui s'étaient manifestés pour un temps en Basse-Normandie, ont été cruellement ébranlés après l'écroulement de ce qui avait été vu comme le fer de lance de leur dynamisme industriel et commercial.

La persistance du marasme économique est constatée par les directeurs des succursales de la Banque de France ; la crise s'aggrave même à l'été. Elle est toujours attribuée aux mêmes causes : « la surproduction, les troubles de l'Algérie qui ont arrêté momentanément les affaires avec ce pays et la guerre hispano-américaine. »⁵⁶ Pour remédier en partie au problème de la production disproportionnée par rapport à la demande, le Syndicat des tisseurs et filateurs de l'Est, regroupant principalement de grands patrons de la région d'Épinal, décide la réduction du temps de travail en usine jusqu'à ce que soient écoulés les marchandises entreposées⁵⁷.

Après d'importants investissements ayant amené l'augmentation des capacités productives, la limitation du travail ne pouvait être qu'une mesure temporaire. Dans le but de stimuler l'exportation de leurs produits pour désengorger le marché national, des industriels des Vosges s'associent pour créer la *Société d'exportation de l'Est*. Elle tentera d'écouler à l'étranger le surplus de

⁵⁵ ABF : Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1898. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 25 juillet au 4 août, par Foy.

⁵⁶ ABF : Banque de France. Rapports mensuels..., Op. cit. Rapport d'août 1898.

⁵⁷ ABF : Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1898. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 1er au 12 juillet, par Viney.

production qui n'arrive pas à se vendre en France. Les résultats ne sont pas aussi concluants qu'espérés sur des marchés où la concurrence étrangère est importante. Plusieurs entrepreneurs doivent rapidement se résoudre à warranter les tissus écrus en magasins pour trouver des liquidités⁵⁸. Ce procédé, très inhabituel pour les industriels de la place, ne laisse aucun doute sur les impérieux besoins de trésorerie de plusieurs. La pression pour trouver des débouchés réguliers était constante.

Malgré tout certaines petites entreprises continuent leur ascension, telle celle de Forest et Deschamps à Roanne qui, après des débuts modestes, ont prospéré grâce à la constante qualité de leurs cotonnades qui procure une grande satisfaction aux acheteurs⁵⁹. C'est cependant dans un contexte marqué par des ventes toujours difficiles et des prix frisant les pertes que se termine une année particulièrement mauvaise. Flers a vu la concurrence que se font les tisseurs locaux tirer les prix vers le bas. Un phénomène semblable est aussi remarqué à Troyes où il limite les bénéfices des plus importantes entreprises locales, telle la *Société générale de bonneterie*. Malgré cette contraction ponctuelle de la rentabilité les patrons demeurent fidèles aux hauts standards de qualité : la place « garde sa renommée d'excellente fabrication et maintient ses produits au premier rang sur le marché français »⁶⁰. Sa prospérité ne connaît qu'un ralentissement. Devant le piétinement des exportations, le problème des moyens à adopter pour conquérir davantage de débouchés a suscité une réflexion qui commence à donner des résultats encourageants⁶¹. Les exportations de bonneterie de coton sont caractérisées par la variété de ses débouchés comme de sa production. L'entreprise *Poron frères*, s'occupant de tissage mais aussi de la fabrication de métiers mécaniques remarquables dont elle équipe ses établissements, se transforme alors en société anonyme après sa fusion avec la teinturerie *Eusèbe Journé*. Son activité

⁵⁸ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, *Op. cit.*, Rapport de septembre 1898.

⁵⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1898. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 6 au 28 juillet, par Viney.*

⁶⁰ *Ibid.*, Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 28 novembre au 16 décembre, par Robineau.

⁶¹ ADA 1 ETP 2 (51), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1898*, Troyes, 1899, Imprimerie et lithographie Paul Nouel, p. 162.

se diversifie en embrassant la fabrication de sous-vêtements coupés-cousus et de bas⁶².

Une amélioration de la situation de l'industrie cotonnière peut enfin être constatée dans les premiers mois de 1899 ; Flers, Épinal et Saint-Quentin reçoivent au moins quelques commandes, même si les prix de vente restent peu rémunérateurs. Les stocks diminuent mais la situation demeure toujours difficile⁶³. L'entente entre les filateurs réoriente finalement les prix à la hausse : un syndicat de filateurs de la Normandie, du Nord et de l'Est représentant 2 millions de broches a été formé en mars pour réduire la production⁶⁴. Rapidement, le prix des tissus suit la même pente et l'ensemble du secteur peut croire en des jours meilleurs à court terme.

La fermeté des prix s'affirme à l'été 1899 et la position des principaux centres cotonniers s'améliore rapidement, particulièrement dans les Vosges où on profite des débouchés offerts par l'Indochine et Madagascar⁶⁵. Avec des demandes beaucoup plus importantes en provenance des colonies, la situation prend une tournure des plus favorables. C'est alors une excellente période que traverse le tissage tout comme la filature de coton. Les profits de la dernière campagne sont très élevés. De nombreux patrons doivent alors se féliciter d'avoir patienté, malgré la nécessité de recourir au crédit, pour obtenir des conditions de vente beaucoup plus intéressantes. Lors de son passage à Épinal, à l'occasion de sa tournée annuelle, l'inspecteur de la Banque de France Robineau rapporte :

*Les résultats du dernier exercice sont tellement favorables et l'épuisement des stocks est aujourd'hui si complet que l'on ne cite pour ainsi dire pas de filature et de tissage qui n'aient réalisé de bénéfices et qui ne fournissent encore le maximum d'efforts pour satisfaire aux commandes.*⁶⁶

⁶² Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Les patrons du Second Empire* 8 ; *Champagne-Ardenne...*, op. cit., pp. 91-92.

⁶³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapports de février et mars 1899.

⁶⁴ *Ibid.*, Rapport d'avril 1899. En principe les filateurs doivent travailler 5 jours par semaine ; ceux qui travaillent une journée de plus doivent verser un centime par broche à un comité chargé d'employer cette contribution à encourager l'exportation en Belgique et en Angleterre.

⁶⁵ *Ibid.*, Rapport de septembre 1899.

⁶⁶ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1899. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 10 au 22 novembre, par Robineau.*

La *Société d'exportation de l'Est* n'arrive pourtant pas à percer dans les colonies étrangères comme elle le souhaitait. Elle ne peut qu'y vendre à perte, tandis que les prix de vente en France métropolitaine et dans ses possessions coloniales sont beaucoup plus avantageux.

Quelques industriels de Roanne jouissent également de conditions excellentes, les tissages *Déchelette Despierres et Chamussy*, *A. Bréchard*, *Destre-Cherbin* et *Forest et Deschamps*, qui ont remarquablement progressé, marchent pour le mieux⁶⁷. La situation va même en s'améliorant, les stocks diminuent sensiblement alors que les industriels sont très satisfaits des prix obtenus, à Flers notamment. Cette excellente période paraît profiter à l'ensemble du secteur cotonnier ; dans l'Aisne et dans l'Orne on arrive difficilement à satisfaire les demandes des clients tellement elles sont importantes, Belfort trouve preneurs à l'étranger, particulièrement à Madagascar⁶⁸. Dans la circonscription de Rouen, les fabricants de tissus de coton trouvent facilement à écouler leur production tout en réussissant à vendre à des prix plus élevés. Ils n'arrivent pas à répondre à toutes les commandes. L'abondance des récoltes en Algérie permet d'y développer activement les affaires ; d'autres sont aussi faites en indiennes, calicots et tissus teints dont les ventes progressent en Indochine et à Madagascar⁶⁹.

Pour les *Établissements Mauchauffée*, malgré une fin d'année un peu difficile, le chiffre d'affaires se maintient et tend à prendre de l'ampleur grâce à la renommée des articles produits : « grâce aussi à l'orientation nouvelle de la fabrication vers la fantaisie, dans la chaussette et l'article circulaire surtout, grâce enfin au développement de nos relations avec le dehors »⁷⁰. Les exportations sont activement recherchées pour que la production, en constante augmentation, arrive à se vendre sans trop de difficultés. Misant sur des économies faites sur la fabrication à grande échelle, la direction avait intégré les différentes étapes de la

⁶⁷ *Ibid.*, Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 26 octobre au 13 novembre, par Viney.

⁶⁸ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport de décembre 1899.

⁶⁹ ADSM 8M 12, Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1899.

⁷⁰ ADA 39J 51, Établissements Mauchauffée ; Procès-verbaux des assemblées générales, 14 septembre 1899.

production, en plus de miser sur l'adoption des derniers procédés technologiques, pour faire face à la concurrence de manière avantageuse⁷¹.

Les premiers mois du XX^e siècle sont toujours marqués par un contentement général des différentes branches de l'industrie cotonnière. Par effet d'entraînement la hausse de la valeur de la matière première a tiré celle des fils de cotons, très demandés par les tisseurs dont les marchandises profitent soudainement de grands débouchés. À en croire le directeur de la succursale de la Banque de France à Rouen, une prospérité si générale des filatures et tissages n'avait pas été vue depuis 1872⁷². Les industriels espèrent que ce courant exceptionnel d'affaires durera assez longtemps pour permettre de pallier aux pertes ou bénéfices médiocres enregistrés par plusieurs lors des années précédentes. Le travail étant assuré pour plusieurs mois, il y a lieu d'être optimiste.

De l'ordre de 80%⁷³, la hausse des fils de coton à Roubaix et dans les Vosges atteint des proportions qui, une fois les stocks écoulés, pourrait rendre plus aléatoires les bénéfices qu'on dégagerait en achetant une matière première désormais anormalement élevée. À Saint-Quentin, la grève des ouvriers tisseurs durant depuis plusieurs semaines a provoqué l'annulation de plusieurs commandes substantielles. L'interruption est brève et l'écoulement des stocks permet vite de pousser le travail pour les reconstituer dans une certaine mesure. L'activité demeure très intense dans les tissages durant l'été, la fermeté des prix et les commandes importantes à livrer stabilisent une conjoncture très favorable. À Roanne les tissages sont toujours en progression et les bénéfices souvent particulièrement intéressants⁷⁴. Une certaine résistance des acheteurs est toutefois remarquée devant les prix très élevés des tissus de coton. Ça n'empêche pas le travail régulier des ouvriers qui se poursuit jusqu'à la fin de cette année particulièrement favorable. L'augmentation des ventes de plusieurs produits à l'étranger contribue beaucoup à la marche florissante des affaires.

⁷¹ Helen Harden Chenut, *Les ouvrières de la République : les bonnetières de Troyes sous la Troisième République*. Troyes, Conseil général de l'Aube, 2010, p. 106.

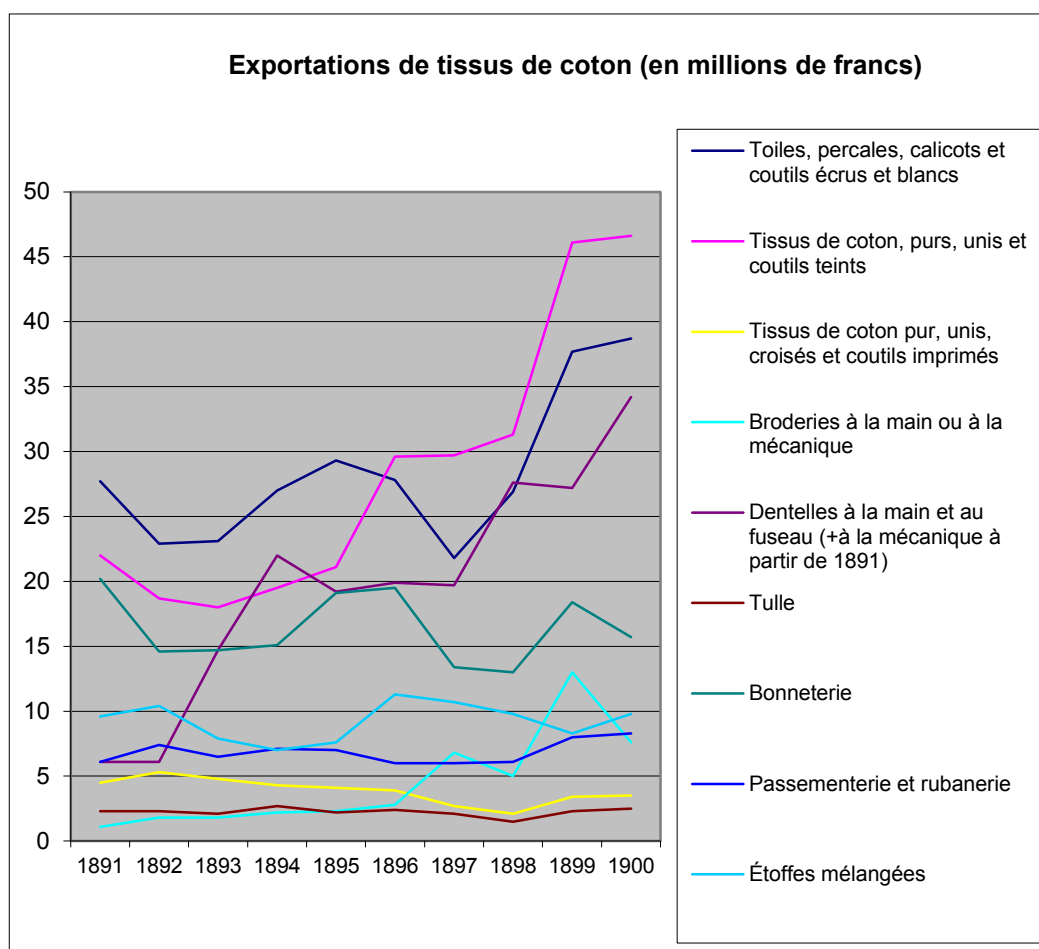
⁷² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de janvier 1900.

⁷³ *Ibid.*, Rapport de mars 1900.

⁷⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1900. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 26 février au 14 mars, par Dupety.*

Durant les années 1890, la valeur des exportations de tissus de coton est passée de 100 à 175 millions de francs. Cet accroissement significatif est attribuable aux gains importants enregistrés par les tissus de coton teints, écrus et blanchis. Ces succès sont dus à l'assimilation du régime douanier des colonies à celui de la métropole, très protectionniste depuis 1892. Devenues essentielles pour écouler une production ayant augmenté en volume, les débouchés extérieurs ont joué un rôle clé dans la prospérité propre à la fin de la période. La hausse des exportations de dentelles doit pour sa part être attribuée à une progression en Belgique et aux États-Unis, comme nous l'avons vu précédemment.

Graphique 3.3.5



IV. Organisation de l'exportation et lobbying patronal

Les industriels du textile se font fréquemment recommander l'association afin qu'ils puissent développer plus facilement leurs affaires à l'étranger. Le cas de *Flers-Exportation* illustre bien les difficultés auxquelles une telle entreprise pouvait être confrontée. Nous constatons un intérêt grandissant pour les marchés étrangers parmi les industriels français du textile durant cette période. Les représentants patronaux se manifestent fréquemment durant cette fin de siècle, ils défendent différentes positions concernant le commerce extérieur.

IV a. Flers-Exportation, des succès compromis par l'incurie et des procédés douteux

Après des débuts prometteurs, l'effondrement de la société, vouée à la promotion des exportations de cotonnades vers les colonies, paraît avoir découragé le lancement de semblables affaires. Les entrepreneurs se montrent méfiants quant à l'efficacité de ce genre d'entreprise et à la possibilité de les contrôler efficacement. Au départ, les gestionnaires de *Flers-Exportation* avaient été estimés pour leur dynamisme et leur professionnalisme ; ils avaient une réputation d'intelligence et de sérieux⁷⁵. Plusieurs pratiques douteuses expliquent cependant la déroute finale. L'affaire était pourtant à l'origine fondée sur une vision pertinente de la situation et un esprit d'association fort louable.

Pour permettre à leurs usines d'offrir un meilleur rendement, les industriels de Flers souhaitaient les faire fonctionner de manière continue, au risque de voir les marchandises encombrer les entrepôts jusqu'à susciter l'embarras physique et financier. La nécessité d'écouler des quantités grandissantes de marchandises devenait impérative: il fallait trouver à écouler la production à l'extérieur de la France. Ce sont les colonies qui offrent les meilleurs espoirs. Annexées au régime douanier protectionniste de la métropole, elles permettent un écoulement grandissant des marchandises à l'abri de la concurrence étrangère. Les

⁷⁵ *Ibid.*, Tournée de 1890. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 17 au 27 juin par Fuchs.

cotonnades communes, offertes à bas prix, étaient en mesure d'intéresser les habitants des colonies africaines. Ces débouchés offraient une large compensation à la diminution des exportations vers les destinations autres que celles de l'empire colonial.

Flers-Exportation, fondée en 1888, sous le nom de *Cantin, Pernelle et Cie*, se trouvait deux ans plus tard sous l'égide la famille Coulombe et de leur beau-frère Cantin, qui tissaient mécaniquement le coton à Flers. Préoccupés par la recherche de débouchés pour la fabrication des industriels de leur arrondissement, ils écoulaient des quantités considérables de tissus par le truchement des 22 comptoirs qu'ils avaient dans les colonies⁷⁶. Le capital de 1 300 000 francs est cependant jugé un peu faible par Hoffmann, inspecteur de la Banque de France, pour alimenter les comptoirs vers lesquels veulent exporter les 30 associés, dont 10 maisons de Flers et d'autres de Rouen, Roanne, Saint-Quentin, Toulouse, Tours et ailleurs.

Devant ces considérations qui appellent à la vigilance face au fonctionnement effectif de cette société, le directeur de la succursale prend exceptionnellement la peine de justifier longuement les crédits octroyés :

*Cette année les affaires prennent le grand développement prévu et on pense atteindre le chiffre de 4 millions. Dans cette somme, la fabrique de Flers qui a créé la société entrera pour une part des plus importantes. C'est ici qu'on prépare l'article 'guiné' qui sert d'échange sur la côte occidentale d'Afrique. La maison qui s'occupe de cet article (Coulombe frère et Cantin) a monté deux cents métiers exprès et ne peut suffire aux demandes (...). Les autres maisons de Flers faisant partie de la société ont également reçu de fortes commandes. La société Flers-Exportation administrée avec ordre et économie, achète toutes ses marchandises à 6 mois.*⁷⁷

Si les délais de paiements permettent habituellement de pouvoir vendre la fabrication à temps et d'éviter de recourir au crédit, les comptoirs de l'Afrique de l'Ouest et d'Indochine ne réalisent pas toujours les marchandises si rapidement.

⁷⁶ On en trouvait en Algérie, au Sénégal, sur plusieurs points de la côte Ouest de l'Afrique, comme à Constantinople, Salonique, Smyrne, en Indochine, au Tonkin et jusqu'à Nouméa.

⁷⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1890. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 5 au 15 octobre, par Hoffmann.*

L'augmentation des engagements est constatée dès l'année suivante, passant de 438 000 à 1 606 000 francs, dont 566 000 en papier commercial et le reste en papier de crédit. Ce fort découvert est accordé en considération des larges capacités financières des entreprises liées à l'affaire. Jugeant l'emprunt tout de même trop important, les membres du conseil d'administration changent de directeur, la gestion faite par Cantin a déçu :

*investi de pouvoirs très étendus et insuffisamment surveillé, comme presque toujours, il en a abusé pour écouler beaucoup trop largement dans les comptoirs les produits de sa propre fabrication, des guinées, notamment ; c'est pour ce motif qu'il vient d'être remplacé par Duval, également négociant à Flers.*⁷⁸

Considéré sur la place comme honnête et expérimenté mais peu rompu au commerce international, le nouveau responsable a pour mandat de clarifier la situation un peu embrouillée et de mettre fin à l'endettement.

Plusieurs comptoirs sont abandonnés durant les mois suivants, le rapport d'inspection de 1892 nous apprend que ceux du Sénégal, d'Alger de Saigon et de Nouméa ont été conservés. L'inspecteur d'Hérissé constate que la mésentente entre les associés, suite à la répartition non proportionnelle des commandes, et surtout la difficulté de trouver des employés compétents et honnêtes pour travailler à l'étranger sont des obstacles sérieux à cet essai collectif d'expansion commerciale aux colonies⁷⁹. Quant à l'endettement important de la société, il reste à la discrétion des participants qui offrent les garanties nécessaires.

À l'automne 1893, la situation de Flers est considérée comme très prospère. L'inspecteur Dupety mentionne que « les beaux bénéfices par lesquels se sont balancés les derniers bilans témoignent du sens commercial et des efforts intelligents de cette place »⁸⁰. *Coulombe frères et Cantin*, tirent toujours avantage de *Flers-Exportation* pour l'exportation du guiné vers la côte occidentale de l'Afrique. Les compétences, le sérieux et l'intelligence de la gérance sont encore

⁷⁸ *Ibid.*, Tournée de 1891. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 24 juin au 2 juillet, par Hoffmann.

⁷⁹ *Ibid.*, Tournée de 1892. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 7 au 18 mai, par d'Hérissé.

⁸⁰ *Ibid.*, Tournée de 1893. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 14 au 24 juin, par Dupety.

soulignés. Aux commandes de *Flers-Exportation*, Ernest Duval et le conseil de six membres semblent avoir pris les choses en main en encadrant mieux le personnel colonial et en tentant de limiter l'immobilisation trop longue des stocks⁸¹. Des résultats favorables sont attendus pour l'année, des bénéfices confirmeraient la bonne voie prise par l'entreprise.

Le rapport d'inspection de 1894 donne une image assez favorable de la situation de l'industrie cotonnière dans l'Orne. Flers, Condé et La Ferté paraissent faire leur place dans le commerce d'exportation qui génère d'importants bénéfices. *Flers-Exportation* est cependant dans une situation catastrophique qui augure très mal pour le futur. Plusieurs facteurs se sont combinés pour aboutir à ce soudain désastre. D'Hérissé avait vu clair en 1892 en identifiant les difficultés auxquelles la société serait confrontée. Le problème du personnel n'a pas du tout été résolu ; les employés intelligents et honnêtes ont fait défaut, la société a été victime de vols ; au Sénégal, un procès avec *Béziat frères*⁸² a fait mettre sous séquestre les marchandises par la justice coloniale au début de la procédure. La société aurait aussi été affectée par la baisse des produits que l'on ramenait des colonies, les arachides notamment. Un problème de vérification empêchait de connaître le véritable état des marchandises dans les comptoirs, il était impossible de vérifier si leur valeur estimée correspondait à la réalité⁸³. Le directeur de la succursale de la Banque de France de Flers estime que devant les résultats très défavorables, de nombreux associés voudront quitter *Flers-Exportation* à l'été, ce qui ne manquera pas de provoquer la liquidation d'une société obérée pas la gabegie de son administration.

Les diverses maisons engagées voient leur crédit ébranlé temporairement alors que les sommes qui pourront être récupérées sont encore inconnues. Conciliante, la Banque de France exige cependant d'être remboursée progressivement à partir de 1896. Si les conditions favorables dans lesquelles

⁸¹ *Ibid.*

⁸² L'un des frères Béziat était beau-frère du général Dodds, alors commandant supérieur des troupes françaises au Sénégal.

⁸³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1894. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 3 au 14 avril, par d'Hérissé.*

travaillent l'industrie du tissage du coton se maintenaient, les sommes perdues dans l'association pourraient être récupérées assez rapidement.

Certains des hommes d'affaires associés dans *Flers-Exportation* avaient tenté de s'enrichir rapidement sans tenir compte de l'avenir et de l'image de la société :

*Quelques-uns d'ailleurs ne sont pas sans avoir tiré de cette participation des profits assez larges, soit par la quantité des marchandises livrées à tarif rémunérateur, soit par l'écoulement de stocks défraîchis ou différents des échantillons, qu'une direction complaisante à l'origine acceptait sans objection, pour en encombrer ses factoreries où s'achevaient la détérioration d'articles invendables. Il est évident que ces négociants devront, pour supputer le chiffre de leurs pertes réelles, en retrancher les gains excessifs, réalisés au détriment des intérêts de la société.*⁸⁴

Ainsi, l'incurie des administrateurs est attribuable à leur manque d'intérêt pour les succès globaux de la société, ils favorisaient certains partenaires au détriment des autres.

Après sa gestion discutable de l'affaire à ses débuts, Cantin a aussi été éloigné en 1894 par ses beaux-frères Coulombe de l'entreprise de tissage mécanique à leurs noms. L'entreprise *Coulombe frères et Cantin* avait tout de même récemment donné de bons bénéfices, grâce notamment aux pratiques douteuses de Cantin dans *Flers-Exportation*. Il était néanmoins encore blâmé pour ses dépenses trop importantes. Transformée le 24 mai 1895 en *Coulombe frère et sœurs*, l'ancienne maison a perdu 500 000 francs par sa participation dans *Flers-Exportation*, qui lui a cependant donné l'occasion de faire d'importants bénéfices par la vente de marchandises altérées ou carrément mauvaises. Les réformes entreprises par Caquelin, le gérant de la nouvelle société, sont malheureusement obstruées par un procès intenté par un négociant hollandais, Ankersmitt, pour imitation de marque de fabrique. Le litige immobilise 300 000 francs de marchandises et aggrave encore davantage les problèmes de liquidités de l'entreprise, tout en nuisant à sa réputation⁸⁵. Les observateurs espèrent que

⁸⁴ *Ibid.*, *Tournée de 1895 Rapport concernant la succursale de Flers. Du 18 au 28 octobre, par Dupety.*

⁸⁵ *Ibid.*

désormais la vigilance des associés permettra de remédier à la situation délicate dans laquelle Cantin et Almire Coulombe ont placé l'affaire. Après un arrangement judiciaire avec Ankersmitt, l'entreprise paraît un temps, en 1896, être en mesure de passer au travers des remous qui lui auront fait perdre près de un million de francs en trois ans⁸⁶.

Après avoir renoué avec les bénéfices en 1897, l'obligation de payer 100 000 francs par an à la liquidation de *Flers-Exportation* rend extrêmement difficile le relèvement de la société, malgré le fait que des changements aient été opérés à la tête de l'entreprise et que la clientèle soit toujours considérée excellente⁸⁷. La liquidation de la société est finalement décidée l'année suivante, elle prend une tournure dramatique lorsque la vente de l'important tissage, se faisant dans un contexte difficile, ne permet finalement de récupérer que 50 000 francs. Cette fin désastreuse allait rendre suspectes des associations du même genre. Les déboires de *Flers-Exportation* avaient radicalement modéré la volonté d'association des industriels. Ayant fait preuve de leadership dans le développement des exportations françaises aux colonies, les hommes d'affaires de Flers avaient vu leur étoile briller brièvement. Peu convaincants, les résultats de leur action laissaient sceptiques sur l'efficacité de projets semblables.

Nous avons vu que l'échec de *Flers-Exportation* pouvait davantage être attribué à une mauvaise gestion, à des pratiques plus que discutables et aux employés, parfois encore plus malhonnêtes que leurs patrons, qu'à une quelconque fatalité. L'idée derrière l'affaire était bonne mais l'expérience a été menée avec légèreté, sans l'attention qu'elle méritait. C'est avec perplexité que nous constatons que l'inspecteur Foy, dans sa tournée de 1899 rapporte qu'Ernest Duval, l'homme derrière les débuts de *Flers-Exportation*, complètement ruiné, se mérite la mention de : « Très honnête, très estimé sur place. »⁸⁸ Le contraire semble pourtant avéré. Malhonnête et peu estimé, il a été congédié, tant par ses associés que par sa famille par alliance. Foy est soit naïf ou mal informé. Peut-être

⁸⁶ *Ibid.*, Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 18 au 23 octobre, par Dupety.

⁸⁷ *Ibid.*, Tournée de 1897. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 11 au 23 mars, par Dupety.

⁸⁸ *Ibid.*, Tournée de 1899. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 6 au 17 avril, par Foy.

que les patrons de la place avaient finalement intérêt à défendre la réputation d'un des leurs pour défendre celle de leur milieu? Peu de gens tentent de remuer trop sérieusement les dessous de cette affaire. On était finalement bien content que Flers soit enfin libérée du poids de la liquidation d'une entreprise qui, après avoir suscité de grands espoirs, avait provoqué d'amères déceptions.

Des hommes d'affaires d'autres centres textiles qui avaient participé à *Flers-Exportation* ont aussi eu à essuyer des pertes suite à la déroute de l'entreprise. *Witz et Ch Esslinger* et *Ancel-Seitz*, tisseurs de coton dans les Vosges, ont ainsi été gênés pour un temps. Mais pour *Ancel-Seitz*, aussi filateur, les embarras subis n'ont pas été très sérieux. Le futur député des Vosges, de 1902 à 1906, très intéressé par le potentiel économique des colonies, a brièvement été à la tête de la *Compagnie coloniale franco-africaine* à Flers, suite modeste de *Flers-Exportation*. C'est ensuite uniquement pour son compte qu'il avait développé les exportations de son tissage, particulièrement au Congo où il possédait d'importantes plantations et de nombreux comptoirs⁸⁹. Agressif en affaires, actif et intelligent, il misait sur le commerce colonial pour asseoir sa fortune personnelle, préférant finalement faire les choses par lui-même plutôt que de se joindre à d'autres industriels. Les cotonniers étaient parmi les hommes d'affaires les plus favorisés par les débouchés coloniaux. Leurs tissus étaient adaptés au climat et protégés de la concurrence étrangère. Sensibles aux considérations internationales, plusieurs industriels entendent bien profiter des possibilités offertes à l'étranger. Le contrôle des tarifs douaniers allaient permettre une conquête rapide des marchés coloniaux. Ces succès ne sont pas du même ordre que ceux faits à l'extérieur de la métropole et de son empire.

L'exemple des déboires éprouvés par *Flers-Exportation* et son effondrement final apparaîtront malheureusement comme une illustration des difficultés de l'association entre industriels pour développer les exportations. Les recommandations qu'on fera fréquemment aux entrepreneurs de se faire

⁸⁹ *Ibid.* Tournée de 1896. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 15 au 29 juillet, par Foy ; et Tournée de 1898. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 1^{er} au 12 juillet, par Gobineau.

représenter de manière commune, pour faire un démarchage efficace à l'étranger, seront accueillies avec une réserve non dénuée de fondements.

IV b. Les marchés extérieurs au moment du remaniement des tarifs

Intéressés par le potentiel de leurs produits à l'exportation, les fabricants de bonneterie auboise souhaitaient être mieux informés par les missions étrangères françaises. Répondant au ministre du Commerce et l'Industrie s'informant sur l'opinion des industriels quant aux services consulaires français, la Chambre de commerce de Troyes demandait en 1891 :

*la création de postes d'Attachés commerciaux, spécialement choisis parmi les Élèves diplômés des Écoles supérieures de commerce et adjoints aux Consulats (...) spécialement chargés d'étudier les questions commerciales et d'adresser à M. le Ministre du Commerce soit directement, soit par l'intermédiaire de M. le Ministre des Affaires étrangères, des rapports mensuels et détaillés sur la nature des opérations commerciales traitées, tant pour les achats que pour les ventes, par les négociants étrangers dans les pays près desquels ils seraient accrédités.*⁹⁰

Ces renseignements pourraient s'avérer très utiles pour profiter des bonnes occasions et éviter les maladroites. C'est ce type de rapports que recevait la Banque de France et qui nous ont permis d'étudier précisément l'évolution de la conjoncture en France. Troyes à la particularité dans l'industrie textile française d'exporter en Amérique du Sud. Établir un poste dans ces villes éloignées se révèle évidemment plus compliqués que pour d'autres marchés très importants, comme l'Angleterre ou l'Algérie. Il fallait cependant offrir à l'industrie nationale des avantages comparables à ceux dont jouissaient les Allemands ou les Anglais, grands concurrents. Les services reçus par les agents français à l'étranger étaient loin de remplir les attentes des fabricants désireux de développer leurs exportations.

La bonneterie de coton française s'était alors taillé une place importante sur les marchés étrangers. Auguste Mortier, polytechnicien spécialiste de cette

⁹⁰ ADA 1 ETP 2 (50), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1891*, Troyes, Imprimerie et lithographie Dufour-Bouquot, 1892, pp. 87-88.

industrie, ne craint pas de la considérer comme une de celles faisant preuve du plus de vitalité :

*Elle a des usines qui réunissent tous les perfectionnements de la construction et des installations industrielles, où les ouvriers se comptent par centaines et dans lesquelles la vapeur met en mouvement les métiers les plus perfectionnés ; elle peut satisfaire, dans tous les genres à la consommation du pays*⁹¹.

Cependant, il critique la manière de procéder des entreprises pour ce qui est des exportations :

*les fabricants de bonneterie ont le défaut, dans leurs rapports avec l'extérieur, de traiter trop exclusivement par l'intermédiaire des maisons de commissions ; le système est plus sûr, il supprime presque totalement les chances de pertes, mais il a l'inconvénient de grever la marchandise à son lieu d'arrivée, et, de ce chef, nous sommes dans un état d'infériorité marquée, vis-à-vis des fabricants anglais et surtout allemands, qui ont établi leurs propres comptoirs au loin.*⁹²

Si le patron est maintenant un industriel compétent, il se doit de développer ses aptitudes commerciales. Savoir produire devient moins avantageux si on ne sait pas vendre. Mortier demeure confiant que la prochaine génération s'attaquera au problème du commerce. Les syndicats d'industriels se regroupant pour la vente à l'étranger et la société anonyme, permettant une division plus spécialisée des tâches, sont considérés comme l'avenir⁹³.

Dans le Nord, Roubaix se montre alors plus préoccupée par les débouchés extérieurs que par la négociation de nouveaux tarifs en 1891. L'adoption du *Bill McKinley* aux États-Unis a sérieusement atteint les exportations de tissus de laine français. S'étant renseignée officieusement auprès des principaux industriels de la ville, la Chambre de commerce de Roubaix estime que les exportations ont décliné de 50% conséquemment à la hausse des tarifs⁹⁴. Elle aimerait que le gouvernement se fasse le relais des protestations des industriels concernant l'autorité des

⁹¹ ADA, 1 ETP 1 (184), Auguste Mortier, *Le tricot et l'industrie de la bonneterie*, Troyes, Libraire-éditeur Léopold Lacroix, 1891, p.81.

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*, p. 82 et 92.

⁹⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix; XVII ; 1891*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1892, *Lettre du Président de la Chambre de commerce de Roubaix au Ministre du Commerce de l'Industrie et des Colonies*, Roubaix, 22 décembre 1891, p. 84.

fonctionnaires américains. Ceux-ci contrôlaient d'une manière autoritaire les déclarations faites à la douane. Leurs décisions n'allaient évidemment pas toujours dans le sens des intérêts des exportateurs français qui se plaignaient d'injustices commises à leur égard.

L'adoption de tarifs protectionnistes en 1892 achevait la rupture avec la politique douanière plus libérale amorcée sous le Second Empire avec le Traité de commerce franco-anglais de 1860. L'*Association de l'industrie française* fusionne en 1892 avec la *Société des agriculteurs de France*, leur union permet de barrer la route à toute velléité d'implantation de tarifs libéraux. Depuis le vote du tarif de 1882, leurs opposants de l'*Association pour la défense de la liberté commerciale* n'ont plus du tout le vent en poupe⁹⁵. Cette dernière rejoint un auditoire beaucoup moins étendu que celui des protectionnistes. L'adhésion d'une majorité de républicains lors du vote du tarif officialise l'adhésion de la Troisième République au protectionnisme ; le ralliement au régime des milieux agricoles, longtemps réticents, est ainsi confirmé⁹⁶.

Dans le milieu fortement exportateur des soyeux lyonnais, on demeure satisfait de l'appui de Roche, alors ministre du Commerce. Face à une assemblée largement dominée par les protectionnistes, il a réussi à obtenir le vote d'une loi autorisant l'importation en franchise des soies grèges. Satisfaits, les industriels lyonnais se sont assurés un approvisionnement en matière première n'étant pas grevé par des droits de douane. L'imposition de la soie brute importée aurait nui au caractère concurrentiel de ses produits sur les marchés étrangers. Roche est reçu chaleureusement à Lyon, le 10 mai 1892. L'habileté avec laquelle il a défendu la 'liberté d'approvisionnement' est saluée avec une reconnaissance louangeuse⁹⁷.

Particulièrement préoccupés par la possibilité d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits qu'ils fabriquent, les industriels roubaisiens s'informent sur les possibilités offertes par les marchés asiatiques. La visite du Consul de France en Chine à Roubaix donne lieu à une conférence à l'hiver 1893. Haas

⁹⁵ Gabrielle Cadier-Rey, « Les chambres de commerce dans le débat douanier à la fin du XIXe siècle », *Histoire, Économie et Société*, 16, 1997, pp. 283-284.

⁹⁶ David Todd, *L'identité économique de la France (...)*, *op. cit.*, p. 416.

⁹⁷ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1892*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1893, pp.142-158.

considère que la pénétration du marché chinois par le Tonkin donnerait à la France un avantage sur ses concurrents, l'étude du vaste programme du consul s'avère cependant longue et difficile⁹⁸.

Interrogée en 1894 par leurs confrères lyonnais sur les effets des tarifs Méline sur l'industrie de sa circonscription, la Chambre de commerce de Roubaix ne veut pas s'associer à une condamnation doctrinaire. Elle désire se cantonner dans son rôle de défenseur et de solliciteur pour l'ensemble de ses membres. Comme elle représente une variété d'industries textiles, les effets constatés sont divers :

*Tandis que certaines industries ont pu se relever à l'aide d'une protection qui leur avait fait longtemps défaut, d'autres, l'industrie de la laine peignée notamment, traversent une crise intense et n'hésitent pas à en attribuer la cause, en partie du moins, aux nouveaux droits qui ont amené la rupture de nos relations avec les pays d'exportation et notamment avec l'Espagne et la Suisse.*⁹⁹

Les milieux exportateurs souffraient de ce qu'ils voyaient comme une conséquence de l'adoption des tarifs protectionnistes. Leurs représentants tenteront de promouvoir des accords avec ces nations voisines, les négociations aboutissent à un traité avec la Suisse l'année suivante. La crise du peignage n'a toutefois pas été de longue durée, ce secteur renoue rapidement avec la prospérité.

Le désir de trouver de nouveaux marchés se traduit souvent par l'envoi de missions d'études dans les colonies. Comme les industriels troyens qui s'étaient rendus en Indochine en 1884, pour y étudier les éventuelles occasions commerciales, une mission d'étude lyonnaise se rend au Tonkin et au Yunnan en 1895-1896. La Chine, voisine de la colonie française, était perçue comme offrant un grand potentiel pour l'écoulement des tissus. Bien qu'exportant principalement en Angleterre et aux États-Unis, les soyeux lyonnais sont intéressés le potentiel des colonies. La Chambre de commerce de Lyon reçoit le nouveau gouverneur général de l'Indochine, Rousseau, le 16 février 1895, la veille de son départ. Un membre lui fait part de considérations internationales et nationalistes :

⁹⁸ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*; XIX ; 1893, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1894, p. 107.

⁹⁹ *Ibid.* XIX ; 1894, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1895, p. 28.

*En face de la crise économique et commerciale qui nous frappe, en face de cette rivalité ardente entre tous les États d'Europe, devenus tour à tour des pays producteurs, nos pouvoirs dirigeants ont le devoir impérieux de créer pour nos industries, notre commerce, nos nationaux mêmes, des champs de travail nouveaux.*¹⁰⁰

L'organisation patronale lyonnaise ne se cache pas d'avoir une fascination certaine pour le marché chinois qu'elle voudrait pénétrer par le sud-ouest. Elle veut faire la promotion des conceptions expansionnistes, défendant l'idée que la France ne pouvait se contenter du champ restreint de son territoire national. Rousseau partage cet enthousiasme et considère comme une chance historique la possibilité qu'a la France d'ancrer sa présence aux portes de la Chine. Il invite les Lyonnais à être les « apôtres de l'expansion au dehors (...) il y a en France trop de forces, d'initiatives, d'activité qui se perdent stérilement faute d'un champ d'action! »¹⁰¹ La jeunesse doit être encouragée à voyager, à quitter la France pour revenir avec de nouvelles idées. Il faut favoriser l'apprentissage des langues et des habitudes étrangères pour former des gens qui auront les compétences nécessaires.

Pour développer le commerce français les industriels réclament constamment la présence de spécialistes parmi les corps consulaires français. De nouveaux fonds sont alloués aux Affaires étrangères à l'automne 1894, on tente de recruter un personnel efficace qui pourra rapidement recueillir et diffuser des informations synthétisées et pertinentes. La tâche paraît souvent avoir été ardue. Les milieux industriels voudraient être renseignés par des agents compétents sur les conditions économiques et commerciales de pays pouvant représenter pour eux de bonnes possibilités.

Intéressés par le marché sud-américain, les industriels troyens accueillent avec intérêt Wiener, chargé d'affaires de retour de mission. La conférence qu'il donne le 11 décembre 1896 à Troyes, pour présenter les renseignements commerciaux qu'il a recueillis, attire près de 200 auditeurs. Ce sont principalement des fabricants de bonneterie venus s'informer sur les manières d'obtenir plus de succès pour leurs exportations : « Tous ont écouté avec le plus

¹⁰⁰ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1895*, Lyon, Imprimerie du salut public, 1896, p. 253.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 255.

vif intérêt l'attrayante et substantielle causerie de M. Wiener, sur le Commerce avec l'Amérique. »¹⁰² Le conférencier poursuivait sa tournée des chambres de commerce pour attirer l'attention sur les occasions offertes par le Brésil, État plus stable que ce qu'on disait habituellement. Les Français s'y laissaient trop passivement damer le pion par les Anglais et les Allemands qui offraient de meilleures conditions aux acheteurs. Wiener déplorait les carences de la navigation nationale, l'absence de banque française et la faiblesse de la représentation des produits.

Pour pouvoir augmenter le chiffre d'affaires au Brésil, il recommande vivement aux industriels troyens :

*de grouper quinze ou vingt maisons de la place ou du département et de chercher parmi la jeunesse intelligente de leurs ateliers, des employés qu'ils enverront là-bas, avec de sérieux appointements, faire valoir leurs articles, visiter la clientèle et la faire.*¹⁰³

Il faut envoyer des commis-voyageurs français pour rivaliser avec les concurrents allemands qui en ont un grand nombre parcourant le monde. La France doit aussi adapter ses prospectus aux marchés étrangers et attirer des gens formés aux langues étrangères.

Fréquemment soulevée, l'idée d'association pour faire une promotion commune des produits est rendue difficile par les luttes intestines sur le marché intérieur. Consul de France en mission en Orient, Regnault attire l'attention sur l'importance pour la France de faire sa place sur les marchés étrangers. Pour y arriver : « Il est nécessaire de développer chez nos fabricants l'esprit d'initiative et le sentiment de la force coopérative. »¹⁰⁴ Partageant les idées de Wiener, son rapport publié dans le *Moniteur officiel* du 7 mai 1896 préconisait avec insistance « la constitution de syndicats de fabricants en vue d'organiser, à frais communs, des tournée de commis-voyageurs à l'étranger. »¹⁰⁵ Ces conceptions étaient

¹⁰² ADA 1 ETP 2 (50), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1896*, Troyes, 1897, Imprimerie et lithographie Paul Nouel, p. 56.

¹⁰³ *Ibid.*, p.60.

¹⁰⁴ ADA 1 ETP 2 (50), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1896*, Troyes, 1897, Imprimerie et lithographie Paul Nouel, p.124.

¹⁰⁵ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix; XXII ; 1896*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1897, p. 129.

répandues mais trouvaient peu d'adeptes chez les industriels qui se méfiaient de ce type d'association.

Spécialisés, les produits troyens n'étaient pratiquement pas fabriqués au Brésil. Avec une régression du chiffre des affaires à l'exportation en 1897, la Chambre de commerce de Troyes attire l'attention des industriels sur leur part de responsabilité :

*il faudrait peut-être enfin faire la critique de l'insuffisance d'habileté chez nos fabricants, comparée à celle de leurs concurrents étrangers, dans la recherche des affaires extérieures ; il faudrait leur faire remarquer que ceux-ci pratiquent couramment les langues étrangères, qu'ils libellent leurs tarifs, leurs factures en monnaies du pays, qu'ils connaissent les règles du change, savent vendre franco, acceptant les conditions de règlement en usage dans les pays où ils vendent ; en un mot, qu'ils se font les esclaves de la règle qui veut que, dans une transaction sollicitée, c'est l'acheteur qui est le maître, et non le vendeur.*¹⁰⁶

Les Français devaient changer de mentalité pour combler leur retard.

La circonscription de Saint-Étienne était très dépendante des marchés étrangers pour écouler sa production de rubans et passementeries. Sa chambre de commerce estime qu'elle exporte les deux tiers de sa production en 1893¹⁰⁷. L'Angleterre et les États-Unis sont de loin les principaux clients. Comme d'autres, elle militait pour que le gouvernement obtienne des réductions de tarif dont les milieux exportateurs tireraient profit.

Reconnus comme suffisants, les tarifs touchant les rubans de soie français ne sont pas redressés aux États-Unis en 1890. Cependant, de nouveaux règlements douaniers indisposent ceux qui y envoient des tissus :

À l'arrivée en douane, un expert salarié, plus ou moins compétent, est chargé d'examiner les marchandises. S'il trouve que les prix facturés sont trop bas, il peut augmenter la facture comme il lui plaît, sans que l'importateur ait le droit de faire contrôler cette estimation par des personnes connaissant la valeur vraie des marchandises. De plus, il est stipulé dans ce tarif que l'importateur, convaincu de fraude, verra sa marchandise confisquée, sera condamné à une amende de 25 000

¹⁰⁶ ADA 1 ETP 2 (50), *Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Troyes ; Pendant l'année 1897*, Troyes, 1898, Imprimerie et lithographie Paul Nouel, p. 112.

¹⁰⁷ ADL 13 J 153, *Chambre de commerce de Saint-Étienne ; Relations commerciales ; Délibération du 6 décembre 1893*, Saint-Étienne, Imprimerie Théolier et Cie, 1893, p. 1.

*francs au plus, ou bien à deux ans de prison au plus, ou bien deux peines conjointement.*¹⁰⁸

La minimisation des déclarations en vue de payer des droits moins élevés s'avère ainsi très risquée. Jugée abusive et malhonnête par les autorités douanières américaines, cette manière de faire était vivement combattue.

À la fin des années 1870, Léon Chotteau avait fait campagne aux États-Unis. En faisant la promotion des idées libre-échangistes il tentait d'obtenir l'abaissement des droits de douane touchant les produits français. Avec l'arrivée au pouvoir des Démocrates, il jugeait approprié de poursuivre l'action interrompue. Les chances de succès seraient meilleures auprès de Cleveland qui été partisan d'un tarif douanier libéral. Il laissait espérer la réforme du *Bill McKinley*, hautement protectionniste, voté en octobre 1890. En octobre 1893, la réunion du Comité pour l'abolition du *Bill McKinley*, encouragé par une allocution de Chotteau, se terminait par la résolution :

*Que des instances amicales et courtoises devront être exercées sur le Congrès et le Gouvernement de Washington, pour qu'une loi fédérale intervienne à bref délai, réduisant notablement les droits actuels, en attendant qu'un tarif nouveau soit voté.*¹⁰⁹

Ces efforts allant dans le même sens que la volonté politique du moment, leur effort de lobbysme s'insère dans le mouvement aboutissant sur une nouvelle réforme douanière.

Le tarif Wilson-Gorman de 1894 abaisse en effet grandement les droits des produits à l'entrée des États-Unis, mais l'arrivée de William McKinley à la Maison blanche provoque l'annulation de ces mesures. Le *Dingley Act* de 1897 augmente les droits à un niveau encore supérieur à ceux du *Bill McKinley*. Un tarif unique et élevé est désormais appliqué à toutes marchandises entrant aux États-Unis. La France voit toutefois ses exportations de dispendieux produits de luxe moins touchées que les produits communs. Certains produits hauts de gamme sont ainsi plus favorisés que sous le tarif Wilson.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 7.

¹⁰⁹ ADL 13J 153, *La France et les États-Unis ; Comité français pour l'abolition du Bill Mac Kinley ; Réunion de Saint-Étienne (Loire) du 4 octobre 1898*, Paris, Typ. A.-M. Baudelot, 1893, p. 22.

Face à ces changements, les industriels qui exportaient vers les États-Unis sont impuissants. Participant à ce mouvement protectionniste populaire chez elle et à l'échelle internationale, la France hausse ses tarifs douaniers en 1892. Elle fermera bientôt aussi la porte à la concurrence dans ses colonies. À la fin du XIX^e siècle, les milieux exportateurs lainiers et soyeux sont inquiets pour l'avenir de leur important débouché américain.

Pour souligner le passage du Président de la République à Saint-Étienne en 1898, le patronat de la circonscription organise des célébrations. Une souscription est ouverte afin d'offrir un banquet en l'honneur de Félix Faure le 30 mai. Les places attribuées, suscitent la controverse ; 500 convives auront la chance d'y participer.

Dans son édition d'août 1898, *La Presse industrielle*, donnait un compte rendu enthousiasmé du passage présidentiel à Saint-Étienne :

*qui, pendant deux jours, a présenté le spectacle d'une grande cité travailleuse métamorphosée en un Éden féerique, pavoisée superbement, à tel point qu'avec ses drapeaux, ses arcs de triomphe très nombreux, ses décorations multiples et variées, on peut affirmer que cette ville laborieuse et peuplée a été, de toutes celles visitées par le chef de l'État, celle où il a été reçu avec le plus d'éclat.*¹¹⁰

Lors du banquet, profitant de ce moment privilégié pour s'adresser au chef de l'État, Mongolfier, président de la chambre de commerce locale, attire l'attention de Faure sur l'état de l'industrie du ruban, cruellement concurrencée par les fabriques suisse et allemande :

*Sa situation pourrait être singulièrement améliorée, si des réductions de droits à l'entrée en Russie et aux États-Unis nous étaient accordées, et si le système de taxation adopté par l'Allemagne et l'Autriche était modifié dans un sens plus équitable.*¹¹¹

Pour donner suite à la visite présidentielle dans leur ville et insister sur leurs revendications, des délégués se déplacent à Paris six mois plus tard.

¹¹⁰ ADL 13J 330, *La Presse industrielle*, août 1898, p. 2.

¹¹¹ *Ibid.*, Discours prononcé par M. Mongolfier, Président de la Chambre de commerce de Saint-Étienne, au banquet offert par la commerce et l'industrie, le 30 mai 1898, à M. Félix Faure, Président de la République.

Messieurs Montgolfier, Gauthier, Giron et Reymond se présentent ainsi à l'Élysée le 7 novembre 1898. Ils tiennent à remercier Faure de son passage mémorable en offrant à sa femme quelques rubans de velours. Celui-ci affirme avoir gardé bon souvenir des établissements industriels qu'il avait eu la chance d'admirer¹¹². Il avait notamment visité les imposantes usines Giron et constaté « l'organisation irréprochable des services, l'excellente tenue du personnel, les qualités de la production en velours, étoffes de soie, peluche, ruban. »¹¹³

La délégation est ensuite accueillie par Peyral, ministre des Finances, puis par Delombre, ministre du Commerce, ce qui permet de soulever la question de l'abaissement des droits de douane sur le ruban en Russie et aux États-Unis. L'accueil offert à Delombre paraît avoir été particulièrement chaleureux et sympathique aux idées libérales de la Chambre de commerce de Saint-Étienne :

il n'a pas craint de dire que bien qu'il n'ait pas été délégué au Ministère du Commerce pour demander l'abrogation des tarifs Méline, ses sentiments intimes étaient en faveur du libre-échange (...)
*Les déclarations de M. Delombre ont fait dire, en sortant, à M. Reymond : 'C'est la première fois que je vois un Ministre du Commerce libre-échangiste. Il faudra s'en souvenir.'*¹¹⁴

Une cinquantaine d'alternances se produisent entre 1871 et 1914 à la tête de ce ministère. Il pouvait être difficile de poursuivre une œuvre amorcée sous le patronage d'un homme politique aux idées différentes. Les Stéphanois sont conscients que ce soutien moral à leur cause demeure fragile.

L'obstination des Russes, insensibles aux arguments économiques ou moraux, et les clauses du tarif américain repoussant à plus tard la possibilité d'un traité de commerce, il n'y avait pas d'espoir sérieux de voir un changement à court terme. Faisant parvenir à Delcassé des informations concernant les opportunités d'exportation que pourrait avoir l'industrie lainière en Russie, le consul en mission relève des carences comparativement à la concurrence. Les facilités de paiement offertes par les représentants allemands permettent des délais allant de 6 à 9 mois, les Français n'offrent pas de telles conditions. Aussi

¹¹² *Ibid.*, *Démarches à Paris*, 7 novembre 1898, p. 2.

¹¹³ *Ibid.*, *La Presse industrielle*, août 1898, p. 3.

¹¹⁴ *Ibid.*, *Démarches à Paris*, 7 novembre 1898, p. 4.

l'acharnement des commis-voyageurs allemands dans leurs démarches auprès de la clientèle devrait susciter l'émulation :

*Le directeur d'une importante maison de tissus et de confections, qui tient la spécialité des articles français, me disait que depuis plusieurs années, un agent allemand se présente chez lui et bien qu'il n'ait fait avec lui aucune affaire, ce voyageur revient quand même à époques régulières : peut-être finira-t-il un jour par voir ses efforts couronnés de succès. Il y a là un exemple de persévérance qu'on ne saurait que trop recommander à nos représentants de commerce.*¹¹⁵

Plusieurs défis demeuraient donc à relever pour réussir à pénétrer davantage le marché russe. Ce n'était donc pas qu'une simple question de tarifs douaniers. Ceux-ci étaient cependant si élevés que les possibilités de faire des bénéfices intéressants se trouvaient sérieusement restreintes. Le potentiel semblait néanmoins très grand pour l'avenir. Des experts vont étudier la situation locale, on déplore le peu de tentatives faites comparativement aux Anglais et aux Allemands. Chargé de mission commerciale en Russie, Verstracte voit aussi des défauts dans l'organisation commerciale française. Il recommande la création de banques et de comptoirs qui deviendraient des intermédiaires directs entre les industriels et les consommateurs russes :

*Ces institutions faciliteraient les échanges commerciaux entre les deux pays, en rendant possible des crédits à longue échéance, comme l'usage le veut en Russie ; elles tiendraient les industriels au courant des habitudes, des coutumes, des modes, sans la connaissance parfaite desquelles, on peut être exposé à commettre des erreurs ou même des imprudences.*¹¹⁶

Des tournées de commis-voyageurs doivent aller au-devant de la clientèle, cette lacune est itérativement soulignée.

Le passage des Stéphanois à Paris donne aussi l'occasion de visiter l'Office national du commerce extérieur situé à côté de la Chambre de commerce de Paris. Cet organisme reçoit des contributions des chambres de commerce. Pour une fois,

¹¹⁵ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*; XXIV ; 1898, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1899, *Le Consul Général de France à son Excellence Monsieur Delcassé, Ministres des Affaires Étrangères*, Moscou, le 6 septembre 1898, p. 314.

¹¹⁶ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*; XXV ; 1899, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1900, p. 203.

celle de Roubaix offre une somme appréciable, 1 000 francs, peut-être aidée dans sa générosité par le fait que le président, Lagache, en soit membre¹¹⁷.

Une foule de renseignements concernant les marchés coloniaux et étrangers est recueillie à l'Office et un journal spécial est annoncé comme imminent¹¹⁸. Ce centre de référence allait faciliter pour les hommes d'affaires l'accès à des informations importantes concernant le commerce international.

Au début de 1898, inspirée par les nécessités du moment, la Chambre de commerce de Roubaix prône la formation d'un syndicat de vente pour favoriser l'exportation des produits de sa circonscription. Afin d'être en mesure de convaincre les industriels de l'utilité d'une telle association, on s'informe auprès du gouvernement pour obtenir des renseignements sur les statuts du syndicat d'exportation fondé à Milan en 1892, et sur celui que les importantes maisons parisiennes ont conclu entre elles en 1897¹¹⁹. L'embellie des conditions économiques rendent difficile la concrétisation de ce projet. Il était du reste promu par les recommandations des représentants patronaux plutôt que par des industriels voulant s'impliquer directement.

Au tournant du XX^e siècle, les entreprises textiles françaises pouvaient sentir une certaine pression sur leur activité. La concurrence à l'intérieur du pays ou la volonté de percer les marchés étrangers poussaient à considérer les questions de productivité avec attention. Les sociétés les mieux organisées sur le plan technique comme administratif et commercial tendent à se démarquer des autres en se montrant très entreprenantes. Alors que les entreprises sont encore souvent de taille modeste dans le textile, la spécialisation de la gestion et le haut niveau de compétence et de dynamisme des administrateurs permettent à certaines sociétés une croissance et des résultats impressionnants.

Les problèmes soulignés à propos du commerce international et des lacunes du personnel français, tant consulaire que commercial, ne sont pas prises à la

¹¹⁷ *Ibid.*, XXIV ; 1898, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1899, *À Monsieur le Ministre du Commerce*, Roubaix, le 20 septembre 1898, pp. 324-325.

¹¹⁸ ADL 13J 330, *Démarches à Paris*, 8 novembre 1898, p. 6.

¹¹⁹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*; XXIV ; 1899, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1899 *Lettre du Président de la Chambre de commerce de Roubaix au Ministre du Commerce*, Roubaix, 7 janvier 1898, pp. 147-148.

légère. Plusieurs spécialistes conseillent aux industriels de s'entendre entre eux. L'union des industriels d'un secteur est cependant rare, limitée et souvent contrainte par une conjoncture économique pénible pour tous. Elle se fait cependant plus facilement pour le contrôle de certains produits spécialisés. Aussi, profitant de l'expérience et de la fortune acquise dans la gestion de leurs affaires, certains clans étendent largement leurs activités et s'associent pour créer des sociétés à l'étranger. Les sérieux défis économiques de la Belle Époque stimuleront des énergies remarquables. Dans un monde aux allures techniques et organisationnelles de plus en plus modernes, l'avenir ne pourra qu'appartenir à ceux qui sauront s'inspirer des réalités internationales pour optimiser les chances de leurs marchandises ou de leurs établissements à l'étranger.

Chapitre 4. Les industries textiles françaises durant la Belle Époque ; des marchandises appréciées 1901-1914

Les débuts du XXe siècle correspondent à une période de prospérité relative pour l'industrie textile. Quoique la rentabilité des affaires ne soit pas générale, la hausse des prix permet à plusieurs patrons de dégager des bénéfices intéressants. Durant cette période, de nombreuses entreprises textiles françaises implantées à l'étranger font de fructueuses affaires.

Les exportations de tissus de laine éprouvent quelques difficultés mais certaines sociétés se révèlent particulièrement concurrentielles sur le marché mondial. De leur côté, les tissus de soie profitent grandement d'un retour en faveur des riches soieries auprès de la clientèle fortunée. Elles progressent alors remarquablement sur les marchés étrangers tandis que les étoffes mêlées sont moins populaires. La plus spectaculaire hausse est cependant celle des tissus de coton dont la valeur augmente fortement durant ces années. Si les colonies absorbent la plus grande partie des cotonnades communes, les marchandises plus luxueuses progressent aussi fortement en Angleterre et aux États-Unis.

I. Difficultés et prospérité dans l'industrie lainière

Après avoir été durant une vingtaine d'année la catégorie de produits manufacturés vendue à l'étranger pour la valeur la plus importante, les tissus de laine s'exportent moins facilement. Les succès des filés et de la laine peignée sont toutefois très importants. Ces produits voient alors leurs débouchés extérieurs connaître une progression impressionnante.

I a. Décroissance de la demande extérieure pour les tissus de laine français

Durant la Belle Époque nous assistons à une baisse des exportations de draps et au succès grandissant des tissus 'divers'. Les étoffes mélangées, moins populaires qu'auparavant et fortement concurrencées, ne se relèvent pas. C'est le peignage de la laine qui obtient les meilleurs succès par rapport à la concurrence étrangère. Il s'est concentré dans le département du Nord. Des laines peignées à commission en

France en 1901, environ 85% le sont dans les villes voisines de Roubaix, Tourcoing et Croix¹. De grands établissements de Reims et Fourmies obtiennent le reste des ordres. Les entreprises peignant la laine ont été très tôt concentrées à Roubaix où quelques industriels faisaient un très gros chiffre d'affaires. Par rapport à 1876, on ne compte en 1900 que deux peignages de plus à Roubaix. Le nombre de peigneuses total est cependant passé de 384 à 750, alors qu'au même moment les onze peignages de Tourcoing réunissaient 460 peigneuses².

À l'autre extrémité de la chaîne de transformation les nouveautés françaises ont toujours de fidèles acheteurs, la tendance générale de la demande favorise particulièrement la gamme du demi-luxe. Cet élargissement de la spécialité française du luxe à ce créneau plus populaire fera particulièrement le bonheur des tissages roubaisiens. Les centres produisant le cher drap cardé, malgré quelques retours de la mode en leur faveur, ont définitivement perdu la prospérité de jadis.

Au début de l'année 1901, comme cela se passe régulièrement en hiver dans l'industrie lainière, les approvisionnements en laine brute viennent à manquer. Les prochains arrivages sont attendus avec impatience. Opérant sur la matière brute, les peignages sont les premiers affectés, brièvement, par le manque de travail. Les filatures s'alimentent plus facilement qu'auparavant mais les prix obtenus ne permettent pas de bénéfices. La constitution d'un syndicat de filateurs, désireux de redresser les prix, est encore de courte durée³. Comme plusieurs expériences du même genre en France, si une conjoncture très difficile avait permis le rapprochement des entrepreneurs, la rupture s'était produite dès que celle-ci s'était détendue. Lorsque la concurrence acceptait des offres à moindre prix, maintenir l'entente rendait les ventes difficiles.

Peu rigoureux, le climat hivernal n'est pas propice à l'écoulement des draps et tissus. Certains industriels éprouvent quelques désagréments momentanés. Cependant, l'affaiblissement de centres jadis prospères est liée à des causes plus

¹ Katrina Honeyman and Jordan Goodman, *Technology and enterprise, Isaac Holdent and the mechanisation of woolcombing in France, 1848-1914*. Brookfield, Pasold Studies in Textile History, 1986, p. 87.

² Georges Franchomme, « L'évolution démographique et économique de Roubaix dans le dernier tiers du XIXe siècle », *Revue du Nord*, 51, 1969, pp. 232-234.

³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de janvier 1901.

durables que la conjoncture saisonnière. Lisieux, dont l'industrie était peu mécanisée, voit fermer ses usines les unes après les autres⁴. Sedan espère un redressement de sa situation après les sérieuses épreuves traversées. Il n'aura malheureusement pas la vigueur souhaitée. La vente des tissus de laine se déroule généralement bien dans les mois suivants. Très recherchées, les pièces teintes en noir jouissent d'une grande popularité suite au décès de la Reine Victoria : l'Empire britannique est en deuil depuis le début de l'année.

Les commandes provenant de l'étranger font travailler régulièrement les tissages de laine durant la saison estivale. Comme les profits se trouvent réduits par le prix élevé de la laine, les industriels recherchent peu les commandes. Aussi, le manque d'entrain des ouvriers est vu comme le prodrome d'une grève imminente qui, ne permettant pas de livrer les marchandises en temps voulu, ternirait la réputation des exportateurs au profit de l'Allemagne⁵. Par sa constance, la hausse des laines rend vains les efforts des acheteurs pour faire baisser les prix des tissus. Les nombreuses commandes font finalement faire de bonnes affaires à plusieurs établissements de Reims et Roubaix, principalement en nouveautés.

Une entente entre les filateurs de laine du Nord leur permet de redresser les prix de vente à l'automne. À Roubaix les tissages ne sont pas dans une aussi bonne situation qu'à Reims ; 25% des métiers sont arrêtés en novembre. Le directeur de la succursale locale de la Banque de France rapporte que le secteur de l'ameublement est le plus touché, ce qu'il explique par « la réduction des dépenses dites de luxe et aussi à l'observance plus rigoureuse des règles de l'hygiène qui proscrivent les tapis et tentures. »⁶ Les progrès de l'hygiénisme entravent ici temporairement ceux d'un certain secteur de l'industrie, victime de mauvaise publicité ou d'une certaine mode.

Le nombre de métiers inactifs se réduit rapidement dans les mois suivants à Roubaix. L'abondance des arrivages de laines exotiques au début de 1902 permet le travail intensif des peignages. De plus, l'épuisement des stocks chez les acheteurs amène un sursaut de la demande de tissus de laines et de draps. Sedan et

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, Rapport d'avril 1901.

⁶ *Ibid.*, Rapport de novembre 1901.

Vienne veulent croire à une reprise de leur essor. Dans l'ensemble très satisfaite de sa situation, l'industrie lainière traverse une phase de prospérité. Elle est à peine ralentie à Reims par une grève, consécutive à l'application de la loi sur la réduction des heures de travail, qui un temps mobilise près de 6 000 ouvriers. Roubaix demande pour sa part à l'Inspection du travail une dérogation pour que les ouvriers puissent travailler douze heures par jour, autrement elles ne pourraient respecter les délais établis pour la livraison des marchandises⁷. L'entrée en vigueur de la nouvelle loi se produisant alors que l'activité doit être poussée ardemment pour répondre à d'abondantes et lucratives commandes, elle cause immédiatement des désagréments aux industriels.

La hausse des prix est à mettre en relation avec la forte appréciation des laines peignées françaises disponibles sur le marché : en progression de 55% par rapport à l'année précédente 6 157 000 kg de laines peignées sont passés aux conditionnements. Certains inventaires connus laissent présager des bénéfices très intéressants⁸. Enfouis sous les commandes, de nombreux industriels profitent des prix rémunérateurs dans une période où les ouvriers ne présentent pas de nouvelles réclamations. Le travail actif se poursuit jusqu'en automne ; la réduction des heures se produit dans les tissages en octobre, plus tardivement qu'à l'accoutumée. L'année se termine en beauté pour les fabricants de tissus de Roubaix qui voient encore leur fabrication très recherchée : « (*ils*) ont donné à cette branche de l'industrie lainière un essor remarquable par la création de tissus nouveaux du meilleur goût. »⁹ La ville attache solidement son nom à la production des nouveautés et tissus fantaisies, étoffes diverses aux aspects multipliés qui charment les acheteurs étrangers.

Moins favorisée, Reims doit diminuer le travail pour éviter l'accumulation de stocks, elle opère souvent au jour le jour. L'année avait pourtant bien débuté pour les fabricants de nouveautés. Toutefois, comme le fait remarquer la chambre de commerce de la ville : « certains retards de livraison, occasionnés par les

⁷ *Ibid.*, Rapports d'avril et mai 1902.

⁸ *Ibid.*, Rapport de juin et juillet 1902.

⁹ *Ibid.*, Rapport de décembre 1902.

grèves, ont amené des suppressions de commissions. »¹⁰ Ces déconvenues sont d'autant plus pénibles qu'à l'automne les clients refusent de payer les tissus à des prix jugés trop chers, bien qu'ils soient justifiés par la hausse continue de la laine depuis plusieurs mois¹¹. Sans parler de crise, il y a un net ralentissement dans la production.

Après cette année exceptionnelle, l'industrie lainière traverse une période difficile, marquée non seulement par une matière première beaucoup moins abondante, mais aussi par une certaine difficulté à trouver de bons prix de vente pour les tissus. Les achats faits à Londres permettent aux peignages roubaisiens de profiter d'un regain d'activité en juin. Toujours affectés par l'irrégularité des prix de la matière première, les tissus trouvent difficilement à se placer, hormis les nouveautés¹². En Champagne-Ardenne, Sedan, est portée par la demande qui favorise principalement ses étoffes de qualités inférieures. Elle ne renonce pas pour autant à la fabrication des draps cardés haut de gamme qui ont fait sa réputation. Elbeuf voit les débouchés extérieurs de sa production de qualité se contracter drastiquement, les prix demandés sont trop élevés pour facilement convaincre les acheteurs. Elle doit se consacrer presque uniquement au marché intérieur qui est lui aussi sensible aux bas prix. Les industriels locaux réclament l'aide du gouvernement pour qu'ils puissent jouir d'une meilleure protection douanière¹³.

La campagne de 1903 se termine dans une conjoncture peu favorable, marquée par un chômage très répandu dans les peignages de Roubaix et Reims. Il ne semble y avoir que le mérinos qui procure des affaires raisonnables aux tisseurs et les filateurs du Nord, qui ne s'entendent pas sur un tarif commun, peinent à écouler leur production¹⁴. Les laines tardant à arriver, l'activité des peignages

¹⁰ ADM 172 M 3, *Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 8 juillet 1902.*

¹¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1902. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 12 au 25 novembre, par Morlot.*

¹² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapport de juin 1903.

¹³ ADSM 8M 13, *Situation industrielle et commerciale, Chambre de commerce d'Elbeuf ; Année 1903.*

¹⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *Op. cit.*, Rapports de novembre et décembre 1903.

demeure moins intense au début de l'année 1904 qu'elle ne l'était à pareille date l'année précédente. La tonte française et les achats faits à Londres débloquent seulement partiellement la situation en juin, mais l'année est décevante.

À contre-courant de leur évolution générale, les produits faits de laine cardée sont très demandés au printemps 1904, ils permettent de dégager des bénéfices intéressants. En mai, les filatures doivent travailler jour et nuit pour satisfaire la demande¹⁵. La cherté temporaire qui touche la laine peignée favorise la demande en cardée. Les filatures de Fourmies profitent d'une conjoncture qui leur est enfin favorable, comme le rapporte le directeur de la succursale de la Banque de France à Roubaix : « très bien outillées pour le travail des laines fines actuellement en vogue et payant leurs ouvriers beaucoup moins cher, (*elles*) font une grande concurrence aux usines avoisinantes. »¹⁶ Toutefois, rien ne laisse indiquer que cet état des choses se maintiendra : un changement de mode pourrait rapidement réorienter la demande vers les produits utilisant les filés roubaisiens. L'avantage de Fourmies sur Roubaix est ici surtout dû à des circonstances ponctuelles.

La marche ralentie des peignages de laine de Roubaix, par manque d'alimentation, aboutit en décembre sur une demande pressante de la part des fabriques qui auront bientôt épuisé leur stock¹⁷. Les laines attendues impatiemment de Londres ont déjà trouvé preneurs. Leur arrivée est encore retardée par des ralentissements dans la manutention causés par des grèves portuaires.

Durement touchée par la fermeture du marché américain et la concurrence roubaisienne, plusieurs établissements de Fourmies ont dû fermer leurs portes. 38 usines sur 131 auraient cessé leurs activités depuis l'adoption du *bill McKinley*¹⁸. Profitant auparavant largement du débouché américain, le recul des exportations de draps français aux États-Unis s'accroîtra toujours davantage. La fermeture de ce débouché avait des conséquences directes sur plusieurs établissements lainiers

¹⁵ *Ibid.*, Rapport de mai 1904.

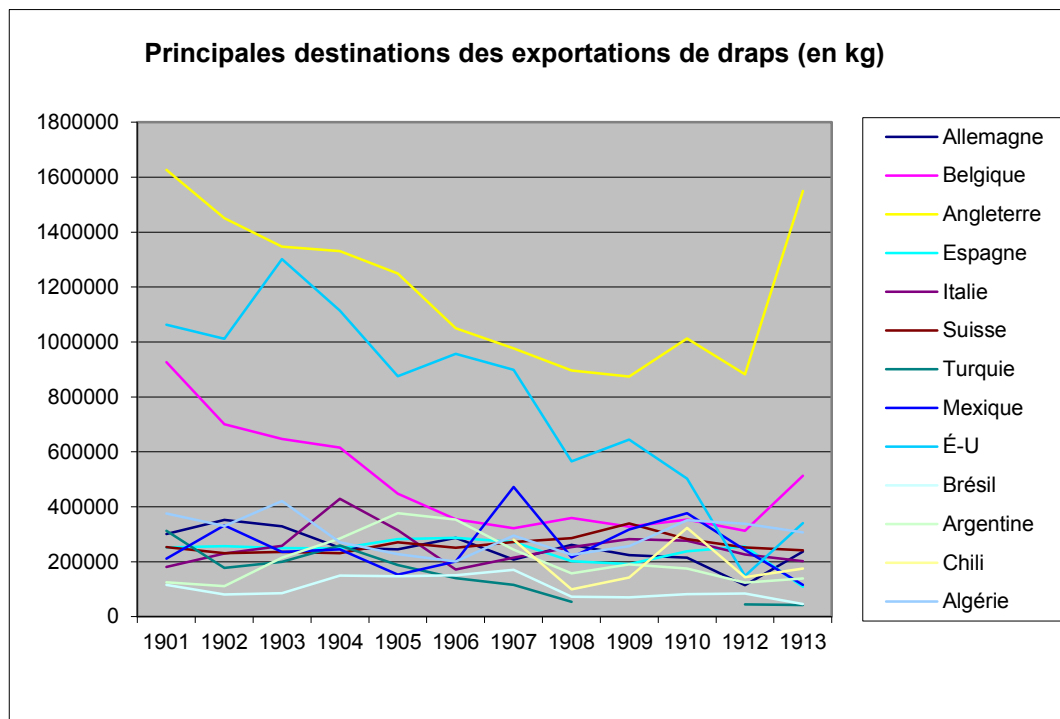
¹⁶ *Ibid.*, Rapport de juillet 1904.

¹⁷ *Ibid.*, Rapport de décembre 1904.

¹⁸ ADL 13J 292, *Enquête sur l'industrie textile ; Réponse de l'Association générale du commerce et de l'industrie des tissus et matières textiles*, Paris, Imprimerie Belin frères, 1904, p. 29.

tandis que la demande anglaise de se redressait pas. Les quantités exportées sur ces marchés sont de moins en moins importantes.

Graphique 4.1.1



Au printemps 1904, beaucoup d'industriels de la Marne qui se spécialisent dans le mérinos, les cachemires d'Écosse et les serges sont frustrés par le peu de succès rencontrés par leurs produits, très demandés durant la dernière année. Cet état médiocre et stationnaire « se prolonge au-delà de toutes prévisions. »¹⁹ Les nouveautés ont plus de succès, notamment dans les plus belles qualités, les hautes nouveautés qui reviennent un temps en faveur. À Reims, la reprise paraît imminente aux entrepreneurs :

*L'absence de stock, qui résulte du ralentissement de la production, conséquence de la mise en application de la journée de 10 heures et de la transformation ou de la suppression d'un certain nombre d'établissements, devra permettre au cours du tissu de se rapprocher plus normalement du cours de la laine.*²⁰

¹⁹ ADM 172 M 3, Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 28 juin 1904.

²⁰ Ibid., Séance du 24 janvier 1905.

L'année 1905 favorise d'abord les produits cardés et bientôt la place de Reims obtient des succès à l'exportation. Il lui est impossible d'accepter toutes les commandes remises par les États-Unis tant elles sont importantes. Les acheteurs exigeaient une livraison rapide qui n'aurait pas pu être possible²¹. Le retard pris dans la livraison des commandes empêche d'en obtenir davantage mais c'est un moindre mal. Pour une fois les Rémois se retrouvent dans une position plus prospère que celle de leurs homologues roubaisiens. Malgré le bon courant d'affaires du moment, l'inspecteur Léon-Dufour notait l'été précédent : « la place de Reims semble de plus en plus distancée par ses rivales. »²² Roubaix affirmait sa prépondérance. D'importantes commandes viennent y stimuler l'activité de nombreux tissages à la fin de l'année. La hausse des prix n'entravant pas la conclusion des ordres, l'activité paraît assurée pour plusieurs mois.

Les sérieux inconvénients provoqués par les difficultés d'approvisionnement en laines brutes ont fait réagir les peigneurs qui ont activement cherchés des solutions. Puisque le marché londonien ne pouvait satisfaire aux besoins, les achats se feraient autant que possible directement en Australie et en Argentine, où de grandes ventes sont organisées. C'est à cette époque que la stratégie d'importation directe de la matière première pousse plusieurs maisons à s'implanter aussi en Afrique du Sud²³. Le renouvellement d'un accord, concernant l'unification des tarifs, est aussi en voie de permettre aux usiniers roubaisiens d'éviter la concurrence de leurs collègues et d'améliorer la rentabilité de leurs affaires²⁴. Le patronat roubaisien faisait encore preuve de sérieuses capacités à réagir et à s'organiser face à l'adversité. Dans le Nord, le peignage de la laine connaît depuis plusieurs années un développement remarquable et bien planifié. La hausse lente et régulière des cours de la laine fait réaliser à tous des bénéfices à la fin de 1905. Les prix sont rémunérateurs pour

²¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de mai 1905.

²² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1904. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 29 juillet au 12 août, par Léon-Dufour.*

²³ Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine*, op. cit., pp. 274-275.

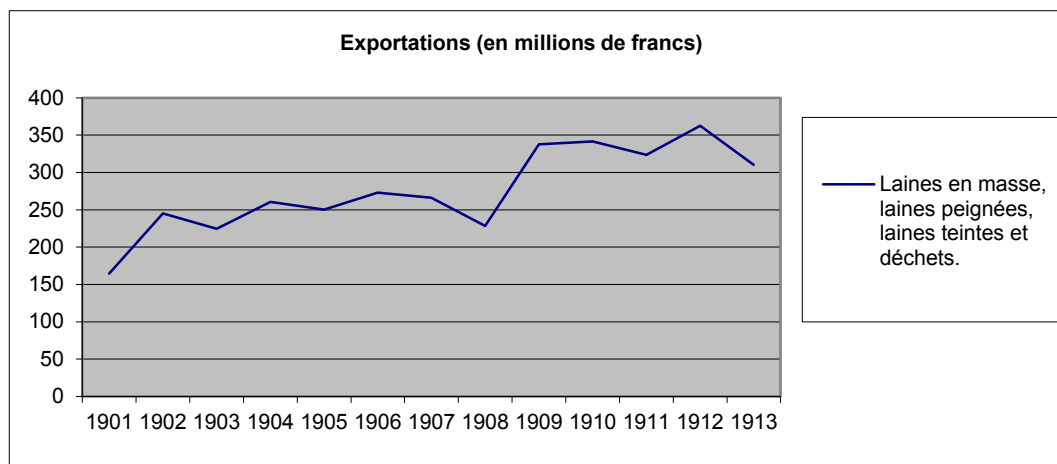
²⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapports de novembre et décembre 1905.

l'ensemble des genres produits²⁵. Cependant, la situation difficile qui prévaut en Russie inquiète quelques grands industriels qui y ont des usines. Le climat social est tendu et ponctué par de nombreuses grèves violentes.

I b. La laine peignée et filée très recherchée à l'étranger

Au tournant de l'année 1906, l'activité de l'industrie lainière est dopée par d'importantes commandes de tissus qui entraînent toute la filière dans une période d'activité très soutenue. Le syndicat des peigneurs roubaisiens s'étant reformé en offrant des tarifs inférieurs à ceux proposés par les peignages anglais et allemands, les exportations prennent de l'ampleur²⁶. C'est une hausse impressionnante de la valeur des expéditions de laine peignée que nous constatons au début du XXe siècle.

Graphique 4.1.2



L'année 1905 avait été excellente pour les tisseurs de Roubaix. Ils n'auraient pas connu une année aussi bonne depuis 1895: « Grâce à l'accroissement du nombre de métiers et à l'amélioration des procédés de fabrication, on peut affirmer que, quoique les heures de travail aient été réduites, la

²⁵ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1905. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 4 au 6 décembre, par Patte.*

²⁶ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de janvier 1906.

production a été plus forte et les bénéfices plus considérables. »²⁷ Le développement de l'équipement et les gains de productivité ont donc largement pallié aux inconvénients d'une législation du travail plus contraignante. De fait, les ouvriers adroits sont activement recherchés durant cette période prospère. Les industriels se plaignent que nombre d'entre eux se soient expatriés, attirés par les conditions de travail offertes aux États-Unis.

Le développement industriel qui s'y était produit, suscitait une concurrence dérangeante. Échappant aux peignages français, le travail des laines croisées se faisait surtout aux États-Unis et en Angleterre. La marche des usines ne se ralentissait pas pour autant en France grâce à d'importants arrivages d'Amérique du Sud. Ils assuraient une alimentation régulière des peignages au printemps.

À Elbeuf, le milieu patronal constate que les années de forts bénéfices sont révolues. La place traverse toujours une période de crise durement ressentie. Insatisfaits de la rentabilité de leurs affaires, dans lesquelles ils avaient peu réinvesti, plusieurs industriels ont fermé leurs usines ; les établissements qui cessent leurs activités ne sont pas remplacés²⁸. La concurrence intérieure embrasse désormais l'ensemble des genres. Il devient très difficile de se maintenir dans un créneau, en s'attachant exclusivement à un genre particulier, comme ça avait été possible auparavant. La mode des tissus de qualité ordinaire, à bas prix, défavorisait de nombreux fabricants français qui s'étaient spécialisés dans une production de luxe.

Nonobstant une hausse persistante des prix de la matière brute durant le premier trimestre de 1906, la vente se fait toujours dans des conditions rémunératrices, la demande favorise les tissus français :

*les commandes viennent surtout de France ; mais la supériorité de notre fabrication et les conditions avantageuses auxquelles nos maisons peuvent traiter ont provoqué la réception d'ordres émanant de pays étrangers qui le plus souvent font concurrence.*²⁹

²⁷ *Ibid.*

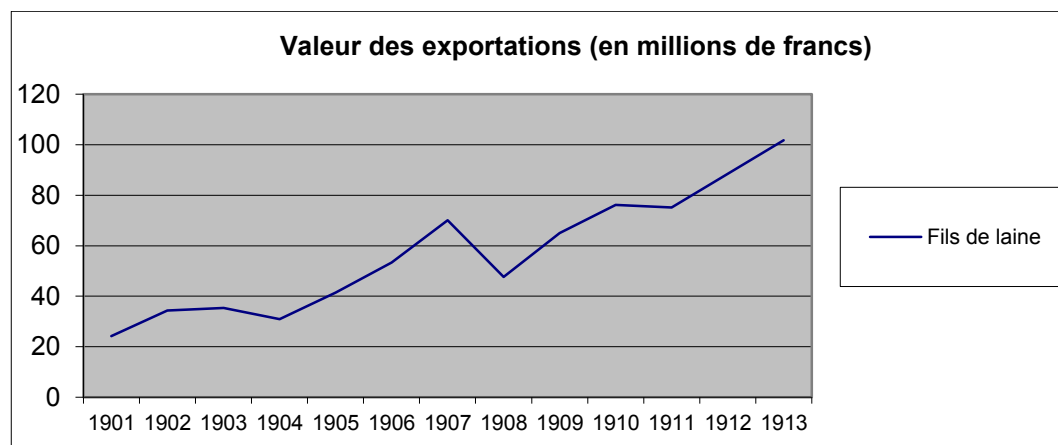
²⁸ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1905. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf. Du 7 au 17 novembre, par Peuch.

²⁹ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport de mai 1906.

Le caractère exceptionnel de la qualité et du goût des marchandises produites en France ressort fréquemment des rapports des directeurs des succursales de la Banque de France.

Dopée par des prix élevés, la filature de laine jouit de profits d'un niveau rarement atteint. Le mouvement industriel est si intense dans le Nord que les usines manquent de matériel pour répondre aux demandes pressantes des tissages qui sont débordés de commandes. Considérée comme ne devant durer que temporairement, la conjoncture ne pousse pas les entrepreneurs à fonder de nouveaux établissements. Ils sont préoccupés par les aléas d'un avenir incertain, la hausse ne pouvant pas continuer infiniment. Le travail se présente à l'automne comme étant assuré à des prix rémunérateurs pour plusieurs mois, de nouvelles broches sont montées pour grossir le volume des affaires qui sont fort rentables³⁰. Plusieurs broches hors d'usage n'avaient pas été remplacées depuis le début du siècle. Les fils de laine s'exportent pour des montants fortement orientés à la hausse jusqu'à la guerre. L'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne sont les principaux acheteurs.

Graphique 4.1.3



La crise de 1900 avait causé des pertes importantes aux industriels de Roubaix-Tourcoing. Il est rapporté en 1906 que les maisons jadis atteintes « ont

³⁰ *Ibid.*, Rapports d'octobre et novembre 1906.

comblé et au-delà le déficit éprouvé. »³¹ La place se trouve dans une position favorable et n'inspire aucune crainte. Des entreprises de premier plan comme *Motte-Bossut fils*, *Tiberghien fils* ou leurs cousins *Tiberghien frères*, ont fait de larges bénéfices dans les dernières années. C'est d'ailleurs le cas de la grande majorité des entreprises lainières locales. Les stocks n'étant pas aussi importants qu'en 1900, la baisse prendra moins d'industriels au dépourvu. Il semble que la crise du tournant du siècle ait eu un effet pédagogique. L'augmentation des exportations de fils et de laine peignée a permis à plusieurs de diminuer les stocks en magasin.

Le ralentissement automnal habituel passe quasiment inaperçu. Non seulement les tissages se montrent plus exigeants au niveau des prix, puisque les commandes sont abondantes sur plusieurs genres, mais une énergique politique d'alimentation des peignages a permis de vite relancer leur marche. Au printemps les transactions se poursuivent très activement dans l'industrie lainière qui profite depuis deux ans d'une conjoncture favorable. D'excellentes affaires sont conclues en mérinos, cachemires, flanelles, et bonneterie.

La manière de gérer l'approvisionnement en matières premières diffère entre les entrepreneurs de Reims et de Roubaix. Soutenus par une abondance de laine brute en magasin, les Roubaisiens poussent autant qu'ils le peuvent l'activité de leurs peignages. Les commandes assurent dès le printemps du travail aux fabriques de draps et lainages pour toute l'année. Leurs confrères de la Marne s'en tirent moins bien : « par suite de la faible participation des négociants de cette région aux dernières ventes publiques, (*leurs établissements*) sont peu alimentés et travaillent au jour le jour. »³² Ils évitaient les risques que représentaient la variation des cours de la laine mais devaient se contenter d'une activité moins importante. S'assurer un approvisionnement régulier grâce à une politique d'importation hardie plaçait les Roubaisiens dans une position avantageuse.

Les industriels s'occupant de la filature de la laine voient l'avenir avec confiance : régulièrement approvisionnés en peignées, ils trouvent aussi un

³¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1906. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 14 juin au 5 juillet, par Léon-Dufour.*

³² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport d'avril 1907.*

débouché abondant et régulier auprès des tissages. C'est le secteur de l'industrie lainière qui connaît le plus de succès durant l'été 1907³³. À Reims, la situation des filateurs travaillant la laine peignée est très favorable. Assurée à l'avance par de nombreuses commandes, la marche des usines va bon train. La demande des tisseurs de nouveautés est très insistante, dans presque tous les genres les affaires sont bonnes et elles pourraient être encore plus nombreuses. Malheureusement « l'insuffisance de la production aussi bien chez les filateurs que chez les apprêteurs, entravant les livraisons, a donné lieu à de nombreux retards parfois suivis d'annulations d'ordres. »³⁴ L'organisation industrielle ne permettait pas de suivre la cadence des tissages et plusieurs ventes lucratives sont manquées.

Le premier signe notable de ralentissement concerne les peignages rémois. Devant le manque de travail « non seulement la moitié du matériel y est inutilisé, mais encore le chômage s'impose environ deux jours par semaine. »³⁵ Les commandes se réduisent pour la filature à la fin de l'année, mais celle-ci a généralement donné de brillants résultats grâce à des prix très rémunérateurs. L'anticipation d'une baisse prochaine de laine brute rend alors les acheteurs de tissus plus difficiles sur les prix offerts.

La baisse se concrétisant au début de 1908, les affaires deviennent plus tendues pour les fabricants de tissus :

*les négociants, en espérant traiter à meilleur compte dans un avenir prochain, se tiennent sur la réserve et profitent même du moindre retard ou de la plus légère défectuosité pour résilier des contrats qu'ils pourraient aujourd'hui signer dans des conditions plus avantageuses.*³⁶

Le ralentissement du travail est bientôt constaté dans la filature. Il sera bien difficile de faire d'aussi bonnes affaires qu'en 1907 ; le pessimisme gagne les esprits tandis que les exportations se font moins aisément.

³³ *Ibid.* Rapports de juillet à septembre 1907.

³⁴ ADM 172 M 3, *Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 9 juillet 1907.*

³⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de novembre 1907.

³⁶ *Ibid.* Rapport de janvier 1908.

En mai, 1908 les laines peignées ont perdu 34% de leur valeur par rapport au mois de septembre de l'année précédente. La dépréciation a cependant causé moins de dommages que lors de la crise précédente :

*Contrairement à ce qui s'est passé en 1900, cette débâcle s'est produite au commencement de la campagne d'importation, au moment où les plus gros marchés n'étaient pas encore traités ; aussi le négoce comme la fabrique n'ont eu à subir la perte la plus dure que sur leurs approvisionnements et leurs premiers achats.*³⁷

Bien que la baisse ait été anticipée depuis quelques mois, les pertes sont estimées dans ce rapport à 50 millions. Les maisons de 3^e et 4^e ordre, qui n'avaient pu constituer de réserves durant les dernières années, ont le plus souffert, certaines sombrent définitivement.

La différence dans la situation des peignages demeure au désavantage des Rémois qui travaillent moins intensivement que ceux de Roubaix, beaucoup mieux alimentés. Avec le ralentissement général de la filature et le très petit nombre d'affaires en tissus, la situation de l'industrie lainière n'est plus aussi satisfaisante qu'auparavant. Le marché à terme que les patrons de Roubaix ont créé leur permet d'anticiper l'orientation ultérieure des prix. Le souci de l'international leur a permis de minimiser les risques par une vigoureuse politique d'importation.

La Chambre de commerce de Reims réclame à nouveau du gouvernement l'annulation du marché à terme sur la laine peignée, usant d'arguments légaux, en 1908 :

*Nous nous plaçons aujourd'hui sur un terrain purement juridique, car nous estimons que le marché à terme sur la laine peignée fonctionne depuis plus de vingt ans au mépris et à l'encontre des lois en vigueur, et que nous croyons qu'il est temps de faire cesser cette illégalité choquante. (...) les laines peignées ne peuvent pas, aux termes des lois et décrets en vigueur, faire l'objet de transaction sur un marché à terme. (...) Les méfaits du marché à terme sont là d'ailleurs, pour témoigner des services et des bienfaits que rendra sa suppression.*³⁸

³⁷ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 13 au 30 octobre, par Duband.

³⁸ ADM 172 M 3, Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce de Reims, Séance du 10 mars 1908.

Les accaparements faits à leur détriment sont une source d'amère frustration. Ils arrivent plus difficilement à s'assurer à bon prix les approvisionnements nécessaires. Comme en 1900, il s'avère impossible de faire aboutir les revendications.

À l'été le peignage et la filature voient leur situation s'améliorer légèrement. Stimulés par une forte demande extérieure, les peignages ont augmenté leurs moyens de production un peu trop rapidement. Leur campagne est alors difficile. Le Syndicat des peigneurs du Nord décide de fermer la très importante usine de l'Épeule à Roubaix. Dans l'industrie lainière, les améliorations techniques sont alors très limitées dans la filature et le tissage. Le peignage au contraire se perfectionne constamment et nécessite annuellement des dépenses considérables pour suivre le progrès. L'échardonnage demeure alors la principale préoccupation des peigneurs³⁹. L'éventuel lavage des laines par l'électricité est aussi étudié. Profitant des avancées récentes de la mécanique, le peignage de la laine s'est fait sans longs tâtonnements. Les grandes usines ont vite obtenu des succès de fabrication qui ne se sont pas démentis par la suite. Ils sont étroitement liés à l'utilisation efficace de brevets qui ont favorisé une rapide concentration industrielle⁴⁰. Le Nord de la France s'était gagné une place de premier ordre au niveau international dans le peignage de la laine.

De nombreuses commandes ne peuvent être livrées par les filateurs qui sont incapables de s'approvisionner suffisamment en laines peignées ; la crise américaine provoque l'annulation de plusieurs marchés conclus précédemment en tissus. Traversant une période encore plus difficile à la même époque, la filature de laines cardées est en fâcheuse posture. Elle attend impatiemment une reprise qui ne paraît pas devoir se produire rapidement⁴¹.

De Seine-Inférieure, le président de la Chambre de commerce d'Elbeuf rapporte la diminution constante du nombre de fabricants sur la place. Si la concentration industrielle peut expliquer en partie ce phénomène, on remarque

³⁹ ADN 77J 3331, *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing ; 1^{er} semestre 1908*, Tourcoing, Imprimerie Alfred Reboux, 1908, p. 168.

⁴⁰ Katrina Honeyman, *op. cit.*, p. 98.

⁴¹ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'août 1908.

aussi qu'il ne se fonde pas non plus de nouvelles maisons : « La carrière industrielle exige aujourd'hui avec de grands capitaux, un travail absorbant, elle entraîne aussi des risques nombreux et de lourdes responsabilités. »⁴² Le phénomène serait aussi explicable par une nouvelle législation obligeant à des changements onéreux et portant atteinte au principe d'autorité à l'usine. Devant une concurrence redoutable, peu d'individus sont tentés de poursuivre le tissage de la laine à Elbeuf. Le déclin des exportations a porté de rudes coups aux industriels de la place, souvent peu soucieux de modernisation.

De vieilles et solides affaires y prospèrent néanmoins toujours. *Franchet et M. Olivier*, première maison de la place pour la haute nouveauté, ne souffre pas du tout de la crise qui atteint surtout les draps unis : « La fabrication entreprise l'année dernière concurremment avec leur drap de première qualité, de draperies d'un prix moins élevé a parfaitement réussi et leur donne de très bons résultats. »⁴³ Les transformations opérées à la même époque par *Le Corneur et Cie*, maison autrefois plus prospère, pour passer du tissage des draps d'officiers vers celui des étoffes à bon marché puis de haute nouveauté, ne seront pas couronnées par les mêmes succès. Quelques tentatives sont faites pour capter une partie de la demande en tissus de qualité ordinaire.

Un grand calme règne dans la majorité des tissages français à l'automne 1908. Cependant, malgré des offres ne laissant pas place aux bénéfices, quelques importantes maisons de Roubaix poursuivent leur fabrication pour répondre aux besoins de leurs clients⁴⁴. La fabrication française de tissus de laine a du succès aux États-Unis en 1908. Un article intitulé « La France triomphe de l'Allemagne », publié au début de l'année dans le *Journal du commerce* de New York, soulignait :

Tant que dans les tissus de laine la mode favorisera les tissus classiques 'unis', les Français l'emporteront sur notre marché, sur les fabricants allemands, car ils livrent de la bonne marchandise à bon marché : les fabricants de Roubaix peuvent vendre leurs taffetas, serges et autres articles légers à des prix relativement bas ; les Français sont aussi dans une

⁴² ADSM 8M 14, *Mouvement industriel et commercial de la circonscription elbeuvienne, Lettre du Président de la Chambre de commerce au Préfet de la Seine-Inférieure*, Elbeuf, le 9 juillet 1908.

⁴³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf. Du 7 au 14 mai, par Platet.*

⁴⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'octobre 1908.

*situation avantageuse pour les filés. Nous en avons envoyés des échantillons à des fabricants allemands qui nous ont toujours répondu ne pas pouvoir les produire, surtout à des prix aussi minimes. Les Allemands ne peuvent fabriquer que les tissus lisses chers et fantaisies, mais ces derniers ne sont pas demandés, et la France se trouve ainsi sans concurrent.*⁴⁵

Les Américains tendent toutefois de plus en plus à satisfaire leur demande intérieure avec leurs propres produits. De beaux succès sont cependant encore possible dans le domaine des nouveautés. Grâce à des produits particuliers offerts à des prix décents, les entrepreneurs français l'emportent alors sur la concurrence allemande aux États-Unis. Ce succès publicisé paraît industriel plus que commercial, le produit s'impose de lui-même malgré la modestie du personnel et des efforts commerciaux français. Les faveurs de la mode et un rapport qualité-prix avantageux ont convaincu la clientèle.

Un retour de l'activité se fait sentir au tournant de l'année, la hausse de la laine stimule les affaires. L'orientation ascendante de la matière première est vue comme un présage très favorable. Résolument, les importateurs du Nord, déjà ravis de leurs achats en Australie, poursuivent leur dynamique politique d'approvisionnement en Amérique du Sud. Le mouvement des affaires est marqué par des chiffres en forte croissance pour les conditionnements de Roubaix et Tourcoing : 3 688 000 kg en février 1908 contre 5 307 000 kg en février 1909⁴⁶. La hausse régulière des prix ne s'arrête pas pour autant. Les peignages poussent les cadences de travail. Il est envisagé de relancer un établissement ; deux avaient été fermés deux l'année précédente. Rapidement la matière première est si abondante que les industriels manquent de place pour la stocker en attendant de pouvoir la peigner. L'activité plus normale des filatures suscite la prudence chez certains qui craignent que les achats de laine aient dépassé les besoins de la fabrique⁴⁷.

La marche fébrile des peignages ne suffit pas alors à répondre à l'importance du travail nécessaire. Semblablement à ce qui se passe dans le Nord,

⁴⁵ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1908, Tome XXXIV*, Roubaix, 1908, Imprimerie Alfred Reboux, p. 129.

⁴⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de février 1909.

⁴⁷ *Ibid.* Rapport d'avril 1909.

l'activité est stimulée dans la Marne par la forte demande en tissus : « les peignages suffisent difficilement aux demandes de la filature, pressée elle-même par la fabrique dont tous les métiers battent et qui a ses carnets de commandes biens garnis. »⁴⁸ Dans ce contexte, les grèves sont redoutées car elles auraient des conséquences très douloureuses. Elles ne sont finalement que partielles et de courte durée. Le travail se poursuit très activement à l'été et les peignages de Reims connaissent une prospérité comme on n'en avait pas vue depuis quinze ans⁴⁹. Les filatures de laines peignées participent rapidement à ce mouvement très actif de l'industrie. Une vente normale des tissus inspire confiance malgré un certain ralentissement des exportations vers les États-Unis, où de nouveaux tarifs douaniers sont à l'étude. Comme certaines modifications pourraient avoir un funeste impact sur la rentabilité anticipée, la conclusion des contrats avec ce pays est retardée.

À l'opposé de ce qui se produit habituellement à l'automne, l'activité des peignages demeure très vive dans le Nord où le travail de nuit est obligatoire ; Reims manque cependant de matière première, les achats à Londres ont été insuffisants⁵⁰. L'arrivée des commandes américaines redonne un coup de fouet aux affaires qui auront été exceptionnellement bonnes en 1909. Après la fermeture récente de peignages durant une conjoncture difficile, la construction d'un nouvel établissement à l'Épinette, non loin de Lille, indique qu'on anticipe de bonnes années à venir⁵¹. Les rapports des directeurs des succursales de la Banque de France sont clairs pour ce qui est de la grande activité qui anime le secteur : « Dans toutes les branches de l'industrie lainière l'animation est extrême (...) Les filatures travaillent sans relâche ainsi que les tissages dont les carnets d'ordres assurent dès maintenant trois à quatre mois de besogne rémunératrice. »⁵² Vite oubliées, les pertes de l'année précédente ont largement été compensées.

⁴⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1909. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 31 mars au 14 avril, par Duband.*

⁴⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.* Rapports de juin à septembre 1909.

⁵⁰ *Ibid.* Rapport d'octobre 1909.

⁵¹ ADN 77J 3331, *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing ; 2^e semestre 1909*, Tourcoing, Imprimerie Alfred Reboux, 1909, p. 234.

⁵² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de décembre 1909.

La baisse des exportations est contrebalancée par une demande accrue à l'intérieur des frontières nationales. Un changement est en voie de se produire dans les peignages du Nord qui sont approvisionnés de manière presque continue. Les retards occasionnés par des lenteurs se produisant aux débarquements à Dunkerque suscitent les plaintes des industriels mais n'ont pas de sérieuses répercussions. Encore supérieure à la vigoureuse activité des peignages, celle des filatures pousse à l'augmentation du nombre de broches en activité : la filature de peignées dégage d'importants bénéfices⁵³. Moins satisfaisante, la situation des usines s'occupant de laines cardées demeure acceptable.

La hausse continue de la laine atteint néanmoins un niveau tel que la demande pourrait éventuellement se détourner de produits trop chers. Pour les filatures de laine, les affaires demeurent très bonnes : elles sont stimulées par les commandes qui arrivent des prospères fabricants de bonneterie et du Japon, où les besoins des tissages de peuvent pas encore être entièrement satisfaits par la production indigène⁵⁴. Pour les *Établissements Masurel frères* à Roubaix, filant la laine et fabricant de la bonneterie, la campagne 1909-1910 se solde par un bénéfice de 1 400 000 francs pour un capital de 4 000 000⁵⁵. La puissante famille gère bien ses importantes affaires.

La mode favorisant à l'été-automne les articles anglais et hollandais, particulièrement les cheviottes, les tissages français doivent ralentir un temps leur activité⁵⁶. Il est encore à remarquer que les peignages du Nord affirment toujours davantage leur supériorité sur ceux de Champagne, pour les approvisionnements mais aussi pour les débouchés qui sont plus réguliers. Le ralentissement des peignages à l'automne est désormais moins vif, grâce à la plus grande régularité des arrivages. C'est le secteur le plus florissant de l'industrie lainière. Reims, dont la production d'étoffes légères capte l'attention de la mode, s'en tire un temps mieux que le pôle Roubaix-Tourcoing. Les patrons du Nord :

⁵³ *Ibid.*, Rapport d'avril 1910.

⁵⁴ *Ibid.*, Rapport de juin 1910.

⁵⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 19 mai au 9 juin, par Thiéblin.*

⁵⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de septembre à novembre 1910.

*souffrent de cette concurrence et de celle des tissus de soie et de velours, très en usage également, et trouvent encore dans les modes présentes un autre sujet de plaintes : les métrages nécessaires pour la confection des robes étroites portées en ce moment sont en telle disproportion avec ceux des années précédentes que les besoins du commerce de détail s'en ressentent naturellement et sont eux-mêmes fort diminués.*⁵⁷

Malgré l'avantage relatif qu'obtiennent les fabricants rémois de tissus légers, ceux qui produisent l'étoffe de laine commune ont plus de difficultés au tournant de l'année. Ils sont aussi victimes de la mode féminine qui délaisse les étoffes de laine pour le velours.⁵⁸ La demande internationale s'en ressent.

Affectée par les nouvelles orientations de la demande, la fabrique d'Elbeuf voit son chiffre d'affaires se restreindre sensiblement. Une cause spéciale est identifiée : « l'abandon subit, par la mode, des draps unis robes et manteaux de dames, dont Elbeuf s'était fait depuis vingt ans une spécialité, et leur remplacement, au cours de l'année 1910, par la soie et d'autres tissus plus légers. »⁵⁹ Les filatures, tissages et teintureries elbeuviennes souffrent du vide laissé par l'évanouissement de la popularité de produits qui s'exportaient en quantités considérables. De manière surprenante, la demande reviendra en force l'année suivante pour ces produits de qualité qui ont tant contribué à la réputation d'Elbeuf. Les tendances de la consommation jouent cependant clairement contre eux. Une vieille et solide fabrique de draps comme *Blin et Blin* voit son chiffre d'affaires décroître depuis quelques années⁶⁰.

L'implication sur plusieurs générations de la famille Blin fait figure d'exception dans le milieu textile elbeuvien. Sa fierté est rattachée à son activité industrielle qu'elle développe dans un souci de continuité. La grande diversité de sa production ne permet pas de tirer le meilleur parti de ses puissants établissements industriels. Malgré l'adoption de procédés à la pointe du progrès technique et le regroupement des différentes étapes de la production, les conditions

⁵⁷ *Ibid.*, Rapport de décembre 1910.

⁵⁸ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 22 décembre 1910 au 8 janvier 1911, par Duband.

⁵⁹ ADSM 8M 14, Mouvement industriel et commercial de la circonscription elbeuvienne ; Année 1910.

⁶⁰ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf. Du 28 novembre au 6 décembre 1910, par Duband.

d'opération ne sont pas optimales⁶¹. La teinturerie est notamment sous-utilisée par rapport à ses capacités. Aussi, le drap cardé, qui avait fait la fortune de la famille, est beaucoup moins demandé qu'auparavant. Réagissant trop lentement aux tendances de la mode, malgré des efforts entrepris en ce sens, l'entreprise ne parvient pas à se reconvertir efficacement vers le travail de la laine peignée.

Le ralentissement de l'industrie lainière au début de 1911 est attribué à la concurrence anglaise. Celle-ci profite enfin d'un engouement temporaire de la mode pour ses produits. Les peignages du Nord ne se ressentent pas du tout de cette conjoncture défavorable aux tissus français, « plusieurs d'entre eux étant presque entièrement occupés par les ordres de l'étranger. »⁶² Des grèves touchant deux établissements importants à l'hiver causent néanmoins quelques tracasseries aux patrons. Le travail reprend cependant rapidement avec beaucoup d'ardeur, stimulé par le retour des demandes allemandes de laine peignée. De Reims, on rapporte que les fabricants de tissus se plaignent au printemps d'une stagnation prolongée des affaires⁶³.

Face au marché intérieur qui demande peu après de mauvaises récoltes, les fabricants roubaisiens tentent de trouver de nouveaux débouchés à l'étranger. En juillet 1910 est fondé à Roubaix le *Comptoir français d'exportation*. Composée des plus gros industriels de la place, il a pour objet « toutes les opérations pouvant favoriser l'écoulement des produits français à l'étranger et spécialement ceux des adhérents de la Société. »⁶⁴ Les affaires qu'il fait sont déjà importantes, il négocie à bons taux des billets à longue échéance gagés sur des marchandises envoyées à l'étranger. Toujours présents, les aspects internationaux accompagnent de très près le quotidien des patrons. Les nombreux établissements russes des entreprises du Nord de la France donnent encore cette année de très bons résultats.

1911 est aussi une année hors du commun pour la ville de Roubaix où se tient l'Exposition internationale du Nord de la France. Cet événement représente

⁶¹ Dumas, Jean-Claude, « Les établissements Blin et Blin d'Elbeuf à la fin du XIXe siècle : capital familial, industrialisme et paternalisme dans un secteur en déclin ». *Entreprises et Histoire*, 6, 1994, pp. 95-96.

⁶² ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1911.

⁶³ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Reims. Du 22 avril au 6 mai, par Duband.*

⁶⁴ *Ibid.* *Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 19 mai au 9 juin, par Thiéblin.*

l'apogée de la ville et d'Eugène Motte, industriel, maire et organisateur. Il peut présenter aux visiteurs son imposant hôtel de ville tout juste terminé et dont des détails architecturaux évoquent l'industrie textile omniprésente dans la cité. Roubaix a connu une progression hors du commun au XIX^e siècle. Le discours inaugural de Motte, prononcé à l'hôtel de ville le 30 avril devant de nombreuses personnalités politiques, est marqué par une reconnaissance des efforts de la main-d'œuvre, laissant dans l'ombre les sérieux conflits survenus entre ouvriers et industriels. Les progrès de l'industrialisation sont l'œuvre de tous :

*Rendons pleine justice à l'esprit moderne des chefs d'industrie, glorifions leur perspicacité, leur esprit d'assimilation, leur course vers le vrai modernisme, mais glorifions par surcroît et par-dessus tout, l'admirable classe ouvrière de Roubaix, qui, pendant tout le dix-neuvième siècle fut la libre collaboratrice des chefs d'industrie, se plia à toutes les transformations des genres*⁶⁵.

La souplesse ouvrière avait cependant souvent été poussée à ses plus extrêmes limites. Couronnée de succès, l'événement se passe sans perturbation. Plus d'un 1 700 000 personnes visitent la capitale de l'industrie textile⁶⁶.

À l'été, les sérieuses difficultés éprouvées par les filatures de laines cardées paraissent inquiétantes par leur durée⁶⁷. Il n'y a que les peignages qui bénéficient de bonnes conditions jusqu'à la fin de l'année, stimulés bien plus par les commandes étrangères que par les besoins de la production nationale. Malgré tout, l'importance des stocks, tant en France qu'à l'étranger, inquiète un peu. Pour les tisseurs, seuls les articles classiques permettent véritablement de conclure des marchés importants. L'année aura été très mauvaise pour le tissage de la laine en France, la production a dû être réduite sensiblement par rapport à l'année précédente étant donnée la faiblesse de la demande.

Les filés trouvent cependant des débouchés de plus en plus importants en Angleterre et, dans une moindre mesure en Allemagne, malgré les tensions diplomatiques. Ce sont toutefois les exportations de laines peignées qui ont le plus

⁶⁵ Gilbert Sayet, *Exposition internationale du Nord de la France ; Roubaix 1911; Rapport général*, Roubaix, Imprimerie du Journal de Roubaix, 1912, *Discours de Monsieur Eugène Motte*, p. 111.

⁶⁶ Amaury de Baudus, « Eugène Motte, député-maire de Roubaix », *Revue du Nord*, 75, 1993, p. 695.

⁶⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapports de juillet et août 1911.

progressé. Face à d'énormes stocks encombrant les magasins, les peignages doivent néanmoins réduire leur activité au printemps 1912⁶⁸. Il faudra attendre l'automne pour que l'écoulement des stocks permette de revenir à une marche normale.

Pour la première fois depuis 1907, une amélioration dans les filatures de laines cardées est remarquée. Leurs produits profitent d'un regain de popularité⁶⁹. En fin d'année, la situation est débloquée pour le peignage qui donne entière satisfaction aux industriels. L'activité peut être poussée à fond puisque les stocks ont considérablement diminués et que les approvisionnements sont abondants⁷⁰.

L'optimisme est sensible dans l'industrie du tissage tandis que d'heureux symptômes se manifestent : des ordres considérables venus d'Amérique, et plus particulièrement du Canada, laissent espérer l'établissement de liens commerciaux plus étroits⁷¹. À défaut de pouvoir écouler autant de tissus qu'auparavant pour la fabrication des robes, celles au goût du jour en demandant beaucoup moins, des débouchés plus abondants s'ouvrent pour les draperies, doublures, couvertures et étoffes d'ameublement vers l'étranger⁷². La situation est globalement bonne pour l'industrie lainière au printemps et les acheteurs anglais placent des ordres importants.

Elbeuf reçoit de nombreuses commandes en draps militaires dans un contexte de fortes tensions au niveau international. Les efforts de quelques manufacturiers elbeuviens pour proposer des articles nouveaux ont aussi été couronnés de succès durant les dernières années⁷³.

C'est maintenant le tissage qui jouit de la situation la plus enviable et peine à répondre aux nombreuses demandes parvenant d'outre-Manche et d'Orient. Même un centre comme Elbeuf, dont le déclin est depuis longtemps signalé, renoue avec la prospérité. Une telle animation de l'industrie drapière n'y avait pas

⁶⁸ *Ibid.* Rapports d'avril et mai 1912.

⁶⁹ *Ibid.*, Rapport de novembre 1912.

⁷⁰ *Ibid.*, Rapport de décembre 1912.

⁷¹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1913.

⁷² *Ibid.*, Rapport de février 1913.

⁷³ ADSM 8M 15-16, *Mouvement industriel et commercial de la circonscription elbeuvienne ; Année 1911.*

été vue depuis longtemps. Elle concerne toutes les spécialités de la place, les draps unis comme les nouveautés pour dames et hommes⁷⁴.

À l'été, les peignages doivent de leur côté ralentir le travail. Les expéditions sont en décroissance puisque l'Allemagne paraît s'être mise en mesure de répondre à ses besoins par l'augmentation de ses capacités industrielles⁷⁵. D'autre part, les filés s'exportent toujours très bien, signe que l'avantage relatif de la France sur ses concurrents est encore significatif. L'industrie française ne parvient cependant pas à développer ses exportations de tissus de manière importante, elle approvisionne plutôt les filatures et tissages de ses rivaux. Ceux-ci produisent des tissus trouvant un débouché grandissant contrairement aux spécialités françaises trop souvent inchangées.

La marche des filatures et tissages est néanmoins fort active durant la saison automnale. De nombreuses commandes en tissus destinés aux uniformes sont passées par l'armée, elles représentent un complément important à l'activité de certaines fabriques⁷⁶. L'abaissement des droits de 100 à 35% sur les tissus légers aux États-Unis profitent aussi aux exportations.

L'année 1913 se termine toutefois sur une mauvaise note étant donné un nouveau renversement de la mode. Les débouchés des tissages se referment brusquement devant la perte de faveur des draps à double face alors que la température peu rigoureuse nuit aux ventes. Trop poussée, la fabrication de ce type de drap, qui s'écoulait bien en début de saison, a laissé des stocks « inutiles et encombrants »⁷⁷. Les cours de la laine ont atteint un niveau tel que les transactions se réduisent durant les derniers mois de 1913. L'année aura tout de même donné des résultats intéressants.

Dans le Nord, les filatures de laine trouvent un écoulement facile auprès des fabricants de bonneterie, non seulement en France, mais aussi en Angleterre : « malgré la concurrence des établissements belges ou germaniques, elles continuent à recevoir de ce pays des commandes qui assurent leur fonctionnement

⁷⁴ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1913. Rapport concernant la succursale d'Elbeuf. Du 3 au 12 juillet, par Merckling.*

⁷⁵ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'août 1913.

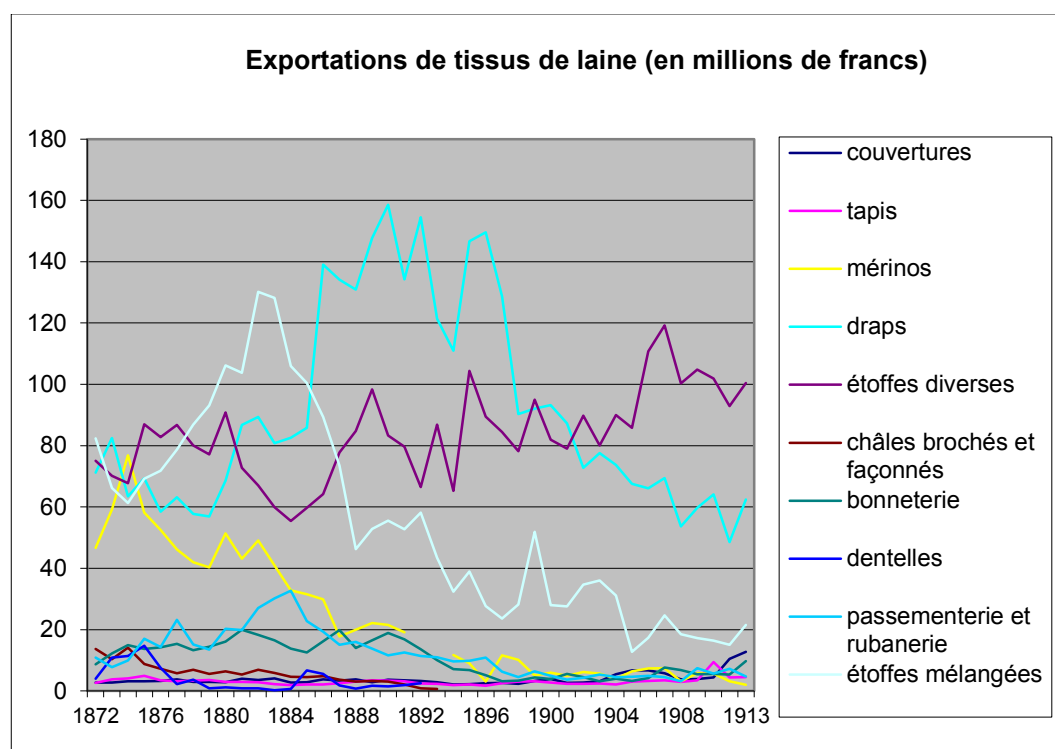
⁷⁶ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1913.

⁷⁷ *Ibid.*, Rapport de décembre 1913.

régulier. »⁷⁸ À ce moment, l'insuffisance de la demande intérieure pour les tissus de laine français est compensée par la progression des ventes faites à l'extérieur du pays. Les tissus légers et fantaisies sont très recherchés aux États-Unis.

Bien que le montant total des exportations de tissus de laine soit deux fois moindre que ce qu'il était trente ans auparavant, plusieurs entreprises françaises obtiennent des succès importants face à la concurrence étrangère. Les draps et les tissus mélangés ont connu à tour de rôle d'excellentes campagnes, mais seuls les 'étoffes diverses', qui ont régulièrement progressés à l'étranger depuis 1884, finissent la période avec de meilleurs résultats que ceux du début.

Graphique 4.1.4



Les succès obtenus par les étoffes mélangées et les draps peuvent passer inaperçus si on considère uniquement les quantités exportées. Nous avons pu constater d'amples fluctuations rendant la chute des exportations un peu moins drastique quoique allant généralement dans le même sens. C'est cependant une progression de la valeur des étoffes diverses sur les marchés étrangers que nous

⁷⁸ *Ibid.*, Rapport de mars 1914.

remarquons en fin de période. Contrairement aux autres tissus de laine leur évolution n'est pas orientée à la baisse en fin de période, contrairement à ce que le volume des exportations suggère⁷⁹.

Par leurs puissantes capacités, les peignages français permettent à l'industrie lainière de profiter d'un bon prix pour s'approvisionner. Au-delà du marché national, les laines peignées sont exportées pour des sommes importantes. L'Allemagne en absorbe de grandes quantités ; l'Italie et la Belgique suivent dans une moindre mesure. C'est en voyant au-delà du marché national que les patrons de Roubaix-Tourcoing ont fortement développé leurs capacités industrielles. Les choix audacieux de ces entrepreneurs en matière d'approvisionnement et de travail intensif ne sont pas étrangers aux succès internationaux de la place.

Les performances de l'industrie lainière ont été très inégales depuis les débuts de la III^e République. Plusieurs anciens centres lainiers disséminés à travers le pays ont vu leurs affaires diminuer en importance ou s'arrêter. Trop chers et ne répondant pas aux nouveaux comportements de la consommation, les épais draps français trouvent beaucoup moins facilement preneurs qu'auparavant. Quelques entreprises de taille modeste réussissent toujours grâce à une production spécialisée. L'entreprise d'Octave Noiret, qui ne possède encore guère plus de 10 000 broches de filature en 1914, doit sa survie à ses fils retors et mélangés laine et soie. Dispendieux, ces fils sont demandés par des fabricants saxons qui produisent de la haute nouveauté pour les dames⁸⁰.

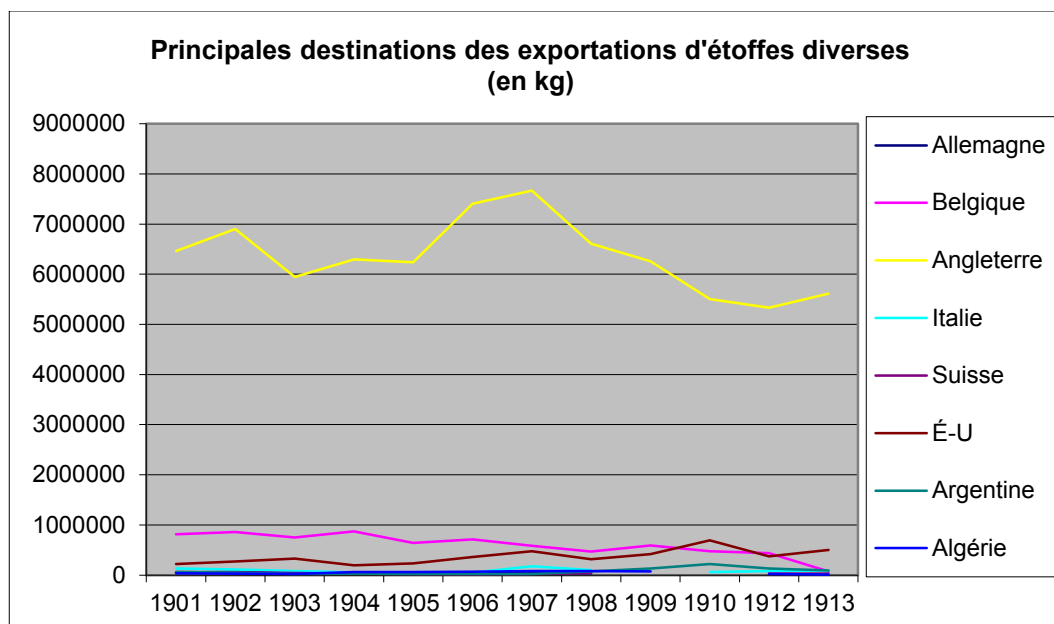
La clientèle anglaise, qui achète pour la période près des trois quarts de la production française de 'tissus divers' exportés, porte désormais son dévolu sur des tissus plus légers et fantaisistes pour lesquels elle est prête à mettre le prix.

Nous remarquons que la hausse de la somme des exportations d'étoffes diverses s'explique par la plus grande valeur des exportations par rapport à leur poids. Au total on exporte de moins grandes quantités qu'en 1901 mais pour une valeur supérieure.

⁷⁹ Voir Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine*, op. cit., pp. 50-51.

⁸⁰ Gracia Doré-Ferré et Denis McKee (dir.), *Les patrons du Second Empire 8 ; Champagne-Ardenne...*, op. cit., p. 74.

Graphique 4.1.5



Le pôle Roubaix-Tourcoing paraît à son zénith après une phase de consolidation, marquée par une croissance moins rapide depuis 1890, mais permettant aux groupes importants de s'assurer une position dominante en France et un rayonnement international certain⁸¹. Si les entreprises ne sont pas toujours au faîte des évolutions technologiques, les coûts de production sont partiellement compensés par la réputation de la fabrication française. Les industriels du Nord ont bien saisi l'évolution des tendances de la mode et mis en marché des produits recherchés. Le demi-luxe et les nouveautés intéressent une clientèle internationale soucieuse de bon goût. Cependant, il semble bien que ce soit la fin d'une époque. Des conditions économiques plus instables et des investissements trop modérés, affecteront la prospérité du centre après la Première Guerre mondiale.

L'année 1914, s'annonce très bonne et comparable à la précédente, même si un ralentissement survient à l'été, il n'est considéré que comme momentané et habituel à cette saison de l'année. L'industrie lainière française est en bonne posture pour profiter d'un nouveau courant favorable au développement des affaires. L'optimisme des industriels est bien fondé, la marche des usines est

⁸¹ Jean-Pierre Daviet, « Le complexe industriel de Roubaix-Tourcoing et le marché de la laine (1840-1915) », *op.cit.*, p. 782.

régulière : « grâce à la vogue dont jouissent pour l'instant les étoffes de laine dont la mode des capes va augmenter l'emploi, grâce aux commandes de l'Amérique qui se procure les beaux tissus par grosses quantités. »⁸² Les hostilités allaient bientôt rendre le travail des industriels très compliqué. Ce sera dans de toutes nouvelles conditions qu'opérera l'industrie lainière après la fin de la Première Guerre mondiale.

⁸² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juin 1914.

II. Le retour en faveur des tissus de soie pure à l'étranger

Les nouvelles tendances de la demande, qui coïncident avec une période de plus grande prospérité économique, favorisent les tissus de soie pure lors de la dernière période qui nous intéresse. Dans le domaine du luxe, la mode se montre alors particulièrement capricieuse. La variété des produits vers lesquelles elle se tourne favorise les producteurs français qui adaptent rapidement leur production à ses demandes. De nombreuses périodes d'incertitudes ponctuent cependant l'évolution de l'industrie de la soie entre 1901 et 1914.

II a. Un retournement espéré depuis longtemps

Après s'être réduites de manière impressionnante, les exportations de soieries, et notamment de tissus en soie pure retrouvent les faveurs de la mode durant la Belle Époque. La kyrielle de marchandises offerte par l'industrie lyonnaise lui permet d'obtenir plusieurs commandes en s'adaptant aux besoins des clients au début de 1901. La production de tissus s'écoule bien alors que le décès de la Reine Victoria permet de faire de bonnes affaires, notamment en étoffes noires, très recherchées à ce moment. La rubanerie stéphanoise profite aussi d'une hausse de la demande. Malheureusement « les fabricants pris de court, et n'ayant pu reconstituer leurs réserves à la suite de la grève prolongée de 1900, ont dû décliner certains ordres. »⁸³ Les négociants anglais se tournent donc vers la Suisse et l'Allemagne, ces contrats échappent à Saint-Étienne qui manque plusieurs affaires.

Au printemps de forts signes de vitalité sont remarqués dans l'industrie lyonnaise. Le travail est actif et donne de bons résultats. Procurant d'abondantes commandes, la demande des grands magasins parisiens et quelques ordres de Londres stimulent le travail des tissages⁸⁴. L'instabilité des prix de la matière première fait malheureusement hésiter les acheteurs durant l'été. De moins bonnes ventes que prévues dans le commerce de détail de la capitale limitent les besoins.

⁸³ *Ibid.* Rapport de février 1901.

⁸⁴ *Ibid.* Rapport de mai 1901.

Inversement, tandis qu'on s'attendait dans la Loire à un ralentissement de la demande de rubans, les affaires ont une vigueur inaccoutumée :

*Le directeur de Saint-Étienne écrit que l'industrie du ruban-velours voit se prolonger au-delà de toute espérance la déjà longue période de faveur dont jouissent ses produits ; la demande est plus active que jamais et l'impulsion donnée par l'Amérique est suivie par l'Angleterre, la France et toute l'Europe.*⁸⁵

Un regain d'intérêt pour les luxueux rubans français faisait le bonheur de plusieurs industriels dont les échantillons avaient été remarqués. À pareille saison l'année suivante, ce sera toutefois uniquement l'article à bon marché qui fera travailler la fabrique lyonnaise⁸⁶. Les genres luxueux s'écoulent beaucoup moins facilement, des stocks s'étant accumulés, comme souvent, sur les principaux marchés.

*Depuis quelques mois, les Lyonnais croyaient le retour en force des soieries riches et luxueuses était imminent. Cependant, leur chambre de commerce constate que ça n'a pas encore été le cas en 1901 : les belles étoffes n'ont pas vu leur revenir ces faveurs de la mode auxquelles nous avons cru un instant (...) la consommation a continué à glisser sur la pente fatale qui la conduit à des prix toujours plus bas, à des qualités toujours inférieures.*⁸⁷

La domination de la fabrique lyonnaise était surtout manifeste pour la haute nouveauté, le sommet du luxe. Spécialisée dans les taffetas légers, Zurich se trouve alors en meilleure position.

Le fonctionnement des usines est régulier mais modeste à Lyon durant l'automne. Un certain flottement dans les choix de la mode fait hésiter les fabricants quant aux articles à produire. La reprise se fait attendre plus qu'à l'habitude en pareille saison mais l'année s'avère finalement assez bonne. Durant le premier trimestre de 1902 la situation se débloque :

*L'année 1902 a bien commencé pour la fabrique lyonnaise ; les exportations de soieries pendant le mois de janvier ont dépassé de 10 millions celles des années précédentes et les nouvelles reçues de nos principaux débouchés accusent des besoins faisant espérer la continuation de cet état de choses.*⁸⁸

⁸⁵ *Ibid.* Rapport de juillet 1901.

⁸⁶ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1902. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 14 juin au 2 juillet, par Dupety.

⁸⁷ ADR, Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1901, Lyon, Impr. A. Rey, 1902, pp. 34-35.

⁸⁸ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport de mars 1902.

Alors que d'un côté la guerre du Transvaal arrête un temps les transactions, les fêtes qui accompagnent le couronnement du nouveau monarque anglais ramènent quelques commandes intéressantes. Les tissus légers, et particulièrement la mousseline de soie, jouissent d'une très forte demande. L'ajournement du sacre causera quelques inquiétudes durant l'été puisque les commandes de l'étranger, et surtout d'Angleterre, se font longuement attendre.

Des mutations survenues dans la fabrique lyonnaise ont modifié la manière de travailler des industriels. Comme le rapporte l'inspecteur Platet :

*la disparition presque complète des petits ateliers de production par des usines importantes ont changé les conditions de la production : les fabricants sont souvent contraints, pour éviter l'arrêt des métiers, d'accepter des commandes sans augmentation de prix, malgré la hausse de la matière première et le stock des articles ouvrés s'en augmente.*⁸⁹

Les marchés anglais et américains accueillent néanmoins largement la production lyonnaise. Les milieux d'affaires espèrent que ces débouchés resteront encore longtemps ouverts à leurs marchandises.

Suite à quelques indices de reprise demeurés trompeurs, les industriels sont déçus des commandes de Londres et des grands magasins de Paris en fin d'année. 1903 ne paraît pas avoir été une année exceptionnelle mais la progression des exportations vers l'Angleterre est remarquable, malgré des prix ne donnant pas une grande satisfaction :

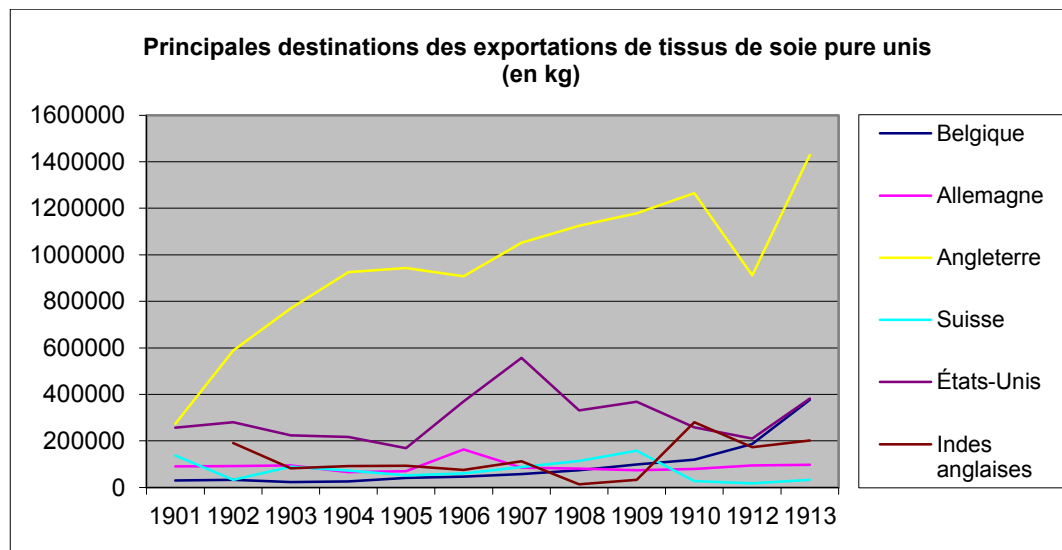
*On n'est pas loin d'attribuer, à Lyon, la plus grande partie de la baisse à la production intensive des dernières années. La rareté des commissions peut donc être imputée en grande partie aux stocks encore en magasin dans les maisons de gros.*⁹⁰

La vente se fait pour des montants importants mais les nouveaux ordres sont plus rares et la marche des usines est toujours ralentie en fin d'année. L'envol des exportations de tissus de soie pure vers l'Angleterre, qui s'impose alors comme le plus grand débouché, se maintiendra jusqu'à la guerre.

⁸⁹ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1903. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 25 juin au 28 juillet, par Platet.

⁹⁰ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., Op. cit., Rapport de décembre 1903.

Graphique 4.2.1



C'est en comptant sur l'écoulement des stocks sur les principales places de consommation que les industriels poussent l'activité dans les tissages au début de 1904. Un retour de la mode vers les tissus de qualité paraît s'affirmer au printemps, la baisse de la soie brute pousse cependant les acheteurs à la patience⁹¹. Quelques ventes sur le marché intérieur fournissent du travail, mais seuls les fabricants de mousseline font véritablement de bonnes affaires. Pour relever les constants défis lancés par la concurrence, les patrons devront faire preuve de flair et de vigueur :

*il ne faudra rien de moins que la souplesse et l'énergie de l'industrie lyonnaise pour deviner, autant que possible, les nouveaux désirs de la mode, les susciter au besoin, s'y adapter aussitôt et reprendre, enfin, sur le marché général, la prépondérance héréditaire qu'elle a toujours méritée*⁹².

La concurrence des soieries suisses et américaines affectent les prix qui ne sont pas aussi élevés qu'auparavant ; la campagne d'exportation est tout de même excellente.

Enfin, la reprise sérieuse tant attendue se manifeste à l'automne 1904, les nouveautés profitent d'importantes commandes laissées par les commissionnaires

⁹¹ *Ibid.* Rapports de mars et avril 1904.

⁹² ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1904. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 17 mars au 18 avril, par Platet.

de Paris, d'Angleterre et des États-Unis. Saint-Étienne est aussi dans une bonne position, ses rubans « très recherchés, font l'objet d'affaires suivies, à des cours avantageux. »⁹³. Suite à une brève éclipse au printemps suivant, la demande revient en force à l'automne sur les rubans. Une activité aussi soutenue n'avait pas vue dans la rubanerie stéphanoise depuis fort longtemps⁹⁴. Colcombet et Forest sont alors des figures respectées du patronat rubanier de la région. Traçant la voie à leurs collègues *J. Forest et Cie* avaient été les premiers à adopter dans leurs usines des métiers actionnés par l'électricité en 1893. Les bons résultats obtenus avaient convaincu de nombreux autres entrepreneurs à s'équiper de métiers électriques : de 100 en 1893, leur nombre atteignait les 11 000 le 31 décembre 1903⁹⁵. Au même moment on estime qu'à Bâle, grande rivale dans l'industrie du ruban, il y en avait 8 000 activés mécaniquement et seulement en partie par l'électricité⁹⁶.

Notons cependant que l'industrie rubanière était plus concentrée en Suisse qu'en France. À Saint-Étienne certaines maisons étaient très importantes mais l'entreprise familiale de taille modeste restait dominante : de 159 au tournant du siècle le nombre d'entreprises atteint environ 180 avant la Première Guerre mondiale⁹⁷. La dispersion des capitaux est la règle générale et la société anonyme est très exceptionnelle dans la région. Cette situation nuit au développement des exportations car la promotion des produits est trop coûteuse pour les petites maisons. Elles demeurent largement passives quoique dépendantes du marché extérieur. Les recommandations qu'on leur fait de s'associer entre elles pour faire la promotion commune de leurs marchandises n'aboutissent pas.

D'après l'étude faite par Brigitte Reynaud sur les patentes durant l'année 1905, seules 25 entreprises occupaient plus de 100 métiers mécaniques ou à bras dans leurs établissements. Aussi, si Giron et Colcombet se démarquaient par leur

⁹³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de décembre 1904.

⁹⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1904. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 7 au 21 novembre, par Morlot.*

⁹⁵ ADL 13J 292, *Chambre de commerce de Saint-Étienne ; Réponses au questionnaire de l'Enquête*, Saint-Étienne, Société de l'imprimerie Théolier, 1904, p. 21.

⁹⁶ ADL 13J 397, *Note sur la fabrique de rubans de Bâle*, Saint-Étienne, le 17 septembre 1903.

⁹⁷ Brigitte Reynaud, *L'industrie rubanière dans la région stéphanoise (1895-1975)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 1991, p. 42.

outillage mécanique, une autre grosse pointure de la place, Antoine Gauthier, opérait encore à 80% sur des métiers manuels⁹⁸. L'adaptation aux exigences de l'économie moderne allait rendre impossible de maintenir le travail sous forme d'atelier familial, celui-ci devenant trop coûteux. Les concurrents de Peterson, Krefeld, Eberfeld et surtout de Bâle, qui tendent à standardiser leur production, rendent impératifs des changements de structure.

La production française était extrêmement variée. Les acheteurs avaient l'embarras du choix parmi des dizaines de nuances et des centaines de coloris, sans parler de la grande diversité d'armures et de motifs, coefficients multipliant les possibilités pour répondre à des besoins sur mesure.

Gagnant en popularité, la soie artificielle, accessible au plus grand nombre des consommateurs, attire alors des entrepreneurs très sérieux. Le clan Gillet, aussi intéressé dans la production d'électricité alimentant les métiers locaux, avait fait fortune dans la teinture des soieries et était solidement établi dans la haute bourgeoisie des affaires. Il lance en 1904 la *Société de la soie artificielle d'Izieux*⁹⁹, dans la Loire, au capital de 2 millions de francs. Elle dégagera rapidement des profits importants.

Une autre affaire fondée à la même époque, la *Soie artificielle*, au capital de 1 500 000 francs, paraît immédiatement avoir un avenir intéressant. Avant même que l'entreprise connaisse une marche régulière, le commissaire A. Franco anticipe son avenir d'une manière très positive :

*Je sortirais de mon rôle si je voulais faire des éloges de vos administrateurs et de votre personnel ; permettez-moi seulement de relever, avec une véritable satisfaction, que c'est peut-être la première fois dans ma longue carrière de comptable qu'ayant à m'occuper de la vérification des comptes d'une société nouvelle, il m'est donné de constater, dès le début de son exploitation, un bénéfice qui fait espérer le plus brillant avenir pour votre Société.*¹⁰⁰

Cette prévision d'un futur très favorable sera rapidement confirmée. Les efforts faits par les administrateurs pour augmenter la qualité et diminuer les prix de

⁹⁸ *Ibid.*, pp. 46-47.

⁹⁹ CAMT 65 AQ H 151, *Société de la soie artificielle d'Izieux, Statuts*, Lyon, Imprimerie A. Rey & Cie, 1904.

¹⁰⁰ ACACL, DEEF 61 090, *La Soie artificielle. Exercice 1903, Rapport du commissaire*.

revient seront couronnés de succès à l'usine de Givet (Ardennes). Les gestionnaires comptent sur une autre nouveauté, la grège artificielle, pour permettre à l'entreprise de poursuivre sa croissance. La grège et le crin artificiels, produits brevetés avec une antériorité incontestable, ne pourront être en France l'objet d'aucune concurrence.¹⁰¹ Toute contrefaçon de ces produits amènera immédiatement des poursuites.

L'utilisation de la soie artificielle dans le tissage des rubans semble aussi devoir être favorable à l'entreprise. Ce débouché devient important dans la seconde moitié de l'année 1906. Attentif aux transformations fréquentes qui accompagnent l'évolution de cette jeune industrie, le conseil d'administration considère « qu'il est utile et sage de conserver de fortes disponibilités qui sont nécessaires pour le renouvellement et les améliorations rapides de l'outillage. »¹⁰² Cette prudence n'empêche pas la distribution dividendes intéressants aux actionnaires dès 1905.

Au début de 1905, ce sont les taffetas et surtout les mousselines qui sont les étoffes les plus recherchées. Fortement concurrencée par la Suisse et l'Allemagne, la fabrique lyonnaise s'en sort toujours mieux dans le créneau des articles de luxe. Ils ne peuvent être remplacés aux États-Unis par la production locale qui fait la qualité commune. Devant les prix élevés de la matière première, les fabricants sont prudents durant l'été. Certains industriels préfèrent arrêter le travail face aux conditions peu intéressantes qui leur sont proposées¹⁰³.

Bientôt des commandes rémunératrices permettent un bon courant d'affaires dans les tissages. La mode est toujours principalement friande des mousselines et tissus unis, « en dépit des efforts des fabricants pour donner la vogue à leurs étoffes façonnées dans la fabrication desquelles ils redoutent moins la concurrence étrangère. »¹⁰⁴ Au tournant de l'année il devient difficile de répondre rapidement à toutes les commandes de mousselines, bien qu'un

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰² *Ibid. Exercice 1906, Assemblée générale ordinaire du 8 juin 1907, Rapport du conseil d'administration*, p. 10.

¹⁰³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport d'août 1905.

¹⁰⁴ *Ibid.*, Rapport de novembre 1905.

important outillage mécanique soit particulièrement consacré à cette fabrication¹⁰⁵. La demande se porte sur les tissus légers, souples et brillants ; les autres ont moins la cote.

Une grande activité est constatée à Lyon au début de 1906, tant dans les tissages mécaniques que manuels. Il ne manque que des prix plus élevés pour que les industriels soient pleinement satisfaits : bien que les affaires soient en progression, les bénéfices sont restreints. La vente des tissus légers favorise un travail actif des usines pour le reste de l'année. Ces résultats intéressants étonnent un peu car le costume féminin à la mode du jour nécessite moins d'étoffe : « L'ancienne robe de soie a complètement disparu ; elle ne se porte plus que comme doublure ou comme jupe de dessous. »¹⁰⁶

Saint-Étienne et sa région voient fleurir leurs affaires au printemps 1906. La hausse continue de la soie pousse les Anglais à sortir de leur réserve ; ils passent de nombreuses commandes. La mode se portant sur la haute qualité, la marge des bénéfices augmente par la vente des beaux articles durant l'été¹⁰⁷.

Insatisfaits des prix de vente obtenus, un regroupement de producteurs de rubans bâlois d'associent en 1906 pour élever leurs prix de vente. Ils font aussi des démarches auprès de collègues allemands pour qu'ils agissent de même. L'industriel fournissant alors ces renseignements au Consul de France à Bâle :

*a ajouté qu'un accord avec les fabricants de Saint-Étienne serait également très désirable, mais ceux-ci sont si nombreux et si peu accoutumés, d'après lui, à prendre des décisions communes, qu'il lui paraît bien difficile de les amener à faire partie d'un cartel de la rubanerie.*¹⁰⁸

Cette appréciation allait bientôt être partiellement démentie. En se concernant sur des produits en particulier, l'entente pouvait survenir entre les grandes entreprises du secteur.

¹⁰⁵ *Ibid.*, Rapports de décembre 1905 et de janvier 1906.

¹⁰⁶ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1906*, Lyon, Impr A. Rey, 1907, p.10.

¹⁰⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*., Rapports de juillet et août 1906.

¹⁰⁸ ADL 13J 397, *Lettre du Consul de France à Bâle au Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, Bâle, le 10 février 1906.

Les maisons *J.-B. Martin, Bickert et fils*¹⁰⁹, *Roche et Co.* et *Giron frères*, joueurs dominant du secteur des velours et peluches, s'entendent depuis 1904 pour se partager le marché. Un groupe important de clients parisiens tente sans succès de résister aux conditions des veloutiers. Ils décident théoriquement l'arrêt des achats jusqu'à ce que le syndicat change ses conditions¹¹⁰. Très indisposés et n'ayant pas l'habitude de se faire imposer des conditions par les fabricants, les acheteurs menacent sans réussir à impressionner :

*Mahler au déjeuner de ce matin m'a réédité les vieilles histoires, les lieux communs habituels, savoir qu'ils ne céderaient jamais, qu'ils avaient pour eux de très gros bonnets au Parlement, plus influents que le Ministère en matière de tarifs et qu'on allait nous faire enlever les droits, et, que si cela ne suffisait pas, on susciterait des conflits entre ouvriers et patrons et que nous serions bien avancées le jour où nous usines seraient saccagées et brûlées!*¹¹¹

Demeurant plus unis que leurs clients, les rubaniers obtiennent les prix demandés et peuvent dégager des profits élevés.

La remontée de la demande en marchandises de luxe profite aussi aux soieries en fin d'année. Elle se porte cependant sur des tissus souples, moins chers que les étoffes. Les tissus légers, mousselines, velours, tulles, crêpes et satins trouvent largement preneurs. Soyeux et rubaniers font d'excellentes affaires ; leurs produits sont recherchés tant en France qu'en Angleterre et aux États-Unis. De Lyon, Viney signale dans son rapport d'inspection annuel que tous les patrons ayant produit ces genres « ont gagné des sommes importantes qui leur ont permis

¹⁰⁹ Cette maison, gérée par des associés intelligents et capables, a la particularité de se spécialiser dans le velours à bas prix exportés au Maghreb, en Inde et en Amérique.

¹¹⁰ ADL 44J 135, *Copie de la lettre adressée par M. Sabran à M. G. Scheibler*, Lyon, le 5 décembre 1907. Les rubaniers sont peu inquiétés, le calme et la pondération s'imposent : « Cette croisade ne nous émeut guère, car nous connaissons trop le caractère de nos clients parisiens, et le peu de fonds qu'il faut faire sur les engagements qu'ils prennent entre eux. D'autre part nous voyons difficilement certaines grandes maisons ayant un rayon velours important et le condamnant à une inaction presque complète. Nous croyons à une boutade et à un moment de mauvaise humeur qu'il faut laisser passer ; notre avis est que nous devons jusqu'à nouvel ordre jouer l'indifférence la plus complète, et nous abstenir de toute démarche pour leur faire rapporter cette décision : nous sommes d'avis également qu'il ne faut pas les menacer de représailles, car dans le premier cas nous paraissions céder à la pression, et dans le second, nous ne ferions qu'envenimer une situation que le temps et la réflexion suffiront à arranger. »

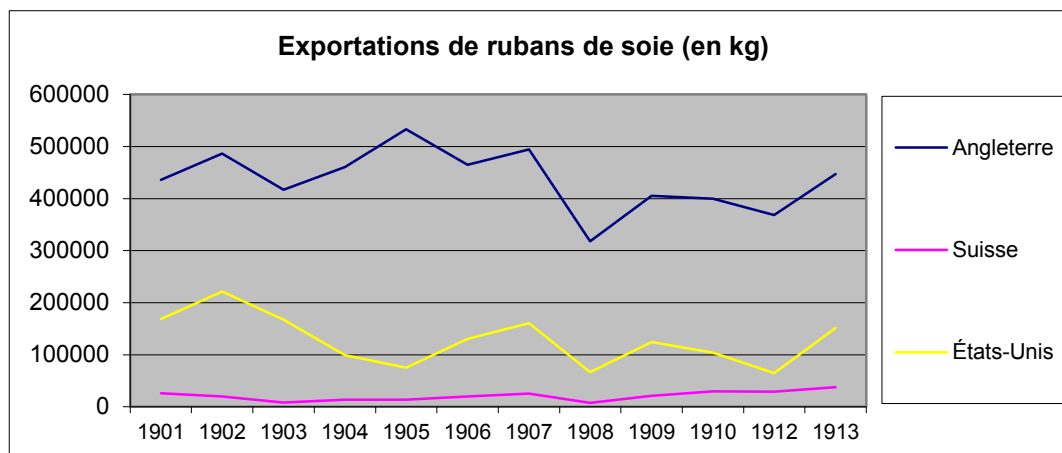
¹¹¹ *Ibid.*, *Copie d'une lettre de M. Sabran au Secrétaire*, Paris, le 19 mars 1908, p. 2.

de remonter la moyenne des années précédentes. »¹¹² Il n'y a que la belle étoffe de soie, trop chère et surtout démodée, qui est délaissée. La vogue dont jouissent les marchandises lyonnaises se poursuit pour de longs mois. S'interrompant à peine à l'été 1907, l'activité en fabrique est particulièrement vive durant cette année¹¹³.

II b. Crises, hésitations de la mode et faveurs accordées à la production française

Les premiers mois de 1908 sont défavorables à la rubanerie stéphanoise, très atteinte par le mauvais état du marché américain et la faible demande anglaise¹¹⁴. Étant donné la contraction momentanée des deux principaux débouchés extérieurs de la rubanerie, l'année 1908 sera la pire de la Belle Époque en ce qui concerne les exportations.

Graphique 4.2.2



Après avoir fourni du travail pour de nombreux mois, la demande en tulles et mousselines faiblit drastiquement au printemps¹¹⁵. La brusque baisse de la soie

¹¹² ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1907. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du, 15 avril au 25 mai, par Viney.

¹¹³ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapports de septembre à novembre 1907.

¹¹⁴ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 9 au 22 mars, par Clappier.

¹¹⁵ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapport de juin 1908.

et la fermeture du marché américain prennent les industriels et les négociants par surprise. Chargée de stocks dépréciés, Lyon enregistre des pertes dépassant les 50 millions : « l'une des épreuves les plus rudes que la place ai subies depuis 1882. »¹¹⁶ Elle supporte le choc avec une solidité qui ne surprend pas. Les négociants sont plus durement touchés par la crise que les industriels. Cependant, les capitaux disponibles demeurent abondants et le riche commerce local fait preuve de solidarité. Malgré tout, les profits encaissés durant la période de hausse sont pour la plupart laminés.

À l'automne, les industriels hésitent sur le choix des tissus qui seront produits. Ils ne savent pas vers quelle direction se tournera la mode pour la nouvelle saison. Pour leur plus grande félicité, la mousseline, dont le prix explose, et les autres étoffes légères reviennent en force¹¹⁷. Grâce à une orientation de la mode favorable, la marche des fabriques de soieries est très active. Plutôt complaisant, le compte rendu de la situation industrielle de 1908 fait par la Chambre de commerce de Lyon laisse peu de doute sur la bonne marche des affaires :

*Aussi, est-ce l'industrie lyonnaise qui, grâce à son outillage sans rival, d'industries auxiliaires, grâce à la souplesse de son organisation, grâce à sa puissance indéfinie d'invention ou simplement de rajeunissement de tissus anciens, grâce à sa docilité à suivre tous les caprices de la mode, grâce enfin à des traditions séculaires, a pu la première tirer le meilleur parti de la situation nouvelle faite au tissage des étoffes de soie.*¹¹⁸

Il fallait aussi avoir la chance d'être favorisé dans une de ses spécialités et de pouvoir offrir des marchandises à bon prix.

Dans d'autres créneaux Lyon était moins dominante. Ses capacités d'adaptation ne laissent aucun doute, mais elles concernent la marchandise de qualité, une tradition bien enracinée. C'est toujours aux plus fortunés qu'on s'adresse et la question d'abaisser le niveau pour produire massivement des étoffes

¹¹⁶ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale de Lyon. Du 29 juin au 29 juillet, par Morlot.

¹¹⁷ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit., Rapports de novembre et décembre 1908.

¹¹⁸ ACCL, Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1908, Lyon, Impr A. Rey, 1909, p. 12.

communes, pour répondre à un caprice plus populaire, ne se pose pas. La nature de la production varie selon la demande et la rareté créée par certaines tendances saisonnières peut apporter, à l'industriel qui produit le genre recherché, de grands bénéfices.

Pour faire de bonnes affaires, les industriels de la soie doivent estimer assez précisément dans quelle mesure leurs produits trouveront preneurs. Ceux qui en 1909 ont persisté dans la production d'articles de genres classiques travaillent très peu ; seuls ceux qui s'affairent à la fabrication des articles à la mode ont des commandes importantes¹¹⁹. La demande porte alors sur une grande diversité de genres. Cette situation avantage les producteurs français qui peuvent modifier leur production plus facilement que leurs rivaux. Il leur est ainsi possible de faire des bénéfices importants en répondant à des commandes rémunératrices.

De sérieuses inquiétudes se manifestent lorsque se précise la perspective de nouveaux changements douaniers aux États-Unis. Devant les complications qui ne pourront manquer de survenir, « plusieurs grandes maisons ont résolu, pour éviter ces ennuis, de s'installer en Amérique. »¹²⁰ La *Manufacture de velours et de peluches J.-B. Martin* y tentera sa chance. Ce ne sera qu'une des manifestations de la politique d'expansion vigoureuse et volontaire de cette dynamique société. Issue de la fusion d'importants rubaniers, elle est partisane et promotrice d'ententes et d'associations. Un projet de convention entre fabricants de rubans français et allemands venait d'être adopté à la fin de 1908 :

*Les fabricants de velours allemands et français, sus-désignés, pour atténuer dans la mesure du possible les effets de la concurrence qui existe entre eux, ont résolu de constituer un Syndicat international, pour la détermination, pour certains articles pratiqués à la fois par les uns et les autres, de conditions de vente et de prix minimum pour chaque articles, et dans chaque pays, qui devront être appliqués par chacun d'eux à leurs clients respectifs.*¹²¹

Les patrons français craignent en effet l'importance grandissante que prendront certainement les maisons de gros allemandes, elle pourraient devenir menaçantes

¹¹⁹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juin 1909.

¹²⁰ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'octobre 1909.

¹²¹ ADL 44J 135, *Le 1^{er} octobre 1908; Convention modifiée ; Premier projet*, p. 1.

sur le marché national. Leur habitude de se protéger fortement sur le marché intérieur et de vendre moins cher à l'extérieur pour augmenter le volume de leurs affaires était connue. Du côté allemand on vendrait moins, mais à bien meilleur prix. L'entente était souhaitée mais il ne fallait pas non plus trop indisposer la clientèle qui se trouverait face à des prix impossibles à négocier.

À cette époque, les consommateurs demandent une marchandise légère et moins dispendieuse que l'étoffe de soie luxueuse de base. Les exportations font des progrès importants dans le premier semestre de 1910¹²². Bien que les articles demandés se vendent à prix moins élevés que les soieries traditionnelles, ils permettent de dégager de beaux bénéfices.

La plupart des Lyonnais et des Stéphanois ne se sont pas témérairement acharnés dans la fabrication des genres classiques. Ce choix ne doit pas pour autant être considéré comme évident. Il était difficile d'anticiper les mouvements de la mode à l'époque, même si après coup nous remarquons des constantes. Il fallait avoir du flair et faire preuve d'audace, prendre un risque calculé qui donnerait la possibilité de faire des profits intéressants. À l'automne 1910, la fabrique lyonnaise voit son activité se poursuivre : « grâce à son outillage perfectionné qui lui permet de s'adapter aux modes successives, elle peut répondre à toutes les exigences, en se portant rapidement sur les articles en vogue. »¹²³ Les stocks de tissus légers sont inexistants, la production est rapidement emportée par les acheteurs.

Les remous de la conjoncture ne cessent pas pour autant d'agiter le marché. Au printemps 1911, les affaires sont affectées par la hausse générale des prix. Un marasme d'une ampleur rarement vue sévit à Lyon ; les exportations ont pour un temps moins d'importance¹²⁴. Alors que les dentelles à fils d'or et les velours prennent le relais à la tête des marchandises les plus demandées, les tulles et mousselines sont moins recherchées. Les meilleurs succès vont aux entrepreneurs qui peuvent fabriquer rapidement les articles recherchés¹²⁵.

¹²² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juillet 1910.

¹²³ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1910.

¹²⁴ *Ibid.*, Rapport d'avril 1911.

¹²⁵ *Ibid.*, Rapports de mai et juin 1911.

La production de la soie artificielle se trouvant réunie entre les mains de peu d'entrepreneurs, la coopération s'avère possible et profitable. Les importants opérateurs de ce secteur effectuent leurs ventes par l'intermédiaire du *Comptoir des textiles artificiels*, à partir du printemps 1911¹²⁶. Celui-ci centralise l'écoulement des produits des groupes Gillet-Berheim et Carnot-Defaucamberge qui comptent de nombreux établissements. De forts bénéfices sont alors dégagés par la *Soie artificielle*¹²⁷, dont les usines opèrent dans les Ardennes. Cette entreprise, pionnière du secteur, est intimement liée, à la *Soie artificielle d'Izieux*, autre établissement prospère du groupe Gillet-Bernheim. Comme il l'a fait en France et aux États-Unis pour ce qui est de la peluche, Joseph Gillet s'associe avec les autres industriels fabriquant des produits similaires pour truster le marché français de la soie artificielle.

Les ententes conclues donnent d'excellents résultats sur le plan commercial comme sur le plan industriel pour la *Soie artificielle*. Un important dividende représentant 30% de la valeur d'émission de l'action peut aisément être distribué en 1912 comme en 1913. Afin de maintenir la position privilégiée de l'entreprise, le conseil d'administration poursuit une gestion prévoyante et volontaire :

*Nous avons cru utile d'intéresser notre Société à plusieurs entreprises françaises et étrangères dont la fabrication est identique ou analogue à la nôtre, jugeant que notre participation permettrait à notre Société de profiter de certains perfectionnements d'ordre technique, tout en lui assurant, dans certains cas, des contrôles utiles.*¹²⁸

Avec une gestion considérée comme étant de premier ordre¹²⁹, des produits innovateurs, des liens étendus à l'étranger et une agressivité certaine, l'entreprise connaît un succès remarquable.

Dans le domaine de la soie synthétique, la concurrence de la *Société d'Elberfeld* n'est cependant pas à négliger. Elle a acquis d'excellents brevets et réalise des profits extrêmement élevés. Cette entreprise allemande est l'une des

¹²⁶ ACACL, DEEF 49 094, *Comptoir des textiles artificiels*, 1930.

¹²⁷ *Ibid.*, DEEF 61 090, *La soie artificielle*, bilans, 1923.

¹²⁸ *Ibid.*, *Exercice 1913, Assemblée générale ordinaire du 27 juin 1914, Rapport du conseil d'administration*, p. 2.

¹²⁹ CAMT, 65 AQ H 130, *Société de la Soie artificielle de Givet*, coupures de presse, 1911-1914.

plus rentables du secteur, elle envisage alors la possibilité d'établir une filiale en Russie¹³⁰.

C'est à cette époque que *Bianchini Fériér* complète l'intégration de sa production. La dynamique entreprise lyonnaise, qui a connu de beaux succès à l'exportation, vient de prendre le contrôle d'un moulinage après s'être assuré celui d'un établissement de teinturerie et d'impression en 1910. Par son activité remarquable, elle a pu trouver un écoulement régulier à ses produits originaux, particulièrement pour les crêpes et les tissus souples teints en pièces. Vendant ses produits directement à ses clients, elle a généralement accru son chiffre d'affaires et réalisé des bénéfices importants jusqu'en 1914¹³¹. La crise ne l'a pas pour autant épargnée lors de son exercice de 1907-1908¹³².

Des changements dans la manière de se vêtir modifient l'ampleur de la demande en tissus de soie durant l'année 1911. La Chambre de commerce de Lyon considère que la modification de la demande « s'explique par l'économie considérable de tissus qui est le résultat de la forme des costumes mise en honneur par les grandes maisons de couture de Paris et qui s'est propagée dans le monde entier. »¹³³ Zurich, la concurrente helvète, voit ses étoffes teintées en flotte et ses taffetas légers particulièrement recherchés, les mousselines et tissus teints en pièces lyonnais sont délaissés en fin d'année. À Saint-Étienne l'industrie du ruban tire moins bien son épingle du jeu au début de 1912. Sa rivale bâloise, mieux équipée qu'elle pour la fabrication intensive des articles à bon marché, alors en vogue, fait de meilleures affaires¹³⁴.

La marche industrielle est assez languissante pour les filatures, mais les tissages s'en sortent mieux. Trop divisées, les commandes laissent des doutes concernant les grandes orientations de la mode¹³⁵. Plus favorisée que les industries

¹³⁰ ASGBUP, GDT 1 390 (60), *Soie artificielle en Russie*, octobre 1909.

¹³¹ Pierre Vernus, « Bianchini Fériér : Essor et déclin d'une fabrique de soieries lyonnaise (1888-1992). Une trajectoire idéal-typique dans le monde du luxe français ? », *Entreprises et histoire*, 46, 2007, pp. 103-104.

¹³² Pierre Vernus, *Art, luxe et industrie*, Paris, Perrin, 2006, pp. 78-79.

¹³³ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1911*, Lyon, Impr A. Rey, 1912, p.13.

¹³⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1912. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 13 avril au 4 mai, par Clappier*.

¹³⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport d'octobre 1912.

d'Autriche, d'Italie et d'Allemagne, qui fournissaient habituellement les États balkaniques, la fabrique lyonnaise se ressent à peine des affrontements armés qui se produisent à l'époque. Ses débouchés vers Paris, Londres et New York se maintiennent sans changement¹³⁶. Le retour en grâce tant attendu de la luxueuse robe de soie laisse espérer aux Lyonnais l'accroissement des chiffres d'affaires.

Malgré un certain calme dans l'industrie à l'hiver 1913, les industriels lyonnais attendent beaucoup de la paix. Toutes les faveurs de la mode semblent devoir se porter sur les soieries. La métropole rhodanienne est en très bonne position pour jouir grandement d'une reprise, puisque ses produits sont clairement choyés par la mode. Pour le directeur de la succursale de la Banque de France, ce n'est qu'une question de temps pour que la situation se développe favorablement :

*Tissus rayés, crêpes de Chine, velours façonnés, satins souples et charmeuses, tour à tour recherchés, font l'objet de transactions qui, encore morcelées, deviendront suivies dès que les événements n'entraveront plus les affaires de longue haleine.*¹³⁷

Les filateurs de bourrette, qui s'approvisionnent en déchets de soie, semblent avoir fait de bien moins bonnes affaires en 1912 que durant l'exercice précédent. C'est le cas des *Filatures de bourrette et de schappe à Thizy*, au capital de 1 000 000, qui, sans trop être à plaindre, voient leurs bénéfices s'amenuiser, tout comme leur chiffre d'affaires¹³⁸. Ce créneau stimule néanmoins au même moment la création de sociétés similaires.

À Courthézon, village contiguë à Châteauneuf-du-Pape, Jacquet donne de l'expansion à son usine de décreusage de déchets de soie. Il associe ses compétences techniques aux relations commerciales de Pegaz, qui faciliteront l'exportation des produits. Rykebus, également fondateur, permettra un approvisionnement en déchets de soie grâce à ses contacts en Extrême-Orient. Tailleux apporte le bénéfice de ses liens avec les producteurs de soie français, italiens, syriens et espagnols¹³⁹. Les investisseurs sont sollicités pour l'achat d'actions de 500 francs chacune afin de compléter le capital de 2 millions de

¹³⁶ *Ibid.* Rapport de décembre 1912.

¹³⁷ *Ibid.*, Rapport de mai 1913.

¹³⁸ CAMT 65 AQ H 111, *Informations financières*, coupure de presse, 28 mars 1913.

¹³⁹ CAMT 65 AQ H 483, *B. Annexe J. Off.*, 19 août 1912.

francs de la *Société de filatures de schappe de Vaucluse*. Cette fabrication avait fait la preuve d'un fort potentiel de rentabilité. La *Société de filatures de schappe*, par exemple, distribue un dividende de 25% à ses actionnaires de 1910 à 1913¹⁴⁰.

Les fabricants de soieries français se trouvent dans une position privilégiée à l'été 1913. Leurs concurrents allemands et suisses subissent un ralentissement de la production attribuable au manque d'intérêt des acheteurs pour leurs marchandises ; ceux d'Angleterre et d'Amérique sont aux prises avec des grèves préjudiciables à l'exécution des commandes¹⁴¹. Les exportations françaises de tissus de soie progressent remarquablement, atteignant des niveaux jamais vus depuis 1875.

L'Angleterre et la Belgique augmentent l'importance de leurs achats en cette année très favorable aux industriels produisant des tissus légers¹⁴². Ceux qui utilisent le coton dans la fabrication de leurs tissus mélangés souffrent cependant de l'enchérissement de cette matière première en fin d'année. Après de grands espoirs en début d'année, 1913 a cependant souvent donné aux industriels des résultats passables, hormis pour certains privilégiés¹⁴³. Peu de plaintes se font entendre car les patrons réalisent qu'ils ont bien tiré leur épingle du jeu.

Depuis vingt-cinq ans la fabrique lyonnaise n'avait pas atteint un tel niveau dans la valeur de sa production. Velours, mousselines, gazes et crêpes sont très demandés. À quelques mois de la guerre la consommation en vêtements de luxe augmente : « la création d'étoffes d'un prix plus élevé, tant en tissus unis qu'en tissus façonnés, brochés ou damas, articles riches dont la production, malgré l'éclipse survenue en septembre, a atteint un chiffre de transactions presque double de 1912. »¹⁴⁴ La valeur de la marchandise vendue est proportionnellement beaucoup plus élevée que les années précédentes.

Malgré un contexte marqué par une aggravation des tensions internationales peu propice au développement des affaires, les soieries françaises

¹⁴⁰ ACACL, DEEF 38 967, *Assemblées ordinaires des actionnaires*, 1910-1913.

¹⁴¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de juin 1913.

¹⁴² *Ibid.*, Rapport d'octobre 1913.

¹⁴³ *Ibid.*, Rapport de janvier 1914.

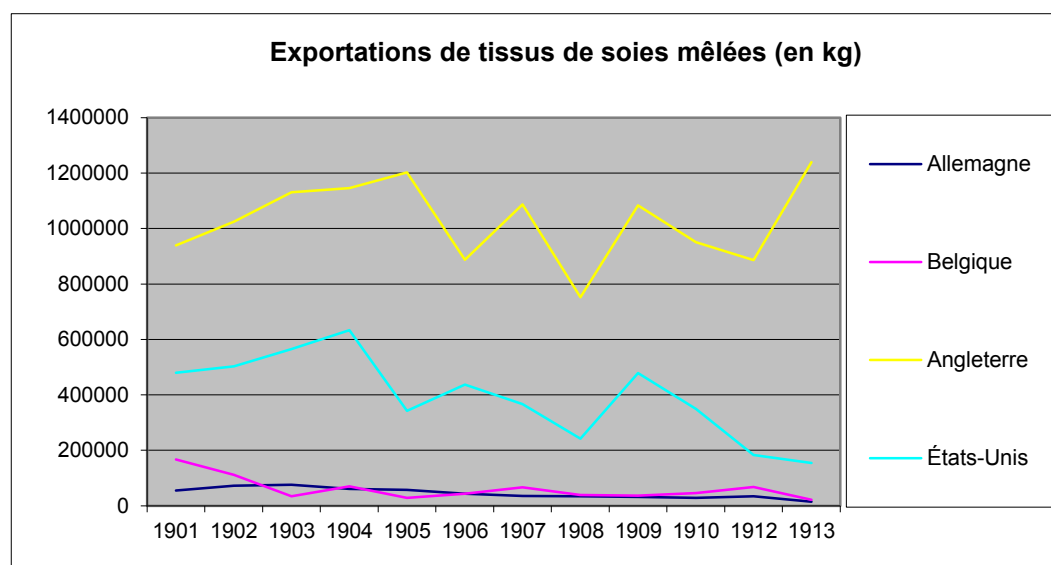
¹⁴⁴ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1913*, Lyon, Impr A. Rey, 1914, p. 22.

se retrouvent à nouveau en excellente position au printemps 1914. Cette situation particulière est attribuable à la forte demande embrassant alternativement les tissus de soie souples et unis, les crêpes de Chine, les taffetas, les velours et les mousselines. À Tarare, où on se spécialise dans la fabrication de ces dernières, leur soudaine popularité fait presque manquer de matière première pour répondre aux demandes¹⁴⁵. Les industriels sont très confiants pour leurs affaires de l'année.

Une recrudescence notable des exportations est même enregistrée par rapport à pareille époque l'année précédente. L'année 1913 avait pourtant connue une campagne d'exportation très fructueuse. C'est donc aisément et à des prix rémunérateurs que s'écoule la production de la fabrique lyonnaise à la veille de la Première Guerre mondiale. Durant le conflit, la demande de luxe fléchira radicalement et le manque de main-d'œuvre (ouvriers, chefs de maisons, contremaîtres et personnel technique étant mobilisés) ralentira considérablement la marche des établissements encore capable de garder une certaine activité.

Perdant de la popularité, les étoffes mêlées maintiennent leurs positions en Angleterre mais voient le débouché américain se contracter toujours davantage. Elles devenaient moins intéressantes à produire pour les soyeux qui portaient leurs efforts vers des genres plus prisés.

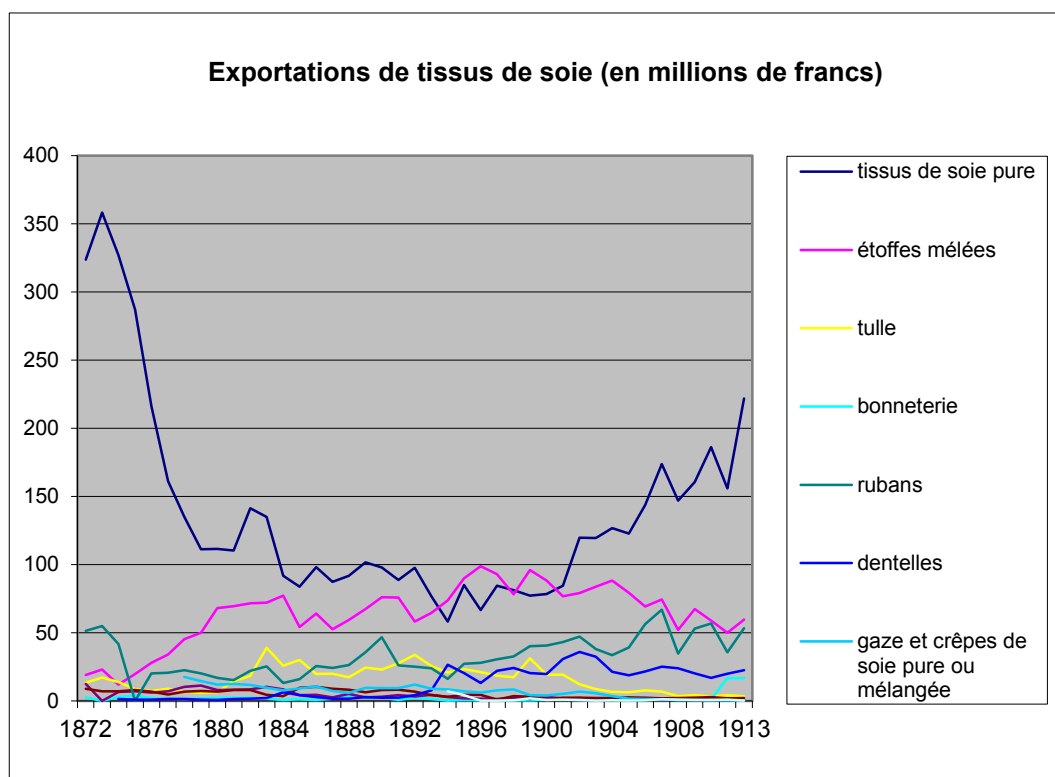
Graphique 4.2.3



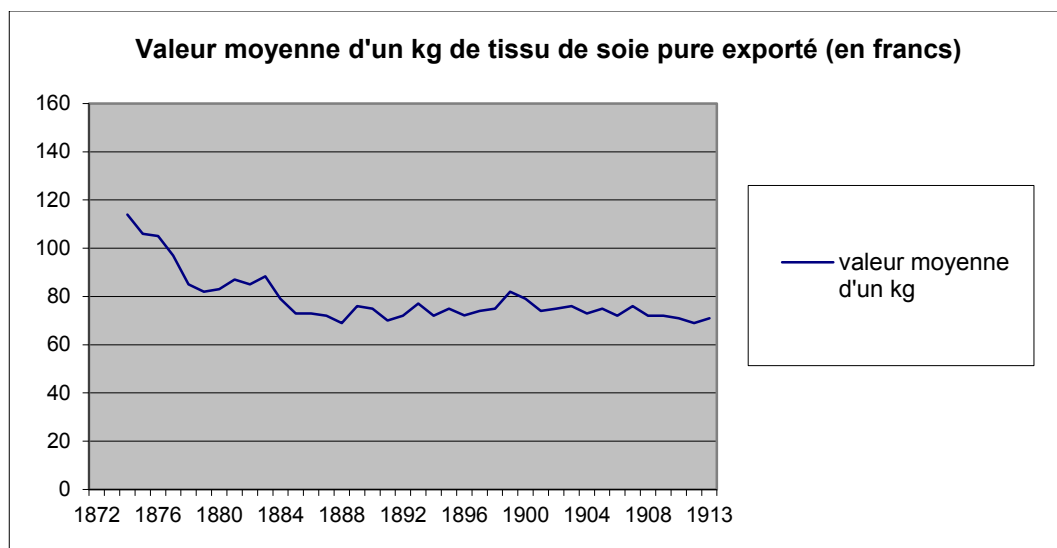
¹⁴⁵ ABF : Banque de France. *Rapports mensuels...*, Op. cit. Rapport d'avril 1914.

La progression de la valeur des exportations de tissus de soie durant la Belle Époque est due à l'augmentation des ventes de tissus de soie pure à l'étranger. La mode favorise alors l'utilisation de différents types de soieries légères, c'est ce qui permet cette progression.

Graphique 4.2.4



La valeur du kg de tissus de soie pure exporté ne s'est pas pour autant redressée au niveau très élevé du début des années 1870. C'est la hausse des quantités vendues qui explique la formidable croissance de la valeur des expéditions durant cette dernière phase étudiée.

Graphique 4.2.5

III. Les cotonnades françaises s'imposent aux colonies

N'ayant pas à subir une concurrence étrangère importante dans les colonies, les industriels français y écoulent des quantités très importantes de tissus durant la Belle Époque. Ils allègent ainsi le marché intérieur du poids d'une surproduction qui avait longtemps fait sentir ses pénibles effets sur la rentabilité des entreprises. Les fluctuations imprévisibles de la matière première causent cependant à certains de grandes déceptions.

III a. Incertitudes face aux fluctuations du prix de la matière première

Les exportations françaises de tissus de coton sont fortement orientées à la hausse au début du XXe siècle. Ce succès apparent ne doit pas induire en erreur. Il est attribuable à une politique douanière protectionniste s'étendant à l'empire colonial et non à un accroissement sérieux de la compétitivité de ce secteur industriel. Néanmoins, une consolidation certaine et le développement de quelques spécialités, permettront à des entreprises françaises de prospérer sur des marchés ouverts à la concurrence.

Au début de 1901, le coton brut se transige à des prix élevés. La position des filateurs est excellente dans l'ensemble et de beaux bénéfices sont réalisés, notamment à Saint-Quentin, Flers, Rouen et à Épinal¹⁴⁶. Dans ce dernier centre, les demandes sont telles que les industriels peinent à répondre aux nombreuses commandes. Bien que le prix du coton se modère dans les mois suivants, les commandes antérieures permettent aux filatures de poursuivre leur activité fructueuse pour plusieurs mois.

Les affaires sont alors toutefois beaucoup moins bonnes pour les tisseurs. Devant les hauts prix et les fréquentes fluctuations, les acheteurs n'achètent que ce qu'ils vendront rapidement. Cependant, la faiblesse des stocks laisse espérer une reprise prochaine.

¹⁴⁶ *Ibid.* Rapport de février 1901.

Malgré certaines déconvenues occasionnées par les déboires de *Flers-Exportation*, la plupart des importants tisseurs de l'Orne s'en sortent bien. C'est particulièrement le cas pour *Halbout et Cie* et *Frémont et Cie*. Cette dernière affaire jouit d'une enviable situation : premier tissage de Flers avec 550 métiers, l'entreprise occupe 800 ouvriers dans le tissage comme dans les apprêts et la blanchisserie. Elle écoule une partie de sa production à l'étranger. D'une puissance productive comparable, l'affaire de tissage des frères Pernelles, toujours excellente, se trouve toutefois à manquer de liquidités suite aux dépenses faites pour moderniser l'équipement, auxquelles s'ajoutent les pertes essuyées dans la liquidation de *Flers-Exportation*¹⁴⁷. Grâce à leur bonne réputation ils obtiennent cependant aisément les délais de paiements qu'ils avaient sollicités.

La situation change pour les filateurs de coton français lorsque la baisse attendue du coton se concrétise au printemps. D'Épinal le rapport du directeur de la succursale de la Banque de France précise : « cette crise peut être attribuée en partie aux prix trop élevés maintenus dans la région et qui ont permis l'importation de fils étrangers : il serait entré depuis huit à dix mois 4 millions de kilos de fils environ. »¹⁴⁸ La prospérité des mois précédents, présentée comme la période la plus faste depuis vingt-cinq ans, avait été payée au fort prix par les consommateurs. Trop élevés, les prix avaient permis à des fils étrangers de se vendre en France moins cher que la production locale, et ce malgré les tarifs douaniers protectionnistes.

Le peu de commandes et la faiblesse des prix de vente inquiètent les industriels à l'automne. Voulant en profiter le plus possible, les acheteurs attendent une nouvelle baisse. Présent à l'échelle européenne, le malaise de l'industrie cotonnière suscite de vives appréhensions. Dans la circonscription de Belfort, les cotonniers « craignent que la crise qui sévit en Allemagne n'ait bientôt sa répercussion en France : beaucoup d'articles courants ont atteint en Alsace une telle dépréciation que les droits de douane ne jouent plus. »¹⁴⁹ La crise touchant

¹⁴⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1901. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 11 au 19 mars, par Arnous-Rivière.*

¹⁴⁸ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de juin 1901.

¹⁴⁹ *Ibid.*, Rapport de novembre 1901.

les pays voisins empêche ainsi non seulement de brader les marchandises et les écoulant sur leur marché, mais elle menace aussi de voir affluer celles de concurrents prêts à vendre en assumant des pertes.

L'industrie cotonnière poursuit sa croissance à Roanne, l'abondance des capitaux disponibles sur place rend les services de la Banque de France peu nécessaires¹⁵⁰. Ce pôle de plus en plus important du tissage du coton connaîtra bientôt un net ralentissement dans sa prospérité. Nous verrons qu'un manque de réinvestissements dans le matériel productif mènera la région à une crise sérieuse en fin de période.

Au tournant de 1902, une certaine embellie se manifeste dans la conjoncture. Les places de Rouen et de Saint-Quentin écoulent plus facilement leurs tissus de coton grâce à des affaires conclues avec l'Algérie¹⁵¹. Les stocks accumulés durant la crise sont toutefois loin d'être écoulés. Instables durant toute l'année, les cours ne permettent pas de faire de bonnes affaires. Le mauvais temps nuit à la vente des tissus d'été qui devient problématique. À l'automne les tisseurs profitent cependant du bas prix des fils de coton qui leur permet de dégager des bénéfices. Néanmoins, les nouveautés et articles de grande consommation se vendent très difficilement¹⁵². Si la situation est peu prospère, on ne rapporte pas pour autant de chômage important. Les tisseurs espèrent une baisse de la matière première qui permettrait de stimuler l'activité des fabriques, les filateurs une hausse qui ferait demander leurs produits. Dans l'expectative, les approvisionnements se font ponctuellement pour répondre aux besoins courants.

Dans la Somme, les articles d'Amiens se vendent moins bien que les années précédentes : « les fabricants ne savent pas se créer des débouchés nouveaux et luttent péniblement contre la concurrence étrangère et indigène »¹⁵³. La vente de leurs produits se faisant principalement par le truchement de commissionnaires et de négociants, ils ont rarement des liens directs

¹⁵⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1901. Rapport concernant la succursale de Saint-Étienne. Du 13 au 26 novembre, par Dupety.*

¹⁵¹ *Ibid.*, Rapports de janvier et février 1902.

¹⁵² *Ibid.*, Rapports de septembre et octobre 1902.

¹⁵³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1902. Rapport concernant la succursale d'Amiens. Du 10 au 28 novembre, par Dupety.*

avec leurs clients. Quelques bonnes affaires en velours et une augmentation de la confection de vêtements, qui se vendent bien à l'étranger, sont remarquées.

Certains profits mirobolants réalisés dans le textile les années précédentes laissent croire qu'une mauvaise année ne pourrait être considérée comme catastrophique. Mentionnons le cas extrême de Marchal à Saint-Dié : avec un capital de 600 000 francs, la filature de 80 000 broches de Jules Marchal, considéré comme un industriel très intelligent, mais aussi très ardent, aurait dégagé 1 200 000 francs de bénéfices pour les seuls exercices 1900 et 1901¹⁵⁴. Augmentant ses capacités de production constamment, il aura 100 000 broches en fonction deux ans plus tard. La prise de risques importants expliquerait ses incroyables marges bénéficiaires. Cette entreprise sera considérée comme 'supérieurement conduite' dans les rapports annuels d'inspection de la Banque de France. Ses frères, eux-aussi à la tête de filatures, réussissent également bien leurs affaires. En général, les industriels de la région d'Épinal peuvent largement se permettre de patienter.

Il faut tout de même attendre le printemps de 1903 pour que la situation soit considérée comme clairement favorable. C'est alors une hausse des cotons bruts qui permet aux filateurs de vendre à meilleurs prix. Les établissements de tissage sont aussi signalés comme travaillant tous activement. Rouen serait néanmoins dans une moins bonne position que Saint-Quentin, puisque la métropole normande, toujours aux prises avec des stocks importants, souffre de la cherté de sa main-d'œuvre¹⁵⁵. Une fois les stocks de filés ou de coton achetés avant la hausse écoulés, il devient moins facile de faire des bénéfices. Les acheteurs se montrent réticents devant les forts prix exigés.

Durant l'été 1903, cette hausse exagérée cause de sérieuses inquiétudes. Comme habituellement en pareille situation, le travail est fortement ralenti. Les industriels craignent d'accumuler des stocks qui seront plus tard invendables à des prix rémunérateurs. Les autres pays producteurs sont aussi atteints par cette appréciation inusitée ; tous attendent des nouvelles des prochaines récoltes. La

¹⁵⁴ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 20 au 30 octobre, par Morlot.*

¹⁵⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de mars 1903.

situation s'envenime durant l'été. À l'automne les affaires sur les filés et les tissus sont considérés comme nulles ; les ventes ne font qu'alléger les stocks¹⁵⁶. Plusieurs sont découragés par la faiblesse des prix offerts pour les fils et tissus. Quelques industriels des Vosges ont cependant pu faire de bonnes affaires tant qu'ont duré leurs stocks de coton, plus importants qu'ailleurs et achetés à bas prix.

Dans l'Aube, la bonneterie de coton traverse aussi un mauvais moment. Elle a poussé ardemment sa fabrication durant les dernières années et les stocks se sont accumulés dangereusement. Les *Établissements Mauchauffée*, s'en tirent malgré tout très bien. Ils ont intégré dans leurs bâtiments le tissage, la teinture et la confection. Le succès de cette société s'explique par l'excellence de leur gestion et leurs débouchés de premier ordre. D'importants débouchés sont trouvés de manière régulière auprès des grands magasins parisiens et des boutiques de vêtements et de nouveautés à travers le pays. Toutefois, la vente de la production dépend aussi des marchés étrangers. Dynamiques, les gestionnaires ont mis en place un réseau commercial important qui comprend des points de vente en Amérique, en Afrique et en Asie, ne misant pas uniquement sur l'Algérie pour développer leurs exportations, contrairement à d'autres fabricants de bonneterie de leur département¹⁵⁷.

Depuis 1891, le chiffre d'affaires de cette entreprise est le plus élevé à Troyes. La partie financière est conduite « avec une grande intelligence »¹⁵⁸ par Mortier, directeur de la succursale troyenne de la Banque de France. Les cadres s'appliquent à améliorer la fabrication en adoptant les procédés techniques les plus efficaces. En 1902 par exemple, lorsqu'on constate que le bas fabriqué sur le matériel de l'usine est avantageusement concurrencé par un article semblable fait sur des métiers américains, conçu pour la grande production et donnant un prix de revient moins élevé, le conseil d'administration :

reconnaissant que cet article premier prix est indispensable à la vente, n'a pas hésité à se procurer le matériel suffisant pour la fabrication de ce genre

¹⁵⁶ *Ibid.*, Rapports d'octobre et novembre 1903.

¹⁵⁷ Helen Harden Chenut, *Les ouvrières de la République...*, *op. cit.*, pp. 322-323.

¹⁵⁸ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1899. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 24 juillet au 6 août, par Gobineau.*

*d'article, et à affecter le matériel ancien à la production des chaussettes d'enfants pour laquelle il est susceptible d'un bon rendement.*¹⁵⁹

Les capacités industrielles augmentent constamment et s'ajustent à la demande par une diversification des marchandises produites. Une progression remarquable du chiffre d'affaires de la compagnie se produit jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les bénéfices sont aussi très bons, malgré deux exercices tout juste rentables en 1904 et 1905.

Il y a à Troyes une tendance des industriels à adopter la forme de la société anonyme pour leurs affaires :

*c'est un moyen pour eux, lorsqu'ils ont édifié leur fortune et que l'heure de la retraite approche, de permettre à leurs fils de prendre leur succession en évitant des partages compliqués et difficiles. La Banque n'a qu'à se louer de cette façon de faire qui conserve, sur la place, des maisons importantes généralement bien dirigées.*¹⁶⁰

Les liquidations qui se produisaient auparavant souvent pour satisfaire les droits des héritiers sont ainsi plus souvent évitées. Néanmoins, des établissements au capital supérieur à un million de francs, comme ceux d'Herbin et de Valton, ne se transformeront en société anonyme qu'après la Première Guerre mondiale.

Secteur pour lequel l'exportation est de première importance, la bonneterie de coton est très sensible à la nécessité de trouver un écoulement extérieur à ses produits. C'est d'autant plus nécessaire que sa production s'est largement développée. Les industriels devaient exporter à défaut de quoi ils seraient contraints de restreindre leur fabrication ou de vendre à prix ruineux. Les bonnets, bas, chaussettes, caleçons ou gilets de coton, fabriqués à l'aide de métiers tubulaires spéciaux, étaient demandés à l'étranger. L'année 1903 est marquée par une diversité des débouchés ; l'Amérique du Sud s'avère un marché très intéressant. En Algérie, les qualités de bonneterie consommées sont d'abord peu produites en France. Les fabricants s'adapteront pour profiter d'un écoulement facile de bonneterie commune sur ce marché captif.

¹⁵⁹ ADA 39J 55. *Rapport à l'assemblée générale des actionnaires des « Établissements Mauchauffée »*, 29 août 1902.

¹⁶⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1903. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 16 au 2 décembre, par Platet.*

La concurrence allemande était néanmoins dominante dans les qualités inférieures et son dynamisme commercial reléguait la France à une production plus luxueuse, comme on le constatait à Troyes :

*La décroissance de nos affaires avec les pays de l'Europe ressort régulièrement (...) L'Allemagne, mieux placée que nous, mieux organisée aussi comme moyens de vente, forcée par la surproduction à des efforts toujours nouveaux et malheureusement productifs, nous supplante de plus en plus dans la fourniture des articles courants ; qu'on aille en Italie, en Autriche, en Russie, on trouvera partout l'article allemand ; l'article français se rencontrera seulement dans les magasins de luxe.*¹⁶¹

Malgré les difficultés, l'attitude de la Chambre de commerce de Troyes est courageuse et optimiste face aux défis lancés par la concurrence :

*Le vieil outillage disparaîtra, de nouveaux débouchés seront créés, de toutes façons de nouveaux efforts seront tentés. C'est donc la lutte, dira-t-on, toujours la lutte. Certes! Oui, c'est la lutte, puisqu'elle est partout et toujours, dans toutes les circonstances de la vie, puisqu'elle est une condition essentielle du progrès, puisque si nous bénéficions du travail de nos pères, il est juste que nous préparions l'avenir de nos fils.*¹⁶²

Pour les représentants du patronat local, l'entreprise transformée dans sa forme sociale doit aussi pouvoir assurer sa pérennité par une gestion soucieuse de l'avenir et attentive aux progrès technologiques et commerciaux propres au nouveau siècle. La fabrique locale rebondira après des années difficiles en 1904 et 1905.

Intéressée par l'exportation et ayant jadis placé de grands espoirs dans la *Société d'exportation de l'Est*, l'entreprise *Maurice Chagué et Cie*, change à cette époque la manière dont elle vendait ses tissus :

*Renonçant à la méthode dite de 'consignation' que nous pratiquions depuis de longues années nous faisons maintenant la vente directe à l'aide de représentants établis dans les principaux centres d'opération. Nous pouvons maintenant nous occuper d'articles plus variés et d'un choix plus judicieux, ne restant plus presque exclusivement - comme par le passé - dans les genres ordinaires insuffisamment rémunérateurs.*¹⁶³

¹⁶¹ ADA 1ETP 2 (51), *Chambre de commerce de Troyes ; Compte-rendu des travaux en 1902*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1903, p. 203.

¹⁶² *Ibid.*, p.204.

¹⁶³ ADV 69 J 16, *Société Maurice Chagué et Cie ; Assemblées générales ordinaires*, 29 septembre 1903.

Malgré des efforts faits pour écouler la production dans de meilleures conditions, le retard pris dans la modernisation de tissages devenus vétustes allaient nuire à la rentabilité de l'entreprise.

Les nouveaux arrivages de coton brut redonnent un peu d'activité à l'industrie cotonnière. Toutefois, la disparité entre le prix élevé de la matière première et les offres d'achats, peu en rapport avec cette cherté, empêche une reprise sérieuse au tournant de l'année 1904. L'appréciation singulière de la matière première est attribuée à la spéculation américaine¹⁶⁴. Devant la persistance des difficultés éprouvées par les tissages, les industriels régularisent le chômage dans leurs usines : ainsi dans les Vosges 40 000 métiers seront arrêtés un jour par semaine et 15 000 dans l'Orne¹⁶⁵. La prudence des industriels de ces départements paraît devoir leur permettre de traverser la crise sans trop de déboires. Il faut aussi dire que les bénéfices des années précédentes ont parfois été énormes, particulièrement dans l'arrondissement d'Épinal.

Bien que depuis la disparition de *Flers-Exportation* on exporte uniquement des tissus de genre 'guiné' dont la teinture est effectuée dans la région, les industriels de Flers demeurent optimistes. Dans ses réponses au questionnaire de l'enquête de 1904 sur l'industrie textile, la chambre de commerce de la circonscription croyait concurrentiel son matériel productif : « On peut, avec une certaine fierté, dire que les industriels ont toujours eu la préoccupation de maintenir cet outillage à la hauteur des progrès faits par la mécanique et qu'ils y ont consacré la plus grande partie des bénéfices qu'ils ont réalisés. »¹⁶⁶ Attentifs à la conjoncture, les patrons scrutent les signes annonciateurs d'une baisse du coton tant attendue. Elle pourrait être l'augure d'une nouvelle campagne fructueuse.

Malheureusement, la dépréciation qui survient à l'été entraîne le prix des tissus et des filés avec elle. Ainsi, la prudence adoptée par les industriels se justifie pleinement. L'Orne est particulièrement touchée : tissages et filatures chôment alors jusqu'à trois jours par semaine. Devant cette période de mévente qui

¹⁶⁴ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1904. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 12 a 22 décembre, par Duband.*

¹⁶⁵ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1904.

¹⁶⁶ ADL 13J 292, *Chambre de commerce de Flers ; Réponse au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile*, Flers, Imprimerie A. Lévesque, 1904, p. 10.

s'éternise, les préoccupations sont sérieuses. Les industriels cotonniers « ce sont réunis à Paris pour rechercher les moyens d'y remédier et se sont mis d'accord sur la nécessité de réglementer la production et la vente. »¹⁶⁷ L'attitude des acheteurs n'aide évidemment pas ; comme ils en ont l'habitude ceux-ci retardent leurs achats pour voir jusqu'où la baisse se rendra. Il reste cependant de l'espoir car les stocks des intermédiaires sont très bas. Une stabilisation des cours, en donnant confiance aux négociants, provoquerait des commandes importantes. Très difficiles à anticiper, les fluctuations déroutent les prévisions. La spéculation s'avère très risquée.

Bien que l'application du 'short time' ait porté fruits pour ce qui est de la réduction des stocks, la situation du tissage demeure difficile. Le peu d'ordres reçus inquiète. En Haute-Normandie :

*les tisseurs de la Seine-inférieure qui s'étaient réunis le 16 septembre pour rechercher s'il y a lieu de prolonger la réduction de leur production jusqu'à fin octobre, n'ont pas adopté cette mesure et l'on voudrait voir, dans ce fait, l'indication d'une prochaine reprise des affaires.*¹⁶⁸

Les débouchés étrangers se faisant ardemment désirer durant cette période de marasme, une commission permanente se réunit à Paris en décembre. Elle s'interroge sur les moyens à adopter pour faire croître les exportations de tissus¹⁶⁹. Atteints par la crise, les entrepreneurs tentent à nouveau de collaborer plus étroitement. Malgré cette volonté de coordination des efforts, il est généralement impossible de garder les participants liés à la cause commune lorsque les conditions redeviennent favorables.

Afin de développer leurs affaires des filateurs dynamiques décident de monter des usines à l'étranger. Ils peuvent ainsi contourner les barrières douanières et atteindre plus aisément certains marchés éloignés. C'est le cas de l'entreprise *Lorthiois frères* qui, en plus de peignages de laine, possède des filatures de coton à Tourcoing et Lille, mais aussi à l'étranger : à Melbourne et

¹⁶⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juillet 1904.

¹⁶⁸ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1904.

¹⁶⁹ *Ibid.*, Rapport de janvier 1905.

Buenos Ayres. La fortune globale des propriétaires est évaluée à 15 millions de francs ; leurs affaires grandissantes sont très importantes¹⁷⁰.

L'année 1904 a finalement été catastrophique pour les filateurs. À Rouen on la considère comme « une des plus troublée qu'aie jamais connu la filature de coton, et aucune, depuis la guerre d'Amérique n'a probablement laissé autant de ruines. »¹⁷¹ Le prix du coton en perpétuel hausse atteint alors des sommets jamais vus depuis près de quarante ans. Face à une prochaine récolte s'annonçant abondante, le travail est freiné pour éviter la constitution de stocks qui pourraient vite se déprécier et devenir invendables. Les prix s'effondrent en effet rapidement, alors que les gains des années précédentes disparaissent devant les pertes de cet exercice calamiteux. Si les filateurs rouennais s'inquiètent avec raison de l'avenir de leur industrie, leur étonnement par rapport à la période prospère que traverse leurs collègues anglais a de quoi surprendre¹⁷². Ceux-ci avaient davantage investi dans le matériel productif et leur organisation commerciale était supérieure. Leurs succès étaient la récompense d'efforts soutenus. Le peu de motivation du filateur rouennais typique pouvait en grande partie expliquer ses déboires.

En Lorraine, la solidarité exercée par rapport aux prix de vente profite aux filateurs des Vosges. Une remarquable hausse de l'activité, de surcroît rémunératrice, apparaît au printemps 1905. Les industriels projettent alors de créer pour deux ans un comptoir de vente de filés à Épinal¹⁷³. Celui-ci est effectivement créé et permet aux filateurs de coton de cette région d'éviter une concurrence néfaste. Ils parviennent à maintenir des prix plus élevés qu'en Normandie à l'été, sans que les affaires dégagent des bénéfices vraiment intéressants pour autant¹⁷⁴. Les grèves perturbant l'industrie cotonnière allemande ne contrarient pas les industriels français, loin de là. Il semble que la revendication des ouvriers d'outre-Rhin concernant la journée de dix heures soit en voie d'aboutissement. Les

¹⁷⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1904. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 17 au 25 octobre par Patte.*

¹⁷¹ ADSM 8M 13, *Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1904.*

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ ABF : *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de mai 1905.

¹⁷⁴ *Ibid.*, Rapports d'août et de septembre 1905.

filateurs français travaillaient auparavant seuls dans ces conditions moins avantageuses pour les patrons.

Les stocks de tissus qui étaient importants en France tendent enfin à diminuer et de nouveaux ordres laissent croire en un avenir plus radieux. Persistante, la variation des cours empêche la reprise de devenir générale au tournant de 1906. Les nouvelles arrivant de Seine-inférieure sont toutefois très bonnes pour les tissus imprimés. De Rouen le directeur de la succursale de la Banque de France signale :

*une reprise très nette dans l'industrie de l'indienne ; la plupart des maisons d'impression ayant annoncé une élévation de leurs prix à partir du 15 décembre, de nombreux ordres leurs ont été donnés avant cette date, assurant ainsi aux fabriques du travail pour 6 à 8 semaines.*¹⁷⁵

Les tisseurs français profitent aussi du prix très modéré des fils de coton au début de 1906. Pour réduire leurs stocks trop importants, certains filateurs des environs d'Épinal sont alors contraints d'effectuer des ventes sur le marché londonien¹⁷⁶. Ces ventes faites aux prix ayant cours en Angleterre ne sont pas rémunératrices. Bien que ces exportations ne doivent pas être interprétées comme un indice de prospérité, elles soulagent néanmoins les industriels. Le travail des tissages est bientôt assuré pour plusieurs mois dans les Vosges où les entrepôts ont pu être vidés.

III b. Des marchandises qui s'écoulent à l'étranger en quantités grandissantes

Le printemps de 1906 est caractérisé par une reprise de l'activité cotonnière au niveau mondial. Ne demeurant pas étrangères à ce mouvement favorable, les filatures françaises font des ventes assez importantes, tandis que les prix se relèvent. La fabrication des indiennes rouennaises est sensiblement stimulée par une hausse des quantités exportées en Algérie et à Madagascar¹⁷⁷. Dans l'Est de la France, les industriels qui produisent des tissus de coton jalourent les patrons

¹⁷⁵ *Ibid.*, Rapport de janvier 1906.

¹⁷⁶ *Ibid.*, Rapport de mars 1906.

¹⁷⁷ *Ibid.*, Rapport de mai 1906.

allemands qui obtiennent plus de commandes et à de meilleurs prix. La conjoncture est toutefois très bonne pour les tissages des Vosges : « depuis de longues années on n'avait pas vu de stock aussi faible et toute la production jusqu'à la fin de l'année est dès à présent vendue. »¹⁷⁸ À Rouen, les succès sont moindres.

Pour la bonneterie l'année 1906 est marquée par une activité remarquable et des résultats intéressants, ils compensent les campagnes précédentes qui ont été moins favorables. L'association des fabricants a permis de relever les prix et la demande s'est maintenue à un niveau élevé. À Troyes, on est satisfait des affaires faites en Amérique du Sud mais la comparaison faite avec les concurrents laisse quelque amertume : « nous n'avons fait que suivre nos maîtres en matière commerciale, les Anglais et les Allemands, qui auront bénéficié, un an avant nous, c'est-à-dire un an de plus que nous, de la période d'activité que nous traversons. »¹⁷⁹ L'organisation des affaires d'exportation laisse encore à désirer. Les transactions se poursuivent toutefois de manière profitable pour tous dans les mois suivants.

Le tissage continue activement son travail au printemps 1906 mais la filature ne se porte pas aussi bien. Heureusement les stocks sont de peu d'importance. Dans quelques circonscriptions, telle celle d'Épinal, les industriels possédant des tissages ont presque tous des filatures. Ainsi, on y rapporte que « la gêne qui pèse sur la filature se trouve en partie compensée par l'excellente situation du tissu. »¹⁸⁰

L'activité industrielle des Vosges profite bientôt de nouvelles données tarifaires allemandes qui jouent à son avantage. En effet, on attribue en partie aux exportations vers l'Allemagne les nombreuses commandes obtenues qui lui assurent du travail jusqu'à la fin de 1907. Les cotonniers se réjouissent des mesures adoptées par les autorités allemandes : l'admission temporaire des tissus de coton français destinés à l'exportation et la suppression momentanée des droits

¹⁷⁸ *Ibid.*, Rapport d'août 1906.

¹⁷⁹ ADA 1 ETP 2 (51), *Chambre de commerce de Troyes ; Compte-rendu des travaux en 1906*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1907, p. 181.

¹⁸⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1906. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 27 juillet au 4 août, par Patte.*

de douane sur quelques catégories¹⁸¹. Cette situation pousse certains industriels à envisager l'installation de nouveaux métiers alors que la prospérité se propage aux industries normandes. 1906 se termine sur une excellente note pour le tissage et la filature, les exportations jouent un rôle important de catalyseur sur l'activité industrielle.

Cas exceptionnel chez les industriels français du textile, l'association entre teinturiers a été rendue possible par le poids important de certaines entreprises de ce secteur très concentré. La *Blanchisserie et teinturerie de Thaon* a convaincu ses deux principaux concurrents, la SA des *Blanchisseries, teintureries et impressions de Villefranche-sur-Saône* et *Motte-Deleschuze* de Roubaix, de s'associer avec elle. Sa place est prépondérante dans le cartel qui contrôle en 1907 sept établissements de teintures concurrents dont cinq normands¹⁸². La stratégie adoptée pousse à la fermeture de quelques établissements pour donner plus de travail aux autres.

Dans l'Aube, les fabriques de bonneterie profitent pleinement du mouvement prospère des affaires qui anime l'industrie cotonnière. Les entreprises de Troyes obtiennent tant de commandes qu'on considère qu'elles ne pourront probablement pas toutes les satisfaire¹⁸³.

Même situation dans le Nord où les grandes filatures de coton établies à Tourcoing donnent de bons rendements. *Motte frères* (Louis, François, Joseph et Paul) ont à Tourcoing 69 280 broches à filer et 15 918 à retordre ; leurs établissements dégagent de bons résultats. L'usine de leurs cousins, *Motte Étienne et Cie*, comptant environ 65 000 broches¹⁸⁴, profite aussi de la conjoncture favorable.

Les rapports concernant les premiers mois de 1907 sont teintés d'une satisfaction quasi euphorique avec l'arrivée constante de nouvelles ventes rémunératrices. Devant la persistance de la hausse des prix, les clients passent des commandes sur de grandes quantités. Au printemps, l'ensemble de la production

¹⁸¹ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1906.

¹⁸² Odette Hardy-Hemery, « Une limite au libéralisme intégral ? Ententes et cartels dans le monde au XIXe et dans le premier tiers du XXe siècle », *Revue du Nord*, 75, 1993, p. 331.

¹⁸³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1906. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 19 novembre au 3 décembre, par Clapier.*

¹⁸⁴ *Ibid.*, *Tournée de 1907. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 8 avril au 30 avril, par Duband.*

annuelle à venir est déjà achetée. Les industriels normands qui se spécialisent dans la production d'indiennes accélèrent leur marche pour produire le plus possible. La totalité de ce qui sera mis sur le marché pourra être vendu avantageusement.

Les fils de coton offerts par les industriels des Vosges sont recherchés pour leur belle qualité en Suisse et en Alsace, les prix de vente à la hausse laissent davantage de bénéfices¹⁸⁵. Pour les tissages du Nord et de l'Est tout va pour le mieux, certains délais de livraison sont à une échéance aussi éloignée que le quatrième trimestre de 1908. Plusieurs établissements des Vosges pris dans un tourbillon frénétique d'activité fonctionnent jour et nuit, presque sans interruption¹⁸⁶. Il est impossible d'accepter davantage de commandes pour 1908. Les Vosgiens exportent vers les colonies des tissus communs moins prisés sur le marché national ; dans le Nord on vise une clientèle plus riche, notamment sur les marchés anglais et américain, avec les dentelles, velours et broderies. En Picardie, l'entreprise *Cliff frères* a breveté sa fabrication mécanique de la dentelle dite « point de crochet » depuis déjà quelques années. Elle produit bientôt près 90 000 mètres de dentelles de par jours dont elle exporte en grande partie en Europe, ainsi que des guipures et autres spécialités molletonnées¹⁸⁷.

La conjoncture favorable dont jouit la filature française est exceptionnelle par sa durée. Une grande satisfaction se manifeste dans les Vosges : « Jamais les engagements ne s'étaient élevés au chiffre qu'ils atteignent aujourd'hui et la prospérité de la région de l'Est est tout à fait remarquable. »¹⁸⁸ Il n'y a pas que les grandes entreprises qui profitent de l'excellent état du marché :

*La situation actuelle est si brillante que même les fabricants de second ordre travaillent au plein, et conséquence de la hausse ininterrompue des textiles, ce sont eux, qui ayant été les derniers sollicités par les acheteurs, bénéficient des plus hauts prix.*¹⁸⁹

Disposant de réserves importantes en capitaux, les industriels vosgiens réinvestissent dans l'acquisition de matériel et la construction de bâtiments.

¹⁸⁵ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de février 1907.

¹⁸⁶ *Ibid.*, Rapport de mai 1907.

¹⁸⁷ Jean-Marie Wiscart (dir.), *Les patrons du Second Empire 10 ; Picardie...*, op. cit., p. 37.

¹⁸⁸ ABF, Banque de France. *Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1907.

¹⁸⁹ ABF, Banque de France. *Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 2 au 13 juillet, par Patte.*

Conscients du caractère temporaire de cette période donnant de forts bénéfices, ils préfèrent toutefois modérer l'expansion de leurs capacités de production.

La situation est similaire dans la circonscription de Rouen où les filateurs poussent fortement le travail dans leurs usines : « En fin de premier trimestre de 1907, la filature normande n'avait plus rien à vendre sur 1907 et elle a obtenu pour toutes ces affaires des prix satisfaisants et de plus en plus élevés. »¹⁹⁰ L'année y est fastueuse et il en ira de même pour la suivante.

Les affaires sont alors aussi très florissantes dans l'Orne pour les cotonniers qui tirent profit d'une hausse des coutils supérieure à celle du coton brut. 1907 aura donc été extraordinairement prospère pour l'industrie cotonnière française. Pour plusieurs patrons elle aura permis de faire de bonnes affaires, par anticipation, pour toute l'année 1908.

Se développant constamment depuis les débuts de la Troisième République, l'industrie cotonnière, et notamment celle du tissage, fleurissent toujours à Roanne et dans ses environs. L'entreprise *Tissages A. Bréhard*¹⁹¹ se transforme alors en société anonyme, au capital de 3 600 000 francs, en gardant l'appellation d'origine. Les deux fils du fondateur de l'affaire sont les principaux actionnaires. Leur volonté de modifier la manière de travailler des ouvriers entraînera bientôt de sérieuses complications.

Le département des Vosges s'affirme comme le plus prospère du secteur cotonnier en France. Après l'excellente année 1907, on prévoit encore de beaux bénéfices pour l'exercice de 1908. Les nouvelles commandes se font rares mais elles ne sont aucunement recherchées ; les carnets sont bien remplis pour toute l'année. Pour pouvoir répondre à l'ampleur des ordres donnés, la fabrique vosgienne doit avoir recours à l'importation de filés anglais : on en importe environ 500 000 kg par mois depuis le début de 1908, comparativement à une moyenne mensuelle de 150 000 kg en 1907¹⁹². Les milieux exportateurs se réjouissent à l'été d'une baisse des importations de tissus écrus et blanchis anglais,

¹⁹⁰ ADSM 8M 14, *Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1907.*

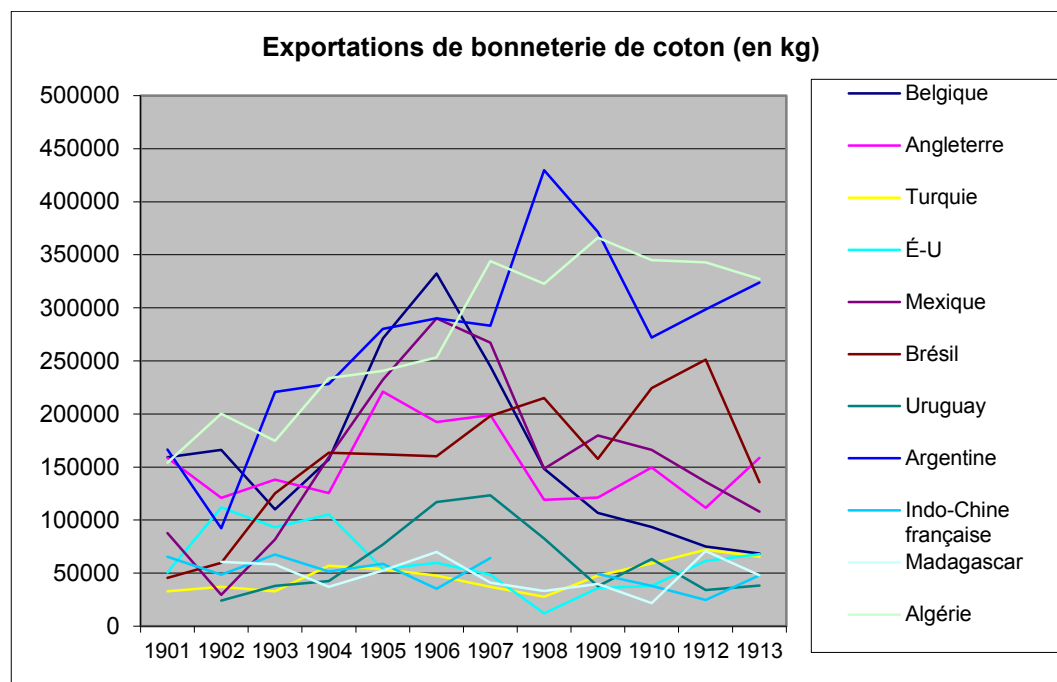
¹⁹¹ CAMT 65 AQ H 28, *Tissages A. Bréhard, Société anonyme, Au capital de 3 600 000 francs, Statuts*, Roanne, Imprimerie M. Souchier, 1907.

¹⁹² ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de juin 1908.

tout comme de l'amélioration des exportations vers l'Algérie, l'Indochine et Madagascar¹⁹³.

Dans l'Aube, la bonneterie de coton est peu affectée par une campagne plus difficile. Les années précédentes ayant été d'une exceptionnelle prospérité, les industriels ont moins de mal à supporter le choc des mauvais inventaires concernant l'exercice de 1908¹⁹⁴. En nette croissance depuis 1902, la valeur des exportations de bonneterie de coton allait progresser jusqu'à la Guerre. Les expéditions de marchandises se développent particulièrement vers l'Argentine, la Belgique et l'Algérie. De grandes usines de bonneterie ayant été créées dans le Nord, la concurrence s'accroît néanmoins au même moment sur le marché intérieur.

Graphique 4.3.1



Les derniers mois de l'année 1908 sont plutôt mauvais pour les indienneurs rouennais mais les filateurs normands voient leurs affaires progresser. C'est toujours la question des prix, trop faibles pour laisser une marge de bénéfices

¹⁹³ *Ibid.*, Rapport d'août 1908.

¹⁹⁴ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 15 au 27 juin, par Patte.

suffisante, qui laisse les industriels insatisfaits. Dans l'arrondissement de Flers, les filatures et tissages ne paraissent pas avoir souffert de la crise, ils profitent de la reprise qui s'affirme vigoureusement : « Les commandes reviennent assez nombreuses et le chômage, après avoir été de deux jours puis d'un jour par semaine, a maintenant complètement disparu. »¹⁹⁵ La recrudescence des envois à l'étranger explique l'abandon d'une mesure qui avait été adoptée par précaution, afin d'éviter un accroissement trop important des stocks¹⁹⁶. Le prix de certains articles baisse dans une proportion moindre que la matière première, augmentant ainsi le ratio des bénéfices.

De nouveaux contrats laissent entrevoir aux filateurs une situation favorable au tournant de 1909. Les indienneurs améliorent un peu leur situation mais l'instabilité des prix fait hésiter les acheteurs pour ce qui est des grosses commandes. L'excellente situation de l'industrie cotonnière des Vosges est à nouveau signalée au printemps : « la prospérité continue de régner et l'avenir apparaît à chacun comme très riant sans les préoccupations constantes que font naître les craintes d'agitation ouvrière. »¹⁹⁷ La bonne humeur se sent particulièrement du côté des filateurs quoique les tisseurs, qui doivent payer des montants plus importants pour leurs achats de fils, dégagent toujours des bénéfices satisfaisants. Les expéditions de tissus vosgiens vers Madagascar et l'Indochine progressent grandement durant le premier trimestre. Ces nouveaux débouchés extérieurs permettent d'atténuer les habituels problèmes cycliques de surproduction. L'expansion donnée aux capacités productives s'avère trouver dans les colonies l'exutoire salvateur. Les colonies et les politiques douanières mises en application favorisent remarquablement les industriels cotonniers.

La *Manufacture cotonnière d'Oissel*¹⁹⁸, fondée en 1899, à 15 km de Rouen, a connu une croissance remarquable depuis le début du siècle. Cette entreprise

¹⁹⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1908. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 8 au 20 octobre, par Collard-Hostingue.*

¹⁹⁶ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *op. cit.*, Rapport de décembre 1908.

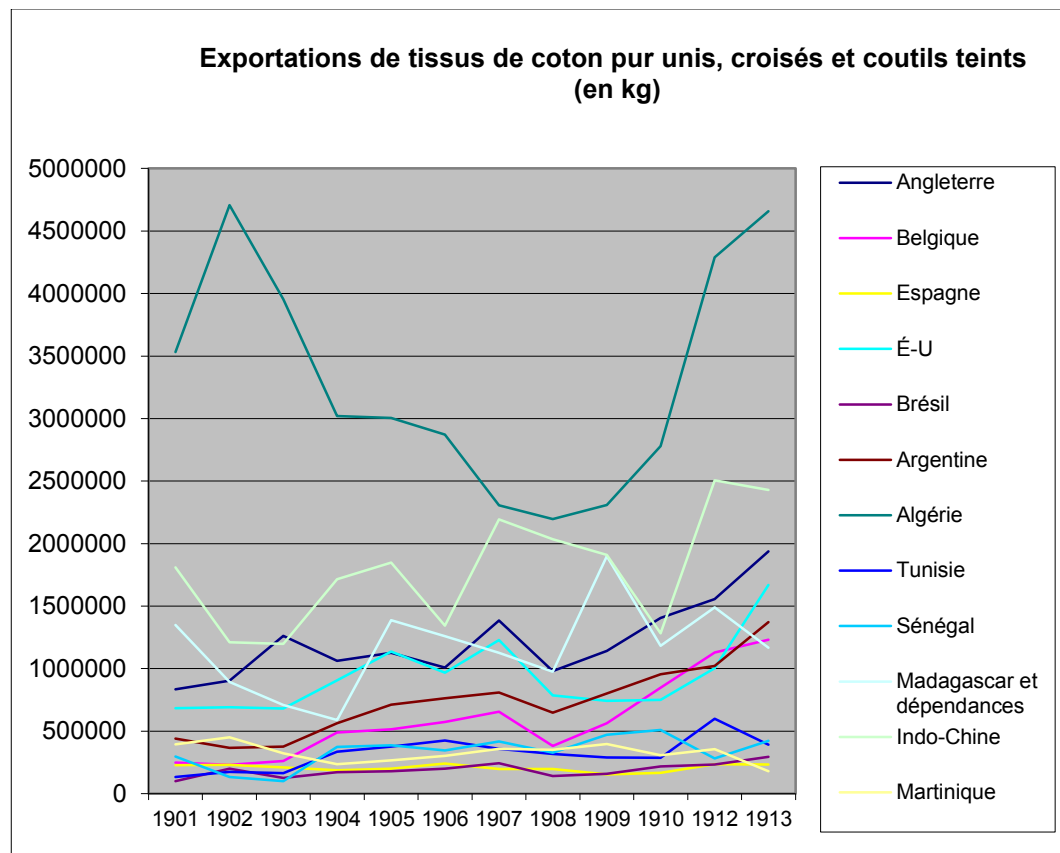
¹⁹⁷ *Ibid.*, Rapport de juin 1909.

¹⁹⁸ CAMT 65 AQ H 199, *Manufacture cotonnière d'Oissel, Presse financière*, 15 septembre 1910. Les actions de l'entreprise, dont le capital est de 2 500 000 francs depuis 1900, sont majoritairement détenues par des investisseurs d'Elbeuf. Elle adjoint à sa filature et à son tissage

‘supérieurement conduite’, fait de bonnes affaires à l’exportation. Elle est surtout outillée pour produire des tissus de qualité commune destinés à Madagascar¹⁹⁹.

Les débouchés coloniaux sont très importants pour les tissus de coton blanchis et écrus. Il en va de même pour les tissus teints bien qu’ils progressent aussi en Angleterre, aux États-Unis et en Belgique durant la Belle Époque.

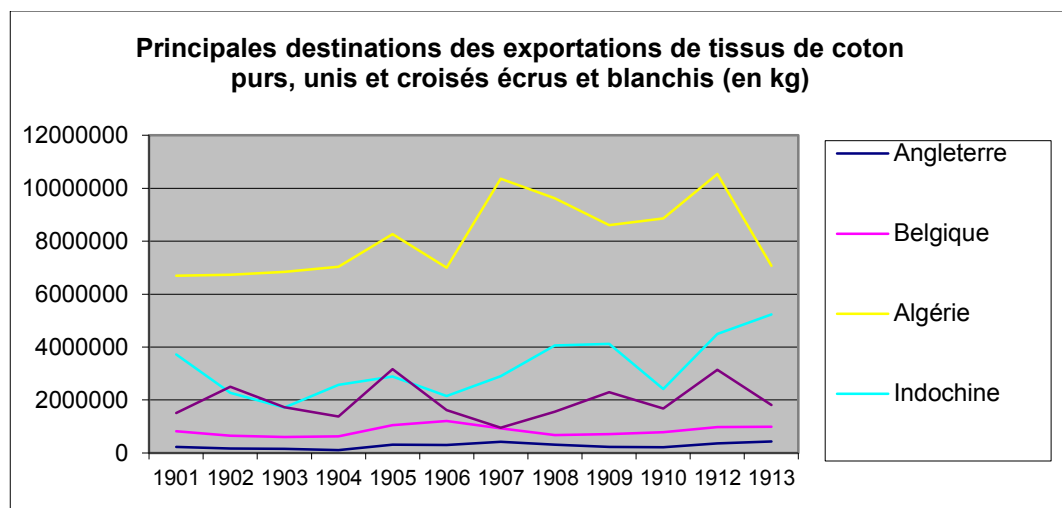
Graphique 4.3.2



des ateliers de blanchiment, d’apprêt et de finissage en 1907 ; en 1910, elle possède 632 métiers à tisser et 24 000 broches.

¹⁹⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Tournée de 1909. Rapport concernant la succursale d’Elbeuf. Du 27 octobre au 5 novembre, par Patte.*

Graphique 4.3.3



Pareillement aux années précédentes, les affaires donnent de meilleurs résultats en Lorraine qu'en Normandie en 1909. Peinant à écouler leurs produits, un groupement d'importants filateurs normands doit se résoudre à suspendre la marche des machines une journée par semaine. Lors de sa tournée annuelle, l'inspecteur Patte ne manque pas de souligner le manque de dynamisme du patronat cotonnier normand :

*Manque de hardiesse des industries dominantes de la région (filatures, tissages et teintureries) qui puissamment protégées sur le marché national, France et colonies, par des droits élevés, se contentent de vivre au jour le jour, utilisant tant bien que mal les débouchés croissants, ne semblant pas avoir l'énergie nécessaire pour en conquérir de nouveaux.*²⁰⁰

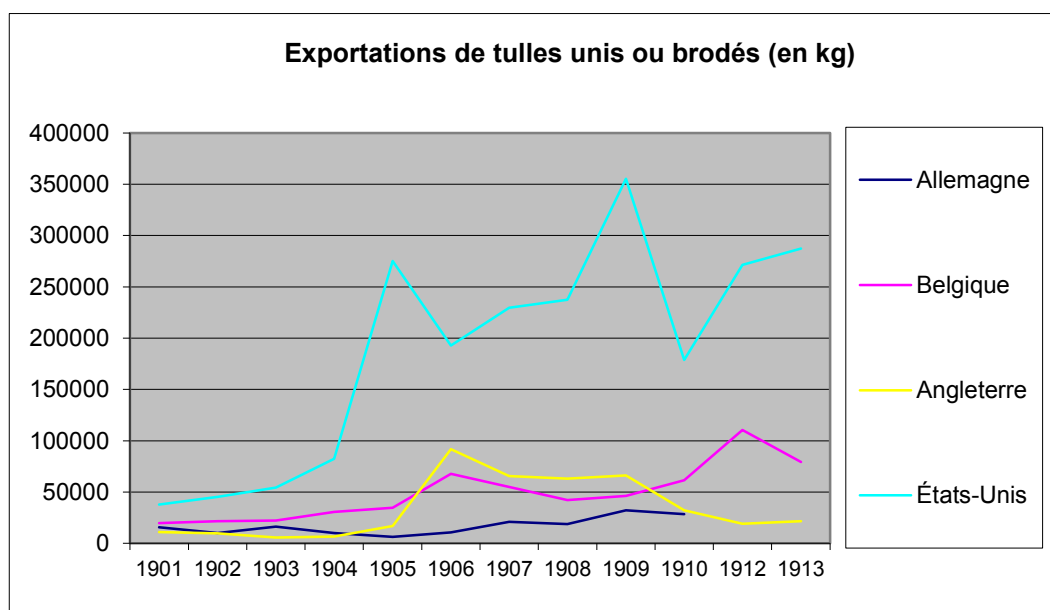
Si ce noir et désespérant tableau d'un patronat atone, dépassé par les nouveaux défis, n'est pas sans fondement pour la région, quelques exceptions ne sont toutefois pas à exclure.

En Picardie, certains industriels s'occupant de la production de tulles sont signalés comme faisant d'excellentes affaires, contrairement à leurs collègues filateurs et tisseurs de toiles. Lourmais, à la tête d'une entreprise qui fabrique des tulles à Saint-Quentin et Caudry, fait alors de « grosses affaires parfaitement

²⁰⁰ Ibid. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 22 mars au 8 avril, par Patte.

menées, et laissant de plantureux bénéfices.»²⁰¹ Caudry a considérablement développé ses capacités industrielles durant les dernières années, elle exporte la plus grande partie de sa production de dentelles, borderies, guipures et tulles²⁰². L'année 1909 marque un pic pour ce qui est de la valeur des exportations de tulles durant la période étudiée. Ce tissu léger se rapprochant de la dentelle est très prisé aux États-Unis. Depuis 1905, ce débouché s'est largement accru et absorbe alors plus de la moitié du tulle exporté par la France.

Graphique 4.3.4



Les prix des fils de cotons demeurent fermes à l'automne et permettent de faire de bonnes affaires. Toutefois le renchérissement de la matière première réduit un peu les bénéfices par rapport à l'année précédente, qui avait été exceptionnellement bonne. Si dans l'Est les affaires sont fructueuses, l'activité est toujours volontairement restreinte dans le Nord. La prospérité n'y est pas encore suffisante pour travailler chaque jour de la semaine.

²⁰¹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1909. Rapport concernant la succursale de Saint-Quentin. Du 5 au 23 mai, par Thiéblin.*

²⁰² Roger Bricout, *Le développement de l'industrie des tulles, dentelles et broderies mécaniques à Caudry et sans sa région du début du XIXe siècle à 1960*, Mémoire principal pour le D.E.S., Faculté des lettres de Lille, 1964, pp. 68-72.

La situation est encore plus inquiétante en Normandie ; selon certains bruits, 50% des broches filant le coton seraient arrêtées²⁰³. S'étant déjà trouvés embarrassés auparavant par des marchandises invendables, les entrepreneurs sont plus conscients de l'importance d'adopter rapidement des mesures propres à minimiser les pertes. La menace de surproduction était prise très au sérieux, ses effets cruels avaient auparavant atteints plusieurs filateurs.

Leuch, inspecteur de la Banque de France, rapporte à cette époque de Flers la fusion des maisons Duhazé et Frémont. Elles ont formé la *Société générale de filatures et tissages de Flers*, au capital de 9 500 000 francs. La clientèle industrielle de la Banque s'amenuise cependant dans la région : « depuis les incidents qui marquèrent la liquidation de l'entreprise dite 'Flers-Exportation', la plupart des fabricants nourrissent un ressentiment qui, tout injustifié qu'il soit, a jusqu'ici résisté à nos directeurs. »²⁰⁴ Il espère que le compte ouvert par l'entreprise issue de la récente fusion attirera d'autres clients qui auront surmonté leur rancune. Nous avons vu que l'affaire en question était bien minée du dedans ; un sauvetage financier n'aurait pas résolu les nombreux problèmes de *Flers-Exportation*.

La fin de l'année 1909 est marquée à l'étranger par le chômage qui se répand comme moyen de lutter contre la faiblesse des prix, particulièrement en Autriche et en Grande-Bretagne²⁰⁵. La marche régulière des filatures vosgiennes prend du relief dans ce contexte, tant au niveau national qu'international. L'augmentation des capacités de la filature de coton en Grande-Bretagne et du tissage du coton au Japon se fait alors sentir sur le marché mondial. Il est encombré par des quantités dépassant les besoins immédiats de la consommation.

Les filateurs de l'Est doivent se résoudre à s'entendre pour réduire leur production au début de 1910. N'échappant pas au climat morose de l'industrie, qui atteint cette région, les tisseurs, souvent aussi filateurs, envisagent d'adopter des mesures similaires. De nouveaux gros engagements contractés par d'importants

²⁰³ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de novembre 1909.

²⁰⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1909. Rapport concernant la succursale de Flers. Du 6 au 16 décembre, par Leuch.*

²⁰⁵ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit., Rapport de décembre 1909.

tissages des Vosges permettent cependant de poursuivre le travail régulièrement²⁰⁶. Les industriels de Seine-Inférieure limitent toujours de leur côté la production de tissus. À nouveau, on remarque que les tissages de coton des environs d'Épinal paraissent donner de meilleurs résultats que ceux de Normandie.

La protection accordée à l'industrie cotonnière n'a pas poussé les industriels normands à développer plus énergiquement leurs exportations. Les conquêtes coloniales se sont faites à leur avantage, leur donnant des marchés captifs, sans qu'ils aient eu à faire d'efforts sérieux au niveau commercial. En ne rendant pas l'adoption des procédés les plus récents et la conquête de nouveaux marchés impératives, le développement de trop faciles 'exportations' ne joue finalement pas en faveur d'un renforcement sérieux de l'industrie cotonnière normande. Plusieurs industriels de la région restent ainsi semblables aux portraits peu flatteurs qu'on a pu donner de leurs prédécesseurs.

Au printemps et à l'été 1910, la cherté du coton paraît responsable des difficultés qu'éprouve l'industrie cotonnière. Il devient difficile de faire des opérations rentables tandis que le débouché colonial donne des signes de contraction au premier semestre.

Les brillants résultats obtenus antérieurement permettent aux filatures de l'Est, durement éprouvées, d'éviter des défauts de paiements²⁰⁷. L'été n'est pas favorable aux affaires en tissus qui se concluent à des prix qui amenuisent sensiblement les marges bénéficiaires. C'est l'arrêt des ventes importantes vers l'Indochine et Madagascar, débouchés considérés de plus en plus comme acquis, qui est incriminé comme une des causes du malaise de l'industrie²⁰⁸. Les acheteurs se montrent généralement réservés ; ils attendent une baisse qui ne devrait pas manquer de se produire. Marquée par la morosité, l'année 1910 se termine sans qu'une reprise rapide ne soit envisagée, étant donné l'importance des stocks entreposés. Les ventes se font le plus souvent au-dessous des prix de revient.

Dans la Somme, l'industrie amiénoise s'en tire remarquablement bien depuis deux ans. Elle est peu affectée par la crise qui a touché plusieurs secteurs

²⁰⁶ *Ibid.*, Rapport d'avril 1910.

²⁰⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport d'août 1910.

²⁰⁸ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1910.

cotonniers. Sa position demeure avantageuse pour l'ensemble des fabrications : « Toutes les usines travaillent à plein et gagnent de l'argent. »²⁰⁹ L'effondrement de la production locale ne s'est pas produit malgré la faiblesse des investissements et de la concentration des entreprises. La diversification de la production, permise par la grande spécialisation de nombreuses petites entreprises, a permis de s'adapter rapidement aux changements de mode et d'offrir un éventail de produits extrêmement varié. Après une décennie 1880 très difficile, le nombre de pièces tissées annuellement dépasse largement les quantités fabriquées sous le Second Empire²¹⁰. Le protectionnisme a ici apporté une aide non négligeable au patronat local en limitant la concurrence sur le marché colonial et métropolitain. Content de profits modérés mais faits sans grands risques, il semble ne pas en avoir profité pour réinvestir dans son équipement ou innover dans sa gestion et son organisation. Le 'dynamisme' de la Société industrielle d'Amiens n'a vraisemblablement pas modifié de manière concrète les horizons du patronat textile local, contrairement à ce que Wiscart suggère²¹¹, ni poussé à l'adoption des techniques de pointe.

La bonneterie se porte alors aussi très bien. Elle parvient à exporter directement en Amérique latine et, bien sûr, en Algérie, tout en trouvant facilement à écouler ses marchandises sur le marché national²¹². Certaines entreprises, comme les établissements *Fèvre-Bonbon* à Troyes, travaillent principalement pour l'exportation. Les plus importants bonnetiers troyens se montrent attentifs aux innovations concernant les techniques de fabrication. Ils jugent les améliorations importantes afin de pouvoir maintenir et développer leurs exportations.

²⁰⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale d'Amiens. Du 25 octobre au 18 novembre, par Duband.*

²¹⁰ Pierre Deyon, « L'industrie amiénoise au XIXe siècle et les séductions du protectionnisme », *Revue du Nord*, 82, 2000, p. 99. Amiens produit environ 100 000 pièces par an sous le Second Empire et environ 150 000 dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale.

²¹¹ Jean-Marie Wiscart, « Innover, former, encadrer : les débuts de la Société industrielle d'Amiens 1861-1891 », *Revue du Nord*, 85, 2003, p. 109.

²¹² ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 25 octobre au 18 novembre, par Duband.*

Pour leur part, les *Établissements Mauchauffée* comptent sur le marché étranger pour absorber plus du quart de leur importante production chaque année. Le conseil d'administration voit de manière positive la tendance qu'a la bonneterie à devenir une industrie de mode : « il faut se réjouir de cette orientation nouvelle qui, si elle demande plus d'efforts et de recherches, permettra d'obtenir un rendement plus rémunérateur que l'article classique de fabrication facile et par ce fait même à portée de trop de fabricants. »²¹³ Ce n'était pas avec la production la plus commune que la bonneterie française faisait les meilleures affaires à l'étranger. Elle se sentait plus forte sur les genres plus recherchés et mieux faits. La tendance à la baisse des ventes faites par les *Établissements Mauchauffée* à New York est contrebalancée par une progression des exportations vers l'Amérique du Sud, le Sud et les colonies.

Vivement ressentie, la mort prématurée de Maurice Mauchauffée, remarquable brasseur d'affaires ayant fait preuve d'une largeur de vue remarquable pour son entreprise, laisse son frère Georges seul à la tête de l'entreprise en 1910. C'est avec émotion qu'on souligne son départ, un collègue, au nom de l'assemblée :

*rend hommage aux qualités de cœur et d'esprit qui caractérisaient Monsieur Maurice, à sa haute intelligence mise au service d'une conception très hardie des affaires, à son incomparable énergie qui lui assurait le triomphe de toutes les difficultés ; toutes qualités qui ont fait de lui l'homme éminent qui au cours d'une trop brève existence a donnée à l'industrie de la bonneterie une impulsion considérable.*²¹⁴

Il avait fait de ses établissements les premiers de la place. Les excellents résultats obtenus les années suivantes prouveront la solidité de l'œuvre accomplie.

Aussi à rebours de la tendance générale, la *SA des tissus de Golbey*, s'occupant de tissage et de filature de coton dans les environs d'Épinal, dégage toujours des bénéfices impressionnants : 400 000 francs de bénéfices nets sur un

²¹³ ADA 39J 55. *Rapport à l'assemblée générale des actionnaires des « Établissements Mauchauffée »*, 26 octobre 1909.

²¹⁴ ADA 39J 51, *Établissements Mauchauffée ; Procès-verbaux des assemblée générales*, 8 novembre 1910.

capital de 1 200 000 francs en 1909, 590 000 francs en 1910²¹⁵. Son conseil d'administration est alors présidé par Victor Peters, principal actionnaire, alsacien d'origine, qui est à la tête de la succursale locale de la Banque de France. Sa situation et sa réputation étaient des plus importantes à Épinal. Gestionnaire efficace, il a relevé avec brio l'ancienne entreprise *Geistodt-Kiener* dont il avait pris le contrôle en 1903. Ses intérêts étaient aussi répartis dans de nombreuses affaires cotonnières de la région. Lui et les plus grands industriels des Vosges étaient associés dans la *Société d'exportation de l'Est* à Épinal. Elle avait pour but d'écouler le stock de tissus à l'étranger en temps de crise.

La situation est plus difficile pour sa voisine de la région d'Épinal. En effet, la *Société cotonnière de Mirecourt* peine à écouler sa production de tissus fins, façonnés et colorés. Ayant trop investi dans ses capacités productives et fait quelques erreurs commerciales, ses résultats annuels sont déficitaires en 1911 et 1912²¹⁶. L'idée que les actionnaires se faisaient des gestionnaires d'une affaire jugée solide n'a pas évolué pour le mieux.

Auparavant signalé pour les profits admirables qu'il avait pu réaliser avec sa filature, Jules Marchal, avait été considéré comme un gestionnaire supérieur mais possiblement téméraire. Ses spéculations hardies sur les cotons prennent finalement une tournure malheureuse à l'été. Elles lui feront perdre plus de 3 millions de francs ; on parlera de 6 millions en 1911²¹⁷. Sa situation réduite à néant, il en sort personnellement ruiné après s'être rapidement enrichi. Paul Fuzelier, autre actionnaire qui a gagné beaucoup d'argent avec cette entreprise, ne la laissera pas tomber.

La médiocre conjoncture économique perdue en 1911, le ralentissement s'est produit au niveau européen, atteignant plus particulièrement l'Italie. Pour la France, dont les exportations de tissus de coton sont alors clairement orientées vers les colonies, l'augmentation des capacités de production visait à satisfaire ces

²¹⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 26 novembre au 12 décembre, par Duband et Tournée de 1911.(...) Du 31 juillet au 10 août et du 16 au 17 août, par Duband.*

²¹⁶ CAMT 65 AQ H 186, *Revue financière*, 29 janvier 1914.

²¹⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 31 juillet au 10 août et du 16 au 17 août, par Duband.*

nouveaux marchés. La diminution des quantités qu'on y exportait se fait cruellement sentir. C'est surtout l'Indochine qui réduit sa demande. Des récoltes particulièrement bonnes permettent cependant à l'Algérie de revenir aux achats²¹⁸. L'année est dans l'ensemble fort médiocre alors que le travail de la filature se fait sans bénéfice et que le tissage subit bien souvent des pertes. Les inventaires se présentent comme étant les plus mauvais signalés depuis longtemps²¹⁹. L'absence de rentabilité pousse au chômage et à la limitation du travail.

Le Comité cotonnier du Nord, représentant 1 500 000 broches du pôle Lille-Roubaix-Tourcoing, décide de ralentir la production. Devant l'impossibilité de faire des profits en vendant des produits fabriqués avec un coton si cher, le temps travaillé est partout réduit. Il n'y a pourtant rien là d'alarmant, comme le précise Thiéblin dans sa tournée d'inspection : « Les gains plantureux réalisés les années précédentes mettent la collectivité des filatures en mesure d'attendre, sans inquiétude excessive, le retour à une meilleure fortune. »²²⁰ Il parle dans son rapport d'Albert et Eugène Motte, hommes à la tête de plusieurs filatures et tissages, tous très prospères et laissant de larges bénéfices.

De manière surprenante, certaines entreprises opèrent toujours avec du matériel archaïque. C'est le cas, par exemple, pour l'entreprise *Lemarié & Cie*, le tissage à la main le plus important de Flers avec ses 600 métiers occupant 5 à 600 ouvriers : « Les trois associés, Lemarié, Bouvet et Profichet, sont riches, sérieux et très entendus ; malgré la crise, leurs affaires se maintiennent actives et prospères. »²²¹ Sans faire un investissement important, ceux-ci arrivent donc à dégager des profits intéressants, même lorsque la conjoncture économique est défavorable. Les coûts minimisés semblent leur donner un avantage comparatif au niveau de la productivité. Il est difficile d'imaginer que cette situation puisse durer bien longtemps. Le manque de concurrence permet aussi à de petites affaires de voir le jour et de survivre dans un secteur qui reste très peu concentré à la veille de la Première Guerre mondiale. Protégée et profitant de débouchés coloniaux faciles,

²¹⁸ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de mars 1911.

²¹⁹ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1911.

²²⁰ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 19 mai au 9 juin, par Thiéblin.*

²²¹ *Ibid.*, *Rapport concernant la succursale de Flers Du 17 au 27 mars, par Peuch.*

l'industrie cotonnière n'a pas été poussée à moderniser radicalement son organisation²²².

Il est rapporté de Rouen à cette époque que l'offre de crédit se diversifie par l'arrivée d'un important opérateur. Dominant de haut la place, le *Comptoir d'Escompte de Rouen* « qui s'appuie sur une primauté déjà ancienne pour garder jalousement l'universalité des clients et mesurer le crédit qu'il dispense, suivant ses inspirations personnelles »²²³, voit le puissant et audacieux *Comptoir d'escompte de Mulhouse* prendre racine dans la région. La transformation, d'une vieille indiennerie en société anonyme, les *Établissements Keitinger et fils*, lui a permis de se lier à un premier client et une agence est en voie d'ouverture. L'institution rouennaise avait refusé de soutenir l'affaire. Ce nouvel acteur devrait amener une concurrence bénéfique aux industriels et commerçants. Ils pourront obtenir des conditions de crédit plus favorables. Toutefois, ce ne sont pas de tels aspects qui expliquent le manque d'agressivité du patronat cotonnier rouennais²²⁴. Des investissements nécessaires sont constamment remis à plus tard, bien que les capitaux accumulés y soient considérables. Les traditions d'économie sont très présentes en Normandie, voire trop.

Dans la circonscription de Lille les tissages et filatures de coton font de mauvaises affaires en 1911. Comme plusieurs de leurs confrères en industrie d'autres régions, les patrons du Nord ont connu une période de prospérité dans les années précédentes. Les déconvenues du moment inquiètent donc peu, d'autant moins que la gestion du patronat local est réputée pour sa sagesse²²⁵. Les entreprises *Auguste Descamps, Vrau Ph. et Cie, Vve Crespel et fils, Wallaert frères* et les puissants *J. Thiriez père et fils*, anciennes affaires efficaces spécialisées dans le fil à coudre, inspirent une totale confiance. La filature commune a perdu de

²²² Marseille, Jacques, « L'industrie cotonnière française et l'impérialisme colonial ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 53, 1975, pp. 399-400.

²²³ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 2 au 24 mars, par Platet.*

²²⁴ Le marché de l'escompte laisse parfois peu de clients à la Banque de France qui ne peut prêter à des taux aussi bons que ceux offerts par ses concurrents. Voir Alain Plessis, « La révolution de l'escompte dans la France du XIXe siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 23, 2001 (2), pp. 143-163. Plessis souligne la surabondance des crédits d'escompte disponibles en France à faible taux.

²²⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Lille. Du 29 novembre au 29 décembre, par Thiéblin.*

l'importance comparativement aux entreprises des Vosges. Elle conserve néanmoins des positions importantes dans le créneau des fils destinés aux machines à coudre.

À la fin de l'automne 1911, l'industrie cotonnière normande sort enfin de son atonie. Le brusque revirement de situation surprend les plus optimistes. Au niveau national, les filatures de coton obtiennent des contrats qui s'échelonnent désormais sur plusieurs mois. Cette prospérité est causée par un retour de la demande en tissus. Néanmoins, l'année 1911 est considérée comme ayant laissé aux filateurs des environs de Rouen des pertes cruelles, comparables à celles de la calamiteuse année 1904²²⁶.

La France voit pour cette période son industrie cotonnière s'en tirer mieux que celle de l'Angleterre qui subit quelques déceptions à l'exportation. Elle est concurrencée de plus en plus sérieusement sur le marché chinois par les tissus de coton japonais :

*les importations de la Grande-Bretagne en Chine s'élevaient à 10 785 000 pièces en 1906, elles n'ont été en 1910, que de 6 511 126 ; en regard de ce fléchissement de 40%, on constate une augmentation de 300% au profit du Japon qui a expédié chez ses voisins 2 390 000 pièces en 1910 au lieu 733 000 en 1906*²²⁷.

La France, pour sa part, n'a heureusement pas à subir une telle concurrence dans ses colonies. Sa présence est souvent discrète sur les marchés où elle doit rivaliser dans des conditions identiques avec les fabriques étrangères, particulièrement pour les marchandises de qualité commune.

Roanne, devenu un centre cotonnier important depuis plusieurs années, a connu une année très difficile en 1911 : « Jamais de mémoire de tisseur, on avait aussi peu 'tourné'. Le chômage, d'habitude n'atteint que quelques usines et seulement pendant l'été ; l'an dernier, il fut général et dura de longs mois. »²²⁸ La concurrence de Rouen et d'Épinal lui cause de graves préjudices sur le marché intérieur, les observateurs demeurent cependant peu inquiets face aux difficultés

²²⁶ ADSM 8M 15-16, *Situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de commerce de Rouen ; Année 1911.*

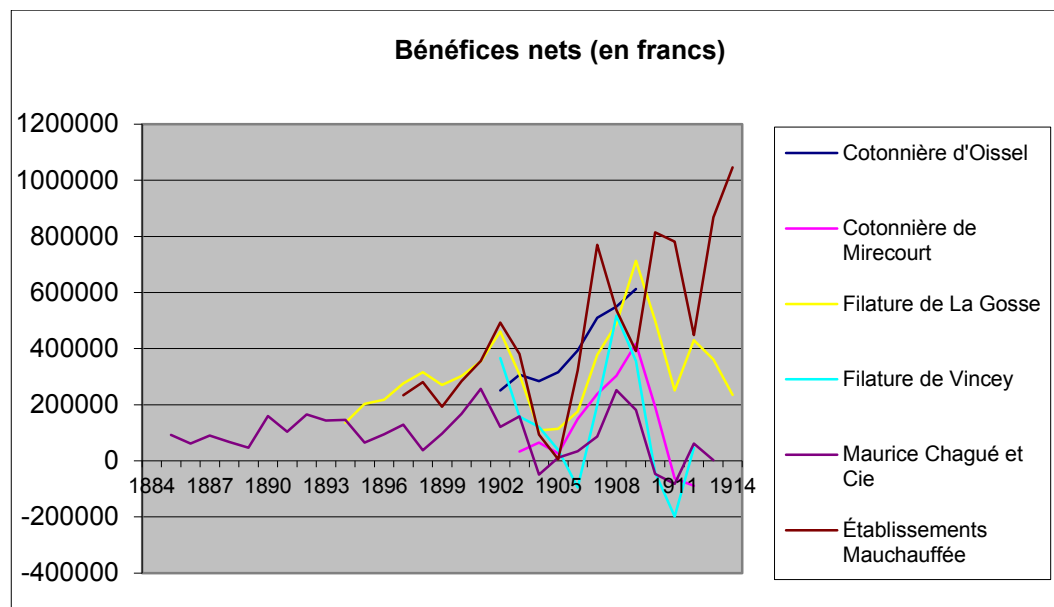
²²⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, op. cit. Rapport de décembre 1911.

²²⁸ ADL 9 M 61, *Le Mémorial de la Loire*, 10 avril 1912.

rencontrées. Ils considèrent que les industriels roannais ont depuis assez longtemps « donné des preuves de leur activité opiniâtre et de leur hardiesse ingénieuse, pour qu'on puisse attendre avec confiance des jours meilleurs. »²²⁹

Les bénéfices de nombreuses entreprises cotonnières ont diminué en 1911. Cette très mauvaise année rendait impossible à plusieurs d'éviter les pertes.

Graphique 4.3.5



L'alternance régulière entre bonnes et mauvaises années semble vouloir faire succéder la prospérité au malaise. Pour la première fois peut-être vont fonctionner 1912 toutes les broches montées durant les dix dernières années, et dont le chiffre n'est pas inférieur à 37 millions²³⁰. Il fallait une conjoncture économique particulièrement favorable pour pouvoir mettre en mouvement un tel appareil productif dans des conditions rémunératrices. Ce ne pouvait être que pour une période de temps limitée. Rapidement, les quantités disponibles sur le marché dépassent inmanquablement celles pouvant être consommées immédiatement et les stocks se reforment.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ *Ibid.*, Rapport de février 1912.

À l'été de 1912, la situation s'est sensiblement améliorée par rapport aux deux années précédentes, dans l'Est comme en Normandie, dans les filatures comme dans les tissages. Un contexte international tendu et imprévisible pèse toutefois lourdement sur les transactions. On rapporte à l'automne de Normandie que le besoin de trouver des débouchés à l'étranger se fait sentir chaque année plus impérieusement²³¹. Il ne semble cependant pas suffisant pour que des hommes d'affaires tentent d'obtenir des résultats sérieux par une action vigoureuse et organisatrice. Peu de tentatives voient le jour malgré l'encombrement temporaire du marché national.

En novembre, il semble que les fabricants français « soient sur le point de donner à leurs usines une impulsion depuis longtemps différée et motivée aujourd'hui par les besoins plus grands de leur clientèle »²³². Les marchandises entreposées paraissent en voie de ne bientôt plus pouvoir satisfaire une demande qui va en s'amplifiant. Cependant, tous sont attentifs aux négociations en cours. Seule la paix dans les Balkans pourrait mettre un terme au climat d'incertitude planant sur les transactions.

Les prix élevés de la matière première poussent les filateurs à limiter le plus possible leurs achats comme leur production. Constituer des stocks de matières premières ou de marchandises est alors à éviter le plus possible ; il serait téméraire d'agir autrement. Quelques bruits encourageants parviennent des Vosges. Les tisseurs dégagent à nouveau des bénéfices et obtiennent des contrats étalés pour plusieurs mois²³³. Même si l'année n'est finalement pas particulièrement bonne, quelques exportations importantes donnent confiance.

En Picardie, la fabrication de lingerie apparaît aussi comme donnant de bons résultats. Établi à Saint-Quentin où il a une très bonne situation, l'entrepreneur E. Cogne fait des affaires florissantes²³⁴. Les années 1912 et 1913 voient la valeur de la lingerie exportée atteindre des niveaux jamais vus auparavant.

²³¹ *Ibid.*, Rapport d'octobre 1912.

²³² *Ibid.*, Rapport de novembre 1912.

²³³ *Ibid.*, Rapport d'avril 1913.

²³⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1913. Rapport concernant la succursale de Saint-Quentin. Du 10 au 18 avril, par Dupety.*

Une crise touche les environs de Roanne depuis quelques années. Son équipement vétuste se compare défavorablement à celui d'autres régions. La transformation nécessaire du matériel impliquerait de grosses dépenses difficiles à assumer, alors que les profits sont généralement modestes. Des industriels tentent d'augmenter la productivité de leurs établissements, ce qui ne va pas sans heurts.

Les frères Brécard souhaitent à l'époque faire adopter par leurs ouvriers le travail sur un plus grand nombre de métiers. Ceux qui acceptent de le faire s'attirent parfois la haine des autres qui craignent de se faire imposer les mêmes conditions. Des coupures dans la main-d'œuvre étaient anticipées. Le sous-préfet de Roanne rapportait en mai 1913 certains détails de la situation :

*une centaine d'ouvriers tisseurs des différentes usines de Roanne se sont rendus hier soir vers 6 heures ¼ aux abords de l'usine Brécard, rue de Sully, dans le but de conspuer l'ouvrier tisseur Vincent de cette usine qui figure en tête de liste parmi le partisans du système des 4 métiers projeté par M. Ernest Brécard. (...) Cet industriel aurait décidé d'envoyer M. Vincent et sa femme dans sa propriété à Sail les Bains jusqu'à ce que cette petite effervescence se soit calmée.*²³⁵

Les modifications à apporter dans les conditions de travail ne se font pas facilement. À la résistance des ouvriers s'oppose le peu de volonté des industriels de trouver des accommodements et de les rassurer sur leur avenir. L'administration ne tolérera pas d'attroupements devant l'usine ou de menaces exercées contre des ouvriers. Nécessaires au relèvement d'une industrie qui connaît de durs moments dans la région, les réformes à adopter suscitent la polémique et ne peuvent rapidement être mises en application. Au lieu de travailler sur quatre métiers, les ouvriers préféreraient voir des métiers modernes de type Northrop adoptés par leurs employeurs, comme plusieurs patrons l'ont fait en France mais surtout à l'étranger.

Dans le Nord, le développement excessif des capacités de filature dans l'industrie cotonnière aboutit sur une situation difficile. L'année 1913 est encore

²³⁵ ADL 9 M 61, *Lettre du Sous-préfet de Roanne au Commissaire central de Roanne*, 14 mai 1913.

mauvaise, les filateurs limitent leur production tandis que les acheteurs demeurent très réservés²³⁶.

Sur la place de Rouen, qui compte 1 million de broches et 13 000 métiers, on estime les pertes à environ 25 millions de francs depuis 2 ans. La *Société cotonnière de Saint-Étienne de Rouvray*, dont la distribution trop large de dividendes était critiquée²³⁷, a, par exemple, perdu plus de 670 000 francs durant l'exercice 1910-1911²³⁸. Les pertes étant partagées par plusieurs grandes maisons, aucun sinistre important n'est signalé. Cette fois l'industrie cotonnière française est moins favorisée que celle d'autres pays. Des disparités sont remarquées entre la Normandie et les Vosges, la place d'Épinal se montrant toujours plus constante que sa concurrente rouennaise, encombrée par des stocks importants²³⁹. Opérant dans un domaine complémentaire, la blanchisserie et la teinturerie se portent mieux. Les puissants établissements de Thaon distribuent des bénéfices en augmentation. L'importante et excellente affaire est très lucrative pour ses actionnaires²⁴⁰. Elle rachète alors ses deux principaux partenaires dans le cartel qu'elle avait formé en 1907 pour s'assurer une position monopolistique dans le blanchiment et la teinture des tissus de coton. Des exportations en progression vers diverses destinations favorisent l'écoulement des tissus teints.

La fusion de *Boeringer, Guth et Cie*, entreprise d'Épinal soutenue depuis longtemps par les industriels locaux afin de pouvoir y faire imprimer leurs tissus, et des *Indienneries française* de Balbec se réalise à cette époque. Avec des usines en Seine-Inférieure et dans les Vosges, la nouvelle *Société d'impression des Vosges et de Normandie*²⁴¹, au capital de 3 900 000 francs souhaite donner de l'ampleur à son chiffre d'affaires. Un emprunt de 7 millions de francs est obtenu par le placement d'obligations d'épargne offrant 5% d'intérêt annuel. Le premier

²³⁶ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1913. Rapport concernant la succursale de Lille. Du 17 décembre au 19 janvier 1914, par Duband.

²³⁷ ACACL, DEEF 24 551, *Société cotonnière de Saint-Étienne de Rouvray*, notes, avril 1906.

²³⁸ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1914. Rapport concernant la succursale de Rouen. Du 28 avril au 23 mai, par Morlot.

²³⁹ ABF, Banque de France. Rapports mensuels..., op. cit. Rapport de juillet 1912.

²⁴⁰ ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1913. Rapport concernant la succursale d'Épinal. Du 13 au 29 octobre, par Thiéblin.

²⁴¹ CAMT 65 AQ H 309, *Société d'impression des Vosges et de Normandie*, Statuts, Épinal, Imp Paul Kahn-Klein & Cie, 1913, 48 pages.

bilan est encourageant par le bénéfice de 650 000 francs qu'il présente et le dividende de 6% qu'il distribue. L'affaire est considérée comme prometteuse : « Ces résultats supérieurs à la somme des bénéfices réalisés avant leur fusion, par les deux usines d'Épinal et de Balbec, ont été obtenus en dépit de la mévente qui a sévi sur les indiennes pendant l'entente entre les fabricants et en dépit de la baisse des prix résultant de la rupture de l'entente »²⁴².

Trouvant à vendre avantageusement sa production aux tisseurs locaux, la *Filature de la Gosse*, poursuit sa marche particulièrement prospère. Les dividendes ont été de 10 et 15% par action depuis les vingt dernières années. Ce sont cependant les réserves accumulés et les amortissements effectués qui prouvent la situation particulièrement bonne de l'affaire. Pour un capital initial de 1 400 000 francs en 1891, la société a effectué des amortissements qui s'élèvent à 2 521 312 francs et en plus d'avoir constitué des réserves qui totalisent 2 442 701, 83 francs en 1914²⁴³. L'entreprise a pu financer elle-même l'amélioration et l'augmentation de ses capacités de production grâce à des profits élevés. Elle l'a fait tout en distribuant des dividendes élevés et en accumulant de très solides réserves.

Écouler les marchandises rapidement et, idéalement, à profit n'était pas toujours aisé. Pour occuper ses ouvriers afin de pas les voir quitter, une entreprise devait à l'occasion accepter de travailler sans profit, et parfois de vendre à perte. Il y a ici une tension entre la nécessité de maintenir la marche des usines et d'éviter la surproduction. Les filateurs sont finalement surpris par la hausse de la matière première à l'automne. Ils manquent d'approvisionnements à un moment où les stocks prennent de la valeur²⁴⁴. C'est ensuite une baisse dont ils n'arrivent pas à tirer parti qui se produit. Les fluctuations prennent encore souvent les industriels au dépourvu.

²⁴² *Ibid.* Coupure de presse, *Société d'impression des Vosges et de Normandie, Circulaire de la Société Nancéienne*.

²⁴³ ADV, 192 J 195, *Filature de La Gosse, Golbey ; Assemblée générale ; Procès-verbaux*, 19 décembre 1914.

²⁴⁴ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, *Op. cit.* Rapport d'octobre 1913.

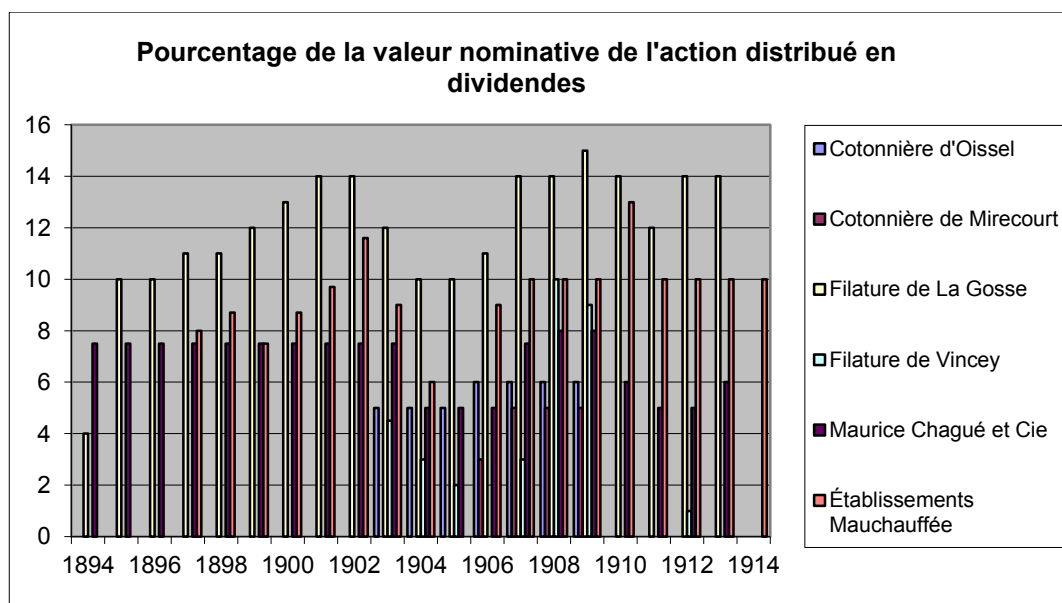
Ainsi, malgré la présence d'hommes d'expérience à sa tête²⁴⁵, la *Société cotonnière de l'Est* connaît des difficultés. Les résultats très irréguliers de cette entreprise surprennent certains observateurs :

*L'affaire est pourtant sous la direction de personnalités des plus compétentes et son Conseil d'administration comprend des industriels de France et d'Angleterre exploitant eux-mêmes des usines de cotonnades, et, par conséquent, parfaitement au courant de ses questions.*²⁴⁶

Malgré tout, la gestion des fluctuations des cours du coton n'a pu être maîtrisée. Des pertes sérieuses ont dû être essuyées par l'établissement doté d'un outillage puissant, les exercices médiocres se succèdent.

Des entreprises particulièrement intéressées par les exportations, comme les *Établissements Mauchauffée*, ou fournissant des fils aux compagnies exportatrices, telle la *Filature de la Gosse*, distribuent les dividendes les plus élevés.

Graphique 4.3.6



Aux premiers mois de 1914, la situation internationale inquiète l'industrie cotonnière. La clientèle se fait réticente dans ses achats et le travail doit à nouveau

²⁴⁵ CAMT 65 AQ H 101, *Société cotonnière de l'Est* ; Statuts, Paris, Imprimerie Chaix, 1890, p. 7.

²⁴⁶ *Ibid.*, *Revue Financière*, 28 août 1913.

être limité, en France comme ailleurs. Rapportés à nouveau comme ayant une activité persistante, les établissements de l'Est de la France apparaissent sous un jour favorable. À rebours de la tendance, on parle d'eux comme ayant « une supériorité relative sur ceux des pays étrangers », puisque l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche et l'Italie doivent se résoudre à adopter le chômage partiel²⁴⁷. En Normandie la crise perdure mais les ressources importantes des industriels leur permettent de patienter sans trop d'anxiété.

Les patrons de l'industrie cotonnière sont alors préoccupés par les tensions qui semblent s'envenimer entre le Mexique et les États-Unis. Elles pourraient perturber les approvisionnements en coton et les spéculateurs sont attentifs aux résultats des récoltes. Le renchérissement de la matière première pose problème et les industriels ne sont plus en mesure d'offrir les mêmes conditions aux acheteurs²⁴⁸.

Le rapport de l'inspecteur Patte, de passage à Troyes au début de l'été 1914, fait remarquer l'impact négatif qu'a la perturbation du commerce sur l'industrie locale. Il souligne que, dans un contexte de concurrence acharnée, la demande se porte moins sur l'excellence de la qualité que sur les bons prix. Les acheteurs se sont déshabitués à payer cette marchandise au prix élevé qui avait cours auparavant. Cependant, il constate « le gros effort des industriels de la région au cours des dernières années pour renouveler le matériel et se mettre en état de lutter à armes égales, pour les articles fins notamment, avec l'étranger. »²⁴⁹ C'est dans ce type de production que se sont spécialisés les fabriques urbaines de l'Aube, principalement à Troyes dont la production représente 75% du total départemental²⁵⁰. La valeur du kg de bonneterie exporté revenait à cette époque au niveau élevé qu'il avait trente ans plus tôt. L'année 1914 voit l'entreprise fondée par Mauchauffée atteindre des sommets : son chiffre d'affaires dépasse alors les 10 millions de francs et ses bénéfices le million. C'est

²⁴⁷ ABF, *Banque de France. Rapports mensuels...*, Op. cit Rapport d'avril 1914.

²⁴⁸ *Ibid.*, Rapport de juin 1914.

²⁴⁹ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1914. Rapport concernant la succursale de Troyes. Du 29 juin au 18 juillet, par Patte.*

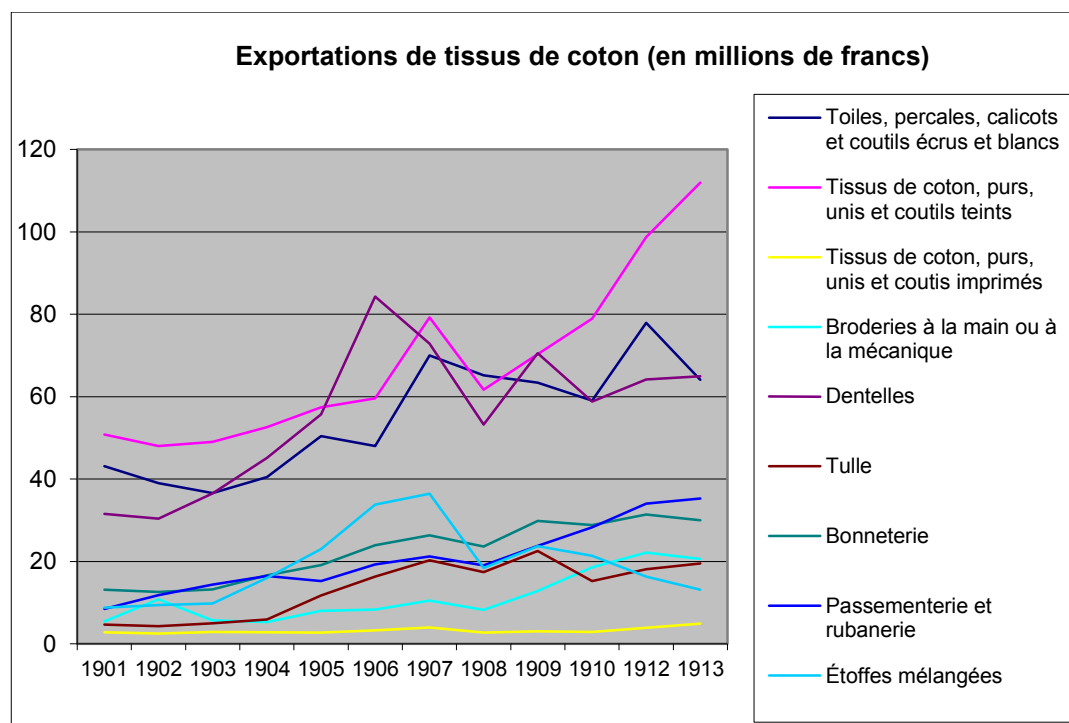
²⁵⁰ Jean-Louis Humbert, « Les entreprises de bonneterie à Troyes : 1870-1914 », dans Jan Spurk (dir.), *Approche comparative des entreprises en France et en Allemagne. Le déclin de l'empire des aiguilles*. Paris, L'Harmattan, 1997, p. 82-83.

toujours dans les gammes supérieures que se trouvaient la majeure partie de la production et des exportations.

La mobilisation des troupes puis l'entrée en guerre de la France allaient bientôt perturber drastiquement la marche de l'industrie cotonnière. Il sera très difficile de trouver les ouvriers nécessaires pour faire fonctionner les usines. Étant donné la rareté, les prix connaissent une forte hausse.

L'ampleur de l'accroissement des exportations de tissus de coton durant les années du XXe siècle qui précèdent la Première Guerre mondiale a été considérable. Elle concerne l'ensemble des catégories, à l'exception des tissus mélangés.

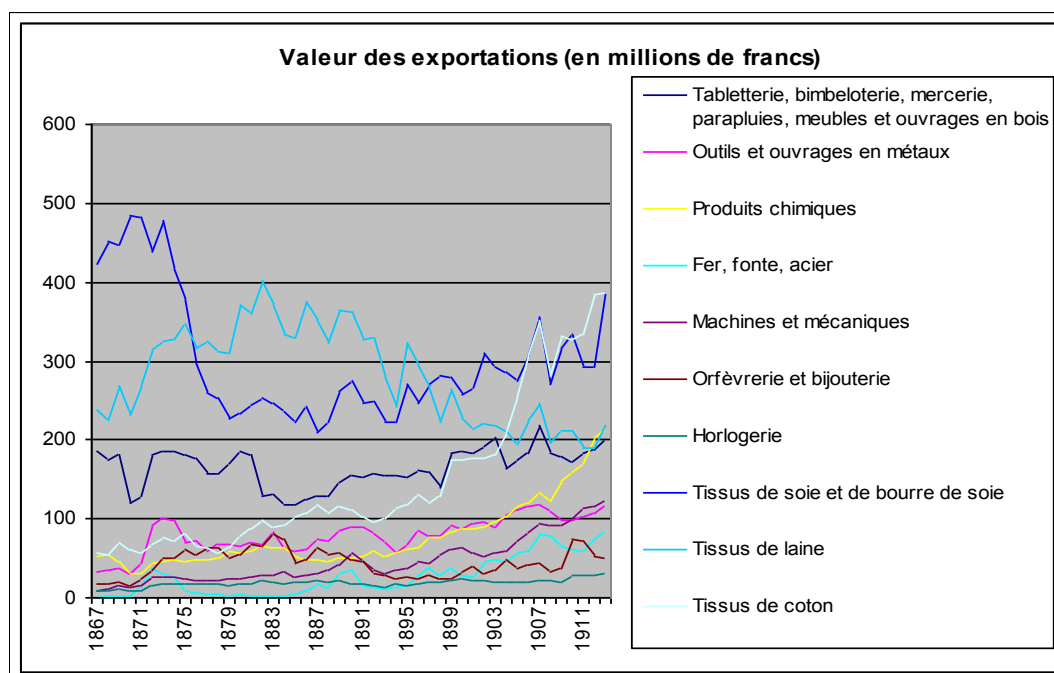
Graphique 4.3.7



Parmi les produits de luxe, le succès à l'étranger de la catégorie des 'dentelles à la mécanique, tulles bobinots ou guipures' est essentiellement attribuable à une percée aux États-Unis. Celle-ci est d'autant plus remarquable que les exportations de tissus français vers ce pays ont généralement beaucoup diminué durant les dernières décennies.

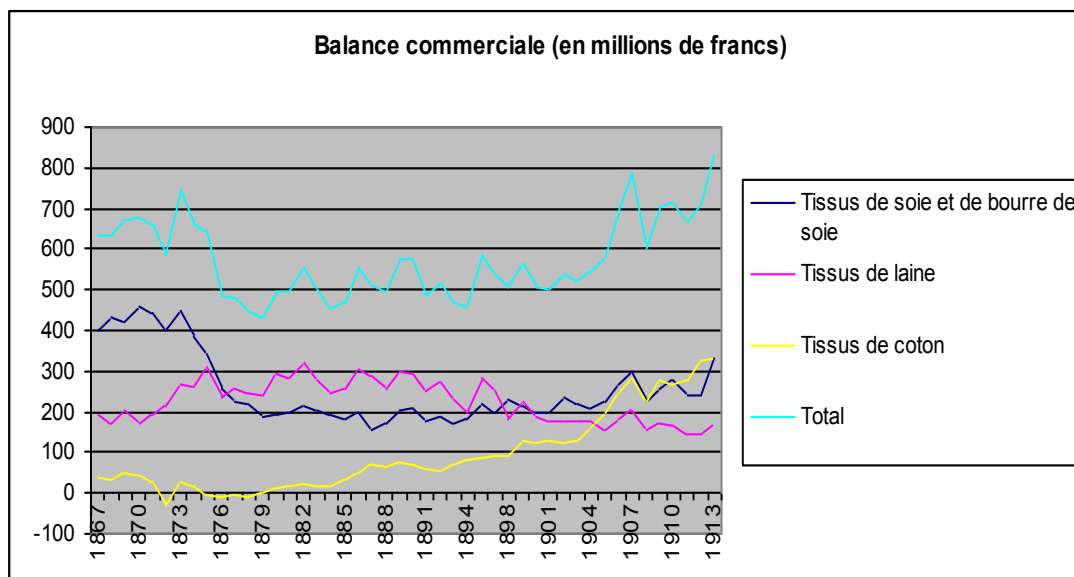
Parmi les produits manufacturés, c'est à la toute première place que se situent en France les exportations de tissus de coton.

Graphique 4.3.8



La hausse des exportations de tissus de coton contribue grandement à placer la balance commerciale totale des tissus de laine, de soie et de coton à un niveau supérieur à ce qu'il était au début de la période étudiée.

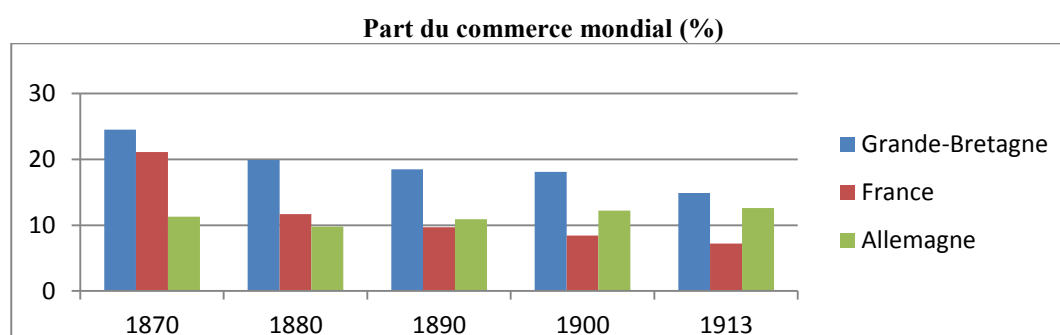
Graphique 4.3.9



Entre 1873 et 1912, la valeur totale des exportations de tissus et fils de laine, de coton et de soie a augmenté. Elle ne représente cependant en fin de période que le quart de la valeur totale des exportations de produits manufacturés, tandis qu'au début de la Troisième République elle comptait pour plus des quatre dixièmes²⁵¹. L'industrie textile est surtout importante dans le commerce extérieur français par les excédents commerciaux qu'elle dégage. Elle ne connaît néanmoins pas une croissance comparable à celles des industries nouvelles comme l'industrie chimique ou automobile.

En Europe, plusieurs nations abordent l'industrie textile à la fin du XIXe siècle. Elles profitent de l'accessibilité des machines et de la technologie qui se transfère facilement. L'antériorité de l'activité textile en France, par rapport à plusieurs de ses voisins, lui laissait moins de perspectives de croissance devant une concurrence grandissante. Elle poursuit sur la voie de la spécialisation industrielle. La place occupée par la France dans le commerce mondial a diminué de manière régulière depuis la chute du Second Empire. Comparativement à la France ou à la Grande-Bretagne, l'Allemagne voit sa part des exportations mondiales croître jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle progresse particulièrement sur le plan des produits manufacturés tandis que la position relative de ses rivales décline²⁵².

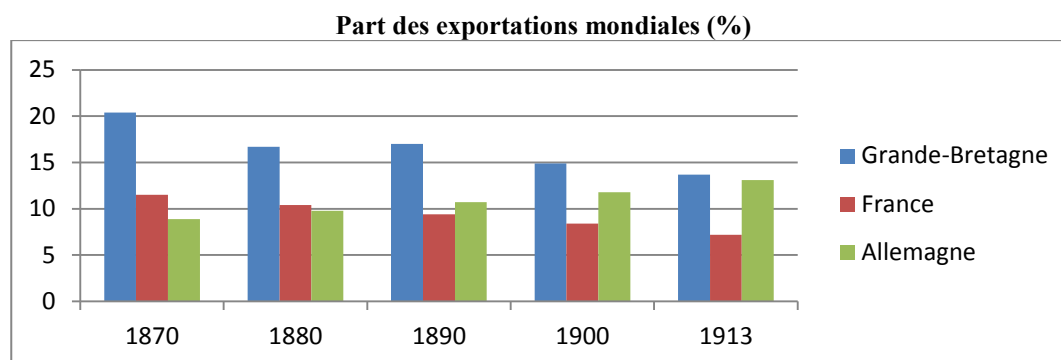
Graphique 4.3.10



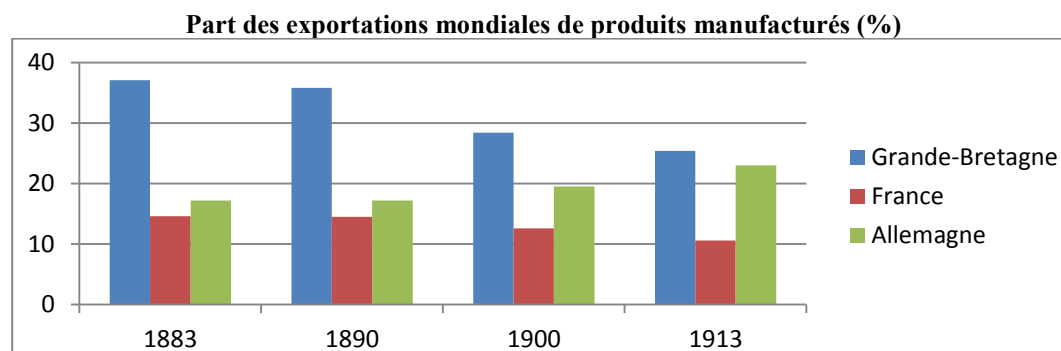
²⁵¹ Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon, *L'économie française au XIXe siècle ; Analyse macro-économique*, Paris, Economica, 1985, p.65.

²⁵² Les trois graphiques sont tirés de Béatrice Dédinger, « From virtual free-trade to virtual protectionism ; Or did protectionism have any part in Germany's rise to commercial power 1850-1913 » dans Jean-Pierre Dormois et Pedro Lains (dir.), *Classical trade protectionism 1815-1914*, New York, Routledge, 2006, p. 222.

Graphique 4.3.11

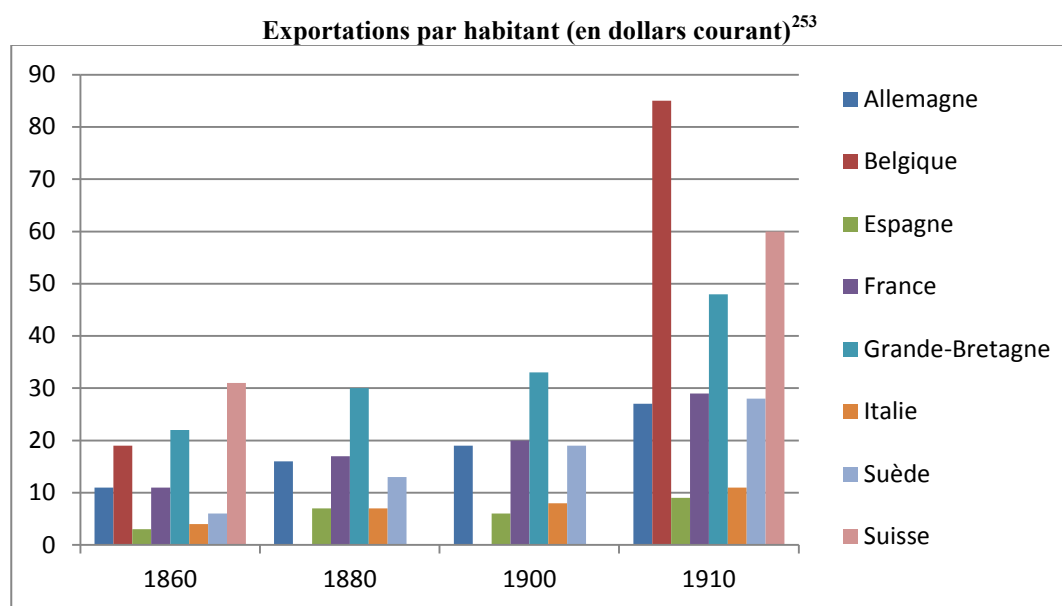


Graphique 4.3.12



La modeste croissance démographique de la France ne peut suffire à expliquer l'affaiblissement de sa position sur le marché mondial. Nous pouvons cependant remarquer que le pays se trouve à un niveau comparable à l'Allemagne et à la Suède pour ce qui est de la valeur des exportations par habitant. Si l'augmentation de la population s'était faite à un taux similaire à celui de l'Angleterre ou de l'Allemagne, il n'est pas pour autant évident que ce rapport soit demeuré le même.

Graphique 4.3.13



²⁵³ Gérard Jorland, « La France est-elle douée pour le commerce extérieur? », *op. cit.*, p. 102.

IV. Exporter ou s'implanter à l'étranger

Toujours d'actualité, la question du développement des exportations est sérieusement étudiée au début du XXe siècle. Les fréquentes comparaisons faites entre la France et l'Allemagne font ressortir certaines faiblesses dans l'organisation commerciale française. En lançant de puissantes sociétés à l'étranger et en les faisant prospérer, les industriels français du textile démontrent néanmoins que, dans des conditions d'opération similaires, ils parviennent souvent à d'excellents résultats.

IV a. Promotion de la recherche de débouchés et efficacité de la protection

Le discours des entrepreneurs concernant le besoin de développer les exportations ne coïncide pas toujours avec des actions concrètes allant dans ce sens. Les chambres de commerce de circonscriptions très intéressées par le commerce extérieur, telles celles de Lyon et Roubaix, sont souvent sollicitées par des organisations se proposant de soutenir la cause exportatrice. Même si elles approuvent souvent les initiatives, leur contribution monétaire est très faible. Les recommandations que les industriels reçoivent, pour les aider à améliorer leurs positions à l'étranger, sont rarement appliquées.

Le 24 mars 1903, lors d'une réunion préparatoire de la Fédération des industriels et des commerçants français tenue à Paris, Georges Blondel, spécialiste du commerce extérieur, donne une conférence inspirée de considérations internationales. Il voit ces questions comme étant désormais de la plus haute importance pour la prospérité générale des nations. Les problèmes économiques sont devenus les plus importants. Alors que la concurrence entre les nations se manifeste par des rivalités économiques, une bataille continuelle a lieu à l'échelle de la planète. Pour Blondel, face à ces nouveaux défis, la France n'a pas complètement rempli ses devoirs pour se mettre dans les meilleures conditions possibles pour faire face aux défis internationaux. Il affirme cependant que la France n'est pas en décadence : « Ce mot dont on abuse quelquefois, n'est pas

exact. Il ne faut pas nous déprécier outre mesure. Le pessimisme serait particulièrement dangereux dans un pays comme le nôtre, impressionnable à l'excès. »²⁵⁴

Clairvoyant, Blondel anticipe sur les analyses futures :

*on peut dire avec raison que ce qui nous manque, ce n'est pas tant l'art de produire (car nous avons d'excellents producteurs qui savent très bien combiner les éléments constitutifs d'une œuvre industrielle), que l'art d'exploiter, de tirer parti de nos inventions.*²⁵⁵

Adapter les produits français à l'évolution de la demande sur les marchés étrangers est absolument nécessaire. Mais, pour le conférencier, le plus important est de s'inspirer de l'Allemagne pour créer des associations favorables aux intérêts de l'industrie et du commerce français. La nonchalance doit laisser place à une volonté d'union. Celle-ci aiderait à compenser partiellement le lourd poids fiscal qui pèse sur les Français.

En 1903 l'industrie lainière française fait preuve d'une inquiétude légitime lorsqu'un projet d'établissement de droit sur les laines importées est déposé. Dynamisé par le développement des importations directes de cette matière brute, les industriels roubaisiens considèrent le projet déraisonnable. Environ 85% de la laine consommée par l'industrie française était importée. Si un droit de 10 frs les 100 kg était appliqué, le prix de la marchandise serait sensiblement affecté.

La Chambre de commerce de Roubaix s'inquiète à l'été des impacts négatifs que ne manqueraient pas d'avoir ce projet :

*L'Allemagne qui est notre plus redoutable concurrente sur les marchés étrangers, vient d'établir un nouveau tarif douanier qui entoure l'agriculture allemande d'une véritable muraille de droits protecteurs. On y chercherait en vain un droit sur les laines étrangères. Nos voisins ont compris que ce droit nuirait à leur industrie lainière et ils se sont bien gardés de le décréter.*²⁵⁶

²⁵⁴ ADN 77J 1838, *Fédération des industriels et des commerçants français, réunion préparatoire du 24 mars 1903* ; *Conférence de M. Georges Blondel professeur à l'École des hautes études commerciales*, Paris, 1903, Imprimerie, F. Levé pp. 21-22.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 30.

²⁵⁶ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1903, Tome XXIX*, Roubaix, 1904, Imprimerie Alfred Reboux, *Séance du 23 juillet 1903*, pp. 67-68.

La France se doit donc de ne pas modifier le *statu quo* douanier pour éviter d'affaiblir son industrie lainière.

C'est souvent en faisant des comparaisons avec l'Allemagne que les industriels roubaisiens présentent leurs arguments. Ils souhaitent notamment à l'époque que la France atteigne la parité avec l'Allemagne concernant les tarifs douaniers. Les lainiers roubaisiens se sentent pénalisés par la politique favorable à l'industrie cotonnière en matière douanière. Exportant le tiers de leur production, ils se considèrent victimes de représailles économiques qui freinent le développement des exportations de tissus de laine²⁵⁷. Ceux-ci s'exportaient principalement vers l'Angleterre et les États-Unis mais perçaient peu en Allemagne.

Les tissus de coton s'exportent pour leur part principalement dans les colonies françaises. Ils subissent donc moins sérieusement les répercussions douanières de la politique protectionniste destinée à sauvegarder leurs intérêts. Le régime douanier des colonies françaises, assimilé à celui de la métropole depuis 1892, a permis aux tissus de coton français de s'y déverser aisément.

Très intéressés par les exportations mais préoccupés par la situation créée par le régime douanier, les milieux de la bonneterie troyenne constatent que la production française est trop coûteuse. En 1903, la chambre de commerce locale s'inquiète de la concurrence de la fabrique allemande : « n'étaient nos tarifs protecteurs, presque prohibitifs, elle écraserait le nôtre propre. (...) Combien de temps durera le système qui nous régit, et nous croyons pouvoir poser la question, puisque tout change ici-bas, tôt ou tard? Quel sera le réveil? »²⁵⁸ Attirant toujours l'attention des industriels sur la question de la modernisation de l'équipement et de la quête de débouchés, la Chambre de commerce de Troyes insiste l'année suivante.

L'avertissement est encore très clair. Les industriels avaient été trop insouciants et pourraient payer cher leur laxisme : « À l'abri de droits protecteurs, dans une suite d'années d'activité et de bénéfices, ils ont bondé saturé de leurs produits le marché

²⁵⁷ *Ibid.*, Tome XXX, Roubaix, 1905, Imprimerie Alfred Reboux, *Réponses au questionnaire de la Commission d'enquête parlementaire textile*, p. 160.

²⁵⁸ ADA IETP 2 (51), *Chambre de commerce de Troyes ; Compte-rendu des travaux en 1903*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1904, p. 183.

national. Ont-ils eu toute la vigilance voulue à propos du marché extérieur? L'ont-ils suffisamment recherché, s'y sont-ils défendus en temps? »²⁵⁹ Troyes faisait pourtant preuve d'un dynamisme plus marqué que plusieurs autres régions. Si les entrepreneurs sont ici considérés comme directement responsables, on attribuait souvent à d'autres l'explication des problèmes rencontrés à l'exportation.

Depuis longtemps des vœux avaient été prononcés quant à une réforme des services consulaires français, afin qu'ils soient en mesure d'être des auxiliaires plus performants dans la conquête de nouveaux marchés. Questionnée à propos du succès des réformes entreprises depuis quelques années, la Chambre de commerce de Roubaix compare le travail des agents français à celui de leurs rivaux :

*Nos agents consulaires qui devraient avant tout se consacrer aux questions commerciale, comme s'y consacrent les Consuls anglais et allemands, ont été détournés de leur mission principale et absorbés par des questions d'ordre diplomatique ou politique intéressantes sans doute, mais qui ne sont en réalité que l'accessoire de leurs attributions. En remplissant un rôle pour lequel ils n'ont pas été créés, il négligent forcément et souvent malgré eux, celui qui est leur raison d'être et cela à tel point qu'il est rarement en leur pouvoir de fournir de façon satisfaisante, les renseignements qui leur sont demandés au point de vue commercial.*²⁶⁰

Les entrepreneurs doivent parfois se résoudre à interroger les services allemands ou anglais pour obtenir des renseignements qui ne pourraient l'être autrement.

La solution préconisée par la Chambre de commerce de Roubaix serait de s'inspirer des façons de faire de ces pays, soit d'« appuyer d'attachés commerciaux d'une compétence indiscutable »²⁶¹ les délégations françaises. Des spécialistes devraient s'occuper de ces questions et de meilleurs moyens y être consacrés. Le véritable et fondamental rôle des consulats devait être la défense des intérêts économiques français. Six postes d'attachés commerciaux sont enfin créés en 1909. Les revendications des industriels et des négociants se faisaient entendre depuis de nombreuses années à ce sujet. Ils espèrent maintenant voir les diplômés des Hautes études commerciales et des écoles supérieures de commerce plus

²⁵⁹ *Ibid.*, *Compte-rendu des travaux en 1904*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1905, p. 101.

²⁶⁰ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1904, Tome XXX*, Roubaix, 1905, Imprimerie Alfred Reboux, p. 102-103. *Lettre au député de la Seine, 25 août 1905*.

²⁶¹ *Ibid.*

nombreux dans les corps diplomatiques. Néanmoins, l'absence d'un diplôme et d'un standard de formation comparable à ceux des ingénieurs nuit aux finissants. Une formation moins reconnue ne leur permet pas d'obtenir une considération sociale équivalente²⁶². La carrière commerciale offre de faibles possibilités d'avancement et demeure clairement moins attirante que celle d'avocat, de diplomate ou d'ingénieur. Leur intégration dans le corps consulaire ne se fera pas sans heurts durant les années à venir²⁶³. Un certain snobisme y dénigrait une formation liée aux affaires commerciales.

Le manque de personnel compétent à divers échelons demeure un obstacle. Pour tenter de stimuler des vocations, le gouvernement décide la création de bourses pour des études commerciales à l'étranger. Les épreuves écrites ont lieu annuellement dans chaque chef-lieu de préfecture. Il n'y a cependant que quelques rares gagnants : quatre bourses pour l'ensemble des concurrents.

L'Institut commercial de Paris prépare des jeunes pour des carrières commerciales et ouvre une succursale à Liverpool en 1907. Dans une lettre adressée au président de la Chambre de commerce de Roubaix, l'attaché commercial de l'ambassade de France à Londres, Jean Périer, souligne l'importance qu'il y a pour la France d'être représentée par des Français en Angleterre:

*C'est une erreur absolue de croire qu'une maison de commerce française, doit se faire représenter en Angleterre par des Anglais. Ceux-ci peuvent être fort honnêtes gens et servir très fidèlement les intérêts qui leur sont confiés ; jamais, cependant, leur action n'a l'efficacité de celle d'un représentant de commerce français, surtout si celui-ci appartient à la région où sont établies les maisons dont il est l'agent.*²⁶⁴

L'Allemagne inonde le monde de ses représentants qui sont tous Allemands, la France doit faire de même.

Il se trouve malgré tout en France plusieurs personnes et organismes intéressés par le développement du commerce international. Les travaux publiés

²⁶² Grelon, André, « Écoles de commerce et formations d'ingénieurs jusqu'en 1914 ». *Entreprises et histoire*, 14, 1997, pp. 29-45.

²⁶³ Ricard, Bruno, « Le Corps d'expansion économique durant l'entre-deux-guerres ». *Revue d'histoire diplomatique*, 111, 1997, pp. 105-124.

²⁶⁴ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1907, Tome XXXIII*, Roubaix, 1908, Imprimerie Alfred Reboux, p. 99, Londres, 29 juillet 1907.

par Périer, fruits de huit années d'enquêtes, sont appréciés du monde des affaires. Pour développer les ventes à l'étranger, il prône, comme on l'a vu, la formation d'un personnel compétent et intégré à la culture locale. Il voudrait que soient créés des « Comités régionaux pour le patronage pécuniaire et moral des émigrants commerciaux »²⁶⁵. À l'automne 1908, le ministre du Commerce et de l'Industrie recommande à la Chambre de commerce de Roubaix d'étudier sérieusement cette idée.

Dans l'Aube, on considère que les autorités allemandes font beaucoup plus d'efforts que celles de la France pour contribuer aux succès de l'industrie et du commerce. La Chambre de commerce de Troyes constate la domination de la bonneterie allemande aux États-Unis. Elle tire avantage d'un corps consulaire dynamique et bien au fait des questions économiques. Les Troyens pensent que leurs concurrents allemands sont beaucoup mieux soutenus : « Les affaires sont au premier rang des soucis de leur gouvernement, et celui-ci croit, avec juste raison, qu'en aidant au succès des patrons, il sert la cause de la masse ouvrière. En est-il de même en France? »²⁶⁶ Le gouvernement français se montre aussi critique envers les industriels que ceux-ci peuvent l'être envers lui. Le travail en commun pour la conquête des marchés étrangers se fait difficilement.

Encore réaliste, la Chambre de commerce de Troyes fait son autocritique au regard de l'organisation des affaires en Allemagne, « basée sur la spécialisation non seulement dans la fabrication, mais encore dans les différentes professions que cumule l'industriel troyen, qui est à la fois dans son entreprise bailleur de fonds, fabricant et vendeur. »²⁶⁷ La création de directions spécialisées à l'intérieur des entreprises et l'appel aux capitaux extérieurs ne progressent pas aussi vite que souhaité.

Certaines leçons ne paraissent néanmoins pas avoir bien été apprises. Au lieu de tenter de s'adapter aux goûts de la clientèle pour les produits plus communs, on

²⁶⁵ *Ibid.*, 1908, Tome XXXIV, Roubaix, 1909, Imprimerie Alfred Reboux, pp. 160-161, *Lettre du Ministre Cruppi*, Paris, 8 octobre 1908.

²⁶⁶ ADA 1ETP 2 (51), *Chambre de commerce de Troyes ; Compte-rendu des travaux en 1907*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1908, p.103.

²⁶⁷ *Ibid.*, *Compte-rendu des travaux en 1911*, Troyes, Imprimerie et lithographie Paul Nouël, 1912, p. 252.

espère « que le bon sens des ménagères françaises fasse justice, dans un avenir prochain, de ces articles de qualité médiocre, dont l'aspect séduisant ne saurait faire oublier la réelle valeur de la bonneterie troyenne. »²⁶⁸ Il y a ici un aveuglement certain sur les tendances du marché. L'attachement typique à la belle qualité n'était pas encore révolu. Le plus grand potentiel de croissance se trouvait toutefois du côté de la qualité ordinaire offerte à bas prix. Mal se positionner sur ce créneau pouvait se révéler dangereux face à une concurrence très combative par la modicité des prix proposés.

Comparativement à sa rivale allemande, la France déploie nettement moins d'efforts pour trouver des clients à l'extérieur du pays et offrir des services commerciaux de qualité. Un agent bien formé se doit de connaître à fond la langue et les habitudes étrangères, il doit habiter à l'étranger. Peu de Français ont émigré au XIX^e siècle par rapport aux Allemands. Des contacts directs limités avec les autres pays se combinent à une faible maîtrise des langues et à un manque d'institutions donnant une formation spécialisée.

Depuis longtemps sensibilisés aux périls qui menacent et affectent leurs intérêts commerciaux à l'extérieur du pays, les industriels du textile français sont conscients de l'importance de revoir leur manière de procéder pour favoriser les exportations. La France est intimement liée au reste du monde, son industrie textile en particulier.

En juin 1912, pour arriver à des résultats significatifs, le Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur propose de se concentrer sur un nombre limité de points capitaux qui n'ont pas encore trouvé de solution satisfaisante :

Amélioration de notre représentation et de notre organisation à l'extérieur ; Organisation du crédit à long terme pour l'exportation ; Développement de nos relations maritimes : 1- avec l'Amérique du Sud, 2- avec l'Extrême-Orient ; 3- avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ; Étude de nos voies de communication (chemins de fer et navigation) spécialement entre Marseille, Lyon et Genève, et entre Bordeaux, Lyon et Genève ; Des rapports douaniers des Colonies avec la Métropole ; Organisation de l'enseignement professionnel en vue de maintenir la supériorité de nos produits, et de

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 253.

*former un personnel de représentants pour l'Étranger ; Service militaire des Français à l'Étranger.*²⁶⁹

Ces propositions résument bien les défis primordiaux que doit relever la France. Elles permettent encore une fois de remarquer que plusieurs étaient conscients des obstacles à surmonter, mais que des solutions efficaces à ces problèmes étaient difficiles à trouver. De nombreuses conférences et publications soulignent alors ces lacunes. Les industriels français, contrairement à leurs confrères allemands, paient cher leur individualisme. Celui-ci limite grandement les associations qui pourraient profiter à des secteurs en entier.

Pour la Ligue du libre-échange, le problème fondamental se trouve toutefois dans les tarifs douaniers :

*Vous entendez parler dans tous les rapports officiels des moyens de développer notre exportation ; on nomme des attachés commerciaux, on fait appel au concours de nos consuls à l'étranger, on cherche à créer des relations nouvelles ; mais il y a quelque chose qui prime tout : pour écouler facilement nos produits à l'extérieur, il faut que nos prix de revient nous permettent de soutenir la concurrence mondiale.*²⁷⁰

L'état d'infériorité de la France est principalement expliqué par les coûts supérieurs de production dus au régime douanier.

La France connaît tout de même des succès à l'étranger durant la Troisième République. Comme le rapporte régulièrement la Chambre de commerce de Lyon, l'importance des exportations est plus grande que ce que laisse voir les chiffres officiels de la douane. Les expéditions par colis postaux ne sont pas bien comptabilisées, alors que la valeur déclarée des marchandises exportées est portée à un niveau très modéré. Pour payer le moins possible de droits, la plupart du temps fixés sur la valeur déclarée, les exportateurs la sous-estiment²⁷¹. Ainsi, le montant total réel des exportations françaises de tissus de soie serait plus élevé qu'on pense. Il faudrait aussi considéré qu'ils sont utilisés

²⁶⁹ ADL 13 J 132 *Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur ; Organisé sous le haut patronage et avec le concours de la Chambre de commerce de Paris*, Paris, 1912, p. 2.

²⁷⁰ ADL 13 J 106, *Publication de la Ligue du libre-échange ; Conférence faite à Marseille le lundi 27 octobre 1913, par Yves Guyot*, Paris, Bureaux du *Journal des économistes*, 1914, p. 28.

²⁷¹ ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1907*, Lyon, Impr A. Rey, 1908, p.16.

dans la fabrication de produits comme les vêtements, la lingerie ou les fleurs artificielles, vendus à l'étranger pour des montants élevés.

L'importance de l'Angleterre, principale destination des tissus de soie et de laine, ne doit pas pour autant laisser croire que les consommateurs des produits français se trouvent tous sur ce marché. Certaines marchandises considérées comme exportées en Angleterre ne font pourtant qu'y transiter. Chargées à Southampton et ailleurs sur les navires à vapeur, elles partent à destination des États-Unis, de l'Amérique du Sud, de l'Océanie ou de l'Asie. Une partie importante des marchandises achetées par des Anglais est donc réexportée. Le commerce y trouvait son compte en revendant avec bénéfices à l'étranger les tissus français. Il aurait évidemment été plus avantageux pour les Français de rejoindre les marchés étrangers par eux-mêmes.

En France, il n'est pas facile de mobiliser des énergies communes dans le but de conquérir des marchés. Les petites et moyennes entreprises arrivent rarement à s'associer entre elles pour faire la promotion de leurs produits ; les grands groupes y arrivent plus facilement. Un avantage découlant de contacts plus intimes avec la clientèle pouvait être de permettre une production répondant davantage à ses besoins. Toutefois, il fallait mettre des bornes à la diversité de la production si on voulait limiter les prix de revient qui affecteraient finalement le choix des consommateurs.

Au niveau européen, l'industrie française des soieries est particulièrement concurrentielle pour ce qui de la variété et de la qualité de la production, grâce à ses grandes capacités d'adaptation et à sa prestigieuse réputation. Elle obtient moins de succès lorsqu'un type particulier de marchandise accapare une large proportion de la demande ; la production en très grandes quantités ne joue pas en sa faveur. La Chambre de commerce de Lyon perçoit ainsi les causes expliquant les bonnes affaires faites en 1909 :

À cette diversité d'articles qui forme le caractère dominant de l'année dernière est venue s'ajouter une extrême mobilité dans les demandes de la consommation, et cette circonstance a tourné à l'avantage de notre

*industrie, grâce à la souplesse incomparable de sa production qui lui permet de satisfaire à tous les caprices de la mode.*²⁷²

La fabrique lyonnaise garde une supériorité marquée sur la concurrence dans le domaine des nouveautés.

Au moment de l'Exposition internationale tenue à Roubaix, marquée par un grand succès, le Congrès national des délégués des chambres de commerce est tenue dans cette ville, du 10 au 12 juillet 1911. La question des exportations et des relations avec l'étranger occupe une place de choix dans les rapports qui sont présentés aux représentants patronaux.

Paturel présente les résultats intéressants obtenus par la Société d'échange internationale des enfants et des jeunes gens. Pour remédier aux frais élevés d'un séjour à l'étranger, un intéressant programme d'échange permet d'approfondir l'étude des langues étrangères. Cette expérience est rapportée comme ayant été hautement appréciée par les familles des 2 200 jeunes gens qui ont pu participer²⁷³. Le but est de stimuler des vocations en offrant des possibilités concrètes.

Certains industriels évoquent une pénurie de bons représentants de commerce français qui empêche de mieux profiter des possibilités offertes par les marchés étrangers. Un rapporteur exposait néanmoins que plusieurs jeunes bien formés désirent embrasser cette carrière. Ce serait plutôt la manière d'organiser le commerce qui serait la source du problème. Les longues tournées ont un prix élevé et devraient être vues comme des voyages d'études. Si on ne peut s'offrir un voyageur exclusif, la commandite en frais communs est souhaitable. Elle pose cependant le problème du favoritisme de certains employés envers des entreprises avec lesquelles ils sont liés.

Attaché plus particulièrement à certaines maisons, le représentant négligeait parfois les marchandises des autres entrepreneurs qui participent aussi au financement de sa tournée. Pour remédier à ce problème, Louis Mercier propose la création « de nombreuses Associations mutuelles, organisatrices désintéressées de

²⁷² ACCL, *Compte rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon ; Année 1909*, Lyon, Impr A. Rey, 1910, p.11.

²⁷³ ADN 79J 552, *Rapport sur la question des langues vivantes et de la représentation commerciale à l'étranger ; Présenté par Monsieur Germain Paturel, Secrétaire de la Société d'Échange internationale des enfants et jeunes gens*, p. 4.

représentations à frais communs à l'étranger, avec direction unique ; *et* que ces Associations soient encouragées et subventionnées largement par les Pouvoirs public. »²⁷⁴ D'autre part, on comprend que ceux qui avaient les moyens continueraient avec une représentation plus personnalisée.

Souvent raillés, les agents consulaires sont désormais plus efficaces mais on critique sévèrement leur tendance à répéter les considérations habituelles sur l'infériorité de l'organisation commerciale française sans proposer de solution. Pour améliorer la situation, il est essentiel pour les consuls de considérer les aspects pratiques et de passer à l'action. Une autre recommandation concerne le classement et le traitement des informations commerciales encore trop négligés²⁷⁵. L'Office national du commerce extérieur a néanmoins fait de grands progrès pour organiser et diffuser les informations pertinentes.

Le rapport présenté lors du même congrès par Expert-Bezançon, à propos du régime douanier colonial, a de quoi déplaire à plusieurs. Le spécialiste expose les conséquences négatives du protectionnisme : « Ce régime a, en effet, compromis gravement la prospérité des colonies auxquelles il a été appliqué et qui sont unanimes à protester contre lui. »²⁷⁶ Le volume total du commerce et les recettes douanières souffrent de cette situation. Sans promouvoir l'autonomie, Expert-Bezançon parlait de rendre la 'personnalité douanière' aux colonies²⁷⁷. Elles doivent pouvoir adapter les tarifs selon leurs besoins, se développer tout en favorisant l'écoulement des produits français.

Plusieurs industriels et commerçants ne pouvaient accepter l'idée que l'assimilation des colonies au régime douanier métropolitain soit une mauvaise chose. C'était particulièrement le cas des milieux cotonniers qui avaient largement profité de la hausse des exportations vers les colonies. Le développement de la rentabilité de l'industrie française était pour eux à prioriser par rapport à la croissance des colonies. Il fallait que celles-ci procurent des avantages à la France

²⁷⁴ *Ibid.*, *Rapport sur la Représentation commerciale à l'étranger* ; par Louis Mercier ; Directeur général de l'Union nationale du commerce extérieur, p. 4.

²⁷⁵ *Ibid.*, *Rapport sur le rôle des Conseils et agents consulaires à l'étranger* ; présenté par M. Expert-Bezançon, docteur en Droit, p. 4.

²⁷⁶ *Ibid.*, *Rapport sur le Régime douanier colonial* ; par Expert-Bezançon ; Docteur en droit ès-sciences juridiques et ès-sciences économiques, p. 1.

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 5.

étant donnés les sacrifices qui avaient été faits pour les acquérir. Ainsi, le rapport présenté par le secrétaire du Syndicat cotonnier de l'Est se souciait beaucoup de la part des marchandises françaises dans les importations des colonies, mais très peu des recettes douanières essentielles à leur développement.

Les promoteurs de l'expansion coloniale avaient fait miroiter des débouchés lucratifs : « Ne pas réaliser ces promesses à l'heure actuelle, outre que ce serait un véritable manquement à des engagements formels, serait risquer de rendre à la politique coloniale l'impopularité d'antan, dont il y a trente ans, elle subissait le poids. »²⁷⁸ Le soutien offert par l'industrie était conditionnel à certains avantages. Un peu effrontés, les industriels cotonniers de l'Est considéraient qu'ils devaient être dédommagés pour les sacrifices faits par la France.

Les liens qu'ils entretiennent depuis longtemps avec des hommes politiques influents leur ont permis d'obtenir des avantages considérables. Certains députés particulièrement attachés à leur cause se sont montrés efficaces. Inutile de rappeler le rôle d'hommes des Vosges comme Ferry pour l'expansion coloniale et Méline pour l'assimilation douanière des conquêtes. À Épinal, les industriels cotonniers ont pu voir leurs intérêts efficacement soutenus.

Le développement du commerce international ne va pas sans heurts. Certains différends suscitent souvent des procès. En 1911, pour rendre justice de manière plus impartiale, le Président Taft fait la promotion de l'arbitrage international : « pour toute contestation n'ayant pu être réglée par négociations quelle que soit la nature du différend, qu'il s'agisse d'une question d'honneur, de territoire ou d'argent. »²⁷⁹ Consultés à ce sujet, les patrons roubaisiens et tourquennois se prononcent en faveur de « toute proposition, ayant pour but de maintenir la paix entre les nations, de resserrer leurs liens d'amitié et de favoriser le plus largement et le plus complètement possible leurs relations commerciales. »²⁸⁰ Alors que la tension monte en Europe, le patronat lainier

²⁷⁸ *Ibid.*, *Rapport sur le Développement du commerce métropolitain dans les colonies françaises*, Par M. D. Joubain ; Secrétaire Général du Syndicat cotonnier de l'Est, p. 5.

²⁷⁹ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1911, Tome XXXXII*, Roubaix, 1912, Imprimerie Alfred Reboux, p. 66.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 67.

souhaite l'harmonie entre les nations, facteur essentiel au bon fonctionnement des affaires.

Juste avant le début de la Première Guerre mondiale, l'industrie de la soie française était fort prospère. Très exportatrice et s'approvisionnant avec de la soie étrangère, elle souffrira grandement de la guerre. Le goût de luxe est radicalement interrompu par le conflit, alors que le début de 1914 s'annonçait comme la poursuite de la lancée record de l'année précédente. Depuis le début du XXe siècle la valeur des soieries lyonnaises exportées avait remarquablement progressé. Sans atteindre le niveau précédent l'effondrement des années 1870, la situation est meilleure que jamais depuis.

Les industriels du textile considèrent, comme on l'a vu, que des avantages douaniers leur sont dus dans les colonies françaises. Puisque la France a payé de son or et de son sang, elle mérite en contrepartie quelques compensations. Celles-ci intéressent grandement les industriels français, les cotonniers au premier rang, car leurs produits se vendent beaucoup plus dans les colonies que les soieries ou les tissus de laine.

Derrière le discours accommodant, il est certain que les milieux d'affaires désirent voir leurs intérêts défendus vigoureusement. En 1913, la question du traité de commerce franco-allemand du 4 novembre 1911 concernant le Maroc est soulevée. La Chambre de commerce de Roubaix s'indigne de la situation faite à la France :

*l'égalité douanière absolue, sans qu'aucun droit préférentiel puisse lui offrir une juste compensation aux énormes dépenses en hommes et en capitaux que va lui occasionner la mise en valeur de son nouveau protectorat. Elle aura simplement, en définitive, travaillé pour le plus grand bien de tout le monde, sauf de celui des Français.*²⁸¹

Ses membres craignent l'introduction de marchandises en Algérie par le Maroc, et voudraient que des efforts soient faits pour mieux contrôler la frontière. L'Espagne a aussi dans sa zone marocaine une position judiciaire qui laisse des appréhensions aux Français.

²⁸¹ *Ibid.*, 1913, Tome XXXIV, Roubaix, 1909, Imprimerie Alfred Reboux, p. 23.

Il n'y a pas que des considérations douanières qui affectent les exportations de marchandises françaises. L'organisation commerciale laisse encore largement à désirer à la fin de la période étudiée. Des lacunes sont signalées par un promoteur du commerce au Maroc :

*On ne saurait trop insister sur la nécessité de créer des dépôts de marchandises, des stocks bien assortis, si l'on veut concurrencer victorieusement les Anglais actuellement maître du marché. Il faut que les commerçants de détail puissent trouver sur-le-champ, dans les dépôts, des marchandises à livrer à leur clientèle aux jours de marché ou de fête et ne se voient pas dans la nécessité de manquer la vente, ce qui arriverait s'ils en étaient réduits à leurs propres approvisionnements, toujours restreints, étant donné l'exiguïté de leurs ressources.*²⁸²

En 1914, les industriels du textile souhaitent profiter des emprunts recherchés par la Turquie et les nations des Balkans en France. Ils aimeraient que les prêts servant à de grands travaux et à l'achat de matériel militaire soient assortis de conditions favorisant l'industrie française. Les moyens financiers devraient permettre d'insérer des clauses contraignantes, et d'éviter de passer pour dupe. À la Chambre de commerce de Roubaix, on s'interroge sur les procédés de certaines nations à l'égard de la France : « Des exemples récents ont, en effet, fait voir certains États étrangers venant drainer les économies de ce bon peuple français, pour les employer à payer des commandes importantes consenties aux rivaux de ses industries. »²⁸³ Roubaix considère que ses tissus en tous genres devraient percer davantage sur les marchés des nations qui empruntent à la France. Leur qualité étant toujours égale sinon supérieure à ce qui se fait ailleurs, les tissus français peuvent espérer de grands succès s'ils sont offerts à prix intéressants.

À la fin du mois d'août 1914, la guerre ne s'étant pas encore installée dans la durée, le ministre du Commerce prend la peine d'avertir la Chambre de commerce de Roubaix de certaines opportunités :

J'ai l'honneur d'appeler, d'une manière toute spéciale, votre attention sur l'importance considérable des débouchés actuellement offerts au commerce français d'exportation, par suite des commandes inexécutées ou non livrées

²⁸² ADL 9M 61, Lucien Borgeaud, *L'avenir du commerce français au Maroc*, Coulommiers, Imprimerie Dessaint et Cie, 1913, p. 12.

²⁸³ ADN, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix, 1914 à 1918, Tome XXXV*, Roubaix, 1921, Imprimerie Alfred Reboux, p. 14.

*par les maisons allemandes et autrichiennes, du fait des hostilités, et dont nos exportateurs pourraient être appelés à bénéficier.*²⁸⁴

Les milieux exportateurs n'auront pas la chance de tirer avantage de cette situation. L'avance allemande entraîne quelques semaines plus tard le début de quatre années d'occupation pour Roubaix.

IV b. Entreprises textiles françaises à l'étranger : voir les choses en grand

Dans certains milieux textiles français, dans le Nord en particulier, l'intérêt pour les marchés étrangers était très marqué. En 1907, Duband signale, dans son rapport annuel²⁸⁵ que l'entreprise *Tiberghien frères* était alors en train d'établir un tissage de laine promis à de brillants résultats à Vérone, que *Mathon & Dubrulle*, fabricants de tissus, voyaient leur maison fondée récemment à Philadelphie prospérer, et que *Masurel frères* faisaient de bonnes affaires avec leurs établissements de Buenos Ayres. Ce ne sont que des exemples parmi plusieurs autres, pratiquement toutes prospères²⁸⁶. André Lepoutre, efficace fabricant de bonneterie de Roubaix, monte une filature en Angleterre en 1909²⁸⁷. Encore plus connues sont certaines grandes sociétés par actions qui furent créées en Russie et en Pologne russe. Considéré comme très prometteur, le marché de l'Empire russe est très attractif pour les investisseurs étrangers au début du XXe siècle.

Claude Giraud, un des premiers Français à s'implanter en Russie, fonde en 1875 un établissement destiné au tissage de la soie. À ses débuts, son entreprise opérait modestement avec 250 métiers des métiers à bras dans les environs de Moscou²⁸⁸. Les métiers mécaniques apparaissent en 1883 et dès 1886 l'électricité assure

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 173, *Lettre du Ministre du Commerce, Paris, 27 août 1914.*

²⁸⁵ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1907. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 8 au 30 avril, par Duband.*

²⁸⁶ Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine*, op. cit., pp. 237-238.

²⁸⁷ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1910. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 17 octobre au 14 novembre, par Thiéblin.*

²⁸⁸ La communication de Raymond Darteville *Paysages et risques industriels en Russie en 1906 ; l'expertise d'un réassureur*, au colloque international « La France et les Français en Russie : De nouvelles sources pour de nouvelles approches (1789-1917) », tenu à Paris les 25-27 janvier 2010, apporte des éléments intéressants sur le sujet. La publication était prévue pour le premier semestre 2011.

l'éclairage. Quelques distinctions obtenues lors d'expositions, dont une médaille d'or obtenue à Paris en 1889, aident au prestige de la marque. Attentive aux tendances parisiennes, elle opère sur différentes gammes, faisant la nouveauté comme les articles de fond. Dans le cadre de l'alliance franco-russe, l'oeuvre brillante de Giraud est considérée comme un exemple de dynamisme qu'on publicise afin de susciter la volonté d'émulation chez d'autres hommes d'affaires français²⁸⁹.

L'affaire se développe de manière constante, bien que ses résultats soient sérieusement affectés par le climat social délétère. À la veille de la Première Guerre mondiale, on rapporte :

*Malgré le travail à double équipe, les installations actuelles de la Société ne permettent plus de répondre aux demandes de la consommation et afin d'éviter dans la livraison des commandes des retards qui indisposent la clientèle, la Direction a dû refuser un nombre important de commandes.*²⁹⁰

La production de l'entreprise jouit d'une indéniable faveur auprès des acheteurs.

Cette entreprise française installée à Moscou est considérée par un expert de la Banque de l'Union Parisienne comme étant, dans l'industrie de la soierie, « la plus importante d'Europe et peut-être au monde entier. »²⁹¹ Elle illustre le dynamisme des industriels français du textile à l'étranger. L'entreprise est fortement intégrée, une note de 1912 détaille l'importante organisation industrielle structurée autour du tissage²⁹². Bien que l'entreprise soit reconnue pour sa production de luxe, mousselines et écharpes en particulier, elle produit principalement l'article courant. Ce dernier est moins affecté par les variations de la mode et d'un écoulement assuré et régulier.

²⁸⁹ En visite officielle à Moscou durant l'été 1897, le Président Faure remet personnellement au distingué industriel la Légion d'honneur qu'il s'est mérité.

²⁹⁰ ASGBUP, GDT 419 (313), *Accords intervenus le 13/26 octobre entre la Banque de l'Union Parisienne et MM Victore, Paul et André Giraud*, 27 janvier 1914, p. 3.

²⁹¹ *Ibid.*, Note, 1911, p. 2.

²⁹² *Ibid.*, Note, 1912. « Les installations actuelles comprennent : un tissage mécanique de 2 023 métiers ; un dévidage mécanique de 7 000 tavelles ; détrancanage de 60 machines ; cannetage de 53 cannetières ; ourdisage de 128 ourdissoirs ; un moulinage de 12 800 broches ; une teinture de 188 barques ; un apprêt de 54 machines diverses ; des ateliers de dessin, lisage, de répartition de menuiserie, etc. 8 moteurs formant un ensemble de 1 080 chevaux et une centrale électrique pour l'éclairage de toute l'usine. » L'entreprise fait alors travailler près de 7 000 ouvriers et surtout ouvrières, dont 4 000 logés à l'usine.

La *SA des Établissements Allart, Rousseau et Cie*, ou *Compagnie générale des industries textiles*, au capital de 10 000 000 de francs, effectue la filature et le tissage de la laine à Lodz en Pologne russe. Fondée en 1894, elle est le résultat de la transformation de la société en commandite par actions *Léon Allart et Cie* établie à Roubaix, mais aussi en Pologne où elle fait de très bonnes affaires en y filant la laine depuis la fin du XIXe siècle. L'agitation sociale qui secoue l'Empire en 1905 cause de sérieux soucis aux administrateurs, d'autant plus que les commandes sont abondantes et rémunératrices. Les résultats connaissent des fluctuations très amples alors que de sérieuses pertes alternent avec des profits considérables²⁹³. Face à d'excellents résultats obtenus par des établissements semblables en Russie, on considère parfois que la direction a fait de mauvaises opérations²⁹⁴. L'entreprise connaît cependant une forte rentabilité dans les années vingt²⁹⁵. Son capital passe de 10 à 24 millions en 1924.

La *Czenstochovienne* opère aussi en Pologne, depuis 1900, avec un capital de 12 500 000 francs. Eugène Motte est le président de son conseil d'administration. Comme plusieurs implantations à l'étranger, les débuts sont laborieux malgré un conseil d'administration expérimenté et compétent. L'avènement de la guerre entre la Russie et le Japon surprend l'entreprise, elle avait reçu des informations indiquant que la paix prévaudrait²⁹⁶. Les pertes de l'exercice 1904 sont de plus d'un million de francs tandis qu'elle doit liquider ses stocks à l'étranger. Bien que la production donne satisfaction et soit appréciée, les grèves violentes empêchent un travail régulier l'année suivante. Les employés français sont inquiétés à juste titre par la situation²⁹⁷. Elle s'en sort finalement

²⁹³ CAMT 65 AQ H 61, *Ibid.*, *Compagnie générale des industries textiles. Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 26 mai 1913*. Roubaix, Imprimerie administrative et commerciale F. Vossaert – J. Foconié, 1913, p. 6.

²⁹⁴ ABF, *Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 19 mai au 9 juin, par Thiéblin*.

²⁹⁵ *Ibid.*, Coupure de presse, *Valeurs d'actualité, Compagnie générale des industries textiles*. Bénéfices nets pour la période 1912-1927. Les dividendes distribués représentent au moins 30% de la valeur nominale des actions entre 1923 et 1927.

²⁹⁶ CAMT 65 AQ H 70, *La Czenstochovienne ; Assemblée générale ordinaire du 8 juin 1905*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1905, p. 4.

²⁹⁷ *Ibid.*, *Assemblée générale ordinaire du 23 juin 1906*, Roubaix, Imprimerie Alfred Reboux, 1906, p. 6.

beaucoup mieux durant les années suivantes. À l'été 1911, son avenir était considéré de l'extérieur avec optimisme :

*la Czenstochovienne est une entreprise importante dirigée par des gens du métier, et gérée expertement. Elle a su, sans trop souffrir, traverser les périodes terriblement troublées de la révolution russe et conserver une forte situation financière ; les usines vendent facilement leur fabrication et diverses améliorations en cours permettent de croire à une réduction possible du prix de revient.*²⁹⁸

À la veille de la Première Guerre mondiale, l'entreprise avait régularisé sa situation auprès des actionnaires. L'augmentation du capital à 17 500 000 francs permet de développer l'équipement de l'entreprise dans des conditions toujours plus avantageuses pour les prix de revient : plus de 100 000 broches et 555 métiers travaillent le coton en 1913²⁹⁹. Créée et supportée par des industriels prestigieux dont les affaires ont connu un grand succès, Eugène Motte est alors une célébrité et l'exposition qu'il vient d'organiser à Roubaix a été une grande réussite, l'entreprise inspire confiance et paraît être en excellente position au moment où cesse notre étude.

Les entreprises françaises qui tentent de s'implanter à l'étranger mobilisent habituellement des capitaux importants et des hommes compétents. Certaines, comme la SA des *Manufactures de lin et de coton de Kostroma*, semblent toutefois avoir mal saisi comment ils devaient opérer à l'étranger. Malgré les importants moyens de cette moderne affaire de 10 millions de francs, les bénéfices ne sont pas au rendez-vous³⁰⁰. Le départ à la retraite du directeur-général à Kostroma crée quelques problèmes en 1903. Les administrateurs-délégués doivent se relayer pour assumer la direction générale en Russie. Une tentative d'introduire le salaire à façon pour susciter leur ardeur attise au contraire le mécontentement³⁰¹. Très mal avisée, la direction parle de faire venir en Russie des travailleurs étrangers. Grève

²⁹⁸ *Ibid.*, Société textile « La Czenstochovienne », dans « La France économique et financière », 19 août 1911.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ CAMT 65 AQ H 153, *Société anonyme des Manufactures de lin et de coton de Kostroma ; Établissements russes Gratry, Gérard et Mikine ; Statuts*, Bruxelles, Imprimerie T'Kint frères, 1899.

³⁰¹ *Ibid.*, *Rapport du conseil à l'Assemblée générale des actionnaire du 10 novembre 1903 ; Exercice 1902-1903*, p. 4.

et émeutes surviennent rapidement et le personnel en fuite craint un moment pour sa vie. Le gouverneur de Kostroma utilise la troupe qui fait des morts en dégageant violemment l'usine.

Les établissements ne maximisent alors pas leur rendement. Suffisante pour faire tourner 40 000 broches, la filature de coton n'en actionne que 23 000³⁰². On constate que la gestion de cette entreprise est beaucoup moins volontaire que d'autres et que les administrateurs se portent peu hardiment au-devant des problèmes. Elle réagit souvent tardivement, lentement et malhabilement. Les mauvaises relations avec le personnel entraînent de mauvais rendements, des détériorations volontaires et des bris de matériel. Jusqu'à son effondrement en 1912, elle subit 2 millions de perte. L'entreprise n'a pas pu distribuer une seule fois des dividendes aux actionnaires. L'expérience russe aura été une épreuve très rude pour la direction comme pour les investisseurs.

Une autre importante entreprise est fondée au capital de 10 millions de francs par des Français en Russie en 1898, la *Société cotonnière russo-française*³⁰³. Le conseil d'administration fait le choix de placer un homme ayant de l'expérience en Russie à la tête de la filature : « M. C. Bein qui, après avoir fait, en Alsace, ses études professionnelles, est demeuré près de huit ans dans une grande manufacture cotonnière russe, où sa valeur personnelle et ses services ont été appréciés. »³⁰⁴ Nous avons vu les énormes défis que la gestion des ressources humaines rencontre en Russie au début du siècle, un homme connaissant la langue et les habitudes du pays était un atout non négligeable.

La direction du tissage est confiée à un alsacien, ancien professeur de l'école de tissage de Mulhouse, les contremaîtres sont russes. Devant des résultats insatisfaisants le conseil d'administration réagit rapidement faisant des choix appropriés, qu'il rapporte aux actionnaires :

³⁰² *Ibid.*, *Rapport du conseil à l'Assemblée générale des actionnaires du 14 novembre 1905 ; Exercice 1904-1905*, p. 6.

³⁰³ CAMT 65 AQ H 258, *Société cotonnière russo-française ; Statuts*, Paris, Imprimerie Chaix, 1898, p. 22.

³⁰⁴ *Ibid.* *Assemblée générale ordinaire du 16 juin 1900 ; Exercice 1899 ; Rapport du conseil d'administration*, Paris, Imprimerie Chaix, 1900, p. 4.

*nous venons de changer la direction du tissage, en appelant à ce poste un Directeur, d'origine russe, ayant exercé depuis 10 ans dans le rayon moscovite qui, ainsi, pourra avoir une influence plus heureuse et plus direct sur les ouvriers vis-à-vis desquels il faut agir avec fermeté, mais également avec prudence, par suite de l'état d'esprit actuel qui n'est pas de nature à faciliter notre tâche.*³⁰⁵

Les gestionnaires sont donc conscients des enjeux et veulent agir de manière préventive.

Les administrateurs, parmi les plus grands industriels normands et alsaciens, agissent avec expérience pour se donner les meilleures chances de réussite possibles. Le voyage de Georges et Alphonse Badin en 1902, industriels renommés de Seine-Inférieure, permet de prendre des décisions éclairées. Pour optimiser la productivité, ils proposent d'augmenter les 46 000 broches, de 15 000 à 18 000 nouvelles et de doubler les capacités du tissage en installant 800 nouveaux métiers³⁰⁶. L'émission d'obligations permet d'obtenir trois nouveaux millions pour réaliser ce projet. Le rendement de la filature au niveau du nombre d'ouvriers par 1 000 broches est très satisfaisant. Le tissage s'améliore et produit rapidement des genres plus compliqués.

Toujours considérés avec attention, les ouvriers sont en partie casernés à l'usine pour éviter des contacts démoralisants avec les villageois. L'entreprise se soucie de leur moral :

*leur faisant faire des lectures, des conférences et tout récemment ayant ouvert une salle de thé, avec le Comité de Moscou, où ils trouvent du thé de bonne qualité, des lectures choisies et une installation bien tenue qui leur évitera, pensons-nous, les dangers de l'alcool.*³⁰⁷

Les grèves affectent moins cette entreprise que d'autres et le travail se poursuit régulièrement. Celle qui touche directement l'entreprise en 1904 est bien gérée et une entente rapide est conclue. Aussi, la clientèle ne faisant pas défaut, l'année est encore largement bénéficiaire.

Réaliste, la gestion doit avertir les actionnaires :

³⁰⁵ *Ibid.*, p. 5.

³⁰⁶ *Ibid.*, Assemblée générale ordinaire du 27 juin 1903 ; Exercice 1902 ; Rapport du conseil d'administration ; Rapport du conseil d'administration, Paris, Imprimerie Chaix, 1903, p. 5.

³⁰⁷ *Ibid.*, Assemblée générale ordinaire du 18 juin 1904 ; Exercice 1903 ; Rapport du conseil d'administration ; Rapport du conseil d'administration, Paris, Imprimerie Chaix, 1904, p. 6.

*Malgré notre désir d'arriver aux économies les plus strictes, pour les frais de logement, d'hospitalisation, de maternité, de crèche, d'école, il ne faut pas nous dissimuler que nous serons obligés de suivre l'évolution économique et politique de la Russie dans cet ordre d'idées, et que pour éviter des conflits toujours regrettables avec la classe ouvrière, il y aura lieu de faire des sacrifices pour améliorer son bien-être physique et moral.*³⁰⁸

En fait, ce sacrifice était plutôt un investissement fort rentable s'il pouvait éviter l'interruption du travail ou des dommages matériels, comme cela c'était produit ailleurs.

L'année 1907 inaugure la réalisation régulière de hauts bénéfices. Après un apprentissage laborieux, la main-d'œuvre a finalement atteint un rendement permettant aux établissements de se comparer sans gêne aux meilleurs établissements français³⁰⁹. Des débouchés réguliers sont trouvés aux tissus dont la qualité retient la fidélité des clients envers la marque. Les administrateurs poursuivent leurs efforts pour se concilier le bon vouloir des employés par le développement de mesures paternalistes. Ils offrent des services sur place et organisent des fêtes pour créer un esprit d'appartenance à l'entreprise. En 1910, la perception que les spécialistes avaient de l'affaire était très positive. Le haut rendement offert par les actions semblait devoir se poursuivre, grâce à la gestion financière prudente du conseil d'administration et à la saine situation à l'entreprise³¹⁰. Avant le début des hostilités, l'entreprise travaille avec 111 556 broches et 2 247 métiers, 3 866 ouvriers sont employés par l'entreprise³¹¹. Solide malgré la conjoncture difficile dans l'industrie cotonnière, elle dégage autant de profits en 1913 qu'en 1907, mais pour un capital de 50% plus élevé et avec un chiffre d'affaires deux fois plus élevé.

Dans le but de d'éviter les importants tarifs douaniers à la frontière américaine, quelques entreprises textiles françaises s'implantent aux États-Unis

³⁰⁸ *Ibid.*, Assemblée générale ordinaire du 15 juin 1907 ; Exercice 1906 ; Rapport du conseil d'administration ; Rapport du conseil d'administration, Paris, Imprimerie Chaix, 1906, p. 5.

³⁰⁹ *Ibid.*, Assemblée générale ordinaire du 20 juin 1908 ; Exercice 1907 ; Rapport du conseil d'administration ; Rapport du conseil d'administration, Paris, Imprimerie Chaix, 1908, p. 6.

³¹⁰ ACACL, DEEF 24 550, Société cotonnière russo-française, note sommaire, mars 1910, p.13.

³¹¹ CAMT 65 AQ H 258, Société cotonnière russo-française. Assemblée générale ordinaire du 16 mai 1914 ; Exercice 1913 ; Rapport du conseil d'administration ; Rapport du conseil d'administration, Paris, Imprimerie Chaix, 1914, p. 3.

pour y produire les marchandises qu'ils vendront sur place, pour pouvoir profiter de cet important marché. C'est le cas notamment de la *Lafayette Worsted Company*, entreprise faisant la filature et le tissage de la laine à Woonsocket, filiale de la maison *Auguste Lepoutre et Cie*, très importante affaire du Nord de la France, possédant huit établissements actifs et prospères³¹².

Pour obtenir de plus grands succès sur ce marché convoité entre tous, certains producteurs s'associent entre eux, et même avec la concurrence. C'est le cas des fabricants de rubans français de la Loire et du Rhône qui mettent de l'avant une politique commerciale agressive. Souvent considérés comme peu dynamiques dans la recherche concrète de débouchés, certains rubaniers contrastent totalement avec cette généralisation. Ce sont évidemment les maisons les plus riches et puissantes notamment les firmes *Giron* et *J.-B. Martin* dont nous avons eu l'occasion de souligner la prospérité et la vitalité.

Au moment de la fusion de *J.-B. Martin* avec deux importants concurrents français, une division étrangère est immédiatement créée. La *J.-B. Martin Company* fabrique du velours aux États-Unis, dès 1898³¹³. Cette division américaine intéresse beaucoup cette compagnie. Devant des résultats ne donnant pas entière satisfaction au niveau des bénéfices à l'usine de Norwich, des changements sont apportées à l'affaire. En 1909, *J.-B. Martin Stock company* est fondée à Portland dans le Maine, elle rachète alors tout l'actif des établissements de Norwich. Le conseil d'administration regroupe des noms connus dans le milieu de la rubanerie : André Martin, Étienne Giron, Lucien Bickert, Claudius Roche.

La demande pour leurs marchandises est forte mais malheureusement les capacités limitées de production empêchent de vendre autant qu'il serait possible. Un voyageur de commerce attaché à la compagnie donnait son opinion à l'administration à l'automne 1910 :

Ne croyiez-vous pas que c'est juste le moment de décider votre maison à vous donner de nouveaux métiers? Il est actuellement temps de le faire avant que nos concurrents ne nous aient pas emporté notre commerce. Nous avons

³¹² ABF, Banque de France. Inspection. Portefeuille local. Tournée de 1911. Rapport concernant la succursale de Roubaix. Du 19 mai au 9 juin, par Thiéblin.

³¹³ ADR 45J 116, Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin, Procès-verbal du conseil d'administration, Séance du 14 décembre 1898.

*encore beaucoup de bons amis que nous ne pouvons pas visiter, car nous n'osons pas prendre de nouveaux clients.*³¹⁴

Il recommande de faire venir de cinquante à cent métiers supplémentaires pour profiter du courant favorable qui s'affirme. Des efforts visant à l'obtention de bons prix pour des marchandises luxueuses obtiennent du succès.

Pour augmenter les profits, les administrateurs de l'entreprise tentent de limiter la concurrence qui se fait dans leur créneau. Cette façon de faire suscite l'inquiétude de certains partenaires américains, soucieux de la légalité des procédés envisagés. On les informe sur la loi Sherman contre les trusts :

*Votre lettre laisse supposer que vos Directeurs ont l'impression que j'ai laissé entendre que la démarche proposée serait légale. (...) Cette loi prohibe, non seulement les contrats qui restreignent le cours naturel du commerce et de la concurrence, mais toute action concertée telle que celle décrite dans ma lettre du 9 septembre.*³¹⁵

De semblables scrupules n'embarrassaient pas les industriels français.

Leur agressivité commerciale fait craindre des poursuites en justice, dans le cadre de la lutte contre les trusts. Après l'adhésion de *Roche et Cie* au comptoir à l'automne 1912, un partenaire américain demande des précisions :

*Nous avons compris qu'une espèce d'Association de Fabricants existait, mais nous avons toujours cru que l'Association n'était formé que pour combattre les abus commerciaux pratiqués par quelques-uns de vos Clients, et plus spécialement les Acheteurs de Paris, mais qu'elle n'avait aucun rapport avec les prix faits en Amérique.*³¹⁶

Or, un industriel américain venait de signaler auprès d'un Comité de la Chambre des Représentants l'existence d'une entente entre les veloutiers français et allemands. Pour éviter des procès, on demande ainsi à *Roche et Cie*, si une telle entente existait véritablement, de se séparer du syndicat. Les fabricants allemands réfutent les propos des producteurs américains ayant témoigné devant le Comité.

Nier l'entente existant entre les veloutiers français relevait du mensonge. Le contrat d'adhésion stipulait : « Tout fabricant adhérent au Comptoir s'interdit

³¹⁴ ADL 44 J 190, Correspondance J.B. Martin, *Copie d'une lettre de M. Stirn à M. Crozier*, Kansas City, le 22 octobre 1910, p. 3.

³¹⁵ *Ibid.*, Traduction d'une lettre de M. Hugh A. Bayne à M. H. Crozier, New York, le 10 octobre 1911.

³¹⁶ ADL 44J 185, *Lettre de Rusch à Roche et Cie*, New York, le 21 avril 1913.

de vendre, soit en France, soit à l'Étranger toutes marchandises velours-étoffes ou peluches en dehors du Comptoir de la Société Anonyme »³¹⁷. Conscient du caractère délicat de la situation, la direction a le soin de désigner dans sa correspondance les entreprises concernées par un numéro plutôt que par leur nom. La division du marché s'opère de manière claire et efficace. Un coefficient est attribué, proportionnellement à son chiffre d'affaires, à chaque participant. Celui-ci vend l'entièreté de sa fabrication de velours-étoffes et peluches au Comptoir qui s'occupe de la vente. Chaque mois les coûts de fabrication sont établis et le Comptoir achète à tous au même prix.

Les tensions sociales sont fortes aux États-Unis, tandis que plusieurs grèves importantes se produisent dans le textile. Ce contexte pousse *J.-B. Martin* au report de la création d'une nouvelle usine qui avait été envisagée tandis que, devant la persistance de la grève de Patterson, les fils de soie doivent être importés de Lyon. Trouvant leur compte dans l'association pour maintenir élevés le prix de produits de luxe, dont ils pouvaient contrôler le marché, les veloutiers français profitent de la conclusion d'ententes. Le Comptoir commercial de la Société anonyme pour la fabrication du velours et de la peluche s'occupe des ventes du syndicat, en France comme outre-Atlantique, dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Il assure de larges bénéfices aux participants : les comptes du Comptoir montrent, sur le prix payé aux fabricants, des profits oscillant entre 13 et 20% pour les campagnes de 1911 à 1914³¹⁸.

La *Compagnie industrielle d'Orizaba* est aussi un exemple intéressant du succès qu'arrivent à obtenir certains industriels français du textile à l'étranger. Depuis la Monarchie de Juillet, des maisons de commerce originaires de Barcelonnette dans les Hautes-Alpes faisaient le commerce des tissus de coton au Mexique. Les principales d'entre elles décident de s'associer pour fabriquer sur place la marchandise qu'ils y vendent. En 1889, ils fondent à la *Compagnie industrielle d'Orizaba* dans le but d'acquérir deux entreprises de filatures, tissages et

³¹⁷ *Ibid.*, *Convention-type*, 5 novembre 1912, Article 16, p. 17.

³¹⁸ ADL 44J 186, *Comptes du Comptoir ; Année 1911 à 1914*.

impressions de coton. L'ancien propriétaire, d'origine anglaise, est placé à la tête de la gérance.

Rapidement le conseil d'administration donne de l'expansion à l'affaire en décidant la construction d'une troisième filature et d'une quatrième dans les années 1890. L'adjonction d'une force motrice hydro-électrique accompagne ces transformations et donne de bons résultats, la société utilise efficacement les chutes présentes sur les terrains qu'elle possède.

Le capital est à l'origine de 2 550 000 piastres en 1889, il est porté à 3 millions en 1892, puis à 3 500 000 en 1894. Après une évaluation faite par deux experts nommés par un tribunal local, le capital est élevé à 6 500 000 piastres en 1896. C'est que l'entreprise était sous-évaluée, les estimations lui attribuaient une valeur beaucoup plus élevée que son capital social, étant donné une gestion efficace et l'accumulation de bénéfices placés dans divers fonds.

En 1897, un ingénieur directeur d'une importante société genevoise formule une appréciation élogieuse des établissements, il conclue son rapport en mentionnant « que les installations peuvent rivaliser avec ce qu'il de mieux en Europe. »³¹⁹ La modernisation du matériel se poursuit dans les années suivantes par l'adoption des techniques les plus modernes, tandis que la direction réussit à élaborer la fabrication de produits qui ne se faisait pas au Mexique jusqu'alors ; ce qui place la compagnie dans une position avantageuse face à la concurrence. L'entreprise est très rentable pour les actionnaires, seul l'exercice de 1901 n'a pas permis, par prudence, de distribuer un dividende. Autrement, le dividende reçu a été de 20% en 1898 et 1899, de 16% en 1901 et de 12% ou 14 % jusqu'en 1908³²⁰. L'entreprise est au premier rang des entreprises textiles du Mexique.

Pour être en mesure de traiter toute la production des tissages de l'entreprise, le département 'Impressions et Annexes' est surchargé car énormément sollicité. À l'assemblée générale de 1906, on se montre conscient des modifications à apporter :

³¹⁹ CAMT 75 AQ H 201, *Compagnie industrielle d'Orizaba ; Darier et Cie, banquiers à Genève*. Lettre manuscrite, novembre 1904.

³²⁰ *Ibid.*

*Ce département est celui qui demande le plus de transformations et d'augmentation de matériel par suite de la diversité chaque jour plus grande des articles, de la fabrication de tissus plus fins demandant plus de manipulations et enfin parce qu'il est nécessaire d'introduire constamment des procédés nouveaux destinés à améliorer notre fabrication et à maintenir la bonne réputation que nous avons acquise.*³²¹

L'entreprise se montre très efficace face aux nombreux défis qu'elle a à relever. À Cocolapam la production est vite améliorée et les tissus fins sont produits par un nouvel équipement perfectionné qui amène des éléments nouveaux à l'industrie du pays. Les tissus de coton imprimés trouveront moins de concurrents que les tissus blanchis ou écrus.

Dans l'optique de toujours augmenter la productivité, on déploie des efforts sérieux couronnés de succès. Une gare sera bientôt construite à côté de la fabrique sur un terrain cédé par la compagnie. Elle en tirera des avantages pratiques pour le transport des marchandises mais aussi pour la hausse de la valeur de ses terrains et immeubles. Il est aussi décidé de créer une nouvelle installation hydro-électrique adjacente au tissage de Cocolapam : « le courant sera synchronisé avec celui de Rinco-Grande et pourra être distribué entre les quatre fabriques à n'importe quel moment suivant les nécessités. »³²² La chute présente sur la propriété donne un avantage certain. Cette moderne utilisation des ressources hydrauliques n'est pas sans rappeler l'établissement des filatures sur les bords des rivières pour utiliser la force motrice, avant que ne s'impose la machine à vapeur.

L'entreprise évolue dans un contexte social tendu qui ira en se détériorant. Au début de janvier 1907, l'incendie de certains bâtiments suite à des émeutes ouvrières avait sensibilisé la direction à l'importance de se soucier des conditions de vie de la main-d'œuvre. Un programme de constructions de maisons pour les ouvriers donne rapidement des résultats, on se soucie d'hygiène, de confort, on tente d'augmenter les commodités disponibles.

La Compagnie industrielle d'Orizaba fait de très bonnes affaires. En 1908, le conseil d'administration obtient la preuve que ses fabriques, installations hydro-

³²¹ *Ibid.*, *Compania Industrial de Orizaba ; Exercice 1905 ; Rapport du conseil d'administration.*

³²² *Ibid.*, *Exercice 1906 ; Assemblée générale ordinaire du 22 mars 1907*, Paris, Ed. Monzein, 1907.

électriques et terrains, sont évalués à plus de 16 millions de piastres³²³. Il est décidé d'élever le capital social de 8,5 à 15 millions. Les actionnaires profitent d'une multiplication de leurs titres : on leur remet 13 nouvelles actions pour 17 anciennes.

Comme la nouvelle fabrication, la toute dernière centrale hydro-électrique donne satisfaction. À la fabrique de Rio Blanco les agrandissements se poursuivent pour traiter la production croissante. « Le service de transport se fait actuellement dans cette fabrique au moyen d'une locomotive électrique à trolley qui facilite grandement tous les mouvements. »³²⁴ Les établissements étaient importants et efficaces, on voit les gestionnaires sensibles aux idées de productivité et aux nouveaux procédés. Une nouvelle chute est acquise, permettant de transformer facilement les installations hydrauliques et de faire face aux possibles dangers, tout en évitant les interruptions.

Des inondations causent des perturbations en 1910 mais ce sont plutôt les débordements sociaux qui dérangent sérieusement le climat politique. La révolution puis la guerre civile sévissent au Mexique. L'agitation provoque des arrêts fréquents dans le travail. En période de crise, l'avenir de l'entreprise ne paraît pas assurer. Elle espère grandement pouvoir « continuer ses travaux sans obstruction ni bouleversements de caractère politique. »³²⁵ Devant les nouvelles demandes ouvrières suivant de graves perturbations publiques la compagnie doit consentir à augmenter les salaires en 1912. L'assemblée générale fait savoir qu'elle considère « que cette mesure est efficace pour démontrer à nos travailleurs la bonne volonté qui anime notre compagnie à leur égard, et pour exciter leur activité et leurs sentiments de solidarité, éléments très importants dans toute entreprise. »³²⁶ Il n'était pas souhaitable de risquer de tarir un tel Pactole.

Porfirio Diaz avait maintenu la stabilité nécessaire à la sécurité des investissements, l'entreprise ne pouvait que regretter son départ en constatant la

³²³ *Ibid.*, *Rapport du conseil d'administration*.

³²⁴ *Ibid.*, *Exercice 1908 ; Assemblée générale ordinaire du 2 avril 1909*, Paris, Ed. Monzein, 1909.

³²⁵ *Ibid.*, *Exercice 1911 ; Assemblée générale ordinaire du 29 mars 1912*, Paris, Ed. Monzein, 1912.

³²⁶ *Ibid.*, *Exercice 1912 ; Assemblée générale ordinaire du 11 avril 1913*, Paris, Ed. Monzein, 1913.

violence et le désordre qui suivaient. Les coupons de la *Compagnie industrielle d'Orizaba*, ne s'échangent pas pourtant moins régulièrement au comptoir des banques contre des dividendes réguliers jusqu'à la fin de la période étudiée. Certaines améliorations apportées à la vie des ouvriers semblent avoir assuré la stabilité de la main-d'œuvre. Elle demeure généralement fidèle à l'entreprise.

La hausse de la matière première et la guerre causent malgré tout de graves problèmes en 1913, la *Compagnie industrielle d'Orizaba*, doit limiter sa production. Sa situation est néanmoins toujours très prospère : la valeur réelle de l'entreprise dépasse à nouveau celle de son capital. Une autre multiplication des titres des actionnaires était probablement envisagée à ce moment. L'évolution imprévisible de la situation politique du pays laissait toutefois l'avenir incertain.

L'entreprise était très rentable et a donné aux actionnaires pas moins de 12% en dividendes chaque année, après le difficile exercice de 1901. Avant cette dernière année c'est même 20% qui avait régulièrement été distribué. Cependant, ça ne représentait qu'une fraction des bénéfices. Les divers fonds (réserve, prévision et amortissement) accumulés en liquidités, étaient très importants et ont permis en 1908 de multiplier les actions sans nouvel apport de capital, au grand avantage des actionnaires.

Les gestionnaires avaient été dynamiques en présentant de nouveaux produits, en adoptant du matériel perfectionné et en s'assurant des transports, de l'énergie et de la matière première à faibles coûts. Il est aussi clair que la connaissance du pays et les liens commerciaux établis depuis longtemps avec les clients par les fondateurs ont rendu facile et régulier l'écoulement de la production. L'affaire apparaît comme un remarquable succès.

En considérant les possibilités offertes par certains marchés étrangers, des industriels français ont décidé de s'y implanter. Le potentiel de croissance les pousse à engager des capitaux importants pour augmenter leur chiffre d'affaires et s'affirmer face à la concurrence. Quelques exemples nous ont montré que les entreprises françaises opérant à l'étranger avaient obtenu des succès remarquables. Représentants de l'élite industrielle, les gestionnaires qui les ont rendus possibles malgré les obstacles rencontrés laissent une impression de compétence indéniable.

Dans des conditions similaires à celles de leurs rivaux, les sociétés françaises s'en tirent souvent remarquablement bien.

Conclusion

Fortement liées au marché international, les industries françaises du textile ont connu une évolution erratique entre 1871 et 1914. Les difficultés qu'elles rencontrent n'ébranlent toutefois pas la position dominante des tissus de laine, de soie et de coton parmi les produits manufacturés exportés. Ils s'échangent la première position au fil des années et demeurent les fleurons français à l'exportation.

Irrégulier, le travail est souvent interrompu ou ralenti dans l'industrie textile, faute de commandes ou devant l'engorgement du marché. Les usines fonctionnent à plein lorsque les conditions sont favorables, mais elles n'arrivent pratiquement jamais à utiliser leur outillage à pleine capacité durant toute l'année. Lorsqu'un certain type de tissu jouit des faveurs de la mode et permet de faire de bonnes affaires à l'exportation, il est produit en grandes quantités. Ceux qui le peuvent se réorientent vers les articles donnant les meilleurs bénéfices mais le bon rendement est habituellement temporaire. Rapidement l'offre devient plus importante et la demande capricieuse maintient rarement longtemps son intérêt pour un même produit. Ainsi, les tissus sont vendus en grandes quantités à l'étranger pour une certaine année, mais peu pour celle qui suit. Présents sur les marchés étrangers sans avoir encore été entièrement vendus aux consommateurs, ils forment des stocks qui restent à écouler avant que d'autres commandes soient passées en France. Ce facteur explique en partie l'évolution en dents de scie et l'alternance de bonnes et mauvaises années. Face aux oscillations importantes de la demande, l'industrie textile se trouve souvent en surcapacité de production mais n'a parfois pas les moyens de répondre à l'ensemble des commandes. Il est impossible d'arriver à l'adéquation parfaite de l'offre par rapport à la demande ; des ajustements se font constamment.

L'évolution des exportations ne correspond pas à une poussée conquérante des tissus français sur les marchés étrangers. Très impressionnante, la forte croissance des ventes de cotonnades à l'extérieur est attribuable à une hausse des

affaires faites dans les colonies, principalement en Algérie. Ce succès s'obtient dans des conditions où ne joue pas librement la concurrence. Il ne peut être considéré comme la preuve d'un dynamisme exceptionnel de la part des industriels du coton. L'assimilation des colonies au régime douanier de la métropole a permis aux tissus de coton de s'y déverser aisément après 1892.

L'industrie cotonnière française a souvent été perçue comme ayant été moins prompte à adopter les techniques les plus modernes, contrairement à ses concurrents anglais, allemands ou américains. Saxonhouse et Wright remarquent néanmoins que l'utilisation des métiers à filer de type 'mule', moins modernes que les métiers utilisant un système continu à anneaux, est toujours celle qui est préférée en Allemagne et surtout en Angleterre avant la Première Guerre mondiale. Jusqu'alors les deux choix pouvaient se justifier selon la nature des produits demandés, la compétence de la main-d'œuvre ou l'abondance et la qualité de la matière première disponible¹. Au regard des succès remportés par les Anglais à l'exportation, il serait téméraire d'avancer que négliger les métiers à anneaux était un choix économique irrationnel. La rémunération à la pièce avait incité les ouvriers anglais à augmenter leur productivité en améliorant leurs compétences. Elle avait de la sorte contribué aux prix très concurrentiels auxquels ont pu être offerts les cotonnades anglaises².

Ce sont les améliorations du procédé à anneaux qui lui donneront un avantage de plus en plus net durant les décennies suivantes. Sa lente adoption en France ne constituait pas encore un retard significatif. Ce sont les différences de productivité entre les établissements cotonniers qui expliquent davantage la variété des résultats obtenus.

Nous avons vu que les succès de la *Filature de la Gosse* étaient attribuables à une installation avantageuse du matériel productif. L'excellent coût de revient de chaque broche et l'expansion donnée à l'équipement ont accentué la productivité de l'affaire. Il a été possible d'anticiper très tôt la haute rentabilité à venir.

¹ Gary Saxonhouse et Gavin Wright, « Technological evolution in cotton spinning, 1878-1933 », dans Douglas Farnie et David Jeremy, *The Fiber that Changed the World. The Cotton Industry in International Perspective, 1600-1900s*. Oxford, Oxford University Press, 2004, pp. 131-132.

² Michael Huberman, « Piece Rates Reconsidered : The Case of Cotton », *Journal of Interdisciplinary History*, 36, 1996, pp. 393-417.

Dormois souligne qu'en France comme en Allemagne et en Angleterre, c'est moins l'intensité capitaliste que l'organisation optimale d'établissements industriels qui sont gages d'une haute productivité³. La diversification de la production empêchait cependant souvent de tirer le plein potentiel des usines, parfois suréquipées dans certains départements. Il est toutefois évident que plusieurs entreprises textiles françaises sont de taille trop modeste.

Un point sur lequel l'association entre patrons du coton a été efficace est certainement celui de la défense et de la promotion d'une politique douanière fortement protectionniste. Leur poids politique était loin d'être négligeable et il a prévalu sur celui des lobbys favorables à une politique douanière plus libérale. Associées à la cause des milieux agricoles, les revendications des industriels du coton ont trouvé un relais efficace dans de nombreuses chambres de commerce et chez les élus de leur région ; les Vosges et la Seine-Inférieure en sont les meilleurs exemples. Dans les années qui précèdent le déclenchement des hostilités, le lobby cotonnier s'efforce de faire annexer le régime douanier des zones toujours 'ouvertes' (le Maroc, la Tunisie et l'Afrique de l'Ouest) à celui de la métropole. L'hostilité internationale envers un tel projet le préoccupe peu.

L'adoption de tarifs protectionnistes, même si elle a dans un premier temps stimulé de nouveaux investissements dans l'industrie cotonnière, a donné des résultats que nous jugeons peu convaincants pour ce qui est des intérêts généraux de la France et de ses colonies. Michael Smith y voit un compromis ayant consolidé la position de la bourgeoisie industrielle en place, tout en permettant l'obtention d'adhésions plus étendues au régime républicain⁴. Pour notre part, il nous est difficile d'adhérer à une interprétation qui présenterait le protectionnisme comme explication du renforcement de la position de l'industrie textile en France, même lorsqu'on admettrait le rôle fédérateur qu'elle a pu avoir sur le plan politique. Nous voyons plutôt les entreprises les plus connectées aux réalités du marché international et soumises à la concurrence, comme les plus aptes à aller de

³ Jean-Pierre Dormois, « Episodes in catching-up : Anglo-French industrial productivity differentials in 1930 », *European Review of Economic History*, 8, 2004, p. 357.

⁴ Michael S. Smith, *Tariff Reform in France 1860-1900. The politics of Economic Interest*, Ithaca, Cornell University Press, 1980, pp. 236-243.

l'avant du côté d'un progrès plus réel du potentiel national. Les entreprises textiles françaises qui se sont affirmées sur la scène internationale dans les années suivant la Première Guerre mondiale ne peuvent pas attribuer leurs succès au protectionnisme. Souvent inhibiteur d'initiatives commerciales, il a redonné confiance à des entrepreneurs plus intéressés par les marchés coloniaux qu'à l'affrontement à armes égales de la concurrence sur le marché mondial. Minoritaires, les milieux exportateurs dynamiques n'ont pu obtenir tous les avantages nécessaires dans leur lutte pour progresser sur les marchés étrangers et s'y maintenir.

Les conséquences ont été particulièrement négatives pour les colonies soumises aux tarifs français. Peu de gens s'inquiètent du prix élevé que doivent payer les indigènes pour des tissus de qualité ordinaire, invendables ailleurs. L'impact sur le budget des colonies est toutefois fortement décrié. Elles se voient privées des recettes qu'une personnalité douanière indépendante leur aurait permis d'obtenir, puisque les tissus représentent généralement une forte proportion de leurs importations. Le financement du développement des colonies devient problématique. C'est cependant une question de moindre importance pour les cotonniers. Ils répètent constamment qu'après les sacrifices monétaires et humains faits par la France pour acquérir ses colonies, il est légitime d'en tirer quelques avantages pour le travail national. Leur égoïsme se confond constamment avec l'intérêt général de la France qu'ils limitent trop souvent à la rentabilité de leurs affaires.

Peu concurrentiels par rapport à leurs rivaux étrangers, les filatures et tissages de coton français auraient eu la vie beaucoup moins facile sans la protection douanière qui leur a été accordée. Celle-ci n'a pas eu pour effet de renforcer sensiblement les sociétés françaises, elle a surtout permis de maintenir la rentabilité d'entreprises peu productives et de retarder une nécessaire concentration. Les entrepreneurs établis dans les meilleures conditions ont pour leur part pu dégager des bénéfices très intéressants. À l'époque, il est communément admis que la principale carence affectant l'exportation des tissus de coton est moins à trouver dans les problèmes de son commerce, que dans l'absence

de volonté des patrons à chercher des débouchés à l'extérieur des colonies⁵. C'est donc dire que la pression se faisait très peu sentir sur les industriels. Ils préféreraient limiter les risques en se contentant des marchés protégés qui permettaient une meilleure rentabilité. Leur réponse face au défi international consiste trop souvent seulement en des revendications. Ils se tournent vers le gouvernement pour obtenir une protection étendue et profiter des marchés coloniaux. Elle aura permis à plusieurs capitalistes de s'enrichir sans que les bénéfices servent à améliorer sensiblement la position de l'industrie cotonnière française au niveau international.

Il n'en demeure pas moins que certains tissus de coton progressent sur des marchés plus difficiles à conquérir. Nous avons constaté la hausse des exportations de la catégorie des tissus de coton teints vers l'Angleterre, mais aussi celle des dentelles, guipures et tulles vers les États-Unis. Ceux-ci apprécient beaucoup ces articles de luxe qui peuvent être offerts à meilleurs prix à partir des années 1890, grâce à leur fabrication mécanique. Ces productions spécialisées n'ont pas encore été développées en Amérique. Très coûteuses par rapport à leur poids, elles sont exportées aux États-Unis pour des valeurs comparables à celles des étoffes de laine ou des soieries à la fin de la période étudiée.

Les industriels du coton produisant pour les colonies sont favorisés au détriment de ceux des secteurs de la laine et de la soie qui exportent sur des marchés où la concurrence est autrement plus sérieuse. Les tarifs douaniers prohibitifs, fermant la porte aux marchandises étrangères en France et dans ses plus importantes colonies, indisposent particulièrement l'Angleterre qui importe des quantités très importantes de tissus français. L'adoption de mesures de représailles de sa part, tel un tarif protectionniste, aurait eu des conséquences désastreuses sur les tisseurs de laine et de soie, particulièrement intéressés par ce marché.

Sources d'innombrables plaintes, la concurrence internationale n'aura finalement pas été suffisante pour transformer à grande échelle les manières de faire des entreprises, accélérer leur concentration ou pousser à des associations

⁵ Robert Blair Forrester, *The Cotton Industry in France : A Report to the Electors of the Gartside*, Manchester, Manchester University Press, 1921, p. 131.

plus étroites entre les industriels. Elle n'a pas rendu impérative l'adoption des procédés techniques et gestionnaires les plus efficaces. De plus, la nature du positionnement de la France sur les marchés étrangers s'est très peu modifiée, tandis que la production demeure clairement orientée vers le luxe.

L'accentuation de la concurrence internationale rend l'exportation des tissus moins aisée durant cette période. Les produits français, souvent plus chers, rencontrent des difficultés face à des adversaires dont le commerce est mieux organisé. Il est cependant alors d'autant plus nécessaire d'exporter que le marché national connaît une faible croissance et ne peut absorber l'ensemble des marchandises produites. L'adoption du protectionnisme n'a pas aidé au renforcement des secteurs les plus concurrentiels. Utilisant des fils de coton pour produire des tissus mélangés, qui sont exportés en grandes quantités sur les marchés étrangers, les tisseurs de laine et de soie sont handicapés par le prix plus élevé auquel ils se les procurent. Leurs produits se vendent essentiellement sur des marchés où les marchandises des nations rivales sont offertes à d'excellentes conditions. L'admission temporaire de certains fils en franchise, s'ils entrent dans la composition de tissus exportés, contentera partiellement les exportateurs français. Spécialisés dans le luxe et le demi-luxe, les industries soyeuses et lainières vendent des produits qui s'adressent généralement aux plus fortunés.

Ce sont surtout les produits luxueux, à forte part de valeur ajoutée, que les industriels français vendent à l'étranger. Nous avons cependant pu remarquer que des marchandises plus standardisées ont obtenu des succès d'une importance supérieure à ce que ce qu'on suppose habituellement. Produits en masse, la bonneterie de coton et les tissus teints ont notamment vu leurs exportations s'accroître sensiblement.

Les grandes tendances de la demande favorisent de plus en plus les articles offrant un bon rapport qualité-prix. Occupant une position avantageuse sur le marché du luxe au début de la Troisième République, la France avait beaucoup à redouter de la montée en force de la concurrence étrangère. Ce n'est certainement pas du côté de la qualité, reconnue dans de nombreux concours, que se trouvait le problème des tissus français. Les industriels fabriquaient des soieries, des draps et

divers tissus qu'on ne pouvait copier à l'identique mais dont on s'inspirait beaucoup. Les produits offerts par la concurrence, s'ils étaient d'une originalité et d'un prestige moindre, avaient l'avantage de se vendre à bas prix. Une partie des acheteurs, ceux disposant des moyens les plus importants à consacrer à leurs vêtements, demeure surtout soucieuse de qualité et de goût. Néanmoins, la part du marché qui connaît la plus forte croissance correspond à des produits inspirés des hautes nouveautés. Ils s'adressent principalement aux classes moyennes, qui prennent une expansion moins rapide en France qu'ailleurs, par des prix plus accessibles. Ce créneau du demi-luxe a permis des succès remarquables aux industriels roubaisiens qui arrivent à conjuguer mode, qualité et bons prix. Leurs collections saisonnières bénéficient d'une demande très forte en Angleterre et les 'étoffes de laine diverses' y connaissent un succès important à partir des années 1890.

Cette brillante performance est cependant en relation directe avec les déboires des draps de laine qui n'arrivent plus à se placer aussi bien qu'auparavant outre-Manche. La demande anglaise, après avoir éprouvé une attirance marquée pour ceux-ci entre 1885 et 1892, les délaisse en se réorientant vers des étoffes moins coûteuses. Nous pouvons donc constater que la rivalité sur le marché anglais se faisait parfois entre producteurs français. Les déboires des uns allaient de pair avec les succès des autres. À plusieurs reprises nous avons vu les tisseurs français convaincus que la clientèle étrangère reviendrait vers la qualité française. Quelques retours en faveur auprès de la mode les confortaient dans leurs illusions.

La France a répondu au développement de la concurrence internationale par une spécialisation accrue de sa production. C'est dans les gammes supérieures que les tisseurs obtiennent le plus de succès à l'étranger. Pour celles-ci, la mode exige un renouvellement fréquent de la production qui varie selon les collections saisonnières. La grande variété propre à la production française donne la possibilité aux fabricants de répondre aux besoins très diversifiées de leur clientèle. Nous constatons que la faible concentration des industries textiles françaises leur procure un avantage comparatif pour ces marchandises.

La flexibilité des établissements permet aussi de saisir des occasions d'affaires rentables qui ne sont toutefois que ponctuelles. Ce genre de production contient pour les industriels une part de risque qui est loin d'être négligeable. Anticiper ou orienter les tendances de la mode, n'est pas chose aisée. L'importance d'accumuler une information de qualité sur ses futures orientations devient une préoccupation majeure pour des entreprises telle *Bianchini Ferrier*. Effectivement, les tissus créés pour une saison qui n'ont pu être vendus rapidement, ne pourront plus l'être à aussi bon prix lorsque la tendance favorable sera dépassée.

Plusieurs documents attestent des bons résultats obtenus par les soieries et tissus de laine français sur le marché mondial. C'est grâce à la large palette de son offre qu'elle peut l'emporter sur ses concurrents qui vendent habituellement à meilleurs prix, mais pour des genres moins variés. La fabrication en grande série ne permet pas d'obtenir des succès constants auprès de la clientèle sur les marchés du luxe et du demi-luxe. Elle est faite pour répondre à une demande très précise qui porte sur certains articles parmi un choix impressionnant. Les producteurs de velours et peluches offraient une étonnante diversité de produits, désignant par des noms fleuris des tissages particuliers et des finis différents. Il en va de même pour l'ensemble des nouveautés.

Outre la très importante production de tissus écrus communs, le tissage du coton offre aussi des marchandises plus spécialisées. Si la tendance de la demande favorise des produits peu dispendieux, elle est de plus en plus soucieuse de renouvellement et de variété. Pour la France, dans le créneau du luxe, caractéristique de ses exportations les plus importantes et concurrentielles, le morcellement des entreprises représentait un avantage pour ce qui est du caractère exceptionnel des produits offerts. La qualité profitait aussi d'une grande spécialisation dans différentes étapes de la production. Par son caractère propre, le cas français rend souvent trompeuses les comparaisons faites avec d'autres nations. Les points forts de l'industrie textile française étaient sa capacité d'adaptation à une demande diversifiée ainsi que l'originalité et la qualité des marchandises offertes. La productivité des industries qui fabriquaient en grandes

séries n'arrivait pas souvent à rivaliser avec succès celle des plus redoutables concurrents étrangers. Ceux-ci arrivaient habituellement à des prix de revient moins élevés.

La diversité de la production explique en partie certains problèmes rencontrés dans la commercialisation des marchandises. Il a été très difficile pour les industriels français de s'associer entre eux pour prospecter les marchés étrangers ou vendre en commun leur fabrication. Très rarement, nous avons pu voir les cotonniers, notamment ceux de l'Est, se grouper pour favoriser le désengorgement du marché par des exportations. Les déboires de *Flers-Exportation* ont été révélateurs des problèmes qui pouvaient survenir dans certaines formes d'association destinées à favoriser le commerce extérieur. Nous avons vu que les craintes des industriels n'étaient pas dénuées de fondements. Souvent, les gestionnaires ou voyageurs de commerce se trouvaient à favoriser certains produits plutôt que d'autres. Ils gardaient des liens privilégiés avec un certain nombre d'entreprises et orientaient leurs actions en fonction de leurs intérêts. L'égoïsme dominant dans le monde industriel, les patrons se montraient souvent très méfiants par rapport à des ententes pouvant limiter leur liberté. Malgré les échecs répétés, de nombreuses tentatives ont été faites en ce sens.

Les associations ont cependant abouti dans certains secteurs et se sont révélées très efficaces. Celles des fabricants de velours de soie et de peluches, des peignages de laine, des fabricants de soie artificielle et des teintureries sont des illustrations concrètes d'accords fructueux. Il était plus facile de s'entendre pour limiter la concurrence dans le cadre de spécialités où des entreprises importantes concentrent une grande part de la production. C'est aussi souvent de manière indépendante que de grandes sociétés prospectaient les marchés étrangers. Les petites et moyennes entreprises françaises arrivent plus difficilement à rejoindre les marchés extérieurs, hormis peut-être celles produisant les hautes nouveautés qui visent une clientèle très fortunée.

Une politique hardie d'importation directe de la matière première permet à Roubaix de tirer admirablement son épingle du jeu. La laine arrivant d'Argentine et d'Australie était peignée sur place, et redistribuée dans le reste de l'Europe.

Profitant de l'établissement d'un marché à terme, les peigneurs ont pu prévoir leurs opérations de manière avantageuse par rapport à la concurrence. Les tisseurs profitaient d'approvisionnements à prix intéressants qui leur permettaient d'offrir leurs tissus de qualité à des prix demeurant raisonnables. À Roubaix, les entreprises ont non seulement une taille moyenne plus élevée qu'ailleurs, mais elles profitent de liens familiaux renforçant les associations souples parmi les membres liés au clan. C'est toutefois le choix pertinent d'une production de tissus faits de laine peignée se situant dans la gamme du demi-luxe qui les a conduites à la réussite⁶. Cette orientation et le choix précoce de la diversification ont été beaucoup plus pertinents et efficaces que les changements incomplets, voire l'absence de réformes résolues dans l'organisation et la nature de la fabrication, d'autres centres dont nous avons constaté le déclin.

Si plusieurs industriels incitent le gouvernement à réformer ses services commerciaux à l'étranger, ils retiennent peu les recommandations des experts concernant l'adoption des moyens propres à favoriser les exportations. Plusieurs carences du commerce français ont été soulignées précocement mais les solutions n'ont pas été adoptées rapidement.

Les récriminations constantes des industriels, par rapport à l'aide insuffisante apportée par les délégations françaises à l'étranger, ont abouti tardivement sur l'augmentation des effectifs spécialisés dans le commerce et l'industrie attachés aux consulats. D'autre part, les suggestions données par le gouvernement et les spécialistes aux entrepreneurs ont peu été appliquées. Celle proposant aux industriels de s'associer entre eux pour faire de manière commune le démarchage auprès de la clientèle étrangère, à l'exemple des Allemands, a très rarement trouvé des échos favorables. Coûteux, les voyages de prospection de la clientèle n'étaient pas à la portée de ceux qui disposaient de faibles moyens. La mise en commun des frais n'inspiraient pas confiance alors que le personnel compétent, polyglotte et motivé n'était pas facile à trouver. Pour mener à bien une politique axée sur le développement des exportations, il manquait aussi le soutien de banques spécialisées dans le crédit à l'exportation. Elles auraient permis d'offrir

⁶ Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine*, op.cit., pp. 385-389.

des conditions similaires à celles offertes par les Allemands. Exposer comment auraient dû agir les industriels est de peu d'intérêt. Des suggestions pertinentes avaient émergé à l'époque. Le fait qu'elles n'aient pas été mises en pratique représente un blocage qui demeure intéressant à étudier.

Dans un contexte marqué par une concurrence accrue sur les marchés extérieurs, la France s'en tire mieux qu'on a pu le penser. Les revendications et les discours des chambres de commerce ont tendance à mettre moins d'accent sur les succès que sur les difficultés. Celles-ci servent d'arguments pour demander aux ministres l'adoption de certaines mesures leur étant profitables. Elles trouvent de nombreuses occasions de présenter des doléances et des revendications auprès des autorités. En attirant l'attention sur un mauvais exercice, les patrons négligent souvent de considérer que celui-ci suit souvent une période de forts bénéfices. Cette position biaisée limite la publicité donnée aux succès de plusieurs entrepreneurs dont témoignent les rapports de la Banque de France. Certaines entreprises n'ont pu poursuivre leur marche de manière rentable au fil des ans et ont disparu. D'autres ont continué de manière surprenante à faire des bénéfices, tandis que peu d'efforts avaient été faits pour donner de l'envergure à leurs affaires et moderniser leurs usines. Des sociétés dynamiques ont toutefois vu leurs efforts récompensés par de belles réussites sur les marchés des autres puissances occidentales.

L'Angleterre, phare de l'industrialisation, importe beaucoup de produits manufacturés français. Spécialisées dans les fabrications de marchandises de qualité commune produites au meilleur prix possible, les entreprises anglaises ne se positionnent pas sur la même gamme que leurs collègues français. Le rapport des échanges est très avantageux pour la France en ce qui concerne les tissus. Il serait cependant intéressant de savoir dans quelle mesure les marchandises importées en Angleterre sont destinées au marché anglais. La relative faiblesse des réseaux commerciaux français, mais surtout l'infériorité de sa flotte marchande, ont fait jouer aux Anglais un rôle d'intermédiaire incontournable. En rejoignant directement les marchés étrangers, les sociétés françaises auraient sans doute

dégagé des profits plus intéressants. Les succès auprès des acheteurs anglais ne sont pas pour autant à négliger.

Les performances et l'organisation des entreprises textiles françaises à l'étranger montrent que le marché national stimulait peu les producteurs à adopter les meilleures conditions de production possibles. Lorsqu'ils lançaient des affaires à l'extérieur de la France, les industriels français étaient conscients de l'importance de voir grand et de ne pas lésiner sur les investissements. Ceux qui initiaient de tels projets se démarquaient par leur dynamisme et leur goût du risque. Certaines tentatives d'implantation se sont révélées très difficiles pour les actionnaires, comme nous l'avons vu pour la SA des *Manufactures de lin et de coton de Kostroma*. Les gestionnaires se montrent parfois peu prévoyants ou nonchalants dans la gestion des ressources humaines. Néanmoins, les parcours de la *Compagnie industrielle d'Orizaba* et de la *Société cotonnière russo-française* font voir que les industriels français du textile arrivent souvent à des résultats particulièrement bons à l'étranger. La gestion de ces entreprises laisse une impression de grande compétence et montre que la prise de risques calculés pouvait se révéler payante.

Ces sociétés, comme celles obtenant des succès à l'exportation, sont souvent les plus dynamiques et les plus rentables. Intéressés par l'évolution des marchés et l'optimisation de l'organisation de ses usines, les *Établissements Mauchauffée* ont fait leur place tant en France que sur le marché mondial dans le secteur de la bonneterie. Cela a aussi été le cas pour les clans familiaux roubaisiens, qui ont donné un essor phénoménal aux affaires de leur région. L'esprit d'entreprise des grandes sociétés soyeuses a donné d'excellents résultats. Les Gillet et les Martin ont fait de grandes et fructueuses affaires. Ils ont profité d'associations et d'acquisitions de brevets leur garantissant certaines exclusivités au niveau de la distribution et des procédés techniques. C'est en voyant au-delà du marché national que plusieurs ont trouvé la motivation et l'énergie nécessaires au perfectionnement et à l'adaptation continuelle de leurs affaires. Les marchés sur lesquels la concurrence était forte poussaient à un comportement plus volontaire et déterminé.

En suivant de près la conjoncture économique, nous avons pu saisir à quel point pouvait être difficile l'anticipation des tendances à venir. La réorientation de la mode ne s'est pas faite de manière rapide et absolue, elle a laissé place à de faux espoirs et à des illusions qu'il n'était pas aisé de dissiper. Ceux qui ont le mieux réussi ont souvent été ceux qui disposaient des meilleures informations sur la nature de la demande, particulièrement celle des marchés étrangers, sur l'évolution des cours de la matière première et sur les possibilités de nouveaux procédés. Les décisions gouvernementales ayant souvent un impact important sur l'évolution du contexte dans lequel évoluent les entreprises, il serait intéressant d'examiner de plus près les réseaux sociaux des plus puissants industriels. Leurs liens avec des hommes politiques semblent souvent avoir été très étroits. Ils pourraient aider à mieux comprendre pourquoi certains lobbys ont été plus efficaces que d'autres.

Les soubresauts de la conjoncture déroutaient plusieurs entrepreneurs et l'accumulation de mauvaises campagnes avait de quoi causer de sérieux soucis aux hommes les moins prompts au défaitisme. Afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures qui leur seraient favorables, plusieurs ont cru devoir exagérer une détresse souvent complaisamment publicisée. Hormis une période marquée par de fortes importations de tissus de coton mettant la balance commerciale en situation déficitaire à quelques reprises dans les années 1870, les échanges de tissus ont procuré de forts excédents à la France. La somme des excédents commerciaux des tissus de coton de soie et de laine atteint en fin de période des niveaux supérieurs à ceux des débuts, après une longue période passée à un seuil moins élevé. Évidemment, une partie importante de ces excédents est attribuable à des ventes faites aux colonies. D'autre part la progression à l'étranger de la lingerie, des vêtements et des articles confectionnés, si elle n'entre pas dans la catégorie des tissus, y est toutefois fortement liée et génère des excédents en forte croissance au début du XXe siècle. Ces produits ne s'écoulent pas aux colonies mais principalement en Angleterre, aux États-Unis et en Amérique du Sud. Ils dégagent annuellement en moyenne plus de cent cinquante millions en excédents commerciaux durant la Belle Époque. Fils de laine et laine peignée s'exportent aussi pour de fortes valeurs vers l'Allemagne, l'Angleterre et la

Belgique. En termes d'échanges, la position de plusieurs tissus français est excellente sur les marchés les plus riches.

La carrière d'industriel n'était pas de tout repos et demandait un investissement personnel important. Jouissant de moins de prestige en France qu'en Angleterre, en Allemagne ou aux États-Unis, elle a cependant été menée avec fierté par une élite s'étant souvent développée dans le creuset familial ou par l'association avec un clan. Il est désormais difficile d'avancer que les industriels français du textile étaient moins compétents que leurs homologues étrangers. Opérant dans des spécialités particulières à la France et dans des conditions différentes, ils avaient moins avantage à suivre la voie de la production de masse qui ne correspondait pas à leurs forces et leurs intérêts.

Il nous a été possible de constater une variété de comportements de la part des industriels du textile. Quelques habitudes et façons de faire sont liées au milieu social ou aux traditions régionales. Au terme de notre étude le Nord, les Vosges, la Loire, l'Aube et le Rhône font généralement figure de centres dynamiques par rapport à la Marne, l'Aisne, la Seine-Inférieure, l'Orne et l'Eure. Des exceptions sont toujours à trouver parmi des comportements typiques mais la mise en rapport de Rouen et d'Épinal pour le coton, et de Reims et Roubaix pour la laine, ont montré comment certains centres l'emportent grâce à des investissements plus importants, une organisation plus efficace et des gestionnaires plus clairvoyants, entreprenants et compétents. Nous avons cependant souligné que le manque de succès de certaines affaires reposait peu sur l'impéritie des dirigeants, mais surtout sur un manque de volonté de vraiment faire tout ce qui était possible pour maximiser les chances de succès à long terme. Ainsi, les investissements ont parfois été négligés car l'activité industrielle des propriétaires était perçue comme temporaire. Le capital injecté une première fois ayant donné les bénéfices, ceux-ci n'étaient pas réinvestis pour augmenter la productivité et les moyens de l'affaire. Les plaintes concernant l'incapacité de faire face à la concurrence étrangère ne doivent pas faire oublier qu'elle est parfois le résultat de l'action des industriels, plus que de contraintes propres à la France. Une grande partie des fortunes faites a

été réorientée vers de nouveaux secteurs jugés plus prometteurs ou vers des investissements immobiliers conférant prestige social et respectabilité.

Nous avons toutefois remarqué que les considérations internationales avaient été intégrées dans la planification gestionnaire de certaines entreprises dès leurs débuts. L'exportation faisait partie des objectifs fixés au départ et les débouchés extérieurs étaient intégrés dans les calculs des administrateurs. Malgré l'incertitude entourant l'évolution du régime douanier, tant en France qu'à l'étranger, des décisions orientées vers le développement du commerce extérieur ont été prises. Celles-ci n'ont pas toujours abouties sur les résultats escomptés mais elles nous font réaliser que la vision des patrons dépassait le cadre d'action purement régional plus souvent qu'on a pu le croire.

Par rapport au marché mondial, quelques centres français se montrent très attentifs aux agissements des industriels étrangers qui opèrent dans un secteur d'activités semblable au leur. Les soyeux et les rubaniers s'intéressent ainsi beaucoup à la situation de Bâle, Crefeld ou Elberfeld ; les lainiers roubaisiens considèrent attentivement comment les choses évoluent à Bradford. Pour approfondir notre compréhension du succès relatif des industries textiles françaises, il serait enrichissant d'étudier davantage la perception qu'avaient les étrangers de la concurrence que représentait pour eux les textiles français. Les produits des gammes supérieures se vendaient en très grandes quantités en Angleterre. Celle-ci ne trouvait pas de débouché similaire en France pour ses tissus de coton. La protection douanière avait de quoi indisposer. Ce sont les lainiers anglais qui devaient ressentir le plus de frustration, étant donné les grandes difficultés qu'ils rencontraient pour l'emporter face leurs concurrents français sur le marché national. Quels discours ont-ils développé face à leurs rivaux français ? Comment expliquaient-ils leurs succès ? L'exercice pourrait aussi être intéressant pour ce qui est de la perception par des centres étrangers concurrents de la bonneterie de coton, des rubans ou des soieries en général. L'étude de leur point de vue aiderait à mieux saisir l'évolution globale en comparant la réalité de chacun. Elle améliorerait la compréhension du sujet en nous montrant comment étaient perçus et combattus les adversaires français sur les marchés étrangers et nationaux.

Nous pourrions voir sur quels éléments les vues convergeaient et identifier les aspects plus débattus.

Un travail intéressant serait aussi à faire du côté de la presse spécialisée. Avec l'adoption de plus en plus fréquente de la société anonyme comme forme juridique, il est possible de saisir en détails le parcours de nombreuses entreprises. Dans le cadre des sociétés familiales largement dominantes dans le textile, l'appréciation extérieure de la prospérité des établissements demeurerait largement de l'ordre des suppositions. L'étude approfondie des entreprises cotées en bourse permettrait des compilations d'informations pertinentes pour créer des séries. Des banques de données donneraient la possibilité de mettre en relation des sociétés sur plusieurs variables. Par des comparaisons élargies et précises, il serait possible de soutenir ou de remettre en question diverses hypothèses.

Plus près des événements l'historien met en contexte l'évolution des entreprises et s'intéresse aux processus qui la sous-tendent. En nous penchant sur les choix gestionnaires, nous aimerions savoir ce qui a permis le succès d'une entreprise. Il est probablement dû à l'élaboration d'une stratégie qui implique de bonnes anticipations dans le cadre une vision à long terme. Ceux qui font la réputation de la France à travers le monde par l'exportation de produits de qualité ne sont pas encore tous suffisamment connus. L'étude plus précise du cas des Mauchauffée, Giron ou Martin par exemple, permettrait de développer notre compréhension des mentalités de ces industriels très intéressés par l'international.

Alors qu'on a plutôt l'habitude de constater les carences françaises pour ce qui est de la promotion de son commerce et de l'adaptation de ses produits à l'évolution de la demande, il serait intéressant de se demander comment, malgré tant d'obstacles, la France a connu de tels succès à l'exportation? Fallait-il plus d'audace à un industriel français pour réussir qu'à son concurrent allemand ou un anglais? Moins bien appuyé au niveau commercial et bancaire, jouissant de moins d'avantages pour le transport maritime et ferroviaire, le patronat textile parvient tout de même à soutenir la lutte face au défi international.

Après la Première Guerre mondiale, la France fera de grands efforts pour pénétrer sur les marchés extérieurs alors que des secousses politiques bouleversent

la situation en Europe. Les industriels français bénéficient alors d'un meilleur soutien de la part du gouvernement dans la quête de débouchés extérieurs. Période de prospérité puis de crise sévère, l'entre-deux-guerres demeure peu connu en ce qui concerne l'évolution des industries textiles. L'international est toujours au centre des préoccupations des entrepreneurs, il suscitera de grands espoirs et des énergies conquérantes ; il provoquera des sinistres et des découragements. L'étude des industriels face au marché international demeure d'un intérêt certain. Elle permet de mieux saisir l'évolution des entreprises dans le contexte mondial, en plus de comprendre les processus sous-jacents à la prise de décision et à l'élaboration des lignes de conduite gestionnaires. L'analyse des liens entretenus par les milieux économiques avec les hommes politiques, pour développer leurs affaires à l'étranger ou protéger leurs intérêts à l'intérieur, nous permettra encore d'aiguiser notre compréhension de l'évolution des relations internationales.

Bibliographie

Sources archivistiques

Archives de la Banque de France

Résumés des Rapports mensuels des Directeurs des Succursales

Série manuscrite puis dactylographiée à partir mai 1902
- 1872 à 1914, 38 tomes.

Rapports d'inspection annuelle

Correspondance manuscrite

- Amiens, 1871, 1873 à 1878, 1880-1914.
- Bar-de-Duc, 1872-1901, 1903-1914.
- Elbeuf, 1899-1913.
- Épinal, 1872-1880, 1882-1913.
- Evreux, 1871-1879, 1882-1914.
- Flers, 1871-1913.
- Lille, 1872-1897, 1904, 1905, 1910-1913.
- Lyon, 1872-1901, 1903-1910, 1912, 1913.
- Reims, 1872-1913.
- Roubaix-Tourcoing, 1872-1880, 1882-1897, 1904-1911.
- Rouen, 1871-1880, 1882-1897, 1909-1914.
- Saint-Étienne, 1872-1913.
- Saint-Quentin, 1872-1897, 1908-1913.
- Troyes, 1871-1879, 1881-1914.

Archives de la Chambre de commerce de Lyon

Compte-rendu des travaux de la Chambre de commerce de Lyon, 1869 à 1914, 44 tomes.

Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Reims

Archives consulaires

- F.2.3.1.1, *Registre des délibérations*, 1869 à 1914, 17 tomes.
- Sans cote, divers, correspondance avec d'autres chambres de commerce.

Archives du Crédit agricole et du Crédit lyonnais

- DEEF
 - (21 061) *Société pour la fabrication de la soie Chardonnet*, notes de mission, 1909.
 - (24 550) *Société cotonnière russo-française*, statistiques, notes, 1906, 1908, 1913.
 - Société hongroise pour la fabrication de la soie Chardonnet*, liquidation, 23 juillet 1912.
 - (24 551) *Société cotonnière Saint-Étienne de Rouvray*, notes, avril 1906.
 - (38 967) *Société de filatures de schappe*, statuts, assemblées ordinaires des actionnaires, 1890, 1898, 1907-1914.
 - (49 074) *Comptoir des textiles artificiels*, 1930.
 - (61 090) *La soie artificielle*, bilans, assemblées générales, divers, 1902-1914, 1923.

Archives de la Société générale et de la BUP

- GDT 1 390 (66), *Soie artificielle en Russie*, octobre-novembre 1909.
- GDT 419 (313), *Transformation de la maison C. Giraud en SA*, statuts, bilans, notes, 1910-1911.

Archives départementales de l'Aisne

- I mi 127, *Chambre de commerce de Saint-Quentin, conjoncture économique*, 1877-1886.
- *Chambre de commerce de Saint-Quentin, séance du 21 décembre 1884.*
- 6M 77 *Statistiques industrielles du département de l'Aisne An IX-1921*

Archives départementales de l'Aube

Administration générale

- M 2334, *Situation industrielle et commerciale*, 1875-1881.

Archives privées

- 39 J, *Établissements Mauchauffée*
 - (1) *Statuts*, 1896.
 - (51) *Procès-verbaux des assemblées générales*, grand livre manuscrit, 1896-1922.
 - (55) *Rapports aux assemblées générales*, 1896-1907.
 - (56) *Rapports aux assemblées générales*, 1908-1914.

Fonds d'établissements et organismes publics

- 1 ETP 1, *Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Aube* (184) A. Mortier, *Le tricot et la bonneterie de coton*, 1891.
(201) *Journal de la bonneterie*, 1901-1908.
- 1 ETP 2, *Archives de la Chambre de commerce de Troyes*
(51) *Comptes-rendus annuels*, 1898-1911.
(52) *Travaux de la Chambre de commerce de Troyes*, nombreuses brochures, 1877-1914.
(281) *Mouvements des affaires de l'Aube depuis 1897*, 1912.

Archives départementales de l'Eure

Administration générale

- 8 M 3, *Chambre des députés, projet loi; tarif général des douanes*, 1878.
- 9 M 4, *Syndicat normand de la filature de coton, déposition*, 1904.

Archives départementales de la Loire

Administration générale

- 9 M
(61) L. Borgeaud, *L'avenir du commerce français au Maroc*, 1913.
Grève à Roanne, coupures de presse, correspondance, 1913.

Archives privés

- 13 J, *Fonds d'archives de la Chambre de commerce de Saint-Étienne*
(104) *Enquête commerciale sur les traités de 1860, rapports des délégués*, 1871.
Question du droit d'entrée sur les soies, 1871.
Rapports sur les traités de commerce, 1870.
- (105) *Discours prononcé par M. E. Raoul-Duval*, 1879.
Lettre à Messieurs les Sénateurs et Députés sur l'urgence d'une réforme partielle des tarifs de douane, 20 janvier 1880.
Projet de loi relatif au tarif général des douanes, 1878.
Question de l'admission temporaire en franchise des fils de laine, de laine et de coton pour tissage, 27 janvier 1877.
- (106) *Ligues du libre-échange, conférence faite à Marseille le 27 octobre 1913, par M. Yves Guyot et Daniel Bellet*.
- (107) *Correspondance avec les autres chambres de commerce*, divers, 1877 à 1912.
- (109) *Lettre au député Jonnart*, 14 février 1891.
Discours de M. Jules Roche, 1891.
Réponses au questionnaire sur les traités de commerce, 1890.
- (113) *Tarifs douaniers*, divers, 1907-1908.

- (131) *Commerce de rubans pour l'exportation, enquête de 1885-1886.*
- (132) *Conférence de M. Georges Blondel, 1912.*
Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur, 24 au 27 juin 1912.
Société d'encouragement pour le développement du commerce extérieur français, bulletins, 1898, 1899, 1902-1905.
- (139) *Les bases d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre, 1912.*
L'exportation française en Angleterre et ses points faibles, 1907.
Notre exportation en Angleterre ; Ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, 1908.
- (153) *Bill McKinley, divers, 1890.*
Tarif Wilson, divers, 1890 à 1894.
- (155) *Relation commerciale avec les Etats-Unis, divers, 1898-1900.*
- (292) *Tableau de la production stéphanoise, manuscrit, 1885-1902.*
Enquête de 1904, divers, autres chambres de commerce, 1904.
- (295) *Rapport de M. Brossy sur l'industrie du ruban à l'étranger, 1907.*
Situation de l'industrie de la soie en Pologne, 1910.
Situation de l'industrie des rubans de soie à Bâle, 1906.
Situation de l'industrie textile à Düsseldorf, 1910.
- (330) *Réception du Président Félix Faure le 30 mai 1898, banquet, démarches à Paris, discours, La Presse industrielle, 1898.*
- (397) *Relations de la fabrique de rubans de Saint-Étienne avec les États-Unis, 1906.*
Renseignements de New York, 1907.
Rapport sur le commerce de Barmen, Eberfeld, 30 mars 1903.
- (417) *Commerce avec l'Angleterre, 1882.*
- (422) *Relations commerciales, délibération du 6 décembre 1893.*
- 44 J, *Fonds Giron frères*
- (135) *Syndicat des fabricants allemands.*
Convention modifiée, octobre 1908.
Négociations concernant l'entente, 1907-1908.
- (151) *Entente des veloutiers, procès-verbaux, 1904-1908.*
A. Velvetia, contrats d'adhésion, 1912.
- (185) *Comptes du comptoir, 1911-1914.*
- (190) *Correspondance J.-B. Martin, États-Unis, 1909-1913.*
- (191) *Contrat d'exclusivité entre Beridot et Caillet, 14 septembre 1912.*
- (550-553) *Comptabilité secrète, grand livre, 1898-1920.*

Archives départementales de la Marne

Administration générale

- 172 M 3, *Chambre de commerce de Reims, situation économique et commerciale, 1879-1911.*

Archives départementales du Nord

Bibliothèque administrative

- 8 058, *Archives de la Chambre de commerce de Lille*, 1872-1914, 40 tomes.
- 10 740, *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*, 1872-1914, 40 tomes.

Archives privés

- 77 J, *Fonds de la Chambre de commerce de Tourcoing*
 - (1 838) *Organisation allemande pour le commerce d'exportation*, 1903, 1905.
 - (1 898) *Lettre du Consulat général de France à Moscou*, 6 septembre 1898.
 - (1 899) X. Hugueny, *Projet de voyage industriel et commercial en Russie*, 1898.
 - (3 326) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1878-1884.
 - (3 327) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1885-1890.
 - (3 328) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1891-1896.
 - (3 329) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1897-1901.
 - (3 330) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1902-1906.
 - (3 331) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1907-1911.
 - (3 332) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1912-1914.
 - (3 407) *La crise économiques ; L'évangile de monsieur Bismarck*, 1884.
- 79 J, *Bibliothèque de la Chambre de commerce de Roubaix*
 - (552) *Congrès national des délégués des chambres de commerce*, 10 au 12 juillet 1911. Nombreux rapports.
 - (553) *Congrès national des délégués des chambres de commerce*, 10 au 12 juillet 1911. Discours.
 - (561) *Situation du commerce et de l'industrie*, 1893 à 1908.
 - (1 573) *Congrès du commerce et de l'industrie*, Tourcoing, 3 au 5 juillet 1906.
- 175 J, *Fonds Louis Dubrulle*
 - (1) *Statuts*, 1896, 1897.
 - (5) *Certificate of the incorporation*, 1898.
 - (16) *Registre des délibérations*, 1901 à 1920.
 - (87) *Procès-verbaux des assemblées générales de la Retorderie et câblerie d'Hellemes*, 1897 à 1914.
 - (95) *Rapports du commissaire au comptes*, 1908 à 1914.

Archives départementales de l'Orne

Administration générale

- M 2 423, *Union industrielle de Flers et de la région*, 1900.

Archives départementales du Rhône

Administration générale

- 9 M
 - (1) 88, *L'industrie lyonnaise pendant l'année 1891*, 18 février 1892.
 - (3) *Situation de l'industrie*, 1876, 1877.
 - (4) *Grèves, coupures de presse*, 1891.
 - (5) *Défense des soies et du tissage lyonnais*, 1898.
 - (6) *Rapports du commissaire spécial de police au préfet du Rhône*, 19, 20 et 22 octobre 1906.

Archives privées

- 45 J, *Fonds J.-B. Martin*
 - Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin*, statuts, 1898.
 - Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin*, statuts, 1900.
 - Établissements Bickert et Fils*, statuts, 1910.
 - Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin*, statuts, 1913.
 - (116) *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 1898-1911.
 - (117) *Procès-verbaux du conseil d'administration*, 1912-1914.
- 54 J, *Fonds Filatures de schappes*
 - (11) *Bulletins*, 1899 à 1911.
 - (101) *Délibérations des assemblées du comité de contrôle*, 1892-1900.
 - (102) *Délibérations des assemblées du comité de contrôle*, 1900-1905.
 - (103) *Délibérations des assemblées du comité de contrôle*, 1905-1917.
 - (108) *Registre des délibérations du comité de direction*, 1898-1914.

Archives départementales de la Seine-Maritime

Administration générale

- 8 M
 - (8) *Question des laines étrangères*, 1896.
 - Établissements Fromage*, 1870-1872.
 - (10) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1885-1890.
 - (11) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1892-1898.
 - (12) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1899-1902.
 - (13) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1903-1906.
 - (14) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1907-1909.
 - (15) *Rapports sur la conjoncture industrielle et commerciale*, 1910-1914.

- (55) *Seine-Inférieure à l'Exposition de 1889*, 3 octobre 1889.
- (239) *Situation commerciale et industrielle, rapport annuel de la Chambre de commerce de Rouen*, 1898-1911.

- 9 M

- (8) *Procès teinturerie, affaire Grawitz*, 1889.
- (9) *Enquête sur l'industrie textile*, divers, 1904.

Archives départementales de la Somme

Administration générale

- 99 M

- (347) *Velours d'Utrecht, fournitures pour le mobilier impérial*, 1807.
- (450) *Commission du Sénat, crise du commerce et de l'industrie*, 9 février 1878.

Archives départementales des Vosges

Administration générale

- 8 M

- (218) *Commission parlementaire d'enquête sur l'industrie textile*, 1904.
- La vie commerciale et industrielle*, 1903.

- 38 M

- (17) *Enseignement technique et commercial*, 1883.
- (27) *Exposition universelle de 1889 ; Liste des exposants des Vosges*, 1889.

- 53 M, *Chambre de commerce des Vosges*

- (75) *Admissions temporaires*, Lille, décembre 1901.
- (76) *Traités de commerce*, mars 1902.

Archives privées

- 61 J, *Fonds du musée textile de Ventron*

- (47) P. Pierrard, *Étude sur l'industrie lainière en France*, 1869.
- L'industrie textile à l'Exposition universelle*, 1889.
- (48) A. Lederlin, *Essai sur l'industrie cotonnière des Vosges*, 1904.
- Manufactures de toiles peintes Boeringer, Zurcher et Cie*, statuts, 1881.

Récompenses accordées aux exposants de diverses classes de l'exposition textile, 1889.

- 69 J, *Fonds de l'entreprise Chagué*

- (1) Statuts, 1883.
- (16) Assemblées générales de la société *Maurice Chagué et Cie*, 1882 à 1915.
- 80 J, *Fonds de la filature de Vincey*
 - (6) Rapports du conseil d'administration, 1904, 1905, 1909.
- 93 J, *Fonds de la filature de l'abbaye de Senones*
 - (9) Rapports de la gérance, 1873-1874, 1878-1879, 1891-1892.
Rapports sur exercices commerciaux, 1881, 1882, 1887-1893, 1895-1898, 1900-1907.
 - (11) Délibérations, 1864-1902.
- 192 J, *Fonds de la filature de la Gosse*
 - (195) *Filature de la Gosse, Golbey, procès-verbaux des assemblées générales*, 1891 à 1914.

Bibliothèque centrale des Mines ParisTech

Direction générale des douanes ; Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères. Série annuelle détaillée des statistiques commerciales, 1872 à 1914, exceptée 1911, 41 tomes.

Centre des Archives du Monde du Travail

Publications économiques

- 65 AQ H, Textiles et cuirs
 - (28) *Tissages A. Bréchar*, statuts, 1907.
 - (29) *Société pour la mise en application des brevets Chardonnet à l'étranger*, statuts, 1891.
 - (32) *SA des Tissages Camille, Brun et fils*, statuts, 1897.
 - (82) *Société cotonnière de Dedovo*, statuts, coupures de presse, 1911-1914.
 - (86) *La Dentellière*, statuts, assemblée générale des actionnaires, 1880-1886.
 - (88) *Société de peignage de Dornignies-Douai*, statuts, 1884.
 - (101) *Société cotonnière de l'Est*, statuts, coupures de presse, 1903, 1904, 1908, 1909, 1912.
 - (111) *Informations financières*, coupure de presse, 18 mars 1913
 - (112) *Filature lyonnaise de schappe J. Villard et Cie*, statuts, 1898.
 - (113) *Société de filature rémoise*, statuts, 1894.
 - (114) *La Filature rouennaise*, statuts, 1891.
 - (115) *Société anonyme de filatures de schappe*, statuts, assemblées générales ordinaires et extraordinaires, 1886, 1898-1914.

- (130) *Société de la Soie artificielle de Givet*, coupures de presse, 1911-1914.
- (131) *Établissements Gratry*, statuts, 1896.
- (151) *Société de la Soie artificielle d'Izieux*, statuts, 1904.
- (153) *Société des Manufacture de lin et de coton de Kostroma*, statuts, assemblées générales, 1899 -1914.
- (157) *Société anonyme du Tissage mécanique de Lanquetot*, statuts, 1894.
- (160) *Société anonyme des Établissements Lecomte et Depré*, assemblées générales des actionnaires, 1909-1914.
- (181) *Manufactures de velours et peluches J.-B. Martin*, statuts, assemblées générales ordinaires, rapports du commissaire, 1898-1913.
- (186) *Société cotonnière de Mirecourt*, coupures de presse, 1905, 1908, 1914.
- (199) *Manufacture cotonnière d'Oissel*, statuts, coupures de presse, 1899, 1901.
- (201) *Compagnie industrielle d'Orizaba*, assemblées générales ordinaires, 1906-1913.
- (203) *Peignages et filatures de bourre de soie*, divers, 1909, 1910, 1914.
- (208) *Société anonyme des Établissements Poullier-Longhaye*, assemblées générales, 1903-1913.
- (209) *Filature et tissage Pouyer-Quertier*, coupures de presse, 1883, 1897, 1901.
- (210) *Société générale de filature de laine 'Le Progrès'*, statuts, 1882.
- (219) *Société anonyme de filature, de tissage et d'apprêts de Reims*, assemblée générales, 1887.
- (240) *Société cotonnière de Saint-Étienne de Rouvray*, coupures de presses, 1891 à 1894.
- (242) *Société anonyme de blanchiment, teinture, impression et apprêt de Saint-Julien (Aube)*, statuts, 1885.
- (244) *Manufactures Saint-Maurice de Senones (Vosges)*, statuts, 1893.
- (247) *Lefèvre et Cie*, statuts, 1889.
- (249) *Savana*, Statuts, 1886.
- (258) *Société cotonnière russo-française*, statuts, assemblées générales ordinaires, 1899-1918.
- (272) *Société hongroise pour la fabrication de la soie Chardonnet*, statuts, assemblées générales, 1904 à 1913.
- (308) *Tissus de laine des Vosges*, coupures de presse, rapports, 1879-1888, 1904.
- (309) *Société d'impression des Vosges et de Normandie*, statuts, coupures de presse, 1913.
- (483) *Bulletin annexe du Journal officiel*, 19 août 1912.
- (641) *Société anonyme des Établissements Deneux frères*, assemblée générale, 1905

Dictionnaires

Coston, Henry. *Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires*. Paris, A. Moreau, 1975.

Daumas, Jean-Claude (dir.). *Dictionnaire historique des patrons français*. Paris, Flammarion, 2010.

Gilbert, Mathieu et Pierre Bleton. *Dictionnaire du capitalisme*. Paris, Éditions universitaires, 1970.

Ouvrages généraux

Asselain, Jean-Charles. *Histoire économique : de la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale*. Paris, Presses de la Fondation nationales des sciences politiques & Dalloz, 1985

Barjot, Dominique et Marie-Pierre Besnard. *Histoire économique de la France au XIXe siècle*. Paris, Nathan, 1995.

Barjot, Dominique, Jean-Pierre Chaline et al. *La France au XIXe siècle, 1814-1914*. Paris, Presses universitaires de France, 1998.

Bonin, Hubert. *Histoire économique de la France depuis 1880*. Paris, Masson, 1980.

Broder, Albert. *L'économie française au XIXe siècle*. Gap, Ophrys, 1993.

Caron, François. *Histoire économique de la France : XIXe-XXe siècle*. Paris, Armand Colin, 1995.

Maddison, Angus. *L'économie mondiale 1820-1992 : analyses et statistiques*. Paris, OCDE, 1995.

Monographies

Bairoch, Paul. *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*. Paris, Mouton EHESS, 1976.

Bergeron, Louis. *Les capitalistes en France : 1780-1914*. Paris, Gallimard, 1978,

Blair Forrester, Robert. *The Cotton Industry in France : A Report to the Electors of the Gartside*. Manchester, Manchester University Press, 1921.

Blanc, Jérôme. *Frédéric Engel-Dollfus, un industriel saint-simonien*. Paris, Christian, 2003.

Blavier, Yves. *La Société linière du Finistère : ouvriers et entrepreneurs à Landernau au XIXe siècle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

Bonin, Hubert. *Histoire de la Société Générale*. Genève, Droz, 2006.

Bosanquet, Helen Dendy. *Free trade and peace in the nineteenth century*. New York, Putnam, 1924.

Breton, Yves, Albert Broder et al. *La longue stagnation en France : l'autre grande dépression, 1873-1897*. Paris, Economica, 1997.

Cameron, Rondo. *France and the economic development of Europe, 1800-1914 ; conquests of peace and seeds of war*. Princeton, Princeton University Press, 1961.

Cayez, Pierre. *Crise et croissance de l'industrie lyonnaise, 1850-1900*. Lyon, CNRS, 1980.

Cazals, Rémy. *Avec les ouvriers de Mazamet ; dans la grève et l'action quotidienne 1909-1914*. Paris, Maspero, 1978.

Cazals, Rémy. *Les révolutions industrielles à Mazamet, 1750-1900*. Paris, Privat, 1983.

Chadeau, Emmanuel. *L'économie du risque : les entrepreneurs 1850-1980*. Paris, O. Orban, 1988.

Chaline, Jean-Pierre. *Les bourgeois de Rouen : une élite française au XIXe siècle*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982.

Chaline, Jean-Pierre. *Les dynasties normandes*. Paris, Perrin, 2009.

Chandler, Alfred. *The visible hand : the managerial revolution in American business*. Cambridge (Mass.), Belknap Press, 1977.

Chassagne, Serge. *Le coton et ses patrons : France, 1760-1840*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1991.

Crouzet, François. *De la supériorité de l'Angleterre sur la France : l'économie et l'imaginaire XVIIe-XXe siècle*. Paris, Librairie académique Perrin, 1985.

Daumas, Jean-Claude. *L'amour du drap : Blin & Blin, 1827-1975 : histoire d'une entreprise lainière familiale*. Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

Daumas, Jean-Claude. *Les territoires de la laine : histoire de l'industrie lainière en France au XIXe siècle*. Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

Dormois, Jean-Pierre. *L'économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*. Paris, L'Harmattan, 1997.

Dormois, Jean-Pierre. *La défense du travail national? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe, 1870-1914*. Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2009.

Fohlen, Claude. *L'industrie textile au temps du Second Empire*. Paris, Plon, 1956.

Forrester, Robert Blair. *The Cotton Industry in France : A Report to the Electors of the Gartside*. Manchester, Manchester University Press, 1921.

Harden Chenut, Helen. *Les ouvrières de la République : les bonnetières de Troyes sous la Troisième République*. Troyes, Conseil général de l'Aube, 2010.

Hoffmann, Stanley. *Sur la France*. Paris, Seuil, 1976.

Honeyman, Katrina and Jordan Goodman. *Technology and enterprise : Isaac Holden and the mechanisation of wool combing in France, 1848-1914*. Brookfield, Pasold Studies in Textile History, 1986.

Jenkins, D. T. and K. G. Pointing. *The British Wool Industry, 1770-1914*. Brookfield, Pasold Studies in Textile History, 1986.

Johnson, Christopher. *The life and death of industrial Languedoc, 1700-1920*. New York, Oxford University Press, 1995.

Kindleberger, Charles P., *Economic Growth in France and Britain 1851-1914*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964.

Kidleberger, Charles P., *A Financial History of Western Europe*. Boston, Allen & Unwin, 1984.

Lambert-Dansette, Jean. *Histoire de l'entreprise et des chefs d'entreprise en France. Tome V. L'entreprise entre deux siècles, 1880-1914*. Paris, l'Harmattan, 2009.

Landes, David. *The Unbound Prometheus ; technological change and industrial development in Western Europe from 1750 to the present*. Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

Lefèvre, François. *Saint frères : un siècle de textile en Picardie, 1828-1936*. Amiens, Encrage, 2002.

Lévy-Leboyer, Maurice. *La position internationale de la France, aspects économiques et financiers, XIXe-XXe siècles*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1977.

Lévy-Leboyer, Maurice et François Bourguignon. *L'économie française au XIXe siècle ; Analyse macro-économique*. Paris, Economica, 1985.

O'Brien, Patrick et Caglar Keyder, *Economic Growth in Britain and France 1780-1914*. Lonsewa, Allen & Unwin, 1978.

Ott, Florence. *La Société industrielle de Mulhouse, 1826-1876 : ses membres, son action, ses réseaux*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999.

Reddy, William M. *The Rise of Market Culture : The Textile Trade and French Society, 1750-1900*. New York, Cambridge University Press, 1984.

Schumpeter, Joseph. *The theory of economic development : an inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle*. New York, Oxford University Press, Harvard economic studies, (46), 1961.

Smith, Michael S., *The Emergence of Modern Business in France, 1800-1930*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2006.

Smith, Michael S. *Tariff Reform in France : the Politics of Economic Interest*. Ithaca, Cornell University Press, 1980.

Todd, David. *L'identité économique de la France : libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*. Paris, Grasset, 2008.

Verley, Patrick. *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine ; L'industrialisation, 1830-1914*. Paris, La Découverte, 1989.

Verley, Patrick. *L'échelle du monde : essai sur l'industrialisation de l'Occident*. Paris, Gallimard, 1997.

Vernus, Pierre. *Art, luxe & industrie : Bianchini Ferrier, un siècle de soieries lyonnaises, 1888-1992*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006.

Weber, Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme : suivi d'autres essais*. Paris, Gallimard, 2003(1920).

Ouvrages collectifs

Barjot, Dominique, Eric Anceau, Isabelle Lescent-Giles et Bruno Marnot (dir.). *Les entrepreneurs du Second Empire*. Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003.

Bergeron, Louis et Patrice Bourdelais (dir.). *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie?* Paris, Belin, 1998.

Dormois, Jean-Pierre et Pedro Lains (dir.). *Classical Trade Protectionism 1815-1914*. New York, Routledge, 2006.

Harte, N.B. et K. G. Pointing (dir.). *Textile History and Economic History*. Manchester, Manchester University Press, 1973.

Farnie, Douglas et David Jeremy, *The Fiber that Changed the World. The Cotton Industry in International Perspective, 1600-1900s*. Oxford, Oxford University Press, 2004.

Fridenson, Patrick et André Strauss (dir.). *Le capitalisme français, XIXe-XXe siècle : blocages et dynamismes d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987.

Labrousse, Ernest et Fernand Braudel (dir.). *Histoire économique et sociale de la France*. Tomes 2 et 4, Paris, Presses universitaires de France, 1970-1982.

Spurk, Jan (dir.). *Approche comparative des entreprises en France et en Allemagne. Le déclin de l'empire des aiguilles*. Paris, L'Harmattan, 1997

Articles spécialisés

Amos, Hongla, « Les députés coloniaux et l'adoption du protectionnisme par la France en 1892 ». *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 65 (4), 1978, pp. 519-532.

Arnoux, Henri, « Le rôle des Français dans la fondation de l'industrie argentine à la fin du XIXe siècle ». *Cahiers des Amériques latines*, 17, 1994, pp. 79-104.

Asselain, Jean-Charles, « Histoire économique de la France. Regards nouveaux sur le long terme ». *Revue économique*, 93 (6), 1988, pp. 1223-1247.

Bairoch, Paul, « European Foreign Trade in the XIX Century : The Development of the Value and Volume of Exports (Preliminary Results) ». *Journal of European Economic History*, 2, 1973, pp. 5-36.

Bairoch, Paul, « Protectionnisme et expansion économique en Europe de 1892 à 1914. *Relations internationales*, 15, 1978, pp. 227-233.

Barjot, Dominique, « L'histoire économique de la France aux XIXe et XXe siècles : les avancées récentes de l'historiographie ». *Historiens et Géographes*, 93 (378), 2002, pp. 165-180.

Barjot, Dominique, « Où va l'histoire des entreprises? Introduction ». *Revue économique*, 58, 2007, pp. 5-30.

Baudus, Amaury de, « Eugène Motte, député-maire de Roubaix ». *Revue du Nord*, 75, 1993, pp. 669-699.

Cadier-Rey, Gabrielle, « Les chambres de commerce dans le débat douanier à la fin du XIXe siècle ». *Histoire, Économie et Société*, 16, 1997, pp. 279-298.

Cameron, Rondo E. et Charles Freedeman, « French economic growth : a radical revision ». *Social Science History*, 1983, pp. 3-30.

Cayez, Pierre, « Le commerce français des soies et soieries ». *Seta*, 1993, pp. 594-632.

Cayez, Pierre, « L'industrialisation lyonnaise au XIXe siècle : du grand commerce à la grande industrie ». *Cahiers d'Histoire*, 22, 1977, pp. 3-11.

Cayez, Pierre, « Industries anciennes et industries nouvelles à Lyon au début du XXe siècle ». *Histoire, Économie et Société*, 13, 1994 (2), pp. 321-342.

Chadeau, Emmanuel, « The large family firm in twentieth-century France ». *Business History*, 35, 1995, pp. 184-205.

Chaline, Jean-Pierre, « The cotton manufacturers in Normandy and England during the nineteenth century ». *Textile History*, 17, 1986, pp. 19-26.

Chaline, Jean-Pierre, « Idéologie et mode de vie du monde patronal haut-normand ». *Annales de Normandie*, 1988, pp. 193-203.

Chaline, Jean-Pierre, « Les industriels normands : un patronat sans dynasties? », *Mouvement social*, 132, 1985, pp. 43-56.

Chaline, Jean-Pierre, « La banque à Rouen au XIXe siècle ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 52, 1974, pp. 384-420.

Clough, S.B., « Retardative factors in French economic development in the nineteenth and twentieth centuries ». *Journal of Economic History*, 6 (supplement), 1946, pp. 91-102.

Coffey, Joan L., « French labor law and the Christian corporation at Val des Bois, 1840-1941 ». *Historical Reflections*, 20, 1994, pp. 125-131.

Colin, Jean-Claude, « Le patronat fertois du textile : contribution à l'étude de la bourgeoisie bas-normande aux XIX^e et XX^e siècles ». *Annales de Normandie*, 35, 1985, pp. 349-370.

Crafts, N.F.R. , « Economic growth in France and Britain, 1830-1910 : a review of the evidence ». *Journal of Economic History*, 44, 1984, pp. 49-67.

Crouzet, François, « French economic growth in the 19th century reconsidered ». *History*, 59, 1974, pp. 167-179.

Crouzet, François, « Les dynasties d'entrepreneurs en France et en Grande-Bretagne ». *Entreprises et Histoire*, 9, 1995, pp. 25-42.

Crouzet, François, « Comment les dynasties d'entrepreneurs se voient-elles? ». *Entreprises et Histoire*, 9, 1995, pp. 107-125.

Crouzet, François et Jean-Pierre Dormois, « The Significance of the French Colonial Empire for the French Economic Development (1815-1960) ». *Journal of Iberian & Latin American Economic History*, 15, 1998 (1), pp. 323-349.

Curacul, Jérôme, « Le monde rural face aux mutations économiques : l'évolution de l'industrie textile en Ile-et-Vilaine dans la seconde moitié du XIX^e siècle ». *Revue historique*, 294, 1995, pp. 59-84.

Daumas, Jean-Claude, « Les établissements Blin et Blin d'Elbeuf à la fin du XIX^e siècle : capital familial, industrialisme et paternalisme dans un secteur en déclin ». *Entreprises et Histoire*, 6, 1994, pp. 87-108.

Daumas, Jean-Claude, « L'industrie lainière en France : un siècle de mutations (1870-1973) ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 47, 1997, pp. 14-20.

Daumas, Jean-Claude, « Le financement d'une entreprise textile familiale : des logiques entrecroisées ». *Histoire, Économie et Société*, 21, 2002, pp. 377-394.

Daumas, Jean-Claude, « De la production à la consommation : les logiques du marché (France XIX^e-XX^e siècles) ». *Historiens et Géographes*, 93, 2002, pp. 167-175

Daviet, Jean-Pierre, « Le complexe industriel de Roubaix-Tourcoing et le marché de la laine (1840-1915) ». *Revue du Nord*, 69, 1987, pp. 777-813.

Daviet, Jean-Pierre, « Un modèle régional de l'industrialisation textile (XIXe-XXe siècles) ». *Revue du Nord*, 6, hors-série collection Histoire, 1995, pp. 99-107.

Dellion, Frank, « De l'eau pour produire : le cas de l'Usine de la schappe de Briançon (1832-1933) ». *Provence historique*, 237, 2009, pp. 315-328.

Dunham, Arthur L., « The Development of the cotton industry in France and the Anglo-French treaty of commerce of 1860 ». *Economic History Review*, 1, 1927-1928, pp. 281-307.

Durand, Guy, « Le monde des soies : le marché lyonnais des soies asiatiques ». *Cahiers d'Histoire*, 40, 1995, pp. 323-335.

Deyon, Pierre, « L'industrie amiénoise au XIXe siècle et les séductions du protectionnisme ». *Revue du Nord*, 82, 2000, pp. 91-102.

Dorel-Ferré, Garcia, « Marseille-Barcelone, 1847-1881 : les chemins de l'innovation, le cas de l' 'Espana Industrial' ». *Provence historique*, 54, 2004, pp. 123-138.

Dormois, Jean-Pierre, « Episodes in cathing-up : Anglo-French industrial productivity differentials in 1930 ». *European Review of Economic History*, 8, 2004, pp. 337-373.

Dufresne, Geneviève, « Une dynastie d'industriels du coton : les Waddington (1792-1957) ». *Entreprises et Histoire*, 9, 1995, pp. 71-82.

Dunham, Arthur L., « The Development of the cotton industry in France and the anglo-french treaty of commerce of 1860 ». *Economic History Review*, 1, 1928, pp. 281-307.

Fohlen, Claude, « La concentration dans l'industrie textile française du XIXe siècle ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2, 1955, pp. 46-58.

Foreman-Peck, James, Elisa Boccaletti and Tom Nicholas, « Entrepreneurs and Business Performance in Nineteenth Century France ». *European Review of Economic History*, 2, 1998, pp. 235-262.

Franchomme, Georges, « L'évolution démographique et économique de Roubaix dans le dernier tiers du XIXe siècle ». *Revue du Nord*, 51, 1969, pp. 201-247.

Fridenson, Patrick, « L'élan de Jean Bouvier ». *Mouvement Social*, 142, 1988(1), pp. 7-10.

Fridenson, Patrick, « Tendances actuelles des recherches en France sur l'histoire économique et sociale de la période contemporaine ». *Historiens et Géographes*, 93 (378), 2002, pp. 165-180.

Fridenson, Patrick et Jean-Luc Mayaud, « En l'an 2001, le XIXe siècle à redécouvrir pour les historiens économistes? » *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 23, 2001 (2), pp. 7-21.

Gayot, Gérard et Bruno Lassaux, « Manufactures et usines dans une citadelle : Sedan (XVIIIe-XIXe siècle) ». *Revue du Nord*, 79, 1997, pp. 495-513.

Grelon, André, « Écoles de commerce et formations d'ingénieurs jusqu'en 1914 ». *Entreprises et histoire*, 14, 1997, pp. 29-45.

Grislain, Jacqueline et Martine Le Blan, « L'art de bâtir chez les Roubaisiens. La filature Motte-Bossut (1853-1985) ». *Revue du Nord*, 67, 1985, pp. 485-515.

Hardy-Hemery, Odette, « Le textile artificiel : substitut de la soie ou ersatz? ». *Revue du Nord*, 69, 1987, pp. 815-841.

Hardy-Hémery, Odette, « Une limite au libéralisme intégral. Ententes et Cartels dans le Monde au XIXe siècle et dans le premier tiers du XXe siècle ». *Revue du Nord*, 75, 1993, pp. 319-341.

Heywood, Colin, « The launching of an (infant industry)? The cotton industry of Troyes under protectionnism ». *Journal of European Economic History*, 10, 1981, pp. 553-582.

Heywood, Colin, « Cotton hosiery in Troyes c. 1860-1914 : A Case study in French industrialisation ». *Textile History*, 25, 1994, pp. 167-184.

Honeyman, Katrina and Jordan Goodman, « Regional integration and specialization in the French worsted industry, 1810-1910 ». *Textile History*, 17, 1986, pp. 39-49.

Huberman, Michael and Wayne Lewchuk, « European economic integration and the labour compact, 1850-1913 ». *European Review of Economic History*, 7, 2003, pp. 3-41.

Huberman, Michael, « Piece rates reconsidered : The case of cotton ». *Journal of Interdisciplinary History*, 26, 1996, pp. 393-417.

Jenkins, D.T., « Mazamet and the skin wool trade 1850-1913 ». *Textile History*, 15, 1984, pp. 171-190.

Kindleberger, Charles P., « Financial institutions and economic development : a comparison of Great Britain and France in the XVIIIth and XIXth centuries ». *Exploration in Economic History*, 21, 1984, pp. 103-124.

Laffey, John F., « Lyonnais imperialism in the Far East, 1900-1938 », *Modern Asian Studies*, 10, 1976, pp. 226-241.

Landes, David, « French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century ». *The Journal of Economic History*, 9, 1949 (1), pp. 45-61.

Lévy-Leboyer, Maurice, « La décélération de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 49, 1971, pp. 485-507.

Lévy-Leboyer, Maurice, « Dynasties patronales françaises ». *Mouvement social*, 132, 1985, pp. 3-57.

Lévy-Leboyer, Maurice, « L'héritage de Simian : prix, profits et termes d'échanges au XIXe siècle ». *Revue historique*, 243, 1971, pp. 77-120.

Lévy-Leboyer, Maurice, « Le patronat français a-t-il été malthusien? ». *Mouvement social*, 88, 1974, pp. 3-50.

Lévy-Leboyer, Maurice, « Le patronat français a-t-il échappée à la loi des trois générations ? ». *Mouvement social*, 132, 1985, pp. 3-7.

Lewandowski, Georges, « L'industrie textile en Pologne ». *Annales de Géographie*, 31 (170), 1922, pp. 168-174.

Marczewski, Jean, « L'industrie française de 1789 à 1964 (comparaison avec la Grande-Bretagne) », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AF, no 4, juil. 1965 ; no 5, mai 1966 ; no 7, nov. 1966.

Marseille, Jacques, « L'industrie cotonnière française et l'impérialisme colonial ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 53, 1975, pp. 386 à 412.

Mastic, Jean-Luc, « Stratégie du capitalisme familial lillois et autonomie financière régionale : le financement des filatures Julien Le Blan, 1858-1914 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52 (4), 2005, pp. 74-1

McLane, Margaret O., « The costs and benefits of Empire : examples from French West Africa before World War I » *Proceedings the Annual Meeting of the French Colonial Historical Society*, 20, 1994, pp. 95-110.

Meillassoux, Jean et Francis, « Une étape dans l'industrie roubaisienne (1868-1918) ». *Revue du Nord*, 1969, pp. 291-305.

Messerlin, Patrick A., « France and trade policy : is the 'French exception' passée? ». *International Affairs*, 72, 1996, pp. 293-309.

Minovez, Jean-Michel, « Pourquoi le midi toulousain s'est-il désindustrialisé au début du XIXe siècle? ». *Revue historique*, 1996, 296, pp. 145-165.

Monteiro Takeya, Denise, « Une société de négoce français au Brésil dans le dernier tiers du XIXe siècle : Boris frères au Ceará ». *Entreprises et histoire*, 8, 1995, pp. 27-50.

Moraze, P., « The Treaty of 1860 and the industry of the departement of the North ». *Economic History Review*, 10, 1940, pp. 18-28.

Nye, John Vincent, « Firm size and economic backwardness : a new look at the French industrialization debate ». *Journal of Economic History*, 47, 1987, pp. 649-654.

Nye, John Vincent, « The myth of free-trade Britain and fortress France : tariffs and trade in the nineteenth century ». *Journal of Economic History*, 51, 1991, pp. 23-46.

O'Brien, Patrick et Charles Keyder, « Les voies du passage vers la société industrielle en Grande-Bretagne et en France (1780-1914) ». *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 34, 1979, pp. 1284-1305.

O'Brien, Patrick, « Path dependency, or why Britain became an industrialized and urbanized economy long before France ». *Economic History Review*, 49, 1996, pp. 213-249.

Owen, Stephen Jr. and Herrick Chapman, « Taxation and economic growth in France, 1900-1925 ». *Proceedings of the Western Society for French History*, 11, 1983, pp. 383-390.

Petillon, Chatal, « Niveaux de qualification et bassins de recrutement différenciés à Roubaix au XIXe siècle ». *Revue du Nord*, 347, 2002, pp. 667-689.

Plessis, Alain, « La révolution de l'escompte dans la France du XIXe siècle ». *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 23, 2001 (2), pp. 143-163.

Poidevin, Raymond, « Protectionnisme et relations internationales : l'exemple du tarif douanier de 1910 ». *Revue historique*, 245, 1971, pp. 47-62.

Prat, Marc, « Between the firm and the market : An international comparison of the commercial structures of the cotton industry (1820-1939) ». *Business History*, 51, 2009, p. 181-201.

Raman, Michel, « Mesure de la croissance d'une centre textile : Roubaix de 1789 à 1913 ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 51, 1973, pp. 470-501.

Reynaud, Brigitte, « Entre famille et métier : les passementiers stéphanois ». *Entreprises et histoire*, 1, 1992, pp. 79-90.

Ricard, Bruno, « Des consuls aux attachés commerciaux ; la crise économique de 1882 et le ministère des Affaires étrangères ». *Revue d'histoire diplomatique*, 4, 1992, pp. 343 à 369.

Ricard, Bruno, « Le Corps d'expansion économique durant l'entre-deux-guerres ». *Revue d'histoire diplomatique*, 111, 1997, pp. 105-124.

Richard, Guy, « Du moulin banal au tissage mécanique : la noblesse dans l'industrie textile dans la première moitié du XIXe siècle ». *Revue d'histoire économique et sociale*, 46, pp. 305-338.

Roberts, Richard, « Guinée cloth : linked transformation within France's empire in the nineteenth century ». *Cahiers d'études africaines*, 32, 1992, pp. 597-627.

Scholliers, Peter, « Mots et pratiques. L'industrie cotonnières gantoise, les crises et la perception patronale de la concurrence internationale, 1790-1914 ». *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 23, 2001(2), pp. 121-142.

Sicsic, Pierre, « Establishment size and economies of scale in 19th-century France ». *Explorations in Economic History*, 31, 1994, pp. 453-479.

Straus, André. « Économétrie et histoire économique : la France au XIXe siècle ». *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 45(1), 1988, pp. 55-71.

Tellier, Thibault, « Les nouvelles clôtures urbaines à l'âge industriel : l'encadrement religieux des jeunes ouvrières dans l'agglomération lilloise à la fin du XIXe siècle ». *Histoire, Économie et Société*, 24, 2005, pp. 421-431.

Terrier, Didier, « Conjoncture vécue, conjoncture perçue : les carnets d'un fabricant lillois au temps de la 'Grande dépression' (1879-1891) ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (1), 2007, pp. 223-241.

Thobie, Jacques, « Économie, mouvements de capitaux, impérialisme : le cas de la France jusqu'à la Première Guerre mondiale ». *Relations internationales*, 29, 1982, pp. 25-52.

Trenard, Louis, « Un industriel roubaisien du XIXe siècle, par sa correspondance ». *Revue du Nord*, 50, 19

Vaillant-Gabet, Sylvie, « La gestion de la main-d'œuvre chez les Seydoux au Cateau-Cambrésis (1830-1914) ». *Revue du Nord*, 84, 2002, pp. 723-751.

Verley, Patrick, « Exportations et croissance économique dans la France des années 1860 ». *Annales ESC*, 43, 1988, pp. 73-110.

Verley, Patrick, « Spécialisations industrielles, structures sociales, activités financières et intégration économique dans la France des années 1860 ». *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 45, 2001, pp. 47-71.

Vernus, Pierre. « Bianchini Férier : Essor et déclin d'une fabrique de soieries lyonnaise (1888-1992). Une trajectoire idéal-typique dans le monde du luxe français ? ». *Entreprises et histoire*, 46, 2007, pp. 98-111.

Wiscart, Jean Marie, « Innover, former, encadrer : les débuts de la Société industrielle d'Amiens ». *Revue du Nord*, 85, 2003, pp. 97-116.

Thèses et mémoires

Bricout, Roger. *Le développement de l'industrie des tulles, dentelles et broderies mécaniques à Caudry et dans sa région du début du XIXe siècle à 1960*. Mémoire principal pour le D.E.S., Faculté des lettres de Lille, 1964.

Ferry, Claude. *La Blanchisserie et Teinturerie de Thaon (B.T.T.), 1872-1914*. Thèse pour le doctorat, Université de Nancy II, 1990.

Petitpas, Philippe. *Les industriels du coton et le Traité de commerce franco-anglais de 1860*. Mémoire pour le M.A., Université de Montréal, 2004.

Prouvost, Alexandra. *Les relations du textile roubaisien et tourquennois avec les pays étrangers et l'empire colonial (1888-1939)*. Mémoire de maîtrise, Université de Lille III, 1999.

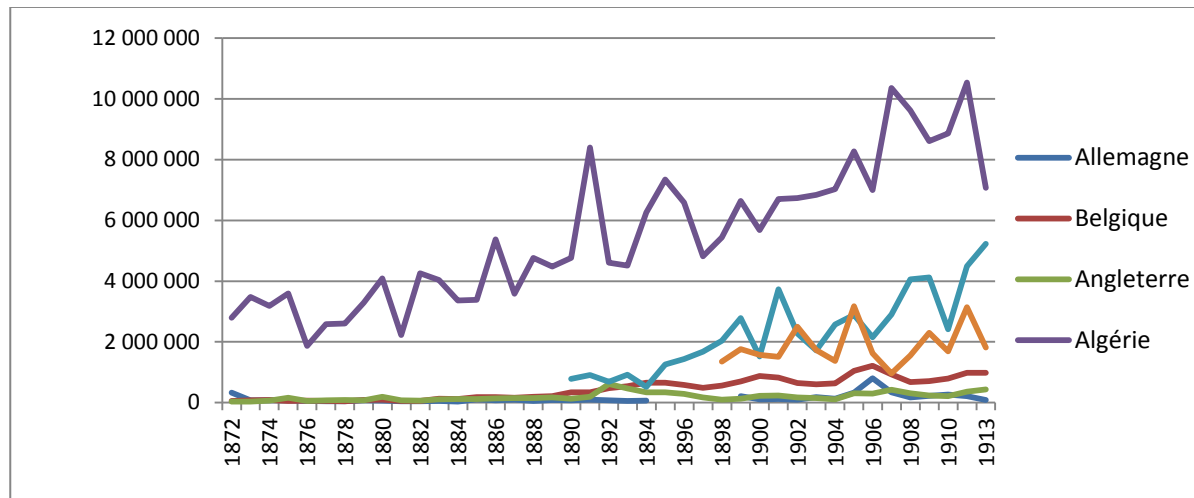
Raman, Michel. *Mouvement de la production textile à Roubaix (1789-1914)*. Mémoire de maîtrise, Université de Lille, 1968.

Ricard, Bruno. *L'État et l'expansion commerciale de la France ; l'information économique extérieure, des consuls aux conseillers commerciaux, 1681-1939*. Thèse d'Écoles des Chartres, 1992.

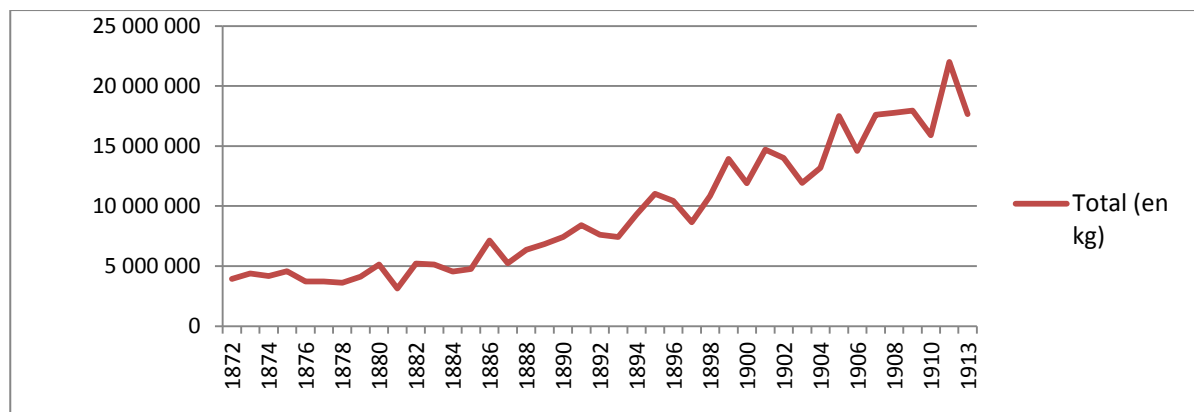
Annexe I

Exportations de tissus de coton écrus et blanchis 1872-1913

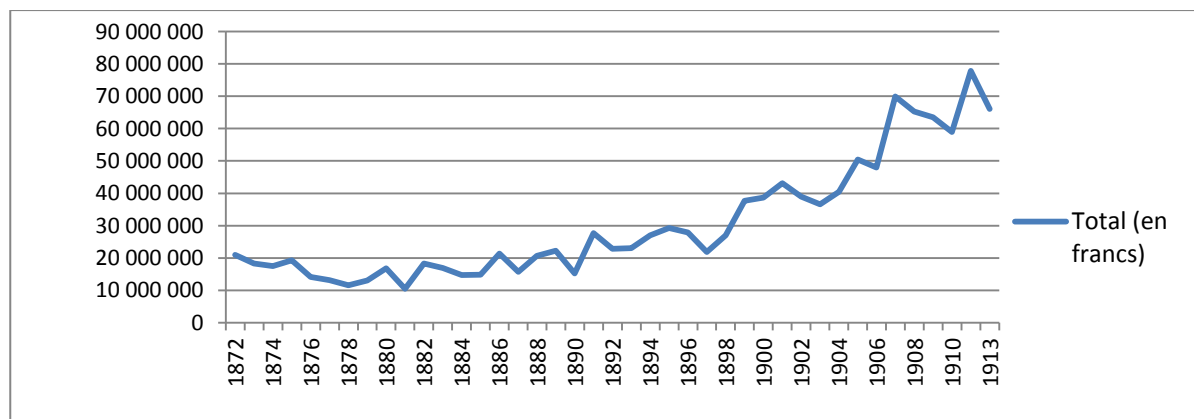
Principales destinations des exportations (kg)



Total des exportations (kg)



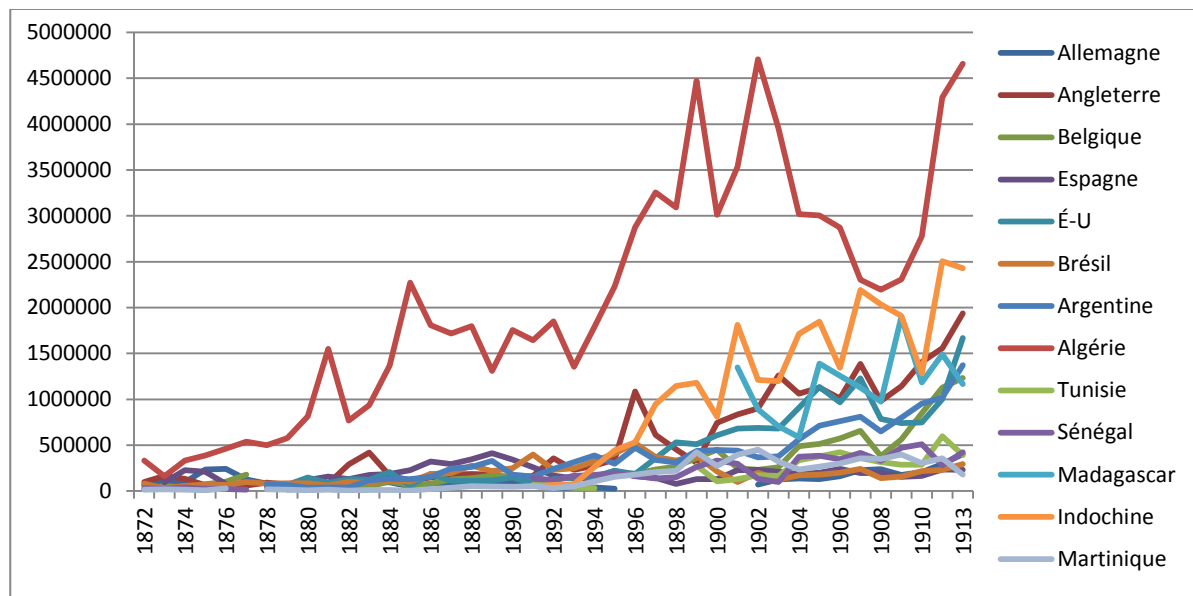
Total des exportations (frs)



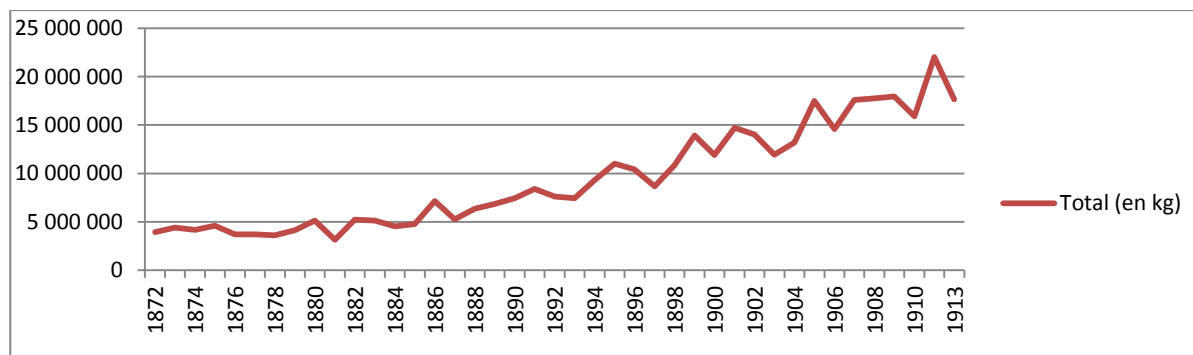
Annexe II

Exportations de tissus de coton teints 1872-1913

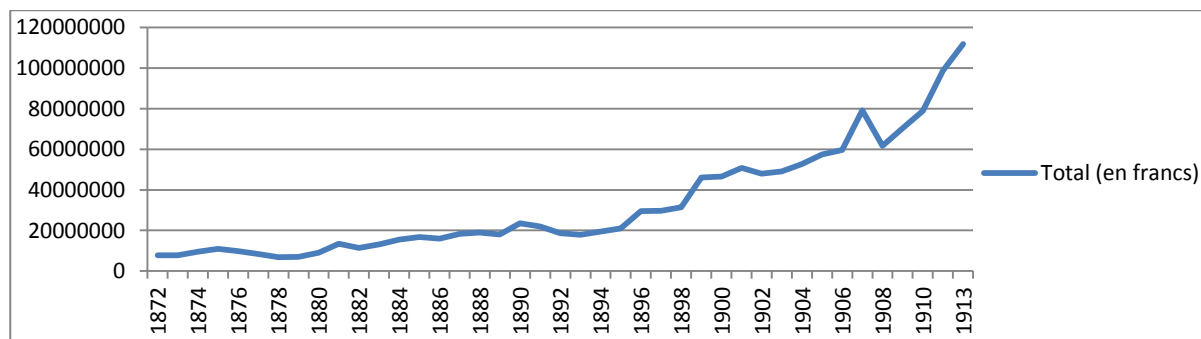
Principales destinations des exportations (kg)



Total des exportations (kg)



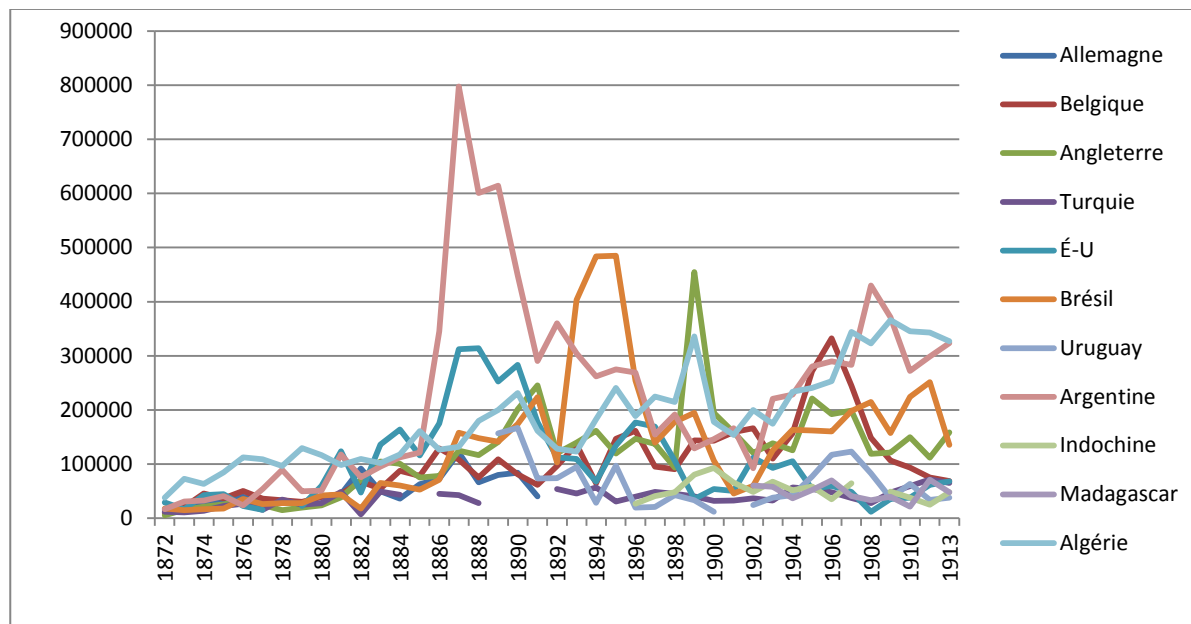
Total des exportations (frs)



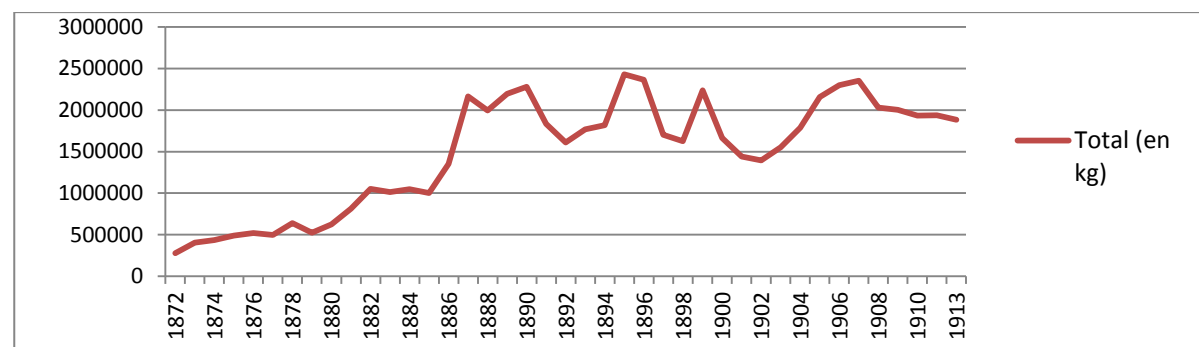
Annexe III

Exportations de bonneterie de coton 1872-1913

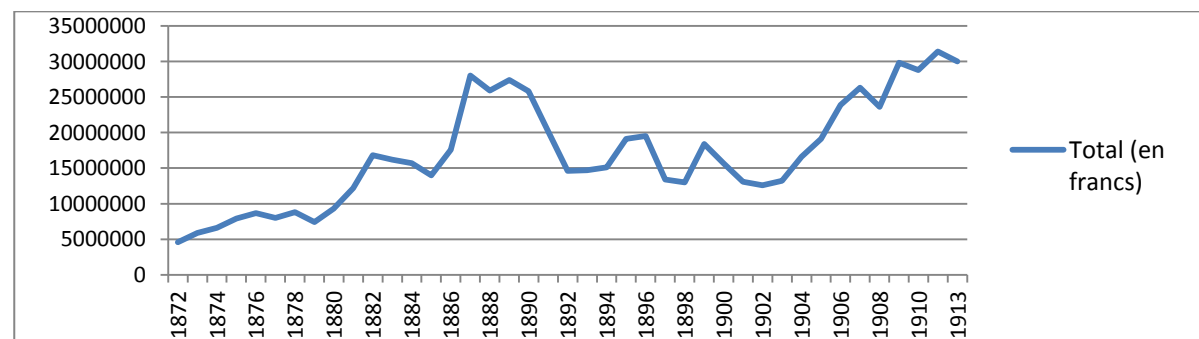
Principales destinations des exportations (kg)



Total des exportations (en kg)



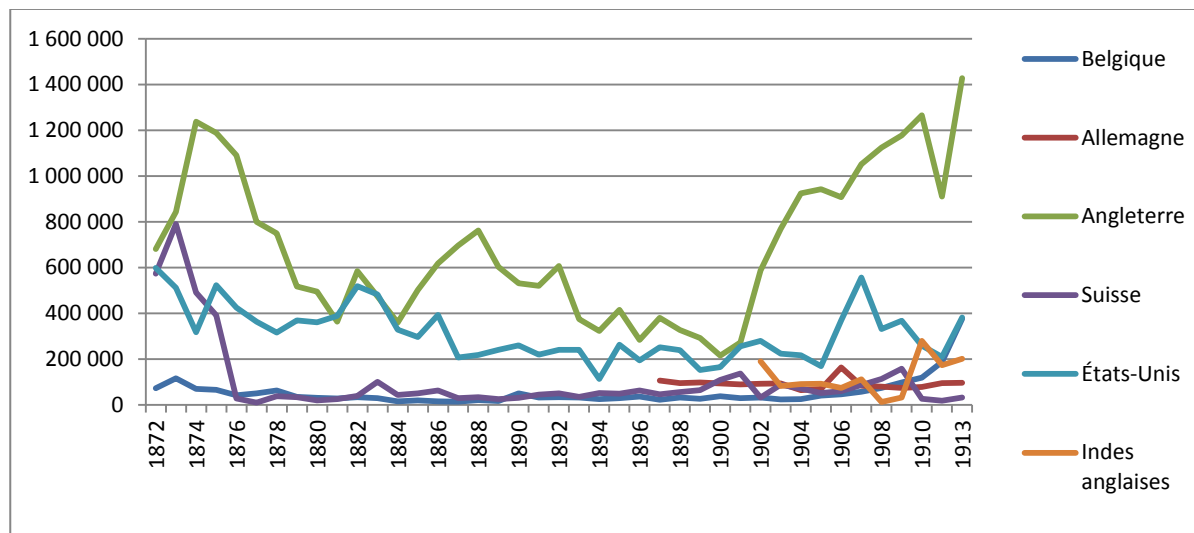
Total des exportations (en frs)



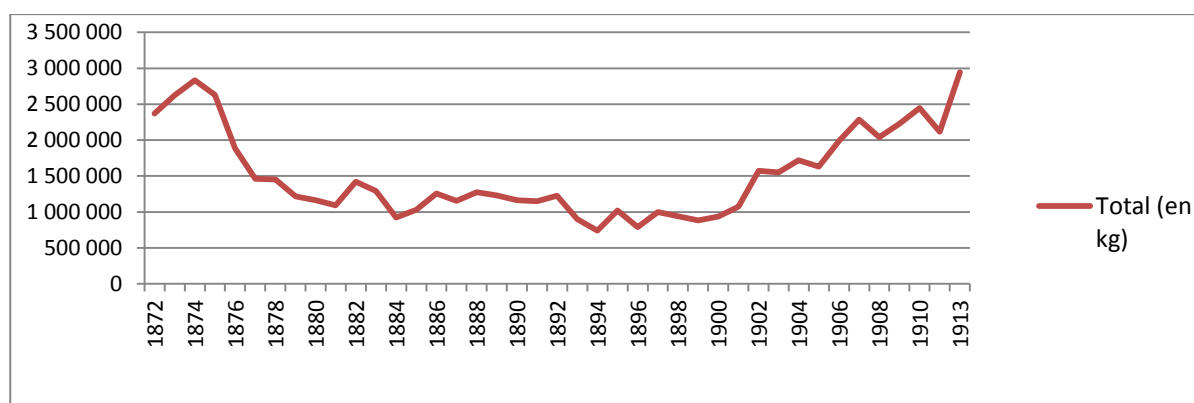
Annexe IV

Exportations d'étoffes de soie pure unies 1872-1913

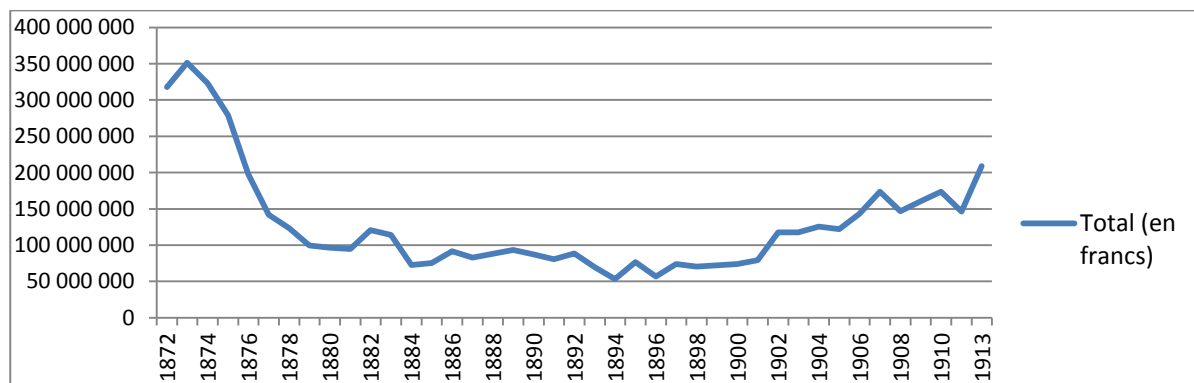
Principales destinations (kg)



Total des exportations (kg)



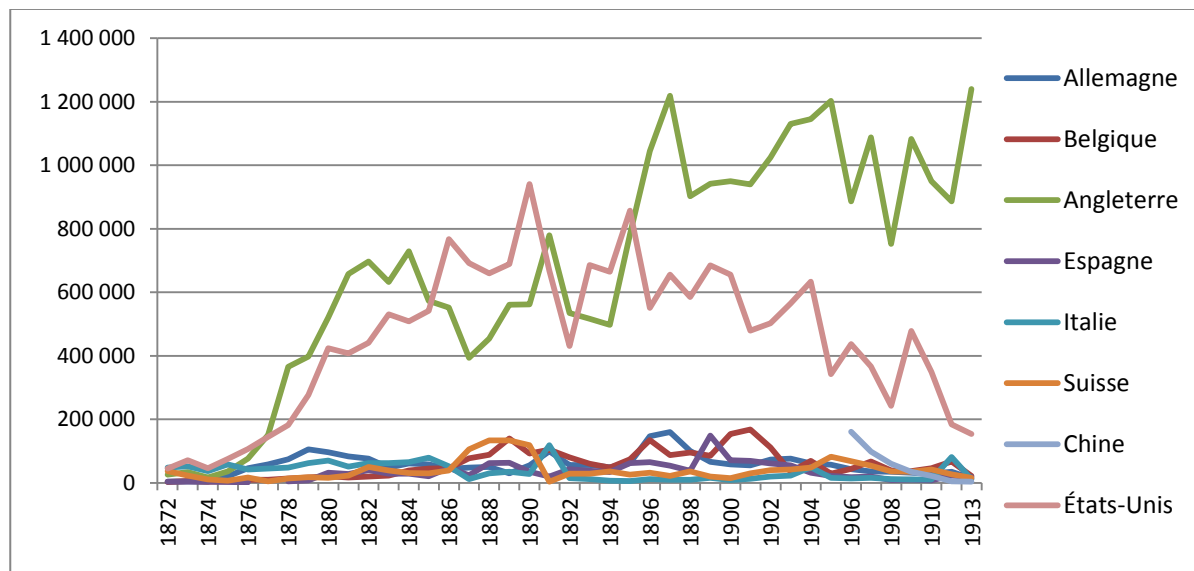
Total des exportations (frs)



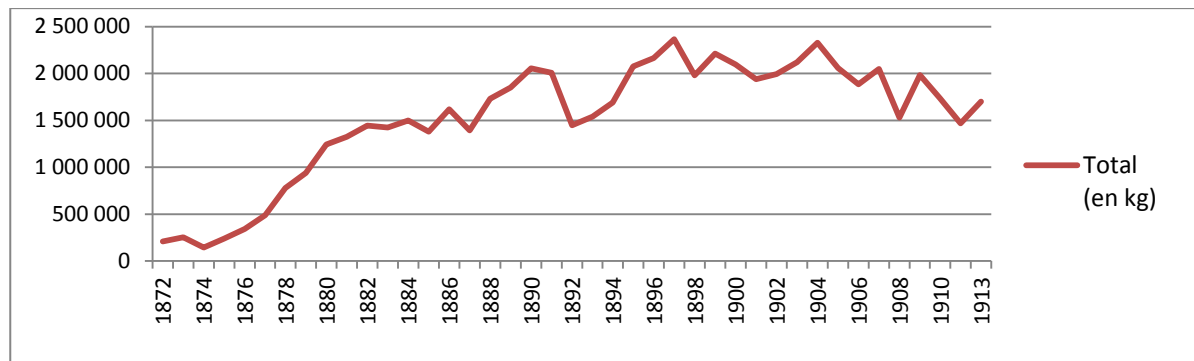
Annexe V

Exportations d'étoffes de soie mêlées 1872-1913

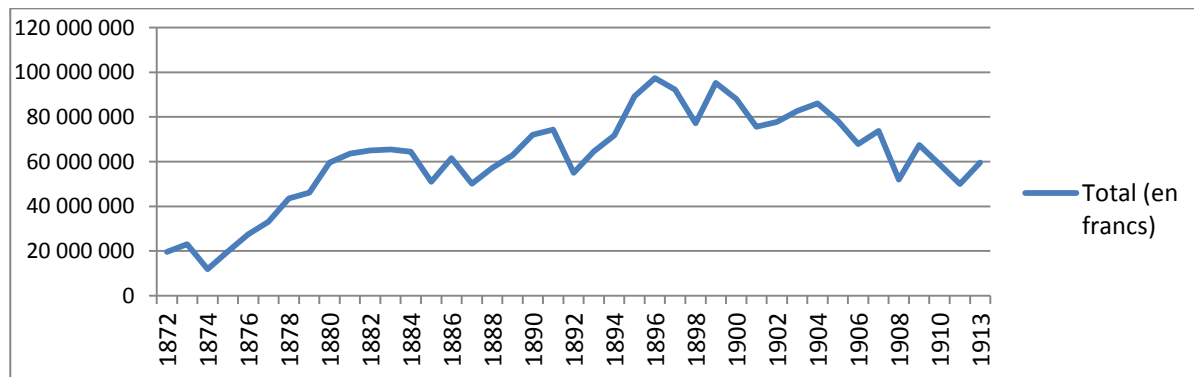
Principales destinations (kg)



Total des exportations (kg)



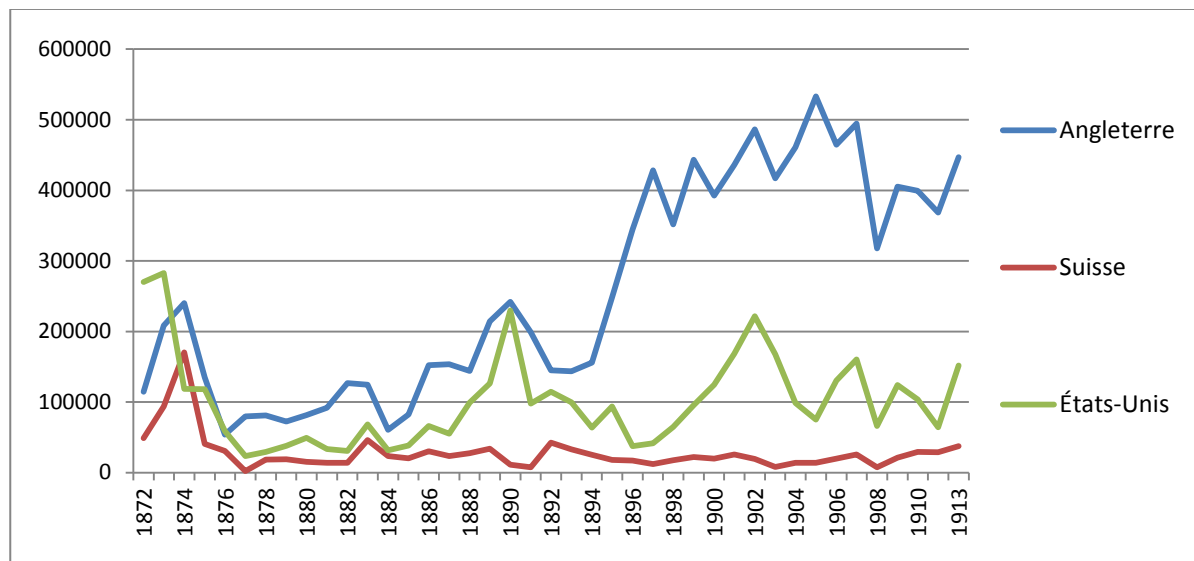
Total des exportations (frs)



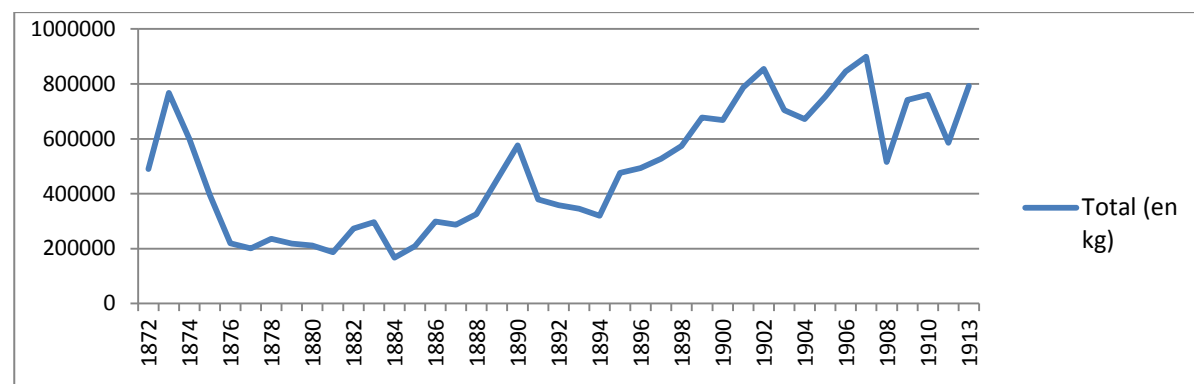
Annexe VI

Exportations de rubans de soie 1872-1913

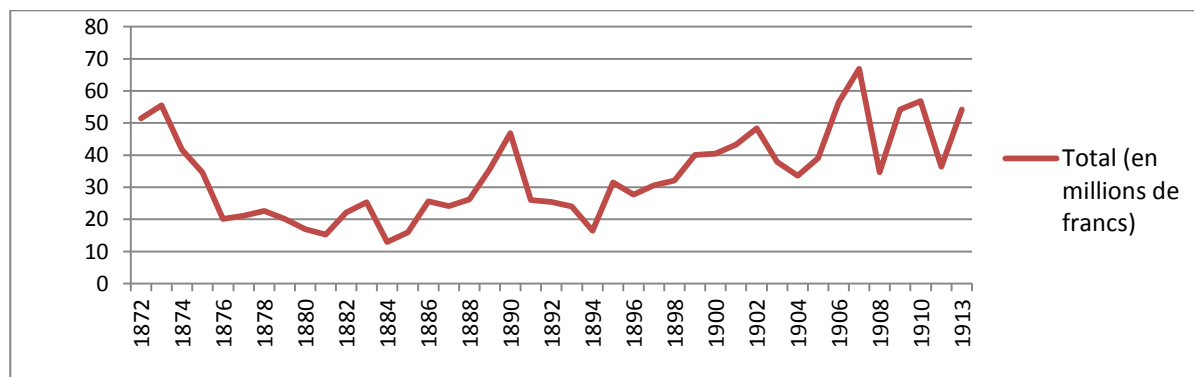
Principales destinations (kg)



Total des exportations (kg)



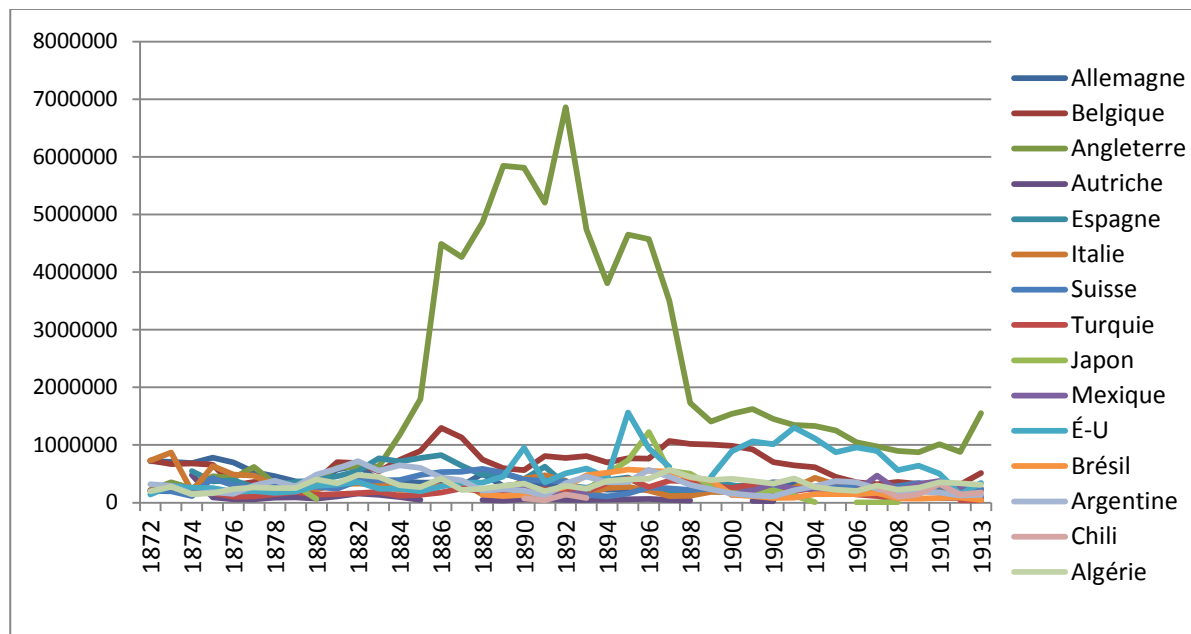
Total des exportations (en millions de frs)



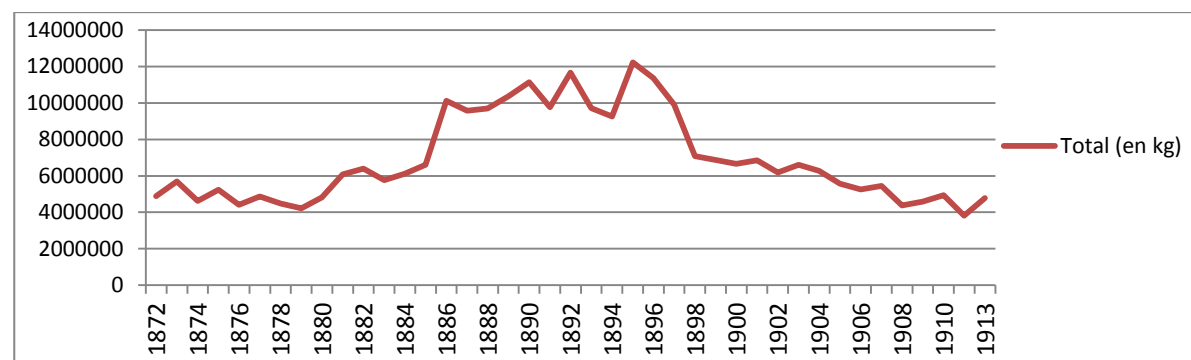
Annexe VII

Exportations de draps de laine 1872-1913

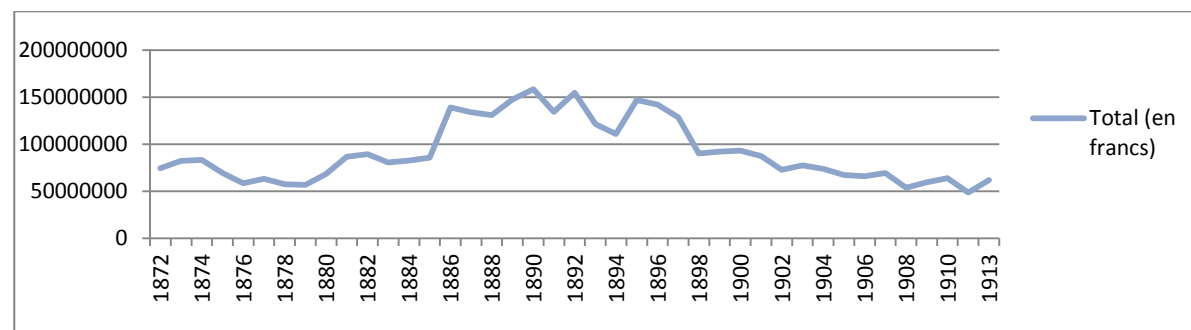
Principales destinations (en kg)



Total des exportations (kg)



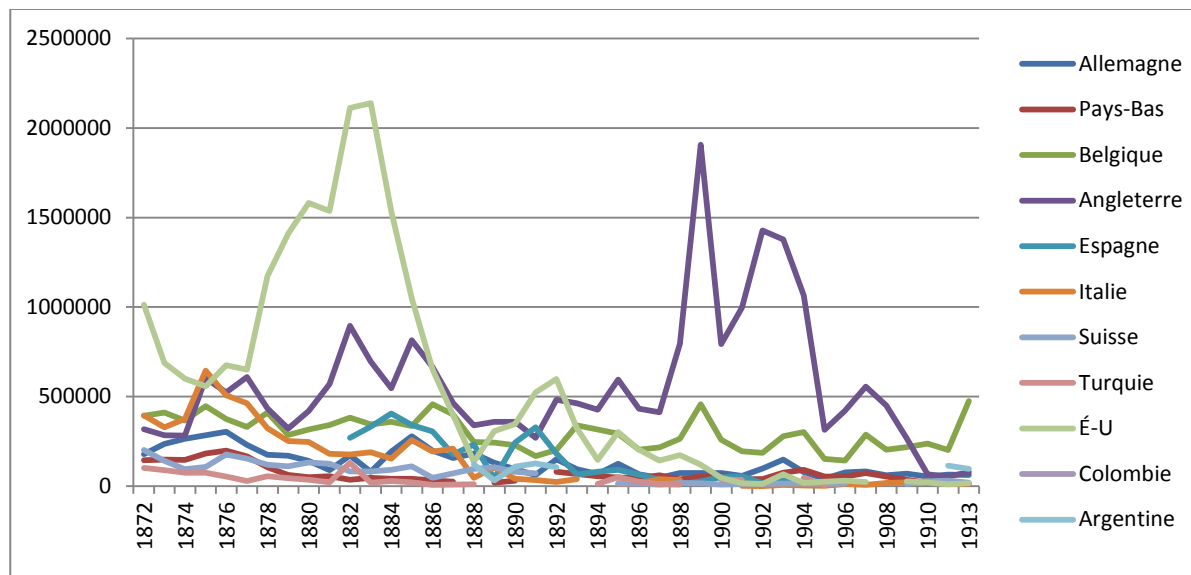
Total des exportations (frs)



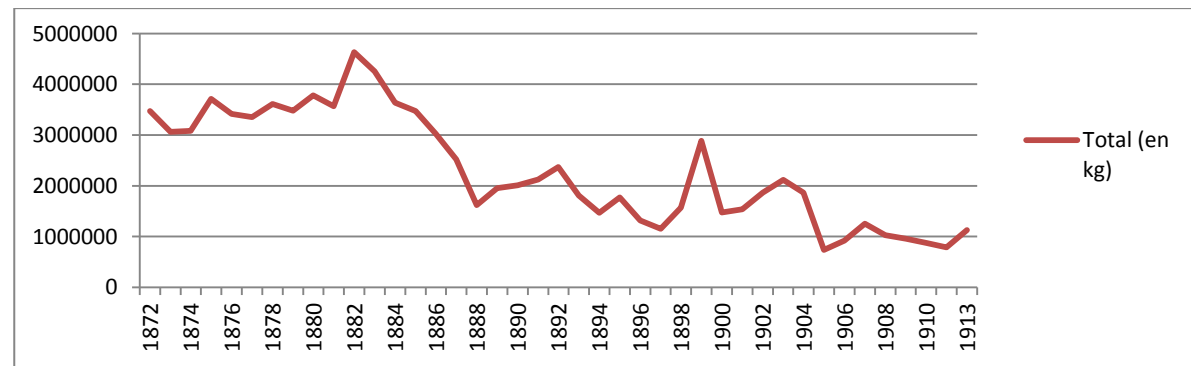
Annexe VIII

Exportations de tissus de laine mélangés 1872-1913

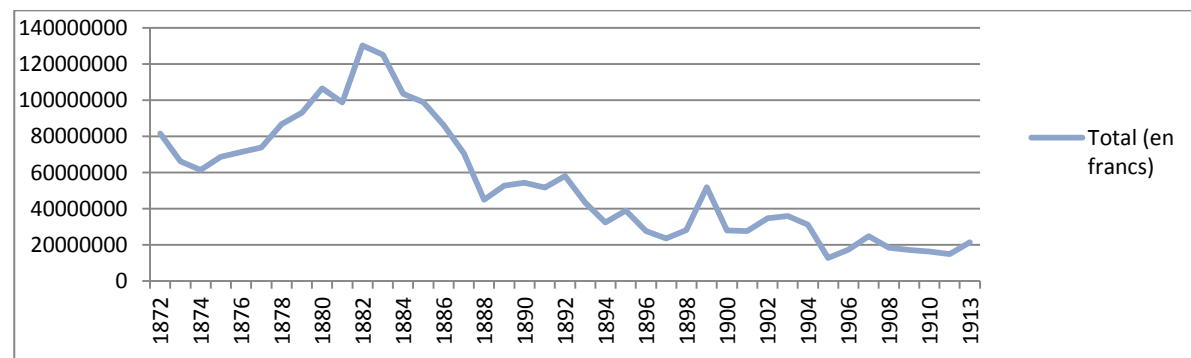
Principales destinations (kg)



Total des exportations (kg)



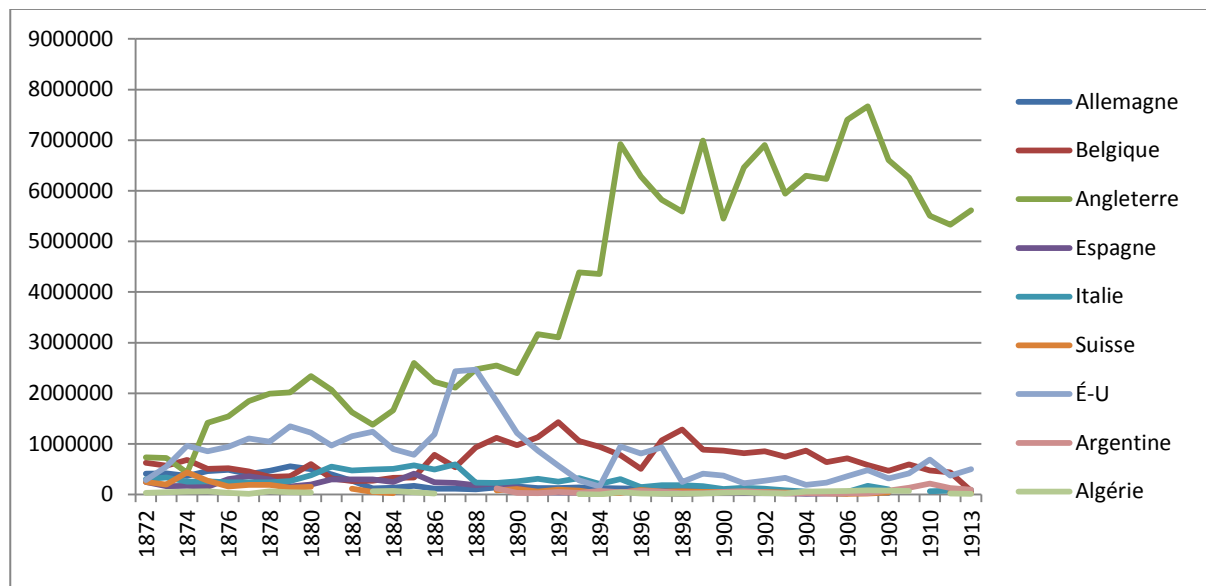
Total des exportations (frs)



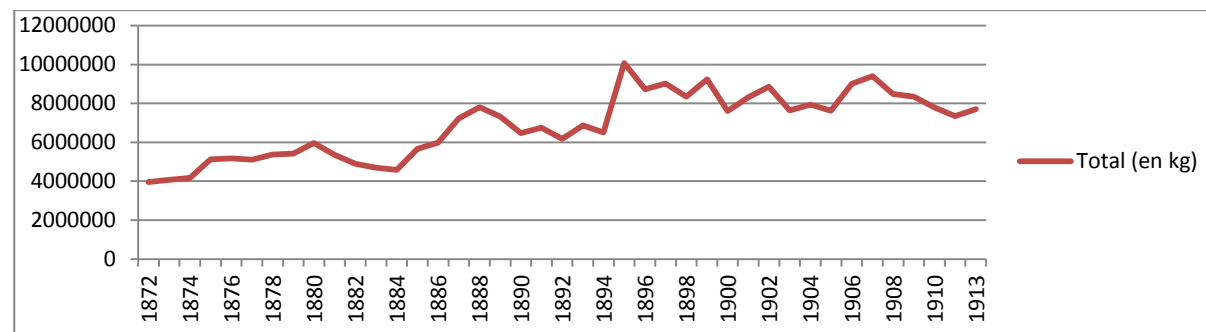
Annexe IX

Exportations de tissus de laine divers 1872-1913

Principales destinations (kg)



Total des exportations (kg)



Total des exportations (frs)

